



# CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

## COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 11 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Débats de consultation sur:  
- l'aménagement du territoire  
- la mobilité

p. 401  
p. 421

Déclaration sur l'état de la nation  
Sommaire des séances publiques n°30 à 32  
Sommaire des questions parlementaires

p. 434  
p. 437  
p. Q167

30<sup>e</sup> séance  
31<sup>e</sup> séance  
32<sup>e</sup> séance

Mercredi 18 avril 2018  
Jeudi 19 avril 2018  
Mardi 24 avril 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



60<sup>e</sup> séance plénière du Conseil parlementaire interrégional à la Chambre des Députés

## Un observatoire du logement pour la Grande Région?



Les jeunes présentent leurs recommandations.

Dans le cadre de la 60<sup>e</sup> séance plénière du Conseil parlementaire interrégional (CPI) le 1<sup>er</sup> juin 2018 à la Chambre des Députés, les élus de la Grande Région ont décidé de mener une étude de faisabilité en vue de la création d'un observatoire du logement dans la Grande Région afin de mieux analyser les dynamiques transfrontalières en matière de logement.

La problématique du logement était également au cœur d'une recommandation adoptée au cours de la séance plénière, qui a été présidée par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

Les autres recommandations adoptées concernent les sujets suivants:

- l'impact social et économique de la digitalisation,
- la pratique du «fuel dumping» dans l'aéronautique,
- les plantes et les espèces animales invasives,
- l'encouragement du développement d'un espace de communication commun (poursuite du projet «Media & Me» du réseau médias SaarLorLux).

Les recommandations seront transmises aux gouvernements des membres de la Grande



La présidence luxembourgeoise du CPI

Région, à savoir la Sarre et la Rhénanie-Palatinat, le Grand Est, le Grand-Duché de Luxembourg, la Wallonie, la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Communauté germanophone de Belgique.

### Un suivi du premier colloque de la jeunesse de la Grande Région

Huit jeunes représentants ont également eu l'opportunité de présenter les recommandations élaborées lors du colloque des jeunes de la Grande Région du 9 mai 2018 auquel quelque 200 jeunes avaient participé.

Ces recommandations seront traitées plus en détail dans les différentes commissions du CPI. Elles portent notamment sur la digitalisation, l'aménagement du territoire au-delà des frontières ou encore les moyens de rapprocher la Grande Région, l'Europe et les jeunes citoyens. Les députés de la Grande Région ont salué l'initiative du Luxembourg d'avoir organisé le premier colloque de la jeunesse de la Grande Région. Le Président du Parlement régional du Land de Sarre, M. Stephan Toscani, qui devra assurer la présidence bisannuelle à partir de 2019, a annoncé son intention de continuer à impliquer les jeunes dans les travaux parlementaires du CPI.

Visite du Ministre-Président de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie

## Plus de solidarité pour faire avancer le projet européen



M. Armin Laschet, signant le Livre d'or de la Chambre, et M. Mars Di Bartolomeo.

L'avenir de l'Union européenne et les relations bilatérales entre le Luxembourg et le Land le plus peuplé d'Allemagne, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie (NRW), étaient au cœur d'un échange de vues entre le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Ministre-Président du Land, M. Armin Laschet, le 4 juin 2018 à la Chambre des Députés.

### La crainte face à la montée de l'euroscepticisme

La crainte partagée face à la montée des mouvements eurosceptiques ou antieuropéens dans un nombre croissant de pays membres à l'est comme à l'ouest de l'Europe et comment y répondre pour faire avancer le projet européen étaient des sujets abordés lors des discussions.

Dans ce contexte, le Président de la Chambre des Députés a souligné l'importance de la responsabilité de l'ensemble des pays membres. «La solidarité au sein de l'Union européenne n'est pas une voie à sens unique», a-t-il expliqué. M. Armin Laschet a exprimé son soutien aux propositions du Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker pour renforcer l'Europe.

### Relations bilatérales, Tihange et Ruhrfestspiele

Concernant les relations entre le Luxembourg et l'Allemagne et ses Länder, M. Mars Di Bartolomeo a constaté qu'elles sont «excellentes». La Chambre des Députés entretient effectivement des relations étroites avec ses régions voisines, notamment au niveau parlementaire, comme par exemple la coopération au sein du Conseil parlementaire interrégional (CPI), réuni le 1<sup>er</sup> juin 2018 au Parlement luxembourgeois.

Le Président de la Chambre et le Ministre-Président ont salué l'engagement commun contre la centrale nucléaire belge de Tihange qui se trouve à proximité des frontières luxembourgeoise et du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

Finalement, le festival de théâtre Ruhrfestspiele à Recklinghausen, placé sous la direction du metteur en scène luxembourgeois Frank Hoffmann, a également été abordé lors des discussions. M. Armin Laschet a souligné l'importance du travail de M. Hoffmann pour la renommée de ce festival et pour toute la région.



# Rencontre entre élus du Parlement du Land Berlin et de la Chambre des Députés



Le Président et des membres du Parlement du Land Berlin reçus par une délégation parlementaire luxembourgeoise.

Le Président du Parlement régional de l'État fédéré de Berlin, M. Ralf Wieland, accompagné d'une délégation parlementaire, a eu une entrevue, le 4 juin 2018, avec le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, ainsi qu'avec les dé-

putés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

## Échange de vues sur l'immigration

Les députés du Parlement régional du Land Berlin se sont renseignés sur la situation particulière de l'immigration au Luxembourg. De manière générale, les députés luxembourgeois ont expliqué que l'immigration au Luxembourg s'est déroulée jusqu'à

présent sans heurts. Un autre sujet évoqué lors de l'échange de vues était la problématique du logement. Au cours des discussions, le Président de la Chambre des Députés a souligné l'importance de la diplomatie parlementaire ainsi que des bons

échanges entre le Luxembourg et l'Allemagne dont témoigne la double visite, en une même journée, du Ministre-Président de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie et de membres du Parlement régional du Land Berlin.

Le Commissaire européen Christos Stylianides à la Chambre

# Aide humanitaire et gestion de crises



M. Christos Stylianides (5<sup>e</sup> de gauche) entouré des participants à la réunion.

«La solidarité ne devrait pas être une voie à sens unique», c'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a reçu, le 13 juin 2018, le Commissaire européen à l'aide humanitaire et à la gestion des crises, M. Christos Stylianides.

## Le Luxembourg, pionnier de l'aide humanitaire européenne

L'Union européenne (UE) est un acteur essentiel de l'aide humanitaire dans le monde et le Luxembourg est un pionnier dans les différentes actions européennes menées par l'UE, a constaté le Commissaire européen en charge de ce dossier.

Avec sa plateforme emergency.lu, le Luxembourg s'est engagé à soutenir de manière renforcée le mécanisme de protection civile de l'UE, a rappelé le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel. Le dispositif luxembourgeois permet de fournir des services de

communication tels que des connexions téléphoniques et Internet pour appuyer la coordination des efforts déployés sur le terrain par les premiers intervenants et les acteurs humanitaires en cas de destruction des infrastructures de communication locales par des catastrophes d'origine naturelle ou humaine. Dans ce contexte, le Commissaire européen a félicité le Grand-Duché de Luxembourg pour sa solidarité par rapport aux efforts de l'UE visant à construire une Europe qui protège et sauve des vies.

## Une Europe qui protège face au changement climatique

À côté des différentes crises humanitaires liées aux conflits armés, l'Europe doit également faire face aux crises humanitaires liées aux catastrophes naturelles.

Les tragédies de l'été dernier au Portugal ont montré que le système d'intervention actuel en cas de catastrophe a atteint ses limites dans sa forme actuelle de volontariat, a

constaté le Commissaire européen. D'où l'initiative de la Commission européenne de créer un système européen de lutte contre les catastrophes naturelles: «rescEU». Ce dernier dispose d'une réserve de capacités au niveau européen en matière de protection civile comprenant par exemple des avions de lutte contre les incendies de forêt.

## Éducation dans les situations d'urgence et égalité entre hommes et femmes

Au cours des discussions avec le Commissaire européen, les députés se sont notamment renseignés sur l'initiative «Spotlight» qui vise à venir en aide aux femmes et aux filles du monde entier, migrantes ou déplacées, qui sont victimes de violences ou exclues de l'éducation. «L'égalité entre les hommes et les femmes n'est pas seulement une question d'équité et de justice en Europe, c'est aussi une nécessité pour parvenir à une paix durable, à la sécurité, au développement, à la croissance

économique et à la prospérité dans le monde», a souligné le Commissaire européen Christos Stylianides.

En effet, la Commission a adopté à la mi-mai un cadre d'action qui vise à accroître le financement humanitaire destiné à l'éducation dans les situations d'urgence et de crises pour le porter à 10% de son budget global en matière d'aide humanitaire à partir de 2019, a expliqué le Commissaire chypriote aux députés. L'UE est un acteur mondial de premier plan en ce qui concerne la réintégration des enfants dans le circuit scolaire. Cette année, 8% du budget européen d'aide humanitaire sont consacrés à l'éducation en contexte d'urgence, soit huit fois plus qu'en 2015. Le but est de porter cette part à 10% en 2019.

## Lutte contre le virus Ebola en Afrique

Les autres questions des députés ont notamment porté sur la situation actuelle en Afrique concernant le virus Ebola. Le Commissaire européen,

qui est également le coordinateur de l'UE pour la lutte contre le virus Ebola, a assuré que la situation est sous contrôle. Les autorités compétentes restent cependant vigilantes afin d'éviter une nouvelle propagation, semblable à celle qui s'est produite il y a trois ans.

Dans ce contexte, le Commissaire européen a également remercié le Luxembourg pour son intervention renforcée dans la lutte contre l'épidémie.

Tout au long de l'échange de vues, M. Christos Stylianides a souligné à plusieurs reprises que l'Afrique constitue le défi le plus important pour l'UE. En effet, le continent africain connaît une explosion démographique et est confronté en plus aux différentes conséquences dévastatrices du changement climatique. Selon le Commissaire européen, le plus grand défi pour l'UE en Afrique est de trouver un lien entre l'aide humanitaire et l'aide au développement.



Session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

## L'OTAN affiche son unité malgré les tensions politiques qui divisent ses membres



M. Marc Angel et Mme Viviane Loschetter au Parlement polonais à Varsovie

La session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN s'est déroulée du 25 au 28 mai 2018 à Varsovie en présence de M. Marc Angel et Mme Viviane Loschetter. Parmi les sujets abordés pendant cette réunion figuraient la Russie, la modernisation de l'OTAN, la coopération entre l'OTAN et l'Union européenne, la Corée du Nord, la lutte contre le terrorisme ou encore l'avenir du multilatéralisme.

En sa qualité de trésorier de l'AP-OTAN, M. Marc Angel a présenté devant les quelque 300 parlementaires réunis dans la capitale polonaise son rapport attestant l'excellent état de la situation financière de cette organisation.

Pendant son allocution devant les parlementaires, le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jens Stoltenberg, a pour sa part regretté les «désaccords majeurs», opposant les États-Unis à l'Europe et au Canada, sur le commerce et l'accord nucléaire avec l'Iran notamment. À son avis, il est

certain que les États membres de l'OTAN ne sont pas tous en accord sur la manière de trancher en politique migratoire ou dans le domaine sécuritaire. Toutefois, le Secrétaire général de l'OTAN a salué le fait que ces tensions n'empêchent pas l'Alliance atlantique d'être plus opérationnelle que jamais et que l'ensemble des alliés s'engagent dès à présent à renforcer l'organisation.

«Je ne dis pas que ces problèmes ne sont pas importants. Je ne veux pas minimiser mon niveau de préoccupation», a estimé M. Jens Stoltenberg. «Mais je pense qu'il est possible de gérer les désaccords sans miner l'Alliance (...).

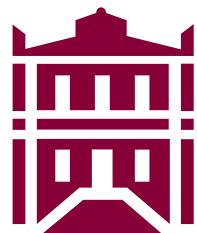
En dépit de divergences majeures, le lien transatlantique n'est pas affaibli», a-t-il affirmé. M. Stoltenberg a également exprimé sa conviction qu'une Union européenne plus forte signifie une OTAN plus forte.

Dans une déclaration commune, l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

a demandé aux chefs d'État et de gouvernement des pays alliés d'apparaître unis lors de leur sommet de juillet prochain et de montrer que l'Organisation reste crédible face aux menaces que la Russie et le terrorisme font peser sur la sécurité.

Dans ce contexte, les parlementaires de l'OTAN ont souligné que l'Alliance apporte «une contribution précieuse et unique en son genre» à la résolution de problèmes de sécurité d'une grande complexité; ils ont aussi rappelé qu'une attaque dirigée contre un allié est toujours considérée comme une attaque visant également tous les autres.

De même, les parlementaires de l'OTAN ont invité les dirigeants alliés à conserver vis-à-vis de Moscou une politique à deux axes: d'une part, la défense et la dissuasion pour riposter aux tentatives russes de déstabilisation des alliés et de leurs voisins et, d'autre part, l'ouverture à un «dialogue substantiel».



## NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°11 • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

### Règlement des petits litiges

**7121 - Projet de loi relative à la mise en application du règlement (UE) 2015/2421 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2015 modifiant le règlement (CE) n°861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges et le règlement (CE) n°1896/2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer et portant modification du Nouveau Code de procédure civile**

Suite à un rapport du 19 novembre 2013, la Commission européenne a proposé de modifier le règlement (CE) n°861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges, ainsi que le règlement (CE) n°1896/2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer. À cette fin, le règlement (UE) 2015/2421 du 16 décembre 2015 a été adopté par le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne. Ce règlement est applicable à partir du 14 juillet 2017.

Concernant la procédure européenne des petits litiges, le but est de simplifier la procédure et de réduire le coût et la durée de celle-ci. La plus importante des modifications porte sur le plafond applicable au montant du litige, qui passe de 2.000 € à 5.000 €, afin d'améliorer l'accès à des voies de recours en cas de litiges transfrontaliers, dans lesquels au moins une des parties a son domicile ou sa résidence habituelle dans un État membre autre que l'État membre de la juridiction saisie.

D'ailleurs, concernant la procédure européenne d'injonction de payer, les options du demandeur ont été étendues étant donné que, suite à l'opposition formée par le défendeur contre une injonction européenne de payer, le demandeur aura la possibilité de demander à ce que la procédure se poursuive conformément aux règles de la procédure européenne de règlement des petits litiges prévues par le règlement (CE) n°861/2007, option qui n'existait pas auparavant.

Le présent projet de loi vise à compléter et à modifier le Nouveau Code de procédure civile afin de tenir compte de ces modifications qui sont introduites par le règlement (UE) 2015/2421 au niveau communautaire.

Le présent projet de loi vise à reporter les prochaines élections pour la Chambre des Salariés de novembre 2018 à une date ultérieure, située entre le 1<sup>er</sup> février et le 31 mars 2019.

Ce report est envisagé alors que les prochaines élections législatives auront lieu au mois d'octobre 2018 et que pendant les semaines suivant cette date, la formation d'un nouveau gouvernement, l'élaboration d'un programme gouvernemental et la mise en place de la nouvelle Chambre des Députés risquent de monopoliser l'attention de la population.

Le projet de loi prévoit donc pour l'organisation des prochaines et futures élections de la Chambre des salariés une période de deux mois au cours de laquelle les élections sociales pourront avoir lieu, ceci afin d'éviter qu'une période de vacances scolaires ne vienne perturber le déroulement des opérations électorales.

Les élections des délégués du personnel sont reportées à la même période. De ce fait, et afin d'éviter tout vide juridique, le projet vise à prolonger les mandats des membres de la Chambre des Salariés, des délégués du personnel, des membres de l'organe de représentation d'une société européenne, des membres de l'organe de représentation d'une société coopérative européenne et les mandats des as-

sesseurs-salariés auprès des tribunaux de travail jusqu'à l'entrée en fonction des nouveaux élus.

Dans sa version initiale, le projet de loi prévoyait, sur base d'une proposition de la Chambre des Salariés adoptée à l'unanimité, que les syndicats jouissant de la représentativité nationale, pour autant qu'ils soient représentés au sein de l'Assemblée plénière, puissent désigner trois membres effectifs supplémentaires, sans que ces personnes ne soient élues par l'ensemble des ressortissants de la Chambre des Salariés - selon l'exposé des motifs, afin de mieux soutenir la Chambre des Salariés dans la défense des intérêts de ses membres.

Suite à une opposition formelle du Conseil d'État, d'un côté pour des raisons d'insécurité juridique de la procédure prévue, de l'autre côté pour des raisons d'incohérence avec le régime de désignation des membres des chambres professionnelles sur une base électorale, la Commission avait proposé un amendement visant à répondre aux observations du Conseil d'État et prévoyant un nouveau mode de désignation de trois membres effectifs supplémentaires, ainsi que de trois membres suppléants supplémentaires par une élection indirecte. Suite à des oppositions formelles que le Conseil d'État a encore émises dans son avis complémentaire, la Commission a décidé de supprimer la disposition en question.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 08.03.2017

Rapporteuse: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique  
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

28.02.2018 Présentation du projet de loi  
Désignation d'un rapporteur

Examen des amendements gouvernementaux

Examen des avis du Conseil d'État

28.03.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.04.2018

Loi du 15 mai 2018

Mémorial A: 2018, n°394, page 1

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire le 17.05.2017

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale  
(Président: M. Georges Engel):

01.02.2018 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

21.02.2018 Continuation des travaux

26.03.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.04.2018

Loi du 7 mai 2018

Mémorial A: 2018, n°370, page 1

### Prochaines élections pour la Chambre des Salariés

**7138 - Projet de loi portant modification**

**1° du Code du travail;**

**2° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base électorale**





## Transposition de l'accord salarial dans la fonction publique

### 7182 - Projet de loi portant modification

1° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2° de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

3° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

4° de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2<sup>e</sup> Chance;

5° de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant création

a) d'un Institut national des langues;

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise;

6° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

7° de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

8° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien;

9° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État

et portant abrogation

de la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Alors qu'il modifie neuf lois et en abroge une dixième, le présent projet de loi a pour objectif principal de transposer un certain nombre des 24 dispositions - huit en tout - contenues dans l'accord salarial conclu le 5 décembre 2016 entre le Gouvernement et la CGFP.

La loi du 21 mars 2017 portant introduction d'une prime unique pour l'année 2016 dans le cadre de l'accord salarial du 5 décembre 2016 dans la fonction publique avait déjà transposé le deuxième des sept points liés à la rémunération, à savoir l'allocation au mois d'avril 2017 d'une prime unique s'élevant à 1% du traitement barémique touché pendant l'année 2016.

À travers ce projet de loi, il s'agit donc de garantir désormais la mise en œuvre des mesures négociées suivantes:

- l'augmentation de la valeur du point indiciaire de 1,5%, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (point I.2. de l'accord);

- l'augmentation du montant de l'allocation de repas à 144 euros par mois, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2017 (point I.3. de l'accord);

- l'adaptation de certaines indemnités de stage (point I.4. de l'accord);

- l'augmentation du montant de l'allocation de famille du nouveau régime à 29 points indiciaires (point I.6. de l'accord);

- l'harmonisation du niveau de rémunération de base des carrières d'employés de l'État à conditions d'études égales (point II.1. de l'accord);

- le remplacement du congé pour travail à mi-temps et du service à temps partiel actuels par un nouveau système organisé par paliers correspondant à 90%, 80%, 75%, 70%, 60%, 50% et 40% d'une tâche complète (point III.2. de l'accord);

- la possibilité, sous réserve que l'intérêt du service ne s'y oppose pas, d'accorder un service à temps partiel aux fonctionnaires dirigeants (point III.5. de l'accord); et

- l'adaptation de la procédure de résiliation des contrats de travail d'employés de l'État en cas d'absences prolongées ou répétées pour raisons de santé, en y introduisant l'obligation pour l'administration d'informer, deux mois à l'avance, l'employé concerné de l'approche du délai de six mois prévu pour le déclenchement de cette procédure.

Il est finalement à noter que l'article XV du projet détermine l'entrée en vigueur générale du projet de loi tout en insistant sur l'entrée en vigueur différée de diverses dispositions liées à certains points et paragraphes d'articles du projet de texte.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 19.01.2018

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

22.03.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

19.04.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.04.2018

Loi du 22 mai 2018

Mémorial A: 2018, n°443, page 1

## Bâtiment P&R et rénovation de la gare de Rodange

### 7234 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Le présent projet a pour objet le financement d'un bâtiment P&R de 1.567 emplacements et la mise en conformité de la gare de Rodange pour répondre à court et à moyen termes aux besoins de stationnement des utilisateurs du

rail. Les coûts du projet se chiffrent à 43.740.000 euros et englobent le parking en ouvrage (25.000.000 euros), la voirie et divers réseaux (4.500.000 euros) et les installations techniques (6.500.000 euros).

S'y ajoutent 1.800.000 euros pour «divers et imprévus» ainsi que 5.670.000 euros pour les études. Ces montants ne comprennent pas les taxes sur la valeur ajoutée et correspondent à la valeur 764,68 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1<sup>er</sup> octobre 2016.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 19.01.2018

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

22.03.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

19.04.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.04.2018

Loi du 22 mai 2018

Mémorial A: 2018, n°444, page 1

## «Vermummungsverbot»

### 7179 - Projet de loi portant modification de l'article 563 du Code pénal en créant une infraction de dissimulation du visage dans certains lieux publics

Le contexte réglementaire luxembourgeois

Contrairement à d'autres pays européens, la dissimulation du visage est déjà largement interdite à ce jour au Grand-Duché de Luxembourg. Cette interdiction s'applique dans bon nombre de communes par la voie d'un règlement de police communal. Début 2017, sur 105 communes, 62 disposaient d'un règlement de police communal dont 47 ont réglementé l'interdiction de dissimuler le visage en public, règlements qui en l'état actuel de la législation ne sont pas soumis à l'approbation du Ministère de l'Intérieur. Ces communes représentent 72,75% de la population totale du Grand-Duché de Luxembourg.

Cependant, notamment en raison du principe constitutionnel de l'autonomie communale, la réglementation communale concernant la dissimulation du visage est très hétérogène. Il s'ensuit que l'application pratique des interdictions de dissimulation du visage reste compliquée, tant pour les personnes éventuellement concernées par l'interdiction que pour les agents de la Police grand-ducale qui sont en charge de la constatation du non-respect de l'interdiction de dissimulation du visage.

La base légale de ces règlements est le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités et la loi des 16 et 24 août 1790 qui confèrent aux communes la mission de veiller au maintien de l'ordre public matériel qui vise la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques. Ces missions sont regroupées sous l'expression de «police administrative générale».

Le présent projet de loi ne modifie pas la réglementation communale existante. En effet, en vertu du principe de l'autonomie communale, seules les communes peuvent la changer.

### L'avis du Conseil d'État sur l'opportunité de légiférer

Suite à la demande du Premier Ministre du 8 septembre 2016, le Conseil d'État rappelle dans son avis n°51.876 du 13 décembre 2016 que «la question du contenu d'un tel règlement renvoie à celle du contenu de l'ordre public à sauvegarder. Le juge administratif luxembourgeois considère que l'ordre public communal est exclusivement matériel et ne peut être moral. Il résulte des missions assignées aux communes dans le décret précité du 14 décembre 1789 et la loi précitée des 16 et 24 août 1790 et du statut de la commune en tant que collectivité territoriale que le règlement communal ne peut appréhender que des actes de nature à troubler la sécurité et la tranquillité physiques du citoyen».

Le Conseil d'État retient que «le critère à mettre en exergue est celui des circonstances locales; dès lors que la question à régler revêt une portée nationale et ne saurait donner lieu à des réponses variées, forcément adaptées aux circonstances locales, c'est l'État qui doit agir et non pas la commune».

Le Conseil d'État dit en résumé que l'État ne peut pas imposer aux communes de réglementer dans des domaines où elles ont une compétence au titre de la police administrative générale (sûreté, tranquillité et salubrité publique). Le Conseil d'État conclut que «si le législateur considère que certaines questions sont à régler dans toutes les communes, la solution consistera, plutôt que de créer une pluralité de droits pénaux communaux parallèles, d'élever ces questions au niveau de la loi pénale nationale (...).»

Concernant la question de l'interdiction de la dissimulation du visage comme élément du «vivre ensemble», le Conseil d'État retient que «quand il s'agit de sauvegarder des impératifs d'ordre non matériel, comme le vivre ensemble tel que le conçoit la Cour européenne des droits de l'homme, la commune ne peut pas agir au titre de ses compétences de police administrative générale».

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 08.09.2017

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

30.11.2017 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

07.12.2017 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État (suite)

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

19.04.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.04.2018

Loi du 9 mai 2018

Mémorial A: 2018, n°373, page 1

## Modernisation de la ligne ferroviaire Luxembourg-Kleinbettingen

### 7233 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Les travaux de renouvellement et de modernisation de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen se font en trois phases, à savoir:

phase 1: renouvellement des postes directeurs;

phase 2: réélectrification de la ligne et reconstruction d'ouvrages d'art;

phase 3: renouvellement et modernisation de la plate-forme, des ouvrages d'art et des quais.

Le projet de loi sous rubrique se rapporte au financement de la phase 2 qui comprend les travaux de réélectrification de la ligne 2X25 kV AC

50Hz et, pour le cas d'espèce, la reconstruction de deux ouvrages d'art à la hauteur de Mamer et le réhaussement d'un ouvrage d'art situé à l'entrée de la gare de Kleinbettingen.

La loi du 28 avril 2014 avait autorisé le Gouvernement à réaliser les projets d'infrastructure ferroviaire formulés dans le programme des investissements et repris au paragraphe 3 de l'article 10 de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire. Au cours de la mise en œuvre du projet, une réévaluation du projet du point de vue technique et financier s'est imposée. Ainsi, le présent projet de loi a pour objet une actualisation de la loi du 28 avril 2014 qui avait fixé les coûts à 60.800.000 euros. Les majorations prévues dans le cadre de la réévaluation du projet s'élèvent à 7.500.000 euros. En appliquant l'indice semestriel des prix de la construction d'avril 2016, le coût total du projet revient finalement à 71.900.000 euros.



**La situation dans nos pays voisins**

D'autres pays européens ont également été confrontés à la question de la nécessité ou non de réglementer la dissimulation du visage. Les débats dans nos pays voisins précédant l'introduction des différentes législations interdisant la dissimulation du visage ont certes tourné autour du principe de l'égalité entre hommes et femmes, de la dignité des femmes ainsi que des craintes d'un risque pour la sécurité publique, mais la problématique religieuse était cependant sous-jacente.

En Belgique, une loi du 1<sup>er</sup> juin 2011 a introduit à l'article 563bis du Code pénal belge l'interdiction de dissimulation du visage qui est libellée comme suit:

«Art. 563bis. Seront punis d'une amende de quinze euros à vingt-cinq euros et d'un emprisonnement d'un jour à sept jours ou d'une de ces peines seulement, ceux qui, sauf dispositions légales contraires, se présentent dans les lieux accessibles au public le visage masqué ou dissimulé en tout ou en partie, de manière telle qu'ils ne soient pas identifiables. Toutefois, ne sont pas visés par l'alinéa 1<sup>er</sup> ceux qui circulent dans les lieux accessibles au public le visage masqué ou dissimulé en tout ou en partie de manière telle qu'ils ne soient pas identifiables et ce, en vertu de règlements de travail ou d'une ordonnance de police à l'occasion de manifestations festives.»

Dans les travaux préparatoires la loi belge a été justifiée par un triple objectif: la sécurité publique, l'égalité entre l'homme et la femme et une certaine conception du «vivre ensemble» de la société belge.

Le 11 octobre 2010, la France a adopté une loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public. L'article 1<sup>er</sup> de cette loi pose le principe selon lequel «nul ne peut, dans l'espace public, porter une tenue destinée à dissimuler son visage». L'espace public quant à lui est défini à l'article 2 comme étant «constitué des voies publiques ainsi que des lieux ouverts au public ou affectés à un service public».

L'article 2 II. de la loi précitée prévoit cependant des exceptions au principe de l'interdiction de dissimulation du visage dans l'espace public. Ainsi «l'interdiction prévue à l'article 1<sup>er</sup> ne s'applique pas si la tenue est prescrite ou autorisée par des dispositions législatives ou réglementaires, si elle est justifiée par des raisons de santé ou des motifs professionnels, ou si elle s'inscrit dans le cadre de pratiques sportives, de fêtes ou de manifestations artistiques ou traditionnelles».

Contrairement à la Belgique, la France a en outre introduit dans son Code pénal une disposition sanctionnant le fait pour une personne d'obliger une autre personne de dissimuler le visage. L'exposé des motifs de la loi française réaffirme les grandes valeurs de la République française qui constituent le fondement de son pacte social à savoir: la liberté, l'égalité et la fraternité. Les auteurs de la loi soulignent que ce pacte social est mis en cause par le développement en France du port du voile intégral. Ils précisent que «si la dissimulation volontaire et systématique du visage pose problème, c'est parce qu'elle est tout simplement contraire aux exigences fondamentales du „vivre ensemble“ dans la société française».

L'exposé des motifs renseigne en outre que la dissimulation du visage est une atteinte au respect de la dignité humaine des personnes concernées et «dans le cas du voile intégral, porté par les seules femmes, cette atteinte à la dignité de la personne va de pair avec la manifestation publique d'un refus ostensible de l'égalité entre les hommes et les femmes, dont elle est la traduction».

Plus récemment, l'Allemagne a adopté la loi du 15 juin 2017 sur les réglementations sectorielles de la dissimulation du visage et sur la modification d'autres règlements de service. Cette nouvelle loi prévoit l'interdiction de la dissimulation du visage pour tout fonctionnaire lors de l'exercice de ses fonctions ou lors d'une activité en relation directe avec ses fonctions. Des exceptions sont prévues pour des raisons médicales ou de service.

Rappelons finalement qu'aux Pays-Bas la Chambre des représentants a adopté le 29 novembre 2016 un projet de loi interdisant le port de vêtement couvrant intégralement le visage dans certains espaces publics. Si la loi était adoptée par le Sénat, elle ne s'appliquerait pas dans la rue et interviendrait dans des situations spécifiques où il est jugé essentiel que les gens puissent interagir.

Les débats dans nos pays voisins ne sont pas restés sans influence sur le débat public au Luxembourg, malgré le fait que le phénomène de la dissimulation du visage soit resté très marginal. S'en sont suivis des débats dans les médias et plus généralement dans la société luxembourgeoise sur le bien-fondé d'une interdiction générale de la dissimulation du visage. La dissimulation du visage et les réglementations qui l'encadrent ont également fait l'objet d'une question parlementaire en 2011.

À l'époque les Ministres de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, de l'Intérieur et de la Grande Région et de la Justice avaient dans une réponse commune du 28 juin 2011 déclaré qu'il n'était „pas envisagé à ce stade de légiférer en la matière alors que le Gouvernement estime que ce volet est suffisamment couvert au niveau communal par les différents règlements de police communale qui interdisent notamment aux personnes de sortir le visage masqué“.

**La Convention européenne des droits de l'homme**

Dans une société libre et démocratique, il appartient à chaque citoyen de décider sous quelle apparence il entend se présenter en public. Toute restriction à cette liberté risque d'aller à l'encontre de plusieurs droits fondamentaux reconnus notamment par la Convention européenne des droits de l'homme (ci-après «la Convention»).

Ainsi la Cour européenne des droits de l'homme (ci-après la «CEDH») a été saisie d'un recours contre la loi française interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public. La requérante était une ressortissante française qui se déclare musulmane pratiquante et qui affirme „porter la burqa et le niqab afin d'être en accord avec sa foi, sa culture et ses convictions personnelles“. Dans son arrêt S.A.S. c. France du 1<sup>er</sup> juillet 2014, la Cour européenne des droits de l'homme a analysé la loi française par rapport à une éventuelle violation du droit au respect de la vie privée et familiale (article 8 de la Convention), du droit à la liberté de manifester sa religion ou ses convictions (article 9 de la Convention) et du droit à la liberté d'expression (article 10 de la Convention).

La Cour a tout d'abord retenu que le choix de toute personne de décider sous quelle apparence elle apparaît en public, comme le choix de la coiffure ou le choix des vêtements, relève «de l'expression de la personnalité de chacun et donc de la vie privée» au sens de l'article 8 de la Convention. Par conséquent, toute restriction de la part d'une autorité publique quant au choix vestimentaire constitue une ingérence dans l'exercice du droit au respect de la vie privée.

Comme l'interdiction de dissimulation du visage peut également concerner des femmes souhaitant porter un voile intégral dans le cadre de leur pratique religieuse, le droit à la liberté de chacun de manifester sa religion tel que prévu à l'article 9 de la Convention est également mis en cause par une telle loi.

La Cour a dès lors examiné la conformité de la loi française par rapport à la Convention essentiellement sous l'angle du droit au respect de la vie privée et du droit au respect de la liberté de religion. Les seconds paragraphes tant de l'article 8 que de l'article 9 prévoient des conditions dans lesquelles ces libertés peuvent être restreintes.

Il faut tout d'abord que la restriction soit prévue par une loi. Cette exigence est remplie par le présent projet de loi. Ensuite la restriction doit être justifiée par une des circonstances énumérées aux paragraphes 2 des articles 8 et 9 de la Convention. La Cour a rejeté les arguments du Gouvernement français tenant du respect de l'égalité entre les hommes et les femmes et du respect de la dignité des personnes.

La Cour a également dit qu'on «ne saurait retenir que l'interdiction générale que pose la loi du 22 octobre 2010 est nécessaire, dans une société démocratique, à la sécurité publique ou à la sûreté publique, au sens des articles 8 et 9 de la Convention» sauf lorsque l'État se trouve sous une menace générale contre la sécurité publique. Cependant, la Cour a reconnu que dans certaines conditions une interdiction de dissimuler le visage peut être justifiée par ce que le Gouvernement français a qualifié de «respect des exigences minimales de la vie en société» ou de «vivre ensemble» en assimilant ce concept au but légitime de la «protection des droits et libertés d'autrui» prévue aux alinéas 2 des articles 8 et 9 de la Convention.

Ainsi la Cour souligne qu'elle «prend en compte le fait que l'État défendeur considère que le visage joue un rôle important dans l'interaction sociale. Elle peut comprendre le point de vue selon lequel les personnes qui se trouvent dans les lieux ouverts à tous souhaitent que ne s'y développent pas des pratiques ou des attitudes mettant fondamentalement en cause la possibilité de relations interpersonnelles ouvertes qui, en vertu d'un consensus établi, est un élément indispensable à la vie collective au sein de la société considérée. La Cour peut donc admettre que la clôture qu'oppose aux autres le voile cachant le visage soit perçue par l'État défendeur comme portant atteinte au droit d'autrui d'évoluer dans un espace de sociabilité facilitant la vie ensemble».

La Cour a dès lors vérifié si la restriction établie par la loi française était nécessaire dans une société démocratique que la Cour caractérise par les termes de «pluralisme, tolérance et esprit d'ouverture». Il s'agit donc d'un contrôle de proportionnalité de la restriction apportée par la loi par rapport au but poursuivi.

Dans son contrôle, la Cour se réfère également aux pratiques existantes dans les autres États parties à la Convention. Or, force est de constater qu'il n'y a pas d'unanimité entre les États parties sur le traitement de la question de la dissimulation du visage. La Cour rappelle qu'a priori les femmes désirant porter le voile intégral sont les premières concernées par la prohibition de dissimulation du visage alors même que l'interdiction ne se fonde pas sur des aspects religieux, mais sur le seul fait de la dissimulation du visage. Vu le nombre très réduit de personnes concernées, une interdiction générale peut sembler disproportionnée. Toutefois, la Cour constate que la sanction choisie par le législateur français est une des plus légères sanctions pénales existantes à savoir une contravention de deuxième classe.

Finalement, la Cour retient que «la question de l'acceptation ou non du port du voile intégral dans l'espace public constitue un choix de société. Or, dans un tel cas de figure, la Cour se doit de faire preuve de réserve dans l'exercice de son contrôle de conventionnalité dès lors qu'il la conduit à évaluer un arbitrage effectué selon des modalités démocratiques au sein de la société en cause». Elle poursuit que «lorsque des questions de politique générale sont en jeu, sur lesquelles de profondes divergences peuvent raisonnablement exister dans un État démocratique, il y a lieu d'accorder une importance particulière au rôle du décideur national» et ce d'autant plus qu'il n'existe pas de consensus au niveau européen.

La Cour conclut «que l'interdiction que pose la loi du 11 octobre 2010 peut passer pour proportionnée au but poursuivi, à savoir la préservation des conditions du „vivre ensemble“ en tant qu'élément de la „protection des droits et libertés d'autrui“. La restriction litigieuse peut donc passer pour „nécessaire“ dans une société démocratique».

La Cour a d'ailleurs très récemment confirmé sa jurisprudence S.A.S. c. France dans une affaire concernant la loi belge précitée visant à interdire le port de tout vêtement cachant totalement ou de manière principale le visage. Les requérantes belges avaient encore soulevé d'autres violations potentielles de la Convention (discrimination à cause d'un traitement inhumain ou dégradant, discrimination à cause d'une violation du droit à la sûreté, à la liberté et plus particulièrement à la liberté de circuler, discrimination pour violation de la liberté d'association) qui ont toutes été rejetées par la Cour.

**La solution retenue pour le Luxembourg**

Contrairement aux législations existantes en France et en Belgique, où l'interdiction de dissi-

muler le visage porte sur tout l'espace public, le Gouvernement a opté pour une interdiction limitée de la dissimulation du visage. Tel est également la voie poursuivie actuellement aux Pays-Bas où la Chambre des Représentants a adopté le 29 novembre 2016 un projet de loi interdisant le port de vêtement couvrant intégralement le visage dans certains espaces publics.

Il y a des lieux où la communication, l'interaction, le «vivre ensemble» rendent nécessaire de se rencontrer à visage découvert. Il en est ainsi par exemple dans les écoles où la communication, non seulement par des paroles mais également par l'expression du visage, est essentielle.

À l'inverse, dans d'autres lieux les citoyens se croisent - même fréquemment - sans forcément être obligés d'entrer en contact et d'interagir les uns avec les autres comme dans les lieux publics tels que des parcs ou dans la rue. Comment envisager par exemple que le fait pour un cycliste de se protéger à l'aide d'une cagoule contre le froid en hiver, le rendant ainsi non identifiable, serait contraire au „vivre ensemble“ de la société? Une interdiction générale de dissimulation du visage ne permettrait plus de faire cette différence importante et dépasserait le cadre voulu par les autorités publiques.

Le projet de loi 7179 prévoit d'interdire la dissimulation du visage dans les lieux suivants: tout moyen collectif de transport de personnes, à l'intérieur des établissements scolaires de tous les types d'enseignement ainsi que dans leur enceinte, dans les locaux destinés à accueillir ou à héberger des mineurs âgés de moins de seize ans accomplis, à l'intérieur et dans l'enceinte des établissements hospitaliers, dans les locaux à usage collectif des institutions accueillant des personnes âgées à des fins d'hébergement, y compris les ascenseurs et corridors, dans les bâtiments relevant des autorités judiciaires, dans les administrations publiques ainsi que dans les bâtiments ou dans les parties des bâtiments à l'intérieur desquels des services publics administratifs sont fournis par toute personne de droit public.

L'interdiction de dissimuler le visage dans les lieux énumérés concerne aussi bien les usagers que ceux qui y accomplissent une mission de service public. Ni la Convention, ni la jurisprudence de la CEDH n'empêchent les communes de prévoir pour des raisons de maintien de l'ordre public une interdiction de dissimulation du visage à l'occasion de manifestations ponctuelles.

L'interdiction ne s'applique pas si la dissimulation de tout ou partie du visage est prescrite ou autorisée par des dispositions législatives, si elle est justifiée pour des raisons de santé dûment attestées par un certificat médical ou des motifs professionnels et limitée au but poursuivi, ou si elle s'inscrit dans le cadre de pratiques sportives, de fêtes ou de manifestations artistiques ou traditionnelles où il est d'usage que l'on dissimule tout ou partie du visage.

En ce qui concerne le contrôle d'identité ou la vérification de l'identité d'une personne, les textes actuels sont suffisants et seront complétés par le projet de loi n°7045 portant réforme de la Police grand-ducale et il n'est pas nécessaire de légiférer dans le cadre du présent projet de loi. Des dérogations ont cependant été prévues à l'interdiction de dissimulation du visage, inspirées des textes belges, français et néerlandais.

La sanction prévue en cas de non-respect de l'article 563 10° est une contravention de quatrième classe punie d'une amende de 25 euros à 250 euros. Il s'agit donc de la peine pénale la plus douce prévue par le Code pénal.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 05.09.2017

Rapporteur: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

17.01.2018 Désignation d'un rapporteur

Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation des amendements gouvernementaux

16.04.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

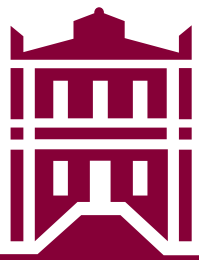
Vote en séance publique: 26.04.2018

Loi du 23 mai 2018

Mémorial A: 2018, n°413, page 1







## Sommaire

1. Ouverture de la séance publique  
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
2. Hommage à la mémoire de M. Robert Gitzinger, député honoraire  
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
3. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'instauration de droits de douane à l'importation sur l'acier et sur l'aluminium par le Président américain et de leur impact sur le libre-échange mondial  
- Exposé: M. Laurent Mosar  
- Débat: M. Marc Angel, M. André Bauler, M. Gérard Anzia, M. Fernand Kartheiser (intervention de Mme Viviane Loschetter), M. Marc Baum  
- Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes
4. 7196 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part, fait à Bruxelles, le 5 octobre 2016  
- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel  
- Discussion générale: Mme Nancy Arendt, M. Gusty Graas, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum  
- Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes  
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

5. 7121 - Projet de loi relative à la mise en application du règlement (UE) 2015/2421 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2015 modifiant le règlement (CE) n°861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges et le règlement (CE) n°1896/2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer et portant modification du Nouveau Code de procédure civile  
- Rapport de la Commission juridique: Mme Viviane Loschetter  
- Discussion générale: M. Léon Gloden, M. Franz Fayot, Mme Simone Beissel  
- Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice  
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. Débat de consultation sur l'aménagement du territoire  
- Exposé: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (interventions de M. Michel Wolter et M. Gast Gibéryen)  
- Débat: M. Michel Wolter (interventions de M. le Ministre François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. le Ministre Dan Kersch et Mme Viviane Loschetter), M. Yves Cruchten, Mme Josée Lorsché, M. Max Hahn (interventions de M. Gast Gibéryen, M. le Ministre Dan Kersch, M. le Ministre François Bausch et M. Aly Kaes), M. Gast Gibéryen (interventions de M. le Ministre François Bausch, M. le Ministre Dan Kersch et M. David Wagner), M. Marc Baum  
- Prises de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (interventions de M. Claude Wiseler, Mme Octavie Modert et M. Michel Wolter)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, M. Félix Braz, M. François Bausch et M. Dan Kersch, Ministres.

**(Début de la séance publique à 14.03 heures)**

### 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen den Här Ausseminister, ob en am Numm vun der Regierung eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Dat ass net de Fall, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci villmoos.

### 2. Hommage à la mémoire de M. Robert Gitzinger, député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Moie krute mer d'Nouvelle, dass den Eierendeputéierte Robert Gitzinger am Alter vu 96 Joer gestuerwen ass. Hie war vun 1979 bis 1984 a vun 1988 bis 1994 Member an der Chamber. De Réimecher Jong Robert Gitzinger huet seng Kandheet a Jugend do verbruecht an och spéider do gewonnen. Seng Studien um Institut Emile Metz hat hie weinst dem Zweete Weltkrich missen ennerbriechen an ass méi spéit als Sekretär op d'Reimecher Gemeng schaffe komm.

Nom Krich koum de Robert Gitzinger als Kontabel bei eng bekannte Kellerei an huet 1952 d'Leedung vum Betrib iwwerholl, bis hien 1983 pensionéiert gouf. Sāi ganz Liewen huet hie sech fir de Wäibau an den Tourismus um der Musel an am Oste vum Land agesat, net nëmmen a sengem Beruff, mä och an der Politik, wou hie sech an der Demokratescher Partei engagéiert huet.

1975 ass hien zu Réimech an de Gemengerot komm, wou hie 24 Joer war, dovunner fënnef als Schaffen an dräi als Buergermeeschter. 1974 an 1979 ass hie mat an d'Chamberwahlen gaangen an nom Doud vum Deputéierte Charles Wagner 1979 an d'Chamber nogeréckelt, wou hie bis 1984 blouf. No de Wahlen 1984 ass hien dunn 1988 erëm eng Kéier an d'Chamber nogeréckelt. 1989 ass hien direkt bei de Chamberwahlen gewielt ginn, wou hie bis 1994 Member war.

An dësem Haus war hie Vizepresident vun der Petitiounskommissioun, de Kommissioun fir Landesplanung, fir Mëtzelstand an an der Émweltkommissioun. Des Weidere war hie Member an de Kommissiounen iwwert de Wäibau, Tourismus, Transport an Energie, Landwirtschaft oder och nach effentlech Bauten.

De Robert Gitzinger war och Member an der Spezialkommissioun iwwert den Dossier Catted

nom. Um internationale Plang war hien am Benelux-Parlament an am interregionale Parlamentarierrot aktiv.

De Robert war ëmmer no bei de Leit an huet sech vill fir den Oste vum Land agesat. Hie war a ville lokalen a regionale Veräiner aktiv, sief et am AS Réimech am Futtball, an dem lokalen Dëschtensclub, de Pompjeeën, dem Syndicat d'initiative oder der Entente des syndicats et communes de la Moselle luxembourgeoise, fir just déi ze nennen.

De Robert Gitzinger war e léiwen, sympathesch, hëllefereete Kolleeg, deen eng ganz Rei vu Kolleegen hei an der Chamber nach kennegeleiert a schätze geléiert hunn.

Der Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déifste Matgefill ausdrécken an hir garantéieren, dass mir eisen Deputéiertekolleeg net wäerte vergiessen. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif lech bieden, lech ze erhiewen an eisem léiwe Kolleeg ze gedenken.

**(Respect d'une minute de silence)**

Ech soen lech Merci.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Mëtteg féiert d'Chamber eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Douanesrechter, déi den amerikanesche President op Stol an Aluminium wëllt aféieren. Déi Aktualitéitsstonn ass vun de Kolleeg vun der CSV ugefrot ginn. Dir kennt d'Spillregele vun der Aktualitéitsstonn. An ech ginn d'Wuert weder un den Auteur, den Här Laurent Mosar.

### 3. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'instauration de droits de douane à l'importation sur l'acier et sur l'aluminium par le Président américain et de leur impact sur le libre-échange mondial

**Exposé**

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo, Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat senger Decisioun, Strofzell um Import vu gewëssene Wueren an d'USA opzehiewen, huet den amerikanesche President Trump en Handelskrich vum Zonk gebrach, deen natierlech virun allem der Wirtschaft vun den USA, mä awer och der weltwäiter Wirtschaft ganz staark riskéiert ze schueden.

Déi vun den USA agefouert Taxen op Stol an Aluminium waren u sech leider nëmmen den Optakt, an entre-temps schéngt deen Handelskonflikt ëmmer méi ze eskaléieren. Aktuell ënnersicht den zoustännegen amerikanesche Ministère 1.300 Produktlinnen aus China, virun allem aus dem Tech-Segment, a wëllt an deenen nächsten Deeg verkënnegen, wat fir eng Gidder zukünfteg mat wat fir enge Strof-taxen beluecht wäerte ginn.

Datt Peking elo ebenfals wëllt Importer aus den USA aschränken, ass natierlech net iwwerraschend. Et ass leider déi üblech Ent-

wécklung an engem Handelskrich. Genee duerfir ass et wichteg, fir d'Konfliktspirale net eréischt unzekerbelen, well wa se sech bis dréit, ass se nëmme ganz schwéier ze bremsen.

Här President, zwou Saache si fir meng Fraktioun a mech wichteg:

Fir d'Alleréischt hunn d'USA d'Europäesch Unioun wéi och eng Rei aner Staten am Moment vun dëse Strofzell ausgeholl. Dëst ass u sech e gutt Zeechen. Well de President Trump a senger Aussen- an Handelspolitik bis elo als extrem onberechenbar opgefoll ass, heescht dat awer och, dass hien d'Drokuliss weider wëllt oprechterhalen. Dacks ass déi nächst Iwwerraschung duerfir och just en Tweet ewech.

Zweetens: Mir schwätzen, zumindest am Moment nach, vu relativ klengen Beräicher, wann ee virun allem d'Importer vu Stol an Aluminium kuckt, och wann dat fir eist Land, wat jo awer eng ganz grouss Stolkultur nach huet, sécherlech net ganz onproblematisch ass. Nach muss een awer objektiv festhalen, dass d'USA am Joer Stol am Géigewärt vu ronn 30 Milliarden US-Dollar importéieren. En contrepartie maachen déi betraffe chinesesch Produiten an der globaler Zomm ronn 60 Milliarden oder 0,1% vum chinesesche BIP aus. Dëst ass sécherlech keng Lappalie. Et ass awer och net d'Enn vun der Welt.

Här President, fir d'Mäert weltwäit stelle sech awer eng Rei vu Froen, déi méi akut sinn, och fir d'Europäesch Unioun a fir d'Lëtzebuurger Wirtschaft, nämlech: Wéi wäit gëtt d'Spirale vun der Eskalatioun, vun där ech bis elo geschwat hunn, gedréit vun der US-Administratioun? An haaptsächlech: Wéi laang bleiwen eventuell déi Handelsbarrière bestoen?

Dir kënnt lech sécherlech nach drun erënneren, wéi deemools den George W. Bush 2002 Taxen op Stol an Aluminium agefouert hat, deemools mat ganz weineg Succès. Während an der US-Stolindustrie nämlech kaum zousätzlech Aarbechtsplaz geschaaft gi sinn, sinn aner Branchen awer haaptsächlech weinst vill méi héije Präisser an d'Knée gaangen. Ennert dem Stréch hunn also deemools déi Mesuren d'US-Gesellschaft iwwer 200.000 Aarbechtsplaz kascht. An 18 Méint méi spéit sinn des Taxen dann och erëm ofgeschaaft ginn.

Duerfir gëllt: En Handelskrich kennt am Prinzip keng Gewënner! An et kënnt derbäi: De Präis vun engem Handelskonflikt bezillt ëmmer dat schwächste Glidd an der Handelsketten, an dat ass nun emol dat schaffend Vollek!

Wa sech grouss Wirtschaftsraim géigesäiteg mat protektionistesche Mesuren héichschauken, da gëtt et leider Gottes séier knaschteg. En Handelskrich bréngt Gefore mat sech, dass souguer eng riseg Wirtschaftsmuecht wéi d'USA riskéiert, an eng Rezessioun ze stierzen, well d'Taxe maachen nun emol Wueren méi deier an d'Zënse gi gläichzäiteg an d'Luucht an domadder d'wirtschaftlech Dynamik an de Keller.

Virun dësem Hannergrond riskéiert et och, op den Aktiemäert zu Abréich ze kommen, déi weltwäit och kéinten zu enger Finanz- a Wirtschaftskris féieren. Op des Gefor huet jo och rezent d'OECD higewisen. A wa mer eppes am Moment net brauchen, an ech mengen, do si mer eis allgerten eens, ass et eng weider Finanzkris!

Här President, wat bedeit dat elo konkret alles fir d'Europäesch Unioun, awer och ganz besonnesch fir eist Land?

Fir d'Éischt muss ee jo festhalen, dass bis den 1. Mee d'Trump-Administratioun déi Stroftaxen op Stol an Aluminium géintwuer der Europäescher Unioun ausgesat huet. Wat duerno geschitt, ass awer am Moment nach net kloer. Op där anerer Säit halen d'USA awer un de Strof-taxen géintwuer China fest, well laut der Versioun Trump China déi amerikanesch Wirtschaft géif ruinéieren.

D'Gefor besteet dann och, dass dann d'Trump-Administratioun versiche wäert, d'EU als e Partner an engem Wirtschaftskrich géint China mat u Bord ze kriegen. Fairerweis muss ee festhalen, dass China mat den Dumpingpräisser, ganz besonnesch am Stolberäich, och dem gesamten europäesche Stolsektor, an domadder och Lëtzebuerg, et momentan net einfach mécht. Derbäi kënnt, dass d'Europäesch Unioun och net kann zefridde si mat der Protektioun vun den europäeschen Héichttechnologie géintwuer chineseschen Entrepreneuren. An och den Accès vun europäeschen Entrepreneuren a China ass zum Deel leider haut nach net ganz garantéiert.

D'EU hätt also och eng Rei objektiv Grënn, fir géintwuer China d'Schrauwen unzezeien. Mä, an dat soll een awer och erwisträchen, et ginn eng Rei positiv Zeechen aus Richtung Peking, wat notament elo den Import vun Autoen - hei sollen nämlech d'Douanestaxen erofgesat ginn -, awer och d'Kapitalmäert an d'Investitiionskonditiounen ueget. Weider begrëssenswäert ass och d'Annonce vu China, fir de Yuan net ofzewäerten.

Här President, dëst ass ëmsou méi begrëssenswäert, well Europa méi enk wéi anerer mam Handelspartner China verbonnen ass. Schlësselindustrie wéi d'Autosindustrie sinn ofhängeg vun boomenden Autosmaart an Asien, awer och ganz besonnesch a China.

Och vu Lëtzebuerg kéinten d'USA e Spagat froen, dee fir eis schwéierlech matzedroe wär, well China och hei an eisem Land säit jore massiv investéiert iwwer seng Banken, awer och iwwer Héichttechnologiesfirme wéi d'IEE, déi chinesesch Investisseuren iwwerholl hunn.

Et kann eis also, Här President, net egal sinn, wéi d'Amerikaner géintwuer China wäerte verfuere. An d'Gefor besteet, dass d'Europäesch Unioun an och eist Land tëschent den Interesse vun den USA a China riskéieren zerriwwen ze ginn.





Derbäi komme fir mech zwee substanzuell Risiken, déi eist Land och direkt kënnen betreffen:

D'Stolsanktioune vu Washington géintwuer China kéinten a wäerten dozou féieren, datt Produkter aus Dréttlänner, déi net méi kënnen an d'USA exportéiert ginn, erëm de Wee an Europa fannen, mat natierlech Auswierkungen op Präisser a Margen.

De Kär vum Problem bleift nämlech déi weltwäit Iwwercapaciteit am Stol. An onofhängeg vum Handelskrich téschent den USA, der EU a China muss esou oder esou eng Léisung fonnt ginn, wat des Iwwercapaciteit betrëfft.

Deen anere Risiko ass deen, datt China risquéiert, Géigemoosnamen ze huelen, wat landwirtschaftlech Produiten, besonnesch déi aus den USA a China exportéiert ginn, betrëfft. An hei besteet dann erëm d'Gefor, datt Washington am Géigenzuch landwirtschaftlech Produiten nach méi staark wäert subventionéieren, wat dann erëm Problemer fir d'europäesch landwirtschaftlech Produiten am Export wäert mat sech bréngen, vun de Konsequenzen op landwirtschaftlech Produiten aus den Entwécklungslänner emol guer net ze schwätzen!

Als Konkusioun, Här President, Här Minister, ass also d'Gefor nach guer net gebannt, wa just déi ugeduechte Stroftaxe vis-à-vis vun der Europäescher Unioun elo emol op Äis geluecht ginn. Duerfir ass et och begrëssenswäert, datt d'Europäesch Unioun sech elo direkt un d'WTO gericht huet an op dës Plaz offiziell géint déi US-Mesurë protestéiert huet.

Mir müssen erëm kuerzfristeg Iwwergangsléisunge fannen. A mëttel- a laangfristeg mussen mer, Här Minister, erëm op de Wee vum Multilateralismus zrëckfannen.

Här President, a wann ech scho beim Thema Multilateralismus sinn, wëll ech nach eng Kéier op déi generell Thematik vun der Welthandelsorganisatioun zrëckkommen. Et schéngt esou ze sinn, wéi wann d'Chineesen och géifen e Recours bei dëser Handelsorganisatioun maache géint d'Moosname vun der Trump-Administratioun.

Ech hunn nämlech fundamental e Problem domadder, datt de gesamte Fräihandel am-gaangen ass, sech ëmmer méi bilateral an net méi multilateral ze organiséieren. An hei muss duerfir och eiser Meenung no eng grundsätzlech Debatt an der Welthandelsorganisatioun geféiert ginn. An, wéi ech virdu gesot hunn, de Recours vun der EU ass duerfir och begrëssenswäert. Et geet nämlech hei och drëm, wéi sech wirtschaftlech méi schwach Länner, an do denken ech virun allem un Afrika, iwwerhaupt nach kënnen wieren, wann an Zukunft d'Welthandelsorganisatioun just nach eng Nieweroll spillt.

Här President, ech wär frou, wann den Här Minister eis e puer Äntwerten iwwert d'Strategie vu Lëtzebuerg, natierlech am Kader vun der EU, kéint ginn, well mir vläicht och méi ze verléieren hunn an engem Handelskrich téschent den USA a China d'uech déi virgenannten enk Beziéung mat China.

Derniewent wär ech awer och frou, wann och vun dëser Regierung aus vläicht eng Initiativ géif kommen, wat d'Erëmbeliewung vun der Welthandelsorganisatioun betrëfft. Ech wënsche mir op jidde Fall perséinlech, datt de President Trump a seng Beroder agesinn, datt hiren unilaterale Wee net nëmme katastrophen Konsequenzen huet fir déi amerikanesch Wirtschaft, mä fir déi gesamt Weltwirtschaft, well allegueren d'Länner risquéieren, an eng Spiral vun der Auseinandersetzung materagezunn ze ginn, déi um Enn fir jiddweree ganz schlecht wäert sinn.

Här President, ech géif domadder wëllen ophalen. Wirtschaftlech Fräiheet téschent de Staten, de Fräihandel an déi ekonomesch Interdependenz téschent de State verréngeren d'Konfliktgefor an der Drëtter Welt nottammant an droen haaptsächlech och zu engem méi friddlecher Welt bäi. Wierkleche Fräihandel muss awer och e fairen Handel sinn! An esou e fräien Handel dierft also ni à sens unique sinn, soss gëtt dorauer séier eng Sakgaass.

Net just am Handel komme mir just mat méi an net mat manner Multilateralismus weider. Och wann de Welthandel net nëmme Gewënner, mä och Verlëierer mat sech bréngt, sinn dach déi wirtschaftlech Fräiheet an och de Wuesstum Garantie fir e méi breede Wuelstand an domat och fir méi Stabilitéit. An deem Sënn si mir allegueren op e fairen a fräien Handel ugewisen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci gesot. An d'Wuert huet den Här Marc Angel fir d'LSAP.

**Debat**

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kollee-

gen, Här Minister, an der internationaler Politik geet et oft nëmme ganz lues virun. Mä heiansdo iwwerschloer sech awer och d'Ereignisse. Wéi d'CSV, de Laurent Mosar, des Heure d'actualité virun engem Mount ugefrot huet, hat den amerikanesche President grad eréischt d'Proklamatioun ënnerschriwwen, fir e Strofzoll vu 25% op Stol a vun 10% op Aluminiumsprodukter ze verhänken, wat natierlech, an dat wësse mer, fir d'Europäesch Unioun an awer och fir Lëtzebuerg grav Konsequenze gehat hätt.

Säitdeem gouf et e Moratoire fir eng Rei vu Länner an zum Gléck och fir d'Europäesch Unioun, deen awer nëmme bis den 1. Mee accordéiert ass.

China huet als Géigemoosnam Zëll vu 15% bis 25% op 128 US-Produite verhaangen. An den Donald Trump huet natierlech duerno nees weider Strofzëll géint China ugekënnegt, wat d'Welthandelsorganisatioun an hirem Ofschlossbericht vum Joer 2017, deen elo ganz viru Kuerzem erauskomm ass, dozou bréngt, virun engem weiderer Eskalatioun a virun engem potenziellen Handelskrich ze warnen.

A fir d'LSAP ass et genausou kloer wéi och fir de Virriedner, dass et bei engem Handelskrich keng Gewënner ka ginn. Do ginn et nëmme Verlëierer. An et si besonnesch déi Leit, déi schaffen an d'Produiten herstellen, déi de Kierzere wäerten zéien.

Och wann et der EU - an dat begrësse mer natierlech - gelongen ass, fir eng virleefeg Exemption ze kréie bis den 1. Mee, ännert dat awer näischt un där geféierlecher Entwécklung an der internationaler Handelspolitik insgesamt.

Mä firwat genau sinn d'USA op dese riskante Wee gaangen?

De Pascal Lamy, de fréieren EU-Handelskommissär an och de fréiere Chef vun der Welthandelsorganisatioun, gesäit an deem rezente Verhale vun der Administratioun Trump zwou méiglech Strategien:

An der éischter Strategie wier et d'Zil vun den USA, déi eege wirtschaftlech Stärkt ze demonstréieren an esou och déi eege Verhandlungspositioun ze stäerken, fir duerno aus enger staarker Positioun eraus Verhandlungen ze féieren, duerchaus och um Niveau vun der WTO. An deem Zeenario sinn déi aktuell Strofmoosnamen als e reng taktische Manöver ze verstoen, dee reng dozou dëngt, déi eege Positioun am Virfeld ze stäerken.

Déi zweet Interpretatioun, déi den Här Lamy gëtt, gesäit an deem rezente Verhalen eng definitiv Ofso vun der Administratioun Trump un de Multilateralismus. Baséierend op där Logik, dass d'USA a bilaterale Verhandlungen ëmmer déi méi staark Verhandlungspartner wieren, géif d'Administratioun Trump esou dovun ausgoen, fir d'USA ëmmer besser Konditiounen an allen Handelsbeziéungen ze erreechen, an dat op d'Käschte vun den Handelspartner. A wa mer an där Logik sinn, sinn dat keng Handelspartner, mä da sinn dat Handelsgéigner.

Dës géif eng systematesch Ofso un d'Ziler vun Multilateralismus bedeiten. An et ass och definitiv déi méi grouss Gefor fir de fräien an och faire Welthandel.

Fir d'Europäesch Unioun, déi sech nach ëmmer kloer, an dat ass gutt, zum Multilateralismus bekannt huet, géllt et dofir, sech op den zweeten Zeenario virzebereeden an déi eege Strategie dorobber auserichten, d'USA zrëck un de Verhandlungsdësch am Kader vun der Welthandelsorganisatioun ze bewegen. An effektiv hunn och d'EU-Kommissäre Katainen an och den Här Dombrowskis an engem Interview vum 7. Abrëll bestäet, dass d'Europäesch Kommission hire ganze Poids an dee vun europäesche Marché virun allem dofir asetzt, de Multilateralismus ze schützen an esouwuel d'USA wéi och China nees un de Verhandlungsdësch am Kader vun der WTO ze kréien.

A gläichzäitig huet d'Europäesch Kommission jo och nach hir Moosname prett, falls et net mat den USA sollt zu enger Eenegung kommen, fir d'EU definitiv vun de Strofzëll ausze-loossen, an dës nom 1. Mee. Déi géifen dann a Kraaft treden an hannert dese Mesurë sti mir als LSAP voll a ganz.

Allerdéngs gëtt jo entre-temps zu Bréssel och driwwer diskutéiert, den USA eng nei Offer fir en Handelsaccord ze ënnerbreeden, wa si géifen ons als Europäesch Unioun keng definitiv vun de Strofzëll ausschléissen. Awer et ass nach net kloer, wéi eng Zort vun Handelsaccord dat soll sinn. Diskutéiert Optioune gi vun engem zweeten Ulaf fir en ëmfaassenden Accord bis zu engem Accord, wou et just ëm reng Zollreduktiounen geet.

Fir ons Sozialisten ass et op deem Punkt wichteg, dass d'Europäesch Unioun keng Offer mécht, déi net ambitiéis ass. D'Europäesch Unioun huet sech an der Handelspolitik op de Wee vun ëmfaassenden Handelsaccorde be-

ginn, déi a vollem Aklang mat de Regele vun der Welthandelsorganisatioun sinn. An d'Kommissioun huet jo och scho kloer gesot, dass CETA déi nei minimal Standarden duerstelle muss, ënnert déi keen zukünftigen Accord méi zrëckfale däerf.

Wann een elo den USA awer op deem Punkt ze wäit entgéint géif kommen an et géif ee just iwwer Zollreduktiounen schwätzen, da géif d'Administratioun Trump vun der EU genau dat kréien, wourop si eventuell spekuléiert huet: besser Konditiounen oni reell Géigeleschtung. Dat wär en absolut fataalt Signal, net just fir d'Stäerkt vum europäesche Marché a fir d'Zukunft vun der europäescher Handelspolitik, mä och fir d'Ennergruewe vum Multilateralismus.

Hei wëllt ech zum Schluss de Minister froen, ob hien ons dozou déi lescht Informatiounen kéint ginn an och seng Aschätzung dorüwer, wéi realistesch esou Optioune fir d'Zukunft am Moment sinn. Mir müssen hei alles maachen, dat ass op jidde Fall meng Meenung, fir eng realistesch, mesuréiert, awer och eng determinéiert gemeinsam a fair Handelspolitik ze bedriewen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Angel. An d'Wuert huet elo den Här André Bauler fir d'DP.

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis als Lëtzebuurger ëmmer bewosst gewiescht, wéi wichteg grouss Wirtschaftsraum fir d'Iwwerliewe vun eiser Ekonomie sinn. Fir eis ass de fräien Handel ëmmer eng Chance an net e Problem gewiescht. Dofir bedauert d'DP, dass et hautzudaags schwéier ginn ass, fir nei Handelsaccorde auszuhandelen. De fräien a gerechten Handel géif der Weltekonome allzäit méi bréngen wéi all Form vu Protektionismus.

Dass den amerikanesche President Trump elo ufänt, méi oder manner selektiv fir verschidde Länner d'Importsteieren ze erhéien, huet net nëmme als Zil, seng eegen Ekonomie ze schützen. Den amerikanesche President benotzt d'Schreckgespenst vum ugekënnegten Handelskrich och als Drockmittel, fir politesch Ziler ze erreechen.

D'Amerikaner leien zum Beispill - dat ass och vu menge Virriedner gesot ginn - am Clinch mat China, well se sech ongerecht behandelt fillen. De Problem ass emol net direkt deen, dass de Chineesen hir staark subventionéiert Stol- an Aluminiumsprodukter d'amerikanesch Industrie konkurrenzéieren, mä éischter d'Tatsaach, dass d'Amerikaner Technologien u China muss präisginn, fir den Zoutrëtt zu hirem Bannemaart ze kréien, deen 1,3 Milliarde Konsumenten huet. Fir dës ze verhënnern, kënn et elo zu enger aggressiver Taxepolitik, fir China zum Alenken ze forcéieren.

Mat Europa stellt sech en anere Problem. Hei geet et ëm d'Symmetrie an den Handelsrelatiounen. D'Europäer froen effektiv op eenzelne Produkter méi héich Taxe wéi d'Amerikaner. Dat féiert zu Frustratioun op amerikanescher Säit a besonnesch beim Här Trump. Dass dës ausge-rechent d'Taxen op Stol an Aluminium wëllt erhéien, trëfft Lëtzebuerg als Sëtz vum weltgréisste Stolproduzent natierlech ganz besonnesch. 10% vun eiser Stolproduktioun gi bekanntlech an d'USA exportéiert. A wann ee weess, wéi haart ëmkämpft dee Marché ass, da wieren nei Stroftaxen net gutt fir eis Industrie an och net fir eist Land.

Här President, den amerikanesche President zeechent sech duerch eng Konstant aus: En ass onberechenbar. Et weess ee wierklech ni, wat hien als Nächst op der Lee huet an ob dat, wat en tweet, och wierklech ëmgesat gëtt. Do kann ee just roden a spekuléieren. Sou woussten d'EU-Länner dann och net, ob déi ugekënnegt Sanktiounen och fir d'Länner aus der EU wäerte gellen.

D'EU-Kommissärin Cecilia Malmström huet erreecht, dass d'EU bis den 1. Mee elo emol net vun der Erhéijung vun den Taxe betraff ass. Mä wat geschitt duerno? Ech ka mir gutt virstellen, dass den Trump d'EU och no deem Stéichdatum vu méi héijen Taxe verschoune wäert. Mä zu wat fir engem Präis? Genau wéi bei China wäert den amerikanesche President och hei d'Taxe benotzen, fir an aneren Dossieren Drock op d'Europäesch Unioun ze maachen. Dat kann an der Iran-Fro de Fall sinn, mä och an der NATO-Verdeedegungspolitik, wou d'USA den Europäer jo stänneg reprochéieren, net genuch bäizestieren.

Dese Mount plange souwuel de franséische President wéi och d'Bundeskanzlerin eng Visitt op Washington. Vläch gëtt Europa dann och gewuer, wat fir eng Kaart den Trump an der Handelspolitik spille wäert a wat et eis kaschte wäert, fir engem Handelskrich mat den USA aus de Féiss ze goen.

D'Demokratesch Partei bedauert jiddefalls des aggressiv Politik. D'EU an d'USA hate bis ewell eng exzellent Zesummenaarbecht op ville Pläng an dat misst eigentlech esou bleiwen. Dofir sinn der DP dräi Saache wichteg:

Éischtens, déi betraffe Wirtschaftsbléck müssen den Debat endlech méi roueg a sachlech ugoen. Momentan héiert ee kannereg Drounge wéi zum Beispill: „Wann s du mäi Stol taxéiere, dann taxéiere mir deng Harley-Davidson!“ Dat erënnert un d'Cowboyen aus dem Wëlle Westen oder un dem Trump säi Gestreits mam nordkoreaneschen Diktator viru Méint iwwert d'Gréist vum Knäppchen op enger Atomrakéit. Esou en Debatteerniveau ass och a grad dramatesch fir de Weltfridden.

Zweetens, déi Betraffen däerfen op kee Fall d'internationaalt Recht mat Féiss trëppelen. Géif dat geschéien, da wär dat e richteg Réckschrëtt. An des Länner géifen domadder och de Kader vun der WTO, enger „zivilisatorischer Errungenschaft“, wéi de Generaldirekter dat genant huet, verloossen.

Drëttens, Stroftaxe si géint d'Logik vun der Maartwirtschaft. An dofir sprécht sech d'DP ganz kloer fir eng Solutioun um ronnen Dësch a géint iergendwelch Aféierung vum neie Stroftaxen aus. Mir bedauern och, dass sech dee ganzen Handelskrich momentan haaptsächlech ëm d'EU, China an d'USA dréit. Vergéss ginn do wéi esou dacks d'Entwécklungslänner, well et wäerte si sinn, déi weider zu de Verlëierer vun engem Handelskrich gehéieren. D'Industrielänner sollte sech dofir fir méi e gerechte Welthandel asetzen. Dat ass den eigentlechen Challenge an net e sterillt Gestreits, dat leschten Enns kengem eppes bréngt.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Très juste!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Bauler. An d'Wuert huet elo den Här Gérard Anzia fir déi gréng.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, geet et dem Trump an deem Dossier wierklech ëm Stol an Aluminium? Geet et him ëm seng Industriebetriber? An hunn déi Moosnamen iwwerhaupt e positiven Impakt fir déi amerikanesch Wirtschaft? De Virriedner hat et och gesot, siehe Strofzëll vun 2002, déi de Bush sengerzäit agefouert huet, déi haten en negativen Impakt an haten e groussen Impakt op d'Beschäftegung an Amerika selwer.

Geet et hei net och virun allem ëm Innen- an Ausseepolitik vun Amerika, wou den amerikanesche President probéiert, seng Jalonen ze setzen? Geet et him net och drëm, fir ze provo-zéieren an ze weisen, dass et him escht gemengt ass mat „America first“? Geet et dem Wäissen Haus deelweis net och dorëm, ze weisen, dass bei deem neie President och no engem Joer am Amt déi gewinnent diplomatesch Spillregelen net méi gellen?

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass scho ganz speziell, wann e President e Gesetz ënnerschreift, fir Stroftaxen anzeféieren, also eng wirtschaftlech Moosnam, a sech dobäi berufft op d'Gefährdung vun der nationaler Sécherheet. Mat dese Begrëfflechkeeten - Sanktiounen, Droungen, Manungen, national Sécherheet - gëtt ganz kloer eng Krichsrhetorik bedéngt an de Begrëff „Handelskrich“ ass duerfir och méi wéi ubruucht.

Et ass och ganz speziell, wann 107 Deputéierter aus dem Kongress vu senger eegener Partei en Appell un hie richten, net dat Gesetz ze ënnerschreien! A voir, ob de Kongress net och nach dat Gesetz ausser Kraaft kann huelen.

Et ass och ganz speziell, wann e Kanada a Mexiko ausklammert ënner enger Bedéngung, dass an den Neiverhandlungen vun der NAFTA no sengem Gout déi Verhandlung gefouert ginn an zu engem Resultat kommen.

Et ass och ganz speziell fir déi gréng, wann Europa no Ukënnegung vu Stroftaxen, no Gesprécher eventuell och vu Géigentaxen ausgeklammert gëtt, wa folgend speziell Fuerderunge vun amerikanesche President op eemol am Raum stinn: Militärausgaben am Kader vun der NATO erhéien, Stolexporter aféieren op den Niveau vun 2017 a sech bedeelegen u Moosnamen, fir Stroftaxe géint China ze erhiewen. Dat si Fuerderungen, déi nëmme bedéngt mat der amerikanescher Stolindustrie ze dinn hunn. An duerfir menge mir, dass an deem Fall ganz kloer verschidden Dossiere bewosst vum amerikanesche President, vun der amerikanescher Administratioun vermëscht ginn.



An duerfir e puer Froen un den Här Ausseminister, fir vläicht e bësse méi Kloerheet an deem nawell gelungenen Dossier awer ze kréien:

Bon, dat Éischt, dat läit op der Hand. Wann elo déi Stroftaxe vu 25% respektiv 10% op Stol an Aluminium géife kommen, wat fir en Impakt, wirtschaftlechen Impakt huet dat fir Lëtzebuerg?

Zum Zweeten, wat géifen déi Fuerderunge vum Trump fir Europa, speziell och fir Lëtzebuerg erëm bedeiten, wat déi Ausgabe vum der NATO uginn, wat jo e ganz anert territoriaalt Gebitt ass wéi d'EU? Dat sief nëmme just bemierkt.

Geet d'EU mat op de Wee, fir och vis-à-vis vu China a Stroftaxen eranzegoen, wat eng Fuerderung ass vum amerikanesche President? Wat fir en Impakt kéint dat hu fir de lëtzebuergeschen Aarbechtsmaart mat deenen Akteuren, déi mer hei kennen an eiser Stolindustrie respektiv an eisen Industriebetriber?

An zum Schluss: Wat fir eng Roll muss a kann d'Welthandelsorganisatioun WTO an deem Dossier spillen, wou mer wëssen, dass d'Administratioun Trump nëmme bedéngt dese Gremium unerkennt respektiv seng Decisiounen esou respektéiert, wéi mir dat kéinte mengen, dass een dat misst maachen?

Also, an deem Dossier ass et net einfach, fir den Iwwerbléck ze behalen, well all Woch nei Elementer bäikommen a well ëmmer erëm en neien Tweet enzwousch ze fannen ass, wou den Dossier eng nei Kéier kritt.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Anzia. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken u mat engem Merci un d'CSV, fir des Debatt haut de Mëtten ze initiéieren. Ech mengen, et ass wichtig, dass mer driwwer schwätzen.

Mir hunn och als ADR de Virriedner ganz gutt nogelauschert a festgestallt, dass all Partei bis op déi gréng bis elo kloer gesot huet: „Mir kennen eis zum fräien a fairen Handel, zum oppenen Handel!“ D'ADR mécht dat och. Mir brauchen de fräien Handel als Lëtzebuerg, als klengt Land. Mir hunn en ëmmer gebraucht. Mir brauchen en och hei.

Mä ech erënnere mech eben, fir et nach eng Kéier ze soen, bei deene Gréngen, wéi si och zum TTIP stoungen, wou de gréngen Europadeputéierten hei duerch d'Stroosse gezunn ass a geruff huet: „TTIP op den Tipp!“, an nach op en Déppe geklappt huet dobäi. Dofir hätt ech et begréisst, wann déi gréng och haut hei gesot hätten, dass si och de fräien Handel als e wichtige Prinzip vun eiser Baussepolitik géifen ugesinn.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Här Kartheiser, mir hunn nach ëmmer gesot, mir wären...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Et ass och esou, dass an Amerika net den Här Trump eleng kritesch ass géintwuer dem fräien Handel. Et muss ee soen, dass virun deene leschte Wahlen d'Madamm Clinton an den Här Trump kloer hir Distanzen do geholl hunn. Et ass also elo net ad personam, et ass éischer e Phänomeen an den USA festzustellen, wat a Richtung Protektionismus geet a wat eis mat Recht Suerge mécht.

Et ass och an engem gewëssene Sënn net onberechebar gewiescht, mä berechebar, well d'Argumenter, déi den Här Trump genannt huet, wéi e seng Riede gehalen huet an deem Zesummenhang, sinn der zwee. An déi zwee solle mer ganz genee ënnersichen, fir datt mer an der Verhandlung mat den USA kënnen zu engem Resultat kommen.

Dat éischt Argument, wat d'Amerikaner haten an hunn, dat ass, dass se keen Dumping wëllen, si hätte gären en „level playing field“. Riichte mir eis als Europa duerno? Dat ass eng Fro, déi d'Regierung an d'Kommissioun eis muss kënnen beäntweren. Mir hunn d'Tendenz, an dat war e bëssen an de Rieden, déi bis elo hei gehale goufen, fir ze soen: „Europa ass do an där Hisiicht ganz propper.“ Dat si mer net!

Ech brauch just ze verweisen op eis Handelsrelatiounen och mat afrikanesche Staten. Mir si vläicht méi generéis wéi anerer, mä och mir subventionéieren Exporter, och mir hunn Handelsbarriären. An d'Fro ass gestallt: Wéi ass eis Relatioun mat den USA an där Hisiicht, wann

d'USA eis dat reprochéieren? Ass do en Element vu Begrënnung oder ass keent do? Mä mir müssen eis där Diskussioun och kënnen stellen.

Dat zweet Argument, wat se huelen, ass dat vun der nationaler Sécherheet. Mä dat ass och net, fir eis ze erpressen, mä den Här Trump huet a senger Ried duergestallt, wéi déi amerikanesch Stol- an Aluminiumindustrie an deene leschte Jorzéngten erofgaangen ass, wivill Wierker nach iwwerlieft hunn. An ech mengen, et kann een an der strategescher Situatioun vun den USA engem President net verwiwelen, wann e seet: „Mir wëllen an deenen Domänen, déi fir eis Defense wichtig sinn, awer eng gewëssen Autarkie kënnen fir eis behalen.“ Och dat muss mer am Kapp behalen, wa mer verhandelen, an net déi amerikanesch Positioun als e puren arbiträren Exercice duerstellen, well esou einfach ass et net.

D'Konsequenz sinn hei zum Deel ugeschwat ginn. Ech wëll nach vläicht op zwou opmierksam maachen, déi eis och sollte besonnesch um Härz leien.

Dat eent ass de Risiko vun der Delokalisatioun vun Entreprisen aus Europa Richtung USA. Och dat ass en Effet vum Protektionismus. Ass de fräien Handel net méi néideg? Riskéiere mer och de Verloscht vun Aarbechtsplazen do duerch, dass dat Betriber sech eventuell kéinten dann an den USA nidderloossen?

An dat Zweet ass, dass mer muss kucken, fir de Multilateralismus an deem Beräich, eben d'Welthandelsorganisatioun, ze stäerken. Et ass richtig, dass d'EU och do Demarché gemaach huet, fir dass dat do en Arbitrage ka geschéien, mä et ass fir eis en Element, en zentral wichtegt Element, wou d'EU, och d'Kommissioun eis mat vertritt. An dofir ass et ganz wichtig, dass mer d'WTO och do stäerken.

Et ass nach keen Handelskrich, awer et kann ee ginn. A wann eng Verschlimmerung kéint vun amerikanesche Moosnamen, dann ass jo och scho vum Här Trump ugekënnegt ginn, dass dat an eischer Plaz wahrscheinlech déi europäesch Autosindustrie betrëfft, also indirekt och Lëtzebuerg. Well loosse mer net vergiessen, dass mir och Zouliwwerbetriber hu fir d'Autosindustrie, dass mer also och an eiser industrieller Basis kënnen vu weidere Sanktiounen getraff ginn an dofir och sollte präventiv agéieren a probéieren, déi Spannungen, déi am Abléck do sinn, och proaktiv erfrozesetzen. Den Interessi vu Lëtzebuerg ass ganz kloer net eng Verschlechterung vun den internationale Bezéiungen, mä eben de fräien Handel.

D'Géigereaktiounen vun der Europäescher Unioun - an do kann och dem Virriedner vun der Demokratescher Partei, dem Här Bauler, nëmme recht ginn -, déi kënnen net op engem Niveau si vu Sterilitéit oder „kannereg“, wéi hie se genannt huet. Et ass net méiglech, fir Géigesanktiounen ad personam ze schneiden, fir ze soen, an deem Wahlbezierk treffe mer elo deen an deen. Mä wa mer dat muss maachen, da muss et ad rem sinn, et muss transparent sinn. Et muss jo och fir den amerikanesche Wieler novollzéibar sinn, wat mer maachen a firwat mer et maachen, fir wa mer an eng Spiral sollten erageroden, dass mer ni och nach Animositéiten op perséinlech Plang an d'Diskussioun materabréngen, mä ëmmer nëmme esou objektiv wéi méiglech virginn.

An dann, eng Bemierkung, déi ech erëm muss widerhuelen: Et ass ganz wichtig an den Ae vun der ADR, dass déi Lëtzebuerg Regierung eng exzellent Aarbechtsrelatioun mat der amerikanescher Administratioun huet. Do muss mer verschidde nach nohuelen. Well mir als Lëtzebuerg sollten och déi bilateral Kanäl benotzen, fir zu Washington eis Interessen an och an deem Fall déi gesamteuropäesch Interesse mat ze verrieden.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet den Här Baum fir déi Lénk.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech ka mä Virriedner berouegen: Och ech wäert keen Danz ronderëm d'gëlle Kallef vum onreguléierte Fräihandel hei opféieren.

Wéi déi heiten Heure d'actualité virun e puer Wochen ugefrot gouf, huet een eng regelrecht Panikstëmmung ënner verschidde liberalen Apostele gespuert. Den Donald Trump géif en Handelskrich, e weltwäiten Handelskrich provozéieren, esou d'Schlagzeile vu verschidde Medien, déi fir kuerz Zäit déi reell Kricher op der Welt an den Hannergrond gedréckt haten.

Et schéngt haut awer, wéi wann déi Ängschte vu kuerzer Dauer waren, entweder well déi Zollaktiounen e rengen PR-Geck vum Trump vis-à-vis vu senger elektoraler Basis waren oder well den Establishment em relativ schnell kloer gemaach huet, wou den Hummer hânt.

Den amerikanesche President huet des Zollmesuren ëmmer erëm domadder gerechtfertegt, dass et him géif drëm goen, déi amerikanesch Aarbechter ze schützen. Näischt ass dem Donald Trump méi wäit ewech wéi de Schutz vun Aarbechter!

**(Interruption)**

Et geet haut vill manner ëm den Handel tëschent Natiounen. D'Interesslag verleeft net méi exklusiv no nationale Grenzen, mä ass dätlech méi komplex ginn. Dat kann ee vergläiche mat engem Fussballmatch tëschent dem FC Chelsea a Paris Saint-Germain, wou zwar no baussen hin eng englesch géint eng franséisch Equipp spillt, a Wierklechkeet sti sech awer déi kataresch Herrscherfamill an e russeschen Oligarch géintwuer.

**(Hilarité)**

Mëttlerweil lafe ronn 70% vum internationale Welthandel innerhalb vun de Konzern of, also vun enger Konzernfilial bei déi aner. Dat heescht, dass bei zwee Drëttel vun allen transnationalen Transaktiounen de Besëtzer vun der Wuer oder dem Service guer net wiesselt. A well haut de gréissten Deel vum Handel intragroup verleeft an des international Konzern grouse politeschen Afloss geltend maache kënnen, geet et an der internationaler Handelspolitik och haauptsächlech ëm d'Rationaliséierung vun de Produktiouns- an Distributiounsmustere vun de grouse Konzern an net forcement ëm den Austausch vu Wueren tëschent einzelne Populatiounen.

Mir hei zu Lëtzebuerg kennen och ee ganz gutt Beispill duerfir, wat elo grad in aller Munde ass, an dat ass ArcelorMittal, déi souwuel Wierker an de States hu wéi Wierker an Europa an awer och bedeitend Parten a China besëtzen. Vun der Exploitatioun vun de Rohstoffe, der Exploitatioun vun der Aarbecht bis hin zu den Ofsazmäert solle Wäertschöpfungskette méiglechst käschtegechstege organiséiert ginn. Dat grousst Besteeit doranner, déi eege Multinationallen um Weltmaart ze placéieren, net am Numm vun den Aarbechter, mä am Numm vum Kapital, wat do derhannertstécht.

Den aktuelle Konflikt tëschent der amerikanescher Administratioun an der chinesescher Féierung huet sech duerfir och schnell erëm op déi Agenda konzentréiert, déi scho säit Längere am Fokus steet, iwwregens net nëmme am Fokus vun den USA, mä och am Fokus vun der EU-Kommissioun.

Déi zwee Protagoniste geheien zwar mat punktuellen Zollerhéijungen openeen, mä den eigentleche Grund vun deem ganze Spill ass, dass déi chinesesch Féierung sech per se net wëllt u gewësse Spillregelen halen an datt dat déi westlech Entreprisen zimlech iergert. Et geet an éischer Linn drëms, Drock op Beijing auszeüben, fir an dräi zentrale Beräicher Ännerungen an der chinesescher Politik ze forcéieren: éischens bei der staatlecher Kontroll op d'Wirtschaft, zweetens bei der Kontroll vum Kapitalverkéier an drëtens bei de Regele vun der Propriété intellectuelle, déi jo a China relativ lax gehandhabt ginn, fir et emol esou ze soen.

A wann d'US-Administratioun dobäi erfollegräich wier mat deene Strofzell, da wäert domadder d'Positioun vun den US-Konzerner a China wesentlech gestärkt ginn! An dat steet a ganz klarem Widersproch zu den Interéte vun den amerikaneschen Aarbechter. Well domadder gi keng Aarbechtsplazen an d'USA zrëckverlagert. De Géigendeel geschitt! Domat gëtt d'Delokalisierung, déi scho stattfonnt huet, just nach weider zementéiert a weider verstärkt.

Et geet also bei deem Handelssträit net ëm d'Interessie vun den Aarbechter, weder a China, wou déi politesch Elitt identesch ass mat der wirtschaftlecher Elitt, nach an den USA, wou den Trump am Numm vun de Stolaarbechter schwätzt an am Numm vun der Wall Street handelt.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo den Ausseminister, den Här Jean Asselborn.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem Här Mosar Merci soen an alle Leit, déi hei intervenéiert sinn. Ech si gefrot ginn, de Point ze maachen. Mä Dir sidd vläicht mat mer d'accord, dass et net esou einfach ass, fir op deem Gebitt, deem Problem de Point ze maachen, well d'Positioun vun den Amerikaner zimlech fluid ass.

Bon, wat mer wëssen, dat ass, dass den 23. Mäerz de President Trump eng Decisioun geholl huet. An eigentlech war déi Decisioun jo baséiert, wat d'Taxen ugeet um Stol an um

Aluminium, fir hir amerikanesch Sécherheet - dat wier eng wichteg Komponent gewiescht -, fir déi ze assuréieren, eppes, wat mir jo net deelen. A loosse mer emol kucken, wéi een de Moment kéint higoen a versichen, Verschidde nes op haut ze fixéieren!

Dir wësst, dass virum Akraafttrieden, den 22. Mäerz, vun de Mesuren d'amerikanesch Autoritéiten eng Exemptioun fir e puer Länner gemaach hunn, virun allem och fir d'Europäesch Unioun. An des Ausnam ass, wéi mer wëssen, zäitlech begrenzt a leeft den 1. Mee aus.

An der Zwëschenzäit huet d'Kommissärin Malmström am Numm vun der Kommissioun jo den Dialog gesicht an och zum Deel fonnt mat den Amerikaner, fir déi Exemptioun permanent ze maachen. Ech wëll awer direkt hei soen, dass dat, Här President, sécherlech net - ce n'est pas donné! - de Fall esou automatesch wäert sinn. Den 1. Mee kéint an Amerika esou oder esou eng Decisioun geholl ginn: Et ass och net onméiglech, dass déi Exemptiounen den 1. Mee total an abrupt géifen ausgesat ginn.

Mir hunn e puer Unhaltspunkten. Engersäits siche mer jo d'amerikanesch Ennerstëtzung am Kampf géint d'Iwwercapacitëten am Stol an am Aluminiumsektor. Dat ass eppes, wou mer kënnen als Europäer mathëllefen, soulaang mer dat maache kéinten an engem multilaterale Kader, zum Beispill am Steel Excess Capacity Forum, wou mer als Europäesch Unioun an och mir als Lëtzebuerg am leschten November zu Berlin participéiert hunn, wou och Usätz waren, dass d'Chineesen agesinn - virun allem d'Leit aus China agesinn -, dass se hir Iwwercapacitëte mussen ofbauen. Ech widerhuelen hei, wat ech schon e puermol gesot hunn: dass d'Iwwercapacitëten eleng a China duebel esou héich si wéi d'ganz Produktioun an Europa!

Et geet virun allem, wéi ech gesot hunn, ëm d'Bezéiunge mat China iwwert de Stolsektor, well eben a China de Stolsektor ganz staark staatlech Subventiounen kritt. Et ass gewosst, dass den allgemengen Accès zum chinesesche Marché awer fir d'Europäer keen einfachen ass. Et besteet zum Beispill eng Diskriminatioun fir auslännesch Entreprisen, déi a China investéieren. Hinne gëtt den Zougang zum chinesesche Marché extrem erschweiert oder och nëmme enner Bedéngungen erlaabt, déi schwéier ze akzeptéieren sinn. An doriwwer eraus sinn d'Ängschte ronderëm ee forcéierten Technologietransfer an deene leschte Joren extrem gewuess.

An deem Zesummenhang wëll ech och drun erënnere, dass Amerika eng Prozedur géint China bei der Welthandelsorganisatioun ageleet huet, fir iwwer gewësse Mesuren am Beräich vun der Propriété intellectuelle ze diskutéieren. An hei hu sech Japan an och d'Europäesch Unioun deene Consultatiounen ugeschloss.

Ech wëll awer hei ennersträchen, dass et eis net soll drëm goen an dass mer net bereet sinn, deeselewchten unilaterale Wee anzuschloen, deen amgaangen ass zu enger Eskalatioun vun den Tensiounen tëschent den USA a China ze féieren.

D'Unioun däerf beim Ausenanerhuele vum multilateralen Handelssystem net matmaachen, och net fir eng Ausnam um Stol ze kréien!

Anerersäits gesäit de President Trump Europa, wéi mer wëssen, net nëmme als e Partner, mä och als e Problem, wat den Handelsdefizit tëschent den USA an Europa ugeet. Hie beklot, wéi mer dat wëssen, dass gewëssen Importtariffer, virun allem op Autoen, méi héich si wéi déi amerikanesch. An e vergësst awer ganz kloer, ee Saz derbäizesetzen, dass amerikanesch Tariffer op anere Produkter, Camionen zum Beispill, méi héich si wéi déi vun der Europäescher Unioun an dass och déi Importtariffer am Kader vun der OMC festgesat sinn. Ausser am Fall vun engem Fräihandelsafkommen kënnen mer net einfach esou Importrechter erfrozesetzen, ouni dass all déi aner Memberlänner vun der OMC och dovunner profitéieren. Dat heescht, dass d'Amerikaner net eppes kënnen kréien, wat aner Länner vun Europa net kriteren.

Mä méi wichtig ass d'Fro, ob et politesche sënnavoll ass, enner Drock unilateral Konzessiounen ze maachen. An hei geet et erëm ëm de Prinzip an ëm d'Zukunft vun der OMC a vun de Regelen, op deenen d'OMC berout. All des Sujete sinn Deel vum Dialog tëschent der Madamm Malmström an den Amerikaner. Dat ass ze begrëssen. An ech mengen, dass - ech soen et nach eng Kéier - et ausgeschloss ass, dass mer enner Drock unilateral Konzessiounen wëlle maachen.

Mir héieren awer vu Bréssel, dass en alternativen Accord, deen nëmme d'Fro vun den Tariffer op Industrieprodukter wéi Autoen a Maschinen an d'Fro och vum Accès an effentlech Opräg géif regelen, eng méiglech Solutioun



wier, fir den Amerikaner eventuell entgéintzkommen.

Bon, mir mussen elo kucken, wat genee domadder gemengt ass, ier mer eis dann definitiv dozou positionéieren.

Well d'Zäit awer fortleeft an den 1. Mee jo virun der Dier steet - dat spiere mer all -, mengt d'Kommissioun, d'Ausnam kéint een em e puer Méint verlängeren. Dat ass zwar ze begreissen, mä et muss een ennersträchen, dass eis Industrie Previsibilitéit a Stabilitéit brauch. Dat kann net onendlech esou weidergoen. Eng Verlängerung vun der Ausnam sollt och net dem eenzegem Zweck déngen, géif ech mengen, fir weiderhin den Drock op d'Europäesch Unioun oprechtzээрhalen, fir esou eng Léisung ze erzwingen.

Wat geschitt, wa mer - déi Fro hutt Der jo gestallt - keng permanent Ausnam kréien? Sollt dat de Fall sinn, gesinn ech keng aner Alternativ, wéi dat émzesetzen, wat mer jo ugekënnegt hunn uganks Mäerz. An d'Virbereedungen dozou si voll amgangaen! Et geet hei besonnesch jo em zwou verschide Riposten.

Dat Éischt, dat ass, wann d'Ausnam fir Europa net verlängert gétt, entsteet e Milliardeneschued - fir déi Kollegeen, déi gefrot hunn - fir d'Industrie, deen ee ka schätzen op 6,4 Milliarden Euro, op deene mer selwer da Géigemoossname géint d'amerikanesch Importer können huelen, natierlech am vollen Respekt an och am Recht vun der OMC-Prozedur. An des Géigemoossname wärten haaptsächlech Stolimporter aus den USA an Europa betreffen, verschiden - ech nenne se elo net -, méi emblematesch Industrie- an och Agrarprodukter, virun allem aus Deeler vun Amerika, déi politesch ganz no beim Här Trump sinn.

D'Virbereedungen dozou lafe schonn. An d'Memberstaten hunn net méi fréi wéi gëschter, also gëschter zu Bréssel, hire positiv Accord dozou ginn. An een Deel vun de Géigemesur kéint schonn den 20. Juni applizéiert ginn. Dat gétt eis e weíneg Sputt, fir ze kucken, wéi eis amerikanesch Partner dorobber reagéieren. De Rescht vun de Géigemesur kéint dann eréischt no dräi Joer respektiv no enger Entschuedung virum Geriicht vun der OMC applizéiert ginn.

Wichtig ass och, Här President, ze ennersträchen, dass net méi spéit wéi virgëschter d'Europäesch Unioun Consultatioun mat den USA bei der OMC ugefrot huet. Dat ass deen éischte Schrëtt, fir d'amerikanesch Mesuren ze contestéieren an eis Siicht vun de Saachen op formell Aart a Weis ze exposéieren. An des Etapp ass och néideg, fir kenne Géigemesuren ze huelen. Mä dat ass nëmme een Deel vun eiser Äntwert.

Gläichzäiteg muss mer derfir suergen, dass den europäesche Maart net iwwerschweemt gétt - dat ass vläicht déi gréisste Gefor - mat Produkter, déi net méi an Amerika kenne verkaaft ginn. An an deem Kontext huet d'Kommissioun de 26. Mäerz schonn eng Enquête de sauvegarde lancéiert mat enger proposéierter Léischt vu Stolprodukter. Des Enquête soll an deenen nächste Méint, do gétt gerechent mat néng Méint, fäerdeg sinn.

Am Kader vun esou enger Enquête kenne mer och provisoiresch Moosnamen huelen. Am Zusammenhang mat der Industrie hu mer selwer séchergestallt, dass d'Stolprodukter, déi hei zu Lëtzebuerg hiergestallt ginn, och wierklech op des Léischt kommen. Mir waren zu Washington ganz aktiv, fir bei den Europäer derbäi ze sinn, wéi déi Léischt opgestallt ginn ass. A mir wärten hei och de genaue Verlaf vun deser Enquête am Detail verfollegen.

Wat déi global Repercussiounen op den Handelssystem wieren, ass gefrot ginn. Och do kann ech mech nëmme der väster Majoritéit vun den Analysten uschlëssen, déi extrem, extrem besuergt sinn.

De multilaterale Welthandel mat der Welthandelsorganisatioun am Mëttelepunkt, do goug et scho virum President Trump sengen Decisiounen net gutt. D'Resultater, Dir wësst dat, vun der ministerieller Konferenz vun 2017 zu Buenos Aires, déi waren extrem enttäuschend, an d'Blockéierung vun den Amerikaner bei der Ernennung vun neie Richter fir d'OMC-Gericht risquéiert, dee ganze System natierlech ze destabiliséieren. Streidereien um Welthandel können dann also net méi mat engem Uerteel besätigt ginn. Och hei gesäit een eng systematesch Approche, fir de Multilateralismus vu Washington aus ze kippen. Dat ass grav!

Här President, ech mengen nach e Wuert sollen ze soen iwwert d'Konsequenz vum Här Trump senger Politik. Do kann ee soen, et ass Chaos. An dass d'Recht vun Staaten eng Handelspolitik deem Klenge wëllt imposéieren, do dergéint, mengen ech, muss ee sech wieren, och virun allem hei an Europa.

Wat heescht dat fir d'Zukunft?

Mir mussen weiderhin den Dialog trotzdeem mat den Amerikaner sichen. Du hutt Der recht. Mir mussen se iwwerzeegt kréien, dass d'Erhale vum System, dee jo nom Zweete Weltkrich an d'Liewe geruff gouf, an eisem kollektiven Interessi ass an dass se net nëmme nei Initiative sollen ennerstetzen, déi se ee Moment fir gutt fannen. Gläichzäiteg kenne mer mat hinnen a mat anere Länner och kucken, fir d'OMC - wat mer misste maachen - erëm ze verbesseren.

Wat Lëtzebuerg ugeet, exportéiere mer ongeféier 10% vun eise Stolprodukter an d'USA. Déi Zuelen hat ech gesot deemools an der Pressekonferenz. Dir wësst, wat et ass. Dat sinn héichwärtig Nischeprodukter, Grey-Träger vun Déifferdeng, Palplanche selbstverständlech och vu Belval. Wann een en d'Skyline denkt vun New York, da gesäit ee se net, mä bannendra sinn d'Grey-Träger, an och zu San Francisco.

Falls mer elo keng permanent Ausnam kréien, da kënnt natierlech dat, wat muss kommen: D'Amerikaner sichen dann no anere Produkter, déi vläicht vu manner gudder Qualitéit sinn. A wann et laang dauert, da sinn déi héich Importtariffer natierlech dozou ubuecht, fir dass d'Stolindustrie Investissemter an Amerika mécht an déi Produkter da selwer produzéiert.

Mä, wéi scho gesot, mir stinn a Kontakt mat der Industrie an Europa an hei zu Lëtzebuerg, fir de Schued esou gutt et geet ze minimaliséieren. Dir hutt et gesot: Et ass extrem komplex, well dee gréisste Produzent, ArcelorMittal, ech mengen, dat muss ee soen, ass net nëmme an Europa, en ass och an Amerika an op anere Kontinenten. An do kann et emol liicht Variatiounen an den Interéte ginn. Mä grad wéinst dem potenzielle Schued fir d'Lëtzebuerg Industrie huet, wéi ech gesot hunn, eis Ambassade zu Washington virum Akraafttriede vun den neien Tarifier eng aktiv Demarche gemaach mat der EU-Delegatioun. Mir hunn eis och gesat, dass d'Lëtzebuerg Produkter, wéi ech gesot hunn, op d'Léischt vun de geschützte Produkter kommen.

Här President, dee leschte Saz: D'Interesse vun der europäescher Stolindustrie mussen erhale bleiwen. Mir däerfe keng Kompromisser agoen, déi net mat internationalem Recht kompatibel sinn - an ech woen dat hei och ze soen am Numm vun der Lëtzebuerg Regierung, an ech weess net, ob Der do anerer Meinung sidd -, am Interessi vun deenen Honnertausende Leit, déi an Europa am Industriesektor hiert Brout verdéngen. Et geet och hei em d'Aarbechter an de Schmelzen!

Merci villmools!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Ausseminister.

Domat si mer um Enn vun eiser Aktualitéitsstoun ukommen. A mir géifen vun nächste Projet vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7196, engem Kooperationsaccord tëschent den EU-Staten an Neuseeland. An de Rapporteur, den Här Marc Angel, ass prett. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

**4. 7196 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part, fait à Bruxelles, le 5 octobre 2016**

**Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration**

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.** - Jo, nach eng kéier Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Härnen, Här Minister, Neuseeland an d'Europäesch Unioun si säit Laangem enk Partner. A mir deelen do och déiselwecht Grondwäerter. A mir hunn natierlech och vill gemeinsam Interessen. Mir hunn als Europäesch Unioun mat Neuseeland och gutt ekonomesch an Handelsrelatiounen, vun deene mer alle béid profitéieren. An och kulturell gétt säit Laangem vill zesummegeschafft. A mat deem Partnerschaftsofkommes iwwert d'Bezéiungen an d'Zesummenaarbecht tëschent Neuseeland an der Europäesch Unioun verdéiwe mer einfach des Kooperatioun an de Beräicher Politik, Sécherheet, Handel an Investitiounen.

Dese Partnerschaftsaccord EU-Neuseeland ass d'Suite vun enger Déclaration politique conjointe aus dem Joer 1999, déi 2007 adaptéiert gouf. An derniewent goufen natierlech och eng ganz Rei sektoriell Accorden ofgeschloss.

Am Joer 2012 gouf dunn decidéiert, dës Partnerschaftsofkommes auszuschaffen, dat mer haut hei virleien hunn a ratifizéiere wärten.

Am September 2016 huet de Conseil vun der Unioun formell decidéiert, diesen Accord ze signéieren, an d'Europaparlament huet diesen Accord de 16. November 2017 approvéiert.

An deem Accord kréien déi bilaterale Relatiounen tëschent der Europäesch Unioun an Neuseeland e modernen an och, mengen ech, kohärente Kader. Den Accord beinhalt eng Serie vu gemeinsame Prinzipien a Wäerter, déi mer deelen, an och déi Standardartikelen iwwert d'Menscherechter, iwwert d'Massevernichtungswaffen an och aner Waffen an och iwwert d'Cour pénale internationale sinn, wéi an all deenen änlechen Accorden, hei mat dran.

Wat och wichtig ass: dass niewent der bilateraler och déi regional an déi international Kooperatioun duerch diesen Accord verdéift soll ginn. Dese Accord bitt och eng Basis fir méi sensibel Sujeten, fir op méi sensible Gebitter zesummeschaffen, wéi zum Beispill an der Lutte géint d'Geldwäsch, dem Kampf géint den Terrorismus, och dem Kampf géint d'Finanzéierung vum Terrorismus, an där ganzer Politik, fir géint den Drogentrafic virzegoen, d'Cyberkriminalitéit, d'Korruptioun an d'organiséiert Kriminalitéit.

Ech mengen, fir Lëtzebuerg insbesondere ass och wichtig, nach drun ze erënnern, dass desen Accord méi en effikast Engagement vun der Europäesch Unioun an de Memberlänner an Neuseeland erlaabt an den Domänen vun der Entwécklungszesummenaarbecht an och vun der humanitärer Hëllef am Pazifikraum.

Natierlech sinn och Fuerschung an Innovatioun an deem Accord behandelt gradesou wéi Educatioun a Kultur. Zum Beispill vereinfacht desen Accord och den Austausch vu Fonctionnairen aus den EU-Länner mat Neuseeland an awer och vereinfacht e Stagé fir Studenten aus dem drëtte Cycle, fir emol e ganz praktescht Beispill ze ginn.

Den Accord gesäit och vir, dass e Comité mixte, deen aus Verrieder aus béide Parteien zesummegesat ass, muss derfir suergen, dass desen Accord gutt fonctionnéiert an dass en och richtig emgesat gétt.

Alles, wat ech lech elo opgezielt hunn, ass natierlech a mengem schréffleche Rapport nozeliesen. An déi 60 Artikelen, iwwer 33 Säiten, déi deen Accord emfaasst, sinn natierlech wéi ëmmer och um Projet de loi annexéiert.

Här President, Här Minister, léif Kollegeinnen a Kollegeen, ech wëll just drun erënnern, dass de President vun der Europäesch Kommissioun am Etat de l'Union am September 2017 ugekënnegt huet, dass d'Europäesch Kommissioun Mandater amgaangen ass auszuschaffe fir d'Ophuele vu Verhandlung fir en emfaassenden Handelsaccord mat Australien a mat Neuseeland. A gläichzäiteg, deen nãmlechten Dag, huet d'Europäesch Unioun jo och hiren Handelspak virgestallt fir eng fortschrëtlech, awer och virun allem fair Handelspolitik.

An ech mengen, wann een déi Dokumenter liest, ass et gutt, dass d'EU geléiert huet aus der Vergaangeneheet a fir méi Transparenz wéi jee virdu plädéiert a versprach huet - wat fir eis als LSAP ganz wichtig ass, wa mer elo an Zukunft erëm mat Neuseeland a mat Australien wäerte verhandelen, dass och d'EU dat gesot huet -, dass se eng Berodungsgrupp fir déi Handelsaccorden an d'Liewe rifft, wou virun allem d'Zivillgesellschaft matagebonne soll ginn. Dat ass fir d'LSAP eppes, wat ganz wichtig ass, dass do ënnerschiddlech Siichtweise vun deene verschidenen Interessenträger erakommen, wéi d'Gewerkschaften, wéi d'ONGen, wéi d'Verbraucherschutzorganisatiounen. Dat ass fir eis, mengen ech, eppes ganz Wichtigees.

Ech kommen awer elo op desen Accord zrëck vun haut a wëllt lech hei och ganz einfach den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deem Projet de loi ginn.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. An, Kollegeinnen a Kollegeen, et ass relativ vill Gegommels am Sall. Dat mécht dem Riedner d'Saach net einfach. Ech wëll lech just dorop hiweisen.

► **Une voix.** - Ah! Très bien.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Wuert huet elo d'Madamm Nancy Kemp-Arendt.

**Discussion générale**

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Merci, Här President. Ech géif mengem Kolleg, dem Marc Angel, e grouse Merci soe fir säin ausféierleche schréfflechen a mëndleche Rapport. Hie mécht dat esou, wéi hien dat ëmmer mécht: En huet praktesch all Punkt opgezielt, deen ech mer opgeschriwwen hat, fir nach eng kéier drop anzegoen, ausser vläicht een. Et ass an deem Accord och nach en Austausch virgesinn, „pro-

gramme vacances“, deen et 50 lëtzebuergeische Studenten erlaabt, wärend engem Joer am Land ze schaffen an och do ze wunnen an d'Leit do kennenzéieren. E ganz flotte Programm, wat mir vun eiser Säit aus och ganz begreissen.

Ech géif dofir den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn. An ech géif ophale mat engem Maori-Zitat, wat seet: „Mat dengem Kuerf a mat mengem Kuerf wäerten d'Leit zesumme liewe können.“ Hei ass, mengen ech, en Accord, deen erëm des Partnerschaft verdéift a wou mer selbstverständlech hannendrustinn. Dofir den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Den Här Gusty Graas huet d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Härnen, mir hu jo u sech regelméisseg esou Accorden hei. Meeschtens ginn déi jo mat Länner ausgehandelt, wou éischter Krise sinn, wou et éischter méi schwierig ass, fir eis Wäerter ze exportéieren, wou mer awer wëllen als Europäesch Unioun eis Hëllef leeschten, fir datt do an deene Länner d'Rechtsstaatslechkeet, d'Demokratieverständnis, d'Roll vun der Fra sollen opgewäert ginn.

Hei hu mer e ganz anere Partner. Hei ass e Land, wat zwar 25 Stonne Fluchzäit vu Lëtzebuerg ewech ass, 100-mol méi gross ass wéi Lëtzebuerg, et ass awer e ganz interessanten Accord. Ech mengen, et ass och e wichtege Deel vun europäescher Aussepolitik. Mir sollen de Lien mat esou Partner staark fleggen.

Et ass och virdu gesot ginn, datt iwwert deen Accord hei natierlech och eng gutt bilaterale Relatioun tëschent Lëtzebuerg an Neuseeland kann nach verstärkt ginn. An an deem Sënn wëll ech och dem Marc Angel e grouse Merci aussprieche fir seng verschide Rapporten a brénge selbstverständlech och gläichzäiteg den Accord vun der DP.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Madamm Loschetter huet d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci, Här President. Déi gréng Fraktioun schléisst sech dem Merci un de Rapporteur un a gétt hiren Accord zu deem Projet de loi.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. Et ass schonn alles gesot, mä nach net vu jiddwerengem.

**(Hilarité)**

Dofir wëll ech mech och uschlëssen: Wann den Här Angel e Rapport mécht, dann ass en och, wéi des kéier nees, ganz gutt. A mir ginn och gär eisen Accord.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An den Här Baum huet d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Jo, well ech mengen, datt awer net ganz alles gesot ginn ass, wëll ech nach e Wuert derbäisoen.

**(Hilarité générale)**

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Mir sinn net prinzipiell géint dës Partnerschaftsofkommes mat Neuseeland. Mä mir wëssen awer och, datt dat hei typescherweis d'Virstuf ass vu Fräihandelsaccorden, wéi dat och schonn an deem Fall vun Neuseeland den ausdréckleche Wunsch vun der EU-Kommissioun ass. En änlechen Accord ass an Ausaarbechtung mat Australien, wou mer fäerten, datt eis den Inhalt an d'Stousrichtung vun deem Fräihandelsaccord, deen d'Suite vun deem heiten, vun deem Partnerschaftsofkommes wäert sinn, net terribel gefale wäert. An duerfir wäerte mir eis och enthalen.

An ech muss awer och soen, datt ech e bëssen erstaunt sinn, datt virdu esou vill geschwat ginn ass iwwert d'Noudwendegkeet vu multilateralen Ofkommene op Weltniveau an datt och notamment den Amerikaner e bësse virgehait gétt, datt si just nach bilaterale wëlle virgoen, wuel wëssend, datt se dann den dominiéierende Partner sinn. Ech stelle fest, datt d'Europäesch Unioun net wesentlech anescht virgeet an deem dote Beräich wéi d'Amerikaner, nãmlech datt mer iwwerall probéieren,





bilateral Accorden ze maachen. E Fräihandelsaccord mat Japan soll jo wahrscheinlech am Juni, esou wéi ech matkritt hunn, fräi sinn (veuillez lire: ënnerschriwwen ginn). Dat sinn och alles bilateral Demarchen, keng multilateral, wat mir ausdrécklech bedauern.

Wéi gesot, géint den Inhalt selwer vun deem Partnerschaftsofkomme kann een néischt hunn. Duerfir si mer och net dergéint. Mä mir wëssen, wat awer kënn. Duerfir enthalte mer eis.

**M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun. An den Här Ausseminister huet d'Wuert.

#### **Prise de position du Gouvernement**

**M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Also ech bréngen den Accord vun der Regierung.

#### **(Hilarité)**

An ech wollt vläicht awer zwou Saache soen. Dat eent, dat ass multilateral oder bilateral Accorden. Mir maachen effektiv als Europäesch Unioun Accorden, zum Beispill mam Mercosur. Dat ass dann total multilateral. Mä et ginn och Länner op der Welt, déi net a regionalen Organisations sinn: Australien, Neuseeland, Japan. An ech mengen net, dass et awer falsch wier, dass d'Europäesch Unioun, wat ëmmerhin 28 Länner nach sinn, dass déi en Accord maache mat engem Partnerland op der Welt.

Dat Zweet, wat ech wollt soen, dat ass: An deem Accord hei... A wéi ëmmer huet den Här Angel dat perfekt duergeluecht, schrëftlech an och mëndlech, mä ech wëll awer vläicht och, wat d'Madam Nancy Arendt gesot huet, ënnersträchen. Ech weess nach, dass ech extra an Neuseeland an an Australien gaange sinn, fir den Accord fir d'Studenten hinzekréien. Dat war kee Problem.

Ech mengen, dass ech hei vläicht dierf och e Wuert Propaganda maachen, fir dass Lëtzebuurger jonk Leit vun deem Accord profitéieren, dee mer hu mat Australien a mat Neuseeland, fir déi Länner kennenzeléieren. Ech mengen, dat ass eng Experienz, déi net nëmmen touristescher Natur ass, mä kultureller Natur ass, déi op engem ganz héijen Niveau steet.

Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Da kënn mer elo zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet de loi 7196.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 7196 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

57-mol Jo, 2 Abstentiuonen: Domat ass de Projet de loi 7196 adoptéiert.

Ont voté oui: *Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Cécile Hemmen), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haaggen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty (par M. Max Hahn), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Sidd Der bereet, de Go ze ginn, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

#### **(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir ginn zum nächste Projet iwwer. Dat ass de Projet de loi 7121, d'Transposition vun engem EU-Reglement iwwert d'Schafe vun enger Prozedur fir kleng Sträitfäll. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madam Viviane Loschetter.

### **5. 7121 - Projet de loi relative à la mise en application du règlement (UE) 2015/2421 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2015 modifiant le règlement (CE) n°861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges et le règlement (CE) n°1896/2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer et portant modification du Nouveau Code de procédure civile**

#### **Rapport de la Commission juridique**

**Mme Viviane Loschetter (déi gréng)**, *rapportrice*.- Merci, Här President. Jo, dat stëmmt, „kleng Sträitfäll“ oder op Franséisch „petits litiges“, esou wéi et och am Titel vun deem Projet de loi steet. Em wat geet et?

Et geet eigentlech ëm d'Ofännerung vun engem Reglement, wat et scho gëtt. An et geet ëm d'Applikatoune vun engem Reglement souwuel vum Europäesche Parlament wéi och vum Conseil, wat vum 16. Dezember 2015 datéiert. Ech muss och soen, dass dat neit Reglement applikabel ass scho vum 14. Juli 2017 un. Em wat geet et?

Majo, et ass e ganz technesch Projet, mä en huet awer eng Inzidenz, well e villes vereinfacht, an zwar op zwéi verschiddene Punkten. Dat Éischt, dat sinn eben déi kleng Sträitfäll oder d'Petit-litigen. An der Procédure européenne geet et drëms, fir d'Prozedur ze vereinfachen, souwuel wat de Käschtepunkt ubelaangt wéi och, wat d'Zäitdauer ubelaangt.

Déi gréisste Modifikatioun, fir just déi ze nennen, ass, dass eben de Plafond applicable vun deene klenge Sträitfäll vum 2.000 op 5.000 Euro eropgesat gëtt, wat et dann och vereinfacht, fir e Recours anzeleeden an deene klenge Sträitfäll, déi transfrontalier sinn, déi grenziwwergräifend sinn, woubäi eng vun de Parteien hiert Doheem muss an engem État membre hunn, deen en aneren ass wéi deen, wou d'Jurisdiction domadder saisiert gëtt.

Wat awer elo d'Procédure européenne d'injonction de payer ubelaangt, och do ginn d'Optioune vum Demandeur verbreedert an deem Sënn, dass par rapport zu enger Opposition, déi forméiert ginn ass vum Défenseur ebe géint eng Injonction européenne de payer, den Demandeur elo neierdengs - neierdengs - d'Méiglechkeet kriit, eben op dës Prozedur, dës vereinfacht Prozedur vun deene klenge Sträitfäll zréckzegräifen. Dat ass eng Optioun, déi et virun eben net ginn ass.

Dat Ganzt wäert sech elo aschreiw bei ons zu Lëtzebuerg an deem neie Code de procédure civile.

Just fir nach kuerz ze präziséieren, dass dëse Projet de loi deposéiert ginn ass den 8. März 2017 vum dem jëtzege Justizminister Braz. De Statsrot huet sech zweemol an zwéi Avisen domadder beschäftegt. D'Commission juridique huet effektiv ofgewaart, bis de Statsrot säin Avis complémentaire ginn hat, a mir hunn eis den 28. Februar dëses Joers domadder beschäftegt. Du sinn ech och Rapportrice vun deem Projet genannt ginn. A ganz genau e Mount méi spéit, näamlech den 28. März 2018, huet d'Commission juridique à l'unanimité dëse Rapport ugehall, soudatt ech mengen, Här President, dass mer hei méiglecherweis och wäerten e Vote à l'unanimité an der Chamber kréien. Op alle Fall, déi sechs Stëmme vun der grénger Fraktioun wëll ech hei scho versécheren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauchteren.

**M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet den Här Léon Gloden.

#### **Discussion générale**

**M. Léon Gloden (CSV)**.- Merci, Här President. Déi Procédure européenne d'injonction de payer an d'Procédure européenne de règlement des petits litiges si säit dem Gesetz vum 13. März 2009 Bestanddeel vum Lëtzebuurger Nouveau Code de procédure civile. Et ass deemools als Mosaiksteen agesat ginn, als Mosaiksteen vum Espace juridique européen, dee mer jo ustriewen an Europa.

Am leschte Rapport vum Justizministère kann ee liesen, dass 163 Demanden eragereecht gi si fir eng Procédure européenne d'injonction de payer an 227 Demandé fir eng Procédure européenne de règlement de petits litiges. Sou eng Prozedur ka gestart ginn, wann eben e grenziwwerschreidend Element am Dossier ass. An et

ass am Fong haaptsächlech geduecht, fir bei deene klengen Zommen ebe méi schnell virunzekommen, dass de Creancier méi schnell u seng Sue kënn, ouni dass e muss zum Beispill an Däitschland oder a Frankräich eng laangwierreg Prozedur engagéieren.

Dat Reglement, wat elo hei zur Diskussioun steet, wat d'Madam Rapportrice presentéiert huet, wou ech hir och Merci soe fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport, modifizéiert elo e bëssen déi Prozeduren. Dat neit Reglement ass applikabel säit dem 14. Juli 2017. Mir sinn also erëm ze spéit drun am Fong hei, fir déi Modalitéiten ëmzesetzen. D'Rapportrice huet et och gesot, et sinn technesch Upassungen. Ech mengen, dass een an Zukunft do kann en Effort maachen, fir dass déi da méi schnell kënnen ëmgesat ginn.

Déi Haaptmodifikatioun am Fong steet guer net méi am Text. Si stoung am Projet de loi, esou wéi e vum Justizminister deponéiert ginn ass, fir d'Kompetenz vum Friddensrichter bei der Procédure des petits litiges vum 2.000 op 5.000 Euro eropzesetzen. Mä opgrond vun enger Remark vum Statsrot hu mer dat erausgeholl, well eben hei de Friddensrichter zu Lëtzebuerg souwiesou bis zu 10.000 Euro kompetent ass. Ech wollt dat ënnersträchen, net dass d'Leit herno am finale Projet de loi, esou wéi mer e stëmme wäerten, no deem Montant sichen. Deen ass net méi dran. Dat muss een am initiale Projet de loi noliesen.

Da profitéieren ech och vun der Geleeënheet, fir dem Minister säi Versprieche fir „paperless justice“ unzeféieren. Dat hei wier am Fong e flotten, nenne mer et „Pilotprojet“ gewiescht, fir dat ze testen, well och am Considerant 7 vum Reglement, ëm dat et hei geet, steet: «Afin de réduire encore le coût du règlement des litiges et la longueur des procédures, l'utilisation de technologies de communication modernes par les parties et par les juridictions devrait être d'avantage encouragée.»

Här Minister, Dir schwätzt vill vun „paperless justice“, Dir hutt do och grouss Erwaardungen un lech, un eis, un de Justizapparat. Länner wéi Irland, Finland, Estland an Eisträich sinn do scho vill méi wäit. Duerfir géif et och elo héich Zäit ginn, dass mer hei géifen op de Wee vun der „paperless justice“ goen. Och hei géillt de Slogan, Här Minister, „let's make it happen“.

An domadder ginn ech den Accord vum menger Fraktioun.

**Plusieurs voix**.- Très bien!

#### **(Interruption)**

**M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. An d'Wuert huet den Här Fayot.

**M. Franz Fayot (LSAP)**.- Merci, Här President. Mir begreissen natierlech och dës Projet als LSAP-Fraktioun. Et ass effektiv e gudde Projet, deen et méiglech mécht, an deenen transfrontière Litigen op eng einfach Aart a Weis virzegoen, an duerfir dem Justizabel, fir u säi Geld ze kommen.

An ech géif nach dovunner profitéieren, fir der Rapportrice, dem Viviane Loschetter, Merci ze soe fir säi gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport. An ech bréngen natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deem Projet.

**Une voix**.- Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. D'Madam Beissel huet d'Wuert.

**Mme Simone Beissel (DP)**.- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vu mir virop e Merci un d'Madam Rapporteur Viviane Loschetter fir hiren ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et geet jo hei drëm, wëssend, dass e ganze Koup Leit sech och opgrond vun der libre Circulatioun intracommunautaire bewegen an dass haaptsächlech, wann och Injonctions de payer sinn, mat Momenter da Schwierigkeeten entstinn, fir ebe just dann déi Prozeduren ze vereinfachen, fir d'Käschten ze reduzéieren an haaptsächlech d'Durée vun dësen Prozeduren.

Dofir muss de Lëtzebuurger Code de procédure civile ëmgeännert ginn. A mat deem Projet de loi geschitt dat. Et ass e weidere Stee vun der Harmonisatioun vun den europäesche Prozeduren. An dofir ginn ech heimat den Accord vun der DP-Fraktioun a soen lech Merci.

**Plusieurs voix**.- Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Mir sinn um Enn vun der Diskussioun ukomm. An den Här Justizminister, den Här Félix Braz, huet d'Wuert.

#### **Prise de position du Gouvernement**

**M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Merci als Éischt der Rapportrice an där ganzer Commission juridique fir déi Aarbecht, déi se hei gemaach hunn.

Ech si ganz frou, dass mer dee Projet haut kënnen unhuelen. Do sinn och Delaie gelaf. An

ech mengen, et ass gutt, dass mer de Projet elo kënnen ofschléissen, well e wirklech potenziell am Interêt vu ganz ville Lëtzebuurger Bierger, och vu Lëtzebuurger Betriber ass. Dat hei sinn, an den Här Gloden huet d'Zuele genannt, net nëmme Randerscheinungen, mä et ass eppes, wat all Dag elo scho genotzt gëtt a wat mat der Zäit mat Sécherheet d'Tendenz wäert hunn, nach ze augmentéieren.

Dofir Merci fir déi diligent Aarbecht, déi mer elo konnte maachen! Ech hunn den Erklärungen néischt bäizefügen. Et ass alles gesot.

Ech wëll just dem Här Gloden äntworten, deen de Projet „paperless justice“ rappeliert. Ech kann den Här Gloden rassurieren: Dir wësst, dass do intensiv dru geschafft gëtt mat all den Akteure vun der Famille judiciaire am breede Sënn vum Wuert. Ob dat d'Parquete sinn, d'Gerichter, d'Notairen, d'Affekoten, d'Greffieren, d'Dierwiechter, jiddwereen ass un deenen Aarbechten associéiert. Et leeft och no Plang. An de Plang ass, wéi Der wësst, Här Gloden, dass mer an dëser Legislatur dat do net ofgeschloss kréien. Dee Plang, dee vun Ufank u genannt ginn ass, ass éischerer Plang, deen am zweete Joer vun der neier Legislatur soll abouéieren. Dir wësst och, dass de Financement vun deem Projet assuréiert ass. Mir hunn do iwwer e Méjoresplang ronn 30 Milliounen Euro zur Verfügung gestallt, fir dee Projet ze maachen.

Dir hutt véier Länner genannt, déi scho fäerdege sinn. Domat sot Der och, dass der 24 do nach net ënnerwee sinn. Mir sinn ënnerwee! A mir hu wirklech e Projet vun der gréisstméiglecher Ambitioun, wou mer wirklech wëllen op e Stéichdatum x sämtlech Relatiounen an deem heiten Ëmfeld integral op „paperless“ ëmstellen. Dat ass net nëmme eng informatesch Fro. Dat ass ënner Ëmstänn och eng Fro vu Prozeduren. Doduerch, dass alles digital gëtt, wäerte mer och eng Rei Prozedure kënnen nei erfannen, nei musse schreiwen. Dat ass also och en Deel legislativ Aarbecht, déi dobäi muss gemaach ginn. Mä mir sinn am Timing. Den Timing wäert, wéi gesot, iwwert dës Legislatur erausgoen.

Et ass wirklech bal eng Herkulesaufgab, dee ganze Monde judiciaire op „paperless“ och a senger Relatiounen ëmstellen. Mä mir schaffen intensiv drun. D'Aarbechte gi gutt virun. An ech sinn och gare bereet, nach an deenen nächste Méint eng Kéier d'Commission juridique ze informéieren, wou mer genee dru sinn. Mä et ass och fir mech e Projet vun éischerer Importenz. A mir sinn am Timing. An ech mengen, mir sollen eis all doriwuer freeën: „We do it happen“!

**M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Da kënn mer iwwert de Projet de loi 7121 ofstëmmen.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 7121 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

60-mol Jo. De Projet de loi 7121 ass mat Unanimitéit ugehall.

Ont voté oui: *Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Modert, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Mergen), Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Tess Burton), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haaggen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini; MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

#### **(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, der Konsultatiounsdebatt iwwert d'Landesplanung. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. An d'Wuert huet elo den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.





**6. Débat de consultation sur l'aménagement du territoire**

**Exposé**

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, datt déi Debatt de Mëtteg ka stattfannen, well si fénnt statt am Kontext an am Kader vun enger breet ugeluechter Diskussioun, déi d'Regierung ugestouss huet, fir no dem Landesplanungsgesetz, no de Plan-sectoriellen - ech kommen nach op déi ze schwätzen - dat dréttwichtigst Standbeen nei ze schafen, nei ze modeléieren, wat d'Landesplanung huet, an zwar de Programme directeur vun der Landesplanung.

A mir wollten dat als Regierung maachen an engem ganz breede Sënn. Dat heescht net nëmme, datt d'Regierung an d'Politik driwwer diskutéieren, mä dann natierlech och d'Chamber mat diskutéiert, mä och d'Biergerinnen an d'Bierger. An duerfir leeft am Moment och dee Biergerbedelegungsprozess. Och op dee kommen ech nach ze schwätzen. An duerfir ass och de Mëtteg déi Konsultatiounsdebatt, déi vum Statsminister ugefrot gi war schonn am Kader vum État de la nation d'lescht Joer a wou et dréms geet, datt d'Chamber, d'Deputéiert, déi eenzel Fraktiounen och hiren Input zu deem Thema leeschten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kee Land an der Europäescher Unioun huet esou eng rasant Entwécklung kannt wéi Lëtzebuerg an deene leschte 25 Joer! Sougutt eise PIB, d'Awunner, d'Aarbechtsplaze wéi d'Frontaliere sinn enorm gewuess an deene leschte 25 Joer, an dat trotz wirtschaftleche Krisen. Mir haten dräi grous wirtschaftlech Krisen an deem Zäitraum: Déi éischt war téschent 1990 an 1991, déi zweet war 2001 mat der Dot-com-Blos, déi geplätzt war - scho bei ville Leit an de Käpp vergiess -, an dann déi drëtt, déi gréisst an déi schwéierst, iwwerhaapt déi schwéierst wahrscheinlech an déi geféierlechst virun allem an der Nokrichszeit, 2008. An trotzdem ass, wéi gesot, Lëtzebuerg, eist Land, an deene leschte 25 Joer extrem op deene verschiddensten Niveau gewuess.

Just fir e puer Zuelen ze ginn, fir dat ze veranschaulichen:

Am 19. Jorhonnert huet Lëtzebuerg 89 Joer gebraucht, fir 100.000 Awunner bäizekreien. An och do, an deem Jorhonnert hate mer schonn eng industriell Revolutioun. Téschent 1960 an 1994 hu mer 34 Joer gebraucht, fir 100.000 Awunner bäizekreien. Téschent 2010 an 2017 hu mer 8 Joer gebraucht, fir 100.000 Awunner bäizekreien. An téschent 2018 an 2025, esou wéi d'Dynamik de Moment ass, brauche mer nach 7 Joer, fir 100.000 Awunner bäizekreien.

Derbäi ass nach komm, datt téschent 2000 an 2016 d'Zuel vun de Frontaliere vun 88.100 op 180.900 eropgeangen ass. Dat heescht, dat sinn zwar keng Awunner, mä mir wëssen alleguerten, datt déi sech och alideeglech am Land bewegen an en Impakt hunn op eis Infrastrukturen, op dat, wat an eisem Land passéiert. An dat alles an engem Land, wat nëmme 2.586 km² Fläch zur Verfügung huet, dat heescht, wou de Buedem eng extrem rar Resource ass!

Wann ech dat opzielen, dann ass dat net, well ech dat negativ oder pejorativ wëll gesinn oder mengen, mä ech wëll domadder veranschaulichen, a wat fir enger Dynamik mer zu Lëtzebuerg am Moment sinn. An och, wat dat bedeit fir eis Entwécklung, fir eis Infrastrukturen, fir eis Integrationsstregungen, fir eis sozial Kohäsioun; alles dat gehéiert zesummen a muss zesumme gekuckt ginn, wann een driwwer diskutéiert.

Mir kënnen eist Land, an dat soen ech mat aller Däitlechheet, déi 2.586 km², och nëmme eemol verplangen. Mir kréie kee Quadratmeter bāi. A grad an engem Land wéi Lëtzebuerg mat sengen 2.586 km² a mat esou engem extreme Wuesstumsdruck wéi deem, dee mir de Moment hunn, hätt ee missen an deene leschten 30 Joer d'Landesplanung vill méi escht huelen, wéi dat geschitt ass. Et hätt misse méi opgepasst ginn, wou mer wivill wuessen, wou wat wissst a wéi mer et organisieren. Et hätt misse opgepasst ginn, datt d'Fonctionnalités an eiser Gesellschaft, wéi Wunnen, Schaffen a Fräizäit, zesummebruecht respektiv zesummegehale ginn an net, wéi et geschitt ass, datt just alles ausererappt ginn ass.

Mir sinn an deene leschte Joren net nëmme vill, mä mir sinn och nach egal wéi gewuess! Ländlech Gemenge wuessen zum Beispill ze séier par rapport zu de städtesche Gemengen. E puer Beispill: D'Gemenge ronderëm de Stauséi oder Fëschbech oder Waldbëlleg, ech kann och nach anerer nennen, déi leie ganz,

ganz vir, wat de Wuesstum vun der Bevölkerung ueget. Am Ranking vun den Top Ten vun de Gemengen, déi bāi Wäitem am meeschten, prozentual bevölkerungsméisseg gewuess sinn, fanne mer nëmme ländlech Gemengen a keng eng städtesch Gemeng! Éischt Plaz: Fëschbech mat engem Wuesstum an deene leschte 15 Joer vun 140%. Just fir lech e Verglach ze ginn. Esch ass an deem nämlechten Zäitraum knapps iwwer 30% gewuess.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Dat kann een net matenee vergläichen.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Et kann een net matenee vergläichen, mä et geet jo net dréms, fir et matenee ze vergläichen. Et geet dréms, fir opzeweisen, datt déi falsch Plaze gewuess sinn, Här Wolter! Dorëms geet et! An dat misst Dir wëssen, well Dir hutt an Ärem IVL deemools genau de Contraire proposéiert herno an de Konklusiounen. Dir hutt gesot, datt genau d'städtesch Regiounen, d'CDAs misste wuessen. An et ass awer just de Contraire geschitt! Dat heescht och am Kloertext: Mir hunn eis an deene leschte 25 Joer net d'Moyene ginn, fir eben dat Rudder erëmzegeheien, mä mir hunn alles einfach widerwuesse gelooss wéi gehabt, trotz dem Fait, datt mer Studie wéi d'IVL beispillsweis virleien haten.

An nēme 15 Joer ass d'Populatioun am ländleche Raum em 45.000 (veuillez lire: 43.000) Awunner gewuess. Leider entstinn esou Aarbechtsplazen a virun allem vill neie Wunnraum do wāit ewech vun all Accessibilitéit a vun all Zentralitéit. A wann ech hei héieren, datt gesot gëtt: „Ma Gott sei Dank!“,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- ...da wāert Der elo emol nach gesinn, wann ech opzielen, wat d'Konsequenze sinn! An Dir sidd jo emmer déi, Här Gibéryen, Dir sidd emmer déi, déi als éischt dobaussen de Moment ziele ginn, datt ee misst dee Wuesstum an de Grëff kréien an esou weider an esou virun. Mā da wāert Der emol gesinn, wann ech lech opzielen, wou dat alles geschitt!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech wāert lech herno soen,...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- A wéi gesot, a 15 Joer ass d'Populatioun do em 43.000 Awunner gewuess. Leider entstinn esou Aarbechtsplazen a virun allem vill neie Wunnraum do wāit ewech vun all Accessibilitéit a vun all Zentralitéit. Dat heescht, et gëtt noutgedronge vill Autostrafic generéiert. 89% vun der Bevölkerung müssen all Dag erauspendingen. Mir wunnen emmer manner do, wou mer schaffen.

Mir brauchen natierlech Wunnengsbau, virun allem aus soziale Grënn. A Wunnengsbau spillt virun allem dann, wann driwwer diskutéiert muss ginn an dēser Gesellschaft iwwer zum Beispill Leit mat sozialem Mindestlohn, do ass et extrem wichtig, datt mer Wunnengsbau schafen. Mā mir mussen just oppassen, wou mer e schafen an datt mer net duerch de Fait, datt mer d'Leit aus de Stied zum Beispill erausdrēcken a se an de ländleche Raum schécken, virun allem och Leit, déi ebe manner Méiglechkeeten hunn, datt mer net doduerjer sozial ganz komesch Situatiounen schafen, datt d'Stied just nach deene virbehale ginn, déi sech et kenne leeschten, an déi aner müssen eraus aus de Stied wunne goen.

Wunnengsbau muss duerfir besser mat der Landesplanung verknäppt ginn. Wunnengsbau muss virun allem do geschafe ginn, wou et grous Defiziter gëtt. Just ee Beispill, dat ass de Kierchbierech. Ech huelen dat eraus, well ech zu engem Deel selwer zoustänneg si fir de Kierchbierech. Net datt Der elo mengt, ech wéilt lauter Saachen hei opzielen, wou nëmme anerer zoustänneg wāren oder gewiescht wāren.

Um Kierchbierech hu mer haut 6.000 Awunner géintiwwer 42.000 Aarbechtsplazen. Dat kēnt Der roueg kucken an Europa, dat hutt Der a kengem anerer europäesche Land, esou e krasst Mëssverhältnis vu Wunne par rapport zu Aarbechtsplazen, wéi dat hei de Fall ass! Mā déi sinn awer net entstanen an deene leschte Joren! Dat huet enger Rei Joren a Jorzéngte gedauert. Jiddwree ka mat sech selwer an d'Gebiet goen, fir ze kucken, wéi dat do entstanen ass.

Mir brauche geméische Strukturen, wou Wunnen, Schaffen, Fräizäit zesummekommen. A mir müssen eis industriell Frichten, där mer vill am Land hunn, wierklech vill besser nach a vill méi séier kënnen erschléissen an ausnotzen, well dat ass extrem wichtig. Do ass immens vill Potenzial an do kenne mer dat Potenzial notzen, ouni datt mer neie Landverbrauch maachen, dat heescht, ouni datt mer nei Kilometer-

kareeën unzape ginn, well dat ass grad een Deel vun eisem Problem.

An och, wann de Landverbrauch glécklecherweis an deene leschte Joren erfogaangen ass: Mir verbrauchen nach emmer haut ee Fussballsterrain pro Dag!

**(Interruption)**

An ech wëll och ze bedenke ginn, wa mer weider an där Vitesse wuessen, da brauche mer selbstverständlech nach vill méi nei Infrastrukturen an der Mobilitéit, Schoulen, Waasserversorgung, Kannerbetreuung an esou weider. Dat heescht, mir lafe gnadenlos emmer nëmmen hannendrun.

An d'Zuelen an d'Statistiken zum Beispill an der Mobilitéit sinn ernüchternd. Den Autobunnresseue, dee geet de Moment am Verkéier 3% pro Joer erop - 3% pro Joer! -, an déi grous national Achse plus 4,5% an deene leschte fénnef Joer! Ech brauch lech jo net opzezielen, wat fir eng dat sinn, a jiddwree weess, wat et heescht op verschiddene Plazen.

Bei all Ausbau vun engem Strooseresseau, da kréie mer Entspannung, déi dauert bis zu zéng Joer vlāicht, wann et gutt geet bis fofzéng Joer, an dann ass et nees opgefriess. Ech soen lech, d'Nordstrooss, Dir wāert gesinn - an déi ass jo elo eréischt zwee, dräi Joer op -, waart emol, wann et nach esou weidergeet siwen, aacht, néng, zéng Joer a mir loossen alles lafen, dann ass och dat Potenzial erëm zousätzlech opgefriess, wat mer do geschafene hunn!

Mir kënnen awer net all fofzéng Joer eng nei Autobunn aus dem Hutt zauberen, éischters, well et net méiglech ass, zweetens, well d'Fläch net do ass, an drëttes, well mer d'Plaz net hunn a well mer emmer an den urbane Raum, op d'urban Raim stousse respektiv op wāertvoll Landschafta stoussen, déi mer onbedéngt mussen erhalen.

Mir kënnen a puncto Transportinfrastruktur net op dausend Fronte kämpfen. Dat mussen mer awer de Moment maachen, déi diffus landesplaneresch Entwécklung zwéngt eis awer dozou. An ech géif léiwer perséinlech, an ech mengen, och d'Regierung, op véier bis fénnef Achsen am Land geziilt an nohalteg investéieren, wéi iwwerall nëmme ze plooschteren. An duerfir ass d'Landesplanung och dat allerwichtigst Instrument fir eng effikass an nohalteg Mobilitéitspolitik.

Mir schwätze jo muer iwwert d'Mobilitéit. Mā eigentlech ass dee wichtege Deel vun der Mobilitéitspolitik a vun der Diskussioun, deen ass haut. D'Mobilitéitsvermeidung duerch gutt duerchduchte landesplaneresch Konzepter gëtt eis driwwer eraus och e gudde Krack méi bëlleg, well all Strooss, all Schinneninfrastruktur, déi mer net mussen bauen, well mer landesplaneresch gutt geplangt hunn, ass natierlech vill méi bëlleg, fir net ze soe bal gratis par rapport zu deem, wat mer haut müssen u Milliounen a Milliounen investéieren.

An duerfir brauche mer eng staark Landesplanung, net fir de blanne Wuesstum ze steieren, wéi dat an de leschte Jorzéngte war, mä déi hëllef, déi derfir suert, datt eist Land sech kann harmonesch weiderentwéckelen. A Weiderentwécklung ass weiderhi méiglech an deem Land, mā mir müssen et awer anescht ugoe wéi an deene leschten drëseg Joer.

Duerfir wéllt d'Regierung mat der Chamber, mat allen Akteuren, mat der Bevölkerung een neie Programme directeur fir d'Landesplanung ausschaffen, fir datt esou engem harmoneschen Zeenario Rechnung gedroe gëtt. An ech sinn och frou, muss ech soen, d'Chamber huet jo déi Froen, déi mer ofginn hunn, un e ganze Koup Akteure vun der Zivillgesellschaft geschéck. An all deenen Antworten, déi zréckkomm sinn, war ee sech awer eens - an dat frett mech -, datt dee sougenannten „Zeenario 3“, dee mer jo och genannt hunn, en harmoneschen, organisiereten, wou mer eis op verschiddene Achse konzentrieren, op verschiddene Agglomeratiounen, datt dee bei allen als dee rāsonabelen ugesi gëtt, op deem ee soll weiderschaffen.

An och, muss ech soen, sinn ech frou driwwer, datt déi Biergerlaboratoiren, déi mer geschafen hunn, gutt fonctionnéieren. Et haten net nëmmen iwwer 500 Leit sech gemellt, fir matzeshaffen - leider konnte se jo net alleguer zréckbehale ginn, si sinn iwwer Lous gezu ginn -, mā virun allem d'Echoen, déi ech kréien aus deenen éischte Laboratoiren, sinn extrem positiv, an d'Leit diskutéieren ganz sachlech a roueg mat an deenen eenzelne Laboratoiren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat neit Landesplanungsgesetz ass gestēmmt. Mir hunn also d'Landesplanung nees op eng méi sécher juristesche Basis bruecht. Dat war keng einfach Aufgabe. Mir hunn do e puer Joer gebraucht derfir. Mā d'juristesche Komplikatioun war relativ grous. An dat Gesetz, wat 2013 am Juli gestēmmt gi war, hat extrem vill juristesche

Schwaachpunkten. Ech mengen, dat wesse mer haut. Mā ech si frou, datt d'Gesetz gestēmmt ass. Dat ass déi wichtege Virussetzung, fir datt mer elo kenne weiderschaffen.

De 27. Abrëll, an enger Woch, an enger gudder Woch, ginn déi véier Plan-sectoriellen an de Regierungsrot. Déi si fāerdeg. Eleng d'SUPen, soen ech lech, d'strategesch Ëmweltprüfung vun deene véier Plāng, hunn iwwer 1.500 Säiten! Just fir lech d'Envergure ze soe vun deem, wat do geschafft ginn ass. A wann et da richtig geet, dat heescht, wann de Regierungsrot déi Plāng unhēlt d'nächst Woch, da gi mer den 28. Mee, dat heescht direkt no der Péngschtvakanz, an déi effentlech Konsultatiounsprozedur, déi dann nach ka virun der Sommervakanz ofgeschlossen ginn, dat heescht virum 15. Juli.

Et war der Regierung wichteg, datt mer net a Schoulvakanze consultéieren, mā eben a Perioden, wou och d'Biergerinnen an d'Bierger an d'Leit alleguer am Land sinn oder sécher am Land sinn. An dann hu mer d'Méiglechkeet am August, September, fir déi Avisen an dem Ministère ze verschaffe bis an den Oktober eran. Dat heescht, Dir gesitt, ech si mat menge Leit prett, fir bis de leschten Dag vun der Legislaturperiode ze schaffen, fir dann déi Avisen, déi mer kritt hu vun de Gemengen a vun de Bierger, schonn ze verschaffen, fir datt déi nächst Regierung alles prett doleien huet.

Déi nei Plan-sectoriellen, déi enthalen 474 ha nei wirtschaftlech Entwécklungszonen. 800 ha sinn ennersicht ginn, also „geSUPt“ ginn, wéi ee seet, enger strategescher Ëmweltprüfung ennerzu ginn. 474 hunn den Test gepackt, also sinn derduerch an an de Plan-sectoriellen geschriwwen. Dat ass de Plan sectoriel «Zones d'activités». 508 ha grous Logementszone sinn dran ausgewisen; och déi, wéi gesot, si geSUPt ginn. Mir haten der och do natierlech vill méi gekuckt. 81 Transportinfrastrukture sinn dran enthalen.

An, wat awer och wichteg ass, dann d'Contrepartie am Plan sectoriel «Paysages», do sinn niewent den «grands ensembles paysagers» zum Beispill 48 Plaze Coupure-verten dran enthalen. Dat heescht, Coupure-verten, déi dann derfir suergen zum Beispill, datt en Zesummewuesse vun den Uertschaften an Zukunft verhēnnert gëtt an déi ebe mat den «grands ensembles paysagers» derfir suergen, datt, trotz dem Fait, datt mer hei eng nei, zousätzlech Entwécklungsperspektiv fir d'Land schafen, mer awer e Land behalen, wat gréng bleibt, wat nohalteg bleift, wou grous Erhuelungszonen erhale bliwen, wou den Natur- an Ëmweltschutz seriō geholl gëtt.

Dat heescht, mir loossen eng gutt Weiderentwécklung vun Land zou, leeën awer gläichzäiteg Zone fest, déi geschützt mussen bliwen. Mā all dēst geet net duer. Ech hunn et gesot am Ufank: Mir brauchen awer och nach deen neie Programme directeur duerno vun der Landesplanung, well an dësem ginn all Aspekter vun ekologeschem, soziale, wirtschaftlechem a kulturellem Zesummeliewe jo beschriwwen. An deen definéiert jo mat, wéi dann d'Gemengen, wéi d'Regiounen an d'Land sech sollen entwéckelen.

Eng Beschriewung deemno, wou déi wünschswāert Weiderentwécklung vum Land definéiert gëtt. Sou brauche mer zum Beispill menger Meinung no modern a liewenswāert Stied. Urban Zentre wuessen awunerméisseg, hunn ech gesot, ze lues, vill ze lues. Mā wa mer gāren hätten, datt dat sech ānnert, da mussen mer och zum Beispill eis Stied an eis Uertschaften urbanistesche anescht gestalten, wéi dat haut ass. Mā virun allem wuessen d'Stied ze lues par rapport zu dem ländleche Raum.

A firwat sinn d'Stied esou wichteg? Mā just fir lech ze soen, fir als Beispill erauszehuelen, datt an de Stied 67% vun den aktive Residenten, also datt heescht vun deene Leit, déi do schaffene, och do wunnen!

Als Géigebeispill ginn ech lech e puer Landgemenge wéi Bous, Garnech, Béiwen oder Duelem, just déi als Beispill erausgeholl. Do ass dēse Prozentsaz 5%, datt heescht 98% (veuillez lire: 95%) vun de Berufstätigen aus deene Gemenge pendelen eraus.

Dir gesitt also, firwat et esou wichteg ass, datt mer dat mussen maachen. Well natierlech müssen déi Leit deelweis e wāite Wee bis op hir Aarbechtsplaz zréckleeen, verléieren Zāit am Stau, amplatz mat hirer Famill ze sinn, a kënnen an hirem soziale Liewen an hirer Uertschaft, well se vill Zāit verléieren um Wee op d'Aarbecht, sech net ganz vill méi engagéieren.





A fir dat ze regelen, mussen mer natierlech an de Stied och méi kompakt bauen. Mir mussen eis Stied anescht konzipéieren, net e Singapour oder e Paräis doräusser maachen, also baue wéi zu Singapur oder zu Paräis, esou kompakt, datt d'Leit sech net méi wuelfillen oder datt d'Liewensqualität net gutt ass. Mä wann ech awer mat auslännesche Kolleegen zum Beispill iwwer Densitéit schwätzen a soen, datt an der Stad zum Beispill heiansdo bei Neibuquartieren oft ënner 60 Wunnunitéite leie pro Hektar, da ginn ech trotzdeem e bësse grouss gekuckt.

Mä Densitéit heescht och net, wéi gesot, datt d'Qualitéit soll schlecht sinn. Au contraire! Méi Wunnraum do, wou mer et brauchen, nämléich an eise Stied, do, wou d'Aarbechtsplaze sinn, heescht da jo awer och, datt déi Leit net mussen mam Auto op d'Aarbecht fueren, mä si kënnen e stoe loosse, si kënnen ze Fouss goen, mam Vélo, mam ëffentlechen Transport op hir Aarbecht fueren. Mä et bedeit awer och, datt de Wunnraum, deen do geschaf gëtt, datt dat d'Stied lieweg mécht, datt owes net no fënnef Auer d'Stied ausgesinn, wéi wa kee méi do wär, datt de lokale Commerce dovun ka profitéieren, d'Restauratioun an esou weider, dat heescht, datt attraktiv Stied doräusser ginn.

A fir datt dës Stied méi attraktiv ginn, mussen mer awer och onbedéngt, wéi gesot, en aneren Urbanismus maache wéi an der Vergaangenheet, well och do hu mer vill Feeler gemaach.

Wann ech d'Zuele kucken, an ech huelen hei d'Stad Lëtzebuerg eraus: D'Stad Lëtzebuerg ass bis 1991 souguer bevëlkerungsméisseg zrëckgegaangen. Och dat hu mer schon heiansdo vergiess an eise Käpp. Eréischt ab 2001 kënt do e wierklechen Zouwuess vun Awunner mat enger Moyenne vu knapp 2.000 pro Joer. A säit 2012 huet et an der Stad richteg ugezunn, klëmmt d'Populatioun erëm richteg, an d'Baulücke fänke sech un ze fëllen. Op där anerer Säit sinn awer während Jorzéngten an net eréischt déi lescht Joren déi meeschten Aarbechtsplazen an der Hauptstadt an och ronderëm d'Hauptstad geschaf ginn. Dat heescht, Leit, déi do schaffen, kommen oft vu ganz wäit hier, fir dohinner schaffen ze kommen. An dat féiert eis zu där Situatioun, déi mer an de Spëttestonnen hunn.

Eng urban Entwécklung ass deemno e groussen Defi, mä awer och eng grouss Chance! Well ech hu scho gesot, déi meescht grouss industriell Friche, déi mer hunn am Land - an ech hu scho gesot, datt et grad wichteg ass, datt mer déi entwéckelen an deenen hir Potenzialen voll ausschöpfen -, déi leien op städtische Gebidder. Wann ech an der Stad Lëtzebuerg kucken: Porte de Hollerich, Paul Wurth, Heintz van Landewyck, just fir déi elo emol erauszehuelen, dat sinn enorm Entwécklungsgebidder, déi mer hunn an der Stad, niewent dem Kierchbiereg souwisou, wou de Stat och selwer vill Terrainen huet, wou jo vill Wunnraum soll och geschaf ginn an deenen nächste Joren.

Mä och aner Friche, zum Beispill déi meescht leien am Süden, do, wou wierklech vill Bevëlkerung ass, déi ganz Friche am Süden. Esch-Schéffleng ass eng immens Chance fir d'Entwécklung vun Esch, fir d'Entwécklung vun Esch ronderëm Schéffleng, dee ganzen Eck. Woltz am Norden zum Beispill, dee Projet „Wunne mat der Woltz“, dee ganz flotte Projet mat gemischte Strukturen.

Also hei ass en enorm Potenzial, fir Wunnraum, gemischte Strukturen ze schafen, dat heescht och nei Aarbechtsplaze souguer dohinnerzusetzen, ouni datt mer mussen neie Landverbrauch maachen, dat heescht, ouni datt mer mussen en eise Landschaft knabberen. A mir hunn en plus op deene Plaze meeschtens och nach entweder haut schon eng exzellente Ubannung un den ëffentlechen Transport oder et si vill Projeten am Bau respektiv an der Planung, fir do nach ze verbesseren, wéi gesot, ouni datt mer ze vill e grouse Landverbrauch hunn, fir net ze soen, andeem mer ganz wéineg Landverbrauch hunn.

Mä selbstverständlech muss och de ländleche Raum Entwécklungspotenzialer hunn. Mä de ländleche Raum muss sech eben aneschters entwéckelen, en huet och aner Entwécklungspotenzialer. Hiert Haaptzil am ländleche Raum dierf net méi sinn, fir mordicus Bevëlkerung bäizekreien. An zum Beispill ass et och net esou, dierf et net méi esou sinn, datt Lokalpolitiker mengen, et wär wichteg, am ländleche Raum Awunner bäizekreien, well se mengen, dann iwwer d'Gewerbsteier - jo, iwwer d'Gewerbsteier iwwer d'Dëppen - am meeschte Suen eranzekreien. Esou war wierklech d'Gemengefinanzreform net geduecht!

An de ländleche Gemenge ginn et och no der Refonte vun de PAGen nach 1.400 ha onbebaute Terrainen, déi weider 53.000 Leit an deenen nächste Jore kéinten unzéien, an dat ouni datt een iwwer Noverdichtung schwätzt. Dat ass rengt Potenzial par rapport zu de PAGen, wéi et haut ass.

An et ass och falsch ze mengen, wéi déi meescht dat oft um lokalen Niveau mengen, datt, wa se méi Awunner bäikriterien, donc dann och méi Suen aus dem Dëppe kriterien, dat Netto-Sue wäeren. Well an der Regel ass et esou, datt meeschtens den Awunner d'Gemeng méi kascht, wéi en abréngt, guer net ze schwätze vu Betriber am ländleche Raum, je nodeem, wou ee se usidelt, well déi Betriber, déi sech do usidelen, meeschtens do keng Gewerbesteier bezuelen, mä se meeschtens op anere Plaze bezuelen an donc näischt erabréngen fir d'Gemeng, par contre de Zoning fir d'Eischt emol muss erschloss ginn an dat mat groussen Infrastrukturekäschte verbonnen ass.

A wann ee schon d'Gemengefinanzreform wëllt interpretéieren, da wann ech gelift richtig, menger Meenung no! An zwar géif ech deene Gemengen un d'Häerz leeën, zum Beispill iwwer fräiwëlleg Fusiounen nozedenken, regional zesammenzeschaffen, well soss gitt Der, soen ech lech, vun den Ufuhrerung vun engem moderne Bierger a vun den Aarbechtsplazen, wéi et haut ass, iwwerrannt.

Mir kënnen eis net mat enger Politik, wéi mer se déi lescht drësseg Joer gemaach hunn, den Defie stellen, wéi mer se haut hunn. An ech sinn duerfir iwwerzeegt, méi wéi iwwerzeegt, méi wéi jee iwwerzeegt, datt mer regional zesammenarbecht brauchen eischtens, méi grouss Gemenge brauchen an och manner Gemenge brauchen, wéi mer der haut hunn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Dat si fir mech Virussetzungen, fir datt et besser gëtt. D'Mechanismen an d'Instrumenter si villfältig, wéi een dozou ka kommen. Et muss ee se just, wéi gesot, notzen.

Ech wëll dann awer och eppes soen zum Potenzial vun der Entwécklung um ländleche Raum, well och do ass vill Potenzial do!

Eischtens, och am ländleche Raum gëtt et kleng Stied, déi als urban Raim unzegesinn, déi CDAs sinn, zum Beispill Woltz, Clierf, Maarnech, Elwen, Gréiwemaacher, Lechternach, Réiden, just fir der e puer ze nennen. Dat heescht, déi hunn am Fong Perspektiven, fir sech äänlech ze entwéckele wéi aner urban Raim. An ech soen dat, wéi gesot, well ech mengen, datt effektiv déi Gemengen do grouss Potenzial hunn.

Dann ass deen zweete Punkt, datt Gemengen am ländleche Raum, wann ech soen aner wirtschaftlech Entwécklungsméiglechkeeten hunn, dann denken ech do zum Beispill un esou Saache wéi den Holz-Cluster. Mä Kolleeg Camille Gira ass amgaange fir ze kucken an de ländleche Regionen, datt dat Holz, dat waertvoll Holz, wat mer hunn de Moment, net méi soll a China exportéiert ginn, mä zu Lëtzebuerg verschafft ginn. An do bidden natierlech eis schéi Bëscher am ländleche Raum sech un, fir ze kucken, och deementspriedend wirtschaftlech Aktivitéiten do ronderëm unzesidelen.

An da selbstverständlech: Eng aner wirtschaftlech Entwécklung heescht och net, keng wirtschaftlech Entwécklung, beispillsweis an der Ernährung. D'Bauern hunn natierlech recht, wa se soen, si wäeren net nëmme Landschaftfleeger, mä Produzente vu Liewensmëttel. Mä wa mer hinne datt wichteg Recht wëllen zougustoen, da mussen mer hinne och hir Produktiounsanlagen schützen, an dat ass nun emol de ländleche Raum. Da kënnen mer net do alles d'nämlecht zoubauen wéi an de städtische Raim.

An engem Land, wou mer iwwer 96% am Moment vum Geméis importéieren, ass dat besonnesch wichteg, datt mer dat verstinn, well soss riskéiere mer op eemol, allegueren eng Kéier virun eidelen Tellere ze stoen.

Dann ass awer och am ländleche Raum vill Potenzial an der Energieproduktioun. Wandparken: Dës Regierung huet der enorm gebaut an deene leschte Joren an et wäerten der nach bis zum Schluss vun der Legislaturperiode derbäikommen. Wandanlagen, dat ass en direkt Akommes fir ländlech Gemengen, wat net mat groussen Infrastrukture verbonnen ass.

Mä eis ländlech Regione kënnen och touristesch besser verkaaft ginn. Mä wa mer awer banaliséiert ländlech Regione schafen, dat heescht, wou et an der ländlecher Region genau d'nämlecht ausgesäit wéi an der städtischer, da gëtt et kaum attraktiv fir Tourismus. Mir sollen d'Atoute vun deem, wat mer do hunn, touristesch besser erschleissen a besser

verkaufen. An natierlech kënnen mer och eng ganz Rei regional Produkter verkaufen. Zum Deel gëtt et haut schon an den Naturparke virgemaach. Dat kënnen mer ganz sécher och nach weidermaachen.

Also och zu der Weiderentwécklung um ländleche Raum ass vill méiglech. Et muss just anescht geschéie wéi an de grouse städtische Raim, an dat mussen mer endlech verstoen.

An da kommen ech bei den Transfrontalier. Mir brauchen och grenzüwerschreidend landesplaneresch zesammenarbecht. Wann ech gesot hunn, mir hu Friche-industriellen, do hu mer dat gréisste Potenzial, fir eis kënnen weiderzuentwéckelen, an ech hu gesot, déi leie meeschtens um Rand oder a städtische Gebidder, dann ass dat dat eent. Mä si leien och ganz vill, wann ech virun allem am Süde kucken, a Grenzgebidder, wou mer oft méi Hektaren direkt déi aner Säit vun der Grenz hu vun der Friche wéi op dem Lëtzebuerg Territoire. An och dat ass eng Méiglechkeet, fir datt mir eis kënnen weiderentwéckelen, dann zesammen mat der Groussregion, datt mer awer déi Friche net nëmme erschleissen op eiser Säit, mä och op där anerer Säit vun der Grenz.

A mä Ministère ass amgaange, un engem Pilotprojet, un enger Etüd ze schaffen, fir ze kucken op enger Friche, wéi dat kéint ausgesinn am Süden, wou mer, ech géif soen, e gudden Drëttel op der Lëtzebuerg Säit hunn an zwee Drëttel op der franséischer Säit hunn.

Wa mer géifen op de Wee goen, fir do e Pilotprojet ze maachen, wou mer géife kucken, och rechtlich gesinn eng Zon ze schafen, wou mer natierlech misste kucke steierlech an esou weider, wéi mer dat regelen, do gëtt et Méiglechkeeten. An dat gëtt souguer vun der Europäescher Unioun absolut geförder! An et gëtt och scho Regionen an Europa, wou dat gemaach ginn ass a mat ganz vill Erfolleg. An do läit och fir eis ganz vill Potenzial, menger Meenung no, an der Zukunft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dann awer och eng Rei Iwwerleeunge maachen zu der Landesplanung am Kontext vun dem Intérêt général. Ech wëll just dräi kleng Beispiller eraushuelen. Dat eent ass, wou ech lech froen, ob et normal ass, datt an enger Hauptstadt zum Beispill ee Propriétaire während Jorzéngten d'Entwécklung vun enger Stad, vun engem ganze Quartier ka blockéieren aus Spekulationsgränn!

Fanne mer et normal, datt et dem Stat haut net méi méiglech ass, zu rasonabele Präisser Terrainen ze kafen, zum Beispill och a méi ländleche Géigenden, déi emol nach net als bebaubar aklasséiert sinn, fir ëffentlech Aarrichtungen ze baue wéi Schoulen an esou weider? Ech fannen dat net normal!

Fanne mer et normal, datt Terrainen, déi am Bauperimeter an de Stied leien, aus Spekulationsgränn nëmme häpperchersweis op de Marché kommen, fir eben d'Präisser maximal héich ze halen an deementspriedend de Misär an der Wunnengsnout weider och héich ze halen? An Dir wësst, vu wat ech schwätzen: Et ass den Intérêt général an d'Verhältnis vun deem par rapport zum Schutz vum Privatbesetz.

Mir sinn all fir de Schutz vum Privatbesetz, mä mir mussen awer, soen ech lech, am Kontext vun dem Intérêt général och eng Kéier doriwwer schwätzen. Eis Nopeschlänner hunn deen Exercice laang gemaach, laang virun eis. An duerfir steet och zum Beispill an Däitschland dee Passus an der Verfassung, datt Eigentum och verflicht.

An ech sinn och iwwerzeegt, datt mer doriwwer mussen net nëmme schwätzen, mä och handelen, sougutt verfassungsrechtlech wéi och soss, an de rechtliche Ramen upassen, mä och um steierlechen Niveau, dat soen ech och ganz kloer. Wa mer net un der Grondsteier endlech eppes änneren oder och nach un anere Steieren, da kréie mer dat och net an de Griff!

An ech mengen och, datt mer net nëmme iwwer d'Terminologie, datt Eigentum verflicht, mussen diskutéieren an och handelen, mä och iwwer de Stellewäert vun der Landesplanung am Sënn vun engem Politikfeld, fir eng nohalteg Notzung vun eise raren 2.586 km<sup>2</sup> Buedem ze geréieren, datt deem Aspekt an der Verfassung muss Rechnung gedroe ginn.

Dës ass eng wichteg Virussetzung, och fir datt dem Statsrot seng verfassungsrechtlech Bedenke par rapport zur rechtlecher Bedeitung vum Programme directeur zum Beispill aus dem Wee geraumt ginn. Kuckt lech emol d'Schwäizer Verfassung un! Do steet dat dran! Do steet dat scho laang dran. Et ass natierlech delegéiert erof op d'Kantonen, mä Dir hutt et drastoen. A wann Der emol eng Kéier kuckt, wéi am däitsche Gesetz e bëssen de Parallellismus vun eise Landesplanungsgesetz ausformuléiert ass, da fannt Der och do eraus, datt se do e gudde Krack méi wäit gi wéi bei eis.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si fest iwwerzeegt, datt déi zukünfteg Entwécklung virun allem do muss stattfannen:

éischtens, wou et verkéierstesch eng Ubannung gëtt, an do, wou e qualitativ gudde ëffentlechen Transport besteet;

zweetens, wou eng Fokusséierung oder eng Verstärkung vun der besteeënder Zentralitéit méiglech ass;

drëttens, wou eng besser Mixitéit vun der Fonctionnalitéit, dem Wunnen, Schaffen an der Fräizäit, méiglech ass;

véiertens, wou regional och déi néideg Capacitéite sinn oder kënnen entstoen, fir esou eng Entwécklung kënnen iwwerhaupt ze stemmen.

An duerfir, nach eng Kéier, hunn ech eng ganz kloer Präferenz fir dee sougenannten „Zeenario 3“, deen harmoneschen a geuerdneten, well dee genau op dräi grouss Zentren opbaut, déi vun den Infrastrukture matenee verbonnen ginn, wou och déi regional zesammenarbecht relativ séier ka besser organiséiert gi wéi haut. An ech mengen, datt ass de Wee, dee mer missten onbedéngt endlech goen, an datt mer eis dës Kéier och d'Moyene mussen ginn, fir datt mer dee Wee beschreide kënnen, net nëmme et theoretesch festhalen, mä eis och d'Moyenen derfir ginn.

An d'Ausschaffe vun deem neie Programme directeur d'aménagement du territoire, deen déck noutwendeg ass, well d'Land huet sech, zënter datt mer dee leschte geschriwwen an ugeholl hunn, extrem staark an anescht entwéckelt, misst dann och an déi Richtung denken an och Visiounen ausschaffen a konkret, wéi gesot, Propose maachen.

Ech sinn op alle Fall frou iwwer dee groussen Interessi, sougutt bei de Biergerinnen a Bierger wéi bei den Organisatiounen vun der Zivillgesellschaft fir d'Ausschaffe vun deem neie Programme directeur. An ech sinn och frou, datt déi Diskussioun haut an der Chamber stattfënnt, well ech mengen, et ass wichteg, datt, wéi gesot, och d'Chamber hiren Input heizou bréngt.

Mir mussen eis, mengen ech, och do ënnerhalen, och wann ee fir den Zeenario 3 sech entscheet, iwwer d'Vitesse vun eise Wuesstum, wéi mer dat wëlle gestalten. Mir mussen eis d'Fro stellen an Entscheidungen treffen, ob et laangfristeg machbar, wënschenswäert ass an ob mer et packen, fir pro siwe Joer 100.000 Awunner bäizekreien, fir pro zéng Joer 100.000 Aarbechtsplaze bäizekreien a fir pro zéng Joer 100.000 Frontaliere bäizekreien.

Wéi gesot, nach eng Kéier, ech soen dat net, well ech der Meenung sinn, datt ee weder déi eng nach déi aner dann an Zukunft soll bäizekreien. Mä et ass d'Vitesse, iwwer déi mer mussen diskutéieren, a virun allem och dann, wéi gesot, niewent der Vitesse, wéi mer dat Ganzt ausgestalten.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. Den eischten ageschriwwene Riedner ass den Här Michel Wolter fir d'CSV.

(*Interruptions diverses*)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Sou schlecht war en awer net, datt een net kann „très bien“ soen!

(*Hilarité et brouhaha*)

► **Une voix.** - Kommt, mir lauschten elo no!

► **Une autre voix.** - Ah, Här Wolter, pardon!

**Débat**

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech hu gutt Zäit, contrairement zu anere Leit.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Majo, dat wäert lech elo e bësse vergoan.

(*Hilarité générale*)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt zu...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Macht lech net méi schlecht...!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Neen, neen!

Mä ech wollt zu deem Pabeier, dee virgeluecht ginn ass - en interessante Pabeier vun 140 Säiten, dee mer natierlech gekuckt hunn -, par rapport zu deene sëllege Stellungnamen, déi aus der Société civile komm sinn, eng Stellungnam elo ofginn am Numm vu menger Partei, der CSV. An ech wäert dat an zwee Deeler maachen, andeem ech fir d'Eischt iwwer d'Form schwätzen an an engem zweeten Deel iwwer de Fong.





An Dir wäert relativ séier feststellen, dass mat de Positionen, déi den Här Bausch hei vertritt huet, och an deem Deel, wou se net op enger Linn leie mat deene vu verschidde vu senger Koalitionspartner, dass en domat ganz no bei de Positione läit, déi d'CSV och vertritt, net säit haut, mä scho säit enger längerer Zäit. Mä wa mer iwwert d'Form vum Debat schwätzen, d'Noutwendegkeet, de Sënn vum deem Debat vum de Mëtten, da wäerte mer awer relativ séier feststellen, dass mer eng diametral opposéiert Meinung dozou hunn.

Mir haten näamlech, Dir Dammen an Dir Hären, den 19. März 2015 eng fundamental Debat iwwert d'Landesplanung an iwwer hir Ausrichtung, wou all Parteien, dat heescht virun dräi Joer schon, scho gefrot si ginn, wéi se dann zur Landesplanung géife stoen, wat hir Meinungen dozou wieren. An an engem Moment, wou mer eigentlech elo e Bilan missten zéien iwwer fénnef Joer Aktivitéit, fänke mer elo nees un, Froen ze stellen, wat jo och eng interessant Form ass.

Et misst jo zum Deel emol haut iwwer e puer Saachen och inhaltlech eppes gesot ginn. Mä fir elo Froen ze stellen an engem Moment, wou eigentlech d'Period, an där een handlungsfäeg ass, quasi eriwuer ass, ass jo awer scho speziell.

An ech wëll och soen, dass de Gros vun deene Froen, déi gestallt gi sinn an deem neie Pabeier, vun eis, op jiddé Fall vun der CSV, 2015 scho beäntwert goufen. Ech wollt och dofir ee Moment meng Ried vun 2015 hei nach eng Kéier virulesen, mä ech hunn dat awer als e Mäntum u Respekt vis-à-vis vum Parlament empfongt. An ech wäert dann dat net maachen, mä anescht resuméiert awer dat selwecht soen, wat ech virun dräi Joer scho gesot hunn.

Ech wëll zweetens bemerken, dass mer wäit ewech si vun den Aussoe vun 2013-2014, déi en Tourant an der Landesplanung waren, näamlech dass mer, mengen ech, ëmmer probéiert hunn, an der Landesplanung ewech vu Parteipolitik ze bleiwen, a mer 2013-2014 an eng Logik komm si vun: „Mir maachen dat! Déi al Regierung huet dat jo net fäerdegbruecht. Dir waart schlecht déi lescht 20, 25 Joer“ - ech hunn den Här Gira elo nach héieren nees doriwuer gëscht an haut philosophéieren -, esou wéi wann d'Landesplanung am Joer 2013 hei zu Lëtzebuerg erfongt gi wier!

Ech wëll lech soen, Här Bausch, net een eenzege Projet am öffentlechen Transport hätt Der realiséiert, wann net eng viregt Regierung Viraarbecht gemaach hätt, fir dass dës Regierung se kéint realiséieren, net een eenzege!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Net een eenzege! A wann Der sot: „A fozéng Joer, do baue mer keng Autobunn“, dann huet dat eppes domadder ze dinn, dass mer 25 Joer brauchen an deem Land, fir eng Autobunn ze bauen! Dat heescht, d'Chance als Landesplanungsminister - an ech war Landesplanungsminister, den Här Bodry war och Landesplanungsminister, den Här Halsdorf war Landesplanungsminister, den Här Wiseler war Landesplanungsminister -, d'Chance, fir eng Realisatioun ze gesi vun eppes, wat ee konzeptuell undenkt, déi ass net ginn!

Ech muss lech soen, als Buergermeeschter ass dat vill méi agreabel.

(Hilarité)

Dir hutt eng Iddi, Dir hutt e Plang an Dir gesitt nach an engem rasonablen Delai e Resultat.

Dofir hunn ech et net fair fonnt an ech fannen déi Aart a Weis bis haut net fair, wéi an deene leschte véier Joer probéiert ginn ass, eigentlech déi sëllegen Efforten, déi säit 1994 - ech fänken emol do un - bis 2013 gemaach gi sinn, ëmmer erëm, ëmmer erëm iterativ dohinnerzestellen, wéi wann dat eigentlech näischt gewiescht wier - Dir nach manner wéi anerer vun Äre Kollegen! -, an dass elo emol dee richteg Wee agefouert gi wier.

An dofir muss ech dann, well d'Landesplanung eppes Komplexes ass a well den Toun sech och entre-temps e bësse geännert huet - nach net bei jiddwerengem -, soen: Wëllkomm an der Realitéit!

Wëllkomm an der Realitéit vun der Logementpolitik! De leschte Mount hate mer eng Debat driwwer. Ech héieren do ganz aner Téin, wéi ech se héieren hu viru fénnef Joer am politeschen Debat.

Wëllkomm an der Mobilitéitsdiskussioun! Ech héieren entre-temps zimlech aner Téin.

Wëllkomm an der Zone-d'activités-Diskussioun oder iwwerhaapt an de Plan-sectoriels-Diskussiounen, wou Der jo zweemol ugesat hutt, fir se ëmzesetzen, ouni dass lech dat bis elo gelongen ass.

Ech mengen och, an Dir hutt et an Ärer Introduktioun gesot, Här Bausch - pardon: Här Minister -, et misst een d'Diskussioun féieren: Plans d'aménagement, also Plans de développement de l'aménagement du territoire, da Plans sectoriels an da PAG, wat fir mech de logeschen Opbau vun der Landesplanung ass. An Dir sot: „Mir entaméieren haut d'Diskussioun iwwert de Programme directeur d'aménagement du territoire.“

Éischtens ass fir mech d'Diskussioun iwwert de Programme directeur d'aménagement du territoire eng permanent Erausforderung vun der Politik, well se konditionéiert näamlech d'Landesplanung.

An zweetens, am selwechte Moment, zéng Minuten drop annoncéiert Der, dass Der an néng Deeg véier Plan-sectoriellen déposéiert. Or, d'Plan-sectorielle sollen d'Ëmsetzung si vum Programme directeur d'aménagement du territoire! Wéi kënt Der dann dës Diskussioun an de Kader vum Programme directeur d'aménagement du territoire setzen? Tout au plus kënt Der se setzen an eng Gesamtdiskussioun, déi konsequent a permanent muss gefouert ginn, wéi sech d'Ausrichtung vun der Landesplanung soll maachen a wéi se sech deklinéiert.

A mir sinn och net mat Ärer Approche d'accord, déi Der iterativ a leschter Zäit elo gemaach hutt, fir dem Programme directeur d'aménagement du territoire eigentlech net dee Stellwäert ze ginn, deen e verdéngt huet an deen en an eisen Aen och brauch! Elo sot Der: „Et ass en Uerteel komm, an dat Uerteel, dat huet mat sech bruecht, dass mer Rechts-unsécherheet hunn.“ Da muss merucken, dass mer laanscht dat Uerteel nees Rechts-sécherheet kréien!

Mä eng Landesplanung, déi sech net baséiert op allgemeng Konzepter, déi sech duerno iwwer Plan-sectoriellen deklinéiert, an zwar net nëmmen déi véier, iwwert déi mer diskutéieren, mä och nach déi véier oder fénnef, déi mer soss entweder hunn oder nach mussen maachen, an déi sech dann deklinéiert an d'PAGe vun de Gemengen, ass eng Landesplanung, wou d'Kou eigentlech vun hanner opgesuedelt gëtt, oder d'Päerd, jee nodeem, wéi Der et gären hätt.

Ech stellen och fest - och de Moien nees, duerch d'Stellungnam vun Ärem Kollege Gira am Radio gëscht, zum Deel wat en hei gesot huet an der Diskussioun iwwert d'Gesetz -, dass mer nach ëmmer an enger Silosdebat sinn. Dat Dokument, wat Dir eis presentéiert hutt hei, iwwert dat mer sollen diskutéieren, ass e rengt Aménagement-du-territoires-Dokument, ouni Input vun anere Ministären! Et ass net en Dokument, wat en eenheetlech Konzept weist. Et ass net en Dokument, wat eng gemeinsam Vue vun enger Regierung an der Landesplanung weist.

Ech kritiséieren lech net dofir. Ech soe just: Wëllkomm an der Realitéit! Wëllkomm an der Realitéit, an der gelieferter politescher Realitéit vun deem Land vun deene leschte 25, 30 Joer!

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Wolter...

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Här Präsident, neen, ech wollt meng Ried halen. Den Här Minister huet zweemol d'Méiglechkeet ze schwätzen. E ka roueg herno nach eng Kéier dorobber agoen.

Et gëtt och keng Linn an dëser Regierung! Bon, dat ass e Constat, deen ech net nëmme fir d'Landesplanung maachen. Mä haut diskutéiere mer iwwert d'Landesplanung.

Ech huelen dräi Dossieren:

Den Dossier Juggurtsfabrik. Am Dossier Juggurtsfabrik streide Ressortministere sech öffentlech, an der Öffentlechkeet, an zwar d'Ekonomie an den Environnement. A wa se sech net eens ginn, nodeems se dann emol gutt gestriden hunn dobaussen, da gëtt den Här Rifkin beméit. Well da gëtt gesot: „Nëmme wat Rifkin-konform ass, dat daer an Zukunft nach zu Lëtzebuerg gebaut ginn!“

Ech froen: Wien ass den Här Rifkin? Wat fir eng Norm stellt den Här Rifkin duer? Wat fir eng Autorisatiounsprozedur sinn den Här Rifkin a seng Studien an dat, wat e gesot huet? An den Här Rifkin huet zu ganz villem, wat d'Landesplanung ubelaangt zu Lëtzebuerg, näischt gesot, absolutt näischt gesot a leeft eigentlech laanscht de Sujet! Mä d'Regierung seet alt emol: „Et muss elo Rifkin sinn!“

All Ressortminister bleibt d'ailleurs op senger Positioun, hu mer gëscht nach eng Kéier gesinn. Ech hu meng Kollege vun der LSAP gëscht gekuckt an der Debat, déi waren net schrecklech zefridden iwwert dat, wat den Här Gira hei gesot huet, well e sech eigentlech als Environnement géint d'Ekonomie gestallt huet. Or, d'Ekonomie an den Environnement an alle-

guerten déi aner Politicken - a wa mer dat net iergendwann eng Kéier verstinn! -, déi mussen matenee schaffen!

Wa mir eng Millioun Leit an dat Land hei wëlle kréien a mir wëlle se raimlech op eng eenegermoossen normal a kohärent Aart a Weis och kënnen niddersidelen, da kann et net sinn, dass all eenzelne Biotop - elo stellt sech jo säit haut d'Fro: Wat ass e Biotop a wat ass keen? - eis drun hënnert, op deene Plazen, déi mer awer aus landesplaneresche Kritären als déi Plazen definéiert hunn, wou mer gär d'Entwécklung hätten, dann ze bauen, well do eng Fliedermaus ronderëmflitt oder well do iergendee Päiperlek gesi ginn ass! Och dat ass fir mech Kohärenz vun der Politik!

Elo gëtt gesot: „Dir hutt et net fäerdegbruecht!“ Jo, mir hunn et net fäerdegbruecht! Mä Dir hutt et och net fäerdegbruecht! A mir si meilewäit eigentlech ewech vun enger Politik, déi soll probéieren, zesummenzeschaffen. An d'Aussoe vum Här Gira haut a gëscht, dat waren eigentlech Cluster-Aussoen, fir ze soen: „Elo kënnen mir als déi vum Environnement emol deenen an der Ekonomie weisen, wéi et geet! Elo hu mir emol de Pouvoir an där ganzer Geschicht.“

(Interruptions)

An esou, Dir Dammen an Dir Hären, kann ee keng Landesplanungspolitik maachen!

Zweeten Dossier: Suessem, d'Steewollfabrik, zweeten Dossier, zweete Cas de figure. Hei ass et en anere Cas de figure. Hei si Gemengen, mat deene manifestement net geschwat gëtt iwwer Saachen, déi awer wichteg si fir hiren Developpement. Déi gesi sech genéidegt, fir an d'Press ze goen, fir Pressekonferenzen ze maachen, fir ze soen: „Wat amgaangen ass elo do ze geschéien an deenen doten Dossieren, an där doter Prozedur, domadder si mir net d'accord!“

Dat waren elo keng zwee Buergermeeschteren, déi hei op menger rietser Säit sätzen. Et waren der zwee, déi sätzen allen zwee, wann ech dat richtig gesinn, op dëser Säit (veuillez lire: op menger lénker Säit). Si sätzen heibannen an allen zwee si se... Et ass zwar leider elo keen do vun deenen zwee. Dat ass zwar Zoufall.

(Interruption)

Neen, neen, ech wëll dat...

(Interruptions)

Et ass schued. Dat ass schued! Si wäerte jo net eng Pressekonferenz elo nees zur Steewollfabrik maachen!

(Interruption)

Mä et weist awer, dass mer nach ëmmer net an enger Situatioun sinn...

(Interruption)

Jo, och hie kann, och hie kann! Mä mir sinn an enger Situatioun, wou Gemenge sech mussen wieren, well am Virfeld net mat hinne geschwat gëtt!

An d'Leit dobaussen, d'Leit dobaussen an d'Berreiber dobaussen, déi fänken un, sech d'Fro ze stellen, no wat fir enge Kritären an no wat fir enge Richtlinne si an Zukunft zu Lëtzebuerg nach kënnen investéieren a kënnen liewen.

An en drëtten Dossier, an deen ass dann aux antipodes dovunner, dat ass den Dossier Google. Well am Dossier Google, wann Dir mat de Leit am Land schwätzt, hunn d'Leit manifestement d'Impressioun, dass, wann een en Décken ass a wann een aus dem Ausland kënt a wann ee grouss genuch ass, da geet et mat enger ganz anerer Vitesse, wéi wann Der e Klänge sidd, hei am Betrib, hei am Land scho säit jore sidd, Är Steiere bezuelt, Är Leit agestallt hutt!

► **Une voix.** - Très juste!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Elo sot Dir: „Dat ass net wouer!“ An ech soen lech: Ass et dann normal, dass an engem Moment, wou anscheinend nach keng Prozedur ugefaangen ass, de Statsminister an de Vizestatsminister sech op Facebook an op, wéi heeschen all déi aner Reseauen do, oflichte loosse, fir ze soen: „Juppi, genial!“? Et ass alles, dass se net och nach op den Dësch gespronge sinn, fir ze soen: „Elo kënt Google op Lëtzebuerg!“

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Dräi Wochen drop seet en anere Ressortminister: „Mä lauschert, esou geet dat net!“ Den Här Bausch, den Här Gira: „Sou geet dat dach net! Déi mussen d'Prozedur maachen!“; wat mir logesch schéngt.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - ...kee Wuert gesot!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Dat schéngt mir logesch. Dat schéngt mir logesch, dass déi Pro-

zedure mussen maachen wéi allequerten déi aner och. Dat heescht net, dass mir dergéint sinn! Mä dat Bild, wat Der amgaange sidd an deene leschte Méint ze produzéieren op dräi Dossieren, déi ech elo konkret nennen - ech kéint der méi nennen, ech hunn net genuch Riedezeit, fir dat ze maachen -, ass e Bild vun enger Regierung, déi net ofgestëmmt zesummen eigentlech e kruzialen Deel vun der Politik...

(Interruption)

Ech kommen dorobber. Maacht lech keng Gedanken! Oh mei!

(Interruptions)

Mir diskutéieren haut iwwer Landesplanung, woubäi a mengen Aen net eréischt säit haut d'Landesplanung sech aus de Beräicher Wunnen, Schaffen a Bewegen zesummesetzt. Wunnen, Schaffen, Bewege war hei den Ausgangspunkt vum IVL, dee mer 2002 ugefaangen hunn an 2004 proposéiert hunn.

Mir hunn awer d'Diskussioun iwwert de Logement virun engem Mount gefouert. D'Diskussioun iwwert d'Mobilitéit, déi féiere mer muer. Wou ass do eng Kohärenz an der Politik an an der Debat, wann ech eigentlech en zesummenhängenden Dossier splitten an dräi, véier, fénnef verschidde Debaten, ëmmer wëssend - well am Logement, dat war jo och schon esou eng Konsultatiounsdebat -, dass ech an deenen nächste sechs Méint jo guer näischt méi kann ëmsetze vun deem, wat ech amgaange sinn elo hei ze konsultéieren?

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Mir wëllen lech d'Méiglechkeet ginn, datt Dir emol weist, wat Dir kënt ëmsetzen, oder wéi Der et wëllt ëmsetzen...

(Exclamations)

...well bis elo hunn ech dat nach net matkritt. Ausser datt Der bis elo Polemik gemaach hutt, hunn ech bis elo nach net vill matkritt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mat lech an der Oppositioun?

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Gelift?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mat lech an der Oppositioun?

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Här Gibéryen, ech weess, wéi et an der Oppositioun ass. Ech weess och, wéi et an der Regierung ass. Dir nach net. Ech fäerten, dat kënt och ni!

(Hilarité)

► **Une voix.** - Den Här Wolter ass jo an der Oppositioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Wolter huet d'Wuert. Wann ech gelift!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Här Präsident, ech wollt dem Här Minister dann och soen, dass d'Aart a Weis vun deene 24 Froen, wéi se gestallt gi sinn, an och den Thema vun deene 24 Froen an eisen Ae weder ausbalancéiert nach komplett sinn. Et feelen zentral Froen. Ech mengen, ech weess och, firwat dass Der se am Dokument net ugeschnidden hutt, awer hei verbal. Zum Beispill zu der Neigliderung vum Land, zu der administrativer Organisatioun vun eisen Land gëtt keng Fro gestallt an Ärem Dokument. Dat ass fir eis awer eng zentral Fro. An ech kommen herno, wann ech op mäin Deel komme vun de Propositionen, dorobber zréck.

D'Kritären vun der Entwécklung, wat ëmmer méi zu enger zentraler Fro gëtt vun der Debat: Wat fir eng Kritäre gi mer där Entwécklung eigentlech? Do ginn et keng Froen driwwer. D'Zesummenaarbecht op de verschidde Niveauen, eigentlech do, wou et fir mech nach am meeschte krankt, wou ech am onglécklechsten driwwer sinn, dass mer net virukommen...

► **Une voix.** - Geneel!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - ...keng Froe ginn doriwuer gestallt! Et ginn awer Froe gestallt, déi ganz interessant sinn. Zum Beispill déi: Sidd Der fir en organiséierten an harmoniösen Developpement? Oder sidd Der fir den Developpement désordonné?

(Hilarité)

Wéi ech kleng war, Här Bausch, dunh hu se mer erkläert, dass et Gudder a Schlechter géif ginn. An déi Gutt, dat waren déi wäiss Cowboyen, an déi Schlecht, dat waren déi rout Indianer. Dir maacht also...

(Interruption et hilarité)





► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech wär frou...

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Dir maacht also hei eppes...

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Soll ech lech emol...

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Här President, ech wollt dem Här Bausch da soen...

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech wär frou, wann Der iwverhaupt emol géift am Moment net nëmmen nach Froe stellen oder Froe virlesen, mä datt Der emol iergendeng Ausso géift maachen! Dat géif mech interesséieren.

#### (Interruptions)

Här President, wann den Här Bausch mer géif nolauscheren, wat e manifestement mécht, well en ass permanent amgangen ze ripostéieren,...

#### (Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann ech gelift!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- ...da géif ech em soen, dass et net ka sinn, dass een, wann ee verschidden Entwécklungszenarien dohinnerleet an et hätt ee gären eng seriö Diskussioun, eigentlech duerch den Intitulé vun der Proposition schon d'Decision virausgëtt. Mir hunn am IVL deemools - dat war och Landesplanung - zwee verschidden Zeenarien niewenteneegeluecht a mir hunn zu de Leit gesot: „Mir diskutéieren iwwert déi zwee Zeenarien a sot eis, wat den Zeenario ass, wou Der mengt, dass den appropriéiertste wier.“

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- A wat ass dann aus Ären Zeenarieo eng duerno?

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Dir leet, Dir leet...

#### (Interruption)

Jo, jo, jo. Oh, do hätt ech vill ze soen, well ech ka mech jo nach un d'Diskussioun vun 2004 erënneren a wien déi waren, déi gesot hunn: „Du bëise Wolter do, dat kann dach net sinn, dass mir op 700.000 Leit ginn!“ Kënnst Der lech nach un déi Diskussioun erënneren? An: „Dir maacht de Leit Angscht!“, „Mir mussen elo op 700.000 goen, an dat ass de Punkt, fir dass e seng Stroosse ka justifiéieren, dass e säin Zuch ka justifiéieren.“ Ech hunn net gesot, dass Dir dat waart. Ech hu just gesot, dass ech derbäi war an der Diskussioun. An et si Leit, déi lech zimlech nostinn, déi d'Diskussioun op déi doten Aart a Weis deemools geféiert hunn.

D'Diskussioun war 2004 net déi: „Gi mer iwwert dat eraus?“, well mir hunn deemools am Dram net geduecht, dass mer géifen doriwier erausgoen. Dofir hu mer jo och verschidden Zeenarien - Scénario bas, moyen et haut - gemaach, esou wéi dat eigentlech an all Etüd gemaach gëtt.

Mä dass mer innerhalb vun deene Joren driwwer eraus géife goen, an engem Moment, wou deemools Deeler vun der Lëtzebuurger Gesellschaft gesot hunn: „Deen doten ass amgangen, eis eigentlech an eng Wuesstumfal eranzeguidéieren“, explizéiert, Här Minister, fir mech zu engem ganz groussen Deel, firwat dass mer haut, 12, 13 Joer duerno, nach net méi wäit si wéi dat, wou mer sinn: well mer et zu Lëtzebuerg net fäerdgebréngen, ze anticipéieren! Well mer net à même sinn, zwou bis dräi Legislaturperiode mateneen ze diskutéieren. Well mer mengen, mir missten an eisem Silo schaffen. Dat ass de reelle Grund fir de Fait, dass d'Landesplanung dee Stellewäert net huet, dees se eigentlech verdéngt.

Ech ginn elo iwwert dat Kapitel ewech, just iwwer ee Punkt net: d'Froen. Beim Liese vun der Fro 13, muss ech lech ganz seriö soen, do hunn ech mer awer d'Fro gestallt, ob mer net e bësse géifen op den Aarm geholl ginn. Dat ass d'Fro, déi seet: «Est-ce que les dispositions relatives aux finances communales peuvent avoir un impact sur le développement territorial?» Dat ass eng staark Fro. Ech géif emol mengen: «Oui.» «Jugez-vous utile de procéder à une analyse des liens existants entre ces dispositions et le développement durable du territoire?»

► **Une voix**.- «Oui.»

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Mä do stellen ech mer d'Fro: Schwätzt Dir an der Regierung iwverhaupt nach mateneen,...

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Et ass un lech!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Nee, nee, nee!

...tëschent der Beaumontsgaass an dem Kierchbiérg? Well den Här, den hannerun lech setzt, den Innenminister, den huet d'Decisionen op där dote Fro schon all geholl!

#### (Interruption)

An d'Chamber huet déi hei mat 32 Stëmme avaliséiert,...

#### (Brouhaha)

...näämlech dass d'Aart a Weis, wéi d'Steiere verdeelt ginn, eigentlech schon decidéiert ass.

D'Fro, déi mir opgeworf hunn: Ass et no landesplaneresche Kritären...

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*.- Här Wolter! Här Wolter: ...a fir d'Éischt an der Geschicht vun de Gemengefinanze landesplaneresch Kritäre matafléisse gelooss! Huelt dat zur Kenntnis!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Dat ass net wouer! Dat ass wierklech net wouer, well dee ganze Projet zu enger systematescher Benodeegung vun ländleche Raum geféiert huet a well Gemengen, déi Industriezonen hunn, penaliséiert ginn duerch Äre System.

#### (Interruption)

Nee, net falsch, richtig! Penaliséiert ginn, well näämlech am Kritär vun der Densitéit d'Surfaces vun de Zones industrielles matgezielt gi sinn an d'Surfaces vun de PAGen, wéi se ausge-rechent gi sinn. Déi hätte missen erausgezu ginn. Dat hu mer lech gesot an do waart Der dergéint.

#### (Interruption)

Jo. Dat ass jo och eng wesentlech Fro. Wësst Der, den Här Goebbels, den huet an der Zäit ëmmer gesot, hie géif just un déi Statistike gleewen, déi hie selwer gemaach hätt.

#### (Hilarité et brouhaha)

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Dat war de Winston Churchill!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Jo, mä den Här Churchill, den hunn ech net kennt.

#### (Hilarité)

Mä den Här Goebbels hunn ech awer kennt. An den Här Goebbels, ech souz mat deem an der Regierung, mengen ech, den huet dat esou gesot.

#### (Brouhaha et interruptions)

Ech bezweifelen näämlech, Här Minister, dass déi Aussoen, déi Der gemaach hutt, fir ze soen, et wieren iwwer 70% Gewënner, richtig sinn, wann ee se an de Kontext géif setzen. Dir huelt e Chiffer vun engem Joer x, Dir huelt e Chiffer vun engem Joer y an da sot Der: „Elo ginn et nëmme Gewënner.“ Dir maacht Abstraktioun dovunner: nëmme Gewënner, ausser 26% vun de Gemengen.

Dir maacht Abstraktioun dovunner, dass 100 Milliounen méi am Déppe sinn. Dir maacht also Abstraktioun dovunner, dass, wann een nom ale Kritär verdeelt hätt, déi 100 Milliounen sech no engem gewëssene Schlüssel verdeelt hätten an dass déi elo aneschtens verdeelt ginn.

Dir maacht Abstraktioun dovunner, Här Minister, dass Der d'Ofsenkung vun der TVA gestëmmt hutt fir d'Gemengen, déi zu engem Ausfall fir d'Gemenge geféiert huet, den an darselwechter Héicht ass, wann net souguer nach méi héich, wéi dat, wat Der elo de Gemengen zouginn hutt.

Dir maacht Abstraktioun dovunner, dass d'Aart a Weis, wéi d'Gesetz iwwert d'Reorganisation des services de secours à l'heure actuelle a sauf Revirement...

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*.- Mat Ärer Stëmm!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- ...en défaveur vun de Gemenge ass!

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*.- Falsch!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- An dat wäert ech lech beweisen an Äre Leit an enger nächster Reunion.

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*.- Nach eng Kéier falsch.

Här Wolter, därer ech lech dann drops äntwerten, wann Der dat hei mat esou enger Sécherheet sot?

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Dir kënnst herno esou vill schwätzen, wéi Der wëllt. Dir maacht et jo souwisou. Mä loosst mech wann ech gelift meng Ried elo hei halen!

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*.- Da schwätzt weider!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Ech kommen och net derlaanscht, fir op d'Plan-sectorielle vun 2014 nach eng Kéier zrëckzekommen. Elo

kommt Der ganz séier nees an d'Spill, Här Kersch. Well den Här Bausch huet - dat war an enger Debatt virun e puer Wochen en an der Chamber - gesot, et wier ee quasi obligéiert gewiescht, fir déi Pläng, déi vun der viregter Regierung do ausgeschafft gi wieren, an d'Prozedur ze bréngen, obschonn een net richtig iwverzeegt gewiescht wier, obschonn et nëmmen e Versuchsballon gewiescht wier an obscho sech duerno erausgestallt... Dat kann ech lech alles zitieren, wéi Der et gesot hutt, wéi Der et zitiert, kann ech lech soen.

#### (Interruption)

Nee, et ass esou! Or, wéi Dir d'Plan-sectorielle 2014 deposéiert hutt, du war d'Urteil vun der Cour constitutionnelle scho méintal. Dir hutt dat Urteil kennt. An Dir sidd awer an d'Prozedur gaangen. Dir hutt d'Plan-sectorielle, a besonnesch de Plan sectoriel «Logement» als e Kärstéck vun där neier Politik vun där neier Regierung duergestallt. Ech hat gesinn, dass am Plan sectoriel - ausser ech ire mech elo an dat, wat een esou héiert am Tammtamm, dat ass net richtig - net méi ganz vill vun deem Plan sectoriel vun 2014 Rescht bliwwen ass, besonnesch am Kapitel vun de Plans d'envergere. Ech kommen herno dorobber zrëck.

Wien erënnert sech net un d'Aussoe vun der Madamm Nagel, deemoleg Ministesch, bei RTL, déi en Affekt lächerlech gemaach huet op RTL, andeems se gesot huet: „Deem geet et just ëm seng Clienten“, an hei an do. An dee Mann, den hat 100%eg recht an der Analys, déi e gemaach huet, well Deeler vun der Argumentatioun, déi e geféiert huet, déi hunn herno zum Retrait vun de Plan-sectorielle gefouert en fin de compte.

Ech selwer hunn lech den 1. Juli 2014 - ech weess net, ob Dir do waart, mä et waren der e puer do, un déi ech mech gutt kann erënneren - op Belval gesot, dass, wann Der d'SUP mam Plan sectoriel gläichzäitig géift maachen, Der net konform wiert zum Gesetz vun 2008 an dass Der och do op der Prozedur géift buede goen, well d'Gesetz vun 2008 contrairement zum Gesetz vun 2011 net virgesäit, dass d'SUP an de Plan sectoriel, an am anere Fall vun 2011 d'SUP an de PAG, gläichzäitig an d'Prozedur kënnen goen, mä dass dat eent muss gemaach sinn, ier dat anert gemaach gëtt.

Den Här Gira huet gesot, hien hätt een Avis juridique. Den Här Innenminister huet esou reagiert, wéi en ëmmer reagiert. A wat effektiv geschitt ass, dat ass, dass Der e puer Méint drop Äre Plan-sectorielle hutt missen zrëckzéien. An ech soen lech, dass Der Jore verluer hutt duerch de Fait, dass Der déi Plan-sectorielle zrëckgezunn hutt, amplaz vläicht nach sechs Méint ze waarden oder aacht Méint ze waarden a se op eng aner Form an d'Prozedur eranzeginn, nodeem Der d'SUP gemaach hutt. A wann Der d'Gesetz vun 2008 iwwert d'Incidence do net geännert hutt - an ech mengen, dass Der et net geännert hutt, ech wëll mech awer do gäre un lech beléiere loosse -, risquéiert Der, d'Prozedur nach eng Kéier ze verléieren, wann Der lech drop behaupt, fir se ze maachen, wéi Der se wëllt maachen.

D'Konklusioun, déi ech wëll zu der éischer Partie zéien, dat ass déi, dass Der an deene leschte fénnef Joer - a wann Dir déi Kritik viru fénnef Joer gemaach hutt, dann därer ech déi och maachen - ganz vill Zäit verluer hutt, déi wichtig gewiescht wier fir d'Landesplanung, an dass des Regierung, wat d'Zesammenarbecht an d'Aart a Weis, wéi se fonctionnéiert, an och d'Resultater ugeet, kee Millimeter méi wäit komm ass wéi déi viregt Regierung op deem Wee.

Ech kommen zu menger zweeter Partie. Um Fong...

#### (Interruption)

Jo, jo, maacht lech keng Gedanken! Siwe Kapitelen, well ech näämlech net d'Reiefolg vun Äre Froe wëll beäntworten. Ech fannen näämlech, dass Är Aart a Weis, fir d'Froen ze stellen - ech hunn dat virdu gesot - net komplett ass. An et ginn Deelaspekter vun der Landesplanung, déi wäit iwwert dat erausginn, wat Der an Äre 24 Froen un d'Deputéiert hei uschwätzt. Ech géif mech op déi enzel Kapitele vun IVL rekonzentrieren, den näämlech a mengen Ae wesentlech méi komplett Froe gestallt huet, wéi sech d'Organisation an d'Roll vun der Landesplanung an Zukunft soll organisieren.

Et stelle sech näämlech zwou zentral Froen. A jee nodeem, wéi een op déi Froen äntwert, konditionéiert ee schon à la base d'Aart a Weis, wéi d'Landesplanung ka fonctionnéieren.

Éischtens, steiert d'Landesplanung den Developement vun Land? Oder begleet, am beschte Fall anticipéiert d'Landesplanung des Entwécklung a proposéiert a realiséiert Léisungen? Dat ass eng zentral, wesentlech Fro, well et ass näämlech am Kader vun der Gesamtpolitik vun der Regierung ze beuerteelen, wéi een déi Fro do beäntwert. D'Äntwert op déi Fro

gëtt näämlech och konditionéiert duerch d'Froen: Wivill Wuesstum wëlle mer? Wat fir ee Wuesstum wëlle mer? Brauche mer Wuesstum? Mir brauche 4% Wuesstum, fir eise Sozialsystem - dat wësse mer - bäizebehalen. Sinn et der manner elo? 3,5%? 3,5%.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Annerhallwe Prozent Wuesstum vum Emploi.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Voilà. Lo héieren ech d'Saach vum qualitative Wuesstum. Or, de qualitative Wuesstum, wann dat nëmme Rifkin-Wuesstum ass, dann ass dat e Wuesstum, dee laanscht e gudden Deel vun eiser Gesellschaft geet. Dat muss ee wëssen, wann een also déi Fro beäntwert, a wéi engem Mooss dass ee gären hätt, dass d'Land sech developéiert.

D'Landesplanung soll an den Ae vun der CSV net steieren, mä d'Auswierkungen anticipéieren, beschreiwen, begleeden an hëllefen, Léisungen ze fannen. D'Landesplanung soll Viraussetzunge schafen, fir op engem bestëmmten Raum - an den hutt Der gutt beschriwwen: 2.586 km<sup>2</sup> - méiglechst gutt an harmonesch kënnen ze liewen.

D'Entwécklung - ech hunn et virdu gesot - säit dem IVL vun eisem Land ass souwisou eng Ofso an déi, déi mengen, d'Entwécklung vun engem Land mat der oder duerch d'Landesplanung kënnen ze steieren. Dëst, well wesentlech Deeler vun der Decisionschaïne net eleng duerch d'Politik getraff ginn an och net eleng vun der Politik kënnen beaflosst ginn.

An déi zweet Fro, déi sech stellt, kritt eng kloer Äntwert vun eiser Partei. Déi zweet Fro: Wéi organiséieren ech d'Landesplanung? Wien hält wou, wéini a wat fir eng Decisioun? An do si mer eigentlech in medias res. Do si mer an der zentraler Fro vun eisem Land. Well et ass hei, Dir Dammen an Dir Hären, wou sech d'Konflikter ausdroen, d'Konflikter beim Stat, den eng zentral Roll huet, dee vun uewen erof derfir suerge muss, dass eigentlech en ordonnéierte Verlaf vun der Landesplanung geschitt, den awer, wéi ech et virdu gesot hunn, ganz oft conflictuel ass, och enner sech selwer, ënnert den eenzelne Verwaltungen a souguer ënnert den eenzelne Ministären.

Op engem zweeten Niveau hu mer d'Gemengen, lokal, déi eigentlech déiselwecht Konzepter vun ennen erop solle stäipen. Wat gesi mer? Och do ginn et ganz vill Konflikter. Dat huet eppes domat ze dinn, dass mer ganz grouss Gemengen hunn - där hu mer eng wierklech grouss, dat ass d'Stad - an dann nach ganz vill kleng Gemengen, déi net an darselwechter Liga spillen.

Déi eng spillen an der Champions League, déi aner spillen an der drëtter Divisioun. Déi eng, déi hunn e Masseur, déi hunn en Trainer, si hunn nach en Trainer, si kënnen sech dat och leeschten. An aner, déi hunn net emol en Terrain, op deem se richtig kënnen spillen, a keng Fussballschung, déi se richtig kënnen undoen. Dat ass, et deet mer leed, wann ech d'Organisation vu mengem Gemengen huelen - an ech beschäftege mech säit zwanzeg Joer domadder -...

#### (Interruption)

...d'Realitéit um Terrain tëschent grouse Gemengen a kleng Gemengen.

#### (Interruption)

D'Gemenge streiden och ennereneen. Wann ech déi Diskussioun iwwert de Contournement vu Käerjeng eng Sekonn nëmme wëll hei opréieren, wou all d'Prozeduren entre-temps ofgelaf sinn, wou op Honnerten - op Honnerten! - vu Säite kloer an daitlech bewisen ass - an dat hutt Der dankswäerterweis gemaach, mat vill Engagement, an ier Der elo geschter d'Gesetz gestëmmt hutt, dass dat nëmmen nach eng Prozedur gëtt -, bewisen, A plus B, mat der Entwécklung, wéi se an deene leschten zwanzeg Joer war a wéi se an deenen nächsten zwanzeg Joer ass, an d'Nopeschgemeng seet aus hirem Confort eraus: „Nee, nee, nee! Dat kënnst awer net a Fro!“, da wësst Der, dass et schweier ass, Landesplanungspolitik zu Lëtzebuerg ze maachen, wann den een näämlech deem anere säi Brout wëllt ewechhuelen. An ech kann dat jo och nach novollzéien, asouwäit...

#### (Interruption)

Ech weess net, wat Dir hutt! Mä wann Der e Patt wëllt huele goen, maacht dat!

► **Une voix**.- En huet eng Fro.

► **Une autre voix**.- Weess Äre Kongress net, wat do gesot ginn ass? Vun „deem enge säi Brout huelen an net huelen“?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Kollegen, mir hunn nach véier Stonne virun eis. Ech géif lech dann...

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Nee, ech hu kee Problem. Mä e soll sech artikuléieren. E soll soen, wat en ze soen huet!





► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, mä ech weess, dass Dir gären ënnerbrach gitt, Här Wolter.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Ech hat gemengt, Dir wëllt Är Ried fäerdeg halen.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Jo, dat hätt ech jo och.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech weess dat. An dofir soen ech jo,...

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Ech hat gemengt, Dir wëllt Är Ried fäerdeg halen.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - An deem drëtten Deel, an entschëllegt, dass ech dat och nach soen, dat ass: Et gi ganz vill privat Interëten. An déi privat Interëten, déi si jo och net deckungsgläich: Et gëtt am Privaten den Interët vum Propriétaire, et gëtt den Entwëckler, et ginn d'Betribler, et gëtt deem eenzelne Bierger, dee seng Situatioun a senger Uertschaft beuerteelt par rapport zu der Situatioun an der Aart a Weis, wéi aner Bierger an aner Gemenge fonctionnéieren, Propriétaires, déi drop aus sinn, fir méiglech vill Benefiss ze maachen, Developpeuren, déi drop aus sinn, fir ënner méiglechst einfache Konditiounen kënnen séier ze bauen. Dat sinn net déiselwecht Interëten!

Dat si komplett verschidden Interëten, wou sech also d'Fro stellt, an dat mécht d'Landesplanung schwierig, awer och spannend: Dirigismus géint Laissez-faire? Laissez-faire heescht fir mech net Laxismus. Dirigismus géint Laissez-faire. Zentralismus géint lokal Autonomie. Kollektive géint individuellen Interët. An et ass an deem Spannungsfeld, wou mer Antwerte musse fannen. An dofir ass et esou komplizéiert, fir Antwerten ze fannen. Well ob dat bei mir an der Partei ass, ob dat bei lech an der Partei ass, et ass dach e Leurre ze mengen, dass do jiddwereen déiselwecht Meenung hätt. Jee nodeem, vu wou e kënn, jee nodeem, wat fir en Interët dass e verteidegt, ob en aus enger grousser, aus enger klenger Gemeng kënn, ob en des Vergaangenheet oder déi Vergaangenheet huet, huet en dach necessairement eng Vue, déi net déiselwecht ass.

Och dat ass e Grond, firwat dass ech et soen: Dat huet dach näischt mam Parteipolitik ze dinn, mä mat der Fro, ob mer et fäerdegbréngen, d'Kritären esou ze setzen, dass kann op eng transparent, novollzéibar Aart a Weis d'Entwëcklung vun eisem Land gemaach ginn.

Mir wëllen, Här President - dat zweet Kapitel an deem Deel - eng rationell Notzung vun eisem Terrain. Mir schwätzen eis kloer fir den Einwohnerzeenario aus. Dee gëtt et net méi an deem Sënn, mä Einwohnerzeenario am Sënn, dass mer gären hätten, dass d'Lëtzebuurger kënnen zu Lëtzebuerg wunnen an net mussen an d'Ausland goen, an dass Ausländer, déi op Lëtzebuerg wëlle kommen, och op Lëtzebuerg kënnen kommen an net virun der Grenz gesot kréien: Dir dierft dat net maachen.

#### (Interruption)

Mir schwätzen eis aus fir e rationellen Émgang mam Buedem. E rationellen Émgang mam Buedem heescht net...

Ech sinn hei net amgaangen, géint iergendeen ze plädéieren. Ech si gebiede ginn, fir de Standpunkt vun der CSV duerzeleeën!

#### (Interruption)

Mir si fir den Einwohnerzeenario, mir si fir e rationellen Émgang mam Buedem, wat awer net heescht, dass et en „standstill“ gëtt, ech hunn dat virdu schonn ugedeit. Wa mir landesplaneresch festhalen - dat war den Usaz vum IVL -, fir ze soen, op 20 oder op 25 Plazen, an zwar no beim öffentleche Verkéier - dat war näämlech deemools d'Virussetzung -, definéiere mir Plazen, wou mer wëllen eis developpéieren, da muss d'Prozedur an Zukunft esou sinn, dass déi eenzel...

#### (Interruption)

Neen, et huet näischt mam Pacte Logement ze dinn. Et huet eppes domat ze dinn, den Developpement no deene Kritären, déi den Här Bausch ausgeschwat huet an déi spillen, wëllen ze steieren. Da muss mer e kënnen steieren op déi Plazen, wuer mer gären hätten, dass e gesteiert gëtt. An da kann net all Ressort, all eenzelne Ministère d'Prozedur während Joren a Joren a Jore mat allméigleche Saachen nees ophalen, mä et muss kloer an dättelech sinn, dass déi Terraine sech eegnen.

Et muss mat de Gemengen an engem konstruktiven, mä awer och bestëmmten Dialog gesot ginn: „Do an do hätte mer elo gären, dass et geschitt.“ Si musse just remuneréiert gi fir deen Effort, dee se maachen. An déi Terraine mussen an engem rasonablen Delai kënnen verwäert ginn. Dat hu mer bis haut net fäerdegbruecht an deem Mooss, weder mir nach Dir elo an deene leschte Joren.

Ech soen lech awer, dass et a mengen Aen eng Grondvoraussetzung ass, fir dass mer iwwer-

haupt iwwer Landesplanung kënnen a solle weider diskutéieren.

Mir si fir konzentriert Bauformen, méi Innenverdichtung. Dir kënn lech jo nach erënneren, wéi den Innenminister Wolter virun, et sinn elo geschwé bal zwanzeg Joer, gesot huet: „Mir mussen ewechkomme vun deene Lotissementer, wou jiddwereen en Eefamilljenhaus hei huet an Thujaen huet a mat der Méimaschinn all Samschdeg iwwer säin Terrain fiert“, wat do den Accueil war deemools.

Wat mir alt nees seet: An der Politik ass et net ëmmer ganz intelligent, dass de ze fréi bass, mä du muss waarden, bis dee richtige Moment ass, fir d'Saachen ze soen. Dat ass entre-temps geschitt. Dat ass awer manner geschitt doduerch, dass d'Bewosstsäin komm ass, dass mer dat wierklech misste maachen, mä doduerch, dass den Terrain entre-temps esou deier ginn ass, dass sech déi grouss Parzellen iwwerhaupt net méi kënnen gelescht ginn.

Mir sinn och fir eng raimlech Glidderung vun eisem Land, dat heescht fir gréng Korridoren, fir kloer eng Ofrennung ze maachen tëschent dem urbanen an dem net urbane Raum.

Eis Proposen zur Raumglidderung: Mir stinn zum Prinzip vun der „déconcentration concentrée“. Dat ass näischt Komesches. Dat ass näämlech genau dat, wat Dir och proposéiert, wat mir scho viru fožéng Joer proposéiert hunn, näämlech op dräi Plazen am Land grouss...

#### (Interruption)

Jo, mir sinn eis do eens! Jo, jo, mä mir sinn eis awer net eens..., Dir sidd lech net ëmmer eens an der Regierung doriwwer, ob dat och esou soll sinn.

#### (Interruption)

Jo, dat ass eng aner Fro. Dat verstinn ech, dass dat eng aner Fro ass.

Déconcentration concentrée: Mir stinn zu dem Prinzip vun der, wat mer fréier genannt hunn „Agglo LUX“. Mir stinn zum Prinzip vum Developpement vum Süden an dräi Ennerpolen. A mir sti fir de Prinzip vum Developpement vun der Nordstad. Wann ech mech net iren, hutt Der net ganz vill iwwert d'Nordstad geschwat. Dir hutt lech méi mat deene Gemengen aus dem ländleche Raum do ausenanergesat.

#### (Interruption)

Dann hunn ech et verpasst, dann entschëllegen ech mech.

D'Nordstad ass fir mech e wesentlechen Deel och vun enger rationaler Entwëcklung, well et en zentrale Pol fir den Norde vum Land muss ginn, muss sinn, wa mer gären hätten, dass den Norden net déi Entwëcklung huet, déi hei virgezecht ginn ass.

Mir schwätzen eis aus fir eng kloer Hierarchie tëschent Plan directeur de l'aménagement du territoire, Plans sectoriels a PAG als Ëmsetzungsmechanismus. Mä ech sinn der Meenung, dass de Plan directeur de l'aménagement du territoire eng permanent Aufgab ass, déi regelméisseg muss iwwerschaft ginn an déi e juristesche Kader brauch.

Mir sinn der Meenung, dass niewent Belval weider Frichten am Süden developpéiert musse ginn. Mir sinn d'accord mat den Efforten, déi gemaach si ginn an deene leschte Joren. Et sinn eng Rei Efforte gemaach ginn, a mir hätte gären d'ailleurs eng Suite vun den Efforten, déi och scho virdu gemaach gi sinn, well Belval war näämlech esou en Effort. A mir wieren och frou, wa mer an deenen nächste Joren haaptsächlech am Süden - aus deene Grënn, Här Bausch, déi Der gesot hutt, well mer am interurbane Raum sinn, well et Terraine sinn, déi schonn eng Notzung haten - zu enger rationaler Utilisatioun vun eisem Buedem kënnen.

Mir brauchen en Elan fir d'Nordstad. Mir brauchen en Zil, eng Iddi, eng Idée fédératrice. Eise Spëtzekandidat, de Claude Wiseler, hat op eisem Konvent emol d'Iddi vun der Circular Economy, der grénger Technologie, als méiglechem Entwëcklungszeenario, deens de fir d'Nordstad kéints eraussichen.

Mir sinn allerdéngs op fir aner Diskussiounen. Mä mir hu festgestallt, wann ech de Kierchbiere kucke mat sengen europäeschen Institutiounen, wann ech Belval kucke mat der Universitéit an de Centres de recherche, dass et net duergeet, fir landesplaneresch just ze soen: „Mir wëlle gären, mir hätte gären, dass eppes sech developpéiert“, mä dass een där ganzer Saach och en Numm an en Zil muss ginn.

Mir sinn der Meenung, dass am Zentrum wesentlech méi nach muss zesummege schafft ginn tëschent der Stad Lëtzebuerg an de Gemenge ronderëm d'Stad Lëtzebuerg. Mir si frou driwwer, dass d'Problematik vun de Stellplazen elo soll ugepaakt ginn. A mir ënnerstëtzen des Regierung doran.

D'Stellplazeproblematik ass viru fožéng Joer gescheitert um Egoismus an dem sakrosankte Prinzip vun der Autonomie communale. Well an engem Moment, wou e Buergermeeschter aus der Stad, deen huet Helminge geheet de Moment, an den deemolegen Innenminister zesummen eng Stellplazepolitik gemaach hu fir d'Stad Lëtzebuerg, déi ech als revolutionär an avantgardistesche bezeechnen, huet eng Gemeng, wou e Buergermeeschter aus darselwechter Partei war, dunn hiert Stellplazereglement esou geännert, dass dann entre-temps do déi Entwëcklung komm ass, déi komm ass, näämlech dass e gudden Deel vu Lëtzebuurger Betribler, déi Lëtzebuurger Leit ustellen, op de Ban vu Leideleng geplënnert sinn, wou d'Leit nach ëmmer mat hirem Auto kënnen op hir Aarbechtsplaz fueren, den öffentlechen Transport net mussen huelen, mat der Konsequenz, dass déi Zon an d'ganz Géigend ronderëm haut total am Verkéier futti-geet.

Et ass also wichteg, dass mer ewechkomme vun enger Politik, déi doranner besteet, dass, wann eng Gemeng wierklech hir Responsabilitéit hält, eng aner Gemeng der Meenung ass, dass si eigentlech nëmme brauch an déi Bresch ze sprangen, fir sech dann e kompetitiven Avantage par rapport zu där Gemeng ze verschafen.

Véiertens wollt ech lech Propositionen zur Entwëcklung maachen, wéi mer se wëllte raimlech faassen. Mir sinn der Meenung, dass d'Plans sectoriels absolut noutwendeg sinn. Mir ënnerstëtzen de Prinzip vu véier prioritäre Plans sectoriels. Et wier och e bësse komesch, wa mer dat net géife maachen, dans la mesure, wou se vun enger viregter an nach vun enger viregter Regierung ausgeschafft si ginn.

Mir sinn awer der Meenung, dass par rapport zu der Versioun... An ech kann elo nëmme am Hypothetesch schwätzen, well Der jo frëndlecherweis d'Debatt esou geluecht hutt, dass Der Är Plan-sectoriellen an néng Deeg wëllt deposéieren. Mir sinn der Meenung, dass se besser mussen ofgestëmmt sinn openeen, des Versioun, wéi déi vu viru véier Joer, dass et transparent Regele muss ginn, déi novollzéibar sinn an déi öffentlech-rechtlech bindend si fir alleguerten d'Participanten.

Mir sinn der Meenung, dass et am Respekt muss geschéie vun enger wuelverstanener Autonomie communale. Dat heescht, mir mussen de Parcellaire definéieren, wat deemools net richteg geschitt ass. Mir mussen d'Responsabilitéit vun deenen engen an deenen aneren definéieren. Wa méiglech musse mer et am Dialog maachen, mä mir mussen awer och definéieren, wat geschitt, wann deen Dialog net zu enger zilföhrender Konklusioun no landesplaneresche Kritären - an net no de bloen Ae vun deem engen oder deem aneren - féiert.

Beim Plan sectoriel «Logement» wiere mer extrem, extrem traureg a rosen, wann d'Projets de grande envergure aus dem Plan sectoriel «Logement» géife verschwannen, wat mer mengen, dass sech undeit aus deem, wat mer héieren.

Mir sinn au contraire der Meenung, dass d'Projets de grande envergure eng vun de Solutiounen sinn, wann net souguer déi haaptsächlech Solutioun kënnen sinn, fir méi séier, méi rationell an op deene Plazen, wou mer et gären hätten, ze bauen, näämlech no beim öffentlechen Transport.

Mir hunn deemools am IVL scho 25 Plazen am Land definéiert.

#### (Interruption)

Lauschttert! Also traute Ärem Parteikolleeg Bausch! Traut em! Hie bréngt och 25 Plazen, wa mir him d'Moyene ginn, dass et duerno no gewëssene Regeln och zu enger Fäerdeg kennt. Den Här Bausch bréngt dat fäerdeg a seng Leit bréngen dat absolut fäerdeg.

Eis Prioritéit wier, dass se net grad do sinn, wou just eng disponibel ass, mä dass se do sinn, wou den öffentlechen Transport ass, fir dass méiglech vill Leit och den öffentlechen Transport duerno kënnen huelen.

#### (Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift! Et kritt dach jiddwereen d'Wuert hei!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech wëll awer an deem Beräich och soen, zu Ärer Ausso, fir ze soen, d'Logementer, also d'Leit, déi op d'Duerf do plënnere, dat wier net gutt, dass déi Gemengen, déi am ländleche Raum do sinn, dass déi sech missten e bëssen aneschters developpéieren, dass dat och domadder zesummenhängt, well vill Leit wäit vun der Stad Lëtzebuerg ewech an déi dote Géigende plënnere, well do einfach den Terrain méi bëlleg ass, well d'Haus méi bëlleg ass, well se sech et kënnen leeschten. A wa mer et net fäerdegbréngen, groussfläecheg zu engem Präis, deen akzeptabel

ass, Wunnengen unzebidden um Marché, déi no beim öffentlechen Transport, no bei den Zentren à développer sinn, dann ass Är Politik zum Scheitern veruerteelt!

A mir hunn dat bis elo zu Lëtzebuerg - dat ass keng Kritik un lech -, ech soen: Mir hunn et net fäerdegbruecht bis elo! Mä ech soen, mir bréngen et och net fäerdeg, well Dir bréngt awer eppes aneres net fäerdeg, dat ass: Wéi wëllt Der déi Terrainen aus dem Perimeter eraushuelen, déi haut an deenen 102 Gemengen dra sinn an déi no Etüden, déi ech nach kennen, eigentlech en Developpement bis zu enger Millioun Leit am jëtzege Perimeter zouloossen?

Wéi wëllt Der zu enger Politik kommen, wou also déi kleng Gemengen dru gehënnert géife ginn, an Ärer Logik, fir sech weider méi staark ze developpéieren wéi den zentrale Raum, an engem Moment, wou d'Leit eigentlech d'Autorisatioun nach net vun Buergermeeschter hunn, mä awer d'Viabilisatioun vun hirem Terrain rechtlech zougestane kruten?

Ech kann lech soen, dass an deem PAG, deen deen heite gemaach huet - ee vu 17, déi elo do sinn -, mir Terraine wollten aus dem Perimeter eraushuelen, opgrond vun der SUP. An du si mer bei den zoustännege Minister gaangen an dunn hu mer gesot: „Majo, wéi geet dat dann elo mat der Indemnisiatioun vun de Leit?“ An du sot de Minister: „Do musst Dir lech drëm këmmere.“

A wësst Der, wat mir du gemaach hunn? Mir hu se erageholl! Well ech muss lech ganz éierlech soen: Wann Der gären hätt, dass mer eis no gewëssene Kritären - vun uewen erof ass dat dann, vun uewen op d'Gemengen erof -, wann Der gären hätt, dass mer eis op eng gewëssen Aart a Weis developpéieren, da muss Der an Ärem Budget och d'Sue virgesinn, fir déi Leit ze indemniséieren, déi vläicht op d'Gericht ginn an do recht kréien.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Här Wolter, ech bieden lech, zur Kenntnis ze huelen,...

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Mä déi Aart a Weis, fir dann d'Responsabilitéit - an dat ass mir a menger Gemeng geschitt -...

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Här Wolter, sidd Dir der Meenung, dass d'SUP vun uewen erof ass?

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Jo!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Dat ass awer falsch.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Jo, dat ass awer meng Meenung...

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - D'SUP ass net vun uewen erof, gëtt net vun der Regierung imposéiert oder vun iergendengem Ministère,...

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Genau esou ass et.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - ...mä ass dat, wat aus der Etüd erauskënnt.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - An da gitt Der an den Environnement zitëiert an da kritt Der gesot: „Mä lauschttert, Kollegeen, wann Der dat do an dat do an dat do net maacht, da rechent net domadder, dass Der vun eis de PAG akzeptéiert kritt!“

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - An deem hei Fall si mer jo do net. An deem hei Fall,...

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Dat ass d'Realitéit um Terrain. Et deet mer leed, dat kënnen lech Dosende vu Buergermeeschtere soen!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - ...dein Dir elo beschriwwen hutt, ass dat jo guer net de Fall, well Dir hutt jo geschwat vun Terrainen aus dem Perimeter, dem sougenannte Perimeter eraushuelen an do gëtt den Environnement guer net gefrot! Den Environnement huet do keng Kompetenz dobäi.

Also ech wëll just soen, ech ginn lech recht op verschiddenen...

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Dat wat Der sot, dat ass falsch.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Wéi dann?

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Et ass einfach falsch.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Jo, gutt.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Jo! Ech mengen net, dass mir iwwert deesewechten Dossier schwätzen. Ech weess net, ob Dir iwwert déi richteg Gemeng schwätzt.





► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*.- Souwäit wéi ech d'Naturschutzgesetz kennen,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Kolleegen!

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*.- ...ass et esou, dass de Minister vum Environnement dofir zoustänneg ass,...

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Déi zentral Ausso vun der CSV...

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*.- ...fir all déi Terrainen, déi haut an der Gréngzon sinn, fir déi da kënnen ze autoriséieren, wann déi sollen an en anere Secteur erakommen. Net aneschtens!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Ech stelle fest, dass Der...

► **Une voix**.- A wat fir enger Prozedur sidd Der elo?

**(Brouhaha)**

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ech wëll just drop hiweisen, ech wëll just drop hiweisen - wann ech gelift! -, dass d'Regierung 80 Minutten Zäit huet an deem Debat hei. Also jiddweree kann herno, wann d'Deputéiert, déi jo em hir Meenung gefrot gi sinn, hir Meenung gesot hunn, Stellung huelen zu hirer Meenung. Wann ech gelift also, kommt, mir halen eis hei un d'Disziplin! Et ass nach ganz laang. A wann dat hei esou weidergeet, da verstee do-bausse kee méi, wie wat gesot huet. Also kommt, mir halen eis hei schéin un d'Prozedur! Ënnerbriecht den Här Wolter net méi!

Den Här Wolter huet selwer gesot, e géif ganz gär ënnerbrach ginn, wann Der em de Gefale wëllt maachen, maacht em en! An elo huet den Här Wolter d'Wuert.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Ech wollt also dee Punkt nach eng Kéier resuméieren, well jo gefrot gëtt, dass mer solle soen, wat mer denken.

Ech soen, dass déi Iddi, déi Der hutt, fir ze soen: „Gewëssen Developpement, déi mussen mer méi steiere wéi aner“ nëmme méiglech ass, wa verschidden aner Saachen decidéiert ginn. An dass et net esou geschitt, dat ass d'Konsequenz dovunner, dass et net decidéiert ass op déi Aart a Weis, wéi et misst decidéiert ginn, fir dass et aneschtens geet. An d'Fro vum Perimeter, d'Fro vum der Bebaubarkeit ass eng vun den zentrale Froen, déi sech an deem Beräich stellen.

Mir sinn der Meenung, dass et wichteg ass, dass de Plan sectoriel «Zones d'activités économiques», dass dee Plan sectoriel kennt an dass en national, regional Zone feststellt. Mir wiere frou, wa se prioritär beim öffentlechen Transport nees géife leien, aus deene Grënn, déi do sinn, an zumindest - elo schwätzen ech e bësse pro domo - iergendwou bei enger Strooss, wou e Camion hikënn an net onbedéngt da muss duerch d'hallef Gewan fueren, fir dohinnerzuekommen.

Mir si fir eng Weiderentwécklung vum öffentlechen a vum individuelle Verkéier, ech hunn et virdru gesot, op Basis vum Entwécklungszeenario.

**(Interruption)**

Awunnerzeenario, pardon!

Den Här Schank wäert muer d'Positioun vun der CSV, sou wéi den Här Lies d'Positioun vun der CSV am Logementsdossier gemaach huet, am Detail explizéieren.

Mir si fir eng Weiderféierung vun der Politik vun Zuch, Tram, Bus, sou wéi se an der Suite vun den Decisiounen vun deene viregte Regierung gemaach gëtt, quittedass ech selwer perséinlech der Meenung bleiwen, dass d'Prioritéit, d'Prioriséierung vum Tram hätt kënnen aneschtens gemaach ginn, fir méi séier zu gudde Resultater ze kommen. Mä dat ass eng Diskussioun, déi ass elo zou, déi ass fäerdeg, déi ass decidéiert.

Ech sinn awer frou an deem Kontext, dass mer nees iwwert d'Ringleitung schwätzen, e bëssen aneschtens, wéi se 2004 ugeduecht war, ronderëm d'Stad, dat heescht d'Noutwendegkeet, d'Leit an der Peripherie eigentlech ofzuhuelen a se dann dohinner ze bréngen, wou se wunnen, well et kann net sinn, dass alles weider op d'Gare de Luxembourg geet a vun do aus den Dispatching gemaach gëtt. Do si mer elo, wann ech dat richtig verstanen hunn, an enger Logik, wou „Neel mat Käpp“, fir emol mäi Kolleeg Halsdorf ze zitieren, gemaach ginn.

An ech si frou, ech war eigentlech richtig hougref, dass en Dossier, dee säit zéng Joer e bësse fort war, näamlech d'Ubannung vun der Stad op Esch, nees op der Dagesuerdnung steet, och en Dossier, deen am IVL, net an der éischter an och net an där zweeter Phas, mä awer als weiterführend Measure gemaach ginn ass.

An ech ka mech nach, mengen ech, vag drun erënneren, dass do eng Südgemeng, déi - wéi soll ech dat elo soen? -, déi ganz no un deem Minister ass, deen do elo haut Innenminister ass, deemools der Meenung war, dass si net schrecklech begeeschtert wier doriwwer, well dat dann do duerch Steebrécken géif fueren, an dass souguer Decisiounen am Gemengerot an déi Richtung gefouert gi sinn.

► **Une voix**.- Falsch.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Ech weess awer net, ob Dir dat waart oder ob dat scho bei Äre Virgänger war. Dat ass net falsch, dat hu mer natierlech alles och gehalen.

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*.- Här Wolter, däerf ech lech d'Positioun vum deemolegen LSAP/CSV-Schäfferot da soen? Mir waren net géint eng Ubindung...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann ech gelift, och wann den Här Wolter sech dauernd un d'Kollegee riicht, da muss een och a Kaf huelen, dass déi reagieren. Entweder den Här Wolter riicht sech dann un d'Chamber, dann ass alles an der Rei. Wann en awer sech un de Minister riicht respektiv un en anere Minister respektiv un en anere Kollegee, da geet dat dote riicht esou weider.

Also, Dir hutt de Choix. Ech hu gutt Zäit fir den Owend.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Ech net,...

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*.- Ech wollt dem Här Wolter just, wann et erlaabt ass, an enger Minutt soen,...

► **M. Michel Wolter** (CSV).- ...well meng Zäit, déi leeft näamlech elo.

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*.- ...wat déi deemoleg Positioun vum LSAP/CSV-Schäfferot war. An dat war, do si mer gefrot ginn, ob mer derfir wieren, eng Eisebunnsverbindung ze maachen tëschent der Stad Lëtzebuerg an dem Belval. Do hu mer eng Etüd maache gelooss. An an där Etüd ass erauskomm, dass et technesch schwéier méiglech wär, eng Eisebunnsliinn ze maachen. An dofir hu mer virgeschloen, dat iwuer eng aner Aart a Weis ze maachen, näamlech iwuer en Tram.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Dat ass genau dat, wat ech elo just gesot hunn.

**(Hilarité)**

Dir hutt mer dat eigentlech elo just nach eng Kéier bestäetgt, wat ech virun zwou Minutten op Lëtzebuergesch geschwat hunn.

Dofir géif ech da weiderfueren a menger Ried an ech géif soen, dass mer niewent dem öffentlechen Transport awer och, an do si mer en désaccord mat deem, wat an deene leschte fënnf Joer zum Deel geschitt ass, der Meenung sinn, dass och den individuelle Verkéier muss verstärkt behandelt ginn.

Mir stinn als CSV fir d'Dräispuregkeet vun der Autobunn, déi jo soll kommen. Mir sti selbstverständlech fir de véierspuregen Ausbau vun der Nordstrooss, sou wéi mäi Parteikollege Kaes dat säit Jore mat vill Verve virdréit.

**(Interruptions)**

Mä mir sinn och fir de konsequenten Ausbau vun de Contournementen iwuerall do, wou se landesplaneresch noutwendeg sinn a wou se d'Prozedur och fannen.

Ech géif gäre Propose maachen zur Neigliederung vum administrativen Opbau vum Land, engem Kapitel, wat Der net emol an Ärem Bericht do ugeschwat hutt. D'CSV ass der Meenung, dass mer eng Neiorganisatioun vun der Gemenglandschaft brauchen, dass mer en Ëmsetzung vum de Planungsraum brauchen. Mir hunn dat graff formuliert: 60 Gemengen, 60 Deputéiert, Trennung vun de Mandater, mä - mä! - Aféiere vun enger Chambre des élus locaux, eng Iddi, déi entre-temps vum Syvicol gedeelt gëtt, a regional Zesummenaarbecht. Mir brauche gutt opgestallte Gemengen, déi personell a finanziell à même sinn, fir ëmmer méi komplex a villfälteg Tächë kënnen ze meeschteren an ze packen.

Mir sinn der Meenung, dass ee Gemegepolitikler braucht, déi sech lokalen a regionalen Aufgabe widmen, a verstärkt regionalen Aufgaben, an dass d'national Politik an deenen nächste Joren an eng méi nationalpolitesch an europäesch Ausrichtung soll weidergoen. Alles dat ass net nei, et ware konsequent säit 2006 an dem Rapport vun der „RTL-Kommission“ - sou huet déi deemools geheescht, dat huet awer näischt mam Radio ze dinn, mä dat war

„Réorganisation du territoire à Luxembourg“, mengen ech -, déi Konkusiounen, déi do gezu si ginn. Net, an dat wëll ech kloer an däitlech soen, andeem d'Kompetenze vun deenen enge verluer ginn, well dat ass jo ëmmer d'Angscht, dass Kompetenze vun deenen enge géife verluer goen, mä aneschtens am Interêt vum Land valoriséiert ginn.

Ursaachen - fir dass och d'Landesplanung konsequent op lokalem Niveau ëmgesat ka ginn: De Fait, dass 17 Gemengen e PAG hunn, an 11 Gemengen an der Prozedur - no 14 Joer? Ech mengen, et ass 2004 ugaangen -, dat weist jo eigentlech...

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*.- Här Wolter, et sinn der 40. Mä et sinn der nach ganz vill, déi keen hunn, do hutt Der recht.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Ech hunn elo meng Donnéeën aus dem „Lëtzeburger Wort“, zweet Säit, vun dem leschte Samschdeg geholl, do waren et 17 fäerdeger an 11, déi an der Prozedur wäeren. Wann et der méi sinn, huelen ech dat ganz dankend entgéint.

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*.- Neen, Dir hutt déi vun 2011, dat sinn der effektiv 17 oder 12. Et sinn der och nach vun 2004, déi Der och nach musst derbärechnen. Mä et sinn der ganz vill, do hutt Der recht, déi nach kee PAG vun der neier Generatioun hunn.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Dir sidd jo hoffentlech mat mer eens, well Dir sidd elo wierklech e ganz engagierten Innenminister säit enger ganzer Rei vu Joren - dat kann een lech jo wierklech net ofstreiden...

**(Interruptions)**

...neen, dat kann een deem Mann net ofstreiden! -, mä Dir musst jo awer mat mer d'accord sinn, dass Gemengen ab enger gewëssener „Mindesttaille“, soe mer emol esou, extrem iwuerfuerdert sinn, fir no landesplanereschen an och no lokalplaneresche Kompetenzen hire PAG ëmzesetzen, an dass et noutwendeg ass, dass d'Gemengen esou opgestallt sinn, dass se den néidegen Know-how hunn, fir kënnen dat do ze bewerkstellige.

Ech soen d'ailleurs als Renforcement vu menger Thees, dass, wa mer an eng Situatioun erageroden, wou mer iergendwann eng Kéier d'Landesplanung och wëlle bis op de Gemengesector erofdeklinéieren, dass et guer net aneschtens machbar ass, well d'Aféierung vu sektorielle Pläng, d'Aféierung vun de Prinzipie vum Programme directeur de l'aménagement du territoire an déi kommunal Reglementatioun, déi muss jo vun iergendengem gemaach ginn. Et ass jo net, well d'Chamber oder de Conseil de Gouvernement iergendwann eng Kéier decidéiert, dass sech eng Servitude ergëtt, dass déi automatesch..., dach d'Gesetz gesäit vir, dass se automatesch do ass, mä si muss awer kommen, si muss no kloeren an transparente Regeln och agefouert ginn a si muss och kënnen novollzëbar sinn.

Ech sinn do e gebranntes Kind! Well wësst Der, Dir hutt eng Natura 2000..., also Dir net, et war d'Regierung vun 2006, déi huet eng Natura 2000-Zon um Territoire vu menger Gemeng definéiert, ouni dass eng Prozedur gemaach ginn ass. Dat heescht, déi Gemeng, där ech haut virstinn, déi wouss während dräi Joer net emol, dass se eng Servitude hat, well dat hat keen hir matgedeelt. Si war weder informéiert nach gefrot ginn, sou wéi eigentlech d'Gesetzgebung dat virgesäit. Dat heescht, et ass och eng reell Rechtsongesécherheet, wann dat net ëmgesat ass an de PAGE vun de Gemengen, par rapport zu de Gemenge selwer, mä och par rapport zu Dréitpersounen, déi eventuell Propriétaire vun deenen Terraine sinn.

Mir si fir Gemengen als en Deel vun der Landesplanung. Mir sinn net fir Gemengen als eng Hürd an als en Hindernis an der Landesplanung. Mir wëllen och dofir keng weider Hürden, keng weider arbiträr Prozeduren, déi scho schwéier genuch sinn. Mä mir hätte gären transparent, novollzëbar Regeln, déi dann am Respekt vun der Gemengenautonomie ëmgesat ginn. Dofir soe mer ganz kloer Neen zu Ärer Fro 17 a mir soe Jo zu Ärer Fro 18, well déi exakt dat erëmispigelt, wat ech elo hei gesot hunn.

Mir brauche méi regional Zesummenaarbecht, do si mer d'accord, awer net nëmme bei sougenannten interessante Projeten, och bei deene Projeten, wou et wéideet, och bei deene Projeten, wou een emol säi lokalen Hutt vertauschen.

An ech kommen dann zum Kapitel vun den Expropriatiounen. Et ass jo eng Meenung gefrot ginn. Ech widerhuelen lech déi Meenung. Iwwregens, dat, wat ech déi lescht 25 Minutten hei developpéiert hunn, hunn ech alles 2015 schon developpéiert. Zu den Expropriatiounen; ech weess net, ob et deemools esou vill Gedäisch war, mä op jidde Fall war et genau d'selwecht explizéiert.

Mir sinn der Meenung als CSV, dass d'Expropriatioun, also d'Enteengung, eng Ausnam muss bleiwen a keng Regel gëtt. Mir sinn der Meenung, dass d'Felder, wou Expropriatioun stattfënn, limitéiert a kloer ofgegrenzt mussen sinn. D'Felder - net am Sënn vu Felder, vun engem Feld, mä am Sënn vun deene Gebidder,...

► **Une voix**.- Richtig!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- ...an deenen d'Méiglechkeet besteet, fir eng Expropriatioun ze maachen - mussen an engem Gesetz verankert ginn.

Mir sinn net necessairement der Meenung, dass dat op Verfassungsrang muss gemaach ginn, well mer einfach de Problem vun der Landesplanung net um Niveau vun der Verfassung gesinn, mä op der Fro vun der Ëmsetzung vun der Landesplanung.

Mir sinn der Meenung, dass d'Utilité publique de Prinzip muss sinn. Mir sinn net méi der Meenung, wéi dat an de 60er Jore geschitt ass, dass Leit hir Terrainen ewechgeholl kréien um Kierchbierg, fir dass duerno privat Interète kënnen Suen domadder verdéngen.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Et muss an deem Gesetz kloer sinn, dass, wann eng Utilité publique gesprach gëtt, dass déi och „indeterminé“ ass - also ech schwätzen dat elo juristesch héchstwahrscheinlech falsch, mä dass dat ëmmer muss Interêt public bleiwen -, well ech d'Leit verstinn, déi Terrainen ewechgeholl kréien an iergendwann eng Kéier no 25 Joer oder 30 Joer mieren, dass do aner Leit amgaange sinn, den décke Benefiss op dem Terrain ze maachen, dee si net kruten.

A mir si prinzipiell der Meenung, dass eng gerecht Contrepartie fir de Besëtzer muss kommen, entweder duerch Kaf oder duerch Tausch. D'Aart a Weis, wéi dat soll geschéien, soll duerch Gesetz geregelt ginn. An dofir si mer och der Meenung, dass mer eng nei Organisatioun vum Akaf a vun der Gestiou vun Terrainen a vun der Expropriatioun brauchen. Mir kommen zur Konkusioun, dass déi e bëssen archaisch Aart a Weis, wéi dat haut fonctionnéiert, duerch méi eng modern Aart a Weis soll ersat ginn.

Par ailleurs si mer der Meenung, dass dat Gesetz zwar e Liichtbléck ass, ech hat et virdrun net gesot, e Liichtbléck, näamlech d'Gesetz iwwert d'Landesplanung, wat ech perséinlech als e Liichtbléck ugesinn, dass et vill Aarbecht war, allerdéngs, ob et esou rechtssécher ass, wéi Dir dat elo gesot hutt...!

Mir waren 2013 och der Meenung, d'Gesetz vun 2013 wär rechtssécher. An duerno hunn d'Gerichter eis gesot, dass et net esou rechtssécher war. Also mat der Ausso, fir ze soen, mir wäeren elo am rechtssécheren Raum, wär ech emol virsichteg. Ech géif elo emol ofwaarden, well doudsécher och nom neie Gesetz Saachen op d'Tribunal wäerte kommen, an déi wäerten dann iergendwann eng Kéier dozou Stellung huelen.

Mä mir sinn der Meenung als CSV, dass d'Gesetz iwwert d'Landesplanung duerch de Fait vun de Plan-sectorielle ganz vill Méiglechkeete gëtt, fir eigentlech déi Felder ze delimitéieren an dann d'Regel no enger Prozedur, déi muss fonnt ginn, spille kënnen ze loosse an deene véier primäre Plans sectoriels.

Mir kënnen eis awer och virstellen, well et och do ganz vill mat Interêt général ze dinn huet, dass et bei Flüchtlingsstrukturen, Altersheimer, Vëlospisten, déi no landesplaneresche Kritäre festgeluecht ginn, transparent an objektiv kann no enger wueliwuerluechter Prozedur zu Expropriatiounen kommen.

Mir schwätzen eis awer genaousou däitlech dergéint aus, dass dat zur Regel gëtt an dat quasi fir alles, wat d'Politik mengt, wat dann d'interêt général kéint sinn, an do kann dat och - wéi soll ech soen? -, do kann dat ganz wäit goen. Do si mir net derfir an do bleiwe mer och dergéint.

Ech wëll d'ailleurs nach eng Kéier rappéléieren, dass all Parteien heibannen, wann ech dat richtig an Erënnerung hunn, de Projet iwwert den Aménagement du territoire gestëmmt hunn.

Mir sinn, wéi Dir, fir eng grenziwwerschreidend Politik an der Landesplanung. Mir sinn, wéi Dir, der Meenung, dass dat net à tarif zéro ass, dat heescht, d'Landesplanung muss Moyene kréien, fir kënnen hir Politik ze maachen.

Mir sinn och der Meenung, dass een eng Ëmännerung vum Impôt foncier - dat ass och e Methusalem - soll virhuelen. Zwou Consideratiounen: déi éischt muss ee gesinn am Kader vun der genereller Besteuerung vun de Leit, well et ass eng Besteuerung, eng zousätzlech Besteuerung, déi mir an deem Mooss aneschtens hu wéi an anere Länner. Et ginn ëmmer aner Länner beméit. Mä et muss een awer wëssen, dass



an anere Länner de Besteuerungssystem och zum Deel ganz anescht ass, well do d'Col-activités locales zu engem groussen Deel iwwert den Impôt foncier bezuelt ginn, während mir hei zu Lëtzebuerg säit Jorzéngten e System hunn, wou d'Besteuerung vum Bierger eigentlech dozou déngt, dass den nationalen an de lokalen Niveau kënne liewen.

Dat ass déi éischt Remark, déi mer wëlle maachen. An déi zweet Remark ass déi, dass et selbstverständlech sech ëm de Grond handelt - also „de Grond“ „der Grund“ -, iwwert dee mer hei diskutieren.

Ech kommen zu menger Konkusioun. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV ass der Meenung, dass d'Landesplanung wichteg ass. Dat ass näischt Neits. Mir sinn der Meenung, dass et en Domän ass, dee sech net a Legislaturperioden arechne kann, mä deen een eigentlech iwwer 15, 20 Joer permanent am A muss behalen.

Et ass en Domän, an deem ee vill Courage an e laangen Otem brauch, an deem ee muss akzeptéieren, dass bei deem, wat een entwéckelt, een net méi deeselwechten ass, dass een net deen ass, deen dat duerno nach ze realiséiere kritt.

Mä mir si virun allem der Meenung, dass e weidere substanzuellen Effort muss gemaach ginn, fir d'Landesplanung nach méi transparent, méi novollzëibar a méi kloer hierarchiséiert ze maachen. Dat ass fir eis d'Grundvoraussetzung, fir dass déi Iddien, déi Dir hutt, déi mir inhaltlech ganz vill deelen, a ganz villen Deeler och deelen, dass déi eng Chance hunn, fir sech och duerno iergendwann eng Kéier um Terrain kënnen ze realiséieren.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Nächste Riedner ass den Här Yves Cruchten fir d'LSAP.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Virfeld vun deem Debat krute mer e gréissert Dokument zougestallt, wat nach emol alles zesummefaasst, wat sech an deene leschte Joren am Beräich vum Aménagement du territoire esou gedoen huet. Op Basis vun deem Dokument si mir dunn als Parteie gebiede ginn, 24 Froen, déi dacks nach ënnerdeelt sinn, ze beäntweren. Ech mengen, et waren der um Enn iwwer 50.

(**Interruption**)

Wéi sot Der, 75?

D'Zäit war op alle Fall ze knapps, fir dass een dat zesummen an der Kommissioun hätt kënne breet diskutieren an ee gemeinsame Rapport hätt kënne virleeën. Par contre hu mer awer eng Rei Akteure gefrot, fir eis hir Vuen dozou matzedeelen. An ech soe vun hei aus all deenen, déi dru matgeschafft hunn, fir eis a kierzester Zäit dorop ze äntwerten, e grouse Merci.

Fir mäi Bäitrag zu deem Debat wäert ech d'Froen, déi gestallt ginn, als roude Fuedem benotzen a probéieren, eng no där anerer am Numm vun der LSAP ze beäntwerten.

Dës Froen betreffen nëmme indirekt den Aménagement du territoire, mä un éischer Plaz d'Entwécklung vun eisem Land. Dat ass och absolut logesch, well den Aménagement du territoire ass just en Instrument, fir op engem limitéierten Territoire verschidde Zonen ënnerschiddlech Fonctionnalités zouzeweisen.

Et muss een also fir d'Éischt wëssen, wat fir eng Entwécklung ee wëllt ënnerstëtzen, ier een decidéiere kann, wéi d'Instrument vum Aménagement du territoire agesat soll ginn an ob de legale Kader dozou optimal ass, fir déi gesaten Ziler dann och ze errechen.

Déi éischt dräi Froen betreffen dann och de Stellwäert, deen den Aménagement du territoire an eiser Gesetzgebung soll hunn. Een Hindernis, dat eng Ëmsetzung vun all deene schéine Pläng fir eng méi nohaltege Entwécklung dacks schwéier, wann net souguer onméiglech mécht, ass d'Eigentumsrecht, dat Verfassungsrang an domat e ganz héije Stellewäert huet.

Hei ass d'Fro, ob een deem net sollt an der Verfassung e Géigegewicht ginn, esou wéi dat zum Beispill an Däitschland de Fall ass. An der däitscher Verfassung, do heescht et: „Eigentum verpflichtet. Sein Gebrauch soll zugleich dem Wohle der Allgemeinheit dienen.“ Op dës Manéier gëtt engersäits de Schutz vum Privateigentum bestärkt an anersäits kloergestallt, dass den Notzen, deen de Propriétaire aus deem Besëtzt zitt, net zulaaschte vun der Allgemeinheit d'ärf goe respektiv den allgemengen Interessi soll féerden.

Als LSAP fanne mir deen Usaz eigentlech gutt. A menges Wëssens hat den Alex Bodry dës Pro-

pos och mat abruecht an d'Diskussiounen ëm d'Verfassungsreform, mä et gouf leider heizou keng Majoritéit.

Ech sinn der Meenung, dass dat éischer eng philosophesch Fro ass an dass esou e Passus an der Verfassung net direkt en Impakt op eis Legislatioun zum Aménagement du territoire hätt. Par definition ass all Aménagement du territoire en Agréff an d'Eigentumsrecht, andeems ee festleet, wat wou erlaabt ass.

All Gesetzer, déi Virschäfte maachen, wat een op sengem eegenen Terrain maachen d'ärf a wat net, sinn en Agréff an d'Eigentumsrecht. An der Praxis kënnt et vill méi drop un, wat am Detail an eise Gesetzer steet. Och mat enger däitscher Versioun vun deser Dispositioun vun der Verfassung wier d'Eigentumsrecht net wider geschwächt ginn.

E Beispill heifir ass d'Recht op Entscheedegung, wann en Terrain zum Propriétaire sengem No-deel ëmklässiert gëtt, oder och de Fait, dass mer d'Amenagementsgesetz hu missen esou ofänneren, dass d'Konditiounen, ënner deene kann enteegen ginn, ganz kloer an deem Gesetz musse verankert ginn an et net mat engem Règlement grand-ducal duergeet.

An all Rechtsstat muss et e gewëssenen Equilibre ginn tëschent dem Recht op Eigentum an dem Recht vun der Allgemeinheit. An, jo, et ass kloer, dass eng Enteegung eng Ausnam muss sinn an natierlech nëmme ka geschéien, andeems am Virfeld eng gerecht Entscheedegung geleescht gëtt.

Dann ass do d'Fro, ob den Aménagement du territoire als Instrument vun enger nohalteger Entwécklung soll an d'Verfassung geschriwwen ginn. Als LSAP si mir net derfir. Den Aménagement du territoire ass nëmme en Instrument vu villen, fir d'Zil vun enger méi nohalteger Entwécklung ze errechen. Well zu Lëtzebuerg den Terrain esou limitéiert ass, ass dat natierlech eng vun deene Ressourcen, déi méiglechst rationell muss genotzt ginn, wa mer der nächster Generatioun déiselwecht Chancë wëlle loosse. Mä dat ass awer nëmme en Aspekt vun der nohalteger Entwécklung. Een anere wichtige Aspekt ass zum Beispill d'Budgetpolitik, déi ee Piler vun der nohalteger Entwécklung duerstellt an dem Aménagement du territoire net kann ënnergeuerdet ginn.

Dës Fro suggeréiert deemno, dass den Aménagement du territoire misst iwwer anere Politikfelder stoen. Et gëtt dobäi vergiess, dass den Umweltschutz an d'Erhale vun natierleche Ressourcen just ee Volet vun dräi vum Konzept vun der nohalteger Entwécklung sinn an dass d'Ökonomie an och Soziales genausou wichteg sinn.

Dat kënnt vläicht vum Androck hier, dass mer zu Lëtzebuerg besonnesch am Umweltvolet Defiziter hunn. Et soll ee sech awer net täuschen! Eis gutt wirtschaftlech Situatioun an eis gutt Sozialsystemer kënne sech ganz séier verschlechteren, wa mer net permanent Efforte maachen, fir deen Niveau ze halen. An da geet och rapid d'Akzeptanz vun de Leit erof fir déi staark Umweltpolitik.

An déiselwecht Ha schléit déi drëtt Fro, déi ech e bësse bizarre fannen. Hei solle mer vun der EU virgeschriwwen kréien, wéi mer eisen Aménagement du territoire ze organiséieren hunn. Esou e Virschlag enthält eigentlech eng Kritik un der Regierung, déi an der Logik net selwer am beschte wéisst, wéi een deen Dossier upake soll.

Ech ka mer net virstellen, dass d'Europäesch Unioun an deem Beräich eng Direktiv géif ausschaffen, déi fir all Länner a Regione géif gellen an en plus méi effektiv wier wéi dat, wat mir elo hunn. Ganz ofgesinn dovun, dass d'Europäesch Unioun keng Kompetenz huet, fir dat ze maachen, gesi mir als LSAP doranner och keng Plus-value.

Wat déi véiert Fro betrëfft, sou si mir grondsätzlech mat der Ausriichtung vum Szenario 3 d'accord. Deen Szenario ass dee berüümten „Développement organisé et harmonieux“. Et muss ee sech just bewusst sinn, dass et eis och domadder goe ka wéi mam IVL a mer vun der Realitéit iwwerholl kënne ginn. Den Szenario 3 gëtt eng gutt Orientéierung derfir, wat de Stat an den nächste Jore sollt ënnerstëtzen a wat net. Nach muss een domat rechnen, dass d'Leit aner Prioritéite setzen a mer herno nëmme zu engem Deel do erauskommen, wou mer eigentlech hiwollten.

Mir kënnen eis méi Mixitéit wënschen am Raum, fir Commerce an den Uertschaften ze schafen, nach brauch et Geschäftsleit, déi do eng reell Perspektiv fir sech gesinn. Et kann ee méi Wunnaum an der Stad schafen, mä et wäert weiderhi vill Leit ginn, déi sech dës Wunnengen net leeschte kënnen. An et wäert weiderhi Leit ginn, déi dovunner dreemen, e Bungalow an der Mëtt vun engem 12-Ar-Terrain ze hunn. Wa se sech deen hei net leeschte kënnen, da gi se eben an d'Nopeschlänner.

Ech wëll domat soen, dass mer glécklecherweis net an enger Diktatur liewen, wat jo gutt ass, och wann dat et méi schwéier mécht, den Aménagement du territoire, wéi mir eis en heiansdo virstellen, an d'Realitéit ëmzesetzen.

Da wéilt ech zur Fro iwwert déi nei Plans directeurs sectoriels kommen. Mir hu ganz rezent dat net Gesetz gestëmmt, dat et eis endlech méiglech mécht, déi véier grouss Plans sectoriels, déi zanter Joren an der Schwief hänken, an d'Prozedur ze ginn. Dat sollt menger Meenung no eis éischt Prioritéit sinn. Dës Plans sectoriels decken an den Ae vun der LSAP déi wichtegst Beräicher of, déi mer fir eis zukünfteg Entwécklung brauchen.

Aus den Ziler vum Aménagement du territoire, wéi se an deem neie Gesetz definiert sinn, kann een erauslesen, dass nach e Plan sectoriel zu de grouse Surfaces commerciales nokënn. Et ass ganz richtig, dass grouss Akafszentren dacks enorm vill Fläch verbrauchen an zudeem net gutt un den öffentlichen Transport ugebonne sinn, soudass si zousätzleche Verkéier generéieren. Gläichzäitig hëlt de klengen, lokale Commerce of.

Als LSAP si mir derfir, de klenge Commerce an den Uertschaften ze ënnerstëtzen an nei Akafszentren entweder direkt an d'Stied eranzesetzen oder derfir ze suergen, dass se méi an d'Héicht bauen, manner Fläch fir Parking versigelen an op Plazen entstinn, déi verkéiersternes och gutt ugebonne sinn.

Wann dat sech am beschten iwwer e Plan sectoriel maache léisst, da si mir domadder averstane. Dat wier dann och schon d'Äntwert op déi zwieleft Fro. Generell wier et awer gutt, bei all neiem Sujet genee ze präiwen, ob e Plan sectoriel dat einfachst an dat effikast Mëttel ass, fir dat gewünscht Zil ze errechen. Wat mer méi Plans sectoriels maachen, wat d'Konflikter tëschent deene verschidde Pläng viraussichtlech och méi grouss ginn.

Esou e Beispill ass a mengen Aen eng Demande, déi regelméisseg vun der Säit vun de Bauere kënn, fir Zone-agricollen auszewiesen, déi der Landwirtschaft virbehale wieren. D'Argument ass, dass landwirtschaftlech genotzte Flächen an de Gréngzone leien ouni spezifesch Funktioun an domat bei der Erweiderung vu PAGen och landwirtschaftlech Flächen ëmklässiert gi fir aner Zwecker, soudass de Baueren ëmmer manner Terrainen zur Verfügung stinn.

En Hannergedanken ass wahrscheinlech och, fir Deeler vum Terrain kënnen ofzegrenze vun den Naturschutzonen a Quellschutzgebiddern, déi méi grouss ginn a wou d'Baueren ëmmer méi Contraintë mussen akzeptéieren.

D'Fro ass deemno, fir wat fir eng Landwirtschaft esou eng Zone agricole géif reservéiert ginn. D'Landwirtschaft steet näamlech net per se am Konflikt mam Naturschutz. Dat betrëfft un éischer Plaz eng intensiv, méi industriell ausgeriicht Landwirtschaft. Eng extensiv Landwirtschaft, déi no de Prinzipie vun der Kreeslafwirtschaft funktionéiert, déi keng Pestiziden asetzt an esou weider, funktionéiert net nëmme gutt a Schutzgebiddern, si ass souguer en noutwendeg Element, fir dës ze erhalen.

Unni eng nohaltege Landwirtschaft kann een Deel vun eise Kulturlandschaften guer net bestoen. Si dréit zur Verbesserung vun der Biodiversitéit bäi, hëlleft, eis CO<sub>2</sub>-Emissiounen ze reduzéieren, erhält a verbessert d'Buedemqualität. Bestëmmt Naturschutzonen a geschützt Kulturlandschaften sinn deemno gläichzäitig Zonen, déi fir e bestëmmt Typ vu Landwirtschaft reservéiert sinn.

Et wier a mengen Aen net gutt, wa mer en aneren Deel vu landwirtschaftlechen Zone géife schafen, deen explizitt enger méi intensiver Landwirtschaft virbehale wier. Mir wëlle jo, dass d'Landwirtschaft insgesamt méi nohaltege gëtt, soudass méi laangfristeg gesinn Naturschutz a Landwirtschaft Hand an Hand ginn.

D'Bauere mussen an Zukunft entsprechend bezuelt gi fir déi Leeschtungen, déi si am Déngscht vun eis, vun der Allgemeinheit, leeschten an déi haut net remuneréiert ginn. Nach bleift de Problem, dass landwirtschaftlech Fläche verbraucht gi fir Logements- oder aner Projeten.

D'Buedenschutzgesetz kann eis hei en Usaz ginn, fir d'Versigele vu Biedem, déi géeeent si fir d'Liewensmëttelproduktioun, ze verhënnern. Mir brauche landeswäit eng Zort Kadaster mat enger Evaluatioun vun der Buedemqualität. Et soll ee sech dobäi net op de Pollueur-payeur-Prinzip beschränken, mä och Ureizer schafen, fir déi chemesch a biologesch Qualität vun eise Biedem ze verbesseren. Och hei kann d'Landwirtschaft e wesentleche Bäitrag leeschten.

Wa mer bis esou e Kadaster hunn, da muss een iwwerpräiwen, ob een e Plan sectoriel brauch, fir sécherzestellen, dass qualitativ héichwäerteg Biedem net degradéiert ginn, oder ob een dat och mat anere Moyene kéint errechen.

Da kommen ech zur grousser Fro vun der Croissance. Ech géif do gären d'Fro 6 a 7 zesummenhuelen, well se sech natierlech och iwwerschneiden.

Als Éischt emol muss ee soen, dass mer iwwerhaupt eng Diskussioun iwwert d'Croissance hunn, ass, well mer eng Rei Problemer hunn, déi domat zesummenhängen an déi och vun de Leit dobause ganz staark wouergeholl ginn. De Logement gëtt ëmmer méi deier, den Trafic hëlt permanent zou, a mir verbrauchen ëmmer méi natierlech Ressourcen, déi just begrenzt zur Verfügung stinn. Déi éischt zwee Problemer hänken zesumme mat der Zuel vun de Leit, déi hei wunnen an hei schaffen.

Da komme mer zréck op de Pendlerzeenario an den Awunnerzeenario. Wa mer besser Méiglecheite schafen, fir dass méi Leit hei wunne kënnen, musse mer méi dicht bauen, méi Schoulen, Crèchen a soss Servicer nach schafen. Wa mer dat net maachen an esou d'Awunnerzuel méi kleng halen, wuessen d'Wunnungspräisser nach méi staark wéi haut. Da kréie mer méi Frontalieren an nach méi Verkéier. Soulaang Lëtzebuerg daitlech méi héich Paie bezilt wéi d'Länner ronderëm eis a besser Sozialsystemer huet, wäerte leider vill Leit probéieren, hei eng Aarbechtsplaz a wa méiglech eng Wunneng ze kréien. Dës Drock wäert also bliwen.

Duerfir musse mer souwuel op ekonomeschem Plang wéi och an der Landesplanung insgesamt iwwer eis Grenzen ewech denken a plangen. Lëtzebuerg läit am Zentrum vun enger Regione. Eis Problemer sinn zum Deel och d'Problemer vun eisen Noperen. Kommt, mer probéiere se zesummen ze léisen!

Dës Diskussioun kréie mer trotzdeem ëmmer erëm, wa mer en neie Betrib usidelen, deen Aarbechtsplaz schafft. D'Iddi ass déi, dass de Bevolkerungswuesstum reduzéiert gëtt, wa mer net méi esou vill nei Aarbechtsplaz schafen, déi gréisstendeels dann och nach géife mat Frontaliere besat ginn. Dozou muss ee soen, dass d'Residenten, an d'Lëtzebuerg ganz besonnesch, héich Uspréich un d'Servicer an d'Sozialleeschunge vum Stat hunn. Déi musse finanzéiert ginn iwwer wirtschaftlech Aktivitéiten, déi da Recettë generéieren.

Et héiert een ëmmer erëm d'Argument, et kéint ee jo mat manner Sue liewen, wann duerfir an anere Beräicher d'Liewensqualität net duerch de Wuesstum géif beanträchtegt ginn. Zum engen ass dat en Argument, wat nëmme op gutt situéiert Leit passt, well et kann nach laang net jiddwereen esou einfach op Sue verzichten. Dës Diskussiounen kënnen zum Beispill Mindestlounempfänger sech iwwerhaupt net leeschten.

Zum anere brauch de Stat déi héich Recetten zu engem gudden Deel, fir Schoulen, Crèchen, Spideeler, Altersheimer an aner sozial Institutiounen ze finanzéieren, wou och Leit aus der Mëttelschicht kaum oder guer keng Aschränkunge wéilt mat a Kaf huelen. Et ass also komplett verréckt, fir de Wirtschaftswuesstum selwer a Fro ze stellen.

Wat mer awer mussen an de Grëff kréien, dat sinn d'Begleiterscheinungen, déi negativ Konsequenze vun deem Wuesstum. An zemoos an de Froen vum Mobilitéit hu mer an der Vergaangenheet vill ze vill Zäit verluer, an eisen onendlechen Debatte verluer, amplaz ze handelen. Déi lescht Joren ass do vill geschitt. Nach géllt et, e grouse Retard opzehuelen op der Strooss an och op der Schinn.

Mir brauchen also wirtschaftlech Croissance. Brauche mer och esou vill nei Aarbechtsplazen? An der Situatioun, an där mer sinn, wier et jo ideal, Aktivitéiten unzeseien, déi vill Recettë mat weineg Personal géife generéieren. Dat kann een zum Deel maachen. Mä dat si meeschtens Aarbechtsplaz fir Leit, déi héich, ganz héich qualifizéiert sinn. A mir musse jo awer och derfir suergen, dass och manner qualifizéiert Leit nach an eisem Land eng Aarbecht fannen.

An der Kris hu mer gutt gesinn, dass de Chômage zu Lëtzebuerg iwwerproportional klëmmt, wa manner nei Aarbechtsplaz geschafft ginn, well de Konkurrenzdruck op manner qualifizéiert Residentë ganz staark klëmmt. Eng weider Fro ass natierlech, ob déi Jobben, déi mer zousätzlech schafen, am Industrieberäich solle sinn. Wëlle mer nei Produktiounsbetriben, déi noutgedronge Ressourcë verbrauchen an Nuisancë mat sech bréngen?

D'Äntwert fir d'LSAP ass kloer: jo! Mir wëllen, dass Lëtzebuerg och an Zukunft nach e Produktiounsland ass. Ech weess net, wéi dacks mer hei an der Chamber lamentéiert hunn, deemools hunn ech et virum Fernseh ge-



lauschtert, dass mer immens ofhängeg si vun de Banken- a Finanzsecteuren, déi ganz volatil sinn an hir Aktivitéite vun engem Dag op deen anere kënnen an d'Ausland verleeën.

Mir hunn ëmmer gewarnt, dass eis Economie net genuch diversifizéiert wier. Dat bedeit, dass mer aner Wirtschaftseeler mussen opbauen a Produktionsbetreiber mussen unzéien.

Duerfir gëtt et op d'mannst zwou Konditiounen: D'Betribber mussen um neiste Stand vun der Technik sinn, fir esou ressourcëschränkend an ëmweltfrëndlech wéi méiglech ze produzéieren.

An zweetens kënnen mer keng Betreiber usidelen, deene mer net déi noutwendeg Ressourcen zur Verfügung stelle kënnen, well et hei am Land net genuch dovunner géif. Vun Ufank u muss also d'Fro gestallt ginn: Hu mer den Terrain, deen dës Firma brauch? Hu mer genuch Waasser? Ginn d'Emissiounswärter trotz Asaz vu modernster Technologie iwwerschritt?

Déi Debatt, déi mer an der Lescht féieren, all Kéiers, wann en neie Betrib sech néierloosse wëllt, ass gutt, wa se eis dozou bréngt, iwwer all Konsequenzen nozedenken. Wann ech déi Debatt iwwert de Ressourcenverbrauch ausdrécklech begréissen, sou vermessen ech awer eng gewëssen Objektivitéit an där Diskussioun.

Wann ech als Gemengeresponsabele géif gesot kréien, dass en neie Betrib géif esou vill Waasser verbrauche wéi 20.000 Awunner, da géif ech och als Éischt emol eng Kéier schlécken. Esou Zuelen erfëieren, wa se net an de richtege Kontext gesat ginn.

Wat verbrauchen dann aner Industrien oder Liewensmittelproduktiounen? Wéi ass et mat deem realen awer och mat deem virtuelle Waasserverbrauch? Fir e Kilo Fleesch gi 15.000 Liter Waasser gebraucht. Fir eng Jeans, mengen ech, 8.000 Liter. Fir en Auto alt bis zu 300.000 Liter. Wéi vill Waasser hu mer iwwerhaupt hei am Land zur Verfügung? An dann: Misst een net dee gesamten Zyklus vun der Produktioun analyséieren?

Ech hu gëschter Mëtteg gelies, dass an Däitschland e Jugurtsbecher an der Moyenne 9.115 km hanner sech huet, wann e bis verziert gëtt. Also, dat ass d'Addition vum Wee vun der Aerd Bier, vun der Mëlch a esou weider an esou fort. Ass et dann net richteg, och ze berücksichtegen, wann d'Produktioun no bei d'Matière première, an deem Fall bei d'Mëlch, an och no bei de Konsument kënn?

Dir gesitt, et si vill Froen, wann et ëm eis Ressourcen geet, op déi mer net onbedéngt eng Antwort hunn. Duerfir solle mer rational mat deene Froen ëmgoen a manner ideologesch. Dobäi sinn déi natierlech Ressourcen wéi e Budget, mat deem ee muss ëmgoen. De Problem, dee mer am Ablack hunn, ass, dass mer zwar nei Ausgabe kënnen aschätzen an duerfir all neie Betrib mësstrauesch ënnert d'Lupp huelen. Mir hunn awer, op d'mannst als Deputéierten, keng kloer an transparent Opléschung vun - soe mer emol - deem aktuelle Kontostand.

Beim Waasser ginn ech dovun aus, dass de Ministère am Prinzip all d'Donnéen huet, mä si stinn der Effentlechkeet net an enger einfacher, liesbarer Form zur Verfügung. Do misst ee kënnen op ee Bléck gesinn, wéi vill Drénkwaasser mer kënnen pro Joer enthuelen, ouni dës Ressource ze iwwernoten.

Do dernieft bräicht ee pro Secteur Zuelen zum reelle Verbrauch, an dat Ganzt oflafend natierlech, soudass een och als Laie gesäit, wéi dat evoluéiert. Bei den Zäregasen hu mer dat jo am Prinzip. Mir bräichten dat awer och an allen aneren Domänen, déi bei der Implantatioun vun engem neie Betrib eng Roll spillen, wéi zum Beispill bei der Loftverschmutzung a bei der Buedemqualität.

Et geet eben net duer, en neie Betrib ze bewäerten. Et muss een d'Entwécklung insgesamt kucken. Wann ee Betrib zoumécht, deen héich Emissiounen hat, ka jo gären en aneren amplaz kommen, dee méi produktiv ass a manner Emissiounen produzéiert.

Wann eng Industriefriche opgewäert gëtt, kann anzousch anescht eng Aktivitéitszon entstoan an de Bilan insgesamt nach ëmmer positiv sinn. Duerfir brauche mer all dës Donnéeën, souzeseo den nationale Kontostand vun eise Ressourcen, an dat wär emol eng konkret Propos.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Qualitative Wuesstum ass net gläichesetzt mat enger Desindustrialiséierung. Et ass eng Entwécklung hin zu méi effiziente Produktiounsmethoden, woubäi den Idealfall natierlech d'Economie cir-

culaire wier. Wa mer weider Betribber unzéien, brauchen dës awer Rechtssécherheet. Si mussen vun Ufank u kënnen aschätzen, wat fir Konditiounen se mussen erfëllen. Wa si sech dann un all gesetzlech Oplagen halen, mussen si och eng Geneemegung kënnen kréien.

Déi aacht Fro betrëfft méi d'effentlech Hand wéi de Privatsecteur. Et geet hei ëm en Nohaltegkeetscheck bei legislative Projeten. Mir hunn am Moment bei all Projet eng Fiche financière an eng Fiche zur Egalité des chances bäileien. Wann ee kuckt, wat fir een Impakt dat bis elo hat, muss ee sech froen, ob dat déi beschte Method ass. Bei engem Nohaltegkeetscheck geet et jo primär ëm d'Coherence vun eiser Politik. Wa mer wierklech virukomme wëllen, muss deen Nohaltegkeetscheck méi fréi an der Prozedur an am beschten nach virum Lancement vun der legislativer Prozedur gemaach ginn.

Ier e relevante Projet an de Regierungrot geet, misst um interministerielle Plang iwwerpréift ginn, wat den Impakt vun deem Projet op aner Domänen ass. Et kéint een am Sënn vun der Nohaltegkeet verlaangen, dass do, wou et Sënn mécht, Optione preparéiert ginn, déi en Impakt op de Käschtpunkt, op d'Gläichberechtigung an op d'Nohaltegkeet hunn. Et wier dann un der Regierung, sech fir eng Option ze entscheeden an dese Choix am Dossier, dee mir da kréien, ze begrënnen.

An der Fro Nummer néng gi mer no neie Propose gefrot, fir de Flächeverbrauch ze reduzéieren. Ech mengen, dass mer schonns immens vill Proposen um Dësch leien hunn an dass et hei net u gudden Iddie feelt. Dat, woumat mer eis awer schwéierdinn, ass déi konkret Ëmsetzung. Wa mer de Leit net konkret an attraktiv Beispiller virum Ae féieren, wéi ee ka mat manner Flächeverbrauch flott Projekte realiséieren, kréie mer net dee Mentalitéitswandel ugestouss, dee mer brauchen. Dat wier fir d'LSAP och en Haaptzweck bei der Fro eelef. Natierlech ass et wichteg, Sensibiliséierungskatiounen ze maachen an den Thema nohalteg Entwécklung als transversale Sujet an de Schouloprogrammer virzugesinn. Am wichtegste sinn allerdingens positiv Beispiller, déi d'Leit inspiréieren.

Ëmgedréit kënnen schlecht ëmgesate Projeten och e ganz negativen Effekt hunn. Ech denken do un de Logement, wou mer a relativ kuerzer Zäit staark Oplage gemaach hunn, fir just Passivhauser ze bauen, déi an der Praxis awer, niert de méi héije Käschte vum Wunnen, ville Leit och Problemer maachen. Fassaden, déi gréng ginn, Belüftungsanlagen, déi permanent Kaméidi maachen, Schimmel un de Wänn an esou weider sinn eng Konsequenz vun enger schlecht ëmgesatener Politik, déi fir eng Rei Leit schwéier Problemer schafft an insgesamt eng ganz skeptesch Haltung an der Bevelkerung fir dës Bauweis a fir ëmmer méi Nohaltegkeet no sech zitt.

Wat d'Fro Nummer zéng ugeet, esou maache mer jo scho villes, wat d'Rekonversiou vun Industrieflächen ugeet. Wat den Inventaire vu polluéeierte Sitten ugeet, esou ass dat jo en Thema an deem neie Buedenschutzgesetz. Esou wéi ech dat virdu gesot hunn, misst een dat nach ergänzen duerch e Kadaster vu qualitativ gudd Biedem, op deene Liewensmittel kënnen ugebaut ginn.

Da kommen ech zu de Steieren an Taxen, d'Froen 13 bis 14. Eisen Innenminister huet viru Kuerzem eng Gemeengefinanzreform gemaach, déi d'LSAP absolut begréisst a wou mer och absolut kee Grond gesinn, déi direkt erëm a Fro ze stellen, nodeem Jorzéngten näischt an deem Domän geschitt ass. Mir fanne den Verdeelungsmechanismus, wéi en elo ass, gerecht a begréissen déi sozial Komponent, déi do zum Droe kënn. Mir hunn awer näischt dergéint, dass eng Etüd gemaach gëtt iwwert d'Wiesselwirkungen tëschent de Gemeengefinanzanzen an der nohalteger Entwécklung.

Mir sinn iwwerzeugt, dass d'Grundsteuer reforméiert muss ginn, ouni ze ënnerschätzen, wéi schwierig dat ass. Op alle Fall solle Wunnengen an Terrainen, déi aus Spekulationsgrënn ongenotzt bleiwen, méi héich taxéiert ginn. Dobäi muss ee Rücksicht huelen op Leit, déi krank oder am Altersheim sinn an duerfir net an hirer Wunneng liewen, oder op rechtlech Situatiounen, wou Proprietären och keng aner Méiglechkeet hunn. Esou wéi ech et schonns an der Debatt iwwert de Logement sot, sollte mir déi Taxen op nationalem Niveau aféieren, wa mer haut feststellen, dass déi kommunal Taxen net gräifen oder d'Gemenge sech schwéierdi mat dem Applizéieren vun deenen Taxen.

Mir sinn och derfir, dass d'Plus-value, déi bei enger Ëmklässierung vun Gréngland zu Bauland entsteet, soll taxéiert ginn, als Géiegewicht dozou, dass d'effentlech Hand dem

Propriétaire eng Indemnitéit muss bezuelen, wa se Bauland zu Gréngland zréckklasséiert. Allerdingens weist de Syvicol zu Recht dorop hin, dass de Risiko besteet, dass d'Proprietären da guer net méi verkafen. Et muss een hei also mat Aemooss virgoen, virum allem awer brauch een a mengen Aen e politesche Konsens an och eng kohärent Approche.

D'Fro Nummer 16 betrëfft déi ënnerschiddlech Entwécklung, déi am urbanen an am ländleche Raum muss gefërdert ginn. Wéi scho gesot, ënnerstézt mir als LSAP, an ech mengen déi meeschte Parteien, d'Entwécklung nom Zeenario 3, wou urban Zentre verdicht an hir Mixitéit vun de Funktiounen an Equilibre bruecht gëtt, grad ewéi eng manner staark Urbaniséierung vum ländleche Raum, dee qualitativ muss opgewäert ginn, ënner anerem duerch eng méi nohalteg Landwirtschaft, duussen Tourismus an eng gutt Liewensqualität fir d'Awunner, déi den Duerfcharakter vun den Uertschaften appreciéieren, an deene se wunnen.

Muss een duerfir de ländleche Raum zousätzlech férdere? A muss een e méi férdere wéi den urbane Raum? Als LSAP si mir net där Meinung. An ech erklären och elo, firwat. Et ass richteg, dass d'Entwécklungszentre mat méi engem héijen Awunnerwuesstum iwwert d'Gemeengefinanzreform an de Pacte Logement finanziell Hëllef kréien, déi dee ländleche Raum net an deem Mooss kritt an dann och net méi kréie kann.

D'Käschten, déi fir d'Entwécklungszentre mat deem Wuesstum verbonne sinn, leien awer ganz sécher iwwert de Bähilfen, soudass se net vis-à-vis vun de Landgemenge bevurdeelt ginn. Et ass awer och richteg, dass et Bähilfen muss gi fir Projeten, déi d'Nohaltegkeet an d'Qualitéit vun der natierlecher Ëmwelt verbesseren. Et sollt desen Typ vu Bähilfen net nom Kritär ländlech oder urban Gemenge ginn, mä entsprechend der Qualitéit vu konkrete Projeten.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Wa mir wëllen, dass d'Leit akzeptéieren, méi dicht beieenen ze liewen an a méi klengen Appartementer an enger Residence ze wunnen, da geet et net duer, een Héichhaus nom aneren ze bauen. Mir brauchen héichwärtig urban Konzepter amplaz vun enger Promoteursarchitektur.

E wichteg Facteur an dese Konzepter sinn d'Gréngflächen an Noerhuelungsgebieder am urbane Raum. Ech schwätzen net nëmme vu Parken a Spillplazen, mä och vun enger Bauweis, déi Privatsphäre zouléist an en direkte Kontakt mat der Natur erméiglecht. Den „urban gardening“ ass e feste Bestanddeel vun esou engem Konzept. Zu Lëtzebuerg hu mer do nach en zolitte Réckstand. Et wäert also souwuel an de ländleche wéi an den urbane Gemengen en echten Challenge sinn, fir d'Qualitéit an deem Sënn ze verbesseren, a Projeten, déi dozou bäidroen, mussen gefërdert ginn.

Dat féiert direkt zur Fro 21. De Stat muss dat néidegt Fachwëssen a Berodung bereitstellen, wann d'Gemengen den Challenge solle packen, an dat kann iwwer Konventioun oder eng aner Form vu Partnerschaft goen. Déi Partnerschaft muss sech och net op den effentleche Secteur beschränken. Wéi dat konkret am beschte geet, sollt ee vu Fall zu Fall kucken.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

E wichteg net staatlechen Akteur ass d'Landwirtschaft. Si huet ee ganz wesentlechen Afloss op d'nohalteg Entwécklung. Et ass ee Beräich, deen an de kommende Jorzéngte virum enormen Erausforderung steet. Jee nodeem, wéi dee Secteur sech entwéckelt, kann en eng Brems fir eng nohalteg Entwécklung oder awer och e staark Motor derfir sinn. Déi staatlech Hëllef, souwuel finanziell wéi och wat d'Recherche, d'Berodung ugeet, wäert hei decisiv sinn. Eng staark Partnerschaft mat der Landwirtschaft, wou de Stat mat de Baueren an net géint d'Bauere schafft, fir dee Secteur méi widerstandsfäeg ze maachen, ass onverzichtbar.

Zesumme muss Weeër fonnt ginn, déi sozial Situatioun vun de Baueren ze stäerken, hinnen e korrekt Akommes ze garantéieren a se manner ofhängeg ze maache vun internationalen Entwécklungen. Duerfir muss e laangfristeg Zil ausgeschafft ginn, wat et de Baueren erlaabt, sech schrittweis ëmstellen, soudass se déi zukünftige Verännerungen iwwerstinn.

De Conseil supérieur pour un développement durable huet hei eng ganz detailéiert Antwort ginn. Ob et méiglech ass, esou eng staark Verännerung bis 2050 ze errechen, dat sief dohigestallt. Am Sënn vun der nohalteger Entwécklung missten d'Efforte vum Stat an de Baueren awer ongeféier an déi dote Richtung goen.

Da kommen ech zu de PAGen a PAPen. D'LSAP ass der Meinung, dass de Stat genuch

Méiglechkeeten huet, fir nei PAGen ze bewäerten, sécherstellen, dass se konform mat iwwergeordneten Instrumenter sinn, a Recommendationen ze maachen, fir eenzel Aspekter ze verbesseren.

D'LSAP huet sech ëmmer derfir agesat, dass d'Autonomie communale agehale gëtt an dass aus dem Contrôle de légalité kee Contrôle d'opportunité gëtt. Et wier dergéint positiv, wann de Stat an d'Gemenge sech un een Dësch géife setzen, fir e besseren Iwwerbléck iwwert d'Gesamtbild ze hunn, wat sech aus dem Zesummeleee vun alle PAGen ergëtt. Eng gemeinsam Evaluatioun vun de Potenzialen ass hei sécher eng gutt Saach.

Net d'accord ass d'LSAP mat de Proposen aus der Fro 19. De generelle Problem, wann een iwwer méi Jore plangt, ass deen, dass een d'Zukunft net wierklech ka virusgesinn.

D'Planungsinstrumenter mussen duerfir esou flexibel an evolutiv si wéi méiglech, ouni dass d'Grondorientierung vun engem Plang andauernd nei a Fro gestallt muss ginn. Eng Limitatioun vum Entwécklungspotenzial vum PAG op zweief Joer ass duerfir an eisen Ae keng gutt Iddi. Wéi virdu gesot, fanne mir et gutt, wa Stat a Gemengen zesummen Entwécklungspotenzialer analyséieren. Mä dat soll fräiwëlleg an op darselwechter Aenhéicht passéieren.

Mir sinn dergéint, dass dat iwwert den obligatoresche Rapport all sechs Joer gemaach gëtt, deen en plus nach muss vun zwee Ministeren approvouéiert ginn. Domat schafe mer just erëm méi Bürokratie, déi mer eigentlech wollten ofbauen. Kuerz gesot, an eisen Ae sinn d'PAGE virum allem Entwicklungsinstrumenter fir eis Gemengen. An et ass net un eisichter Plaz fir de Stat, sech de Gemengen do ze substituieren.

Wat déi grenziwwerscheidend Zesummenaarbecht betrëfft, esou ass d'LSAP net der Meinung, dass Lëtzebuerg fir Frontalieren onattraktiv ass. Déi grenziwwerscheidend Zesummenaarbecht ass awer ganz wichteg, wa mer eng Rei vun eise Problemer, notamment dee vun der Mobilitéit, wëlle léisen.

Dat ass awer och keng nei Erkenntnis an hänt och vun der Bereitschaft vun eisen Nopeschlänner of, fir mat eis zesummenzuschaffen. Et ass gutt, wann d'Grenzregion sech ekonomesch positiv entwéckelt, well dat e gewëssen Drock ewechhëlt. Entreprisé loosse sech awer geizt zu Lëtzebuerg néier wéinst engem virdeelhafte gesetzlechen an och politeschen Ëmfeld.

Wat den europäesche regionalen Entwicklungsfong ugeet, esou ass d'LSAP net der Meinung, dass deen ënnert den Aménagement du territoire sollt regroupéiert ginn. Nach eemol: D'nohalteg Entwécklung vun eise Land beschränkt sech net op den Aménagement du territoire an och net op d'Aufgabebereicher vum Ministère fir nohalteg Entwécklung. Et ass eng transversal Aufgab, déi déi ganz Regierung betrëfft. Wéi d'Suen aus dem FEDER-Fong am beschte genotzt solle ginn, muss duerfir eng interministeriell Entscheidung ginn.

Ech kommen da bei déi lescht Fro, déi d'Resilienz vu Lëtzebuerg am Hibleck op de Klimawandel betrëfft. Am beschte stinn do d'Chancen nach, wat d'Waasserversuergung ugeet. Mir bekloen eis heiansdo driwwer, mä mir sinn an enger Region, an där et glécklicherweis vill reent. Wa mer genuch an Iwwerschwemmungsmoosnamen, d'Waasserspäicherung an d'Waasseropbereedung investéieren, kënnen mer eis Resilienz an deem Beräich op engem gudden Niveau halen.

Manner gutt gesäit et bei der Liewensmittelproduktioun an der Energieproduktioun aus. Autark wäert mer do och an Zukunft net ginn. Mir müssen Efforte maachen, fir eise Potenzial auszeschöpfen, bleiwe wéi an esou villen anere Secteuren awer ofhängeg vum Import.

D'Landwirtschaft selwer kritt den Impakt vun méi Wiederextremer a saisonale Schwankungen am meeschten ze spieren. Mä dat hat ech jo scho gesot. Zu enger méi stabiler Energieversuergung an eventuelle Krisenzäite kënnen mer bäidroen duerch eng Reduktioun vum Verbrauch, d'Notzung vu ville verschiddenen a besonnesch erneierbaren Energiequellen. Mir mussen méi dezentral produzéieren an eis Stromnetzer entsprechend upassen.

De Klimawandel bréngt tatsächlech gewëssen Unsécherheeten an Erausforderungen och fir Lëtzebuerg mat sech. Grouss Risiken, déi méiglech zukünftige Verännerunge fir Lëtzebuerg mat sech bréngen, leien an engem aneren Beräich, wou de Klimawandel just en zousätzleche Facteur ass, an dat ass den internationalen Handel.

Mir si bei villen existenziell wichtige Ressourcen ugewisen op Importer. Mir brauchen am Géigenzuch d'Méiglechkeet, eis Produkter an eis Dëngschtleeschungen ze exportéieren. An



engem politeschen Ëmfeld, wou Handelskriecher ëmmer méi wahrscheinlech ginn an innerhalb vun der Europäescher Unioun nationalistesch Reflexer zouhuelen, steet et ëm d'Resilienz vun esou engem klengen Land wéi eisem net gutt.

De Klimawandel, deen d'Flüchtlingsproblematik verstärkt, mécht et ëmsou méi wichteg, dass mer an der Europäescher Unioun de Solidaritätsprinzip héichhalen. Mir mussen eis mat all eiser Kraaft derfir asetzen, dass d'EU als Solidar- a Wäertegemeinschaft oprechterhale bleift, e vis-à-vis vum Noper verdeedegt an ofgegrenzt an och viru feindlechen Iwwergrëffer geschützt.

Just an esou engem Ëmfeld ka Lëtzebuerg sech entwéckelen an un d'Erausforderungen upassen, déi de Klimawandel wäert mat sech bréngen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Cruchten. Als nächst Riednerin hunn ech d'Madamm Josée Lorsché ageschriwwen. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*). - Merci villmoos, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, während Jorhonnerten ass den Territoire als Allgemenggutt vun engem Vollek ugesi ginn. Als Träger vun der Produktioun gouf e vis-à-vis vum Noper verdeedegt an ofgegrenzt an och viru feindlechen Iwwergrëffer geschützt.

Haut verst mer ënnert dem Begrëff „Territoire“ eppes ganz anescher. Eisen Territoire ass en héich komplexe System mat ganz ville Fonctiounen. Et ass de System, an deem mir liewen, an deem mir schaffen, an deem mir wunnen, eis bewegen an eis erhuelen, mä et ass och e System, deen Energie, Waasser, Biodiversitéit, Liewensmëttel an Offall generéiert, fir nëmmen déi ze nennen.

Dir Dammen an Dir Hären, wann et dann ëm d'Gestaltung, ëm d'Notzung an ëm den Aménagement vun deem Territoire geet, vun deem ganz vulnerabele System, da steet d'Politik viru grouss sozialen, ekonomeschen an ekologeschen Erausforderungen. Ëm ganz genee deen Enjeu geet et an deser Orientierungs- oder besser gesot Consultationsdebat. Mir si gefrot ginn, wat mer vun deenen eenzelnen Themen halen. A mir wëilten als Gréng déi Approche wierklech begrëssen, datt mer eng Kéier hei d'Chance hunn, eis net nëmmen ëm Gesetzer ze streiden an ze diskutéieren, mä datt mer och kënnen nei Zeenarien an Entwécklung fir d'Land beschwätzen.

Grosso modo besteet dese Froekatalog aus fënf bis sechs Themebléck, déi ganz interessant sinn. Ech komme bei deen éischten, ech denken, et ass ee vun deene spannendsten. En dréit ëm d'Fro, ob de Begrëff vun Aménagement du territoire an eiser Verfassung soll verankert ginn, fir d'Utilité publique vun der Landesplanung juristeschen ofzesécheren a se iwwert d'Privatinteressen ze stellen.

Dir Dammen an Dir Hären, viru laanger Zäit huet e ganz vernëftege Philosoph Folgendes behaapt: „Ursprénglech sinn d'Mënschen alleguer am rechtméisseg Besëtz vu Buedem. Dese Besëtz ass e Gesamtbesëtz, deen net Géigendstand ka si vum Eigentum an och net Géigendstand vu Kaf a Verkaaf.“

Wann e Mënsch sech Buedem uneegent, da kann dat héchstens op Basis vun der Vernunft geschéien an am Kontext vun engem Gesellschaftsvertrag.“

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*). - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*). - Dir kënt Iech denken, wien dat war, oder och net. Et war net de Karl Marx, mä et war den Immanuel Kant, dee sech grad wéi de Karl Marx vill Gedanken iwwert d'Proprietätsverhältnissen gemaach huet. Hätt dese Grondsaz sech duerchgesat, Här Minister, da bräichte mer eis d'Fro vun der Utilité publique haut net ze stellen. Da wier den Aménagement du territoire net regelméisseg un onvernëftege Privatinteresse gescheitert an eisen Territoire hätt sech net zu engem héich spekulativen Objet entwéckelt.

Haut kann ee sech dréien a kéieren, wéi ee wëllt, mä ee vun den Haaptgrënn vum landesplanerische Misär, mat deem mir ëmmer erëm ze kämpfen hunn, läit nun emol am iwwerdriwwene Schutz vun der Privatproprietéit oder awer vun hirer kontraproduktiver Notzung.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*). - Trotz enger Rei Gesetzer, Konzepter a Regierungspläng, déi ech all net a Fro stellen, war et awer net d'Politik, déi d'Entwécklung vun Territoire bestëmmt huet, et war de Präis vun der Privatproprietéit Buedem, deen doriwver decidéiert huet.

De Buedem ass der Politik souzesoen ënnert de Féiss ewechgezu ginn, well vill relevant Flächen an d'Hänn vu Spekulative gerode sinn, déi net fir hir Leeschtung, mä fir hir Netleeschtung bezuelt gi sinn an onbehellegt am Schlof onwahrscheinlech räich gi sinn.

Madamm Presidentin, et geet eis wierklech haut net drëms, d'Grondrecht op Eigentum a Fro ze stellen, och net, wann ech esou e bësse méi provokant Satz soen. Allerdéngs muss et am Kontext vun der Landesplanung erlaabt sinn, Terme wéi kollektiv Interessen, Allgemenggutt oder Utilité publique an de Mond ze huelen, ouni direkt als Kommunist bezechent ze ginn. Eng intelligent Notzung vum Buedemrecht ass näamlech kee sozialisteschen Unfug, mä eng Noutwendegkeet.

Här Minister, domat ass d'Fro, ob e Passus iwwert den Aménagement du territoire oder einfach emol iwwert de Buedem als rar Ressource an eis Verfassung soll kommen, scho mat Jo beäntwert, wou ech mech da mam Här Cruchten och op deem Punkt verstinn.

Och wann dat, wéi gesot, net esou séier gemaach ass, vu datt eng Zweedréttmajoritéit muss fonnt ginn, déi net esou einfach ze fannen ass, virun allem net an engem Land wéi Lëtzebuerg, wou de Landbesëtz ee vun den Haaptfacteuren vum Räichtum ass. Dat ass historesch bedéngt.

Mir si jiddefalls der Meenung, datt et esou lues un der Zäit ass, der Realitéit an d'Aen ze kucken an den Zougang zu Buedem fir d'Allgemengheet sécherstellen iwwerall do, wou d'Grondbedürfnisser vun eiser Gesellschaft a vun eiser Ëmwelt dat verlaangen. Dat heescht net nëmmen, datt d'Notioun vun Aménagement du territoire, mä och d'Notioun vun Buedem als rar Ressource verfassungsrechtlech iwwert d'Privatinteresse gestallt ginn. Dat heescht och, datt de Propriétaire vun engem Terrain eng gewësse Verantwortung fir d'Allgemengheet operluecht kritt, äänlech wéi an der däitscher Verfassung, wou drasteet, datt Eigentum verflücht.

Och déi Schwäizer Verfassung enthält esou e Passus, an dat schonn zanter 1969, wou ee jo wierklech net ka behaapten, datt d'Schwäiz oder Däitschland kommunistesch Regimier wieren.

Fir kloer ze sinn: Eng verfassungsrechtlech Dispositioun ass net geduecht, fir d'Propriétaire queesch duerch d'Land ze enteegen. Ganz bestëmmt net! Se ass geduecht, fir a Konfliktfall eens ze ginn, fir Vernunft a Gerechtheet an den Ëmgang mat begierte Flächen ze bréngen a karikatural Situatiounen wéi déi op der Stäreplaz ze verhënnern.

Eiser Meenung no kann et net sinn, datt e Propriétaire vun engem Terrain, deen am Häerz vun der Stad en Terrain besëtz, deen Terrain aus Spekulationgrënn broochleien därer loosse a sech d'Recht därer eraushuelen, d'Entwécklung vun engem ganze Quartier ze blockéieren!

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*). - An et kann och net sinn, datt Honnerte vun Hektar, déi am Bauperimeter vun de Gemenge leien a kuerzfristeg bebaubar sinn, jorzéngtelaang onbebaat bleiwen, eenzeg an eleng, well d'Proprietären op eng ganz legal Manéier ouni Aarbecht an ouni Fläiss vun Dag zu Dag méi räich wëlle ginn an domat massiv zur Wunnengsnout bäidroen!

(*Interruption*)

Ganz genee aus deene Grënn begrësse mir, Här Minister, datt Dir d'Fro vun der Constitution an deser Debat öffentlech thematiséiert, nodeems dës Thema zu Lëtzebuerg dach en Tabuthema ass.

Bedauerlech ass an deem Kontext d'Positioun vun der Union des entreprises, déi sech deser Diskussioun éischer wëllt verschléissen. Schon eleng d'Demarche, datt des Debat an der Chamber stattfënn, bezechent d'UEL als „désinvolture“, esou wéi wa schonn haut iergendeng Decisioun an iergendenger Fro géif falen. Dobäi maache mir soss näischt wéi nodenken. Mir huelen eis d'Recht eraus, ausnamsweis haart nozedenken, souzesoen „out of the box“, fir d'Managersprooch ze benotzen, déi Usus ass, wann et an deene Kreesser ëm Sozialofbau geet.

Dozou erlaben ech mir nach just déi bescheide Bemierkung, datt Lëtzebuerg keng Insel ass an datt mir eis mat deser Diskussioun am internationalen Kontext bewegen.

D'Diskussioun ronderëm d'Biens communs oder d'„commons“, wéi d'Allgemenggutter am angelsächsische Raum genannt ginn - dat sinn Allgemenggutter wéi Waasser, Grond a Buedem -, steet a ville Länner längst op der Prioritéitelëscht vun der politescher Agenda, esou zum Beispill a Frankräich, wou d'Marie Cornu,

d'Directrice de recherche vum Centre national de recherche scientifique, dem CNRS, den Dictionnaire des biens communs publizéiert huet an de Begrëff vum „Territoire“ als „Bien commun de l'humanité“ bezechent huet.

An deeseweichte Kontext gehéiert och dat franséisch Biodiversitéitsgesetz aus dem Joer 2016, wou drasteet, ech zitieren: «Le sol est le patrimoine commun de la nation.»

Als Gréng gesi mir also net an, firwat des Diskussioun zu Lëtzebuerg net gefouert soll ginn, ëmsou méi, well eis liewenswichtig Ressourc wéi Grond a Buedem lues awer sécher un hir Grenze stoussen an trotzdem nach ëmmer zum Nodeel vum Allgemengwuel därer benotzt ginn a gewëssene Fäll.

Begrëssenswäert ass an deem Kontext den Avis vum OAI, dem Ordre des architectes et ingénieurs-conseils, dee sech ganz konstruktiv an des Debat abréngt. D'Urbanisten, d'Architekten an d'Ingenieure schléissen d'Iddi vun enger Verfassungsännerung net vu virer an aus a bréngen och eng ganz Rei couragéiert Instrumenter an hirem Avis zum Virschäin, déi mer all kënnen ënnerstëtzen. Äänlech och d'Handwerkerkummer.

Här Minister, am generelle Kontext vun der Landesplanung werft Dir doriwver eraus d'Fro op, ob Lëtzebuerg sech europäesch Direktiv virstelle kann, dat heescht, ob ee sech derfir soll asetzen, fir déi grenziwwerschreidend Aspekter vun Aménagement du territoire un europäeschen Niveau ze regelen.

Mir sinn net där Meenung, well d'Ausgangsposioun vun Territoire zu Territoire a vu Land zu Land verschidden ass. Duerfir gesi mir éischer dee Wee, datt mer d'Zesummenaarbecht solle féerden a beschtefalls och vun der Europäescher Kommissioun ënnerstëtzt solle ginn, mä net dirigéiert.

Sënnvoll Piste gesi mir virun allem an der grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht am Secteur vun Transport, wou Dir jo souwiesou scho konsequent ënnerwee sidd an de Verhandlung mat den Nopeschlänner. Mir gesi weider Pisten an der Kreatioun vu Zones d'activités économiques an der Grenzregioun, déi jo Aarbechtsplaze schafen an net zu weiderem Trafic an eise Land féieren. Mir gesi Pisten an der grenziwwerschreidender Reglementatioun vum Teletravail. Dat ass wuel en Dossier, deen net esou séier ofzeschléissen ass, mä et ass eng interessant Pist. Mir gesi Pisten am gemeinsamen Naturschutz an a Waasserschutzpläng, mä och an der gemeinsamer Produktioun vun erneuerbarer Energie bis iwwert d'Grenzen eraus. De Wand, deen hält net op der Grenz op.

Am zweeten Themekomplex, Här Minister, geet et dann ëm déi dräi Entwécklungszeenarien, zu deene mir eis solle positionéieren.

Ech denken, déi Äntwert läit op der Hand. Et ass deen drëten Zeenario, well en d'Landchaften eenegermoossen intakt hält, de Beruffsverkéier limitéiert op kuerz Strecken a Wunnen, Schaffen a Fräizäit zesummeféiert. Dat soll natierlech d'Devise fir d'Zukunft sinn.

D'Instrumenter, fir desen Zeenario ëmzesetzen, sinn un éischer Stell déi sektoriell Pläng, déi sech de kommunale PAGen natierlech superposéieren an obligatoresch sinn. Dozou muss mer awer soen, datt déi Pläng och musse gräifen, an dat geet just, wa Kohärenz téschent de sektorielle Politikberäicher besteet. Dat ass scho gesot ginn. Stéchwuert Pacte Logement, e Gesetz, wat sämtlech landesplanerisch Kritären iwwer Bord gehäit huet an e gutt Beispill liwwert, wéi et net därer goen.

Fir datt déi sektoriell Pläng vu jiddwerengem akzeptéiert ginn, ass et och wichteg, datt rural Gemengen, déi aarm u Betriber, mä räich un Ekosystemer a ruralem Patrimoine sinn, fir de Schutz vun deene Räichtümer kompenséiert ginn. Datselwecht zielt och fir de Schutz vun den Agrarflächen am ländleche Raum.

An anere Wieder: Mir sinn der Meenung, datt et bei der Landesplanung keng Verléierer därer ginn. Dat ass d'Verantwortung vun der Regierung. Déi dräi Raim si complémentaire zoueneen a mussen och als solch behandelt ginn.

► **Une voix.** - Très bien

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*). - Dernieft stinn och d'Gemengen an der Verantwortung natierlech, wann et drëms geet, hiren Territoire nohalte ze entwéckelen an net virun all Promoteur op d'Knéien ze falen, deen e grouss Lotissement op der grénger Wiss wëllt realiséieren. Dat heescht éischters, datt d'Gemengen dem Prinzip vun der „Innen- vor Außenentwicklung“ konsequent Rechnung mussen droen, och wann nach Sputt no bausen ass. Deem sollten och d'Plans sectoriels Rechnung droen an de Gemenge keng Projeten op der grénger Wiss octroyéieren, esou wéi dat beim Plan sectoriel «Logement» de Fall war fir d'Gemeng Käl, wou e grouss Wunnlotissement

sollt op eng Wiss kommen, wou iwwerhaupt keen öffentlechen Transport besteet an och kee méiglech ass.

Mir sinn och der Meenung, datt d'Gemengen hire PAG am wäite Radius mat deem vun den Nopeschgemenge sollen ofstëmme an zesummeleee sollen, wat zesumme passt, sief et duerch Konventionen, déi et jo scho gëtt, sief et innerhalb vu Syndikater, déi et och scho gëtt an déi ausgebaut kënnen ginn, sief et carrement duerch Gemengefusionen, déi mir natierlech och ënnerstëtzen.

D'Fro, ob mir eis zousätzlech Plans sectoriels nieft deene véier Plans primaires a Plans secondaires vun de Lycéëen, de Bauschutzdeponien, de Stations de base an esou weider kënnen virstellen, beäntwerte mir och mat Jo, mat der klenger Remark, datt de Plan sectoriel «Lycées» duerch de Plan sectoriel «Enseignement et Formation» misst ersat ginn, fir der ganzer Spannbreet vun Enseignement a Formationen an eise Land gerecht ze ginn.

Mir gesi grouss Potenzial an der Kultur, mä och an de Beräicher vum Sport a vum Tourismus, wou et net vu Muttwëll wier, d'Planung vun den Infrastrukturen esou ze koordinéieren, datt se méiglechst un déi grouss Infrastrukturen, déi et scho gëtt, mä och un den öffentlechen Transport ugebundene ginn.

Interessant ass an deem Kontext och de Bäitrag vun der Caritas, déi fir sektoriell Pläng am Sozialberäich antrëtt. Fir sécherstellen, datt den Zougang zu soziale Strukture flächendeckend a gläichberechtigt am Land assuréiert ass, wier d'Elaboratioun vun esou Pläng sécher net vu Muttwëll.

Op där anerer Säit verst mer awer och de Syvicol, deen ze bedenke gëtt, datt een net soll iwwerreglementéieren. Eng Multiplikatioun vu Plans sectoriels féiert noutgedrongen zu laange Prozeduren an administrativem Opwand, deen der gewënschter Simplification administrative natierlech am Wee steet. Mir denken hei, datt e gesonden Equiliber téschent Enner- an Iwwerreglementatioun muss fonnt ginn.

Den drëten Themekomplex behandelt dann déi kruzial Fro vum Wuesstum, ugefaange beim Wirtschaftswuesstum respektiv beim Wuesstum vum PIB, dee bis haut jo als Garant fir eis sozial Ofsécherung duergestallt ginn ass. Mir gesinn dat e bëssen anescht. Mir sinn näamlech der Meenung, datt de Wirtschaftswuesstum eleng d'Land och méi aarm ka maachen. Well wat kënnen mir mat engem Wuesstum ufänken, deen d'Ongläicheete verschäerft an déi natierlech Liewensgrundlagen zerstéiert? Ech denken, net ganz vill!

Duerfir si mir der Meenung, datt et un der Zäit ass, vum bedéngungslose Wuesstumswang lasszekommen an deem bekannte Risiko vum Schnéiballeffekt entgéintzestieren. An engem Land, wat flächeméisseg immens begrenzt ass an och keng endlos Ressourcen huet, ass souwiesou keen onendleche Wuesstum méiglech. Dat ass eng Utopie.

Wat mir als Gréng wëllen, ass dowéinst net e Wuesstum an der Quantitéit, mä eng qualitativ a solidaresch Entwécklung vun eise Land a vun eiser Gesellschaft.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*). - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*). - Dorënner verst mir eng Entwécklung, där hir Plus-value net an Euro ausgedréckt ka ginn, mä am Wuelbefanne vun de Biergerinnen a Bierger, dem PIB du bien-être, der sozialer Kohäsioun, der gerechter Verdeelung vum Räichtum, mä och am Schutz vum Klima a vun eisen natierleche Liewensgrundlagen als wichteg Elementer vun enger Economie, déi sech net vu kuerzfristeger Renditen därer blende loosse.

Léif Kolleginnen a Kollegen, besonnesch an Zäite vun zohuelendem Flächeverbrauch a Flächekonkurrenz muss mir och dem Aspekt vum Buedemschutz an Zukunft méi Gewicht ginn, wa mir vun der Entwécklung vu wirtschaftlechen Aktivitéite schwätzen.

Eis grouss Chance ass déi, datt ëmmer méi Akteuren aus der Wirtschaft d'Zeeche vun der Zäit erkannt hunn a wëssen, datt se méi effizient mat de Ressourcë mussen ëmgoen. Dat ass net nëmmen aus ëmweltpoliteschen Grënn e Virdeel, et huet och en ekonomeschen Impakt op si selwer. E Betrib, dee mat manner Strom funktionéiert, manner Waasser, manner Material verbraucht, manner Ofwaasser a manner Offall hannerléisst, deen dréit net nëmmen zum intelligenter Wuesstum bäi, e steigert och seng eege Konkurrenzfähigkeit an huet d'Nues laangfristeg vir.





► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Bei eis sinn esou Betriber d'Betriber vun der Zukunft. An et sinn och dës Betriber, déi ugezu musse ginn, mat der Kreeslafwirtschaft als Branche vun der Zukunft.

Un der Regierung ass et, de Kader ze setzen, an deem dës Betriber sech beweegen kënnen. Zentral Elementer sinn dobäi den Dialog mat den Industriepartnern an hir Berodung, mä och d'Ausbildung an d>Weiderbildung vu Fachkräften am breet gefächerte Beräich vun der Nohaltegkeet, mä och d'Energieverbrauch an d'Konversion vun den Industriebroochen, fir de weidere Flächeverbrauch méiglechst kleng ze halen oder carrement ze verhënneren.

En anere Volet vun der Wuesstumsdebat bezitt sech dann op d'Awunnerzuel. Dat ass net dat selwecht. Déi Awunnerzuel ass net direkt a Relation mam Wirtschaftswuesstum. E Réckgang vum PIB féiert näamlech net dozou, datt manner Leit an eist Land wunnen kommen. Dat huet sech an der Wirtschaftskris bemierkbar gemaach, wou d'Zouwanderung net ofgehall, mä trotz dem Réckgang vum Wirtschaftswuesstum oder vu senger Stagnatioun weider zougeholl huet.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Als Gréng wëlle mir eis där Zouwanderung net verschléissen. Mir gehéieren net zu deenen, déi, wéi den amerikanesche President, Maueren am Kapp hunn an déi Mauere wëlle bauen. Mir gehéieren zu deenen, déi Lëtzebuerg weiderhin als weltopptent an tolerant Land verdeedegen an eis kulturell Diversitéit als Chance an als Stärkt ugesinn. Dat heescht net, datt mir contre vents et marées e grouse Bevëlkerungswuesstum ustriewen. Et heescht awer, datt mir kengem d'Dier op der Nues zouschloen, deen an eisem Land wëllt wunnen a schaffen.

Am Kontext vun der Landesplanung heescht dat, de Raum esou ze organiséieren, datt jiddwereen zu Lëtzebuerg ënner mënschewierdege Bedéngunge liewe kann, och wann d'est mat enger ganzer Rei vun Defie verbonnen ass.

Eng weider Fro, déi och an de Kontext vum Wuesstum gehéiert an de Volet vum Zesummeleiw an eisem Land. Et muss näamlech definitiv Schluss sinn domat, datt e Betrib u Bord gezt gëtt, wann net virdu gëwost ass, wéi grouss säin Impakt op d'Liewensqualitéit ass, wann net gëwost ass, ob säi Ressourcenverbrauch net all rasonabel Limitten depasséiert, a wann net gëwost ass, wéi en territorialen, ekologeschen a sozialen Impakt de Betrib allgemeng huet.

Zu Recht verweist den Nohaltegkeetsrot an deem Kontext op eng entsprecheend Motioun, déi d'Chamber am Joer 2015 adoptéiert huet an d'Regierung opgefuerdert huet, konsequent op de Wee vun esou engem Check ze goen. Leider ass dës Motioun bei deem engen oder anere Projet net zur Geltung komm. Mä, wat net ass, ka jo nach ginn.

Léif Kolleginnen a Kollegen, em Flächeverbrauch geet et dann och bei der Problematik vun der Wunnengsnout als engem vun de manner visibelen, mä engem vun de gréissten Chantieren an eisem Land. Domat sinn ech beim véierte Beräich, op deem ech nach wëll agoen.

Leider gëtt d'Wunnqualität zu Lëtzebuerg nach ëmmer un der Zuel vun de Wunnquadratmeter, un der Zuel vun den Ar an Hektar ronderëm d'Haus an un der Zuel vun de lafende Meter Trottoir virum Haus berechent. Dësen Héichmatt huet dozou gefouert, datt e Stot zu Lëtzebuerg an der Moyenne 140 m<sup>2</sup> zur Verfügung huet an datt an der Moyenne 60% vun där Fläch net bewunnt ginn.

De Revers vun der Medail ass, datt vill Leit keng Wunnung fannen a sech och keng kënnen leeschten, well d'Offer der Demande schon zanter Jorzéngten hannendruleeft. Datt d'Recht op en dezent Wunnen an d'Verfassung soll ageschriwwen ginn, ass en éischte wichtige Schrëtt. Op d'mannst esou wichteg awer sinn d'Instrumenter natierlech, mat där Wunnflächen a Bauterraine mobiliséiert kënnen ginn, ouni datt d'Ëmwelt zum Verléierer gëtt.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Als Gréng si mir net prinzipiell géint fiskal Moossnamen, déi méi Gerechtegkeet schafen, wéi zum Beispill Taxen op der Plus-value vun onbebauten Terrainen oder Taxen op eidel stoende Wunnungen. Mir sinn an dëser Fro awer méi reservéiert, well d'Erfahrungen, déi verschidde Gemenge gemaach hunn op deem Plang, nach mitgéiert waren a vill ongeléist Konflikter hanterlooss hunn.

Mir gesi méi Potenzial am Virkafrecht vu Stat a Gemengen, wat gestärkt muss ginn, an och bei Baulandverträg respektiv bei der Reform vun der Grondsteuer. Spéitstens zanter dem Urteel vum däitsche Verfassungsgericht vun der leschter Woch wësse mer, datt eng Reform dréngend noutwendeg ass.

Et muss ee jo wëssen, datt eis Grondsteuer nom selwechte Prinzip funktionéiert wéi déi an Däitschland. Deen eenzeggen Ënnerschied ass deen, datt Däitschland seng Eenheitswäerter am Joer 1964 ugepasst huet, während Lëtzebuerg de Kapp an de Sand gestach huet an zanter 1941 keng Upassung vun där Steuer méi virgeholl huet. Zu Lëtzebuerg ass d'Situatioun also nach méi verréckt wéi an Däitschland.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Dat huet näischt mat der Nazizäit ze dinn, an där d'Grondsteuer agefouert ginn ass, et huet eenzeg an eleng domat ze dinn, datt d'Steierpolitik et nom Krëch ënnerlooss huet, den Ëmgang mat de Flächen intelligent ze steieren.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Genau!

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- D'Herkulesaarbecht, déi op déi nächst Regierung zoukënn, besteet doran, de Besteuerungswäert vun all Terrain u säi reelle Wäert unzupassen. Ech wënschen all deenen, déi dat musse maachen, ganz vill Freed bei där Aarbecht!

Här Minister, nieft de finanziellen Hiewelen, déi agesat kënnen ginn, fir Wunnraum ze mobiliséieren, spillen natierlech och d'Wunnformen eng Roll, haaptsächlech méi dicht Wunnformen. Dat setzt allerdéngs voraus, datt déi Lëtzebuerg Wunnmentaliteit fort kennt vun der Zwangsvirstellung, eng Villa mat grousem Beréng wär de Summum vun Gléck.

Ënner dichten a kollektive Wunnformen verst mir net nëmme Lotissementer mat kollektiv notzbare Gréngflächen a Gemeinschaftsgaart no der Logik vun der „Transition“-Bewegung, mä och Wunnkooperativen, intergenerationell Wunnen, de Cohabitation oder Projekte wéi den Habitat intermédiaire.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Wunnformen wéi dës kënnen méi flexibel a punktuell genotzt ginn. Dat ass och an enger Zäit, wou d'Mobilitéit groussgeschriwwen gëtt am Beruff, eng wichteg Saach. Se si fir deen Einzelne méi erschwénglech, reduzéieren de Flächeverbrauch an hu gläichzäiteg eng sozial Funktioun, well se d'Leit zesummebréngen an net ausseendreiwen.

Äusserst sënnavoll ass an deem Kontext d'Rekonversion vun den Industriefrichen, wou Wunnen, Schaffen a Fräizäit zesummegefouert kënnen ginn. Dee flotte Projet mam Numm „Wunn mat der Woollt“ liwwert schon haut de Bewäis, datt d'Densitéit vun Wunnen der Liewensqualität net am Wee steet, ganz am Géigendeel. De Projet „Op der Schmelz“, deen zu Diddeleng realiséiert gëtt, erméiglecht, weider Erfahrungen am Beräich vun der Rekonversion vun Industriefrichen ze maachen. Och dat ass en interessante Projet, net géint d'Bierger, mä zesumme mat de Bierger, déi vun Ufank u bei der Gestaltung vun deem Site agebonne waren. Sou soll et sinn.

Fir d'Potential vun esou Flächen als Espace prioritaire d'urbanisation kënnen ze analyséieren, denke mir, datt et wichteg ass, en Inventar vun deene Flächen opzestellen an e plurianuelle Sanéierungs- a Bebauungsplang eben och ze maachen. Dozou gehéieren och defektéiert öffentlech Gebaier, déi zu Wunnzwecker renovéiert oder ofgerappt an nei gebaut kënnen ginn.

Här Minister, fir d'Wunnen am urbane Raum méi attraktiv ze maachen a laang Weeër fir Akafszwecker ze vermeiden, mä och fir den

Einzelhandel ze stäerken, féiert eiser Meenung no kee Wee laanscht Fördermoossnamen, déi deene kleng Commercen dann erméiglecht, der Konkurrenz standzehalen, jiddefalls méi wéi bis elo.

De Corollaire muss awer dann dora bestoen, d'Implantatioun vu grouse Geschäftsflächen an de Peripherie vun den Uertschaften ze begrenzen. Dat heescht, datt d'Entwécklung vun anonyme Fachmaartagglomeratiounen - d'Wuert ass schon esou gruelech wéi de Site! - wéi déi zu Féitz der Vergaangenheet sollen ugehéieren a Plaz solle maache beispillsweis fir kleng a mëttelgrouse Betriber, déi sech der nohalter Wirtschaft verschreiwen.

Ëmsou méi sënnavoll ass dat, well mer wëssen, datt net méi vill Sputt op de Zonen d'activités fir kleng a mëttelgrouse Betriber besteet an datt déi Betriber dréngend Plaz brauchen, virun allem lokal a regional Betriber.

Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, d'Sensibiliséieren ass och e Volet, op deem Der agitt an Arem Froekatalog. Mir fannen, datt net nëmme d'Sensibiliséieren duergeet: D'Bedeelegung vun de Biergerinnen a Bierger ass bei deem ganze Prozess vun der Landesplanung extrem wichteg, woumat ech da beim fënnfenten Themekomplex sinn.

E gutt Beispill fir eng erfollegräich Biergerbedeelegung liwwere Stied wéi Amsterdam a Rotterdam, déi doran eng laang Erfahrung hunn. Grad wéi bei eis war d'Geschicht vun deene Stied am leschte Jorhonnet vun zwee Akteuren geprägt: vun der öffentlecher Hand op där enger Säit a vun de Promoteuren op där anerer. Derbäi kumt awer elo eng drëtt Form vun Akteur, an zwar d'Kollektivitéit, déi ugefaangen huet, sech mat der Entwécklung vun de Stied auserneezen. Net mam Zil, fir d'Promoteuren lasszeginn, dat bréngt ee souwisou net fäerdeg, mä mam Zil, Projekte grad op deene Plazen ze initiéieren, déi fir d'Promoteuren oninteressant waren.

D'Erfahrungen, déi an Holland, mä och an anere Länner gemaach gi sinn, sinn erstaunlech - Stéchwuert „smart cities“ - an e gudde Grond, fir d'Bierger och zu Lëtzebuerg matverantwortlech fir d'Gestaltung vun hirem Liewensraum ze maachen, amplaz just de Spezialisten déi Missioun ze iwwerloossen.

Ëmsou méi begrëssenswäert ass et duerfir, datt Dir, Här Minister, d'Biergerinnen an d'Bierger bei der Elaboratioun vum neie PDAT mat an d'Boot geholl hutt an déi al Denkschemae vun der repräsentativer Demokratie zugonschte vun der participativer Demokratie e wéineg opgewierbelt hutt.

Bleift zum Schluss nach d'Fro vun der Resilienz. E Begrëff, deen, grad wéi dee vun der Suffizienz, Héichkonjunktur huet. Resilienz ass jo déi entscheidend Fäegkeet, d'Perspektiv ze wesselen an aus de Schwächte vum System Stärkten ze entwéckelen. Dës Stärkt besteet fir déi gréng doran, d'Fitness vun Land net méi um monetäre Wuelstands- a Wuesstumsindex ze moossen. Mir si staark, wa mir et fäerdegréngen, d'Erausforderunge vum Klimawandel mat der Fro vun der sozialer Gerechtegkeet ze verbannen...

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- ...a wa mir den Territoire vun eisem Land esou gestalten, datt seng natierlech Ressourcen an déi sozial Gerechtegkeet en nohaltegen a mënschleche Rächtm kënnen schafen.

Duerfir brauche mir net nëmme eng Kurskorrektur, mä och ganz vill Courage, fir ëmzedenken an ze handeln, net nëmme zu Lëtzebuerg, mä och an Europa.

Merci fir d'Nolasschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Lorsché. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Max Hahn fir d'DP.

Ech sinn do.

► **M. Max Hahn (DP).**- Merci, Här President. Liewensqualität, wat heescht eigentlech Liewensqualität? Fir deen een heescht dat en Haischen am Gréng fir d'Famill. Fir deen aneren heescht et en Appartement an der Stad, mat kuerze Weeër op d'Aarbecht an an de Supermarché. A fir nach en aneren heescht et d'Zesummeliewen an enger WG mat Frënn.

Jiddweree versteet eppes aneres ënner Liewensqualität. An, jo, dat hânt och vun der perséinlecher Situatioun of, vum Liewensstadium, an deem ee sech grad befënn, oder awer och vum Charakter vun deem Einzelnen.

Et ass net un der Politik, de Leit hei am Land ze soen, wéi si ze liewen hunn. Mä et ass un der Politik, eist Land esou ze organiséieren, dass d'Weeër op d'Aarbecht wa méiglech kuerz

sinn, den öffentlechen Transport effikass a punktlech ass an Natur- an Erhuelungsgebieder erhalte bliwen.

Déi eng soen elo: „De Wuesstum ass un allem schold: um Stau, un der Versigelung vun de Flächen, un den iwwerfüllten Zich an den Autobunnen all moies an owes.“ Ech maachen deene Leit dat och guer net falsch. Och wann de Wuesstum gär emol als Virwand geholl gëtt, fir vun deene Versäumnisse vun der Politik an deene leschte Jorzéngten ofzelenken.

Mä mir däerfen dobäi net vergiessen: Et geet eis haut gutt, well eis Wirtschaft boomt an d'Aarbeitslosigkeit op engem middregen Niveau ass. Eise Wuesstum suert derfir, dass d'Kaffkraaft vun den allermeeschte Lëtzeburger am europäesche Verglach extrem héich ass an eise Sozialsystem, fir de Moment, op ganz stabile Féiss steet.

Jo, et gehéiert zur Éierlechkeet an deem Debat derzou, wann ee seet: De Wuesstum huet eisem Land zu sengem Wuelstand verhollef, vun deem mir haut allegerue profitéieren. Et gehéiert awer genauou zur Wourecht, dass e Wuesstum, dee staark op Ressourcenverbrauch an engem permanenten Zouwuesse vun Aarbechtskräfte vu bause baséiert, zu enger Partie Problemer gefouert huet, mat deene mir all Dag ze kämpfen hunn. De Stau, an deem mir all Moien an Owend stinn, ass déi logesch Konsequenz vum Wuesstum genauou wéi d'Wunndeierecht, zumindest wann een als Land wüsst, ouni d'Infrastrukture deement-sprechend matwuessen ze loosse.

An nach wësse mir, dass och den Ausbau vun Infrastrukture Limitte gesat kritt an och en Émdenke muss stattfannen: Stéchwuert dezentral Aarbeitsplazen, Stéchwuert Wunnen a Schaffe méi no beienee bréngen.

Fakt ass awer, dass d'Politik dës Problemer laang hannendrugelaf ass. Et war e Laissez-faire. De Rächtm, deen de Wirtschaftswuesstum generéiert huet, ass gäre matgeholl ginn, mä d'Politik huet hir Hausaufgaben, wat d'Landesplanung an d'Infrastrukture betrëfft, net gemaach. Mir si während Jorzéngte méi séier gewuess, wéi dass mer nokomm si mat Stroossen an Haiser bauen. Dat hat och domadder ze dinn, dass mir vill ze laang gebraucht hunn, fir eis e kohärent Landesplanungskonzept ze ginn, mat de richtigen Instrumenter, fir mam Wuesstum an all senger Konsequenzen ëmzegoen.

Dës Regierung huet et ënner net einfache budgetäre Verhältnisse fäerdegruecht, den Investitionsvolume fir eis Infrastrukturen op e Rekordniveau ze hiewen. Et ass ënner kenger Regierung virdu esou vill an d'Mobilitéit investéiert ginn, wéi dat déi lescht fënnf Joer de Fall war. Zukunftsweisend Projete, wéi den éischten Tracé vum Tram, den Arrêt Pafendall mat sengem Funiculaire oder déi nei Gare um Houwald, sinn a Rekordzäit realiséiert ginn.

Der DP geet dat awer nach net séier a wäit genuch. Ouni wëllen dem Debat iwwert d'Mobilitéit virzepräifen: D'DP wäert eng richtig Investitionsoffensiv an d'Mobilitéitsinfrastrukture starten. Mir mussen ophalen, ëmmer nëmme eis Wonnen ze pleischteren, andeems mir Stroosse bauen, déi muer schon erëm ze kleng sinn. Mir sinn der Meenung, dass Lëtzebuerg méi grouss muss gesinn. Dozou gehéiert och en öffentlechen Transport an dësen all de Bierger am Land zougängelech ze maachen. Mäi Kolleg Gusty Graas wäert muer am Detail op dës Froen zrëckkommen.

Och am Logement huet dës Regierung grouse Efforte gemaach, vun deenen een déi positiv Auswirkungen och an Zuelen ermënnent. Nach ni sinn zu Lëtzebuerg esou vill Wunnenge gebaut gi wéi an de leschte fënnf Joer. Ee Beispill si Wunnprojete op de fréieren Industriefrichen zu Diddeleng, Péiteng, Bieles a Woltz, wou ënnerhalb vu kierzester Zäit op ee Koup ganz vill abordable Wunnunitéite geschafft ginn, an d'est op Sitten, déi scho verbaute waren, wou also keen zousätzleche Flächeverbrauch stattfënnent oder d'Natur beschiedegt gëtt. Mir wëllen esou Neinotzunge vu fréieren Industriesitte vill méi systematesch realiséieren.

Natierlech bliwen och am Logement nach zousätzlech Efforten ze maachen, virun allem och bei de Prozeduren. Ech verweise fir d'Detailer op meng Ried am Kader vun der Debat iwwert de Logement. Ech wëll just op zwee Punkte ganz kuerz zrëckkommen, well dozou och Froen am Dokument vum Minister formuléiert goufen.

Et ass net nei, Dir wësst dat, d'DP ass géint eng repressiv Politik, déi doranner besteet, net bebauten Terrainen an eidel stoend Wunnenge mat Taxen ze beleeden oder souguer ze enteegen. Mat den Taxe sinn näamlech d'Grousgrundbesëtzer a Spekulative viséiert, mä et kritt een net verhënnert, dass zum Beispill d'Grousseltere mat bestrooft ginn, déi en Terrain hale fir hir Enkelkanner. Do derbäi kënn, dass déi





kommunalen Taxen offensichtlich net héich genuch sinn, soudass si de richteghe Spekulanten iwwerhaupt net weiddinn. Ech hu bis elo nach ëmmer net vun de Verfechter vun esou Taxen héieren, wéi héich ee Montant dann elo misst sinn, fir dass en eppes géif bréngen.

Wann een dat awer géif maachen, also d'Taxe massiv an d'Luucht setzen, da riskéiert een, dass d'Spekulante beim Verkaufspräis dësse Montant einfach derbärechnen an d'Vekaufspräisser nach méi an d'Luucht gedriwwen géife ginn.

#### (Interruptions)

Déi zweet Fro ass déi vun der Grondsteuer. Hei hu mir am Fong e politesche Konsens, fir eng Reform ze maachen. Ech kéint mir och virstellen, dass ee bei der Grondsteuerreform en Abatement géif schafe fir Leit, déi an hirem eegenen Heem wunnen, an dësst alternativ zur nationaler Tax op eidel stoend Terrainen an Immobilien.

Fir der aktueller Spekulation mat Bauterrainen entgéintzewierken, setzt d'DP am Iwwregen op Baulandverträge. Ech kommen duerno nach dorop zrëck.

Här President, et ass jo éischter ongewéinlech, dass en Débat de consultation zum Schluss vun enger Legislaturperiod stattfënnt.

#### (Interruption)

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Max Hahn (DP).** - An awer fannen ech et richteg, dass haut jiddwereen d'Kaarten op den Dësch soll leeën, wéi seng Partei d'Zukunft vu Lëtzebuerg an d'Liewensqualität vu senger Bierger wëllt gestalten. Well em nâischt anescht geet et bei der Landesplanung!

All Partei, déi seet, si wier mam aktuelle Wuesstum net méi averstanen, muss kloer soen, wéi si dësse Wuesstum wëllt stoppen a wéi si eise Sozialsystem mat manner oder guer kengem Wuesstum wëllt oprechterhalen.

Mir mussen net ganz wäit zrëckkucken, an d'Zäite vun der Finanzkris, wou déiselwecht Wuesstums skeptiker vun haut mam Fanger am Mond dostoungen a ratlos nogekuckt hunn, ewéi d'Chômagezuelen hei am Land an d'Luucht geschoss sinn an d'Statsverschuldung explodéiert ass.

Gläichzäiteg muss all Partei, déi um reng quantitative Wuesstum wëllt festhalen, erklären, wéi si mat den domat verbundene Problemer wëllt ëmgoen, déi ech elo grad opgezielt hunn.

D'DP gleeft un den Erfollegmodell Lëtzebuerg. Mir hunn e grouss Vertrauen an d'Potenzial vu Lëtzebuerg a vu senger Bierger. Eist Land huet et a senger Geschicht ëmmer erëm fäerdegbruecht, schwierere Phasen ze iwwerwannen, a mat vill haarder Aarbecht hunn d'Lëtzebuurger de Wuelstand a Räichtum opgebaut, vun deem mir haut nach profitéieren.

Zum Erfollegmodell Lëtzebuerg gehéiert et a virun allem, dass mir séier genuch erkannt hunn, wéini mir eis änneren mussen, fir net an der Vergaangenheet stiechen ze bleiwen. Schonn de Goethe huet gesot: „Wa mir dat wëllen erhalen, wat mir hunn, mussen mir villes änneren.“ Et geet eis haut gutt, well mir et fäerdegbruecht hunn, eis ëmmer erëm unzupassen. No der Stolkris huet eist Land eng vun deene kompetitivste Finanzplazen op der Welt opgebaut. D'Politik vun haut huet sech et zur Aufgab gemaach, eis Wirtschaft esou ze diversifizéieren, dass mir och eng Finanzkris kënnen iwwerstoën.

Dës Regierung léisst dofir nâischt onprobéiert, fir eisen IT-Secteur ze stäerken an innovativ Betriber op Lëtzebuerg ze lackelen. Och d'Wissenschaft an d'Fuerschung, ënner anerem op der Uni Lëtzebuerg, spille fir eist Land eng ëmmer méi wichteg Roll.

Här President, d'DP ass dovun iwwerzeegt, dass eist Land och weiderhi Wuesstum brauch, fir senger Bierger och an Zukunft eng héich Liewensqualität ze garantéieren. Mir sinn awer och der Meinung, dass mir net weider un engem reng quantitative Wuesstum kënnen festhalen, dee genausou vill nei Problemer schafft, wéi en der léist. Et ass also erëm un der Zäit, dass Lëtzebuerg säin Erfollegmodell upasst a sech nei erfënnt.

Här President, et ass relativ einfach, en anere Wuesstum ze fuerderen: dee vill zitéierten a vu jiddweringem gewënschte qualitative Wuesstum. Leider ass d'Ëmsetzung vun dëser Fuerderung net esou einfach. Et gétt kee Knäppchen, deen ee kéint drécken a mat deem een de béise Wuesstum vun deem gudden Wuesstum trenne kann. Wann e Betrib aus dem Ausland sech wëllt zu Lëtzebuerg nidderloossen, mussen mir sécherstellen, dass déiselwecht Regele fir jiddweree gëllen. Dat ass esou an engem Rechtsstat. Mir kënnen net einfach soen: „Neen, du gefälscht eis net, du bleifst dobaussen.“ Genausou wéineg kënnen mir zu engem Mënsch soen: „Neen, du kënnst net op

Lëtzebuerg wunnen, mir hu keng Plaz méi“, wann dës Persoun alleguerten d'Ufuerderungen erfëllt, fir an eise Land ze liewen.

D'DP ass der Meinung, dass een de Wuesstum net zu 100% kontrolléieren kann an och net soll. Mir wëllen awer de Wuesstum bis zu engem gewëssene Grad steieren, andeems mir en Ëmfeld schafen, dat et innovativ Betriber méi licht erméiglecht, sech zu Lëtzebuerg nidderloossen, an et Firmen, déi e reng quantitative Wuesstum mat sech bréngen, manner interessant mécht, bei eis ze kommen.

Mir kënnen och dobäi hëllefen, dass d'Betriber méi produktiv ginn a méi Plus-value schafen. Beispillsweis andeems mir d'Digitalisierung vu Prozeduren, och a kleng Betriber, ënnerstëtzen.

Et si virun allem zukunftsorientéiert Betriber, déi et géllt op Lëtzebuerg ze lackelen. D'Digitalisierung an d'Fuerschung am Allgemengen hunn immenst Potenzial fir eist Land, eis Wirtschaft an eis Bierger. Mä och eis lokal Betriber, déi schonn zanter Jorzéngte bei eis sinn, egal ob kleng oder grouss, soll mir beschtméiglech ënnerstëtzen, fir sech op d'Zukunft zum Beispill am digitalen Zäitalter virzebereeden.

Här President, ech wäert elo net ze vill an den Detail goen, well dat de Kader vun dëser Debat géif sprengen, mä et dërf een den Impakt op d'Landesplanung, virun allem vun der Digitalisierung, net ënnerschätzen. D'Digitalisierung wäert eisen Aarbechtsmarché revolutionéieren. Méi flexibel Aarbechtszäiten an Home Office wäerte fir déi schaffend Leit net nëmmen eng besser „work-life balance“ bedeuten, mä och fir manner Trafic op eise Stroosse sueren.

Och de Stat dërf d'Potenzial vun der Digitalisierung net verschlofen. Ech denken zum Beispill un intelligent, digital Verkäiersleitsystemer, déi grad zu Lëtzebuerg vun enormem Notze wieren, oder u selwerfuerend Autoen, wou et géllt, esou séier wéi méiglech e legislative Kader ze schafen.

Här President, och wa mir manner séier respektiv anescht wëlle wuessen, wat eis Awunner an eisen Aarbechtsmarché ubelaangt, wier et e Feeler, sech net mat enger kohärenter Landesplanung ze beschäftegen. Well souguer wa mir ab elo iwwerhaupt keng Awunner méi géife bäikréien, hu mir schonn haut massiv Problemer op eise Stroossen an op eise Wunnmarché.

Et ass dann och illusoresch, ze mengen, dass mir d'Zukunft vu Lëtzebuerg ganz ouni Zouwuess vu bause këinte bewältegen. Grad wa mir e qualitative Wuesstum mat innovativen a ressourcëschonende Betriber wëllen hëllefen, esou si mir op den Know-how an d'Expertise aus dem Ausland ugewisen. Ech sinn a bleiwen der Meinung, dass et besser ass, dass mir deene Leit d'Méiglechkeet ginn, hei am Land eng bezuelbar Wunneng ze fannen, wéi dass si all Dag als Frontalier moies an owes op eise Stroossen am Stau stinn.

Mir sinn eis, mengen ech, alleguerten heibanen eens, mir brauche souwuel eng intelligent Wuesstumsstrategie an eng Landesplanung, déi et fäerdegbréngt, mat egal wat fir engem Wuesstum ëmzegen an eis aktuell Problemer ze léisen. Ob mir elo vill oder e béisse manner wuessen, esou oder esou brauche mir eng gutt Landesplanungspolitik.

Ech hu schonn am leschten Débat de consultation iwwert d'Entwécklung vu Lëtzebuerg gesot, dass och d'Landesplanung net alles vun uewen erof diktéieren dërf, mä éischter d'Entwécklung vun Land steiere soll. Wann een zum Beispill eis Stad um Pabeier geplangt hätt, da kéinte mir haut vun eiser schéiner Alstad mat hire Gässelcher net méi profitéieren, déi awer de Charme vun der Stad Lëtzebuerg ausmaachen. An awer soll a muss d'Landesplanung eng Partie Regeln, Kritären a Richtlinne virgesinn, no deene Lëtzebuerg an Zukunft wuesse soll.

De Minister huet a sengem Dokument eng Partie Froe gestallt, wéi dës Regele sollen ausgesinn. Ech wäert an deenen nächste Minutten op d'Positionen vun der DP zu deenen eenzelne Froen agoen.

Am éischte Block Froe geet et ëm déi institutionell Roll vun der Landesplanung. Ech wëll direkt eng ganz kloer Position vun der DP widerhuelen, déi ech och schonn an der Debat iwwert de Logement an iwwert dat neit Landesplanungsgesetz virbruecht hunn: Mat der DP wäert et an Zukunft keng nei Instrumenter ginn, déi d'Enteegnungsrechter vun der Stat zousätzlech ausweiten.

Duerch déi aktuell Gesetzgebung ass dat konstitutionell Recht op Eegentum elo schonn zimlech staark a Matleedschaft gezu ginn. D'DP wiert sech natierlech net prinzipiell géint Expropriation. Eng kohärent Landesplanung ass just da méiglech, wann de Stat staark Ins-

trumenter huet, fir grouss Projeten esou ze koordinéieren, dass si net nëmmen op enger spezieller Plaz, mä fir dat ganz Land Sënn maachen. Dofir muss de Stat och kënnen derfir suergen, dass dës grouss Projeten net schonn am Virfeld duerch privat Initiative verbaut ginn.

Mir wieren eis awer dergéint, dem Stat e Fräifaartsschäin auszustellen, jiddwereen zu all Moment kënnen ze enteegen. D'Kritären, wéini enteegent dërf ginn, si kloer. Et ass d'Notioun vum Interêt général, déi muss spillen. Et ass och kloer, dass de Propriétaire, deen enteegent gétt, muss kënnen déi Decisioun viru Gericht ufechten a séier an onkomplizéiert entschiedegt muss ginn. Dës Spillregelen, wéi se elo gëllen, sinn eiser Meinung no gutt a sollen och net verwässert ginn.

Dat anert Verfassungsrecht, dat indirekt am Dokument vum Minister a Fro gestallt gétt, ass d'Liberté de commerce. Hei wëll ech awer direkt drop hiweisen, dass mir eis hei net nëmmen am nationale Recht bewegen, mä dass och déi europäesch Gesetzgebung e Wiertche matzeschwätzen huet. Et ass eent vun den Haaptfundamenten vun eise europäesche Bannemarché, dass d'Betriber sech innerhalb vun der Europäescher Unioun fräi etabléieren kënnen an och hir Produkter a Services kënnen a ganz Europa ubidden. Hei ënnerscheede sech ganz kloer d'Approche vun deenen engen, déi enger Zort Betriber d'Existenz zu Lëtzebuerg wëlle verbidden, an d'Approche vun der DP, fir en anert wirtschaftlecht Ëmfeld fir innovativ Betriber ze schafen.

Ech muss och soen, dass mech dat Géinteneen-Opspille vu Betriber a verschiddene Situatiounen steiert. Dat ass zum Beispill de Fall vu groussen Akafszentren, déi derfir responsabel gemaach ginn, dass d'Leit net méi an d'Akafsstroosse ginn. Ech soen et ganz däitlech: Mir brauchen déi zwee! D'Besoine vun de Leit sinn haut anerer wéi virun 30 Joer. Natierlech solle mir eis Akafsstroossen attraktiv a kompetitiv gestalten. Dës verhënnert awer net, dass et Plazen ausserhalb vun de Stadzentren gétt, wou d'Leit eng grouss Offer un Akafsméiglechkeeten ugebuede kréien.

D'DP wiert sech dann och net dergéint, d'Notioun vum Aménagement du territoire an d'Verfassung anzuschreien. Och wa mir awer éischter der Meinung sinn, dass de Pabeier gedëlleg ass an en net contrainnanten Artikel an der Verfassung eis Landesplanung net méi kohärent mécht. Dat ass déi alldieeglech Aufgab vun de Politiker, egal ob op nationalem oder op Gemengenniveau.

Mir ënnerstëtzen dann och d'Fuerderung no méi europäescher Kooperatioun an der Landesplanung. Grad e klenge Land wéi Lëtzebuerg ass duerch déi vill alldieeglech Grenziwwerschneidungen drop ugewisen, dass seng Nopeschlänner mathëllefen, dass d'Groussregioun sech kohärent entwéckelt, soudass jiddwereen eppes dovun huet. Ob dës Zesammenaarbecht iwwer eng europäesch Direktiv soll geregelt ginn, sief dohigestallt. Et kann op alle Fall net schueden, wa sech d'Grenzregioun eng méi laangfristeg Planung géif gi mat contrainnanten Ziler, déi et am Aménagement du territoire ze erreche géllt.

Ech denken hei u gemeinsam Mobilitéitsprojete wéi den Ausbau vun Zuchstrecken an Autobunnen, u Park & Ride-Infrastrukturen op der Grenz an u Steierfräizonen, wou Salarié vum engem Lëtzebuurger Betrib kënnen an hirem Heemechtsland schaffen, ouni steuerlech Nodeeler ze hunn, an esou d'Stroossen entlaaschten.

Eng aner flott Iddi fir eng zukünfteg Kooperatioun am Grenzgebitt huet de Premierminister Xavier Bettel am Beräich vun den erneierbaren Energien opgeworf. Et geet ëm eng konkret Léisung, wéi mir Frankräich iwwerzeege kënnen, Cattenom endlech ofzeschalten an amplaz zesumme mat Lëtzebuerg an der Regioun massiv an erneierbar Energien ze investéieren.

Här President, an der Landesplanung gétt et zwee Haaptinstrumenter, déi mir eis ginn hunn, fir d'Entwécklung vu Lëtzebuerg ze steieren. Et handelt sech ëm déi national Plan-sectorielle an déi kommunal Bebauungspläng. Virun der Ouschtervakanz hu mir mam neien Aménagementsgesetz endlech derfir gesuergt, dass d'Landesplanung richteg zu Lëtzebuerg ukomm ass an d'Plan-sectorielle kënnen ëmgesat ginn. Ech wëll net méi an den Detail vun dësem Gesetz goen, dat hu mir schonn alles virun e puer Woche gemaach.

An awer schéngt et mir wichteg ze sinn, nach eng kéier drop hinzewisen, dass et de Courage vun dëser Regierung war, deem mir et ze verdanken hunn, dass eis Legislatioun elo endlech esou wäit ass, dass mir ouni juristesche Onkloerheiten d'Plans sectoriels ëmsetze kënnen. Dës géllt et dann elo och ze maachen an d'Plan-sectorielle ëmzesetzen.

De Minister freet a sengem Dokument, wat fir eng nei Plan-sectorielle een elo nach prioritär entwéckele soll. Mir als DP sinn der Meinung, dass een an der Landesplanung d'Landwirtschaft net dërf vergiessen. D'Bauere sinn eis alldieeglech Liewensmittellieferanten, déi et an hirem Aarbecht ze schützen géllt. Mir mussen derfir suergen, dass dat Land, dat gutt géeegeent ass, fir Liewensmittel drop unzebauen, och fir d'Landwirtschaft zrëckbehalen an net verbaut gétt. Virun allem beim Gemisubau an nach méi spezifesch am Biogeméis hu mir zu Lëtzebuerg e grouse Retard opzuehelen, fir der steigender Demande Rechnung kënnen ze droen. Well d'Biogeméis nach méi Ufuerderungen un d'Akerland stellt, soll grad hei gekuckt ginn, déi passend Terrainen ze identifizéieren a fir d'Landwirtschaft ze reserveréieren.

En anere Plan sectoriel, dee mir eis als DP wënschen, ass dee vun der Mobilitéit an der Zukunft. Jo, de Plan sectoriel «Transports» gesäit eng Partie grouss Projete vir, déi eisen Transport méi effikass wäerte gestalten. Dat geet eis awer net duer. Mir wëlle méi wäit an d'Zukunft kucken an elo schonn den Terrain préparéieren fir Projeten, déi elo ganz futuristesche klengen an awer muss realiséiert ginn, fir eis Problemer an der Mobilitéit ze léisen. Mir mussen elo schonn derfir suergen, dass de Stat Terraine kritt, déi e brauch, fir esou Projeten ze realiséieren. Ech denken zum Beispill un nei S-Bunnen, déi iergendwann all Regioun aus dem Land mat der Stad verbanne sollen.

Här President, bei der Realisierung vun der neier Generatioun PAGE si mir leider nach net esou wäit wéi bei de Plan-sectorielle. 64 Gemengen hunn et bis haut net fäerdegbruecht, hire PAG an d'Prozedur ze schécken. An dat ass net onbedéngt deene Gemengen hir Schold. Nodeems déi kommunal Bebauungspläng nom 2004er Gesetz eigentlech alleguer bis 2010 opgestallt sollte ginn, hunn ëmmer nei Gesetzesännerungen an nei Oplagen derfir gesuergt, dass haut just 17 Gemengen e konforme PAG zum 2011er Gesetz hunn an nach eng kéier zéng Gemengen hire PAG an d'Prozedur geschéckt hunn.

14 Joer sinn d'Gemengen also amgaangen, un hire Bebauungspläng ze schaffen. Dat kascht net nëmme Geld an Nerven, mä verhënnert och, dass verfügbar Bauland séier ka bebaut ginn. Déi nei Bebauungspläng sinn näämlech a villerlees Hिसicht méi effikass wéi hir Virgänger. An existéierende Quartiere brauch een zum Beispill kee PAP méi ze maachen, wat a Gemenge mat engem ale PAG oft de Grond fir laangwiereg Prozeduren a Verspéidungen am Bau ass.

Et ass fir d'DP net akzeptabel, dass nach ëmmer wäit iwwert d'Halschent vun de Gemengen hir PAG-Prozedur net konnten ofschléissen. Mir trieden dofir a fir e Moratoire op all gesetzlech Ännerungen, déi nei Oplage fir d'Gemengen an hire PAG-Prozedure géife bedeuten, bis dass all Gemenge e Bebauungspläng vun der neier Generatioun besëtzt.

Mir wieren eis och dergéint, d'Gemengen, déi hire gesaten Delai net respektéieren, komplett an d'Gréngzon ze setzen oder hinne keng Pape méi ze geneemegen. Domat géife mir net nëmmen d'Bierger vun deene Gemenge bestrofen, déi och nâischt fir de Retard kënnen, mä dat wier virun allem e weideren haarde Réckschlag am Kampf géint d'Präisdeierecht op eise Wunnmarché, well an deene Gemenge logescherweis net méi esou vill oder guer net méi gebaut kéint ginn.

Mir sinn och der Meinung, dass zukünfteg PAG-Modifikatiounen ganz anescht solle gehandhabt ginn. Amplaz wärend ville Joren eng grouss Reform ze plangen an esou vill Zäit ze verléieren, soll et och méiglech sinn, a vill méi regelméisseg Ofstänn Bauperimetererweiderungen ze maachen. Méiglech wäert dat de Baulandvertrag maachen.

De Baulandvertrag ass eng laangjäreg Fuerderung vun der DP, déi dës Iddi als éischt Partei zu Lëtzebuerg an hirem Wahlprogramm hat. Ech hunn et schonn am Kader vum Debat iwwert de Logement gesot: „Ech sinn dovun iwwerzeegt, dass de Baulandvertrag mëttel- a laangfristeg d'Léisung fir vill vun eisen aktuelle Problemer am Logement an der Landesplanung ass. A wann de Baulandvertrag virun 30 Joer agefouert gi wier, hätte mir ganz vill Problemer, déi mir haut kennen, net.“

An Zukunft hunn d'Gemenge mam Baulandvertrag näämlech en Instrument, dat et hinnen erlaabt, just nach Perimetererweiderungen ze maache mat der Garantie, dass dat neit Bauland ënnerhalb vu kuerzer Zäit bebaut gétt.





Dëst verhënnert, dass mat dësem Terrain Spekulation ka bedriwwen ginn. Ausserdeem erlaabt de Baulandvertrag et de Gemengen, hire Bauperimeter genausou grouss opzemaachen, wéi d'Demande et dee Moment erfuerdert a wéi d'Gemeng et och mat hiren Infrastrukture pakt.

Et ass eng gewësse Planungssécherheet do, am Géigesaz zu haut, wou een och bei grouse PAG-Emännerungen zugonschte vu méi Bauland net weess, wivill Propriétaire bereet sinn, kuerz- a mëttelfristeg ze bauen. De Baulandvertrag ass dann och d'Antwort op déi oft genannte Kritik, dass eis Uertschafte sech ze vill no bausen entwéckelen, während bannendran nach Bauland broochläit.

Natierlech sinn och mir als DP der Meenung, dass d'Potenzial an de bereits existierende Quartieren esou séier wéi méiglech soll genotzt ginn. De Baulandvertrag verhënnert, dass an Zukunft iwwerhaapt nach Situatiounen entstinn, wou Bauperimetererweiterungen zu Baulücke féieren.

Här President, et gëtt am Dokument gefrot, ob d'PAGen och sollen op hiren Impakt op d'Landesplanung gepréift ginn. Dat schéngt mir logesch ze sinn, mä ass haut schonn de Fall, well d'Commission d'aménagement souwisou schonn hiren Avis zu all Modifikatiounen vum engem PAG ofgëtt.

Mir sinn och domat averstanen, dass net all Gemeng zu Lëtzebuerg d'nämlecht vill wuesse soll. D'Gemengen hei am Land hunn ënnerschiedlech landesplaneresch Aufgaben ze erfüllen. Währenddeem déi eng méiglechst vill Plaz fir Awunner an Aarbechtsplaze schafe sollen, gi sech aner, méi ländlech Gemengen d'Roll vun der grénger Long vun eisem Land. Dat soll sech och deemspriechend an de Plans sectoriels an de Bebauungspäng erëmispigelen.

Et si virun allem déi urban Raim Agglo SUD an Agglo NORD mat hire CDA-Gemengen, déi sollen den Haaptdeel vum Wuesstum vun eiser Bevëlkerung an eisem Aarbechtsmarché verschaffen. Op deene Plaze soll wa méiglech méi dicht gebaut ginn, fir de Landverbrauch anzeschränken a Wunnenge méi präiswäert kënnen unzëchen. Op dese Plazen ass et och méiglech, déi landesplaneresch wäertvoll Mixitéit vu Wunnengen, Aarbechtsplazen a Fraizäit ze errechen, déi et eis erlaabt wäert, vill Trajeteen op eise Stroossen ze vermeiden.

Gläichzäitig erreche mir hei déi néideg Masse critique, fir den öffentlechen Transport massiv auszubauen an esou zumindest een Deel vun der Populatioun méi onafhängeg vum Auto ze maachen.

Här President, d'Stad Lëtzebuerg ass den Hauptbausteen vun eiser Landesplanung. Et dierf awer net deen eenzege sinn. Déi absolutt Zentraliséierung vun den Aarbechtsplazen an enger Gemeng ass net gesond, weder fir d'Land nach fir déi Gemeng. Grad dofir ass et esou wichteg, zousätzlech Entwécklungspolen ze schafen, esou wéi mir dat mam Belval an der Nordstad amgaange sinn ze maachen. Mir mussen dës Beméiungen onbedéngt intensivéieren an nach besser vu staatlecher Säit begleeden an déi betraffe Gemengen ënnerstëtzen.

Dat gëllt och fir déi aner CDA-Gemengen, déi sech oft just an engem Beräich sollen entwéckelen an net ëmmer déi néideg Expertise a Manpower hunn, fir déi national Strategie op lokalem Plang ëmzesetzen.

Här President, och wa mir eis eens sinn, dass de Wuesstum sech virun allem an e puer cibléierte Gemenge sollt ofspillen, dierfe mir awer net de Feeler maachen, deenen anere Gemenge komplett ze verbidden ze wuessen. Genausou wéineg dierfe mir méi ländlech Regiounen bei Investitiounen an Infrastrukture vergiessen.

Zu Lëtzebuerg gëtt et bal keng Gemeng, egal ob grouss oder kleng, déi net vun den negative Konsequenze vum Wuesstum betraff ass. Ech schwätze virun allem vun Verkéier. Doduerch, dass vill Frontalieren all Dag eis Grenze passéieren, fir bei eis schaffen ze kommen, sinn eis Haaptachsen esou iwwerfüllt, dass och Niewestrosse komplett iwwerlaascht sinn. Dës Niewestrosse féiere ganz oft matzen duerch eis Uertschafte.

Här President, ech invitéiere jiddwereen, dee mengt, de Käerjenger an den Dippecher Contournement wieren iwwerflësseg, eng Kéier moies an owes während dem Berufstrafic an déi betraffen Uertschafte ze goen. Huelt lech awer wann ech gelift direkt duerno e Rendez-vous beim Longendokter!

Dofir verstinn ech och net, firwat den Dippecher Contournement net direkt mam Käerjenger geplangt a gebaut gëtt. Dat ass eng onnéideg Belaaschtung vun de Leit. Ech fuerderen dofir haut nach eng Kéier: Loosst eis den Dippecher Contournement dach direkt matbauen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Bréngt eng Motioun an!

► **M. Max Hahn (DP).**- Här President, ech hunn elo e Beispill aus dem Süde genannt, wou et net d'Haaptachs ass, déi fir de Problem an den Dierfer suert. Mä kuckt lech eng Kéier d'Situatioun op der N7 fir an den Norden un! Do ass et déi gréisste Strooss, déi de ganze Grenzverkéier aus dem Norden offänke soll, déi matzen duerch d'Dierfer féiert.

Här President, wa mir vu Liewensqualität schwätzen: Hei gëtt se massiv beaflosst, an dat net am Positiven! D'DP wëllt dëser Situatioun net länger nokucken. Dofir wäerte mir d'Prioritéit vun all de geplangte Contournementen nach eng Kéier iwwerpräieren a wa méiglech d'Realisatioun no vir zéien. Mir wäerten och net méi akzeptéieren, dass Contournementen an zwou oder méi Etappe gebaut ginn, well dëst fir d'Uertschafte an deene spéideren Etappe just nach méi Belaaschtung mat sech bréngt.

Här President, ech hunn et virdru scho gesot: D'Gemenge spillen eng ganz wichteg Roll an der Landesplanung. Fir dass d'Gemengen hir landesplaneresch Aufgabe kënnen erfollegräich meeschten, brauche si déi néideg finanziell Mëttelen. Selbstverständlech hunn d'Gemengefinanzen och eng landesplaneresch Konnotation. D'Gemengefinanzreform huet dëst nach eng Kéier ganz kloergemaach. Hiert Zil war et, déi verfügbar Sue méi gerecht ënner de Gemengen opzedeele an deene Gemengen, wou déi meeschte Leit wunnen a schaffen, och méi Suen zur Verfügung ze stellen.

Gläichzäitig huet d'Regierung decidéiert, de Gemengen eng zousätzlech finanziell Enveloppe vun iwwer 90 Milliounen d'Joer zur Verfügung ze stellen. Et ass dëst en Zougständnis un d'Gemengen, dass si eng ëmmer méi wichteg Roll fir d'Liewensqualität vun hire Bierger spillen.

D'DP ass allerdinge der Meenung, dass et mat dem Vott vun dëser Reform net duergeet. Mir fuerderen, dass een de finanzielle Spillraum vun all Gemenge ganz genau am A behält an a Relatioun setzt mat de landesplanerischen Aufgaben, déi déi jeeweileg Gemengen ze erleeden hunn.

Zu dësen Aufgabe gehéieren net nëmme d'Baue vu Wunnunitéiten an d'Opriichte vun Industriezonen, mä och d'Astandhale vun eise Bëscher, Wäsen a Flëss. Jo, och déi ländlech Gemengen hunn eng wichteg Roll ze spillen, déi et ze wierdege gëllt. Och dës Gemenge mussen déi finanziell Mëttelen hunn, fir hiren Aufgabe gerecht ze ginn. An hir Awunner dierfen net zu Bierger zweeter Klass deklaréiert ginn. Dofir setze mir eis och fir Nobesserunge bei de Gemengefinanzen an, soubal ee géif feststellen, dass eng Gemeng duerch déi gestëmmte Reform a Schwieeregkeete sollt kommen.

► **M. Dan Kersch, Ministère de l'Intérieur.**- Kennst Dir dann esou eng Gemeng, Här Hahn?

► **M. Max Hahn (DP).**- Mir ënnerstëtzen och all Kooperatioun...

► **M. Dan Kersch, Ministère de l'Intérieur.**- Här Hahn, kennt Dir dann esou eng Gemeng?

(**Interruption**)

► **M. Max Hahn (DP).**- Eben net. Dofir hunn ech et jo och esou formuléiert, Här Kersch, wéi ech et formuléiert hunn.

► **M. Dan Kersch, Ministère de l'Intérieur.**- Da sinn ech frou.

► **M. Max Hahn (DP).**- Ech och. Mir ënnerstëtzen och all Kooperatioun, déi tëschent de Gemenge stattfënn, fir gemeinsam Problemer am Interêt vun de Bierger unzegoen.

D'DP ass allerdinge kategoresch dergéint, d'Gemengen ze forceieren, iwwert d'Käpp vun hire Bierger ewech mateneen ze fusionéieren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).**- Et kann net sinn, dass en nationale Referendum organiséiert gëtt, wou d'Bierger aus de grouse Gemengen decidéieren, mat wem d'Bierger aus de klengen Gemenge fusionéiere sollen. Dat ass net eist Versteesdemech vun Demokratie an dat wäert et mat der DP an der Regierung net ginn!

Mir setze villméi op weider Ureizer fir d'Gemengen, déi fräiwëlleg op de Wee vu Fusioun ginn, well selbstverständlech deele mir d'Meenung, dass d'Gemenge besser a méi effikass kënnen schaffen, wa si eng gewësse Masse critique un Awunner a finanzielle Mëttelen hunn.

Här President, ech hunn elo den Tour ronderëm vill Aspekter vun der Landesplanung ge-dréit an op déi eenzel Froe vum Minister geäntwert. Jo, Landesplanung ass e komplexe Sujet, iwwert deen een nach vill méi kéint soen. Virun allem de Logement an d'Mobilitéit hänken direkt mat der Landesplanung zesummen. An awer och eis Wirtschafts- a Finanzpolitik beaflossen de Wuesstum a soumat och d'Liewensqualität vun eise Bierger.

Eise Sozialsystem an eis Investitiounscapacitéit sinn allerdinge erëm vum Wuesstum ofhängeg. Et ass also alles iergendwéi matenee verknäpp. Dat sollt een ni vergiessen, wann een iwwer ee vun deene Sujete schwätzt.

D'DP begréisst dofir och, dass mir eis haut Zäit geholl hunn, fir eis politesch Vuen iwwert d'Landesplanung ze diskutéieren. Mir sinn och der Meenung, dass dësen Debat vill méi regelméisseg net nëmme hei an der Chamber, mä mat allen Akteuren, Experten a Bierger sollt gefouert ginn.

Ech wéilt zum Schluss awer nach eng Kéier soen, dass ech et e bësse schued fannen, dass mir heibannen intern net déi néideg Zäit hatten, fir deen Debat en long et en large ze preparéieren, besonnesch wann een d'Wichtigkeet fir d'Zukunft vun eisem Land bedenkt.

Dëst gesot, soen ech lech Merci fir d'Nolauschten an ech soen den Akteuren, déi eis déi verschidden Avisen eraginn hunn, och Merci fir hir Avisen.

► **M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.**- D'Regierung huet deen Débat de consultation ugefrot am Kader vum État de la nation d'lescht Joer, dat heescht virun engem Joer. An d'Regierung kann dat bekanntlech just ufroen an ass net zoustänneg fir den Ordre du jour vun der Chamber.

Wann den Här Hahn sech hei beklot driwwer, datt d'Debatt esou spéit stattfonnt huet, da muss ech dat mat engem gewëssen...

(**Interruption par M. Max Hahn**)

...Befremden hei zur Kenntnis huelen.

► **M. Max Hahn (DP).**- Här Bausch, dat hunn ech net gesot, bien au contraire. Ech hunn zweemol gesot, dass ech frou wier, dass déi Debat hei géif stattfannen. Dat Eenzege, wat ech mer gewünscht hätt, ass, mir hätten eis an der Kommissioun vläicht nach méi Zäit kënnen huelen. Dat hunn ech gesot. Voilà!

► **M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.**- An der Kommissioun, do huet all Member d'Recht, fir zu all Moment jo eppes op den Ordre du jour ze setzen.

Den 28. Februar hunn ech en Dokument proposéiert. Ech hu kee groussen - wéi soll ech soen? - Drang gespuert, fir virun der Kommissioun ze diskutéieren.

► **M. Max Hahn (DP).**- Okay, Merci.

(**Interruptions**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Kaes, dozou?

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Jo. Eng Fro.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Parole après député?

(**Hilarité**)

► **Une voix.**- Parole après ministre!

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Ma dofir, ech war respektvoll an hu versicht ze waarden, bis den Här Hahn fäerdeg war, an ech wollt elo zu deem, wat e gesot huet, Froe stellen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ah, voilà. Den Här Hahn ass awer elo fort.

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Jo, en hätt och kënnen bleiwen. E war nach do, wéi ech de Fanger erausgestreckt hunn.

(**Brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Kaes, Dir sidd ëmmer esou fein.

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Merci, Merci, Här President. Ech wollt u sech zwou Froen dem Här Hahn stellen. Eischtens, en huet vun de Contournementen vun der N7 geschwat. Ech wollt en u sech froen, ech hu jo gutt verstanen, net nëmme d'Contournementen, mä gläich och déi Véierspurgkeet, wann ech dat richtig verstanen hunn, oder ass net de véierspuren Ausbau vun der N7 geplangt, wann et der DP no geet? Dat ass déi éischt Fro.

An déi zweet ass déi: Wann ech richtig verstanen hunn, da wëllt e fir déi ländlech Gemengen erëm eng Kéier, wann en u sech vun de Wäsen an de Bëscher an all deem schwätzt an datt dat muss erhale bleiwen, da wëllt en erëm eng Kéier dat, wat mer bei der Gemengefinanzreform ofgeschaaft hunn, an deem Sënn aféieren, datt och d'Fläch vun de Gemenge berücksichtigte gëtt.

Ech soe Merci.

(**Interruption**)

► **M. Max Hahn (DP).**- Villmools Merci, Här Kaes, dass Der mer d'Geleeeenheet gitt, dat doten dann nach eng Kéier ze ënnermauern. Ech hunn dervu geschwat, dass mer d'Contournementen wëlle virzéien, ebe well och, ech hunn d'N7 zitiiert, ech hätt och anerer kënnen zitiiieren, well do Stroossen duerch Uertschafte fueren.

Zu Är anerer Fro, zu der Gemeengefinanzreform, do hunn ech näischt aneres gesot wéi genau dat, wat ech hei a menger Ried gesot hunn, wéi mer se gestëmmt hunn. An ech mengen, den Här Minister huet souguer herno gesot a senger Konklusioun, dass e genau dat géif ënnerstëtzen. Mir dierfen ni méi als Chamber esou laang waarden, bis mir déi nächst Gemeengefinanzreform maachen.

Wat war dann d'Zil vun der Gemeengefinanzreform? D'Gemengefinanzreform hat ee grousst Zil: Dat war, egal wéi eng Stellschrauwen ee gedréit huet, dass mer déi eenzel Suen, déi ee pro Awunner als Gemeng kritt, dass mer do d'Schéier méi no géife beienee kréien. An ech mengen, wann Der d'Zeitung d'lescht oder d'virlescht Woch gelies hutt, wat d'Press zitiiert hutt, et wäert eng Pressekonferenz wahrscheinlech gewiescht sinn, ech weess et net, vum Innenminister, dann hutt Der festgestallt, dass genau dat Zil erreecht ginn ass.

An ech hunn hei elo net méi, awer och net manner gesot, wéi: Wa mir géife feststellen, dass grad déi ländlech Gemengen, déi aner Aufgaben hu wéi déi méi grouss Gemengen, Wuesstum mat Aarbechtsplazen, wa mer géife feststellen, dass déi ländlech Gemengen eng Kéier géife benodeelegt ginn, da musse mer Upassungen an der Gemeengefinanzreform maachen.

An ech hunn net méi an net manner gesot a menger Ried hei iwwert d'Gemengefinanzreform. Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Da géif ech elo d'Wuert weiderginn un den Här Gibéryen fir d'ADR.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Ier ech ufänken, wëll ech, Här President, dem Här Hahn da soen, datt en direkt kann ufänken, well souvill wéi ech aus där Tabell weess, sinn och eng ganz Rei vu Gemengen, déi manner kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Wochen erliewe mer hei eng regelrecht Invasioun vun Débats de consultation: iwwert de Logement, iwwert d'Integratioun, muer iwwert d'Mobilitéit, iwwert den Enseignement ass nach eng ugefrot, an haut iwwert d'Landesplanung.

Et ass am Fong eemoleg an der Geschicht vun dësem Parlament, datt eng Regierung zum Schluss vun enger Legislaturperiod, no fënnf Joer am Fong d'Chamber an esou wichtige Domänen, wéi ech se elo grad hei genannt hunn, fret: Wéi ass Är Meenung zu deene Sujeten?

A wann ech soen: „Se fret d'Chamber“, da ginn ech jo dervun aus, datt d'Regierung net d'DP, d'LSAP an déi gréng fret, well déi si jo awer Member vun där Majoritéit an der Regierung. Dat heescht, datt d'Regierung am Fong no fënnf Joer d'Oppositioun hei an d'Chamber froe kënn, wat dann der Oppositioun hir Meenung ass zu all deene Problemer, déi mer am Land hunn a fir déi d'Regierung anscheinend keng Léisung fonnt huet an deene fënnf Joer.

Dat doten ass fir mech e Bewäis, datt dës Regierung mat hirem Latäin um Enn ass! Et ass eng Failliteerklärung, wann eng Regierung zum Schluss vun enger Legislaturperiod fënnf Debats de consultation hei an der Chamber ufret, fir d'Meenung vun der Oppositioun gewuer ze ginn.

Mir hunn an e puer Méint Chamberwahlen. An all Partei wäert am Kader vun de Chamberwahlen hir Programmer maachen. An do wäerten Äntwerte kommen.

Firwat soll een haut enger Regierung hei eppes erklären, wou ee souwisou weess, datt se an dëser Legislaturperiod näischt méi mécht un deene Saachen?

Et ass am Fong just en Informatiounsaustausch, wahrscheinlech, fir datt d'Oppositioun soll der Majoritéit soen, wat fir eng Léisungen do sinn, fir datt d'Majoritéit déi da kann an hire Wahlprogramm aschreiwen, well als Regierung wäert se doudsicher näischt méi an dëser Legislaturperiod maachen.

Mä all déi Problemer, déi mer an deene fënnf Debaten hei diskutéieren, déi hunn eng eenzeg Ursach: Dat ass deen iwwerdrüwwenen, stramme Wuesstum! Awer iwwert d'Ursach





gëtt hei net diskutéiert. Hei gëtt versicht, d'„Syntoser“ ze bekämpfen an déi ze behandelen. Awer net d'Ursach! Wa mir d'Ursach awer net bekämpfen, gi mir ni méi fäerdeg, fir d'„Syntoser“, d'„Symptomen“ kënnen hei ze léisen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- D'Symptomen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- D'Symptomen, jo!

**(Interruption)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Mir hate verstanen, et war e bëssen „Syntosen“ oder esou eppes Änleches.

**(Hilarité et brouhaha)**

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, ech soen lech villmools Merci fir déi Korrektur a fir déi...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech passe ganz gutt op. Ech passe ganz gutt op lech op.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mir mussen also d'Ursach bekämpfen, well soss fuere mer längerfristeg an eng Katastroph eran.

An dëser Legislaturperiod hu mer 60.000 zousätzlech Aarbechtsplaze geschafene. Ech erënnere drun, datt am Dezember de Finanzminister op dëser Plaz e Blat an d'Luucht gehalen huet a gesot huet: „60.000 Aarbechtsplazen hu mer an dëser Legislaturperiod geschafene.“

Mir hu 75.000 Awunner an dëser Legislaturperiod bäikritt. An zesumme mécht dat 20.000 Leit, mat den Aarbechtsplazen, déi vun de Frontaliere besat ginn, déi mer pro Joer weider hei an d'Land kréien. Also 20.000 Leit, déi sech pro Dag hei weider am Land bewegen. Dat ass eise Problem!

Dat heescht, wann ech kucken, wéi elo hei diskutéiert gëtt, an ech kucken d'Realitéit vun dëser Regierung, den Här Gramagna, deen hei houfreg seet „60.000“; wann ech de Moien den Här Gira um RTL héieren hunn, deen da gesot huet: „Mir hunn nach Dausenden...“, d'Fläch ass esou riicht ewéi en Dësch, do kënnen mer nach Dausende vu Wunnenge schafen, Dausende vun Aarbechtsplaze schafen; dat heescht, et geet weider mat dem Rekordwuesstum an et ass keng Äntwert dorobber komm.

De Wuesstumswahnsinn geet weider bei dëser Regierung wéi ni zuvir. Wa mir de Problem awer net geléist kréien, hunn all dës Diskussiounen kee Wäert!

Da gëtt gesot: „Mir hunn 30 Joer Nohuelbedarf.“ Dat gëtt permanent vun dëser Regierung gesot. „Et ass 30 Joer näischt gemaach ginn.“ Ech si jo net do, fir d'CSV ze verrieden, mä loosse mer awer emol eppes soen: Mir haten awer och nach ni esou e Wuesstum, wéi mer en am Abléck hunn!

► **Une voix.**- Dach!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Neen, nach ni. Den Här Bausch huet et de Mëtteg ganz gutt dokumentéiert, wivill Zäit mer virun 100 Joer gebraucht hunn, fir 100.000 Awunner ze kréien. Du si mer op 30 erofgaangen. An elo si mer op 7 Joer! Op 7 Joer si mer am Abléck, wou mer 100.000 Awunner bäikréien! Esou e Wuesstum hate mer nach ni! A wa mer esou virufueren, da komme mer och nach ënnert déi siwe Joer, déi mer brauchen, fir eben...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Här Gibéryen, déi plus 100.000 Awunner, déi ech opgezéit hunn, dat war vun deene leschten aacht Joer...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo! An Dir hutt gesot...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Dës Regierung ass elo véier an en halleft Joer do, also mir si mindestens dann dovunner iwwer dräi Joer ënnert der viregter Regierung gewuess.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- An, Här President, den Här Bausch...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Duerfir stëmmt et net, wann Der sot, datt de Wuesstum...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här Bausch, Dir sidd mat Ärer Ried virugefuer, Här President, den Här Bausch ass mat senger Ried virugefuer an en huet eis och gesot, wéi laang mer brauche fir déi nächst 100.000, do sidd Der komm bis 2.000...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Siwen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Siwen! Jo, voilà! An dann ass also och d'Konsequenz vun...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Jo, mä Dir sidd jo an der nächster Regierung, da wäert Dir dat...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dat ass jo dann d'Konsequenz vun Ärer Regierungszäit, datt mer da schonn nëmme méi siwe Joer brauchen, fir 100.000 Awunner weider ze kréien.

Wéi laang schwätze mer dann heibanne scho vu Landesplanung?! Wat sécherlech wichteg ass! Den Här Wolter, mengen ech, kéint e puer Bicher schreiwen doriwwe: IVL, d'PAGen, déi d'Gemengen net ëmsetzen, d'Plan-sectoriellen.

2013, wéi dës Regierung ugetrueden ass...

Den Här Bausch huet mech elo grad ugeschwat, den Här Minister Bausch, Här President, wou e gesot huet, wéi mer wuessen. Ma déi gréng, wéi se an der Opposition waren, wéi hunn déi sech hei ëmmer opgereggt, datt déi Plan-sectoriellen onbedéngt misste kommen! An dat Eischt, wat se gemaach hunn, elo ginn déi op den Instanzwee geschéckt, mat dem bekannte Resultat. An elo, wou si mer dann elo drun?

Majo, elo geet dat d'nächst Woch an de Regierungsrot, am Mee gëtt eng éffentlech Consultation gemaach an da gi mer an d'Wahlen, Här President, an da si mer am Oktober dëst Joer genau do, wou mer 2013 am Oktober waren. Mir si kee Millimeter - kee Millimeter! - méi wäit. An da gëtt gesot: „Ma déi nächst Regierung huet dann awer alles fäerdeg doleien.“ Dat hat och déi viregt Regierung gesot. Déi hat och gesot, déi Regierung, déi elo am Amt ass, hätt am Ufank alles doleien...

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Dat kléngt gutt, wat Dir sot, mä dat ass awer falsch.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Déi hei Regierung huet deeselwechte Bilan, déi léisst déi nächst Regierung...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Dat, wat Dir sot, dat kléngt gutt, mä...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...mä elo virun de Wahlen, Här President, elo gëtt op eemol vill Tamtam gemaach. Et gëtt vill Tamtam gemaach. Et ginn Débat-de-consultationen hei an der Chamber gemaach, et gi Campagnen duerch d'Land gemaach: „Eist Land zesumme gestalten.“ Biergerlaboratoire gi gemaach. D'Caroline an den Etienne, déi streide mateneen iwwert d'Industriebetriber, déi sollen an d'Land kommen...

**(Brouhaha)**

Dach, jo, Här President...

**(Brouhaha)**

D'Carole, jo, d'Carole.

**(Hilarité)**

Mä ech hunn haut...

**(Brouhaha)**

Wéi gutt, datt...

**(Brouhaha)**

Ech fannen awer éierlech gesot, datt Der gutt nolauschtert, well all klenge Verspriecher gëtt direkt...

**(Brouhaha)**

► **Une voix.**- Louis war awer net wäit derlaanscht.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...ob jiddweree gutt nolauschtert. Also dat ass hei confirméiert.

► **Une voix.**- Uuh, dat schéngt wichteg.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Si streide mateneen iwwer Google, iwwert d'Juggurtsfabrik oder d'Steewollfabrik. An den Här Etienne Schneider huet virun engem Mount op dëser Plaz un d'Adress vun eise gréngé Kollege gesot: „Dee Spuk do, deen d'Carole an déi gréng do opféiere mat deene Betriber, deen ass de 14. Oktober eriwwe.“ Dat sot en hei op dëser Plaz.

Da gëtt geschwat iwwer Impaktstudien. Ma dat schéngt mer dat Normaalt vun der Welt ze sinn, datt mer géifen Impaktstudie maachen. Mä ech froe mech: Firwat mécht d'Regierung keng Impaktstudien? Et gëtt ëmmer driwwer geschwat. Elo virun de Wahlen gëtt dat alles héichgespillt, awer eng Impaktstudie huet dës Regierung nach zu kengem Zäitpunkt gemaach.

Här President, da gëtt dervu geschwat, Aarbecht a Wunnen a Fräizäit zesammenzeleeën. A gläichzäitig maache mer eng Politik, déi als Resultat huet, datt mer mussen all Joers 7.000 bis 8.000 Frontaliere weider hei an d'Land eranhuelen. Wou ass dann do déi Politik, fir d'Wunnen an d'Aarbecht beieneen ze leeën, wa mer eng Politik maachen, déi als Konsequenz huet, datt mer mussen all Joers 7.000 bis 8.000 Frontaliere weider hei an d'Land kréien? Wa 60% vun allen neie Plaze vu Fronta-

liere besat ginn, da kann een net soen, et géif een eng Politik maachen. Da misst een am Fond zu e puer Betriber soen: „Ma gitt direkt an d'Grenzregioun, wann Der alleguer d'Leit vun do beschäftegt, da brauchen d'Leit sech wéinstens net ze deplacéieren!“

Här President, hei ass permanent geschwat gi vum Wunnengsbau. Virun 30, 40 Joer, du konnt an dësem Land nach all Mënsch sech eng Wunneng leeschten. Och en Aarbechter, net nëmme en Direkter. Och de Schmelzaarbechter oder Gott weess wie konnt sech eng Aarbecht hei am Land leeschten, dat kann haut bal keen am Land méi, sech eng Wunneng leeschten, Merci, et ass wonnerbar, eng Wunneng leeschten. Haut ka keen dat méi maachen, haut muss een, deen dat gär hätt, an d'Grenzregioun wunne goen.

A mir schwätze vun dem Transportproblem. All siwente Frontalier, deen all Dag an d'Land erakéint, ass e Lëtzeburger, deen huet missen an d'Grenzregioun wunne goen. Dat ass och eng vun deene Konsequenzen, déi mer hei hunn. Wa mer gär fir déi Leit haut eng Wunneng hätten - déi Leit, déi sech virun 30 Joer konnt hei eng Wunneng leeschten, souguer mat e bësse Gréngs derbäi -, musse mer fir déi Leit haut soziale Wunnengsbau bauen, fir datt déi iwwerhaapt nach ënnerdaach kommen.

Mir bauen haut Héichhaiser. An da gëtt hei geschwat, datt d'ländlech Géigend net méi esou séier daerf wuessen. Da gëtt vu Prozenter geschwat. Mä em Gottes wëllen, Här President, et muss een awer ëmmer bei der Realität bleiwen! Wann eng kleng Gemeng vun 1.000 Awunner 100 Leit bäikritt, da kann ee soen: „Ma déi huet elo 10% bäikritt.“ Mä dann huet déi 100 Leit bäikritt. A wivill huet d'Stad Lëtzebuerg da bäikritt? Da gëtt gesot, déi huet prozentual der net esou vill kritt. Mä d'Stad Lëtzebuerg huet der, Madamm Polfer, an deene leschte 15 bis 20 Joer 30.000 bäikritt! Dat heescht, dann hu mer an der Stad Lëtzebuerg méi Wunnraum geschaaft wéi am Rescht vum Land.

An da soe mer trotzdem: „An de ländleche Géigenden daerf elo net méi gebaut ginn.“ Wat huet dat dann als Konsequenz? Och déi Leit an de ländleche Géigende géifen nach gären do wunne bleiwen, op hiren Terrainen, bei hiren Familjen. Dreive mer déi dann och elo an d'Héichhaiser an d'Stad? Wann ech hei déi Debatten héieren, wou gesot gëtt: „D'Haiser sinn ze grouss, d'Gäert sinn ze grouss!“ Elo si schonn d'Appartementer ze grouss. Mä wann Dir fäerdeg sidd, da ginn d'Leit hei am Land, wa se sech dann nach kënnen een oder zwee Kanner leeschten, op de fënneften oder op de sechste Stack op 40 m<sup>2</sup> wunnen! Ass dat d'Resultat vun Ärer Wunnengsbaupolitik? Ass dat d'Resultat...

► **Une voix.**- Mat lech gëtt et nach méi schlëmm.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...vun deem, wat... Wat? Här President, den Här Wagner wollt mech eppes froen.

► **Une voix.**- Nee, nee, nee.

► **Une autre voix.**- Neen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ah.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Ech wollt just soen: „Mat der ADR gëtt et méi schlëmm.“

**(Brouhaha)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift, den Här Gibéryen huet d'Wuert!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Duerch déi dote Politik ginn d'Präisser nach ëmmer méi héich. Mir kënnen och nach méi doruechter verbidden, fir iwwerhaapt ze bauen an de ländleche Géigenden, da ginn d'Präisser nach méi héich an d'Leit kréien ëmmer manner wéi virun.

An da gëtt geschwat vu Leitplanken: „Mir mussen Leitplanke setzen!“ Mä déi eenzeg Leitplanke, déi mer hunn, Här President, dat ass déi ronderëm d'Land. Dat gëtt net méi grouss. A wa mer Leitplanke wëllen am Land setzen, wa mer soen: „Hei daerf gebaut ginn, d'Densitéit ass esou héich, esou breet, esou laang an esou déif wéi ee wëllt“, jo, da mussen mer awer emol d'Diskussion maachen: „Wa mer esou weider wuessen, wivill Awunner verdroe mer dann téschent deene Leitplanken?“ An da wäerte mer gesinn, datt mer ganz séier un Enn sinn. Well bis mir mat deene Prozeduren hei duerch sinn - bis mir mat deene Prozeduren hei duerch sinn - Här President, ass dat schonn erëm alles iwwerholl.

A wa mir scho virun zéng Joer, wéi mer dat geplangt haten, déi sektoriell Pläng gehat hätten, wat géife mer dann haut mat deene Pläng maachen, déi mer virun zéng Joer opgestallt hunn? Guer näischt méi! Dann hätte mer de Kollaps total.

Wa mer déi Pläng hätten, da bräichte mer guer net mat Google ze diskutéieren, well ech ka

mer net virstellen, datt mer virun zéng Joer an engem sektorielle Pläng virgesinn hätten, datt zu Biissen dierften an där grénger Wiss 30 Hektar zoubetonéiert ginn. Ech géif soen, datt dat eis alleguer hei am Land quasi och arrangéiert huet, datt mer et net haten, a wéi komplizéiert et ass, an et gëtt elo net méi einfach. Mir wäerte gesinn, datt mer soubal nach keng Pläng un d'Enn kréien, fir datt se gesetzlech applikabel ginn.

A mir hunn déi verdammte Pflicht, ze kucken, datt mer fir d'Eischt d'Fro kläre vum Wuesstum. Well wa mir weider esou wuessen, mat deenen Zuelen un Awunner an un Aarbechtsplazen, an net de Courage hunn - an net de Courage hunn! -, iwwert déi Fro fir d'Eischt ze diskutéieren, da sinn all déi aner Diskussiounen hifälleg. Et huet kee Wäert, datt mer da Strécher a Grenzen hei am Land zéien, wa mer net wëssen, wéi mer weider wuessen. Well wa mer weider wuessen, da lafe mer och weider systematesch hannendrun, ob dat am Wunnengsbau ass, an der Mobilitéit oder an all deenen anere Politiken. Dat, wat mer an deene leschten zéng, 15, 20 Joer gemaach hunn - a wat elo ëmmer méi séier ginn ass, well mer eben ëmmer méi séier wuessen an elo bei siwe Joer ukomm si fir 100.000 Awunner méi -, wa mer mengen, an deem Rhythmus kënnen weider ze wuessen, da léise mer de Problem ni.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum fir déi Lénk.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Merci, Här President. Nodeems am Ufank vun der Legislaturperiod déi sektoriell Pläng verëffentlecht goufen an dunn opgrond vun enger Rei vu juristesche Problemer erëm hu missen zréckgezu ginn, nodeems a ville Gemengen d'Ausaarbechtung vun deenen neie PÄGe gemaach gouf an d'Diskussion - oder a ville Gemengen, muss ee leider soen, d'Netdiskussion - doriwwe voll amgaangen ass, nodeems mer virun dräi Wochen hei an der Chamber d'Gesetz gestëmmt hunn, dat den normative Kader fir de Programme directeur an d'Plans sectoriels setze soll, no all deem féiere mer elo, sechs Méint virun de Wahlen, eng Consultationsdebat iwwert d'Landesplanung!

Et wierkt e bëssen, wéi wann dee ganze Prozess op de Kapp gestallt wier. Virun e puer Wochen hunn déi éffentlech Workshopen iwwert d'Landesplanung ugefaangen. Mir begrëssen dat natierlech ausdrécklech. Mä d'Fro stellt sech awer: Kann dat, wat an deene Workshopen diskutéiert gëtt, iwwerhaapt nach afléissen an dës Planung?

► **Une voix.**- Neen.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- D'Plans sectoriels leien offensichtlech schonn esou gutt wéi fäerdeg am Tirang. Wivill Spillraum fir Biergerbedeelegung ass do dann iwwerhaapt nach méiglech? Déi Pläng sinn awer och fir d'Gemengen indispensabel, fir bei hire PAG-Entwërf e Minimum vu Kohärenz a Previsibilitéit eranzekréien. Soll dat also den organiséierten an harmonesche Modell vun der Landesplanung sinn, esou wéi e vun eis alleguerte gewënscht gëtt?

Et gëtt een den Androck net lass, datt jiddwereen iergendwéi awer e bësse mécht, wéi e wëllt, ouni e klore Kader a kloer definéiert Zilsetzungen. An duerno stelle mer da vläicht all zesummen an an Harmonie fest, datt mer eigentlech dat diffuust an desorganiséiert Konzept vun der Landesplanung emgesat hunn, mat all deene sozialen an ekologesche Verwerfungen, déi esou eng Entwécklung mat sech bréngt.

Här President, d'Landesplanung ass jo kee Selbstzweck. Et geet och net duer, d'Land ze plange mam Minimalzil, de komplette Chaos ze verhënnere. D'Landesplanung misst dat zentraalt Instrument sinn, fir wirtschaftlech a sozial Aktivitéiten a fir den Ëmweltschutz an d'Zesummeliwene um Territoire ze organiséieren. Mä wiersam kann dat Instrument érischt ginn, wann een och entscheet huet, wou et soll higoen, a wann een d'Hürden um Wee dohinner éischters identifizéiert huet an dann am beschte Fall natierlech och bereet ass, se ze iwwerwannen.

Ech ginn op fënnel vun deene groussen Erauforderungen an, déi fir eis als Lénk wichteg sinn an där doten Debatt. Et sinn déi Aspekter, déi an engem - an eisen Aen - duerchaus participative Prozess missten diskutéiert ginn. Et sinn éischters de Stellwäert vum Privatbesetz, zweetens de finanzielle Spillraum vu Stat a Gemengen, drëtens déi sougenannten „com-





mons“ an d'Roll vun den ëffentleche Services, véiertens déi zukünfteg Ausrichtung vun der ekonomescher Entwécklung a fénneftens den Ausbau vun der Kooperatioun an der Groussregioun a mat eisen Noperen.

Deen iwwergrouse Stellwäert vum Privatbesetz ass deen Elefant am Raum, laanscht dee kee kënnt bei all Versuch, méi eng konsequent Landesplanung zu Lëtzebuerg duerzusetzen. Dat wësse mer net zulescht, säit d'Regierung 2014 mat hire sektorielle Pläng gestoppt ginn ass. De Grond heifir war jo d'Onsécherheet bei de juristeschen Norme beim Landesplanungsgesetz an dem Programme directeur. Mä och en Uerteel vun der Cour constitutionnelle aus dem Oktober 2013, kuerz virun, huet gewisen, wéi problematesch zu Lëtzebuerg eng Landesplanung opgrond vun der besteender Gesetzeslag ass.

Dee grouse Problem ass engersäits, datt de Stat an d'Gemenge selwer net vill eegen Terrain hunn, an anerersäits, wa se der hunn, da leie se net do, wou se landes- oder gemengeplaneresch am meeschte Sënn géife maachen. An der Logementpolitik sinn de Mangel un ëffentlechen Terrainen an d'Schwierigkeiten, fir méi ze bauen, am daitlechsten. Just knapp 8% vum disponibele Bauterrain gehéieren dem Stat, de Gemengen oder anereren ëffentlechen Entitéiten.

Dernieft stellt sech d'Fro vun den Industriebroochen, déi zwar d'Potenzial hunn, fir se fir de Wunnengsbau an aner Aktivitéiten notzbar ze maachen, mä doduerch, datt se gréisstendeels a Privathand sinn, sëtze Stat a Gemengen ëmmer um kierzere Hiewel a mussen dacks Projeten de kommerziellen a finanziellen Interëte vun deene Groussgrondbesëtzer ënnerwerfen an dacks souguer nach fir den Assainissement opkommen, sief et direkt oder indirekt.

Déi esou zentral Fro ronderëm de Stellwäert vum Privateigentum bleift awer weider onberéiert. Mir hunn dozou als Lénk zwou Propose gemaach, fir dat an der Verfassung méi kloer ze maachen.

Éischtens: Eegentum ass a muss och weiderhi geschützt ginn. Mä Eegentum, an eisen Aen, bedeit awer och Responsabilitéit, gesellschaftlech Responsabilitéit am Sënn vum däitschen „Eigentum verpflichtet“.

An zweetens menge mir, datt och an der Verfassung nach méi kloer misst gemaach ginn, datt net nëmme de Privateigentum schützenswäert ass, mä datt och d'Propriété publique an d'Propriété sociale deeselwechte Schutz genësse missten.

An ëmmer erëm, wann een op d'Fro vum Privateigentum ze schwätze kënnt, da stellt ee fest, datt et hei am Land eigentlech just zwou grouss Forcé gëtt, déi do blockéieren an déi enger kohärenter Landesplanung ganz dacks am Wee stinn. An déi zwou Forcen hu mer haut och erëm héieren: Dat ass engersäits d'DP an anerersäits d'ADR, fir déi de Grondbesetz sakrosankt ass a bleift.

#### (Brouhaha)

Här President, virun e puer Wochen hu mer hei an der Chamber iwwert d'Logementskris diskutéiert. An an deem Kader hu mir als déi Lénk eng Motioun erabuecht iwwert d'Méiglechkeet, eng Méiwäertabgab op Terrainen, déi ëmklässiert ginn, opzehiewen. Dat ass zwar keng Äntwert op d'Fro vum Privatbesetz, mä géif et awer zumindest erméiglechen, d'Wäertsteigerung vum Privatbesetz zugonschte vum allgemengen Interessi deelweis ofzeschöpfen.

An domat sinn ech beim zweete Punkt, dem finanzielle Spillraum vun den ëffentlechen Instanzen, fir och tatsächlech kënnen ze plangen. Esou Modeller vu Mehrwertabgabe gëtt et schonn an Däitschland a virun allem an der Schwäiz. Virun allem awer erméiglecht dëst Instrument de Gemengen et, privat Terrainsbesëtzer a Promoteuren ebe justement virun hir Verantwortung ze stellen. D'Regierung huet zwar de Baulandvertrag annoncéiert, deen nach ëmmer an der Prozedur ermümpelt, mä mir hunn awer grouss Bedenken an Zweifel, ob dat net herno awer just en Tiger ouni Zänn gëtt.

Villméi gi mer um Gemengenniveau bei de Recette grad an déi ëmgekéiert Richtung. Säit de Gemengewahlereiere sech iwwerall an de Schäfferéit Stëmmen, déi gär d'Gewerbesteier nach weider erofsetzen, fir méi Betriber unzezielen. D'Stad Lëtzebuerg ass schonn um niddregsten Taux, eng landesplaneresch Katastroph, well d'Stad sech domadder nach weider all Aktivitéit aus dem Land an iwwert d'Grenzen ewech usuckelt, de Verkéier inclus.

An déi aner Gemengen zéien elo gär no. D'„race to the bottom“ huet ugefaangen an d'ëntwert vum alle Gemengen. Domat maache se d'Erausforderungen, déi a Saachen Infrastruktur op eis zoukommen, méi grouss an d'Mittelen, fir deem gerecht ze ginn, méi kleng. D'Konkurrenz tëschent de Gemengen - déi fiskal Konkurrenz tëschent deenen iwwer 100 Gemengen zu Lëtzebuerg - ass geckeg an et ass am direkte Widersproch zu enger seriöser Landesplanung.

Déiselwecht Onlogik läit awer och an der Finanzpolitik op nationalem Niveau. D'Erausforderungen, déi duerch de Wirtschaftswuesstum fir eis entstinn, ginn ëmmer méi grouss, kaschten ëmmer méi a verlaangen no ëmmer méi Moyene vum Stat.

A wat gëtt gemaach? D'Regierungen, eng no där anerer, huele sech déi Mëttele selwer ewech duerch permanent Reduzéierung vu Steiersätz op Gewinner, op ëmmer nei Nischen a Schlupflächer fir Multinationallen a Superreicher. D'Besoinen un ëffentlecher Infrastruktur, un ekonomescher Diversifizéierung, u Wunnengen an u Schutz vu Ressourcë sinn esou grouss, datt nëmme e staarke Stat a staark Gemengen dat leeschte kënnen.

Stéchwuert Steierpolitik: Ech hu virdu schonn de Wirtschaftswuesstum ugeschwat, dee jo maassgeblech vun dëser Steierpolitik ugedriwwen gëtt. Mir mengen, datt eng konsequent Landesplanung ouni eng kloer Richtlinn iwwert déi zukünfteg wirtschaftlech Entwécklung vum Land guer net ze maachen ass. Dat ass mäin drëtze Punkt.

D'Froen, déi sech ronderëm dës Problematik dréien, goufen op verschidden Aart a Weisen an deene leschte Wochen a Méint am Kader vun den envisagéierten Implantatiounen vu Fage, Knauf a Google thematiséiert. Hei goug et ëm Waasser- an Energieverbrauch, ëm Loftverschmutzung, Kaméidi an Trafic, déi duerch dës Betriber géifen entstoen, an awer och ëm Aarbechtsplazen, déi entstoe kéinten.

Innerhalb vun der Regierung ass doropshin Zodi doriwier entstanen, ob déi Betriber elo Rifkin-konform wäeren oder net, an hei läit de sprangende Punkt. D'Rifkin-Etüd ersetzt net d'ëffentlech Debatt iwwert den ekonomesche Modell fir d'Zukunft. D'Rifkin-Etüd geet nämlech guer net op d'Fro vum Wirtschaftswuesstum an. D'Rifkin-Etüd seet och näischt iwwert de globalen ekologeschen Impakt vu verschiddenen Innovatiounen, déi proposéiert ginn. D'Rifkin-Etüd stellt net d'Fro vun der Verdeelung a vun der Emverdeelung, also déi steierpolitesche Aspekter vum Räichtum. Mir mengen, datt déi Fro missten dréngend diskutéiert ginn, éier mer eng seriö Landplanung kënnen ugoen, déi d'Strooss och nach e puer Joer hale soll.

Här President, wann ech iwwert déi Erausforderunge schwätzen, déi sech eis stellen, da mengen ech domadder ënner anerem och de Schutz an den Ausbau, mä och d'Matbestimmung iwwert déi sougenannten „commons“ oder Biens communs, d'Erhale vun eise Ressourcen als ëffentlech Gidder, zu deene jiddwereen Accès muss hunn, déi demokratesch kultivéiert a geréiert mussen ginn an déi net privatiséiert dierfe ginn, well se soss zerstiéiert ginn. Ech schwätze vum proppere Waasser, dem gesonde Buedem, der Otemloft, dem Zougang zur Energie, mä och vun der ëffentlecher Gesondheet an dem allgemenge Bien-être collectif.

#### (Brouhaha)

D'Landesplanung huet jo eigentlech d'Zil, dës „commons“ ze schützen. Et steet net direkt esou am Gesetz, mä d'Opzielung vun den Ziler am Gesetz kann awer esou ausgeluecht ginn. Dës Thematik ass natierlech alt erëm ganz staark verbonne mat der Fro vum Privateigentum, well ëmmer méi oft déi Biens communs duerch d'Privatiséierung oder aner Mesuren zerstiéiert ginn, well den Accès doduerch just nach exklusiv fir verschidde Leit méiglech ass.

Et kann een awer och nach méi wäit goen: D'Recht op Wunnen ass e Bien commun. Mä ass den Accès dozou dann zu Lëtzebuerg wierklech garantiéiert? Mir mengen net.

D'Dominanz vu privaten Interessen huet derzou gefouert, datt ëmmer méi vun der Landesplanung de facto vu Private gemaach gëtt, an dat ass dann natierlech net am Interessi vun der Allgemengheet. D'Landesplanung ass, wéi den Numm et scho seet, e politescht Instrumentarium, fir d'Land, also d'Notzung vum Territoire zu Lëtzebuerg ze plangen. Mir liewen awer hei zu Lëtzebuerg an der besonnescher Situatioun, datt eisen Territoire vun den Entwécklung bei den Noperen ofhänkt a vice versa.

An dat ass mä leschte Punkt, d'Abezie vum der Groussregioun an d'Landesplanung. Den aktuelle Streik bei der SNCF haut a muer weist eis erëm ganz gutt, wéi staark mer ofhänke vun

eisen Noperen. Déi geckeg Reform, déi d'Regierung Macron wëllt duerchsetzen, ass engersäits eng Beschneidung vu Rechter vun Aarbechter bei der Bunn, mä se ass awer och an engem gewëssene Sënn eng Form vun hirem Aménagement du territoire. Andeems d'Bunn liberaliséiert gëtt, also am eigentleche Sënn e Bien commun zerschloe gëtt, entsti Verwerfungen, déi Konsequenzen op Lëtzebuerg hunn, op eis Landesplanung an op d'Notzung vun eise Territoire.

An der Regel ass et wahrscheinlech esou, datt Lëtzebuerg selwer duerch d'Wirtschafts- an d'Steierpolitik um Ursprung vun esou Konsequenzen ass. Dat ass bei der Wunnengskris de Fall, déi och schonn an der Grenzregioun spierbar ass. Dat ass bei der Mobilitätsinfrastruktur de Fall, déi net mathale ka mat den Entwécklungen an der Wirtschaft an um Aarbechtsmaart.

Här President, zesummefaassend menge mir, datt ee fénnef Saachen zréckbehale kann:

Éischtens: Mir sinn der Meenung, datt d'Land net ka geplangt ginn, soulaang de Stellwäert vum Privateigentum net den néidege Spillraum gëtt fir eng wierklech an noutwendeg Landesplanung, natierlech am Respekt virum Besetz, awer och an der Verantwortung vun dësem Besetz.

Zweetens: Mir sinn des Weideren der Meenung, datt Stat a Gemengen hire Rollen als staark Planungsinstanzen nëmme da kënnen gerecht ginn, wa se déi néideg finanziell a personell Moyenen derfir hunn.

Drëtens: Mir mengen, datt eng Debatt iwwert de Wirtschaftswuesstum an d'Ausrichtung vun der Ekonomie muss gefouert ginn an d'Landesplanung domadder verzaant muss ginn, soss leeft se den Entwécklungen ëmmer just hannendrun.

Véiertens: Mir wëllen de Stellwäert vun den ëffentleche Gidder an den natierleche Ressourcë méi staark berücksichtigen an d'Landesplanung duerch ëffentlech an duerch demokratesch legitiméiert Akteure weiderdriewen, an net undreiwel losse vu privaten Interëten.

Fénneftens: Mir wëllen d'Landesplanung an e groussregionale Kader setzen, wou mer eis mat eisen Nopere méi bewusst a kooperativ iwwert d'Konsequenze vum politeschen Handeln a vun ekonomeschen Entscheedungen an der Regioun wëllen ausenanersetzen.

Här President, ech wëll ofschléisse mat engem Zitat vun deemselwechten Auteur, deen d'Madamm Lorgé zitéiert huet, nämlech vum Immanuel Kant.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Lorsché.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Lorsché.

#### (Interruption)

Den Immanuel Kant, am Wuertsënn wierklech e Liberalen, deem säi Liberalismus awer wäit iwwert dat erausgaangen ass, woufir Liberaler haut stinn, nämlech de kategorieeschen Imperativ: „Handle so, dass du die Menschheit sowohl in deiner Person als in der Person eines jeden andern jederzeit zugleich als Zweck, niemals bloß als Mittel brauchst.“

Ech soen lech Merci.

#### (Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun. An d'Regierung huet d'Wuert. Fir d'Éischt de Minister vun de bannenzegen Affären, den Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

#### Prises de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Merci, Här President. Um Enn vun enger dach ganz interessanter Debatt an op de Risiko hin, deen een oder anereren ze enttäuschen, wëll ech awer soen, dass ganz villes vun deem, wat de mandatéierte Spriecher vun der CSV hei gesot huet, mäin Averstännis fënnt. Virun allem dat, wat déi allgemeng Problemer vun der Landesplanung ugeet, wat d'Chancen an d'Aufgabe vun der Landesplanung ugeet, mä awer och, wat hir eege Grenzen ugeet. An dat virun allem am Zesummespill mat der Verantwortung, mat de Responsabilitéite vun de Gemengen.

Erlaabt mer och, genee an deem Kontext e puer Bemierkungen ze maachen. Ee Wuert direkt zu der Zuel vun de Gemengen insgesamt hei am Land. Ech mengen, mir sinn eis parteiwwergräifend alleguerten eens, dass et e wünschenswäert Zil ass, d'Zuel vun de Gemengen insgesamt erofzesetzen. De Fusionsprozess, deen agesat huet an deene leschte 15, 20 Joer, ass och ënnert dëser Regierung an deem nämlechten Tempo virugaangen, wat u sech eng ganz gutt Entwécklung duerstellt.

Ech wëll och soen, dass ech mengen, dass elo no de Gemengewahlen de Moment komm ass

- nodeems mer och a verschiddene Gemengen nei Majoritéite kritt hunn an och nei Leit an d'Verantwortung kritt hunn -, fir de Prozess erëm eng Kéier ze relancéieren. An ech hu fest wëllen, zesumme mam Syvicol dee Prozess erëm eng Kéier nei ze relancéieren, wéi gesot mat neie Leit un der Spëtzt. Well mir wëssen, dass déi eng oder aner Fusioun oft wierklech un där enger oder anerer Persoun gescheitert ass. An et wär schued, wann een net géif dat Ganzt nach eng Kéier relancéieren.

Eenegkeet ass och iwwert de Prinzip vun der Noutwendegkeet vun der Reduktioun vun der Zuel vun de Gemengen, Oneenegkeet awer vläicht am Wee, wéi mer dat sollen erreechen. Ech mengen, dat brauch een hei net nach eng Kéier extra ze etabléieren. Et ass kloer, dass fir d'Regierung Zwangsfusiounen och an Zukunft net a Fro kommen an dass dee Prozess vun ënnen no uewe muss wuessen an net ëmgedréit.

Erlaabt mer vläicht och ee Wuert zu de PAGen, well awer eng Rei vun Deputéierten, a mengen Aen zu Recht, bedauert hunn, dass iwwer 60 Gemengen nach kee PAG vun der neier Generatioun hunn. An ech deelen - an d'Regierung och - d'Aschätzung, dass et bei där héijer Zuel onméiglech ass, dass déi virgesinne Sanktiounen dann och sollen a Kraaft trieden. Duerfir muss mer hei kuerzfristeg reagéieren fir de Wunnengsmaart. Et wier op jidde Fall kontraproduktiv, wann déi Sanktiounen, esou wéi se haut am Gesetz stinn, géifen zum Droe kommen.

Ech wëllt awer vläicht eppes soen zu der Kompetenz vun de Gemengen, fir insgesamt esou e PAG opzestellen. Ech mengen net, dass eng kleng Gemeng per se an der Onméiglechkeet wär, déi Erausforderung unzuhuelen. Et gëtt och eng Rei Beispiller vu klengen Gemengen - Reisduerf a Groussbous sinn der elo zwou, déi mer direkt afalen -, déi scho PAGe vun der neier Generatioun hunn, während gréisser Gemengen nach ganz wäit hannendru sinn.

Oft ass et jo esou, dass net onbedéngt d'Gréisst vun der Gemeng determinéierend ass, mä éischer vläicht de Wëllen, de politesche Wëllen, fir eppes ze maachen. An an der Praxis ass et jo och esou, dass d'Gemengen an deem Beräich net eleng gelooss ginn. Déi meescht Aarbechte gi vu spezialiséierte Büro gemaach, an och déi verschidde Spezialisten op deene verschiddene Ministère, déi intervenéieren, stinn zur Verfügung, fir d'Gemengen an där Saach ze ënnerstëtzen.

Et ass also näischt Onméiglech ze realiséieren. Wéi gesot, eng ganz Rei Gemengen hunn et virgemaach. Ech ginn awer gären zou, dass et eng ganz grouss Erausforderung ass an och ganz vill Zäit an Usproch hëlt. Mä et muss een awer wëssen, an dat ass hei ugeklongen, dass et natierlech och eng Noutwendegkeet ass vun der Simplification administrative, well et eben esou ass: Wa mer d'PAGe vun der neier Generatioun hunn, dann ass et natierlech wesentlech méi einfach, fir eng Rei vu Lotissementsprojeten ëmzesetzen.

Ech wëll och nach eng Kéier widerhuelen, wat ech virun schonn am Debat eng Kéier uklänge gelooss hunn: Dass a mengen Aen d'SuPe keen Instrument vun uewe sinn, mä si sinn een Element ënner anereren vun enger gesamter Prozedur, esou wéi d'Etudes préparatoires mat all hire Facetten, esou wéi aner Elementer, déi mussen berücksichtegt ginn, wa mer zu der konkreter Ëmsetzung vun de PAGe solle kommen, net méi an net manner.

Et ass och net esou, wéi landläufig d'Meenung ass, dass den Ëmweltminister - an dësem Fall d'Ëmweltministesch - e PAG misst approvouéieren, mä den Ëmweltminister gëtt nëmme säin Accord, wa Flächen, déi haut an der Zone verte sinn, an de bebaubaren Deel vum PAG sollen integréiert ginn. Wann also eng Gemeng bestëmte Flächen net wëllt aus dem bebaubaren Deel an der Zone verte erëm zréck an d'Zone verte reklasséieren, da brauch si duerfir net den Accord vum Ëmweltminister. Et ass, mengen ech, och wichteg, dass een dat hei eng Kéier op dëser Plaz kloerstellt.

Dat bréngt mat sech, dass d'Gemengen do hir Prærogative behalen. Dat bréngt eng gewësse Kohärenz an dat Ganzt eran. An et gëtt och d'Garantie, dass d'Gemenge weider hir Aufgaben am Aménagement communal behalen. An ech perséinlech sinn op jidde Fall der Meenung - an och d'Regierung ass där Meenung -, dass dat och gutt esou ass.

Den Här Cruchten hat virun net fir näischt gesot, dass d'Landesplanung een Element ass, wéi mer eist Land sollen an Zukunft gestalten, wéi mer d'Amenagéierung vum Land solle virhuelen, mä et ass awer net dat eenzeg. Ech mengen, och doriwier besteet Eenegkeet.

Dann d'Thema Gemengefinanzen. Ech mengen, et ass jiddwerengem säi gutt Recht, sech seng eege Wourecht zurechtzeleeën. Dat kënnt zwar an dësem Fall net vum Här





Goebbels, mä nëmme vu mir. Mä et ass duerfir awer, mengen ech, genausou wouer.

Ech géif awer bieden, zur Kenntnis ze huelen, dass d'Effete vun der Gemengefinanzreform genau dat duergestallt hunn, wat mer wollten dobäi errechen, an zwar eng Neifaassung vun de Kritären - a mengen Ae ganz wichteg. Mir hu fir d'Éischt sozioekonomesch Kritären an de Verdeelungsmechanismus mat ageschafft an domadder och der Entwécklung am urbanen an am rurale Raum Rechnung gedroen. A mir hu virun allem och d'CDAs als Kritär bei der Verdeelung mat erageholl, wat jo ouni Zweifel een Element vun der Landesplanung war.

Deen zweete groussen Objectif vun der Gemengefinanzreform war, an dat ass och scho virun ugeklongen, fir déi grouss Disparitéiten, déi mer haten, méi kleng ze maachen, engersäits téschent de Regiounen an anerersäits awer och téschent de Gemengen ënner sech. An dat ass eis gelongen. An ech mengen, dass mer eis doriwwer och sollten zesumme freeën, well dat jo awer, mengen ech, eis eng ganz Rei vun Diskussiounen erspuert, déi mer soss an der Vergaangenheet haten.

Ech wëll och soen, dass et a mengen Ae falsch ass ze behaupten, déi flächenintensiv Gemenge géifen duerch d'Finanzreform benodelegt ginn. Vun deene 15 gréisste Gemengen hei am Land ass just eng Gemeng, déi duerch d'Gemengefinanzreform méi schlecht ewechkënnert wéi ouni Gemengefinanzreform. An déi Gemeng läit op drëtter Plaz ënner 102 Gemengen, wat d'Pro-Kapp-Akommens ugeet. Déi kënnt also och an Zukunft net schlecht ewech.

Et ass och falsch ze soen, dass d'Gemenge mat Zone-artisanale géife benodelegt ginn. An den Här Wolter hat d'Beispill eng Kéier selwer gi vun engem ganz groussen Betrib vun iwwer 2 km, deen hien a senger Gemeng huet. D'Gréisst vun deem Betrib, de Flächeverbrauch vun deem Betrib seet awer näischt aus, weder an der Vergaangenheet nach haut, iwwert dat, wat een duerfir als Gemeng erakritt. An duerfir hu mer jo och genau dee Kritär ewechgeleest an hunn en neie Kritär eragesat, nämlech dee vun den Aarbechtsplazen, dee vill méi überschaubar ass an och déi Gemenge ganz kloer bevirdelegt, déi Aarbechtsplaze schafen, a per Definitiou ginn an de Zone-économiquen, an de Zone-d'activités dann do och Aarbechtsplaze geschafen.

Summa summarum - an ech mengen, dat sinn Zuelen, déi ee ka beleeden an déi ech och gären, ganz gäre jiddwerengem zur Verfügung stellen, an ech hat net méi spéit wéi gëschter nach op eng Question parlementaire an deem Sënn geäntwert - sinn 79 Gemenge gagnant bei der Gemengefinanzreform. An 23 Gemenge komme méi schlecht ewech, wéi wann et keng Gemengefinanzreform gi wär. An ech wëll soen, dass bei deenen 23 Gemengen der just zwou sinn, déi sech an der zweeter Halschent befanne vun deene Gemengen, wat d'Pro-Kapp-Akommens ugeet. Déi allermeechste Gemenge vun deenen, déi e bësse méi schlecht ewechkomme wéi ouni Gemengefinanzreform, sinn an der éischter Halschent, um Pro-Kapp-Akommens gemooss.

Konkret heescht d'Gemengefinanzreform fir Gemenge wéi Esch plus 12 Milliounen. Eng Gemeng Déifferdeng plus 8 Milliounen. Eng Gemeng Diddeleng plus 6,2 Milliounen. Awer och eng Gemeng Jonglënster plus 2,9 Milliounen. lechternach plus 3 Milliounen. Clierf plus 1 Milliounen.

Firwat nennen ech déi Zuelen? Ma well dat genau d'CDAs sinn, e puer vun deene CDAs, et si se net alleguerten, ech hu just emol déi heiten erausgeholl, genau d'CDAs sinn, déi duerch d'Landesplanung an der Zukunft eng aner Roll sollte spillen.

A well virun d'Thema vun der Nordstad hei ugeschwat ginn ass, wëll ech ganz kloer soen, dass d'Nordstad zesummegezielt - déi sechs Gemengen, déi do an der Nordstad sech u sech vereenegen - bei 24.600 Awunner 8,1 Milliounen méi kritt, wéi wa mer keng Gemengefinanzreform gemaach hätten. Iwwerengs kritt d'Gemeng Eitelbréck de Léiwendeel dovunner mat ronn 3,5 Milliounen.

Natierlech, an dat ginn ech ganz gären zou, wär déi Gemengefinanzreform do net méiglech gewiescht, och net mat deenen neie Kritären, och net mat deenen neien Ausrichtungen, och net mat deene Resultater, déi mer, mengen ech, awer alleguerte wollten zesummen ustriewen, wann d'Regierung net voluntaristesche méi Suen an d'Déppe geluecht hätt. Déi 100 Milliounen si virun ugeschwat ginn. Ech gi ganz gären zou: Wa mer déi net gehat hätten, wär et wesentlech méi schwéier gewiescht, fir déi Ziler ze errechen, déi mer wollten hunn.

D'Zuele weisen also a mengen Aen, wat ze bewiese war: D'Gemengefinanzreform, déi stäerkt d'Landesplanung. A wéi ech et viru gesot hunn, sollte mer eis doriwwer alleguerte

freeën, onofhängeg dovunner, wien den Initiator vun där Gemengefinanzreform war.

A virun allem, an dat ass menger Meenung no e ganz wichtegt Element, si stäerkt d'Landesplanung, awer ouni dass se aner Gemengen, déi vun der Landesplanung hier net déi nämlech Roll sollte spillen, an d'Onméiglechkeet géif setzen, fir hir Flichte vis-à-vis vun hire Bierger ze erfëllen. Och dat sollt eng Kéier ganz kloer gesot ginn. An ech mengen behaupten ze kënnen, dass domadder d'Gemengefinanzreform sech nahtlos an d'Beméiung vun der ganzer Regierung afüügt, fir eng duerchduechte kohärent Landesplanung fir eist Land opzebauen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Minister. D'Wuert huet elo den Nohaltekeetsminister, den Här François Bausch.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vu datt ech laang an deem Betrib hei och souz, net op där do Bänk, mä op där do Bänk, oder op dës Sait souz ech och eng Zäit, kennen ech dee Betrib an hu mer och keng Illusioun gemaach.

Wann d'Regierung higeet an d'Chamber mat abënnt, dann ass meeschtens d'Reaktioun vun der Opposition: „Et war net fréi genuch“, „d'Dokumente waren net gutt genuch“, „den Zäitraum ass schlecht gewielt“, „et war net gutt virbereet genuch“, „mir hätte misse méi an der Kommissioun diskutieren“. Dat heescht, et gëtt 70% vun der Zäit iwwert d'Form geschwat, fir net mussen iwwert de Fong ze schwätzen.

Wa mer d'Chamber net agebonnen hätten als Regierung, da wär gesot ginn: „Et ass eng Schwéngerei“, „d'Regierung hëlt d'Decision iwwert d'Kapp ewech vun der Chamber“, „d'Chamber kritt keng Informatiounen“, „d'Chamber ass net agebonnen“ an „d'Chamber huet kee Recht, hei matzeschwätzen“.

An haut hu mer dee klasseschen Zeenario erëm erlieft, just an der éischer Variant. Mat awer engem klengen Ennerscheid zu fréier, well vu datt ech och laang hei souz, hunn ech jo och vill Debatte materlief an do hunn ech mech e bësse gewonnen, datt ech de part et d'autre hei Remarken héieren, et wäeren net inhaltlech genuch Dokumenter presentéiert ginn, ze spéit an esou weider an esou fort.

Ech wëll lech just soen: Meng Erfahrung war hei als Deputéierten, datt bei Debatten, déi ugefrot gi sinn an der Zäit vu Regierungen, oft iwwerhaapt keng Dokumenter verdeelt gi sinn oder ech d'Dokumente den Dag viru kritt hunn, esou Wäzeler an esou weider, déi ech dann an der Nuecht hu misse liese fir moies, oder État-de-la-nationen, wou mer dann och d'nämlech hu missen Hals über Kopf diskutieren. Also, wéi gesot, et ass alles an Uerdnung an der Chamber. Ech gesinn, et huet sech am Fong an där Hisiicht net vill geännert.

Ech sinn awer erstaunt driwwer, datt ech op eng präzis Fro, an zwar d'Fro Nummer siwen, keng Äntwert kritt hunn. An dat ass awer déi sprangend Fro an där ganzer Diskussioun! An dat ass d'Fro: Verdree mer 14.000 nei Awunner pro Joer iwwert déi nächst Jore weider, jo oder neen? A wa jo, wéi maache mer dat, fir datt mer dat packen? A wann neen, wat ass dann d'Solutioun dovunner?

Et ass deelweis esou ugestraift ginn an esou weider, mä awer iergendwéi huet jiddweree sech laanscht d'Fro gedreékt. Den Här Gibéryen huet zwar wéi ëmmer polemesch driwwer geschwat, mä en huet awer och näischt dozou gesot. En huet net gesot, wéi hie mat der Fro wëllt ëmgoen.

Mä am Endeffekt ass dat awer fir mech eng vun de sprangende Froen.

(**Interruption**)

Besonesch wonneren ech mech awer, wann ech vun dem Michel Wolter vun der CSV, dem Spriecher vun der CSV hei héieren, d'Regierung hätt an deene leschte Joren net gehandelt an elo kéim se just virun Enn vun der Legislaturperiode an da géif se dann hei d'Chamber fir d'Zweet, dat gëtt en awer zou, consultieren.

Et ass jo guer net schlecht! Am Fong misst Der lech jo freeën doriwwer: Wann eng Regierung d'Chamber oft consultéiert, dann hutt Der als Opposition immens vill an oft Méiglechkeeten, fir Är Tonnen Alternativen zu deem, wat d'Regierung wëllt maachen, ze presentieren. Dir hutt awer eng hallef Stonn Zäit verluer hei, fir och lech mat der Form emol éischtens ofzeginn.

Mä ech wëll lech awer soen: Wann Der hei behaupt, mir hätten net gehandelt, wa mer et fäerdegbruecht hunn, an enger Legislaturperiode e Landesplanungsgesetz komplett nei ze

iwwerschaffen, dat ass komplett nei geschriwwen ginn, ënner juristeschen..., an dat geet net nëmmen ëm Uerteeler, déi komm si vu virun 2013, déi schonn do waren 2013, wéi mer ugefaangen hunn, mä et sinn der och nach duerno komm, mä virun allem sinn eng Rei Aweise vum Statsrot komm, déi ganz anerer ware wéi déi virun 2013. An duerfir war dat net einfach. An déi, déi an der Kommissioun derbäi waren, och vun Är Fraktioun, wëssen, datt dat schonn eng zimlech Leeschtung ass, fir dat Gesetz awer an dëser Legislaturperiode nach duerchzekréien.

An ech sinn och iwwerzeugt, datt Der heiansdo heemlech gehofft hutt an Der gemengt hutt, d'Regierung géif et net hikiréien.

Dat Zweet sinn d'Plan-sectoriellen. Déi Plan-sectorielle sinn och komplett iwwerschafft ginn! Do sinn iwwer 100 Aweise vu Gemengen - esou e voluminéis Dokument - mat ageschafft ginn an déi nei Pläng. Dat heescht, déi Plan-sectoriellen, déi mer elo an d'Prozedur wäerte ginn, dat sinn der net nëmmen, déi vun der Regierung einfach ausgeschafft gi sinn, mä do hu mer deem Rechnung gedroen, wat déi iwwer 100 Gemengen am Kader vun der éischer Prozedur, déi mer gemaach hunn zu de Plan-sectoriellen, eis un d'Doleancen an u Visiounen fir hir Gemengen eraginn hunn.

Elo muss mer natierlech kucken, ech si gespaant dorobber, ob dann och all Gemeng nach zu deem steet. Et gëtt jo och verschidde Gemengen, déi geännert hunn, vläicht kommen anerer, mä dat ass elo net dramatesch, well duerfir hu mer jo eng éffentlech Prozedur. An duerfir, den Här Gibéryen ass leider net méi hei, duerfir hätt ech em och gesot: Et ass net richtig, wat en hei interpretéiert huet, datt dës Regierung elo just dat an d'Prozedur gëtt an da mécht se sech ewech an da geet se an d'Wahlen an da kann déi nächst Regierung kucken, datt se eens gëtt.

Neen! Dat ass eng gesetzlech virgeschriwwen Prozedur, déi mer aleden, vun där elo d'Consultationsphas nach bei dës Regierung an dëser Legislaturperiode ofgeschloss gëtt, wou dann iwwert de Summer schonn un den Aweise geschafft gëtt, fir déi mat dran ze verschaffen. A wouduerch dann déi nei, nächst Regierung awer en ofgeschlossent Dokument virleien huet.

Dat Eenzegt, wat déi nächst Regierung nach muss maachen, dat ass, datt se dann natierlech kuckt: Wat hale mer zréck vun deenen Avisen, déi komm sinn? An da muss se definitiv d'Pläng an d'Reglementer arrétéieren. Mä dee schlëmsten an dee komplizéiertsten Deel ass awer deem, dee mir elo maachen! Dat ass deem, dee mer elo gemaach hunn déi lescht zwee, dräi Joer fir d'Iwwerschaffe vun deene Pläng. An et ass dat, wat mer elo wäerte maachen, nämlech an d'éffentlech Prozedur goen.

An ech hätt lech gäre gesinn! Ech hätt lech gäre gesinn, wa mer als Regierung net méi an d'Prozedur gaange wäere mat Pläng. Wat hätt Der lech hei defouléiert de Mëtteg, fir ze soen: „Dir hutt...!“ Dann hätt Der wierklech kënnen soen: „Dir hutt näischt fäerdegbruecht!“ An, bon, insgesamt hutt Der wahrscheinlech och e bësse gehofft, datt dat eis net géif geléngen an datt mer duerfir net an déi Prozedur méi kéinte kommen.

Mä dat ass net näischt, wat mer hei gelescht hunn! An enger Legislaturperiode! An ech wëll lech just soen: Déi Plan-sectoriellen, déi mir an d'Prozedur ginn hu virun, och dat ass net richtig, wa behaupt gëtt hei, mir hätten déi missen aus der Prozedur eraushuele wéinst engem Uerteel, wat scho viru bekannt gewiescht wär.

Et ass net wéinst deem Uerteel, datt mer et erausgeholl hunn. Mir sinn aus der Prozedur erausgaangen, well duerch d'Reglementer, déi mer bei de Statsrot ginn hunn, de Statsrot op eemol extrem Bedenke kritt huet par rapport zum Landesplanungsgesetz. Zum Beispill par rapport zu engem Artikel, dee guer näischt mat engem Uerteel ze dinn huet, mä deem awer essenziell war an deen eis ganz vill Problemer gemaach hätt, nämlech doriwwer, wéi mer an d'Prozedur ginn. An dat stoung an Ärem Gesetz vun 2013! Net an deem heite Gesetz! Dat stoung am viregte Gesetz!

Mir si laut deem Gesetz an d'Prozedur gaangen. An do stoung dran, datt een an d'Prozedur geet no enger Decisioun vun engem Gouvernement en conseil. An de Problem war, datt am Gesetz natierlech dra-stoung, datt duerno, duerch de Fait, datt een an d'Prozedur geet, och d'office Servituten normalerweis geluecht ginn. An datt dat net geet, huet de Statsrot gesot, datt een an eng Prozedur ka goen nëmmen duerch eng Regierungsdecisioun, ouni datt een eng gesetzlech Basis huet, fir duerno kënnen... An dat ass de Grond, firwat mer erausgaange sinn aus der Prozedur. An dat ass net en Uerteel, mä dat ass e schlecht Gesetz vun 2013, wat Dir ausge-

schafft hutt a wat Dir hei am Parlament verofscht hutt!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Wat de Conseil d'État sengerzäit guttgeheescht huet an och no laangen Diskussiounen vu jiddwerengem heibannen als relativ sënnvoll empfont ginn ass, sengerzäit.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech wëll lech just soen, Här Wiseler,...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech ka mech genau un déi do Diskussiounen erënnere.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Här Wiseler, ech wëll lech just soen: Déi Diskussioun hei hätt Dir lech kënnen erspueren, wann net Äre Spriecher heihinnerkomm wär an hei gemaach hätt, wéi wann een alles hätt kënnen wëssen, wéi een 2014 an d'Prozedur gaangen ass, a wéi wann dat alles baséiert wär op engem Uerteel just vu Gerichtsuerteeler. Dat stëmmt net! Dat ass einfach net richtig. Dat ass einfach net richtig! An et soll een duerfir d'Saache soen, wéi se sinn. Et soll een duerfir d'Saache soen, wéi se sinn.

An engem Punkt ginn ech lech recht: D'Landesplanung ass ëmmer, ëmmer legislaturiwwergräifend ze gesinn, wéi och Infrastrukturprojeten. Mir wäerte jo muer nach doriwwer diskutieren. Guer kee Problem domat! Iwwerengs war dat nach ëmmer meng Meenung, net nëmmen zënter haut.

An Dir kënnt roueg meng Rieden noliese goen: Ech war net deem, esougutt wéi mer an d'Prozedur gaange si wéi och, wéi mer erausgaange sinn, deen an der ganzer Diskussioun mam Fanger op déi viregt Legislaturen, op d'Regierung gewisen huet. Ech hu versicht, aus deem juristesche Schlamassel, an deem mer waren, deen net ech verursaacht hat, erauszekommen. An dat ass eis gelongen. An et ass eis och gelongen, wéi gesot, déi lescht Joren drun ze schaffen, fir datt mer eng besser juristisch Basis kréien.

Ob se honnertprozenteg hieb- a stécfest ass, dat weess souwisou ni een! Dat ass ganz kloer. Zemoos an deem heiten Domän huet een ni eng honnertprozenteg Garantie, datt dat de Fall ass, well et extrem komplex ass. Dat wësst Der alleguerte selwer.

Also, wéi gesot, et ka keen dës Regierung virwerfen, éischtens, datt se näischt gemaach hätt. An iwwerengs si mer och net an d'Prozedur deemools gaangen, esou wéi Der dat hei erkläert hutt lapidar, just well déi Pläng dolouchen a well eis näischt Besseres agefall ass a mer gesot hätten: Mir mussen déi elo einfach an d'Prozedur ginn.

Neen, dat ass net wouer!

(**Interruption**)

Weist mir déi Ried, wou ech dat hei gesot hunn!

► **Une voix.** - Déi weisen ech lech.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech hunn lech gesot hei: Déi Pläng, déi waren ausgeschafft. Mir hu se nach eng Kéier iwwerkuckt. Mir hu se souguer an eist Koalitionsofkommes integréiert, mat all de Projeten, déi dra sinn.

An ech hunn lech just gesot: Ech hätt lech gäre gesinn, wat Der gesot hätt, wa mer net mat deene fäerdege Pläng, déi dolouchen, an d'Prozedur gaange wäeren! Da wäert Der nämlech hei op d'Tribün komm, dann hätt Der gesot wärend dräi, véier Joer: „Et ass alles laang fäerdege! Den Tirang louch voll, voll vu Saachen, just Dir hutt lech net getraut, an d'Prozedur ze goen!“

Dir hätt eis kënnen soen: „Dir hutt lech dat getraut vläicht, wat mir eis net getraut hunn.“ Well Dir hätt och nach kënnen um Schluss vun der leschter Legislaturperiode an d'Prozedur goen! Dir hutt just d'Gesetz, d'Landesplanungsgesetz eréischt am Juli herno duerchkritt. Do gëtt et vläicht déi eng oder déi aner Grënn, ech weess et net. Mä op alle Fall kënnt Der net eppes eis reprochéieren,...

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Datt de Juli de Schluss vun der Legislatur war, duerfir gëtt et e Grond.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Entschëllegt? Ech hunn dat net verstanen.

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - De Grond duerfir, datt de Juli de Schluss vun der Legislatur war 2013.





► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Wann Der wëllt, ech hunn net verstanen, wat Der elo gesot hutt.

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Da lauschtert elo nach eng Kéier: Et gëtt e Grond derfir, datt 2013 de Juli de Schluss vun der Legislatur war déi leschte Kéier. Dat ass richtig!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Jo, mä dat ass awer keng Erklärung, firwat datt Dir bis un de Schluss och vun der Legislaturperiod gebraucht hutt, fir e Landesplanungsgesetz fäerdeg ze kréien.

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Soss wär nämlech nach ee Joer derbäikomm.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Dir werft eis hei vir, datt mir um Schluss vun der Legislaturperiod eréischt mat neie Pläng, mat engem neie Gesetz kommen, an Dir hutt selwer véier Joer gebraucht. Dir hutt et just net duerchkritt.

Bon, also duerfir sidd lech awer vläicht konsequent an deem, wat Der heiansdo sot!

Da wollt ech lech och soen, datt ech wierklech erstaunt sinn driwwer, wann ech lech héiere soen, de Programme directeur d'aménagement du territoire... Dir hutt dat zwar hei scho versicht ze erkläre beim Landesplanungsgesetz, an ech hunn lech gesot, firwat datt dat net geet. Mä dat ass elo eng Saach, dat wëll ech net nach eng Kéier alles widderhuelen. Ech sinn awer erstaunt driwwer, datt Der op där enger Säit sot, dee PDAT misst vill méi eng contraignant Basis hunn, an dann an deem nämlechen Otemzuch zielt Der eis 20 Saachen op, wou näischt dierf contraignant sinn.

Mä wann Der de Programme directeur vun deem Aménagement du territoire jo, dee jo alles beschreift, wéi dann d'Land soll ausgesinn, wéi d'Regiounen sollen ausgesinn, méi contraignant wëllt juristesch maachen, da musst Der, dat wësst Der ganz genau, dat och relativ präzis an engem Dokument beschreien. An da soen ech lech: Dann hutt Der awer ganz sécher keng Flexibilitéit méi! Dat heescht, et geschitt just de Contraire vun deem, wat Der am nämlechen Otemzuch hannendru wëllt widerleeën. Mä bon, dat sinn déi Widderspréich, mat deenen Dir musst eens ginn. Ech iwwerloossen lech déi gäre selwer.

Dann zu Ären zwee Zeenarien. Mir haten dräi Zeenarie virgeluecht, an zwar scho virun annerhallwem Joer. Ech hunn net vill Stellungnamen zu deenen dräi Zeenarien héieren. Ech hunn awer, par contre, duerfir sinn ech frou driwwer, héieren, datt déi meescht sech elo op deem Zeenario 3 kënne ralliéieren.

A wann Der sot: „Jo, d'Regierung huet sech festgeluecht op den 3.“ Jo, natierlech huet d'Regierung eng Meenung! Natierlech huet d'Regierung eng Meenung! An ech sinn och frou, datt d'Regierung eng Meenung huet. An ech fannen et net responsabel, datt een zum Beispill an eng Prozedur geet an datt ee géif soen: „Bon voilà, hei gëtt et elo esou vill Saachen, mä mir wëssen net, firwat mir sinn.“

Wa mer dat géife soen, da géift Der eis erëm virwerfen: „Dir kommt heihinner an Dir frot eis, wat mer solle maachen, well Der selwer net wësst, wou et soll higoen.“ Mä dach, mir wëssen, wou et soll higoen!

Mä, wat méi wichteg ass, dat ass, an dat wësst Der ganz genau, deemools beim AVL, IVL, déi zwee Zeenarien, éischters hu se sech allen zwee...

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Dat war e Lapsus!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Éischters hu se sech allen zwee erfüllt, déi zwee Zeenarien, den Einwohner- an de Pendlerzeenario. Mä, zweetens, wat vill méi problematesch war, an do wëll ech och elo net soen, wem seng Schold dat ass, wat vill méi problematesch war, ass, datt sech ni Moyene gi gi sinn, fir awer och nëmmen hallefweegs dat ze erreechen, wat an den Zeenarie beschriwwen war. Dat stoung um Pabeier an et ass duerno näischt am Konkrete geschitt.

Elo kann et sinn, elo kënnt Der mer soen: „Vläicht geet et lech elo d'nämlecht.“ Vläicht dann net méi mir, mä mengem Nofolger, wann d'Wieler dat anescht decidéieren. On verra! Mä op alle Fall, bei deenen, déi hannendrukomen, kann et sinn, datt et deenen d'nämlecht geet, datt déi och elo een Zeenario sech fixéieren an erëm kee Courage besteet, politesch,

bei der nächster Regierung oder de Regierung, fir dann eppes ze maachen.

Ech soen lech awer eent, an dovu sinn ech fest iwwerzeegt: Wa mer des Kéier eis net d'Moyene ginn, da soen ech lech, da wäert dee Modell, dee mer am Moment fueren, Schëffbroch erliden! Do sinn ech ganz sécher. Well éischters d'Akzeptanz bei der Bevölkerung dobausséierend wäert erfroge fir dee Modell an en zweetens souwisou weder ze finanzéieren nach ze halen ass, iwwer nach eng länger Zäit.

Duerfir sinn ech iwwerzeegt, datt et net vill Choix wäert gi fir nächst Regierungen. Entweder handele se an eng Richtung vum Zeenario 3 a mir stellen eng Rei Saachen a Fro a puncto vum Wuesstum oder dat geet souwisou schif.

Da wollt ech och nach e puer méi inhaltlech Saache riichtstellen, déi opgeworf gi sinn, wou ech mengen, datt och Saache falsch verstane gi sinn. Dat eent ass déi Geschicht mat enger Landesplanung op europäeschem Niveau. Natierlech, weder ech nach iergendee wëllt, datt d'Landesplanung soll eng europäesch Kompetenz ginn. Dat wär jo absurd. Dat ass per se am Geescht jo och falsch.

Dat Eenzegt, wat awer Sënn géif maachen, dat wär, datt op europäescher Ebene misst méi virgeschriwwen sinn, datt et iwwerhaupt eng Landesplanung gëtt. An dat hätt eis vläicht méi enner Drock gesat an de leschte Joren och, fir e bësse méi séier weiderzekommen. Dat heescht, de Stellwäert vun der Landesplanung ass wichteg, mä net, wat soll gemaach ginn. Dat schéngt mer evident ze sinn.

An dann ass et och net esou, datt op der EU-Ebene, wéi gesot gëtt hei... Et ass gemaach ginn, wéi wann d'EU géif virschreien, wat fir eng Natura 2000-Gebidder mir mussen ausweisen. Dat ass net d'EU! Et gëtt europäesch Direktiven am Naturschutz. Mä wat mir ausweisen, dat gëtt awer national decidéiert.

D'nämlecht ass et och par rapport zum PSP. Deen ass hei an e Licht gestallt ginn, wat ech net kann novollzéien. De PSP zum Beispill, dee schützt landwirtschaftlech wäertvolle Buedem, wat wichteg ass fir d'Zukunft. Haaptsächlech och an deem Sënn, wéi ech et gesot hunn, wéi ech et versicht hunn ze erkläre, mat der Entwécklung vum ländleche Raum an de Potenzialen, déi doranner leien.

Also, wéi gesot, et ass net esou, et ass op kee Fall esou, datt mir mengen, datt d'Landesplanung europäesch misst geregelt ginn.

Här President, ech mengen, datt déi Debatt awer, egal wéi, nützlich war, well se e Bestanddeel ass, an esou huet d'Regierung et och gesinn, an engem ganze Prozess vun Neiausschaffung vum Programme directeur. An ech wëll och soen, do sinn ech och e bëssen erstaunt gewiescht, de Michel Wolter seet hei: „Jo, elo kommt Der mat de Plans sectoriels! Dir hätt fir d'Éischt missen de Programme directeur nei schreien an dann d'Plans sectoriels.“

Éischters emol kann ech lech dann och soen: An der leschter Legislaturperiod hätt Der dat jo dann och esou kënne maachen! Well Dir hätt eigentlech de Programme directeur och an der leschter Legislaturperiod scho missen iwwerschaffen, well déi Entwécklung vum Ufank vun den 2000er Jore bis 2013 huet genuch Stoff hierginn, fir datt ee sech déi Saach hätt missen éischter afale loosse.

Mä dat ass awer net de Punkt. Well de Punkt ass, datt mer jo e Programme directeur haut hunn an datt déi Plan-sectorielle, déi mer elo ausgeschafft hunn, net nëmmen deem Rechnung droen, wat an den Avise vun de Gemenge komm ass, mä sech baséieren op den aktuellen, nach besteeënden, a Kraaft sech befinnende Programme directeur vun der Landesplanung, wou jo net alles falsch dran ass, wat dosteet.

(**Interruption par M. Michel Wolter**)

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Da sidd Dir deen Eenzegen, deen dat dote weess heibanen. Vun deene 40 Leit, déi heibanen setzen, huet awer keen nëmmen e Jota vun Äre Plan-sectorielle gesinn.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Jo, mä dat ass jo awer och normal.

(**Interruption par M. Michel Wolter**)

Also Är Pläng, Äre Plan-sectorielle hunn ech fir d'Éischt gesinn, wéi ech an d'Regierung komm sinn.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Dir diskutéiert mat... Dat, wat ech lech wëll soen,...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- An Dir hutt zéng Joer dru geschafft!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Dat, wat ech lech wëll soen, dat ass, dass Dir mat eis diskutéiert op engem Niveau, dee mir net hunn. Méi ass et net! Dat ass dat, wat ech lech wëll soen.

Also diskutéiert mat eis op engem Niveau, wou mir kënne matdiskutéieren. Dir sot elo Saachen, déi musse mir lech einfach ofhuelen.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Neen, Här Wolter!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Dat ass an der Rei. Ech hunn och kee Problem domadder, contrairement zu anere Leit. Et ware jo aner Leit hei, déi gesot hunn, et misst een déi Plan-sectorielle jo an der Chamber diskutéieren. Ech hu kee Problem mat der Prozedur. Ech soen, ech hu just gesot: Mir diskutéieren haut, néng Deeg, ier Dir an d'Prozedur wëllt goen, diskutéiere mir eppes, wou Dir wësst, wat drasteet, a mir net. Voilà!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Neen, mä ech mengen,...

► **M. Michel Wolter (CSV).**- An d'Bewäertung dovu wäerte mer da maachen, wa mer...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Dir kënnt d'Bewäertung...

► **M. Michel Wolter (CSV).**- ...wa mer et gesinn hunn a wa mer festgestallt hunn, ob dat dann och esou ass, wéi Der dat sot.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Also éischters emol, nach eng Kéier,...

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Méi kann ech do net dozou soen.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- ...déi Plan-sectorielle baséiere jo op enger Consultationsprozedur, déi scho war. Éischters.

(**Interruption**)

Jo, dat wäert Der gesinn. An zweetens, iwwerregens, am Contraire zu der viregter Regierung hate mir de Syvicol permanent am Groupe «interplans» derbäi. Et war net an enger Black Box, wou mer dat ausgeschafft hunn.

An iwwerregens wëll ech lech och soen, datt ech mat de Ministeren...

(**Interruption par M. Michel Wolter**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Jo, mä lauschtert, Här Wolter, ech ginn lech just Géigenargumenter! Dir musst se net akzeptéieren. Dat ass Äert gutt Recht.

Da wëll ech lech awer och nach soen, dat...

(**Interruption**)

...d'Regierungsmemberen, nodeems mer déi Avisen all duerchgekuckt hate vun de Gemengen, virun zwee Joer, datt mer eis, ech mengen, sechs oder siwe Konferenze laanscht d'Ouere geschloen hunn, wou mer all d'Gemengevertreider invitéiert haten, all d'Gemengeroatsmembre vun alle Gemengen am Land waren invitéiert, wou mer hinne presentéiert hunn, a wéi eng Richtung mer mat den neie Pläng wëlle goen.

Och dat ass et virdrun net ginn! Also, kommt, sidd awer wéinstens esou fair a gestitt eis zou, datt mer versicht hunn, an der ganzer Legislaturperiod, souwäit wéi dat nëmme geet a méiglech ass, d'Gemengen als wichteg Akteuren an d'Ausschaffung vun deene Pläng matanzebeziehen!

Bei deem herno natierlech, wat elo erauskënn - mä duerfir ass d'Consultationsprozedur jo och do, fir datt jiddweree ka Säint nach eraginn, wou en net d'accord ass -, wäerte mer souwisou ni, keng Regierung, och wann Dir sollt an där nächster Regierung sinn, keng Regierung herno wäert et fäerdegbréngen, e Plan

sectoriel ze verofschiden, wou 100% vun de Leit an de Gemengen, bis an dee leschten Detail jiddweree dermadder d'accord ass. Jo, dat ass jo eng Illusion! Dat kritt Der jo net hin! Dat wësst Der ganz genau.

Dat heescht, Dir musst herno als Regierung tranchéieren. Dat ass jo esou. Dat ass och Äre Rôle.

(**Interruption par M. Michel Wolter**)

Jo, d'Regierungen, egal wien do ass...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Minister! Här Minister, adresséiert lech elo emol erëm un d'Chamber, soss setze mer d'Setzung herno fort an der Antichamber!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Här President, ech wollt lech just soen, virdrun...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- ...hätt ech dem Här Wolter nawell gär eng Rei Froe gestallt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ah, majo, Dir sidd vill méi flexibel mam Här Wolter wéi den Här Wolter mat lech.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Maja. Neen, duerfir...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Voilà!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Wa mer wëllen eng Debatt féieren, eng Debatt heescht fir mech eng Debatt.

(**Hilarité**)

Dat heescht eng Konfrontatioun vun Iddien. An ech loosse duerfir Froen zou. Bon, bei mir ass keng zougeloss ginn. Mä ech muss awer hei op déi Froen, déi virun zwou Stonnen hei opgeworf gi sinn, respektiv déi Remarken, déi gemaach gi sinn, kënnen äntwerten.

Ech sinn och elo gläich fäerdeg. Dir braucht lech...

(**Hilarité**)

...keng Suergen ze maachen. Ech kommen zu mengem Schluss.

Ech mengen, datt, an do si mer eis jo all eens, d'Landesplanung e legislaturiwvergräifende Prozess ass, dee souwisou ni fäerdeg ofgeschloss ass. An dat ass zum Beispill och de Programme directeur. Ee Programme directeur, deen een arréiert zu engem gewëssene Moment, do muss ee permanent kucken, wéi e sech entwéckelt, ob deen nach wierklech on track ass mat deem, wat wierklech an der Gesellschaft leeft, wéi d'Land sech entwéckelt. An et ass ee gezwongen, permanent nozéentwéckelen. Dat ass dat eent.

Dat Zweet ass: Hei stellen ech fest, datt mindestens bei engem ganze Koup Saachen, déi mer proposéiert hunn als Regierung, et jo schéngt keng Meenungsverschiddenheeten ze ginn. Et schéngt jo awer all Mënsch mindestens... an dat ass emol eng erfreelch Nouvelle, déi ech hei als Ofschluss wëll mathuelen, et schéngt jo heibanen kaum een der Meenung ze sinn, datt mer net sollen an d'Richtung goe vun deem Zeenario 3 an d'Entwécklung esou gestalten, wéi se am Zeenario 3 beschriwwen ass.

Dann hoffen ech och, wann et konkret gëtt ronderëm d'Ausschaffung vum Programme directeur, wann dat da konkret gëtt, datt mer ons och dann déi Instrumenter wäerte ginn, sougutt am Programme directeur wéi duerno och rechtlech zesammen, fir datt e méi contraignant op verschiddene Plaze vläicht ka ginn, fir datt mer deen Zeenario 3 och erreechen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och.

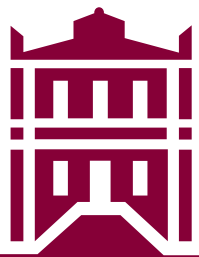
(**Interruption**)

Jo, ech maachen dat elo séier. Mir sinn um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm. Ech soen lech Merci fir déi gutt an animéiert Diskussioun, maachen d'Setzung zou a ginn lech Rendez-vous muer de Mëtteg um zwou Auer. Merci gesot!

(**Fin de la séance publique à 19.51 heures**)







## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 2. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du reclassement

- Exposé: M. Marc Spautz

- Débat: M. Frank Arndt (intervention de M. André Bauler), Mme Joëlle Elvinger, M. Gérard Anzia, M. Marc Baum, M. Frank Arndt

- Prises de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (intervention de M. André Bauler), M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

- M. Marc Baum (parole après ministre)

### 3. 7138 - Projet de loi portant modification

1° du Code du travail;

2° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

- Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel

- Discussion générale: M. Marc Spautz, Mme Joëlle Elvinger, M. Gérard Anzia, M. Marc Baum (interven-

tion de M. Gast Gibéryen), M. Gast Gibéryen

- Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 4. Débat de consultation sur la mobilité

- Exposé: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Débat: M. Marco Schank (intervention de M. le Ministre François Bausch), M. Georges Engel, Mme Josée Lorsché, M. Gusty Graas (interventions de M. le Ministre François Bausch et M. Gast Gibéryen), M. Gast Gibéryen (interventions de M. le Ministre François Bausch et Mme Nancy Arendt) (dépôt d'une motion), M. David Wagner, M. Gilles Baum (M. Alex Bodry)

- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Motion 1: M. Gast Gibéryen (intervention de Mme Nancy Arendt), M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry (interventions de M. Gast Gibéryen et M. Claude Wiseler), M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider et M. François Bausch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

## 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech maachen heimat d'Sézung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

### (Négation)

Am Moment net.

Da géife mer direkt zum éischte Punkt vun eise Ordre du jour iwwergoen, enger Aktualitéitsstonn iwwert de Reclassement professionnel, enger Aktualitéitsstonn, déi vun de Kollege vun der CSV ugefrot ginn ass. An dann ass och schonn direkt de Riedner fir d'CSV, de Marc Spautz, prett, fir an d'Matière eranzeféieren. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

## 2. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du reclassement

### Exposé

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, wéi mer d'Heure d'actualité ugefrot hunn, huet kuerz drop den Aarbechtsminister en Accord fonnt mat enger Gewerkschaft, wat de Reklassement ubelaangt. Haut de Moien hunn ech am Radio héieren, dass de Sozialminister en Accord fonnt huet mat de Gewerkschafte wéinst der 52-Woche-Regelung. A viru véierzéng Deeg huet d'Familljeminstesch e Projet deposéiert, wou se sech net nëmme mat deene Reklasséierte beschäftegt, mä wou et och drëm geet, wéi déi Leit, déi eng Assistance brauchen, bei der Inklusioun, beim Handicap an och déi Leit, déi am Reclassement externe sinn, solle gehollef kréien.

Dee Projet ass deposéiert ginn den 23. März a mir hunn d'Chance, deen de Méindeg an der Chamber virgestallt ze kréien. Nodeems déi Evenementer all waren, hat ech Kollegeen um Telefon, vu menger eegener Fraktioun souwéi och Kollegeen aus anere Fraktiounen: „Brauche mer deen Debat elo nach, wou déi Punkten do jo elo schéngen op der richteger Pist ze sinn?“ Bon, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, dat huet vläicht dermat ze dinn, dass ech eng aner Approche dozou hunn, well ech selwer emol an de Betriber geschaff hunn. Wat de Reklassement fir déi Leit bedeit, déi fir Loun a Gehalt geschaff hunn an op eemol aus gesondheetlechen Ursachen hire Beruff net méi kënnen ausüben, wéi se dat virdu gemaach hunn, do huet een da vläicht eng aner Approche derzou.

De Reklassement ass ugaangen hei zu Lëtzebuerg mam Gesetz vun 2002. Mir hunn duerno nach e Gesetz gehat 2004 an 2005, wou duerno d'Inspection générale de la sécurité sociale eng Kéier eleng hire Bericht gemaach huet, an duerno den 23. Juli 2015 ass dat neit Gesetz komm, wou e Bestanddeel ass iwwert de Code du travail an och de Code de la sécurité sociale, well déi zwou Saachen näamlech enk matenee gekoppelt sinn. Dat géllt souwuel fir de Reclassement interne wéi och de Reclassement externe.

An en anere Projet, deen domat gekoppelt ass - an dee kennt de Chamberspresident ganz gutt, well hie war déizäit Sozialminister -, dat

ass de Projet, wou et ëm laang Krankeschäiner vun 52 Wochen op 104 Woche geet. Dat ass e Gesetz, wat 2004 komm ass a wou duerno schonn ëfters driwwer geschwat ginn ass, dass mer eng Reform géife maachen, well mer do Häertefäll hunn, wou verschidde Leit duerch de Sift falen, an dat ouni Absicht. Et ass dofir wichtig, wann ee vun deem enge vun deenen zwee Gesetzer hei schwätzt, dass een da muss iwwert déi zwee diskutéieren, well déi dach awer plazeweis aneneen agräifen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ganz richtig!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- De Punkt ass, wann ee vun deene Projekte schwätzt, da muss een och kucken, wéi déi zwee aneneen agräifen. Dir hutt Leit, wa se an de Reklassement kommen - doduerch, dass se laang krank waren an hire Beruff net méi ausüben kënnen -, da ginn déi bei d'Commission mixte geruff an da kréie se gesot, si géifen e Reklassement kréien. Ob dat extern oder intern ass, hänkt vun deene jeeeweilege Fäll of. An da kommen déi Leit an de Reklassement eran an da kréie se en neien, en aneren Aarbechtsvertrag, wou se en Deel Pai kréien an en Deel Complement. An dee Complement, dee gétt eng Kéier festgeluecht an duerno geet en net méi no uewen, mä nëmme nach no ënnen. A wann deejéinegen erëm normal a sengem Betrib schafft - esou ass dat op alle Fall de Moment de Fall -, da kritt en een Deel Pai an e kritt e Complement vun dem Reklassement. A wann en am Kollektivvertrag eppes bäikritt a säi Basisloun geet an d'Luucht, kritt en dat op där anerer Säit beim Reklassement ofgeholl.

Ech wëll awer betounen, dass dat keen neie Moment ass, dass et dat ëmmer ginn ass, dass et dat och fréier ginn ass bei den Zousazpensiounen: Wou Zousazpensiounen ausbezuelt gi sinn, ass deemoools dee Loun eng Kéier berechent ginn an duerno net méi ugepasst ginn. Mä et wier do wichteg, déi Ännerungen ze maachen, dass, wann am Betrib jiddwereen eppes bäikritt, och déi Leit, déi am Reklassement sinn, d'Méiglechkeet hunn, eppes bäizekréien. Dat ass ee vun deene Problemer, deen ee bei där Prozedur huet.

En anere Problem ass deen: Bis dee Reklassement dann unerkannt ass an och bis d'Leit dee Reklassement ausbezuelt kréien, do verginn alt zwee, dräi Méint, bis d'Leit déi Sue kréien, déi se beim Reklassement zegutt hunn. An do hunn déi Leit Problemer! An do hunn awer och deenen hir Famillje Problemer, well jo näamlech och d'Familljen drop ugewise sinn, dass d'Geld kënnt, ob dat fir de Loyer ass oder fir d'Liewenshaltungskäschten. An och do wier et wichteg, dass mer et géife fäerdegbréngen, dass déi Administratioun mat genuch Leit ausstafféiert géif ginn, fir dat och kënnen ze maachen, fir dass dee Reklassement méi séier kann ausbezuelt ginn.

An en anere Punkt, deen een och do net soll vergiessen - an den Här Chamberspresident an och den Här Aarbechtsminister an nach vill Kollegeinnen a Kollegen heibanne waren do beim „Relais pour la vie“ -: Do huet eng Kéier eng Damm en Temoignage ginn, wou se gesot huet, dass se opgrond vun hirer Krankheet esou laang net konnt schaffe goen an op eemol opgrond vun der Regelung vun den 52/104

Wochen erëm huet misse goen. An dat huet duerno net grad d'Rekonvaleszenz beschleunegt an hirem ganzen Dossier. Och an där Prozedur misste mer kucken, wéi mer et kéinte besser maachen, fir dass mer fir Leit, wou mer wëssen, dass Problemer sinn, och eng Verlängerung kënn maache vun deenen 52 respektiv 104 Wochen. Mir brauchen do eng aner Prozedur.

De Punkt, dee sech näamlech do stellt: Zweek Leit si krank, oder besser gesot, een ass krank, en ass länger Zäit am Krankeschäin an da gétt e bei de Kontrolldokter geruff. Da seet de Kontrolldokter: „Mäi Jong, et geet net méi, du bass inapte.“ Da kann deen nach op de Reklassement zrëckgräifen an da kënnt en an déi Prozedur eran. Säi Kolleg, mat deem e laang Jore geschaff huet an deen nach net krank war, dee gétt bei den Aarbechtsmedezinner geruff an da gétt en inapte erkläert, fir dee Posten ze besetzen. A well en awer nach keng dräi Joer am Betrib ass, kënnt deen elo net méi an de Reklassement eran. An dat ass net d'Decisioun gewiescht vun Legislatuer, fir et emol esou auszedrécken, mä dat ass en Uerteel, wat mer kritt hu vun der Cour constitutionnelle, déi domadder en Uerteel bestätegt huet - an dat Uerteel datéiert vum November vum leschte Joer -, wou et heescht, dass een eréischt kann ënnert déi Prozedur falen, wann ee méi wéi dräi Joer op deem Posten ass.

Dat sinn déi Problemer, déi sech beim Reklassement stellen, en Deel dervun. Ech kéint nach anerer beim Reklassement zitieren, mä dat géif awer vläicht de Kader vun der Diskussioun vun haut sprengen.

Wa mer Leit hunn, déi am Reklassement sinn, dann ass jo do vun engem Dokter festgestallt ginn, dass se krank sinn. Dat ass normalerweis de behandelnden Dokter. An da gétt ee bei den Dokter vun der Krankekeess geschéckt, an dee seet dann: „Ma deen do ass awer nach gutt, fir schaffen ze goen. Deen do ka schaffe goen.“ An da gétt en am Betrib bei den Aarbechtsmedezinner geschéckt, an da seet deen: „Deen do ass awer inapte, fir deen Job auszeüben, deen en hei ze maachen huet. En ass net méi fäeg, fir dat kënnen ze maachen.“ An da geet de Misär - op Lëtzebuergesch gesot - un. Hien ass an der Krankekeess, an da seet d'Krankekeess, hie soll an d'Pensiounskeess goen. Do kënnt dann en aneren Dokter, deen da seet: „Oh, deen do ass awer nach net zeideg, fir elo mussen eng Invalidérent ze kréien, deen do kéint am Fong nach schaffe goen, mä en ass awer inapte fir op säi Poste vu virdrun.“

An da wësse mer, dass d'ADEM nach e Service huet mat Dokteren. A mir wëssen, dass och nach aner staatlech Plaze Servicer hu mat Dokteren. An do muss ee sech d'Fro stellen, ob mer net zu där Decisioun musse kommen, dass mer just nach ee Service hu beim Stat, respektiv zwee, dass een och nach een huet, wat ech verstinn, fir duerno kënnen Appell ze maachen, mä dass mer awer ophalen, op zeg verschidde Plazen Dokteren ze hu mat ënnerschiedlechen Interpretatiounen.

Ech sinn net Medezinner. Den Här Mertens an den Här Krieps an d'Madam Mergen wësse bestëmmt besser doriwwer Bescheed. Mä ech verstinn net, dass fënné Leit sollen de Mensch kucken an da komme se op fënné verschidden

Decisiounen. A well si sech net eens ginn, gétt da vun de Sozialgerichter nach eng Kéier en Expert genannt, also e sechsten, deen da soll decidéieren, ob et richtig ass oder net.

Dofir géif ech et méi einfach fannen, wa mer beim Stat, ob dat bei der Krankekeess, der Pensiounskeess, der Assurance accident, der ADEM oder der Médecine du travail ass, ee Service hätten, wuer d'Leit géife goen. A wann de Constat bis gemaach ass, wéi et ass, dass dann och nach eng Rekursinstanz besteet, a fir de Rescht dann awer déi Decisioun musse falen an dass et net einfach esou virugeet.

Mir hu jo och Problemer mat de Gesetz. An do sinn ech net méi spéit wéi viru véierzéng Deeg och nach vu Leit vun dem Aarbechtsgericht kontaktéiert ginn, déi mech nach eng Kéier opmierksam gemaach hunn op Kontradiktiounen, déi mer am Gesetz hunn, wou et dann oft drëm geet, dass den Artikel 552 - net ze verwiessle mam Artikel 553, deen d'Madamm Cahen elo zu der Reform fréiginn huet - da Kontradiktiounen huet mam Artikel 326 vum Reklassement, wou Der näamlech fir d'Éischt musst dräi Joer am Betrib geschaff hunn, fir dass Der kënnt vum Reklassement profitéieren. An déi Leit, déi méi wéi dräi Joer do waren, déi kënnen dann duerch den Artikel 552 déi Saache kréien. Do gétt et Kontradiktiounen, wou d'Aarbechts- an d'Sozialgerichter ganz vill merit beschäftegt sinn.

Ech hunn hei eng Ribabelle vun net manner wéi 24 Uerteeler zougestallt kritt vun den Aarbechtsgerichter, wou Kontradiktione si vun deem engen op deen aneren Artikel - wat et net vereinfacht -, tëschent deenen zwee Gesetzer, tëschent deene Gesetzer vun der Krankheet respektiv den Artikelen vum Code du travail - 500er an 300er Serie -, déi kontradiktöresch sinn an em déi et eis geet, Här Minister, oder Dir Häre Ministeren, well et ass jo net nëmme een, deen an deem Dossier concernéiert ass.

Eis Ennerstëtzung hätt Der, wa mer et géife fäerdegbréngen, do Reformen ze maachen, déi am Interêt si vum Mënsch. Well et ass näamlech heiansdo méi einfach, an der Theorie eng Léisung ze fannen, wéi se duerno an der Praxis ëmzesetzen. An eisen Appell ass et, dass mer et zesumme fäerdegbréngen, déi Leeschtungen do deene Leit kënnen ze ginn, déi betraff sinn, well et ass keen, dee sech gäre fräiwëlleg reklasséiere léisst, ob dat intern oder extern ass.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An éischte Riedner ass den Här Frank Arndt fir d'LSAP.

### Débat

► **M. Frank Arndt (LSAP).**- Ech soen dem Här Spautz Merci fir d'Interventioun, déi hien hei geholl huet, well ech denken, datt mer iwwer e Gesetz schwätzen, wat net fir eng Verfassung gegoss ass, mä wat evoluéiert a wou



mer eis mussen upassen. Ech si mat em d'accord. Ech hunn ëmmer gesot: „Léiwer de Spatz an der Hand ewéi d'Dauf um Daach.“ Dir verstitt mech, wat ech wëll soen.

**(Brouhaha)**

Wann een eppes wëllt... Hunn ech eppes falsch gesot? „Léiwer de Spatz an der Hand ewéi d'Dauf um Daach“!

**(Brouhaha et hilarité)**

► **Une voix.** - ...de „Spautz“ ...

► **M. Frank Arndt (LSAP).** - Här Spautz, si wëllen eppes hei interpretéieren! Also meng Riedezäit leeft fort an ech duerf... Voilà. Ech mengen, ech kréien dat ugerechent, Här President?

► **M. André Bauler (DP).** - Kommt zur Saach, Här Arndt!

► **M. Frank Arndt (LSAP).** - Nach eng Kéier, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech denke schon, datt mer et hei mat engem Gesetz ze dinn hunn, wat evolueiert, wat seng Berechtigung fonnt huet an eiser Gesellschaft, well et war méi wéi néideg, datt mer et gemaach hunn. Mir wëssen aus Erfahrung, den Här Spautz an ech, d'Gewerkschaftskreeser, déi eis nostinn, datt et net ëmmer esou einfach war a mer iergendwann an den 90er Jore konfrontéiert gi si mat engem Uerteel, wat kouw, wat d'Invaliditéit aneschters definéiert huet. A mir hunn do natierlech missen drop reagéieren. Also ech mengen och, datt mer hei an enger Situatioun sinn, wann een hei driwwer schwätzt, datt mer mussen wëssen, datt mer net vun enger Invaliditéit schwätzen, mä mir schwätze vun enger Onfäegkeet, de Beruff auszeüben, deen ee gemaach huet.

Wann ech, ech soen elo emol, hei sätzen an den Aarm gebrach hunn, da geet dat nach relativ einfach. Da kann ech nach ëmmer heihinherkommen a schwätzen, am Gruef kann ech awer net méi schaffen. Do muss mer et awer dann och fäerdegbréngen, déi Appreciation an e Gesetzestext eranzebréngen. Esou einfach ass dat awer net! Well wann een dat doten an e Gesetzestext wëllt erabréngen, da wësse mir allen zwee, an och allegueren heibannen dann hoffentlech, datt et net esou einfach ass, fir do e legislative Charakter hinzekréien. Also dat do ass schon eng Herkulesaarbecht, déi awer aner Länner fäerdegbruecht hunn. Dat wësse mer.

Et ass sech Zäit gelooss ginn, fatzeg Zäit, fir dat doten unzepaken. Et ass ugepaakt ginn. An nach eng Kéier: Ech mengen, mir hunn et ugepaakt, an ech sinn der Meenung, dat hei ass kee Gesetz, wat gegoss ass, mä dat hei ass e Gesetz, wat evolueiere wäert a mer missen et upassen.

Dofir sinn ech et frou, datt Der dat heiten de Mëtten diskutéiere wëllt, an och mat eis diskutéiere wëllt. An ech sinn och iwwerzeegt dervun, datt déi Iddi, déi Dir hutt, fir ze soen, datt de Conseil médical als solchen, deen dat definéiert, oder den Aarbechtsminister, deen dat definéiert, datt déi alleguer hir Aarbecht maachen. Ech mengen awer och, datt et richtig ass, datt ee seet: „Dat misste mer och fäerdegbréngen, an eng Hand ze leeën.“ Well allegueren, wéi mer hei sätzen, ausser déi zwee, déi Dir definéiert hutt, déi sech an der Medezinn auskennen...

Ech hoffen, datt dat esou stëmmt. Ech weess dat net. Mä awer och an där Roll, wou ech war, wou ech matgemaach hunn an der Kommission, do weess ech, wéi schwéier datt et ass, fir dann op eemol ze soen, et wier esou oder et wier esou, et wier schwaarz oder wäiss. Dat gëtt et net doranner. Do muss e Kompromësser fannen, ob dat a Quoten ass, ob dat an anere Beräicher ass, déi an deem Gesetz sinn, do muss een et fäerdegbréngen, datt een och deene Leit an der Kommission gewësse Méiglechkeete gëtt. Ech weess net, ob dat rechtlech ëmmer esou geet. Mä ech mengen awer, deen Optrag solle mer mat weiderginn an da mussen d'Juriste kucken, ob dat och esou unzepaken ass.

Dofir deelen ech dat an ech denken, eis Fraktioun ass och domat d'accord, datt, wann een decidéiert: „Deen ass net méi apte, fir eng Aarbecht ze maachen“, dann ass et eng Verwaltung, egal wéi se dann och heescht herno, déi dat mécht a seet: „Dat ass et“, an dann: „D'Konklusioun sinn déi“, an net, datt deen een esou seet an deen aneren esou seet!

Dofir mengen ech, datt dat doten ze ënnerstëtzen ass. An ech denken och, datt dat vun den zwee Ministären oder den zwee Ministere wäert ënnerstëtzt ginn. Dat kënnen si herno selwer soen, awer ech mengen, et ass an hirer

Vue genau d'selwecht. Et ass jo keen, deen ee wëllt bestrofen! Mir wëlle kee bestrofen! Nee, mir wëllen, datt en eben eng Méiglechkeet huet, säi Beruff oder wat och ëmmer kënnen auszeüben an duerno och mënschlech kënnen ze liewen domat. Wa mer et mat deem Gesetz fäerdegbréngen, dat ze maachen, dann hu mer villes erreecht.

Nach eng Kéier: Mir hunn eis deemools drop gëeenegt, datt et dat wier. Den éischten Entworf vun deem Gesetz, mengen ech, huet véierzéng, fofzéng Joer gebraucht, bis en hei an de Plenum kouw. Dir wësst et besser wéi ech. Et huet laang gedréint. Mir hunn et elo fäerdegbruecht, datt et hei dran ass. Mir hunn et elo fir d'Zweet, datt et nach eng Kéier diskutéiert gëtt. Nobesserungen, gären! An ech hoffen, datt se an déi richtig Richtung ginn.

An ech mengen, alleguer wéi mer heibanne sätzen, mir sollen einfach de Verwaltungen, dem Ministère en Optrag matginn, deen am Sënn ass vun den Assuréeen, am Sënn ass och vun de Betriber, déi mer och net däerfen iwwerbelaachen. Well ech hunn dat och matgemaach an der Kommission, wou ech mech heiansdo gefrot hunn: Wat fir eng Decision huet der hei? An dat war net ëmmer esou, datt s de schwaarz a wäiss has. Du hëls eng Decision fir de Betrib, an do ginn ech schon de Betriber recht, wann een iwwert d'Quoten diskutéiere wëllt oder muss.

Bon, ech denken, et ass flott, datt Der de Steen an d'Waasser geworf hutt. Ech mengen, et war wichtig. An ech hoffen, datt mer déi richtig Äntwerten och vun alle Fraktiounen de Mëtteg kréien.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Nächst Riednerin ass d'Madamm Joëlle Elvinger fir d'DP.

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Juli 2015 hu mer schon déi véiert Version vum Gesetz iwwert de Reklassement gestëmmt. Dës awer impressionnant Zuel u Versich, d'Reklassementsprozedur ze verbesseren, weist, wéi komplizéiert et ze si schéngt, eng optimal Léisung ze fannen, déi souwuel de Leit hëllef, um aktiven Aarbechtsmarché ze bleiwen, obwuel si zu hirer ursprüngelecher Aarbecht net méi fäeg sinn, ouni awer dobäi d'Betriber, virun allem déi kleng a mëttelgrouss Betriber, onverhältnisméisseg ze belaachten.

Et schéngt, wéi wa mer an dëser Legislaturperiod de Reklassement nach eng Kéier adaptéiere missten. Obwuel d'Reform vun 2015 zum Zil hat, d'Prozedur ze vereinfachen a virun allem fir déi betraffe Leit ze acceleréieren, gëtt et awer an der Praxis nach ëmmer Problemer, déi souwuel d'Betriber wéi och d'Gewerkschaften uprangeren.

D'DP steet weiderhin zum Prinzip, dass e Reclassement interne am selwechte Betrib ëmmer virzeéien ass, wann dës da méiglech ass. Leider ass dat awer net ëmmer de Fall. Virun allem kleng a mëttelgrouss Betriber kënnen sech et net esou einfach leeschten, zum Beispill eng handwierklech aktiv Persoun an der Verwaltung ënnerzebréngen. Spéitstens wa méi wéi eng Persoun intern reklasséiert muss ginn, wénken dës Betriber da mat de Fändelen, net aus schlechtem Wëllen, mä well et einfach net méiglech ass.

Betriber ab enger Gréisst vu 25 Salariéen hunn eng Partie Obligatiounen, déi hinne vun Code du travail operleucht ginn, esou och am Reklassement, déi sech awer zum Deel mat deene vum Emploi vun handicapéierte Persounen iwwerschneiden.

2015 goufen d'Quoten allerdéngs ofgeschafft, wat de Reclassement interne ubelaangt, sou dass d'Betriber zanterhier den Emploi vu behënnerte Persounen net méi kënnen geltend maachen, wa si mat enger Demande de reclassement konfrontéiert sinn.

D'Betriber fuerderen zanterhier aus novollzëibare Grënn, fir déi Quoteregulung erëm anzeféieren, esou dass reklasséiert a behënnert Persounen am Betrib erëm mateneen assimiléiert ginn. D'DP schléisst sech dëser Fuerderung un, well et, wéi gesot besonnesch a kleng Betriber net ëmmer genuch Marge de manoeuvre gëtt, fir déi passend Plaz fir e Reclassement interne ze garantéieren.

D'Prozedur vum Reklassement ass a priori näischt Schéines, weder fir déi betraffe Persoun nach fir den Employeur. Wann ee Mënsch seng Aarbecht net méi ka maachen, déi e geléiert huet an zanter ville Jore mat Spaass a Motivatioun ausgeübt huet, dann ass dat e mënschlecht Drama, wat een net soll ënnerschätzen. Fir dass dës Persoun net och nach a finanziell Schwierigkeete geréit, soll et eis alleréischst Prioritéit sinn, hir et ze erméiglechen, en Deel vum aktiven Aarbechtsliewen ze bleiwen, an

dës esou séier an onkomplizéiert wéi méiglech.

Och d'Betriber hu keen Interêt drun, dass d'Prozedur vum Reklassement laangwierig a komplizéiert ass. Och si wëllen, dass et hire Salarié gutt geet a si wa méiglech am eegene Betrib weiderschaffe kënnen. Et gëtt oft esou duergestallt, wéi wann de Patron a seng Mitarbeiter missten op zwou verschiddene Säite stoen. Ech hunn awer vill méi oft materlieft, dass béid Säiten um selwechte Strang zéien, wéi dass et emgedréit de Fall wier. Firwat soll de Betrib och wëllen, dass eng Persoun, déi gutt geschaff huet, net méi op d'Bee kënnt? Ganz am Géigendeel, all Betrib wëllt, dass seng Leit esou séier wéi méiglech erëm gesond ginn an hoffentlech op hir al Aarbechtsplaz zrëckkomme kënnen.

D'DP ënnerstëtzt duerfir all Versuch, d'Prozedur weider ze vereinfachen an ze acceleréieren. Hei sollen d'Kriticke vun allen Akteuren, also de betraffene Leit, de Betriber, de Gewerkschaften, dem Aarbechtsdokter an der Commission mixte gelauschert ginn an déi entsprechend Modifikatiounen um Gesetz virgeholl ginn.

D'DP ass och prinzipiell net dergéint, de finanziellen Encadrement vun enger reklasséierter Persoun ze iwwerpräiwen. Dës Mënschen hunn et scho schwéier genuch a sollen net och nach méi mat finanzielle Suergen ze kämpfen hunn. En zousätzleche finanziellen Ausgleich soll awer net zulaaschte vun de Betriber goen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir och schon oft um Reklassement gedoktert hunn, soll eis dat net drun hënneren, weider Modifikatioune virzehuelen, wann dës am Interêt vun de concernéierten Akteuren ass.

D'DP ass duerfir och gespaant op d'Propos vun der Regierung an ass bereet, aktiv u Léisunge matzeschaffen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An dann huet d'Wuert: de Gérard Anzia fir déi gréng.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Merci un de Marc Spautz, fir déi Fro opgeworf ze hu vum Reklassement. Et ass virdu gesot ginn, dass deen 2002 zu Lëtzebuerg agefouert ginn ass. Et ass jo eng gesetzlech Mesure, déi ganz spezifesch ass, déi een, mengen ech, wann ech richtig informéiert sinn, virun allem zu Lëtzebuerg erëmfinnt an net esou an där Form am noen Ausland. Ech mengen, duerfir ass et och eng wichtig Mesure, déi ee soll op de Leescht huelen.

Ech hat de Moien, fir méi an d'Matière eranzekommen, well ech kee Gewerkschaftler sinn, ebe mat deenen zwou grouse Gewerkschaften OGB-L an LCGB e bësse geschwat a mech ausgetosch, fir nach eng Kéier hire Standpunkt aus der Praxis e bësse mat an dës Diskussioun eranzehuelen. Ech ginn awer dervun aus, wann ech dat richtig verstanen hunn, dass iwwert déi Proposition de loi, déi mer jo och wäerten an der entsprechender Kommission beschwätzen, eng ganz Partie Problemer scho wäerten ugeschwat ginn an hoffentlech entsprechend aus dem Wee geraumt an domat och geléist ginn.

Wichtig ass, dass mer hei hannendru ganz kloer déi vill Leit gesinn, déi a sech net méi apte sinn, fir an deem Volume vu Stonnen op hirer Aarbechtsplaz deem nozegen, wat se virdu geschaff hunn, eventuell och net méi déiselwecht Aarbecht kënnen maachen, wéi se dat gemaach hunn, well se ebe krank sinn, well dat en Zoustand ass, dee wahrscheinlech temporaire ass, eventuell awer och méi laang undauert. An dat ass jo d'Spezifisitéit vum Reklassement.

Et ass duerfir wichtig, an dat ass och virdu gesot ginn, dass beim Zesummespill tëschent Contrôle médical an Aarbechtsdokter een do vläicht wierklech eng Ulfastell hätt, fir dass een eng Ausso kritt zu dem Gesondheitszustand vun der Persoun. An et ass och richtig, dass den Aarbechtsdokter méi spezifesch de Poste kuckt, wou déi Persoun schafft, a kuckt, ob se deem Posten, där Aarbecht nogoe kann, fir déi se agestallt ginn ass, an dass vläicht awer déi aner Instanz méi no deem gesamtheetleche Gesondheitszustand vun där Persoun kuckt.

En einfacht Beispill: Wann ech eng Persoun hunn, déi am Botzsecteur schafft an da Réckproblemer kritt, da wäert et natierlech schwieereg sinn, fir dass déi kann där Aarbecht no-go. Dann ass se vläicht apte, fir aner Aarbechten ze maachen. Mä da muss ee kucken, ob hir Formatioun passt, fir aner Aarbechten ze maachen. Ech kommen duerno drop zrëck. An et ass dann och méiglech, déi Persoun am Reclassement interne an darselwechter Firma ze halen.

Zweet Saach: Et ass ebe wichtig, de Reclassement interne ze stäerken. Dat wëllt heeschen,

dass déi Persoun an hirem gewinnten Aarbechtsëmfeld bleift, dass se an där Firma ka weiderschaffen, wou se en Engagement, e Contrat de travail huet, wou eventuell d'Stonne reduzéiert ginn, wou eventuell de Posten anescht amenagéiert gëtt. Ech mengen, dat ass déi bescht Léisung an onbedéngt deem virzeéien, dass een an de Reclassement externe géif iwwergoen.

Et ass och scho virdu gesot ginn, dass mer onbedéngt derfir mussen suergen, dass, wann et esou ass, dass et eng Réduction de tâche gëtt bei der Neidefinéierung am Reclassement interne, déi Indemnité compensatoire och déi ganzen Zäit ausbezuelet gëtt, well natierlech deene Leit hir entsprechend Préten, hir Loyere lafen an déi kënnen déi net zwee, dräi Méint aussetze loosse. Mä ech mengen, dat ass schon ënnerwee, dass do Verbesserung kommen.

Richtig a wichtig wier et och, ze kucken, wéi déi Indemnitéit festgeluecht gëtt, déi Indemnitéit compensatoire. Well wa Kollektivverhandlung sinn an de Salarié, ech soen emol 20, 30 Stonne schafft, soll en eben dovu kënnen profitéieren, wann do eng Augmentatioun ausgehandelt ginn ass. Dat wier eng Fro vun Egalité devant la loi, dass en net herno keng Augmentatioun hätt. A voir, ob dat och elo ukënn.

Dann déi Iwwerleeung vun de Quoten. D'Beispill ass jo dat, am aktuelle Gesetzestext, dass eben ab 25 Leit, déi am Betrib ugestallt sinn, de Reclassement interne dann zwéngend noutwendeg ass. Ech ginn einfach e Beispill: Wann ech elo 30 Leit ugestallt hunn an enger Firma an ech hätt dat Mëssgléck, oder d'Leit hätten dat Mëssgléck, dass der zéng missten an de Reclassement interne kommen, da wäert déi Firma dat sécherlech net kënnen stemmen. An duerfir soll ee sech iwwerleeën, ob dat net awer de Wee wäert mussen sinn, fir erëm op Quoten ze kommen, fir dass déi Betriber eben och kënnen dat ëmsetzen, wat am Gesetzesstext steet.

Bon, dann ass natierlech just nach eng Fro - meng Zäit geet hei zum Schluss -, déi aussteet: Ass et ugeduecht, oder soll een undenken, eng méi einfach Méiglechkeet fir den Iwwergang vum Reclassement interne an de Reclassement externe ze schafen, wann a sech en intern reklasséiert ass an et aus iergendenger Ursach zum Schluss vum Aarbechtskontrakt kënnt, fir dass déi Persoun net erëm eng Kéier muss dee ganzen Dossier vu vir un ullaufen, fir dee Statut vum Reclassement erëm uerkannt ze kréien? Duerfir meng Fro, ob dat net och ugeduecht ass.

An domat schléissen ech, well meng Zäit ass eriwuer, an ech soe Merci fir den Ustouss vun dëser Diskussioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An nächste Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk...

**(Interruption par M. David Wagner)**

Oh, ech hunn lech awer hei stoen.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Dann ass e Feeleer ënnerlaf, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ah, dann huelen ech d'Entschëllegungen dankend un. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech si jo elo nach net esou laang an der Chamber. Mä déi zwee Joer, wou ech elo hei sinn, ass ganz dacks an der Aarbechtskommission iwwert d'Fro vum Reklassement diskutéiert ginn. An ëmmer erëm huet och de Minister vag Ukënnegunge gemaach, datt do missen Ännerunge kommen.

Dat ass och richtig. Mir hunn och 2015 schon - och mäi Virgänger -, wéi mer hei an der Chamber iwwert d'Gesetz diskutéiert hunn, eng ganz Rëtsch Kritikpunkten ubruecht, wouvu verschiddener zumindest zum Deel - wat ech an der Press liesen - elo solle redresséiert ginn.

Bon. Et kann een elo soen, et hätt een och schon 2015 kënnen esou wäit denken. Datt elo redresséiert gëtt, begrëisse mer awer op jidde Fall.

D'Problematik ass natierlech immens vast, eleng schon doduerjer, datt de Reklassement an d'Reklassementsprozeduren immens komplex sinn a vun enger ganz grouser Technicité. Si betreffen dräi Ministären direkt oder indirekt a si kënnen bis zu sechs Administratioune betreffen. Dat sinn den Travail natierlech, d'Sécurité sociale an, deemno wéi, och d'Santé.

Et sinn awer och dräi Ministären, wou ee muss soen, datt déi allen dräi an der Hand vun der LSAP sinn, an dat net nëmme dës Legislatur, mä och schon déi Legislatur virdrun. Dat heescht, iwwer all déi Froen, déi elo opkommen, net nëmme wat d'Médecine du travail ugeet - wou jo dann elo gesot gëtt, datt end-





lech a Richtung vun der gewerkschaftlecher Fuerderung vun engem Service unique iwwerleucht gëtt, wat mer natierlech begrëssen -, menge mer, datt déi Iwwerleeungen och scho virdrun hätte kënnen mat méi grousser Verve virgedriwwen ginn.

Well de Reklassement bedeit fir déi Leit, déi an deem Fall sinn, jo eigentlech - net de Reklassement u sech, mä d'Situatioun, déi zum Reklassement féiert - eng duebel Bestrofung.

Engersäits gëtt et en objektiven an novollzëibare physische Problem oder psychesche Problem, deen dozou féiert, datt een eng Aarbecht, déi ee bis elo gemaach huet, net méi ka maachen. Dat heescht, et gëtt e gewëssenen Undeel un Handicap, deen eng Persoun huet an ënner deem se souwisou da schonn ze leiden huet. An dat zweet Element, wat sech eventuell bestrofend kann auswirken, ass, datt een eben déi Plaz, déi ee kennt an an där ee geschafft huet, net méi an där Intensitéit oder, deemno wéi, och iwwerhaupt net méi ka wouhuelen.

Dat féiert bei ganz ville Leit zu perséinlechtem Leed, Misär an natierlech och enger Form vu Prekaritéit a virun allem vun Ongewëssheet, wéi et an Zukunft weidergoe soll, déi immens grouss ass. An duerfir mengen ech, datt et richteg ass, datt mer hei an der Chamber och dorivver diskutéieren.

Déi Accorden, déi dann elo fonnt gi si mat de Gewerkschaften, hunn ech just kënnen iwwer Zeitungen oder respektiv iwwer de Radio novollzëien. Ech hunn och deelweis, fannen ech, Inpräzisiounen fonnt an deenen Zeitungartikelen respektiv souguer deelweis Kontradiktionen. Duerfir wier et wichteg, wa mer wierklech dann och kéinten dorivver schwätzen. Bon, et war elo d'Ouschtervakanz dertëscht. Ech mengen, datt een ausserhalb vun dëser Debat nach méi intensiv an enger Kommissioun misst driwwer schwätzen, wourausser genau dann déi Accord bestinn a wéi dann an deene jeeeweilege Ministären d'Iddie sinn, mat enger Zäitschinn, fir Projet-de-loien ze entwéckelen.

D'Médecine du travail ass ugeschwat ginn. Ech mengen, datt déi gewerkschaftlech Fuerderung nach ëmmer Bestand huet. A wann ech dann elo och aner Sprächer héieren, da schéngt et jo awer hei an der Chamber zumindest eng grouss Unanimitéit oder zumindest e groussen Undeel un Zustimmung zu deenen dote Mesuren ze ginn.

Mir hunn nach virun zwou Wochen e Lieserbréif kënnen liesen - oder misse liesen - am „Lëtzeburger Wort“, wou eng Fra en Temoignage gemaach huet, wéi eng praktesch Auswierkung déi Problemer bei den Delaie beim Ausbezuelen, deemno a wéi enger Situatioun een ass, kënnen hunn. An ech mengen och, datt et do wichteg ass, datt d'Regierung séier a pragmatesch Schrëtt an déi Richtung ënnerhëlt.

Bon, ech hu fënnf Minutte Riedezäit, si ass elo scho bal fäerdeg. Ech wëilt just nach vläicht op ee Punkt opmierksam maachen, deen 2015, wéi d'Gesetz diskutéiert ginn ass, zréckbehale ginn ass, nämmlech eng Motioun vun der CSV, vun dem Kolleeg Aly Kaes, déi d'Regierung invitéiert huet, um Enn vun der Legislatur e Bilan ze maache vun deem neie Reklassementsgesetz an, wéi dat do och draasteet, eventuell Mesuren ze proposéieren an ze presentéieren, wéi eng Konklusiounen een aus där Analys kéint maachen.

Mir sinn elo knapps sechs Méint virun de Wahlen, dat heescht, et kann ee soen, datt mer en fin de législature sinn. An ech denken, datt d'Regierung dann och dës Analys, zu där d'Parlament si unaniment opgeuerdert huet virun zwee an engem hallwe Joer, dans les meilleurs délais sollt presentéieren.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Domat si mer um Enn.

Den Här Arndt freet d'Wuert. Fir...?

► **M. Frank Arndt (LSAP).** - Den Här Arndt freet, e weess awer elo d'Prozedur net, fir eng Fro un den Här Spautz ze stellen. Geet dat?

(**Hilarité générale**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen!

► **M. Frank Arndt (LSAP).** - Neen. Da stellen ech dem Här Spautz déi dobaussen.

(**Interruptions et hilarité**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et war gutt probéiert. Här Aarbechtsminister, Dir hutt d'Wuert.

**Prises de position du Gouvernement**

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, mir kruten elo just gesot, et wier eng Motioun dee-

mools virun eppes méi wéi zwee Joer ugeholl ginn, mir sollten e Bilan maachen, mir sollten eng Analys maachen. Mir hu souwuel d'Analys gemaach wéi de Bilan. Mä mir sinn net eng Regierung vun den Analysen, mir sinn eng Regierung vun den Taten, vun den Decisiounen.

(**Exclamations et brouhaha général**)

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. André Bauler (DP).** - Dat ass awer kee Lëtzeburger Wuert.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Voilà! Well...

(**Interruption**)

Neen, elo gëtt et keng Fro méi. Et ass alles gesot.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also, Här Minister, ech hätt lech gefrot, ob Der d'accord sidd, dass den Här Baum eng Fro stellt. Wann Dir mir awer äntwert, dass dat net de Fall ass, da respektéieren ech dat selbstverständlech.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Voilà! Duerno kënnen mer jo nach Froen huelen.

Ech mengen, et ass gesot ginn, mir hätten en Accord fonnt mat enger Gewerkschaft. Dat muss ech rectificéieren: Déi aner Gewerkschaft hat net direkt Zäit, soudatt ech déi aner Gewerkschaft eréischt gëscht gesinn hunn. An ech kann hei soen, datt deen Accord och mat där anerer Gewerkschaft steet.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Also de Sozialdialog huet hei mat deenen zwou Gewerkschaften funktionéiert. Mat den Employeuren si mer zimlech op enger Linn, mä et sinn natierlech oft Punkten, déi e bësse méi komplizéiert sinn.

Ech si ganz frou eigentlech, datt den Här Spautz deen Debat hei initiéiert huet, well dat erlaabt ons elo, haut, net nëmmen ze analyséieren, mä och schonn ze soen, a wat fir eng Richtunge mer Konklusiounen zéien.

Et ass gesot ginn: d'Ministären. Neen, mir wäerte ganz schnell, an zwar d'nächst Woch, an de Conseil de Gouvernement zwee Projet-de-loie ginn, een, deen éischter aus der Sécurité sociale kennt, an en aneren, deen aus dem Ministère du Travail kennt, mä ëmmer dat Ganz koordinéiert, wou eng ganz Rei vu Reforme vun deem Gesetz „Reclassement“ wäerte proposéiert ginn.

A vu datt ech jo éischter ee sinn, dee mengt, d'Saache misse viruoen, hoffen ech, datt dës Chamber dee Projet nach ka stëmmen, oder zumindest d'Geleeënheet kritt, fir deen eventuell kënnen ze stëmmen. Well, an do deelen ech d'Meenung vun deene villen, déi dat hei gesot hunn: Et gëtt vill Situatiounen dobaussen, déi esou net akzeptabel sinn. Et gëtt Leit, déi a schwierige Situatiounen sinn, wat de Reklassement ubelaangt: 52. Woch, wou mäi Kolleeg drop ageet. Et gëtt Leit, déi effektiv op hir Sue waarden, déi oft net esou schnell kommen, wéi si se brauchen. An dat ass net akzeptabel.

An op déi Froen alleguerte wäerte mer ganz konkret, ganz präzis Äntwerten an engem Projet ginn, deen dat Gesetz verbessert. An ech soen lech: Et ass keng Schan, wann een déi Analys gemaach huet an och no zwee Joer zur Konklusioun kënn, datt e Gesetz net déi richteg oder net suffisant Äntwerten op d'Problemer bruecht huet. Da muss ee capabel sinn, och no zwee Joer ze soen: Do an do an do muss Verbesserung kommen.

Dat ass meng Konzeption vun der Politik an dat si mer de Leit am Land och absolutt schëlleg.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Ech hu vill Bréiwer kritt, notament - fänke mer do un! - vu Leit, déi soen: „Firwat kréien ech aus deem Kollektivvertrag null bäi, wann all déi aner eppes bäikréien? Ech schaffen och, och wann ech reklasséiert sinn, awer ech kréien dat vu mengem Patron an d'Täsch an op där anerer Säit kënn en an en hëlt mer et erëm aus der Täsch.“

An ech soe ganz kloer: Dat ass net akzeptabel! Fir deen Deel, wou ech schaffen, hunn ech absolutt d'Recht, och déi Verbesserungen, déi Augmentatiounen besonnesch an de Kollektivvertrag ze kréien, déi virgesi sinn.

An dat wäert total geännert ginn. D'Leit wäerten absolutt och d'Recht kréien, och an de

Benefiss ze komme vun deene Verbesserungen. An duerfir halen ech och drop, datt dat Gesetz ganz schnell gestëmmt gëtt, datt d'Leit schnell an de Benefiss vun deene Suen a vun deene Verbesserung kommen.

D'Delaie, jo, iwwert d'Delaie hunn ech och och vill Bréiwer kritt. Et hu vill Leit gesot: „Ech waarden dräi Méint op meng Indemnité d'attente, an ech brauch déi Suen!“ Oder besser gesot: „...meng Indemnité compensatoire, an ech brauch déi Suen!“, wat absolutt verständiglech ass!

Mä deen neie System, dee mer elo am plaz setzen, wäert keng Delaie méi kaschten, well meng Indemnité compensatoire gëtt ee fir alle Mol festgeluecht. An alles dat, wat ech méi kréien, wat mäi Patron mer méi gëtt, iwwer Kollektivvertrag, oder ganz einfach, well ech gutt geschafft hunn, dat behalen ech. A mir brauchen net all Mount drop ze waarden, datt d'Sécurité sociale ons mat engem Retard vun engem, zwee oder heiansdo och dräi Méint d'Relevé vun de Salairé gëtt, datt erëm nei gerechent gëtt: Huet deen elo een Euro méi kritt oder manner? Dee muss mer em erëm ewechhuelen.

Schluss! Jiddweree behält dat, wat de Patron em gëtt a jiddweree huet eng fix Indemnité compensatoire. Also ech mengen, déi Problemer wäerte mer ganz kloer léisen.

Elo zu deenen dräi Joer: Ech mengen, do hutt Der e bësse verschidde Saache vergiess. Déi dräi Joer oder eng Aptitude op de Posten, dat hutt Der net gesot, well et sinn déi zwou Saachen: dräi Joer oder eng Aptitude.

Dir musst jo awer och verstoen, mir kënnen awer elo net higoen a soen: Do ass een, deen huet gëscht ugefaange mat schaffen an iwwermuer kritt e schonn de Reklassement. Ech mengen, do ass einfach e Minimum awer vun Durée - hei geet et jo em de Reclassement interner -, vun Durée am Betrib noutwendeg, besonnesch wann et net eng explizitt Aptitude op de Poste gouf.

Mir sinn och der Meenung, datt mer déi zéng Joer, fir an de Benefiss ze komme vun der Indemnité d'attente, solle reduzéieren. Dat wäerte mer op fënnf Joer reduzéieren a mir suppriméieren d'Necessitéit vum Poste à risques.

Firwat soll een, deen an enger Bank schafft, deen net op engem Poste à risques ass, awer en Häerzinfarkt kritt oder eng schwéier Krankheet kritt oder eng aner evolutiv Krankheet, net esou einfach an de Genoss kommen, well en net an engem Poste à risques schafft? Well d'Krankheet mécht net d'Differenz tëschent deem, deen an engem Poste à risques ass, an deem, deen net an engem Poste à risques ass.

De Contrôle médical, d'Médecine du travail. Majo, datt ass net komplett falsch, wat hei gesot ginn ass. An och do wäerte mer déi Konflikter aus dem Wee raumen, well mer ganz einfach dem Médecin du travail déi nämlech Kompetenz gi wéi dem Contrôle médical. De Médecin du travail wäert an der Zukunft souwuel intern wéi och extern kënnen reklasséieren. An da besteet net méi dee Problem: Ass en apte? Oder ass en net apte? Fir deen ass en apte a fir deen aneren ass en net capabel. Déi Problematik kréie mer esou aus der Welt geschaaft.

An zu de Quoten - dat ass mäi leschte Punkt -, jo, d'Quoten hu mer probéiert ofzeschaffen. A mir gesinn, datt dat a ville Betriber richteg Problemer schaaft. An dat ass net nëmmen e Problem fir de Betrib! Dat ass och e Problem fir d'Leit!

Wann ech e Betrib hunn, deen da méi wéi 25 Leit huet - mä ee mat 39 ass och nach ëmmer e kleng Betrib - an dee muss zwee oder dräi Leit reklasséieren, dann ass dat e Problem fir de Betrib, ouni Zweifel. Mä am Endeffekt gëtt et e Problem fir d'Leit. An duerfir si mer der Meenung: Mir féieren déi Quoten erëm an, mir schafen d'Ofschaffung vun de Quoten of, also mir féieren d'Quoten erëm an, mä mir ginn de Leit, déi dann eventuell extern reklasséiert ginn, ganz aner Méiglechkeeten, erëm Fouss ze faassen um Aarbechtsmaart. An dat ass iwwer Joren net gemaach ginn!

Mir hunn elo d'ADEM op deem Punkt, wat d'Formatioun ubelaangt, wat d'Begleedung ubelaangt vun deene Leit, déi extern reklasséiert ginn, fir se erëm an en Job ze bréngen. Dat heescht, de Reclassement externe soll net eng Voie de garage sinn. Well wann een net méi ka schaffen, dat soen ech hei ganz kloer, wann een net méi capabel ass, en neien Job ze fannen, da gehéiert en net an de Reclassement, da gehéiert en an d'Invaliditéit. An och dat muss eemol ganz kloer fixéiert ginn.

Voilà, ech mengen, dat sinn eng Rei Iwwerleeungen. Dee Projet kënnen mer an der Chamberkommissioun virstellen. Ganz schnell, soubal en duerch d'Regierung d'nächst Woch gaangen ass, si mer d'accord, dat ze maachen.

Iwwert d'52. Woch, soen ech, schwätzt mäi Kolleeg. Ech soe just dat hei: Ech war ëmmer schockéiert vun deem Fallbeil vun der 52. Woch an datt mer do net séier genuch eng Äntwert fonnt hunn. Ech mengen, déi ass elo amgaangen, fonnt ze ginn.

An déi Leit, déi mir kommen a schwätze vu Responsabilité sociale des entreprises, wann déi sech opposéieren, datt mer Léisungen zur 52. Woch fannen, wann déi sech opposéieren, datt mer hei eng Léisung fanne fir 52. Woch, da soen ech ganz kloer: Da soll kee mir méi vu Responsabilité sociale schwätzen!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Sozialminister, de Romain Schneider, ass scho prett.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.** - Merci, Här President. Ech probéieren, dofir war ech éischter heihinnerkomm, d'Zäit optimal ze notzen, well mer nëmme 15 Minutten hunn. Merci och dem Nicolas Schmit, datt e mer Zäit ginn huet.

Vläicht, fir unzefänken, eng kleng Berichtegung zu deem, wat den Här Spautz gesot huet, wat en de Moien um Radio héieren huet, datt ech een Accord hätt, wat d'52. Woch betrëfft. Ech weess net, wien déi Pressekonferenz oder d'Press bestallt huet. Dach, ech mengen ze wëssen, datt et déi Gewerkschaft ass, bei där ech am Laf vum Mëtteg sinn, déi bei mir gefrot huet, eng Entrevue ze kréien, fir iwwer eng Rei sozial Punkten ze schwätzen. An ënner anere wäert ech dat notzen, fir och ze consultéieren iwwert déi Propos, déi ech lech och elo hei maachen iwwert d'52. Woch respektiv och iwwer eng Reprise progressive de travail pour raisons thérapeutiques, zwee Punkten, déi ech wäert uschwätzen.

Déi eng Gewerkschaften kënnen dann un, datt eng Pressekonferenz ass, déi aner bestellen d'Press einfach dohinner, dee Fall hat ech och schonn. Hei ass et eben esou, datt ee weess, datt eng ass.

Mä op jidde Fall, e Fait ass, datt mer zënter Laangem dorunner schaffen. An ech mengen, zu Recht gouf hei gesot: De Reklassement kann een net separat gesi vun der 52. Woch, well et eng Ennphas zum Deel dovunner ass. Mir kommen der Saach entgéint, andeem mer virun allem och d'Gesetz iwwert de Contrôle médical geännert hunn, deen anescht opgestallt ass a wou an der Tëschenzäit d'Leit ab dem 40. Dag scho gesi ginn, soudatt se also eng laang Zäit hunn, fir d'Leit kënnen ze orientéieren, ze informéieren a matzäit eigentlech kënnen ze probéieren, datt se grad matzäit och kënnen wëssen, ob et e Reklassement gëtt oder ob et eng Invaliditéit gëtt oder ob d'Leit eigentlech - tëscht Gänseféisercher - „normal“ erëm kënnen schaffen goen.

Mir hu probéiert während all deene Joren, fir fir deen Accord, dee mer 2014 - d'Regierung mat de Sozialpartner - ofgeschloss hunn, hei kloer Léisungen ze bréngen. Dat hu mer diskutéiert. An ech hat selwer en Aarbechtsgrupp agesat am Dezember, deen de 4. Dezember 2017 zu Konklusiounen kouw a wou mer och en Accord de principe hate mat enger Gewerkschaft respektiv mat dem Patronat. Déi aner wollt e bësse méi wäit nach goen, wollt eigentlech komplett déi 52. Woch ofschafen.

Deen Accord gouf analyséiert vun der CNS an do war eigentlech de Problem deen, datt een huet misse probéieren, do op där enger Säit ze kucken, déi spezifesch Fäll, déi Dir och genannt hat, eranzehuelen, an op där anerer Säit awer elo net iergendeen auszeschleissen.

An et gouf eng Analys gemaach a ganz kloer festgestallt, datt juristesch dat doten net ze maachen ass. Et gëtt keng absolutt objektiv Kriterien heiranner, well mer an der Tëschenzäit och net kënnen vu Krankheitsbiller schwätzen. Et sinn ëmmer erëm neier, déi do mat derbäikommen, soudatt ech zur Konklusioun komm sinn, an dat op Basis vun engem Rapport vun der CNS, deen ech viru Kuerzem erakritt hunn, datt mer op deen einfache Wee wäerte goen. An ech wäert fir d'Regierung an deenen nächste Wochen zesumme mam Gesetz iwwert de Reklassement och en Avant-projet preparéieren, fir ze proposéieren, déi 52 Woche ganz einfach op 78 Wochen ze erhéien, de Leit also sechs Méint méi Zäit ze ginn, fir sech erëm kënnen fit ze maachen, ouni doduerch un d'Referenzperiod vun deenen 104 Wochen ze kommen.

Ech mengen, domadder kréiche mer nei Méiglechkeeten, fir effektiv déi dote Fäll och



kennen opzefänken, an da gesäit ee vläicht och méi kloer. Engersäits kritt een d'Leit am Prozess gehalen oder et ass eben eng Invaliditépensioun, wéi hei ugeschwat, déi muss heiranner spillen.

Wichtig ass, mengen ech, fir mech: Derbäi gehéiert awer och dee ganze Volet - an och dofir wäert dat och Bestanddeel vun deem Avant-projet de loi sinn - vun der Reprise progressive de travail pour raisons thérapeutiques. Ech mengen, et muss een hei de Leit d'Méiglechkeet ginn, datt se no an no erëm kennen an de Prozess eraklammen. A fir dat och käschtenneutral ze hunn, hu mer och mat der CNS Konkursiounen gezunn, datt mer eben d'Indemnité pécuniaire de maladie virulafe loosse, datt also d'Leit do keng Ennerbriechungen hunn, mä datt se, esou wéi se sech fillen, am Accord selbstverständlech mam Patron, kënne schaffe goen, sief dat 25%, sief dat 50%, sief dat 75%, sou wéi se sech ebe fillen an deem Moment.

Well et ass ganz dacks wichtig, och moralesch, fir verschidde Leit, fir einfach erëm kennen zréck op hir Aarbechtsplaz ze goen, an et ass op där anerer Säit och wichtig fir de Patron, dee jo hei e ganz gudd Mataarbechter oder eng Mataarbechterin huet, fir och ze wëssen, datt och si virun zréck op hir Aarbechtsplaz wëlle kommen an dat no an no wëllen eraginn.

Also, wéi gesot, an deenen nächste Woche wäert ech der Regierung en Text proposéieren. Mir musse verschidden Textännerunge maachen, also d'Erhéijung vun den 52 Wochen op 78 Wochen an nei Méiglechkeeten an der Reprise progressive de travail pour raisons thérapeutiques. Ech mengen, datt dat de Leit, an et sinn der ganz vill, déi dorobber waarden, wierklech Méiglechkeete gëtt.

An ech spiere jo och heibannen, datt bei jiddwerengem de Wëllen do ass, och wierklech hei konkret eppes ze maachen. Mä mir musse oppassen, datt mer hei wierklech net an enger Richtung vum Arbitraire bleiwen an datt mer net Leit ausschléissen, wou mer op där anerer Säit Saache confirméieren, an hei virun allem och vum Conseil d'État dann eigentlech virgehait kréichen, datt mer eng Inegalitéit vum Traitement géife maachen, an dat och wärscheinlech zu Recht.

Merci bien.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Sozialminister. Den Här Baum huet d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Voilà, ech froen da Parole après ministre, wéi d'Chambersreglement mir dat erlaabt. Ech hu ganz intensiv dem Minister Schmit sengen Ausféierungen nogelauschtert, an där fir hie ganz typescher Verve an och Lautstärkt, mat deenen hie seng Ausféierung ganz dacks virdréit.

En huet gesot, datt des Regierung net nëmme eng vun der Analys wier, mä och eng vum Handeln. An en huet dunn direkt gesot, datt d'nächst Woch am Conseil de Gouvernement e Gesetzesprojet oder zumindest ee Gesetzesprojet wäert virleien an am beschte Fall och wäert ugeholl ginn.

Ech géif awer trotzdeem nach eng Kéier op déi Motioun zréckkommen, déi mir virun zwee an engem hallwe Joer hei unanimement ugeholl hunn, déi nämlech genau vun där Analys, déi da jo awer d'Grundlag misst sinn zu deene Verännerungen, seet, datt déi sollt gemaach ginn.

Ech géif den Här Minister dann awer bieden, datt en déi Analys zumindest bei der Presentatioun vum Projet an der Chamberskommissioun dann och eis alleguer virstellt, well d'Bréiwer hu mer alleguerten heibannen, mengen ech, kritt, op jidde Fall déi, déi sech mat sozial- an aarbechtsrechtliche Froen ausenansetzen. An eng Analys ass, mengen ech, méi eppes Fundéiertes a Fundamentals wéi eenzel Temoignagen, déi mer a Bréiwer gelies hunn. An ech mengen, datt déi Analys wichtig ass, datt mer se dann och mat Zuele beluecht an der Chamberskommissioun kënne virgeluecht kréien, fir och déi néideg Konkursiounen eventuell kënne mat lech ze droen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun eiser Aktualitéitsstonn a mir géifen zum nächste Punkt vun eiseim Ordre du Jour iwwergoen, dem Projet de loi 7138, enger Ofännerung vum Code du travail oder an anere Wieder enger Verleeung vun de Sozialwahlen vum November 2018 op d'Period Februar/März 2019. A wat nach

virgesinn ass, seet eis elo direkt den Här Rapporteur, den honorabele Georges Engel.

### 3. 7138 - Projet de loi portant modification

#### 1° du Code du travail;

#### 2° de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

#### Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

► **M. Georges Engel (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Effektiv geet et em dat, wat Dir elo grad gesot huet, nämlech d'Verleë vun den...

#### (Interruption)

E verréit alles, jo, voilà!

Et geet em d'Verleë vun de Wahlen fir d'Chambre des Salariés op e spéideren Datum, nämlech tëscht dem 1. Februar an dem 31. März 2019, dat, well zum haitegen Zäitpunkt elo nach virgesinn ass, des Wahlen dëst Joer am Hierscht ofzehalen, d'Parlamentswahlen awer och dëst Joer am Hierscht ofgehale ginn an domadder dann d'Attentioun riskéiert, sech während Wochen op d'Zesummesetzung vum Koalitionsprogramm, op d'Besetzung vun deenen eenzelne Posten an der Regierung an an der Chamber ze monopoliséieren.

De Projet gesäit vir, dass d'Mandater vun den aktuelle Memberen an de verschiddenen Delegatiounen, der Chambre des Salariés oder aneren europäeschen Organisations verlängert ginn, bis dann déi nei Gewielten a Funktioun sinn.

A senger ursprénglecher Versioun hat de Projet op Basis vun enger Proposition, déi vun der CSL unanime ugeholl ginn ass, virgesinn, dass d'Gewerkschaften, déi eng Représentativité nationale hunn an déi och an der Assemblée plénière vun der CSL vertraude sinn, dräi Membres effectifs an dräi Membres suppléants mat vollem Stëmrecht zousätzlech zu de gewielte Memberen designéiere kéinten, ouni dass déi dräi respektiv sechs Memberen awer selwer misste gewielt gi vun de Salariés, dat, sou steet et am Exposé des motifs, fir d'CSL besser bei der Défense vun den Interéte vun hire Membere kënne ze ënnerstëtzen.

An der Kommissioun gouf et länger Diskussiounen iwwert dese Punkt. Schlussendlech huet si awer à l'unanimité dëser Proposition, sou wéi de Minister se an d'Gesetz gesot huet, zougestëmmt. De Statsrot huet eng Opposition formelle ausgeschwat, engersäits aus Grënn vun der Insécurité juridique, wat d'Prozedur ugaangen ass, anersäits aus Grënn vun Inkohärenz, wat d'Designatioun vun de Membere vun der Chambre professionnelle op Basis vu Wahlen ugeet.

D'Kommissioun huet an engem Amendement probéiert, den Observatiounen vum Statsrot Rechnung ze droen, andeems se en neie Wee fir d'Designatioun vun deenen dräi zousätzleche Memberen an dräi Suppléanté virgeschloen huet. Effektiv gëtt et des Dispositiounen och schonn an anere Beruffskummeren, sou wéi zum Beispill an der Chambre des Métiers, wou d'Fédération des artisans och dräi Membere kann designéieren.

Wann och deen neie System vun der Designatioun, dee virgeschloe gouf, vum Statsrot als méi kloer a méi demokratesch ugeholl ginn ass, sou ass de Statsrot awer bei senger Positioun bliwwen, wat d'Inkohärenz vun dem Regimm ugeet, fir déi Leit net iwwert déi usuell Wahlen ze bestëmmen.

Als Argument huet de Statsrot hei ubruecht, wat d'Kohärenz mat der Chambre des Métiers ugeet, dass d'Chambre des Métiers vun zwee verschiddenen Typen vu Gruppen zesummesat gëtt, wat awer bei der CSL net de Fall ass, an dass een duerfir hei an enger anerer Situatioun wär an des u sech net kéint matenee vergläichen. 60 Membere musse gewielt ginn, dräi brauchen dat net ze ginn. Dat war fir de Statsrot net kohärent, an domadder huet hie seng Opposition formelle och oprechterhalen.

D'Kommissioun huet du mat enger grousser Majoritéit beschloss, dese Punkt och aus dem Projet de loi erauszehuelen a sech hei op d'Verschibe vum Datum ze limitéieren. Et gouf festgehale, dass ee sech där anerer Diskussioun natierlech net wéilt verschléissen, hei awer elo och wéinst dem Zäitdrock des Dispositioun an deem Projet de loi net géif mat consideréieren.

Mä Rapport ass de 26. März vun der Kommissioun ugeholl gi mat enger larger, mat enger grousser Majoritéit. Ech wéilt heimadder den Accord vun der LSAP zu deem Gesetzesprojet ginn an lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech ginn direkt dem Här Marc Spautz d'Wuert.

#### Discussion générale

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, Dir Damm an Dir Hären, léif Frënn, et geet haut drëm, fir den Datum vun de Beruffschamberwahlen ze verréckelen. Ech ka mech erënnere: 1984 hat ech d'Chance, zesumme mam Här Gibéryen an d'Arbeiterkammer gewielt ze ginn.

#### (Interruption par M. Gast Gibéryen)

Den Här Gibéryen ass kuerz drop ausgescheet, fir heihinner ze kommen. Ech hat d'Chance, duerno och nach an der Chambre des Employés privés ze sinn, wat haut d'Chambre des Salariés ass, wou ee muss soen, dass déi Aarbecht, déi an deene Beruffschambere gemaach gëtt, eng ganz wäertvoll ass an et dofir schued wier, wann den Datum géif bäibehale ginn, esou wéi mer en elo kennen, an dann am Oktober d'Legislativwahlen an d'Beruffschamberwahlen géifen openeefalen, well dann déi eng am Schiet vun deenen anere gestanen hätten.

De Rapporteur, de Kolleeg Georges Engel, ass op déi Iddien agaan, déi komm si vun der Chambre des Salariés, fir kënne mat Experten ze fueren, eppes mat dräi zousätzleche Mandater, déi kéinte gemaach gi fir Leit, déi net gewielt sinn, mä déi déiselwech Méiglechkeeten hätten an och gläichgestallt géife gi mat deene 60 Gewieltenen.

Wat mer bis elo kann hunn, dat ass, dass souwuel an der Arbeiterkammer wéi an der Chambre des Employés privés konnten Experte genannt ginn, mä déi awer keen Droit de vote haten. Dat war eppes, wat gang und gäbe war, an et ware verschidde Patronatschamberen, wou awer och Experte genannt gi sinn, déi den Droit de vote hunn.

Dat war awer alles virun engem berüünten Uerteel, dat mer kann hunn, och bei de Beruffschamberwahlen, wou nämlech den Tribunal administratif eng Decisioun geholl huet betreffend d'Wahlen an der Chambre des Fonctionnaires, wou et bis dohinner üblich war, dass vun enger Beruffsgroupp just maximal ee Kolleeg konnt dosetzen. Wann déi Beruffsgroupp bis do vertraude war, ass automatesch dat zweet Mandat un en anere gefall. Dat ass während Jorzéngten esou gaangen, bis den Tribunal administratif dat Ganz op d'Kopp gehait huet. An dofir ass de Risiko eis ze grouss, fir ze soen: Kommt, mir setzen eis iwwert déi Dispositiounen vum Statsrot ewech!

Well net méi spéit wéi 2011 huet de Statsrot bei enger anerer Beruffschamber awer kee Problem gehat, fir deenen déi Méiglechkeet ze ginn. An den Här Engel huet déi aner Beruffschamber zitéiert, do hat nämlech de Statsrot 2011 keng Opposition formelle gemaach, mä dat war och virum Uerteel vum Tribunal administratif am Kader vun der Chambre des Fonctionnaires publics.

Et ass och dofir, wou mer an der Chamber domat averstane waren, déi Fuerderung an der Kommissioun falen ze loosse, well eis de Risiko ze grouss schéngt, dass, wann ee sech géif - wouzou awer de Legislatuer eis jo d'Méiglechkeet gëtt - iwwert den zweete Vott ewechsetzen, mer da kéinten och virum Tribunal administratif erëm eng Kéier belaaugt ginn an dass mer da bei der Chambre des Salariés déiselwech Problemer géife kréien, déi et deemools bei der Chambre des Fonctionnaires ginn ass.

Dofir hu mer där Situatioun och mat zougestëmmt, obwuel mer och an deene Gesprécher, déi mer mat deene Gewerkschaften gefouert haten, gesot hunn, dass mir eis dat anert kéinte virstellen. Dofir wéll ech dat awer och eng Kéier hei präziséieren an och kloer soen.

Mir ginn deem Projet, esou wéi den Här Engel en elo hei presentéiert huet, d'Zoustëmmung an d'CSV wäert dee Projet matdroen. Villmools Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. D'Wuert huet d'Madam Joëlle Elvinger.

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Merci, Här President. Ech géif dem Rapporteur villmools Merci soe fir säi gudd schréffleche wéi och mëndleche Rapport a géif den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu deem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Gérard Anzia huet d'Wuert.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här President. Merci un de Georges Engel fir dee Rapport, deen ausféierlech war. En huet och am Detail beschriwwen, wat mer an der Kommissioun beschwat hunn, an och déi Iwwerleeungen, déi mer mat den Experte gefouert

hunn, fir u sech op dee Wee ze goen, an och firwat mer schlussendlech eben déi Iwwerleeungen net zréckbehalen hunn.

An ech mengen, vu dass mer d'Chamberwahlen net wëlle verréckelen, sinn déi gréng och domat d'accord, fir d'Beruffschamberwahlen dann déi Kéier ze verréckelen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här...?

Mir iwwersprangen een. Den Här Marc Baum huet d'Wuert.

Dir sidd elo just iwwerspronge ginn, Här Gibéryen!

#### (Hilarité)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dir musst zwar gutt sprange kënnen, mä et geet.

#### (Hilarité)

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Dësen Text hat ursprénglech zwee Volen. Deen ee Volet ass jo drëm gaangen, fir den Datum vun de Sozialwahlen ze verréckelen, well et Unanimitéit ginn ass, datt dat weder gutt fir d'politisch Parteien nach fir d'Gewerkschaften wier, wann et en ze noen Datum tëschent deenen zwou Wahlen géif ginn. An dat, wéi gesot, ënnerstëtze mer natierlech och.

Deen zweete Punkt, deen ass em d'Kompositioun vun der Chambre des Salariés gaangen, déi aus 60 Leit besteet, déi direkt gewielt ginn. An et war d'Demande vun der Salariatskummer, déi unanime formuléiert ginn ass, fir ze soen, datt een do nach kann dräi weider Memberen designéieren aus de representative Gewerkschaften, opgrond, an dat war déi lescht Fassung, vun engem Vott, deen an der Chambre des Salariés selwer géif stattfannen iwwert d'Prozedur, datt dat där geschéien, datt dräi Leit weider kommen, an dann natierlech och iwwert déi Persounen.

Et ass e Modell, deen et och an anere Beruffskummere gëtt, an der Chambre des Métiers, an der Fédération des artisans ginn ass. An et war an der Chamberskommissioun zumindest an enger éischer oder zweete Etapp souguer mengen ech, och eng Unanimitéit, datt ee wéilt op deen dote Wee goen, bis dann dunn de Conseil d'État a sengem Avis complénaire, sengem zweeten Avis, gesot huet, datt e weiderhin eng Opposition formelle behält.

Dofir sinn ech net ganz averstane mat der Argumentatioun vum Här Spautz, well déi Opposition formelle, déi en am éischen Avis gemaach huet, wat d'Insécurité juridique ugaangen ass, déi huet en opgehewen. En huet just eng Opposition formelle behalen, well e seet, dat wier inkohärent mam Wahlsystem. Dat heescht, e seet, dat wier eigentlech net ganz demokratesch. An do muss ee soen: Engersäits gëtt et et an anere Beruffskummeren. Wat d'Patronat ugeet, hu mer dat schonn.

An op där anerer Säit muss ee soen: De Conseil d'État gëtt jo awer och net direkt vun de Leit gewielt, mä ass och d'Resultat vun enger indirekter Wahl,...

#### (Brouhaha)

...soudatt een zumindest dat Argument e bësse gelunge fanne kann, besonnesch wann d'Insécurité juridique opgehewen ass.

Och an der Press war elo an deene leschten Deeg relativ vill doriwier ze liesen. An dofir mengen ech, datt een awer eppes zréckbehalen muss: Déi Proposition, déi do gemaach ginn ass, déi ass unanime vun der Salariatskummer geholl ginn. Dat war net eng Gewerkschaft, mä et ware se alle fënnef. Dat war den OGB-L, den LCGB, awer och d'ALEBA, de Syprolux an de Landesverband, also d'Unanimitéit vun deene Gewerkschaften, déi am Privatsektor representéiert sinn. An ech mengen, datt et wichtig ass, dat zréckbehalen, an datt et falsch ass ze probéieren, wéi dat an enger Zeitung ze liese war, drauser eng perséinlech Geschicht ze maachen.

An der Chamberskommissioun ass och gesot ginn, datt de Projet dann elo géif scindéiert ginn. Dat heescht, deen heiten Deel huele mir elo vir, woumat mir jo och averstane sinn. An deen aneren, bon, do misst een da kucken, wat een dann elo mat där Opposition formelle mécht.

Ech stelle fest, datt dee Projet awer net scindéiert ginn ass, mä dee Passus einfach gestrach ginn ass. En ass also och net méi am legislative Prozess dran, well da misst ee jo soen, Här Arndt, wou en dann ass, wéi eng Projetsnummer dat do dann hätt. En ass einfach gestrach. Ech hunn och néierenes gesinn, datt en neie Projet oder eng Proposition de loi mat enger äänlecher oder enger anerer Dispositioun am Moment an der Prozedur wier. Also sou kann ee just soen: En ass net scindéiert ginn, en ass gestrach ginn, wat mir bedauern.





Well mir hätten eis gewünscht, datt, och wa mer dat hei elo virzée mat dem Datum vun de Sozialwahlen, wat mer och ënnerstëtzen, domadder d'Debatt ronderëm déi Proposition vun der Salariatskummer an och d'Fäegkeet vun der Salariatskummer, sech zumindest zum Deel selwer ze organisieren, datt déi Debatt net ofgeschloss wier. Dat hätte mer eis ganz staark gewünscht a mir bedauern, datt dat awer elo net de Fall ass.

Merci.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. D'Wuert huet elo den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Merci, Här Président. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eis aus e Wuert vu Merci un de Rapporteur, de Kolleeg Georges Engel. Ech mengen, wat d'Veleë vum Datum vun de Wahlen vun de Chambres professionnelles, vun der Chambre des Salariés ubelaangt, ass kee Problem. Et ass eng Selbstverständlechkeet, datt mer déi op d'nächst Joer verleeën, fir datt se eben net mat de Chamberwahlen zesummefalen.

Ech wëll mech méi mat deem zweete Punkt hei beschäftegen, deem am Fong aus dem Gesetz gestrach ginn ass, an eiser Meenung no mat Recht gestrach ginn ass, fir datt déi eenzel Gewerkschaften och nach d'Recht kréichen, fir niewent deene 60 Gewielten dann dräi zousätzlech Gewerkschaftsfonctionnairen oder Gott weess wat fir eng Leit als Vollmember an déi Berufschamber vun de Salariéë kënnen ze nennen.

Mir fannen, dat wier net demokratesch gewiescht. Da kënnen mer och muer higoen a soen: D'Chamber vun de Salariéë, déi ass esou grouss wéi d'Chamber heibannen, zu 60. Och mir brauchen heiansdo Experten, mir brauche Conseillere, a mir hu se jo och souwuel an der Chamber an der Verwaltung hei, wéi och déi eenzel Parteien hir Experten an hir Conseillere hunn. Mä mir hunn awer elo nach ni héieren, datt e gesot huet: „Da kann, wann d'Wahlen erëm sinn, och nach all Partei dräi Stéck vu sech aus an d'Chamber nennen als Expert a Conseiller.“

Dat beweist jo, datt dann déi 60, déi hei wieren, net genuch Kompetenz hätten, fir ebe selwer ze decidieren. An dat si jo mir awer, déi vum Vollek gewielt sinn. An esou sinn och déi 60 an der Chambre des Salariés vum Salariat hei zu Lëtzebuerg bestëmmt ginn. An et sinn och déi, déi am Numm vum Salariat sollen hir Decisiounen huelen. A wann déi Berodunge brauchen, da kréien déi déi jo, sief et vun de Beamten oder Fonctionnairen an der Chambre des Salariés selwer, sief et ebe vu Leit, vun de Gewerkschaftsfonctionnairen, déi si beroden.

De Kolleeg Marc Spautz huet gesot, datt mir viru ganz, ganz laanger Zäit eng Kéier zesommen an esou enger Chamber waren. Souguer déizäit war et schonn, datt mer Conseillere vun de Gewerkschaften a vun de Chambre-professionellen haten, déi eis begleet a beroden hunn, ier mer eis Zoustëmmung oder Netzoustëmmung zu den Avisen - well dat ass eng vun den Haaptarbechte vun der Chambre des Salariés, vun de Berufschamberen - ofginn hunn.

Mir hätten dat also ondemokratesch fonnt a mir hätten dann och dat Gesetz net gestëmmt. Well et kann net sinn, wann eben do a Gewerkschaft Leit sëtzen, déi gären an déi Chambres professionnelles erakommen an do matbestëmme wëllen als voll Memberen..., ma da solle se de Courage hunn a sech op déi eenzel Lëschten opsetzen! A wa se vum Salariat gewielt sinn, da si se dobannen, a wa se net gewielt sinn, da geet et hinnen net besser wéi deenen, déi bei eis an de Wahlen matginn, da si se net dobannen.

Dat sinn, mengen ech, d'Spillregele vun enger Demokratie. An hei schéngt et, wéi wa Leit wëilten an eng Berufschamber erakommen, datselwecht wëilten ze soen hunn, och vläicht herno un der Spëtzt vun enger Chamber wëilte kënnen stoen, ouni de Wee iwwer fräi an demokratesch Wahlen mussen ze goen.

Dat hätt bei eis d'Zoustëmmung net fonnt. Duerfir si mir frou, datt de Conseil d'État déi Opposition formelle gemaach huet, a mir sinn och frou, datt d'Kommissioun d'Opposition formelle, zwar no enger gewëssener Zwëschenetapp, dach awer zum Schluss zougestëmmt huet.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. D'Wuert huet elo zum Ofschloss den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Här Président, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eigentlech wier ech elo ganz séier fäerdeg an

ech géif soen: „Merci, Här Rapporteur, et ass perfekt an et ass eng gutt Saach, datt mer dee Rapport do virun de Wahlen maachen, well et wier effektiv net gutt, wa mer praktesch zwou Wahlen, d'Sozialwahlen an déi politesch Wahlen, zum gläiche Moment hätten.“ Mä vu datt jo awer vill iwwert deenen aner Aspect diskutéiert a kommentéiert ginn ass, muss ech och e puer Remarken dozou maachen.

Éischtens, déi Proposition oder déi Iddi, fir dräi Leit ze kooptieren - ob een elo derfir ass oder dergéint, dat wëll ech elo emol dohigestallt si loosse -, déi ass mer zougedroe gi vun der Chambre des Salariés, nodeem ech der Chambre des Salariés och kloer gesot hat, datt ech nëmme géif akzeptieren, dat weiderzeginn, wann dat praktesch an der Unanimitéit géif proposéiert ginn.

Dat ass geschitt. An esou wéi d'Gesetz vun de Chambres professionnelles dat virgesäit, hunn ech eigentlech dat examinéiert a weiderginn, der Chamber weiderginn an der Form vun engem zweeten Deel an deem Gesetz, wat mer haut, wat Dir haut sollt stëmmen.

Dir wësst alleguer, do ass eng éischt Opposition formelle komm. Dunn huet d'Chambre des Salariés mer gesot: „Bon, mir si bereet, dat nach eemol ze änneren.“ A si hunn eng aner Proposition gemaach, wou d'Kooptatioun e bëssen nach modeléiert oder remodeléiert ginn ass. An dunn hunn ech gesot: „Dat gëtt en Amendement vun der Chamber, wann d'Chamber domat d'accord ass. Dat geet also als Amendement un d'Chamber, an do wëll ech, datt dat esou breet wéi méiglech dann och gedroen ass.“ An dat ass jo och dunn an der Kommissioun geschitt.

Den Här Spautz huet elo e laangen Développement, e juristeschen Développement gemaach, firwat een awer elo soll dorop verzichten, wou ech em net onrecht ginn.

Mä ech placéiere mech net nëmme op dem juristeschen Terrain, ech placéiere mech och ganz einfach um demokrateschen Terrain. A komescherweis, virun zéng Joer, Här Président, virun zéng Joer, wéi iwwert de Statut unique diskutéiert ginn ass, dunn ass och iwwert déi heiten Iddi diskutéiert ginn, Här Spautz. Dir wësst dat besser wéi ech. Do ass och schonn iwwer eng Iddi diskutéiert ginn, fir nieft deene 60 gewielte Membere vun der Chambre des Salariés dräi Leit ze kooptieren.

Déi eng hunn dat gutt fonnt a vill hunn der dat net esou gutt fonnt. An een, deen dat net esou gutt fonnt huet, dat waart Dir, Här Spautz! Dir waart dat! An Dir hutt gesot - hei am Bericht hunn ech dat gelies: «D'autres..., plusieurs intervenants», do ginn der dann opgezielt an do sinn och den Här Spautz, den Här Jaerling, de Marcel Glesener drénner, «ont plaidé pour le maintien du statut quo suivant lequel les représentants syndicaux ont la qualité d'observateurs sans droit de vote», dat, wat Der elo gesot hutt, «ce statut étant toutefois formellement à consacrer dans le texte légal. Ils ont donc plaidé pour le respect sans aucune entorse du principe de l'élection des membres de la Chambre des salariés au suffrage universel.» Dat hutt Der virun zéng Joer gesot.

Bon, Dir hutt dat elo e bëssen anescht gedréit, très bien. Dir hutt dat elo anescht juristesch motivéiert. Ech hätt gradesou gär gehat, Dir hätt gesot: „Eng Demokratie, déi kennt keng Kooptatioun, Punkt!“

Et kann een net eng Chamber hunn, och wann et eng Chambre vun de Salariéë ass, an déi eng Leit, déi mussen duerch eng Wahl goen, an déi aner Leit, déi ginn iergendwéi an engem Hannerzëmmer bestëmmt a ginn duerno kooptéiert. Dat ass meng Position. An duerfir - duerfir - hunn ech kloergemaach gehat, wéi déi zweet Opposition formelle komm ass, datt ech net géif iwwert déi Opposition formelle vum Statsrot goen, well effektiv déi esou motivéiert war, datt eng Chambre à base élective net op där anerer Säit einfach Leit mat deenen nämlechte Rechter - net déi, déi als Conseiller do fungéieren, dat ass eng aner Saach -, mat deenen nämlechte Rechter kéint kooptieren. Dat ass eng kloer Position!

A wat elo mat deem Deel vum Gesetz geschitt, wou ech jo kloergemaach hunn, datt vun eiser Säit, vun der Regierung hirer Säit eigentlech näischt geschitt, ass an der Hand vun der Chamber. Wann also ee wëllt doraus eng Proposition de loi maachen, très bien! Dat ass d'Recht vun der Chamber. D'Chamber huet de toute façon Rechter, ëmmer dat ze maachen op Propositionen, op Virschlag vun enger Chambre professionnelle.

Mä meng Position war kloer: Fir mech ass d'Demokratie Demokratie an net eppes, wat an den Hannerzëmmeren decidéiert gëtt a wou déi aner, déi, déi gewielt sinn, da mussen jo wénken.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm a mir kéinten zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7138 iwwergoen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7138 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

60-mol Jo: Domat ass de Projet de loi 7138 mat Unanimitéit ugeholl.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);*

*MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Borsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, an zwar d'Konsultationsdebatt iwwert d'Mobilitéit. Dir wësst, dass d'Riedezäit nom Modell 2 festgeluecht ass. An d'Wuert huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

#### 4. Débat de consultation sur la mobilité

**Exposé**

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här Président, Dir Dammen an Dir Hären, dës Debatt ass genau wéi déi vu gëschter vum Statsminister d'lescht Joer am Kader vun der Deklaratioun vum État de la nation ugefrot ginn. A si fënn dann, wéi gesot, quasiment ee Joer méi spéit statt. D'Noutwendegkeet oder d'Utilitéit dovunner läit fir mech awer och doranner, datt mer zënter gutt zwee Joer amgaange sinn, d'Fortsetzung vum MoDu auszeschaffen...

**(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)**

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann ech gelift!

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- ...an datt dee MoDu am Laf vum Mount Mee - ech kommen nach drop ze schwätzen - wäert ofgeschloss ginn an datt et fir mech an och fir d'Regierung noutwendeg an utile ass, fir ze héieren, wat d'Chamber an d'Deputéierten an deem dote Beräich soe respektiv wat fir eng Virschléi datt de Mëtteg nach kënnen gemaach ginn, fir datt mer eventuell nach dat eent oder dat anert kéinten an eis Iwwerleeunge mat ophuelen.

Ech wëll fir d'Éischt ufänke mat dräi Virbemierkungen:

Déi éischt ass: Dee wichtigsten Deel vun der Mobilitéitsdiskussioun, deen hu mer eigentlech gëschter gefouert, nämlech dee vun der Landesplanung. Well ech hunn et gëschter schonn hei gesot: Déi effikass Method an och déi bëllegst Method, fir d'Mobilitéit ze organisieren, ass e gutt organiséiert Land, datt d'Fonctionnalitéiten an eiser Gesellschaft zesummeleien - Wunnen, Schaffen a Fräizäit -, datt mer méiglechst Mobilitéitsbeweunge vermidde kréien oder, wa mer der scho mussen maachen, datt se esou gemaach ginn, datt se am beschten ze Fouss oder mat anere méi softe Verkéiersmëttel kënnen zrëckgeluecht gi wéi Auto, Bus oder Zuch, wat grouss Infrastrukture sinn, déi schwéier ze realisieren sinn an och grouss Auswierkungen hunn op eise Land, op eis Landschaft an op eis Liewensqualität.

Also, wéi gesot, nach eng Kéier: D'Landesplanung, an eng effikass Landesplanung ass fir mech den A an den O, fir och herno eng effikass Mobilitéit ze kréien. An d'Mobilitéit am Sënn vun der Infrastruktur, wéi mer se haut diskutéieren, ass am Fong en Deel nëmme dovunner.

D'zweet Virbemierkung ass: Mir investéieren am Moment kolossal Zommen. Ech mengen, ech wëll et nach eng Kéier widderhuelen: Den Investitionsprogramm eleng fir d'Eisebunn, dee virgesinn ass tëschent 2013 an 2023, wou mer an deene leschte véier an en halleft Joer schonn en décke Batz ëmgesat hunn oder wat an der Ëmsetzung ass, eleng dee beleeft sech op ronn 3,8 Milliarden Euro!

Dat ass, ech hunn et gëschter scho gesot, en enorme Chiffer. An ech hat e jo och eng Kéier verglach, an dat soen ech elo net pejorativ, fir mam Fanger op d'Leit vu virdrun ze weisen, mä ech soen dat einfach, fir et ze verdäitelen, a wéi enger Dimension mer de Moment sinn: An där nämlechte zéngjäregere Periode virdu louche mer bei 1,7 Milliarden Euro Investissementer. Also, mir hunn dat nach eng Kéier enorm gesteigert, awer mir brauchen dat och. An et sinn och ganz vill Projeten, soen ech och, déi an der Ëmsetzung sinn.

Am Kader vun der Eisebunn, do sinn der ganz vill derbäi, déi waren och natierlech vu viregte Regierunge scho mat geplangt. Also, ech wëll dat elo net alles op de Fändel schreiw vu dëser Regierung, mä ech wëll einfach déi Zuel nach eng Kéier hei soen, fir dat ze illustréieren. Also gewaltig Chifferen, wann ech do derbäi nach géif e ganze Koup aner Saache rechnen am Stroossebau, wou mer och an der Ëmsetzung eng ganz Rei grouss Projeten hunn, wou mer der eng Rei och gestëmmt hunn an deene leschte Joren, zum Beispill den Ausbau vun der A3, e Projet, dee bei 400 Milliarden wäert leien, mä och nach eng Rei anerer.

An da schwätzen ech guer net vun enger Hällewull Projeten, wou mer keng Gesetzer separat hu missen ofstëmmen, mä déi iwwert de Budget, iwwert de Fonds des routes beispillsweis, gestëmmt ginn, déi een och muss matrechnen.

Mä zur Mobilitéit kann een och nach e ganze Koup aner Saache rechnen. Souwisou, wann ech - ech soen dat och hei nach eng Kéier - sief et de kolossale Chiffer, dee mer an d'Eisebunn oder zum Beispill och den Tram, dee mer jo nei bauen, investéieren, d'Pôle-d'échanges, awer och an de Stroossebau an esou weider, wann ech déi Chiffere vergläiche mat deem, wat am europäeschen Duerchschnitt investéiert gëtt, da leie mer do op ganz, ganz groussen Héichten.

An dat huet och dozou gefouert, dat soen ech lech och, datt sougutt d'Stroossebauverwaltung wéi d'CFL wéi awer och d'Gesellschaft LuxTram, déi fueren de Moment um Zännfleesch! Déi hunn esou vill Projeten an der Ëmsetzung, datt et wierleech net méi méiglech ass ze mengen, do kéint een der nach elo honnert droptässelen.

Ech hu gëschter hei Leit héiere soen: „Wa mir kommen déi nächste Kéier, mir baue 15 Contournement mateneen, derbäi nach siwen Trammen“ a wat weess ech net nach alles! Ech soen lech just, fir déi, déi dat behaupten: Dat packt Der net, well einfach d'Capacitéit, déi een zur Verfügung huet, fir Saachen ze maachen, och limitéiert ass!

An ech wëll lech och drop hiweisen, datt mer entre-temps op engem Punkt sinn, datt ech bei den éffentlechen Ausschreibungen, wou een normalerweis dräi, véier, fënnf, sechs, siwen Offere kriit, entre-temps grouss éffentlech Ausschreibungen hunn, wou ech nach just eng Offer kréien. Dat heescht, mir hunn och eng komplett Iwwerhëtzung vun der Baubranche vun deene Secteuren, déi dat Ganz mussen ëmsetzen. Duerfir haalt op, de Leit Saachen ze versprechen, wou mer ganz genau wëssen, datt mer se net an esou engem kuerzen Zäitraum geléist kréien!

Dat wëllt net heeschen, datt...

**(Interruption)**

Neen, mir fänken net elo schonn un, Här Président, mat Zwëschebemierkungen, well gëschter wollt ech der och dertëscht maachen. Ech krut du schonn erëm siwe Fangeren do. Ech dierf kengem dertëscht äntwerten, duerfir halen ech och elo als Éischt meng Ried an da kënnen d'Deputéiert äntwerten an dann...

**(Interruptions)**



► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech ginn lech absolut recht, Här Minister. Gitt deen dote Message och fir déi nächst Woch weider un d'Ministerkolleege fir den Débat sur l'état de la nation!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Här Président, ech hunn an der Regel kee Problem domadder, wann ee mech ënnerbrécht, dat wéist Der ganz genau. Mä ech hätt awer gär, datt et op Géigesäitegkeet berout! An enger Debatt muss, wa se soll eng Debatt sinn, déi kontrovers ass, och jiddwereen déi nämlecht Méiglechkeete kréien.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Absolutt.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - An duerfir wéll ech elo meng Ausföerung fir d'Éischt zu Enn féieren. Selbstverständlech kënnen d'Deputéierten duerno all hir Bemierkunge maachen, hir Froe stellen. Ech wäert mer dann och Méi ginn, herno drop ze äntwerten.

Also wéi gesot, mir sinn op engem ganz, ganz héijen Niveau vun den Investissementen. A kommt, mir versprechen de Leit net Saachen, déi mer all zesumme souwisou net kënnen halen!

Wann ech dat awer soen, da wéll ech dat net soen, well ech der Meenung sinn, datt een net nei Projete soll definéieren. Au contraire! Ech kommen och nach dorobber ze schwätzen. Mir muss villméi, amplaz datt mer, wéi an der Vergaangenheet, Projeten zerrieden oder zerrit hunn, éischter kucken, zemoos an deem heite Beräich, partiwwergräifend zesummeneschaffen, wa mer dat wéll packen an den nächste Joren, a versichen, wann nei Projeten diskutéiert ginn, se séier aus dem theoretesche Stadium erauszekréien an an den Etüdestadium ze kréien, fir datt se och kënnen no an no émgusat ginn.

Mä wann ech dat soen, soen ech dat just, well ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer och e Message ginn no baussen, datt mer de Moment de Maximum maachen, mä mir kënnen net méi maache wéi dat, wat de Moment leeft.

Drétt Virbemierkung, an dat ass fir mech eng ganz zentral wichteg an dat ass och eng, déi, géif ech soen, am MoDu wäert ganz staark am Vierdergrond stoen, am MoDu 2.0, an der Fortsetzung, datt ass d'Aart a Weis, wéi mer Mobilitéit plangen, wéi mer Infrastrukturen ugin. Wann ech eng Strooss huelen an eng Strooss bauen, da bauen ech déi jo an der Regel, oder mindestens misst et esou sinn, net, fir méiglechst vill Autoen ze bewegen, mä da bauen ech d'Strooss, oder ech misst se esou bauen, fir datt ech méiglechst vill Leit hin- an hierbewegen.

Wann ech eng Infrastruktur, eng Schinneninfrastruktur bauen, da maachen ech dat net, well ech wéll Zich hin- an hierfuere loosse, mä da maachen ech dat, well ech gäre Leit, méiglechst vill grousse Capacitéite vu Leit hin- an hierbewegen.

Dat heescht, an der Planung muss mer eis endlech verabschide vun der Logik, datt mer Infrastrukture bauen, fir Gefierer ze bewegen, mä mir mussen Infrastrukture bauen, fir Leit vun A no B ze bewegen. Dat heescht, den Effizienzgrad vun enger Infrastruktur muss mer diskutéieren. Dat heescht zum Beispill, da muss mer eis d'Fro stellen: Wat bedeit et, wann ech op enger Plaz x Leit wéll bewegen, wivill Leit kréien ech beweegt op de Meterkaree zum Beispill oder wivill brauch ech pro Meterkaree pro Persoun, jee nodeem, wat fir e Gefier ech wéll asetzen?

An ech wéll lech do e puer Beispiller ginn. Wann op enger Strooss e Motorrad ass, dat sech mat 35 km/Stonn beweegt an op deem eng Persoun dropsëtzt, da verbraucht déi Persoun 32 m<sup>2</sup> Fläch. Wann e Vélo mat 15 km/Stonn sech op enger Strooss beweegt, verbraucht deen téschent 8 an 12 m<sup>2</sup> Fläch pro Persoun, gutt verstanen: pro Persoun. Wann en Auto sech fortbeweegt an nëmmen eng Persoun drasëtzt an dee mat 35 km/Stonn fiert, verbraucht dat Gefier 72 m<sup>2</sup> Fläch. E Foussgänger, dee mat 4 km/Stonn sech beweegt, verbraucht 1,5 m<sup>2</sup> Fläch. En Tram, deen zum Beispill dräi Véierels voll ass an dee mat 20 km/Stonn fiert, verbraucht pro Persoun 1 m<sup>2</sup> an e Bus, deen dräi Véierels voll ass, dee mat 20 fiert, verbraucht 1,5 m<sup>2</sup> Fläch.

Firwat zielen ech lech dat op? Mä fir einfach lech wëllen ze veranschaulichen, wat mer mussen an Zukunft denken, wa mer d'Mobilitéit plangen: datt et kee Wäert huet, ze kucken eben, wivill Gefierer ech wou hin- an hierbewe-

gen, well dat huet en immensen Impakt op d'Fläch, déi ech verbrauchen. An d'Fläch, déi mer hunn, dat hu mer gëschter festgestallt bei der Landesplanung, déi ass zu Lëtzebuerg limitéiert. Mir hu ganz genau 2.586 km<sup>2</sup> zur Verfügung a mir wëlle jo hoffentlech net, datt déi ganz Fläch komplett zersäbelt an zerschnidde gëtt an nëmmen nach herno aus Asphalt besteet. Duerfir ass et esou wichteg, datt mer, wa mer iwwer Mobilitéit schwätzen, eben dee Wiessel an eisem Denke kréien an datt mer an Zukunft, wa mer iwwer Mobilitéit schwätzen, net aus der Héft eraus eng Decisioun huelen, wa mer eng Léisung proposéieren, mä eis deem dote Phenomeen bewosst sinn.

Déi dräi Virbemierkunge gemaach, wéll ech zréckkommen op de MoDu 2012. De MoDu 2012, dat wéll ech betounen, war e gudd Schratt. Et war e richtige Schratt. Ech hunn deen och deemools, mir ware jo och als Gréng zum Beispill an der Opposition, mir hunn dee matgedroen. Firwat war et e richtige Schratt? Mä et war e Paradigmewiessel, well et déi éischte Kéier war mindestens, datt mer e Versuch gemaach hunn, fir ewechzekommen dovun, all eenzelne Mobilitéitsträger eleng ze gesinn, mä fir multimodal ze denken an deementsprechend e Konzept versicht hunn auszeschaffen, wat och eng multimodal Approche huet.

An duerfir ass et fir mech och net schwéier gewiescht, fir mat ganz vill Engagement ze versichen, all déi Projeten, déi do dra waren, esou séier wéi méiglech émszesetzen.

De MoDu 2012 hat just eng Rei Lacunnen an déi wéll mer versichen, am MoDu 2.0 auszebesseren oder ze komplettéieren, wéi een et wéllt huelen. Et geet virun allem dréms, jo eben ze kucken, datt mer elo eng Fortsetzung maache vun deem, wat 2012 gemaach ginn ass, an net nëmmen eng Fortsetzung am Sënn vun nei Projeten derbäizesetzen, mä ze kucken: Wat war dat, wat gefeelt huet, wat fir strategesch Elementer? An déi muss mer deementsprechend do derbäisetzen.

Et gëtt am Fong an deem ganze Virgeber-MoDu dräi Phasen. Déi éischt Phas war wéi gesot 2012. Wat mer elo 2018 maachen, dat ass en Update, an éischte Schratt mat dem Horizont 2035. Dat heescht awer natierlech elo net, datt am MoDu 2.0 elo Tonnen nei Projeten dra wären, déi scho géife bis 2035 goen. Et sinn der eng Rei dran, ganz sécher, esou wéi mer et de Moment oudenken, mä et sinn awer och eng ganz Rei aner Iwwerleungen dran, op déi ech wäert zréckkommen, wou mer versiche mussen, eben all Akteuren aus der Gesellschaft an d'Mobilitéitspolitik matanzebezéien an och jiddweringem seng Responsabilitéit ze beschreiwen.

Well bis elo hu mer Mobilitéit ëmmer nëmme gesinn als „Dat ass de Stat“. Wann e Problem war, war et: „Léiwe Stat, maach eppes!“ Oder eng Gemeng eventuell nach. Mä et geet méi wäit. Mobilitéit betrëfft jiddwereen, jiddwer Akteur an der Gesellschaft a jiddwereen kann och säi Bäitrag dozou leeschten. An zu deem Punkt wäert an der Fortsetzung vum MoDu ganz vill och drastoen.

Ech mengen och, datt ee muss ongeféier all siwe Joer en Update maachen. Dat heescht, mir maachen elo 2018 eppes. Do ass den Horizont 2035 scho mat ugeduecht. Mä ech mengen awer, datt een 2025, also all siwe Joer, Adaptatiounen muss maachen, fir ze kucken: Wéi huet Lëtzebuerg sech entwéckelt? Well et geet jo dréms, datt mer et fäerdegbréngen, eis e Strategiepabeier ze ginn, eng Strategie iwwerhaupt ze ginn, déi anticipéiert, datt mer net méi ëmmer hannendralafen an der Situatioun, wéi mer dat leider vill ze vill gemaach hunn an deene leschte Jorzéngten, mä datt mer anticipéieren, datt mer Entwécklungen kucken a gesinn, wéi se kommen, an deementsprechend, datt d'Infrastrukturen an deem Sënn, datt och herno dat Ganz mobilitéitsméisseg funktionéiert, schonn am Virfeld matgeplangt sinn a mat émgusat sinn, ier dat, wat mer gär op d'Plaz setzen, och dann do ass.

De MoDu wäert och duerfir da véier Voleten hunn. Den 18. Mee wéll ech domadder an der Regierungsrout goen. Ech hu jo och der Chamber gesot, datt ech dann uschléissend direkt deen nämlechten Dag der Mobilitéits-, der Nohaltegeekeskommissioun, pardon, vun der Chamber et wéll virstellen an da mëttes natierlech och dem Public. An da ka jo duerno nach driwwer diskutéiert ginn.

Et wäerten och nach zwou zousätzlech Etüden, déi parallel lafen zum MoDu, kommen, déi sinn nach net ganz ofgeschloss. Dat eent ass déi ganz Käschten-Notzen-Etüd, déi mer amgaange sinn ze maachen. Dovu sinn natierlech Elementer schonn heidran. Mä déi ganz Etüd wäert eréischt Enn Juni ofgeschloss sinn. An dat Zweet ass e grousse neie Projet, de sougenannten „schnellen Tram“. Ech kommen herno nach dorobber ze schwätzen. Och do

wäert d'Etüd, déi definitiv Etüd eréischt am Juni ganz fäerdeg ofgeschloss sinn, well déi hu mer parallel mat engem groussem auslännesche Büro gemaach. Mä awer grousse Elementer oder déi wichtegst Elementer hu mer scho ganz kloer den 18. Mee.

Véier Voleten wäert dee MoDu beinhalten:

Dat Éischt ass: Wéi ass d'Situatioun haut a wat sinn d'Ziler fir 2025? Dee berüümt „modal split“: Dir kënnt lech erënneren, 2012 ass jo am MoDu een definéiert ginn. Mir hu gekuckt: Wou si mer 2018 domadder drun? Wat hu mer erreecht? Hu mer déi Ziler iwwerhaupt erreecht? Si mer deene méi no komm? An natierlech muss mer nei Ziler definéieren fir 2025. Mä dat ass awer net nëmmen dat Zil. Et sinn och nach eng Rei aner Ziler selbstverständlech, déi dra wäerten definéiert ginn.

Deen zweete Punkt ass: Mir wäerten eng Boîte à outils, esou eng „Geschirkëscht“ mat iwwer 50 konkrete Mesurë proposéieren. Do sinn der derbäi, déi si fir de Stat geduecht. Do sinn der derbäi, déi si fir d'Gemenge geduecht, mä awer och fir d'Betriber, awer och fir d'Leit selwer. Do sinn der, déi kënnen kuerzfristeg émgusat ginn, mëttelfristeg an och laangfristeg. Et sinn där sougenannten „quick wins“ dran, wou ee ganz schnell ka mat wéineg Moyene Saache maachen. Also 50 konkret Mesurë wäerten dra sinn, déi geduecht sinn, fir datt déi eenzel Leit, déi eenzel Akteuren an der Gesellschaft déi kënnen émszesetzen.

Deen drëtten Punkt, do ass eng Iwwersiicht vun de Mobilitéitsprojeten dran, sief et déi, déi en cours sinn, déi mer de Moment amgaange sinn ze realiséieren, oder déi, déi elo wäerte kommen. Zum Beispill och Projeten natierlech, déi mer elo des Woch gestëmmt hunn, den Ausbau vun der Gare, oder déi mer nach an den nächste Woche wäerte stëmmen, an natierlech och en Ausbléck op e puer wichteg nei Projeten, déi an der Pipeline sinn, dorënner wéi gesot dee sougenannten „schnellen Tram“ op Esch, vun deem ech virdu geschwat hunn.

An dann dat véiert Element, wat an där Strategie dran ass, dat ass d'Method, wéi mer an deem Land dozou kënnen iwwergoen, dem Stau net méi mam Bagger hannendrunzefueren, mä d'Mobilitéitsoffere fir 2035 esou ze plangen, datt mer endlech eng realistesch Perspektiv kréien op en Enn vun deem Muerks, deen d'Leit all moies op hirem Aarbechtswee hunn. Dat heescht, datt mer eben, wéi ech virdu gesot hunn, anticipéieren an deem Beräich. Dat heescht, eréischt wann d'Resultater vun der Approche, notamment eng Léisung zum Beispill fir dee Korridor, deen ech virdu gesot hunn, mam schnellen Tram, Agglo LUX, Agglo SUD, wat eng Perspektiv ass bis 2035, wa mer esou eppes moossgeschneidert kënnen iwwer eng Käschten-Notzen-Analys maachen am Virfeld, eréischt dann, wa mer esou virginn, da wäert et an Zukunft méiglech sinn, datt dee Muerks en Enn kritt an datt mer net méi mam Bagger de Problemer hannendralafen, wéi dat haut ass.

Also eng ganz Methodik, wéi een do virgeet, wäert een an deem Dokument ermëffanen an déi baséiert natierlech ganz vill op deenen Etüden, déi mer gemaach hunn.

D'Ziler fir de Modal Split, wéi gesot, déi wäerten am MoDu 2.0 och dra sinn an déi wäerten och des Kéier net aus der Loft gegraff sinn. An och dat ass elo kee Reproche un de MoDu vun 2012, mä 2012 huet sech misse baséiert ginn - dat muss ee sech awer emol virstellen! - op Zuelen, op Verkéierserhiewungen, déi waren aus dem Joer 1995! Dat heescht, eigentlech immens vereelt. Et war natierlech en immensen Drock do, fir eppes ze maachen.

Dës Kéier wäerte mer eis op d'Donnéeë kënnen baséieren aus der Luxmobil-Studie vun 2017, dat heescht, aus där Studie, déi des Regierung des Period gemaach huet, wat eng ganz representativ Studie ass, wou Dausende Leit iwwert de Questionnaire geäntwert hunn, wou se uginn hunn, wéi se sech all Dag bewegen, firwat se den Auto huelen an net den Zuch oder de Bus, wat misst geschéien, fir datt se eventuell den Zuch géifen huelen, also wou mer wierklech an leschten Detail bis zu de Fräizäitbeweegunge konkret Donnéeën hunn, wou mer zum Beispill dann och net méi wäerten, wa mer d'Ziler definéieren...

Dir wësst, et war 75:25, d'Verhältnis téschent dem éffentleche Verkéier an dem Individualverkéier. Mä et war zum Beispill och festgehale ginn 2012, mir wéllte 25% Mobilitéit douce erreechen. Mä bon, et waren awer keng richteg Moyenen definéiert ginn, wéi een dat sollt maachen. Mä wann Der wësst - an do komme mer nach herno drop -, wéi d'Ziele sinn, wéi vill kuerz Weeër zu Lëtzebuerg am Moment mam Auto zréckgeluecht ginn, also ënner Denef oder ënner engem Kilometer, da gesitt Der, wat do fir e Potenzial ass. An duerfir wäerte mer ebe Mesurë beschreiwen, déi ee ka relativ

séier émssetzen, fir datt mer déi Ziler do errechen.

Also, wéi gesot: d'Zuelen an d'Ziler, e Modal Split, dee kloer baséiert op reelle Statistiken, déi mer hunn aus der Luxmobil vun 2017.

Wichtig Zuelen, déi doraus ervirginn: Zum Beispill, datt mer erausfonnt hunn iwwert d'Luxmobil 2017, datt mer e Problem hunn an de Spëttestonnen, dat wousste mer scho laang, mä wéi de Problem sech an de Spëttestonne géif stellen, dat wousste mer nach net. Zum Beispill, datt moies an de Spëttestonnen déi vill Autoen, déi fueren, datt déi zu dräi Véierels eidel sinn, datt am Fong - duerfir hunn ech dat ëmmer esou émgedréit a mengen Aussoen a leschter Zäit - 250.000 eidel Autosëtzer doruechter fueren. Dat muss ee sech emol virstellen, 250.000 Sätzplazen, déi eidel si moies, dat ass enorm! Do ass vill Potenzial dran, fir eppes ze verbesseren.

Mir wëssen och duerch déi Zuelen, déi mer hunn, datt den Auto pro transportéiert Persoun 20- bis 40-mol méi éffentleche Raum an Usproch hëlt wéi den éffentlechen Transport. E Stau ass also weider näscht anescht wéi e Plazmangel am éffentleche Raum, haaptsächlech am urbane Raum. An duerfir ginn ech och net midd ze soen: Et huet kee Wäert ze mengen, datt mer d'Stroossen dauernd verbreederen an de Stroosseraum vergréssere sollen. Mir mussen och nach Stroosse bauen, dat ass guer keen Thema. Mä mer mussen awer verstoen, datt dat eis net de Problem léist, wa mer zum Beispill déi Stroosseninfrastruktur net méi effikass ausnotze wéi haut. Dat heescht, wann d'Autoen zu dräi Véierels eidel doruechter fueren, da bréngt dat eis näscht an et kascht eis schrecklech deier.

Aus deenen Zuele geet och ervir, datt am Schoultransport zum Beispill, wann ech d'Schwäiz huelen, do sinn 10% vun de Schüler, déi mam Auto an d'Schoul transportéiert ginn, bei eis sinn et bal 40%. Wann ech dat soen, dann ass dat net eng Scholdzouweisung un een, mä dat si reell Chifferen. Dat ass einfach d'Realitéit, wéi se dobaussen ass. An da muss mer eis awer domadder ausenanersetzen, firwat dat esou ass a wat dat heescht. A wa mer no Léisungen a Verbesserung seichen, muss mer déi Zuelen och kucken, well soss, soen ech lech, komme mer ni zu uerdentleche Léisungen.

An da muss mer eis och vergläiche mat anere Länner. An d'Schwäiz ass jo net en onméiglecht Land, wou wéi gesot alles schrecklech schlecht organiséiert wär. D'Schwäiz ass heiansdo politesch e bëssen onméiglecht, dat ass eng aner Saach, mä mindestens vun der Organisatioun hier ass d'Schwäiz e Land, wat gutt organiséiert ass, wou d'Liewensqualitéit héich ass, wat och ekonomesch gesi staark dosteet an net schlecht dosteet. Mä d'Schwäizer bréngen dat fäerdeg a si hunn eng Topografie och virun allem, déi nach e bësse méi komplizéiert ass wéi eis. Mä d'Schwäizer bréngen dat fäerdeg, da muss mir eis dach kënnen dorun inspiréieren an dat och zu Lëtzebuerg fäerdegbréngen!

An da kommen ech zu deem krassten Element. Wann ech gesinn, datt méi wéi een Drëttel, also 36% vun de Weeër zu Lëtzebuerg ënner engem Kilometer - 36% ënner engem Kilometer! - mam Auto zréckgeluecht ginn, dat ass enorm! A wéi gesot, dat si reell Zuelen, déi ginn aus den Äntwerten ervir, déi d'Leit eis ginn hunn aus der Luxmobil-Studie. Ech erënneren nach eng Kéier drun, mir haten der iwwer 100.000, et si jo iwwer 80.000 Residenté vu Lëtzebuerg gefrot ginn an nach eng Kéier iwwer 40.000 Frontalieren, an am Total hunn 30.000 Leit geäntwert. Dat ass enorm. Dat ass extrem representativ.

De Büro Infas, deen dat hei ausgewäert huet, deen huet eis gesot: „Dir hutt eng ganz héich Representativitéit fir esou eng Etüd.“ Dat heescht, dat si keng fiktiv Zuelen, dat si reell Zuelen. An och do ass keng Scholdzouweisung, mä mir sollten awer emol eng Kéier an eis eragoen an eis iwwerleeën, wat dat heescht, wa mer eis opreegen iwwert de Stau moies, owes, wa mer wëssen, datt 36% vun de Verkéiersweeër mam Auto ënner engem Kilometer sinn! Do wäert jo awer elo kee mer wéll falsch maachen, datt den Auto, wou ech x Päerdstärkte jo dodran hunn, fir datt mer eis fortbewegen, datt esou eppes erfionnt ginn ass fir Distanzen ënner engem Kilometer! Do gëtt et jo awer aner Méiglechkeeten, déi si méi effikass, fir dat ze maachen.

Nach méi krass gëtt et, wann ech dann d'Distanze kucken téschent engem a fënnf Kilometer: Téschent engem a fënnf Kilometer gi bal zwee Drëttel, 64%, do mam Auto gemaach. Also ech géif soen, eng Distanz bis ee Kilometer, dat kann een an der Regel, wann een eenegermoosse gutt nach drop ass, ze Fouss maachen. Ee bis fënnf Kilometer gëtt ze Fouss schonn e bësse méi happeg, mä do gëtt et awer och aner Méiglechkeeten, déi ee kann





notzen, fir sech weiderzobewegen. An duerfir muss mer, wat mer iwwert d'Mobilitéit an iwwert d'Problemer diskutéieren, déi Zuelen do kucken an net falsch Konklusiounen zéien, mä doriwwer schwätzen.

Dat ass net ëmmer einfach. An do muss mer och vläicht dobauss mat de Leit doriwwer diskutéieren. Mä ech mengen, datt et awer net onméiglech ass. Mir sinn zu Lëtzebuerg als Mënschen net aneschters wéi soss op der Welt, an déi Zuelen hei sinn et och op anere Plaze ginn an déi hunn et fäerdegbruecht, datt d'Leit gesinn hunn a verstanen hunn, nodeems natierlech eppes geschitt ass um Niveau vun der Infrastruktur, datt et qualitativ fir jiddwereen, och fir deejéinegen, deen dat heite mécht, vill méi flott Méiglechkeete gëtt, fir sech ze deplacéieren, wéi datt ee fir alles ëmmer muss den Auto huelen.

Dat sinn déi véier grouss Punkte mat, wéi gesot, gann effikassen Zuelen dran, mat enger Rei Projeten.

Parallell dozou hu mer déi Käschen-Notzen-Etüd maache gelooss. Do si mer entre-temps, wa mer déi Etüd bis ofgeschloss hunn am Juni, Virreider mat der Schwäiz. An ech mengen, Norwegen oder Neuseeland huet et. Et sinn nëmmen e puer Länner op der Welt op alle Fall, déi esou wäit gaange si wéi dat, wat mer hei gemaach hunn. Mä et ass awer och wichteg.

Firwat maache mer déi Käschen-Notzen-Etüd? Mä dat ass och, fir emol erauszefannen, éischens emol, jee nodeem, wat fir ee Problem datt mer hunn, wou mer jo dann eventuell vill Suen asetzen, ob déi Suen och richtig agesat sinn, déi mer do asetzen. An déi Käschen-Notzen-Etüd kënnt alles dran.

Déi Etüd ass awer och wichteg, fir eng Objektivierung ze kréie vun der Diskussioun, well net bei allem jiddwereen et direkt weess. Ech weess, an der Mobilitéit ass et esou, jiddwereen ass betraff, jiddwereen ass selwer Akteur a jiddwereen huet ëmmer direkt d'Léisung parat. Mä jiddweree gesäit et just vu sengem eegene Standpunkt aus an net am Zesammenhang mam Rescht. Duerfir wäert eis déi Käschen-Notzen-Etüd déi Diskussioun objektivéieren. Dat war an der Schwäiz de Fall a mir wäerten dat och zu Lëtzebuerg hirkéien iwwert déi Zuelen, déi erauskommen: Ech kenne schonn eng Rei Zuelen, déi si wierklech extrem interessant. A wann de MoDu bis kënnt, wäert Der dat och gesinn.

Dorausser kënne mer och eng ganz nei Methodik entwerfen, fir Decisiounen ze huelen. An dee Couloir, op deen ech nach kommen, Lëtzebuerg-Esch, huet sech doraus erginn, datt ass deen éischten, wou mer versicht hunn, déi Methodik unzewenden. Déi Methodik, déi besteet näamlech aus verschiddeenen Elementer.

Firwat hu mer de Korridor Lëtzebuerg-Esch geholl, oder bis Belval, fir dat erauszesechen? Mä well mer duerch d'Landesplanung wëssen, datt haut schonn den Drock op deem Couloir extrem grouss ass. A well mer duerch d'Landesplanung wëssen, wa mer d'Frichen zu Esch-Schëffleng entwéckelen an nach e ganze Koup aner Projeten an déi Entwécklungen, déi souwiesou schonn haut do amgaange sinn, gesinn, an dat op den Horizont 2035 gekuckt, datt mer risquéieren, wa mer net elo handelen an anticipéieren, dann am Ballungsgebitt Schëffleng-Esch-Belval déi nämleche Problemer ze kréien, wéi mer se an der Tëschenzäit am Zentrum hunn, also ronderëm d'Stad Lëtzebuerg. An et ass eis drëms gaangen, duerfir ze kucken: Kommt, mir probéieren, grad op deem Couloir, well mer déi Zuele kennen a well mer d'Entwécklungspotenzialer kennen, dann do déi Methodik fir déi éischte Kéier unzewenden!

Dat éischt, wat een an där Methodik mécht, dat ass e Constat. Dat heescht, et muss ee kucken: Wat ass haut d'Demande op deem Couloir, deen een ënnersicht? Wat gëtt et haut scho vun Offer op deem Couloir? An dann natierlech - dat ass dat Zweet - muss een d'Demande analyséieren am Horizont eben 2035, an dat hu mer hei gemaach, fir dann ze kucken: Wat passt dorobber? Da sinn natierlech d'Contrainten ze kucken, mä awer och d'Opportunitéiten, déi sech stellen.

An dann de véierte Punkt ass, nodeem een déi ganz Analys gemaach huet op Basis vu reellen Zuelen, de Choix vum Transport, vum Haupttransportmodus ze sichen. An dee muss ee maachen unni Tabu. Dat heescht, et geet net drëms, fir ze soen, d'office dat eent oder dat anert, mä mir kucken op Basis vun de reellen Zuelen a vun der reeller Demande, vun der reeller Entwécklung: Wat sinn déi géeegeentst Transportmëttel an deem Schema, wéi ech se am Ufank opgezielt hunn? Wiwill Leit kann ech am meeschte vun A no B bewegen, jee nodeem, wat fir en Transportmëttel ech erauswählen? An dann trifft een de Choix vum Haupttransportmëttel, nodeem een dat analyséiert huet.

Dann ass et och wichteg, an dat ass dee fënnefte Punkt, datt dee Choix muss e multimodalt Konzept sinn natierlech, an et muss een e Phasage dropsetzen. An och deen Impakt, deen et huet iwwer Joren, ass wichteg. An dat hu mer ebe versicht ze maachen. A mir hunn duerfir um Couloir vu Lëtzebuerg bis Esch e moyen Terme gekuckt an e long Terme. Also de moyen Terme ass da vun elo bis Mëtt 2026-2027, an da vun 2027 bis 2035. De moyen Terme, do brauche mer dat, wat mer amgaange sinn zum Deel ze maachen op der Escher Autobunn, en extrae Couloir fir e Bus à haut niveau de service, well de Busdéngscht vun Esch Richtung Stad erof ass schonn haut gutt an der Frequenz, wéi e fiert.

Mir mussen kucken, dann eben an enger Iwwergangszäit dat mat engem BHNS ze maachen, virun allem awer och Pôle-d'échange ze definéieren, zum Beispill am Beräich Féiz-Lankëlz e Pôle d'échange hinzekréien. An da mussen mer natierlech déi zweet Etapp hannendruplängen, dat heescht bis 2035, vu datt mer jo wëssen, wat mer alles amgaange sinn ze entwéckelen a wëllen entwéckelen, datt mer dann dee sougenannten „schnellen Tram“ als Modus hannendruplacéieren.

Wat heescht dat? Ma dat heescht am Fong näischt anescht, wéi datt mer am Fong vun Uni zu Uni, vum Kierchberg bis op de Belval, herno eng Direktverbindung hunn, wou mer all déi wichteg Zentre matenee verbonden hunn. An e schnellen Tram ass am Fong näischt anescht wéi en Tram wéi deen, deen Der haut kennt. Et ass just ee mat méi enger staarker Motorisation, datt heescht, deen op Tëschestécker, zum Beispill dann zu Steebrécken an Hollerech, kann eng Vitesse vun 100 fueren, fir datt ee keng Zäit do verléiert. Mä de Virdeel dovunner ass, datt mer alles kënne erschleisse vu Plazen, wou haut schonn eng grouss Entwécklung am Süde virun allem ass a wou et keng gutt Ubannungen un den Zuch, zum Beispill un de klaseschen Zuch gëtt.

Mir kënne awer och higoen an dat Ganzt mat deem verknäppen, wat mer amgaange sinn ze bauen. An duerfir ass dat aus där Iwwerleeung eraus, no där Methodik gekuckt, wéi ech se beschriwwen hu virdrun, dat, wat sech do erausgestallt huet, wéi d'Methodik fonctionnéiert. An den Detail vun der Etüd wäerte mer och am Juni, wéi gesot, virstellen.

Mir mussen awer och, wéi gesot, verstoen, datt et an der Mobilitéit nëmmen en Zesummespill ka sinn, wat eis Problemer léist. Et gëtt keen Zauberstaf, wou mer kënne soen: „Duerch en Zuch, duerch méi Autoen, duerch méi Autobunnen eleng léise mer de Problem.“ Eraus vun deem Denken! An 2012, wéi gesot, war d'Stärkt vum MoDu, datt dat en éischte Schrott war, fir doraus erauszekommen. Mir mussen deen elo verdéieren. A mir mussen déi Dynamik, déi mer de Moment hunn an der Emsetzung, déi nächst Jore bäibehalen, fir dat ze verdéieren.

Duerfir wäerte mer och den 8. Mee, nodeem mer zwee Joer dru geschafft hunn, déi nei Plattform fir de Covoiturage an déi nei App lancéieren, déi, dat wäert Der gesinn, extrem innovativ ass. Déi wäert eis hëllefen zum Beispill, d'Effikasitéit vun Stroossereseau méi ze notzen, also d'Capacitéit besser ze notze vum Stroossereseau.

Et gehéieren natierlech och Saachen dozou wéi den Transfrontalier an deen Accord, dee mer zu Paräis ënnerschriwwen hunn, wou ech de Gesetzesprojet, fir d'Erlabnis ze kréie vun der Chamber, fir op dee Wee ze goen, elo gläich wäert duerch de Regierungsrat bréngen. Da kënnt e selbstverständlech och an d'Chamber, fir datt ech d'Autorisation kréien oder d'Regierung d'Autorisation kritt, fir op dee Wee ze goen.

Et ass net vun ongeféier, datt mer decidéiert hunn, mat Frankräich ze negociéieren, fir zum Beispill matzehëllefen, den Zuchreseau ze moderniséieren tëschent der Grenz, also tëschent Zoufftgen, Beetebuerg-Zoufftgen an Thionville. Well de Punkt ass nëmmen deen: Wa mir op der Lëtzebuurger Säit jo enorm investéieren - mir wäerten am Total 500 Milliounen Euro investéieren an d'Streck respektiv den Embau vun der Gare Beetebuerg; do kënnt jo e Gesetzesprojet nach eng Kéier no -, dann ergëtt dat jo nëmmen e Sënn, dat kréie mer nëmme maximal ausgeschöpft, wa mer natierlech och dat Stéck tëschent Zoufftgen an Thionville moderniséiert kréien, inklusiv d'Gare vun Thionville zum Beispill.

Well wa mer dat alles hunn, plus dat Zuchmaterial, wat bestallt ass, da bréngen mer et fäerdeg, den Zuchverkéier, d'Setzplazen am Zuchverkéier op där Streck zum Beispill mol 2,5 ze maachen, dat heescht bal dräimol esou vill Leit ze transportéieren wéi haut. An ech brauch lech jo net auszerechnen, wiwill dausend Autoe manner dat op eise Stroosse sinn zu Lëtzebuerg. Duerfir war dat en essenzielle Projet, wou et mer um Häerz louch, fir fir deen zu

Paräis dës Kéier endlech e seriösen Text ze kréien. Dat hu mer fäerdegbruecht.

Wéi gesot, Dir wäert de Gesetzesprojet kréien, fir datt mer d'Erlabnis kréien. Elo, fir den Detail natierlech auszesechen, do muss ech jo selbstverständlech den Accord kréie vun der Chamber, well et ass e Projet, dee jo wäit iwwer 40 Milliounen wäert kommen. Also, den Transfrontalierberäich muss mat ageduecht ginn. Do wäerten och am MoDu 2.0 éischt Optioune virgezeent sinn, a wéi eng Richtung datt et geet.

Ee Punkt, deen och ganz wichteg ass, dat ass d'Fro vun der Dekarboniséierung vun der Mobilitéit, also dat heescht den CO<sub>2</sub>. Dir wësst, mir hunn eis zu Paräis engagéiert fir e ganz ambitiöse Programm am Beräich Klimaschutz, an ech mengen, all d'Parteien. Ech hu keng héieren, déi net gesot hätt: „Dozou sti mir a mir fannen dat och richtig“, well et geet do ëm d'Essenz vun eise Liewensgrundlagen an datt mer endlech dee Klimaschutz esecht huelen.

Mir wëssen awer, datt den Transportsecteur deen ass, wou am meeschte muss geschéien. De ganz groussen Undeel vun den CO<sub>2</sub>-Emissionen kënnt aus dem Transport. Do gëtt et natierlech méi Niveauen, wou ee muss drop schaffen. Mä och do ass den nationalen Niveau an d'Reduktion vun der CO<sub>2</sub>-Empreinte wichteg. Duerfir maache mer dat, wat ech virdru gesot hunn, dat ass e wichtegen Deel. Mä et ass awer och wichteg, datt mer ewechkomme vun dem Verbrennungsmotor. Dat geet an Etappen. Dat geet net vun haut op muer. An duerfir sinn och all déi Investisementer an d'Elektromobilitéit, mä och wahrscheinlech an Zukunft nach an aner Techniken wichteg. An och déi mussen mer metabezéien an Zukunft an där ganzer Diskussioun.

Dee leschte Punkt ass d'Loftqualitéit. Mir diskutéiere jo de Moment vill, haaptsächlech op däitscher Säit, mä net nëmmen, och a Frankräich ass d'Diskussioun voll am Lafen. A si wäert a ganz Europa an d'Lafe kommen, well d'Europäesch Kommissioun huet en zimlech scharfe Brëf geschriwwen un all europäesch Länner, fir drop hinzeweisen, datt mer d'Wäerter vun der Loftqualitéit, d'Stickoxidwäerter, net anhalen. Mir sinn zu Lëtzebuerg nach verhältnisméisseg gutt drun. Et ass net, datt mer kee Problem hätten, mä mir si verhältnisméisseg gutt drun. Mir sinn natierlech glückelcherweis de Moment nach net an der Lag wéi an Däitschland oder a Frankräich. Mä ech soen lech, mir mussen och doru schaffen.

An déi bescht Method, fir dorunner ze schaffen, datt mer net mussen zu Verboter kommen, dat ass d'Präventioun, dat ass eben ze kucken, datt mer eis Mobilitéit méiglechst effikass an anescht organiséieren. Well dat evitéiert eis näamlech opwendeg, schwéierfällg aner Léisungen, op déi aner wäerten elo misse goen, well soss ginn et Strofen an Zukunft.

Well mir vergiessen ze vill oft bei deene ganze Problematik vun de Stickoxiden: Do geet et ëm d'Gesondheet vun de Mënschen, haaptsächlech vun de Kanner, den eelere Leit, déi extrem dorënner leiden. D'Weltgesundheitsorganisatioun, d'WHO, huet eng Etüd erausgivi virun e puer Joer, an da kuckt lech emol un, wiwill Leit haut op eiser Aerd, wiwill Mënsche schonn haut stierwen duerch schlecht Loftqualitéit! Milliounen a Milliounen! An och an eise Länner ass dat e grouse Problem a gëtt ëmmer méi zu engem Problem. An do sinn haaptsächlech d'Kanner an eelere Leit betraff. An duerfir, wann hei d'Kommissioun wierklech d'Schrauwe bäidréit, ass dat net, well se iergendeppes géint den Auto oder géint soss e Mobilitéitsmëttel huet, mä et geet ëm e primäert Gesondheitszil vun eiser Gesellschaft, dat iwwerens och, niewebäi gesot, mat ganz ville Käsche verbonden ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass wichteg och, datt mer Prioritéite setzen, datt mer mussen verstoen, datt mer net alles kënne duebelgleiseg maachen, datt mer zum Beispill op där enger Plaz enorm an d'Schinnen investéieren a parallell niewendrun och nach de Stroossereseau op där nämlecher Plaz ausbauen. Wéi gesot, mir mussen och nach Stroosse bauen, dat ass net d'Thema, mir brauchen och nach zousätzlech Stroossen. Mä mir mussen verstoen, datt Prioritéite setze wichteg ass. An duerfir, et gëtt och nach e finanzielle Grund, niewebäi bemierkt, dee mécht, oder dee wäert maachen, datt mer déi mussen setzen. Mä et ass awer virun allem och wichteg wéinst der Effikasitéit.

Mir wäerte jo d'Plan-sectoriellen elo d'nächst Woch an de Regierungsrat huelen. Eleng am PST sinn 83 Projeten dran, déi d'Mobilitéit beinhalten, 83 Projeten am Plan sectoriel «Transports» eleng! Dat si Stroossebauprojeten, Schinnen, alles Méigleches. An dat si jo Horizont, déi do definéiert sinn, an déi si relativ kuerzfristeg. Dat mussen mer emol alles ge-

stemmt kréien, wat mer do dragesat hunn. Och dat solle mer iwwerleeën.

Mä wat kloer ass, an ech mengen, do soen ech lech elo näischt, wat Der net all Dag erlieft, spiert, wéi all Bierger dobaussen: D'Mobilitéit ass eent vun de wichtigste Politikfelder, mä et ass komplex an et gëtt keng einfach Léisungen. Mä mir mussen et extrem esecht huelen. Mä eppes ass sécher: Mir hunn elo eng gutt Dynamik. Mir hunn eng Dynamik, an ech muss och soen, ech soen der Chamber duerfir Merci an ech wëll dat och hei ënnersträchen. Mir hunn an deene leschte véier Joer all déi grouss Mobilitéitsinfrastrukturprojete quasi eestëmmeg hei gestëmmt. Dat ass extrem wichteg! A mir mussen déi Dynamik vun der nationaler Eenheet fir déi Mobilitéitsproblemer, déi mer hunn, bäibehalen, och an deenen nächste Regierungen, egal och, soen ech, wéi den Oktober d'Wahle wäerten ausgoen. Ech sinn iwwerzeugt dovunner, dat ass déi eenzeg Méiglechkeet, fir datt mer déi Problemer laangfristeg geléist kréien.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. Eischte Riedner zu dem Consultationsdebat ass den Här Marco Schank fir d'CSV. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

► **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun zimlech gonne sechs Joer, also annerhaleft Joer ier déi viregt Regierung opgehale huet mat schaffen, huet den deemolege Minister, de Claude Wiseler - et ass virdru gesot ginn -, déi global Strategie fir eng nohalteg Mobilitéit, de MoDu presentéiert.

Dës Initiativ, déi ass deemools an der Chamber och vun deene gréissten Oppositionsparteie matgedroe ginn,...

**(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift!

► **M. Marco Schank (CSV).** - ...och dat ass virdru scho gesot ginn, a souguer mat enger gemeinsamer Motioun besigelt ginn. An dës Initiativ war deemools eng nei Philosophie, fir un dës méi wéi jee Problematik erunzegoen. Mäi Virriedner huet elo grad vun engem Paradigmewissel geschwat. Ech stëmme deem zou. A mir si frou, datt déi haiteg Regierung dës Strategie an hire Grondzich och weidverfollegt huet.

Dee vum Claude Wiseler presentéierte MoDu hat de Meritt, fir d'Konzept vun der Multimodalitéit an dem öffentliche Debat ze verankeren an eben och daitlech kloer Objektivier ze formuléieren, zum Beispill wat d'Évolutioun vun de Parts modales am öffentliche Transport respektiv och bei der Mobilité douce ausgemaach huet.

D'Initiativ vun der aktueller Regierung, fir dës Programm un d'Begebenheete vun haut unzepassen, begreisse mir selbstverständlech. Mir froen eis allerdéngs, wéisou d'Regierung esou spéit domat kënnt. A mir froen eis, wéi d'Strategie an dësem wichtege Secteur en vue vum MoDu 2.0 definitiv wäert ausgesinn. Mir wëssen et elo nach net, mir hunn eng Rei Saache virdru gesot kritt.

Déi aus der jéngster Enquête luxmobil.lu resultéierend Chiffere weisen jo och ganz daitlech, datt Handlungsbedarf bleift a wat och no gutt véier Joer Dräierkoalition effektiv nach ze maache bleift, wat déi Regierung, déi no dëser kënnt, a Regierungen, déi no dëser kommen, nach wäerte schaffe mussen.

An d'Fro vun der Mobilitéit ass eng, déi direkt am Zesammenhang mam Wuesstum steet, näamlech och mat där Debatt, déi mer geschlechter gefouert hunn op dëser Plaz, näamlech der Landesplanung insgesamt. Mir steiere mat héijer Vitesse op en 800.000-Awunner-Stat - oder méi nach wéi dat - zou. An duerfir ass et wichteg, eng adequat Mobilitéitspolitik an d'Weeër ze leeden, fir den Erausforderunge vun der Zukunft an dësem wichtege Secteur gerecht ze ginn.

Fir eis ass et wichteg, fir och an Zukunft d'Investisementer weider héich ze halen. Allerdéngs sollten dës sech net nëmmen op den Ausbau vum Zuch, vum Bus an der Mobilité douce fokusséieren, mä eben och an d'Stroosennetz muss weiderhin investéiert ginn, ëmsou méi dat jo och am Zesammenhang steet mat Léisungen, déi mir ënnerstëtzen, wéi de Covoiturage oder och de Carsharing. Op eis



genau Positionen an Alternative kommen ech méi spéit a menger Ried nach ze schwätzen.

Mir hunn eis am Ufank d'Fro gestallt, firwat hei iwwert dësen Thema soll diskutéiert ginn, wann den zoustänneg Minister, wéi gesot, d'Plang fir de MoDu 2.0 elo wëllt am Mee presentéieren. Sollen dës Froen zum Beispill dann no dëser Consultatioun oder dëser Presentatioun dann och nach eng Kéier vun der Chamber opgeworf ginn?

**(Interruption par M. François Bausch)**

Jo?

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Dierf ech eppes just dozou soen, well dat näämlech...?

► **M. Marco Schank** (CSV).- Also mir dierft Der roueg eppes soen, jo.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech wëllt lech just soen, datt de MoDu 2012 duerch de Regierungsrat gaangen ass, virgestallt ginn ass, an d'Chambersdebat laang duerno stattfonnt huet. Ech maachen elo eng virdrun. Elo ass dat och erëm net gutt! Ech weisst just gär, wéi Der dat gesitt par rapport zu där leschter Legislaturperiode.

► **M. Marco Schank** (CSV).- Ech soen nach eppes dozou: Fir d'CSV wier et logesch gewiescht, wann eng Diskussioun geféiert gi wier, nodeems an der zoustänneg Chamberkommission den Debat preparéiert gi wier. Ech sinn e ganz fervente Verfechter dovunner, datt een, wann ee Konklusioone wëllt zéien zu engem Sujet, dann och den Debat strukturéiert, preparéiert, strukturéiert wéi et beispillsweis, ech soen dat, an der Logementsdebat geschitt ass: Déi war den 31. März an do hu mer während Méint - ech weess net wéi laang, de President sëtzt doënne - bal all Woch eng Sëtzung gehat, fir den Debat ze preparéieren. Do hu mer mat verschiddeenen Akteure geschwat. Dat wier fir mech déi richteg Approche gewiescht, fir et och an dësem Dossier esou ze maachen.

An deem Fall hätten och d'Parteien alleguerkt konkret Propose kënnen virleeden an diskutéieren, an et wiere sécher och nach ganz aner Froen op den Dësch komm wéi déi, déi elo gestallt goufen. No der haiteger Prozedur féinnt keng wierklech fundéiert Debat zu dësem elementare Sujet an der Chamber statt. An dat bedauere mir!

Et wier och sënnavoll gewiescht, denken ech, datt en däitlechen a kloren Accord iwwer all Parteien ewech fir dëst neit Konzept ze kréie gewiescht wier. Vläch ass dat jo dann och nach méiglech, wa mer no der Presentatioun - ech hu virdu gutt nogelauschert - de MoDu awer nach an d'Chamber kréien. Dat géif och méi Kontinuitéit garantéieren, wéi dat 2013 jo da geschitt ass.

Zu deenen zéng gestallte Froen am Kader vun dësem Debat wëlle mir als CSV ganz allgemeng soen, datt se zum Deel selbstredend mat Jo ze beäntwerte sinn oder awer och deelweis net einfach ze beäntwerte sinn, zum Beispill wann een elo objektiv d'Part modale freet en vue vun 2025, wou een Zougang zu enger Partie méi präzisen Donnéeën nach hätt missen hunn. Mä als allgemeng Äntwert op déi zéng gestallte Froe wëlle mir soen, datt mir Zilsetzung brauchen, déi den öffentliche Transport stärken - ech mengen, datt ass e ganz wesentleche Punkt - a par rapport zum Individualverkéier ëmmer méi staark stärke wäerten.

Duerfir muss mir als Politik derfir suergen, fir an déi richteg Mesuren ze investéieren. D'Fro, déi ech lech stellen, dat ass vu mengem Virriedner jo och gesot ginn: Wéi setzt d'Regierung déi Suen, déi se zur Verfügung huet, déi jo net illimitéiert sinn, am beschten a bescht-méiglech an?

Mir hunn als CSV an deene vergaangene Joren eng Partie konkret Proposen, Alternativen op den Dësch geluecht. An ech wëll dann och elo e bësse méi am Detail op dat agoen, wat mer an de verschiddeene Secteure wéi Tram, wéi Zuchnetzer, Stroossebau respektiv innovativ Méiglechkeete fir d'Mobilitéit vu muer proposéieren.

Dee fréieren Nohaltekeetsminister huet als Minister den Tram jo no laangem Hin an Hier mat der fréierer Regierung op den Instanzewee bruecht, a mir freeën eis driwwer, datt déi aktuell Regierung dësse Projet weidergedriwwen huet an den 10. Dezember och deen éischte Streckenofschneitt konnt opgoe loossen.

An och mat deene geplangten Ausweidunge vum Tramsreseau si mir net nëmme averstannen, mä mir fannen et eng gutt Approche. Mir

si souguer als CSV elo där Meenung, fir weider Extensioone vum Tram méiglech ze maachen, dat net nëmme op Leideleng, mä fir och Nidderaanwen, Contern ze kucken. Et ass wichteg, fir hei eenzel grouss Raim ronderëm d'Stad ze vernetzen an esou den Trafic ze entlaaschten. An och eng Netzerweiderung vum Tram a Richtung Westen, Stroossen, Bartreng, Mamer, ass an eisen Aen eng noutwendeg Approche.

Et muss ee sech awer d'Fro stellen, iwwer wéi ee Wee eng Ausweidung a Richtung Mamer am beschte fonctionnéiert. Mir kéinten eis och en Tracé iwwer Hollerech-Zéisseng virstellen, woumat de Quartier direkt agebonne géif ginn. D'Areler Strooss ass awer méiglecherweis vum Gabarit net breet genuch; dat misst een da méi genee kucken.

Am Kader vum Ausbau vum den Tramsnetzer mussen dann och weider Park & Ride-Méiglechkeeten an, net ze vergiessen, och Carsharingsparkplazen offréiert ginn. Datselwech géillt natierlech och fir all Zuchgaren am Land. Nëmme esou gétt den öffentliche Transport fir de Bierger aus dem Land méi komfortabel, méi attraktiv, wa genuch Plaze sinn, och fir d'Autoen ze parke respektiv d'Busser, wou der hifueren.

Ronderëm d'Stad fuerdere mir niewent den Extensioone vum Tram och nach en Héichleeschtungsbus op eegenem Tracé, deen déi verschidde Quartiere soll matenee verbannen, ouni den Trafic duerch de Stadkär leeden ze mussen. Dëst soll an enker Ofstëmmung mam Tramsreseau fonctionnéieren an esou zu maner Trafic an der Stad selwer féieren.

D'Fro ass, wéi d'Regierung sech all dës Ausbaute virstellt. Wat ass e realistesch Zäitplang? Mir sinn op alle Fall derfir, dës Ausbaute méiglechst séier virunzedeiwen, an dorop wäert mäi Fraktiounskoleeg, de Serge Wilmes, méi spéit nach agoen.

Här President, och bei den Zuchreseau sinn an deene leschte Joren eng Partie Mesurë geplangt respektiv ëmgesat ginn. A wann ech eng Mesure huelen, déi mer elo virun zwee Deeg gestëmmt hunn - an ech selwer hunn dee Projet als „historesch wichteg“ bezeechent -, da mengen ech, datt den Ausbau vum der Stater Gare en enormen wichtege ass mat deenen zousätzleche Quaië 5 a 6. Net fir d'Lescht, an Dir kennt déi Zuelen, huet d'Zuel vun de Passagéier an deene leschte Jore bis 6% pro Joer zugeholl, wat eng enorm Evolutioun ass, wat d'Clientë vun den Zich ubelaangt.

Datselwech géillt och fir den Ausbau op d'Zweegleisegkeet op verschiddeene Strecken. A mir sinn iwwerzeegt vum positiven Effekt och vun deene Mesuren. Eng Rei vun dësen Mesurë leien an der Kontinuitéit vun der viregter Regierung, mat sengerzäit, ech hunn dat scho gesot, dem Tram, dem Arrêt Pafendall-Kierchbiërg mam Funiculaire. An duerfir wëlle mir och, datt verschidde Investisementer bei den Zich méiglechst séier virgeholl ginn.

An erlaabt mer, och ze soen, datt d'Leit - ech hu vun den Zuchgarë geschwat - am Norde mat Schmäerzen op den Ausbau vun der Gare zu Ettelbréck waarden. Vläch kann de Minister eis herno soen, ob et do awer elo en definitiv realistesch Zäitpunkt gétt, wéini et ugeet. Et soll jo mat de Quaien ugoen. Ech passéieren all Dag do an déi Fro kréien och nach ëmmer erëm gestallt.

Derbäi kennt den Ausbau vun anere Garen. Ech denken an Hollerech-Zéisseng, ech denken un d'Gare vun Dummeldeng. Doniewent mussen och op der Nordstreck, wann ech dat dierf soen, méiglech Verbesserungen a Richtung méi Zweegleisegkeet geschéien. Mir sinn net esou vermessen, fir ze soen, mir bräichten eng total Zweegleisegkeet, well dat och net méiglech ass. Mä ech mengen awer, datt méi Voie-d'évitement kéinte geplangt ginn, zum Beispill téschent Elwen an Ettelbréck, Méchela, Giewelsmillen, téschent Clierf an Elwen, fir d'Pünktlechkeet och op där Streck méi robust ze maachen.

Insgesamt ass et noutwendeg, datt an Zukunft de Gros vun de Garen am Land erneiert a moderniséiert ginn, fir esou de Confort an och d'Sécherheet vun de Passagéier ze verbessern. An, wéi scho gesot, sollten och bei alle Garen d'Parkméiglechkeeten erweidert ginn. Och dat ass en Deel vum Confort vun de Clienten am öffentliche Transport. An ech froe mech, ob een an deem Kontext net och sollt driwwer nodenken - eppes, wat mer scho méi dacks gesot hunn -, ob net am ländleche Raum en Zoubrengerdéngscht eng sënnavoll Léisung kéint bedenken.

Wann een dovun ausgeet, datt no deem geplangte Bau vun zwee zousätzleche Quaien op der Stater Gare eng Erweiderung do eigentlech net méi méiglech ass, muss ee sech iwwerleeden - dat hu mer, mengen ech, an der Kommission och kuerz ugeschwat gehat -, datt mat Hëllef vun engem Bypass beispillsweis verschid-

den Zich aus dem Osten direkt an de Süde kéinte fueren. E Bypass ass méiglecherweis och eng Léisung, fir d'Zich vun der Beetebuerger Streck direkt an d'Belsch weiderfueren ze loos- sen. Mir mussen d'Gare an der Stad no Méiglechkeet, sou vill wéi méiglech entlaaschten, fir esou d'Frequenz an d'Vitesse fir déi aner Zich kënnen ze garantéieren.

Wann ech kuerz eppes och zum Oste vum Land ka soen: Do kënt et - an dat liest een och nach an der Zeitung regelméisseg - duerch de Fahrplanwiessel ëmmer erëm zu Retarden. Et gétt gesot, d'Flexibilitéit fir d'Zuchclienten aus der Regioun hätt ferm gelidden a vill Onzefriddenheet, mengen ech, huet sech och do opgestaut. An an deem Kontext wollt mer froen, ob vun den CFL hei net awer scho virum Dezember 2019, wéi et elo geplangt ass - ech denken, datt do gewaart gétt bis zur Färdgestellung vum zweete Viaduc Polvermillen respektiv deenen neie Quaien op der Stater Gare -, ob net awer scho virdrun Ännerungen am Sënn vun de Clienten an d'Wee sollte geleet ginn.

Här President, an deem Kontext wollt ech dann och nach eemol op de Problem vun de Retarde beim Zuch zrëckkommen. Ech fueren all Dag mam Zuch schaffen a kréien duerfir och de Frustru villen CFL-Clientë mat. Och do maachen ech keng Scholdzouweisung, mä d'Leit diskutéieren mat mir doriwwer. A mäi Virriedner huet gesot, mir sollte mat de Leit diskutéieren. Ennert deenen aktuelle Konditiounen op verschiddeenen Zuchstrecken am Land soe Leit mir ëmmer erëm, datt se wëlles hätten, nees op den Auto zrëckzegräifen.

Den öffentliche Transport leeft vun der Pünktlechkeet a vun der Zouverlässegkeet. An anere Wieder: D'Clientë muss sech op den Zuch kënnen verlossen. An enger vun deene leschten Editiounen vum „Transport“, ech mengen, et war déi lescht, dem Bulletin vum Syprolux, konnt ee liesen, datt den CFL-Direkter am Kader vum Comité mixte gesot huet - dat muss en de 7. März 2018 a sengem Rapport gesot hunn -, datt d'Pünktlechkeet sech am Verglach zum Joer virdu verschlechtert hätt, ausser bei zwou Linnen.

Folgend Ursache goufen opgezielt: Verspéit Bereetstellung vum Rollmaterial, Pannen am Infrastrukturbereich, Verspéidungen am Zesummenhang vun de Chantieren an d'Feststellung, datt net manner wéi 40% vun de Verspéidunge géifen op de sougenannten Dominoeffekt zrëckgoen. Ech denken, datt dat och domat ze dinn huet, datt elo Zich duerchfueren, wat jo gutt ass op eng Manéier, vum Norden an de Süde respektiv vum Osten an de Süden, duerch d'Gare, stallhalen a virfueren. An dorop, denken ech, ass och eng Partie vum Dominoeffekt zrëckzeféieren.

Wat ech awer wëll soen, ass: An deem Dokument, wat mer als Chamber zu deem Sujet kruten, wat mer gefrot hunn, ass näischt iwwert d'Ursachen ze fannen. Dat wonnert mech, well et jo kee Grond gétt, der Chamber dat virzëenthalen. Mir hunn Zuele krit. An ech wollt just der e puer erausgräifen, ouni datt dat ze laang gétt. 2017 wieren et 440 Reklamatiounen wéinst Retarde gi par rapport zu 124 am Joer 2016. A bei der Pünktlechkeet vun de Voyageuren ass déi am éischte Quartal 2018 par rapport zu 2017 op véier Linne vu sechs erofgaangen. Bei den Zich ass se am selwechten Zäitraum op de Linnen 10, 30 an 90 erofgaangen, bei deenen anere Linnen allerdéngs eropgaangen. An, wéi gesot, hei schéngen d'Zuelen och deelweis ze beleeden, datt déi sougenannt „trains transverses“ et mat sech bréngen, datt do e Problem ass.

Et gétt och gesot, datt e groussen Deel vun de Retarden opgrond vun Disponibilitéitsproblemer beim Material entstinn. Ech wollt deemno d'Fro stellen, ob elo nach zousätzlech Investisementer, wat d'Material ubelaangt, amgaange sinn ze geschéien. Ass nach Material bestallt respektiv ass d'Material kuerz virdu vläch, fir och ausgeliewert ze ginn?

Am Kontext vun de Verspéidungen nach vläch ee Saz: datt et schwéier ze verstoen ass, an dat soen d'Clientë mir och, firwat Verspéidunge vu manner wéi sechs Minutte keng Verspéidunge sinn. Fénnef, sechs Minutte gi vëlleger duer, fir eng Korrespondenz ze verpassen, fir eventuell da laang op en nächste Bus ze waarden. Dräi Minutte, dat kéint een novollzéien. Och Zich, déi ausfalen, ginn net gerechent als Retard.

An ech wëll awer och derbäisoen, ech hunn dat och gemaach no där Heure d'actualitéé Enn Januar, déi ech ugefrot hat wéinst dem Fahrplanwiessel am Dezember 2017, ech wëll soen, datt ech ganz vill Respekt hu virum der Aarbecht vun all de Leit, Mataarbechterinnen a Mataarbechter vun den CFL, déi derfir suergen, datt et all Dag awer rullt.

Ech hunn och op dës Plaz schonn zweemol op eng noamenswäert Initiative vun der Deut-

sche Bahn higewisen, déi ech vun Eisebunnsexperten recommandéiert krut. Ech denken, datt d'CFL-Responsabel äänlech Demarchë vläch och ënnerhuelen - ech weess dat net -, fir d'Ursaache vun de Retarden erauszefannen. Ech hu just fonnt, datt déi Demarche vun der DB (veuillez lire: vun der DB gutt ass), fir mat enger Partie Koordinateuren iwwer Wochen a Méint an enger Regioun genee ze kucken, ze iwwerwaache mam Tablett am Grapp, wou dann och spezifesch d'Retarden hierkommen. Mä vläch maachen d'CFL dat och. Mä firwat net esou eng Initiative préiwen, wa se net gemaach gétt, fir enner Emstänn d'Situatioun an der Gestiou vun all Dag ze verbesseren?

A menger Heure d'actualitéé iwwert den neie Fahrplan vum Dezember 2017 hat ech och d'Problematik vun der Kommunikatioun bei den CFL ugeschwat. An den Nohaltekeetsminister hat och deemools gesot, ech zitieren: „Den Informationssystem, deen ass einfach schlecht, dat ass ganz kloer. (...) Dat wëssen d'CFL och an ech hunn hinnen och scho méi wéi eng Kéier gesot: «Ech hätt gär, datt Der virumaacht...»“

An ech wëll d'Fro och nach eng Kéier stellen. Mä ech mengen, datt awer eng Rei Saachen elo och geschitt sinn. De Minister hat versprach, bei der Exploitatioun vum Réseau a puncto Kommunikatioun an Informatioun fir d'Clientë méi ze leeschten, zum Beispill - dat, mengen ech, huet en och virgëschter ernimmt gehat -, wou d'Zich en temps réel dru sinn, eppes wat eng ganz grouss Verbesserung wier. An et war och, mengen ech, vun der CFL-Direktioun an Aussicht gestallt ginn, fir hir Mataarbechter, deemno d'Zuchbegleeder, mat Tablets ze equipéieren an dann am Kontakt mat Leitzentralen hir Clientë méi effikass iwwer Retarden an entsprechend Changementer, alternativ Zuchverbindungen, wat jo wichteg wier, ze informéieren. Wou dat drun ass, weess ech elo net genee.

Här President, et ginn am Themefeld Mobilitéit och nach eng Rei aner Stellschrauwen, un deenen een dréie kann. Déi goufen a verschiddeene vun deenen zéng Froen och ugeschwat an och op déi wollt mir kuerz agoen.

De Mobilitéitsmodeller, dem Carsharing an dem Covoiturage, deene sti mir absolutt positiv géigeniwwer. De Carsharingsystem City Mov' an der Nordstad fonctionnéiert scho méi laang. An Tëschenzäit gétt et de Carloh an der Stad a viru Kuerzem, ech mengen elo virun zwee Méint, krute mer virgëschter nach gesot, huet de Carsharingsystem vun den CFL, de FLEX, ugefaange mat schaffen. De Minister huet eis gesot, datt et eigentlech e villversprechenden Ufank geholl hätt. Zënter zwee Méint, wéi gesot, waarden do eng 80 Autoen op 20 Garen op hir Clienten.

Allerdéngs ënnersträchen och lescht Etüden - dat konnt een, mengen ech, d'lescht Woch an enger Dageszeitung noliesen - och eng däitlech Retizenz vu Lëtzeburger respektiv Residenten hei am Land am Kontext vun dësem Sujet. Sou konnt een d'lescht Woch beispillsweis am „Wort“ liesen: „Luxemburger teilen ungern ihr Auto.“ Enger aktueller TNS IL-ReS-Fro no wëilten deemno 68% vun de Leit, déi gefrot goufen an déi de Prinzip vum Carsharing kennen, de System net emol ausprobéieren. Nëmme 22% vun de Befroten hu sech manner ofgeneigt gewisen. An och wann dësen Deel vun der Bevëlkerung déi Offer bis ewell nach net notzt, wëll en dat awer an nächster Zäit maachen. An ech denken, datt eben och nach vill Iwwerzeugungsaarbecht muss gemaach ginn. Awer all zousätzlechen Auto, deen net op d'Strooss muss, ass eng gutt Saach. Et ass also wichteg, de Leit nach besser ze erklären, wéi eng Avantage dës Konzepter fir si perséinlech hunn, a se domat besser fir dee Modell vum Carsharing ze sensibiliséieren.

An nieft dem Emdenken a puncto Mentalitéit vis-à-vis vun de Leit, muss, denken ech awer och, an do hu mer och konkret Iddien, un deene Systemer nach weider geféilt gi respektiv muss se méi user-frëndlech gemaach ginn.

Wat de Covoiturage ugeet, hat den MDDI scho méi laang e Portail an eng App an Aussicht gestallt, dat Ganzt no enger Appel d'offres. An ech mengen, ech wollt eigentlech d'Fro stellen, wéini et da lassgeet, mä wann ech dem Minister richteg nogelauschert hunn, géif den „Co-Pilote“, esou heescht deen neie System, den 8. Mee presentéiert ginn. Ech denken, datt dann och d'Internetsäit presentéiert gétt mat där neier App, wat e wesentlechen Avantage da par rapport zu anere Sitte wier.

Op dës Plaz soll och op d'Mobilitéé douce higewise ginn, enner anerem de Vel'oh an der Stad, dee scho vun engem viregte Schäfferot agefouert gouf. Deen neie Schäfferot huet doriwwer eraus nach de System do ganz op Elektrovéien ëmgestallt. Optimal wier sécher, wann esou e System am ganze Land no an no géif d'selwecht fonctionnéieren.



Et mécht Sënn, dat brauch ech net extra ze betounen, de Vélo als Fortbewegungsmittel verstärkt dobaussen ze promovéieren. Do ass scho munches geschitt, mä wann een awer d'Etüde kuckt an d'Sondagë kuckt, ass och nach ganz vill Loft no uewen an deem Beräich. Dat heescht, weiderhi soll a Vélospisten investéiert ginn, an dat duerch dat ganz Land. An nëmmen och, wa sech d'Velosfuereer ganz sécher spieren, wäerte si verstärkt och de Vélo huelen, fir emol op d'Aarbecht ze fueren.

Här President, mir wëllen als CSV méi Park & Ride-Systemer hannert de Grenzen hunn - dat ass och virdu kuerz ugeschwat ginn -, wouduerch den Trafic dann och vun de Frontalieren direkt kéint erfogass ginn. An duerfir muss natierlech verstärkt mat eisen Nopeschlänner kooperéiert ginn, fir des Park & Ride-Systemer op de Wee ze bréngen.

À propos Park & Ride, hei wollt ech d'Fro stellen, wéi wäit déi Projekte vu Park & Ride-Plazen hannert de Grenzen evoluéiert hunn. De Mobilitéitsminister, den Nohaltegkeetsminister ass scho eng Kéier dorop agaangen. En huet dat och kuerz virdrun jo dann ernimmt.

An dese Kontext gehéiert awer och den Ausbau vu grenzüwergräifende Buslinien. Och dat ass e Sujet, deen een emol konnt noliessen an der Press. D'Fro stellt sech och, ob een d'Thema vun der Liaison Sélange net nach eng Kéier mat de franséischen a bëlschen Autoritéite sollt opwerfen, wouduerch den Trafic an de Grenzgebiddere jo kéint, och wat d'Camionen ubelaangt, verréngert ginn. Allerdéngs denke mer, missten dann am Virfeld heizou Etüde gemaach ginn, an deenen och identifizierte misst ginn, wat d'Avantagen oder wat d'Desavantages vun esou Mesurë sinn. Eréischt duerno kann ee konkret handelen.

Wéi scho gesot, därefer sech eis Investissementer an den nächste Joren net nëmmen op den Zuch an den Tram beschränken. Ech wollt och eng Partie Saachen zum Stroossebau soen. Och do si Verbesserungen noutwendeg, fir och hei ze versichen, den Trafic duerch eng besser Lëschung, Begleedung - dozou soen ech nach eppes - an de Grëff ze kréien.

Am Joer 2016 si beispillsweis 177 Milliounen am Fonds des routes investéiert ginn, während am Projet de loi eng 278 Milliounen viséiert waren. Dat mécht da knapps 70% vun deem ufanks ugestriefen Investitionsvolumen aus.

Mir wëllen, datt an deenen nächste Joren erëm Geld, méi Geld an eis Stroossennetze investéiert gëtt, well och dat noutwendeg ass, fir d'Mobilitéit an eisem Land ze verbessern. Besonnesch denke mer un eng Rei vun Èmgeungstroossen, dat ass och scho geschicht gesot ginn, fir den Impakt vum Trafic op déi kleng a grouss urban Zentren ze reduzéieren. Prioritär sinn do fir eis beispillsweis d'Contournement ronderëm Zéisseng, Käerjeng, awer och Ettelbréck, Feelen, Dikrèch an Housen. A mir wëllen, datt de Contournement Housen direkt realiséiert gëtt, d'ës en vue vun engem Ausbau vun der N7 op véier Spuren.

Déi demografesch Entwécklung am Norde geet an d'Luucht. Zesumme mat weideren Aarbechtsplazen gëtt och des Streck ëmmer méi belaaht. Doriwuer eraus ass fir d'CSV laangfristeg den Ausbau vun allen Autobunnen op dräi Spure virzeséiert. An eng Méiglechkeet ass jo och, an och dat ass schon emol diskutéiert ginn, fir déi drëtt Spur fir den öffentlichen Transport respektiv de Covoiturage ze reservéieren. Wéi gesot, de Covoiturage ass fir eis eng wesentlech Mesur an deem Zesummenhang.

Ausserdeem sollten d'Bandes d'arrêt op de Säiten esou ausgebaut ginn, datt se an Zukunft am Fall vu Stau kéinte vun öffentlichen Noverkéier genotzt ginn. A mir froen eis, wéi et mat de Busspuren am Echerbiereg respektiv Hesperbiereg ausgesäit. Op dese Plazen, wou aus Plazgrënn nëmmen eng Busspur ass, kéint eng Busspur, déi d'Direktioun changéiere kann, zu eng Verbesserung bäidroen.

An da wollt ech am Kontext „ländleche Raum“ och op e Sujet zrëckkommen, dee mer an enger Kommissiounsséizung oder a méi Kommissiounsséizungen emol ugeschwat hunn, datt ass d'Konzept vum Ruffbus. Wann ech mech richteg erënnere, hat den Nohaltegkeetsminister gesot, e géif en Aarbechtsgrupp chargéieren, fir esou Konzepter ze studéieren. Deemoos ass an der Region Mamer d'ëddi net als concluant empfongt ginn, mä am ländleche Raum kéint se awer hëllefen, mengen ech, fir den Trafic ze reduzéieren. Dat weist d'Beispill vum Bummelbus am Norde vum Forum pour l'emploi, dee mat insgesamt 160.000 Bewegungen d'Joer seng Bewäerungsprouf, mengen ech, méi wéi bestanen huet.

Doriwuer eraus sollen iwwert d'Land a virun allem och an de Stied méi Busspuren nach entsoen, déi an de Stousszäite genotzt kéinte ginn. An och esou Investitiounen sinn noutwen-

deg fir e performanten öffentlichen Transport an eng verbessert Mobilitéitspolitik.

Här President, niewent de scho presentéierte Propose setze mir eis och fir Verkéiersleit- a Parkleitsystemer an, also digital Informationssystemer, fir esou den Individualverkéier méi sécher, méi effizient ze maachen. Ech mengen, datt et wichteg ass, fir modern Technologien hautdesdaags ze notzen zum Virdeel vun de Biergerinnen a Bierger, déi op de Stroossen ennerwee sinn. D'Leit solle méi séier gewuer ginn, wou Problemer sinn am Trafic, fir déi ze evitéieren, oder och wëssen, wou an engem Parkhaus nach Plaz ass, fir den Auto beispillsweis ofzestellen.

An aus deem Grund ass en intelligenten elektronischen Affichage séier sënnevoll, d'ës an de Stied respektiv an der Peripherie vun de Stied, wou een esou munch Informationen kréie kann.

Ech wollt just an e puer Wuert d'Beispill vun der Stad Köln ernimmen. Do gëtt et scho méi laang e ganz performante Verkéiersleit- a Informationssystem mat variablen Unzeig- a Informationstafelen. Dës Verkéiersinformationstafelen, sougenannt „Variotafelen“, dëngen dozou, wéi gesot, fir de Leit op der Strooss déi aktuell Verkéierssituatioun dätlich ze maachen: an éischer Linn natierlech Informatione iwwert de fléissende Verkéier, awer och Hiweiser op Chantieren, op Veranstaltungen, och Informatione, fir ze parken. A wat ech ganz flott fannen zu Köln, ass, datt een och Informatione kritt, gewässeremoossen um Teleaffichage, wou een dat nächst öffentliche Transportmittel fënnt. D'Inhalter vun desen Tafelen si fräi programmierbar a si ginn, souwäit ech weess, iwwer verkéiersstrategesch Algorithme respektiv manuell gesteuert. An do kënnen och Ëmweltinformationen oder Meteoskonditiounen weidergedroe ginn.

Desen Affichage ass zu Köln immens beléift a gëtt entsprechend intensiv genotzt. Besonnesch och bei enger Partie Groussereignisser huet dee System sech bewäert. Ech mengen, datt mer do nach zu Lëtzebuerg Nachholbedarf hätten.

Dann, Här President, eng wesentlech Fro, déi am Kader vun der Debat an och nach gestallt gouf, op déi ech wollt agoen, dat ass déi vun den Aarbechts- a Schoulzäitmodeller. Wärenddeems an der Aarbechtswelt schon eng Flexibiliséierung vun der Schaffzäit wéinstens deelweis zu enger Entlaaschtung vum Trafic bäidroen kann, stellt sech d'Fro, ob dat och bei der Education méiglech wier. Wann d'Lycéeën, a virun allem déi an der Stad, géife versichen, zu verschidde Zäiten unzufänken, kéint domat eng wesentlech Verlagerung vun de Capacitéiten am öffentlichen Transport erreecht ginn, a konsequenterweis och eng Entlaaschtung vum gesamten Trafic. Et misste wesentlech manner Bussen agesat ginn, wann d'Schüler zu ënnerschiddlechen Zäiten an hir respektiv Schoul gefouert géife ginn.

An ech erënnere mech drun, datt déi viregt Regierung, vläicht och schon déi nach virdrun, ech weess dat net, sengerzäit esou eng Initiativ geholl hat. Si ass awer mat esou enger Propos bei de Responsable vun de Lycéeën net onbedéngt gutt ukomm, d'ës am Kontext, mengen ech, ass deemoos gesot ginn, vum Méiopwand an der deeglecher Gestiou vun de Lycéeën, ënner anerem, wat d'Stonnepläng oder och d'Andeelung vun den Enseignantent ugeet.

Mir sinn awer der Meinung, datt een esou Diskussioune sollt féieren, verbonnen och mat der Fro, ob d'Ministere Bausch a Meisch eventuell och dee Sujet do schon emol vis-à-vis vun der Education ugeschwat hunn.

An desen Themeberäich passt och d'Konzept vum Teletravail, an och dat huet mäi Virriedner virdrun ernimmt, déi Steierkonvention fir franséisch Frontalieren. Ech denken, datt se ennerschriwwen ginn ass - also ech hunn dat net kënnen noliessen - den 20. März, wéi d'Visitt war vun der groussherzoglecher Koppel zu Paräis, wou dann e Steieroffkommes gemaach gouf, wou dann 29 Deeg op ee Joer esou eng Virgeeweise kann autoriséiert ginn.

Op d'Problematik Mobilitéit am Osten, am Norde vun eisem Land sinn ech kuerz agaangen. Nieft dem Zentrum - do wäert mäi Kolleeg, de Serge Wilmes, nach e puer Wuert soen - wollt ech soen, datt mer am Süden e kompetitive Qualitätssprung erreche wëllen, fir all d'Südgemengen och mateneen ze verbannen. Dee vum Minister proposéierte Südtram ass sécherlech eng Alternativ. Als Éischt muss een natierlech kucken - an hien huet et selwer gesot -, wann et net och scho vläicht gemaach ass, wat genau d'Besoinen am Süde sinn: Wéi vill Leit müssen hei pro Dag wouhin beweegt ginn? A wann een dat bis weess, mengen ech, kann een decidéieren, ob en Tram op Rieder oder op Schinnen déi sënnevoll Lëschung ass.

An déi Froe stelle sech, denke mir, souwuel wat de Südtram ubelaangt wéi och den Tram rapide. Allerdéngs muss een au préalable emol feststellen, ob dese justifiéiert ass an ob des Capacitéiten och noutwendeg sinn. Als Alternativ gesi mir Héichleeschtungsbusser, déi besonnesch e finanzielle Virdeel mat sech bréngen an och ganz flexibel kënnen vill Leit transportéieren.

Op jidde Fall brauch de Süden eng nei a méi eng grousse Offer am öffentlichen Transport. Ech mengen, do si mer all dovun iwwerzeegt. Den Nohaltegkeetsminister huet dann d'Iddi, déi en och kuerz ugeschwat huet virdrun, d'Iddi vum Tram rapide proposéiert téschent der Stad an Esch - also net Esch/Sauer, mä Esch/Uelzecht -, fir de Verkéier ze entlaaschten, eng Alternativ, déi jo vun där nächster Regierung soll gepréift ginn a le cas échéant och soll ëmgesat ginn.

Eng weider Fro, déi ech och konkret wollt stellen: Wou sinn am Moment d'Aarbechten dru mat der Verduebelung vun der Beeteburger Zuchstreck? Well ech kréien och déi Fro des Éftere gestallt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Meinung zu der Aart a Weis vun deser Debat respektiv zu deenen zéng gestallte Froen hunn ech am Ufank vu menger Interventioun dätlich gesot. Ech hunn en cours de route vu menger Interventioun net nëmme probéiert, op déi verschide gestallte Froen ze äntweren, mä ech sinn och eng Partie aner Froen ugaangen an hu probéiert, Iddien a Verbesserungsvorschläge ze presentéieren.

Selbstverständlech si mer derfir, fir den Undeel - dat hunn ech ganz am Ufank gesot, ech widerhuele mech - vum öffentlichen Transport weider eropzeschrauwen, a mir begreissen et, wann entsprechend Zomme fir d'Schinn a fir de Busreseau an aner Initiativen an den nächste Joren investéiert ginn. Dozou gehéieren eben och nei Konzepter wéi Carsharing a Covoiturage, déi mir verstärkt müssen, sollen notzen, grad wéi d'Virdeeler vun der Mobilitéit douce, wou och nach vill Loft no uewen ass.

Donieft därefer mer awer och den Individualverkéier net aus den Ae verléieren an och hei sollte mer verstärkt d'Elektromobilitéit fërderen. An ech froe mech nach ëmmer, firwat datt deemoos, wéi déi nei Regierung ugetrueden ass, direkt d'Primat fir d'Elektroautoen huet misse ofgeschafft ginn.

### ► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marco Schank (CSV).** - Nach ee Wuert zum Volet Parkraummanagement: Desen ass bekanntlech aus dem Projet de loi vum Aménagement du territoire herausgeholl ginn, wat mir deemoos bedauert hunn. De Minister huet allerdéngs versprach, schnellstméiglech e separaten Text ze deposéieren. Mir ennerstëtzen des Initiativ voll a ganz a froen eis, wou den Text de Moment drun ass a wéini datt en dann deposéiert gëtt.

Zum Ofschluss, Här President: De Claude Wiseler huet 2012 mat senger Strategie fir eng nohaltig Mobilitéit, de MoDu, d'Konzept vun der Multimodalitéit an den öffentlichen Debat erbreucht an dätlich Objektiv formuléiert. Déi aktuell Regierung huet dese Programm un d'Begebenheete vun haut ugepasst. Dat fanne mir gutt. An ech hu virdu gesot, mir hätten als Chamber gären iwwert de MoDu 2.0 diskutéiert. Déi Chance kréie mer vläicht nach. Mir sinn all gespannt op deen neie MoDu 2.0, dee mir, wann ech richteg nogelasschert hunn, den 18. Mee géife presentéieren.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

### ► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Schank. An nächste Riedner ass den Här Georges Engel fir d'LSAP.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Merci, Här President. D'Verkéierssituatioun hei zu Lëtzebuerg, déi nervt. Déi nervt ganz vill Leit all Dag an all Dag si se gestrest, souwuel wa se op d'Aarbecht fuere wéi och, wa se heemfuere. An dat ass net gutt. Dat ass net gutt fir d'Leit, dat ass net gutt fir d'Gesondheet, dat ass net gutt fir d'Moral an duerfir muss och eppes geännert ginn.

Duerfir kann des Regierung net an duerfir konnt an déi Regierung vu virdrun op alle Fall net all. An déi ganz Situatioun ass mat Sécherheet e siichtbart Zeechen, wat net esou agreabel ass, wann e Land esou vill an esou gutt wísst, wéi et Lëtzebuerg am Moment mécht.

Den Débat de consultation vun haut de Mëtteg war laang am Virus ugekenneg an et war genauou laang gewosst, dass d'Chamber d'Dokument vum Ministère, fir desen Debat ze preparéieren, relativ kuerz virum Debat géif kréien. Et war also net virgesinn, dass d'Chamberkommissioun sech intern mat dem Dokument sollt ausermeesetzen. An et geet hei wuel

éischer dann drëm, dass d'Positione vun de Parteien hei sollen zu deene Froe gehéiert ginn. Dat ass och okay esou.

Ech wäert dann och a menger Ried op déi zéng Froen, déi de Minister gestallt huet, äntweren. Ech muss awer och soen, dass des Froen an dat Dokument net zu 100% deem entsprechen, wat ech mer erwaart hat. Bei senger Presentatioun virun der Press vun deem virleienden Dokument huet de Minister ganz richteg drop hingewiesen, dass d'Transportpolitik, wou et enner anerem drëm geet, laangfristeg Infrastrukturprojete ze plangen, eng gewësse Kontinuitéit muss opweisen. Och dat huet en haut jo nach eng Kéier widerhollt.

De MoDu vun 2012 huet deemno vill Projeten aus de Mobilitéitskonzepter vu virdu weidergefouert an de MoDu 2.0 wäert ebenfalle villes iwwerhuelen, wat schon am MoDu virgesi war. Dat, wat eis hei also interesséiert, sinn déi Punkten, déi net d'selwecht sinn. Dat kënnen Projete sinn, déi eng aner Prioritéit kréien oder wou een aneren Zäitplang virgesinn ass. Dat kënnen awer och Projete sinn, déi net méi realiséiert ginn, oder nei Iddien, déi 2012 nach net geplangt waren.

Et ass och ganz richteg, dass et zu deene grouse Projeten e breede politesche Konsens muss ginn, well se net innerhalb vun enger Legislativperiode kënnen realiséiert ginn. Genau aus deene Grënn, déi de Ministère selwer ugëtt, hätt ech mer u sech gewünscht, dass mer virun dem Debat eng ganz Rei vu konkrete Virschléi - de Minister huet der zwar e puer genannt - proposéiert kriert hätten zu Projeten, wou et net sécher ass, ob et e Konsens gëtt oder net, an dass desen Debat an deem Sënn dann och een Afloss kéint hunn op de MoDu 2.0, deen da geschwé soll virgestallt ginn.

### (M. Henri Kox prend la présidence.)

Vun de Froen, déi mer gestallt kritt hunn, sinn eng ganz Partie ganz gutt formuléiert, eng ganz Partie sinn awer ze allgemeng formuléiert, fir dass sech aus der Diskussioun vun haut kënnen konkret Aussoen erginn, déi d'Ausrichtung vun de Projeten am MoDu 2.0 nach kéinten dorunner orientéieren.

Ech ginn lech och e Beispill dozou: Et gëtt ënner dem Punkt fënnf d'Fro gestallt, ob d'Velosweeër systematesch solle bei neie Stroossebauprojete mat virgesi sinn. Esou allgemeng gefrot ass natierlech wahrscheinlich jiddwereen domadder d'accord, dass déi solle mat geplangt ginn. Wann et awer ëm e konkrete Projet geet, da kann et duerchaus sinn, dass eng duerchgeeënd Vélospist eng Rei vu Problemer schaaft an doduerjer net méi konsensfäeg ass.

Eng allgemeng Äntwert op des allgemeng Fro hëlleft duerfir net, e Plang opzestelle vun den zukünftigen Erweiterunge vum Netz vun de Vélosweeër. An deem Sënn wäert ech am Numm vun der LSAP déi gestallte Fro beäntweren, zweifelen awer drun, dass desen Debat elo am MoDu 2.0 vill wäert kënnen änneren.

Zur éischer Fro, ob mer als LSAP léiwer d'Infrastruktur fir den öffentlichen Transport ausbauen oder d'Demande esou verännere, dass d'Spéitzestonne kënnen ofgeflecht ginn, ass eis Äntwert ganz kloer: Mir brauche béides. Mir mussen jo domat rechnen, dass d'Demande weider klëmmt. Wann et geléngt, des Demanden iwwer méi Stonnen ze strecken, erreche mer domat just, dass de Peak net nach méi staark gëtt. Wat d'Mesuren ugeet, déi hëllefe kéinten, d'ës Zil ze errechen, esou sinn déi zu engem gudden Deel bekannt an tauche jo och an dem sem Pabeier erëm op.

Vu dass de Problem net nei ass, kann de Minister eis jo herno soen, wat fir eng Fortschritter bis elo gemaach goufen a wat fir ee Succès déi Mesuren haten, déi bis elo ëmgesat goufen. Hie kann eis sécher och do e puer positiv Beispiller soen, wou ee muss kucken, ob se dann och generaliséiert kéinte ginn.

Et gëtt awer och Iddien, déi sécher och e positive Bäitrag zur Mobilitéit kënnen leeschten, déi sech an der Praxis net wierklech durchsetzen konnten. Op villen Aarbechtsplazen, besonnesch am administrative Beräich, kënnen d'Salariéen nom flexiblen Horaire schaffen. De Problem ass awer deen, dass de sougenannte Peak mueres fir op d'Schaff sech elo schon iwwer méi wéi zwou Stonnen erstreckt. Et hëlleft duerfir net vill, eng hallef Stonn éischer oder eng hallef Stonn méi spéit doheim fortzefuere. Vill Aarbechte sinn doriwuer eraus serviceorientéiert a müssen zu bestëmten Zäiten dann och disponibel sinn.

Fir dat Potenzial besser auszeschöpfen, missten





d'Aarbechtszäiten nach méi flexibel ginn. Et gëtt eng Rei Independanten aus dem Grenzgebitt, déi bis aacht Auer owes schaffen a sech dann am Géigenzuch freides fräihuelen. Dat ass gutt, wann dat e perséinleche Choix ass. Als LSAP verschléisse mer eis och net grondsätzlech enger Diskussioun iwwert d'Aarbechtszäiten, mä et däerf net sinn, dass d'Salariéen op eemol zu onméiglechen Zäite mussen schaffen, fir dass mer de Mobilitéitsproblem an de Grëff kréien.

Mir ënnerstëtzen Accorden an deem Sënn, déi souwuel vun de Salariéen, mä och vum Patronat als virdeelhaft gesi ginn. Et muss een awer och do ganz gutt oppassen, dass et hei net duerch d'Hannerdier e Fréckelen um Aarbechtsrecht gëtt an dass dat kéint ënnerhiecht ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Wat de Schoulwee vun de Kanner betrëfft, esou fällt natierlech op, dass de Prozentsaz vun de Kanner, déi mam Auto an d'Schoul bruecht ginn, mat 36% immens héich ass. Allerdéngs ass et net esou kloer, ob een hei net awer vläicht och misst vu Covoiturage schwätzen, well an deene meeschte Fäll d'Elteren d'Kanner wuel mathuelen, wa se da selwer op d'Aarbecht fueren. Et wier sécher besser, wann d'Kanner vu klengem u géifen dru gewinn ginn, ze Fouss, mam Vélo oder mam Bus an d'Schoul ze kommen. All Schoul kennt dee Problem do och, wa mueres virum Gebai d'Autoe kräiz a quer stinn, well all Kand eenzel mam Auto an d'Schoul bruecht gëtt.

Dës Problemer beréieren awer nëmmen zu engem dach wahrscheinlech manner wesentlechen Deel d'Capacitésproblemer op eisen Haaptverkéiersachsen. Aus all deem ergëtt sech, dass mer och an Zukunft eis Transportinfrastruktur mussen ausbauen an dass den effentlechen Transport dobäi muss absolutt Prioritéit hunn.

Positiv gesinn ech déi zweet Fro vum Covoiturage. De Minister huet et virdu schonn ugeschwat: Hei besteet effektiv e grousst Potenzial, fir den Trafic ze reduzéieren. Am Kader vum Streik elo op der franséischer Bunn hu mer och gesinn, wéi staark d'Leit encouragéiert gi sinn, fir grad an esou enger Noutsituatioun - well se et do hu misse maachen - verstärkt op de Covoiturage zréckzegräifen. Dat war nëmme méiglech, well et a Frankräich eng Rei vu Plattformen gëtt, déi Chauffeuren a Passagéier zesummebréngen. An hei gesinn ech och wierklech grousst Entwécklungspotenzial.

Wann ee sech déi verschidde Plattformen méi genau ukuckt, da gesäit een, dass et bei de Modalitéite wesentlech ënnerscheeder ginn. Esou ass de Service, deenen eng Plattform ubitt, emol manner an emol méi grousst. Eenzelner bréngt just de Chauffeur an de Passagéier zesummen, këmmere sech soss awer net weider drëm. Bei deenen anere muss een awer scho weinstens eng Kopie vum Führerschiin oder eng Kopie vun der Assurance hannerleeën, fir dass ee gesäit, mat wem een do fiert.

Et gëtt géigesäiteg Evaluatiounen, soudass déi schwaarz Schof dann och kënnen ausgeschloss ginn. A bei einzelner Servicer kann esouweil de Chauffeur wéi och de Passagéier decidéieren, mat wem se léiwéer wëlle fueren. Dat sinn alles Messuren, déi Vertraue schafen an de Covoiturage méi sécher maachen.

De Marco Schank huet virdu gesot, dass d'Lëtzebuurger gären eleng mat hirem Auto fueren. Dat ass richtig. Ech mengen, dass en domadder vollkommene recht huet. Mä wa mer esou Plattformen schafen, wou mer een deem anere kënnen Vertraue schenken an och géigesäiteg kënnen Gewënnen sinn an där Situatioun, dann, mengen ech, ass dat doten awer eng Pist, déi ee sollt onbedéngt ënnerstëtzen.

► **Une voix.** - Ganz richtig!

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Déi aner Fro, wou et ënnerscheeder gëtt, ass déi, wou et em d'Bezuele geet. Jee no Service kënnen do de Chauffeur an de Passagéier selwer eens ginn an et gëtt cash am Auto bezuelt. Bei anere bekëmmert sech d'Plattform dorëmmer. Ech sinn do gespaant, wéi dann déi Plattform CoPilote vum Ministère do wäert konkret ausgesinn.

Et muss een och oppassen, dass een hei keng deloyal Konkurrenz zu den Taxie schafft oder e System wéi deen, dee mer jo net esou gutt fannen, vum Beispill vun Uber hei schafft, wou dann d'Leit u sech an eng Scheinselbstständigkeet forcéiert ginn a mer domadder u sech méi Problemer schafen, wéi mer der léisen. Op alle Fall gi mer der op engem aneren Niveau schafen, wa mer probéieren, se op dem Niveau vun der Mobilitéit ze léisen.

Vu dass d'Qualitéit vun där Plattform awer eng wesentlech Roll spillt, ass et gutt, dass de Stat sech där Aufgab hei wëllt unhuelen. A wa mer déi 250.000 eidel Sätzplazen an eisen Autoen och nëmmen zu 5% oder 10% kéinte beleeën, da wär eis hei scho vill gehollef.

Wa mer vun 1,1 op 1,5 (veuillez lire: vun 1,1 op 1,5 Persounen pro Auto), wat awer eng wünschenswäert Steigerung sollt sinn, kéinte kommen, da géife mer hei an deem Punkt scho wierklech eng wesentlech Verbesserung kënnen erbäiféieren. Net déi eenzeg, well et ass hei - de Minister huet et gesot - net ee Punkt, deenen eng Verbesserung vum ganze System mécht, mä et sinn déi ganz kleng Bausteng zesummen, déi maachen, dass et eng Verbesserung sollt ginn oder ka ginn.

An der Fro dräi a véier gi mer gebieden, chiffréiert Ziler ze setze fir de Modal Split am Joer 2025. Eierlech gesot, schéngt mer des Fro net immens nützlich. Mir kruten een Dokument mat der aktueller Situatioun. Als Deputéiert kënnen mer op Basis dovun een Zil nennen, wat eis realistesch a gläichzäiteg ambitionéiert schéngt. Mä wat sinn dann d'Konsequenzen dovunner?

Ech mengen, mir sinn eis all eens, dass mer alles maache wëllen, fir dass méiglechst vill Leit de Gemeinschaftstransport notzen, amplaz eleng am Auto ze fueren, oder awer kuerz Strecken ze Fouss oder mam Vélo zréckleeën. Wa mer eis elo een héicht Zil an deem Sënn setzen, mussen mer Messuren huelen, déi et erméiglechen, dat Zil och ze errechen. Wa mer eis e manner héicht Zil setzen, wat heescht dat dann? Maache mer da manner grousst Efforten, obwuel mer dann nach ongenotztend Potenzial hätten? Ech mengen, dass duerfir déi Fro do net ganz vill bréngt.

A mengen Ae mécht esou eng Diskussioun nëmme Sënn, wann ee konkret Mesurë virun Aen huet. An do kann een dann och de Käschtepunkt an deen ze erwaarden den Impakt géigeniwwerstellen. Dovun ofgesinn, ass et fir en Deputéierten net ganz einfach anzuschätzen, wat fir en Zil dann och realistesch ass fir 2025.

Et schéngt mer hei méi logesch, dass de Minister eng Propos mécht, well hien huet dee beschten Iwwerbléck iwwert déi Messuren, déi an der Vergaangenheet eppes bruecht hunn, an déi nei Messuren, déi an de kommende Joren dann och realiséiert a realistesch realiséiert kënnen ginn.

An dass et do eng ganz grousst Panoplie vu Messuren a verschidden Iddien kënnen ginn, hu mer haut de Moien an där Fro, déi RTL gestallt huet, um Radio héieren. Et gesäit een, dass dat Thema wierklech interesséiert. Et hu sech och vill Leit gemellt an et koumen och déi ënnerschiddlechste an déi flottsten Iddien dobäi eraus: Et sollt een eng Seelbunn duerch d'ganz Land bauen, hat ech bal d'Impressioun. E Metro, net duerch d'Stad, mä vun der Stad eraus an de Süden an an den Norden.

Also ech wëll elo keng Iddi hei an d'Lächerlech zéien, mä et goufen op alle Fall eng ganz Rei vun interessanten an ënnerschiddlechen Iddien. An et gesäit ee wierklech, dass d'Leit interesséiert sinn un dëser Thematik. Ob awer alles esou realistesch ze huelen ass a realistesch ëmsetzbar ass, woen ech awer hei ze bezweifelen.

Zur Fro fënnf, déi ech virdu kuerz erwänt hunn, ass d'Antwort vun der LSAP awer kloer. Jo, mir sinn der Meinung, dass ëmmer, wann nei Stroosse gebaut ginn, och un de Vélo soll geduecht ginn. Mir brauche méi separat Véloswéer, déi méiglechst direkt vun A op B féieren. An am Géigesaz zu deene ville schéine Piste queesch duerch d'Land, déi een éischer fir de Fräizäitvélo ka gebrauchen, brauche mer der, déi och fir de Berufsweg d'englech sinn. D'Statistike weisen och, dass de Vélo ganz wéineng fir de Wee op d'Aarbecht genotzt gëtt, an do ass nach e ganz grousst Potenzial do.

Ee Grond duerfir ass, dass d'Leit sech op der Strooss net sécher fillen téschent deene ville Bussen, Autoen a Camionen. An duergeséend separat Vélospiste sinn duerfir ganz wichteg. Derniewent ass et natierlech eng Fro vun der Topografie. Eng gutt Saach ass et, dass et ëmmer méi Vélostatioune gëtt, wou een e Pedelec kann ausléien. Dat reduzéiert d'Hemmschwell vu Leit, déi vläicht net esou oft mam Vélo fueren a sech net zoutrauen, eng gréisser Streck mam Vélo ze fueren.

Et soll deemno systematesch gepréift ginn, ob et méiglech ass, beim Bau vun neie Stroossen eng separat Pist fir Vélofuerer virzugesinn. Et muss ee sech gläichzäiteg bewusst sinn, dass dat net ëmmer méiglech ass. Eng agezeechent Vélospist op enger Strooss, déi ze schmuel ass, fir dass en Auto an e Vélofuerer niewentenee Plaz hunn, déi ass méi geféierlech, wéi wann de Vélofuerer als gläichberechtigte Verkéiers Teilnehmer dann op der Strooss fiert. Duerfir muss een och do oppassen, wat ee mécht.

Eng ganz gutt Iddi fannen ech déi Iddi vum Minister, eng direkt Vélospist an u sech eng Vélosautobunn ze bauen op verschiddene Strecken, wou et méiglech ass. Dat fannen ech eng ganz gutt Iddi. An ech mengen och, wa Stied wéi Kopenhagen et fäerdegbréngen, wierklech e grousse Undeel vun hire Bewegungen um Vélo ze maachen - a wëssend, dass et zu Kopenhagen vum Wieder hier net besser ass wéi hei zu Lëtzebuerg -, ass dat eng Pist, déi een och wierklech sollt suivéieren.

E kloer Jo vun der LSAP geet och als Äntwert op d'Fro Nummer sechs. Mir wëllen extra Busspuren a Luuchten, déi de Busser Prioritéit ginn, fir dass den effentlechen Transport méi attraktiv gëtt. Et gëtt jo iwwerhaapt guer keen Ureiz am Moment, vum Privatauto op de Bus ze klammen, wann de Bus am selwechte Stau steet wéi den Auto. De Problem stellt sech net nëmmen, mä ganz besonnesch hei an der Stad.

D'Bussen hunn nëmmen deelweis eege Spuren. Op anere Strecken hänke se esou laang am Stau, dass ee souguer ze Fouss heiansdo méi séier ass. Ganz ofgesinn dovun, dass den Takt dann iwwerhaapt emol guer net agehale ka ginn an d'Leit iwwerméisseg laang op de Bushaltestelle mussen waarden, ass dat sécherlech net féerdernd fir d'Notzung vum effentlechen Transport.

Et ass laang bekannt, dass et besser wier, iwwerall Busspuren ze hunn. Mä mir hunn dat net oder nëmmen zum Deel ëmgesat. D'Grënn duerfir kennt de Minister am allerbeschten. Et gëtt eng Rei Enkpäss, wou eng Busspur sech offenbar jo net arichte léisst, ouni dass et nach méi e grouse Verkéierschaos gëtt. Et ass jo net esou, dass d'Chamber bis elo verhënnert hätt, dass Busspuren ageriicht ginn. De Problem schéngt mer an deem Fall manner un engem politesche Konsens ze leien, mä éischer dann, op verschiddene Plazen op alle Fall, un der Machbarkeet.

An deem Kontext wier et interessant, vum Minister ze héieren, wat aus aneren Iddien ginn ass, fir dem Bus Virrang ze ginn. Et gouf menges Wëssens jo Virschléi, fir d'Busser op enger Spur mueren an déi eng an esou an déi aner Richtung fueren ze loosser. Goufen do verschidden Tester gemaach op verschiddene Plazen? A wa jo, wat sinn dann do d'Konklusiounen, déi doraus gezu goufen?

D'Fro siwen ass äänlech gelagert wéi d'Froen dräi a véier. Natierlech wëlte mer eng méiglechst gutt Mobilitéit am effentlechen Transport hunn. Do ginn et eng ganz Rei vu gudden Initiativen, ënner anerem dee Projet, dee mer virgëschter gestëmmt hunn hei mat den neie Quaieren op der Gare. An ech ënnerstëtzen nach eng kéier déi direkt Linn vum séieren Tram vun der Stad Richtung Belval, wat menger Meinung no eng exzellente Verbesserung ka ginn.

Natierlech wëlte mer eng méiglechst gutt Mobilitéit am effentlechen Transport. An natierlech hätt mer och gären eng gutt Ubannung téschent alle gréisseren Uertschafte mat Zich a Bussen, déi ëmmer pünktlech sinn. Mir kënnen dat natierlech als Zil fir 2025 festhalen. Mir kënnen awer net garantéieren, dass mer dëst Zil errechen. Ech gi jo dovun aus, dass och haut schon den Transportminister alles mécht, fir d'Qualitéit esou gutt ze assuréieren, wéi et nëmme geet. Dass esou villes am Moment net optimal klappt, läit zum Deel un enger Iwwerlaaschtung vun eise Verkéiersnetzer an zum Deel un enger Rei vu Chantieren, déi mer brauchen, fir d'Capacités eben och ze erweideren.

A wa se bei der franséischer Bunn streiken, da froe se sécher net bei eis no, ob dat konform ass mat eise Mobilitéitsziler, déi mer eis selwer gesat hunn.

D'Fro aacht, wat déi ugeet - dat ass déi, wou et em d'Mesurë geet, déi d'Gemengen, d'Entreprises, d'Schoulen an esou weider kënnen huele fir eng besser Mobilitéit -, ass et sécher richtig a wichteg, all Akteure mat an d'Boot ze huelen. Do gëllt et virun allem, Sensibiliséierungsarbecht ze maachen.

Eng gutt Initiativ, déi jo schon zënter enger Rei vu Jore besteet, ass do d'Semaine de la mobilité, wou Gemengen an aner Akteuren, déi scho flott Projeten ëmgesat hunn, sech kënnen visibel maachen an och konkret Beispiller liwweren, wéi Entreprises, Privatleit a Gemenge kënnen dozou bäidroen, de Mobilitéitsproblem ze reduzéieren.

Als louabel Initiativ wëilt ech do all déi Aktiounen, déi ronderëm den mPass gemaach ginn, ervirhiewen. Ech fannen, dat ass eng exzellente Saach. An och aus perséinlecher Erfahrung weess ech, dass eng ganz Partie Leit sech schon do esou en mPass geholl hunn a sech duerfir och méi mam effentlechen Transport deplacéieren.

D'Instrumenter, déi an der néngter Fro opgezitt ginn, droe sécher all, mat enger Ausnam,

dozou bäi, eis Mobilitéitsproblemer ze reduzéieren. Als Ausnam géif ech hei d'Dekarbonisatioun vun den Transportmëttelen awer vläicht eraushuelen. Well wa mer Autoe mat Verbrennungsmotor duerch Elektroautoen ersetzen, dann huet dat wuel eng Rei vu Virdeeler, notament wat de Kaméidi a wat d'Loftverschmutzung laanscht vill befuere Strecken ugeet, mä manner Verkéier hu mer doduerch net.

Am Kontext vun der Verbesserung vun der Mobilitéit géif ech dee Punkt duerfir awer vläicht a Klammere setzen, well dat u sech net direkt eng Verbesserung vun der Mobilitéit mat sech bréngt.

Déi aner Instrumenter beaflossen d'Mobilitéit op ganz ënnerschiddlech Manéier. Den Teletravail an d'dezentraliséiert „coworking spaces“ reduzéieren d'Mobilitéitsdemande a bidden e Potenzial, dee bis elo just usazweis genotzt gëtt. En äänleche Bäitrag kënnen do de Carsharing an d'Mobilitéit comme service leeschten, woubäi dës Offer an Zukunft dättelech ausgebaut muss ginn, fir dass se fir méi Leit och eng reell Alternativ duerstelt.

Den Aménagement vum effentleche Raum an d'Gestioun vum de Parkplaze verbessere virun allem d'Zesummeliewe vun deene verschiddenen Transportmëttelen. Wann den Auto net méi iwwerall absolutt Prioritéit huet, kënnen virun allem méi vulnerabel Verkéiers Teilnehmer sech méi sécher am effentleche Raum bewegen, wat d'Leit encouragéiert, dann och méi ze Fouss ze goen an och méi de Vélo ze huelen. Duerfir, déi ganz Debatt, déi mer gëschter hatten iwwert den Aménagement du territoire, déi ass natierlech een Deel vun deem ganzen Eru-goien un dës Problematik.

Dass den effentlechen Transport, deenen et erméiglecht, vill Leit an enger kéier schnell vun A op B ze bréngen, Virrang muss hunn an och weider ausgebaut muss ginn, dat hunn ech scho gesot. An deem Sënn spillt, wéi gesot, den Aménagement du territoire hei eng gréisser Roll.

Vu dass déi grousst Infrastrukturprojeten immens laang brauchen, fir realiséiert ze ginn, muss een hei laang am Virus plangen. Mir wëssen awer och, dass et net méiglech ass, genau viruszesoen, wéi eist Land sech laangfristeg entwéckelt. Duerfir muss ee sech grad am Beräich vun der Mobilitéit méiglechst vill Optiounen op halen.

Konkret heescht dat, dass ee Korridoren, déi ee spéider eventuell brauch, fir nei Verbindungen ze schafen, muss fräihalen. A genau dat muss am Plan sectoriel «Transports» dann och festgehale ginn. Spéider gesäit een dann, ob een des potenziell Tracé brauch, fir wat fir een Transportmëttel a wéi déi finanziell Moyene vum Stat zum gegebenen Zeitpunkt dann och ausgesinn. Ech ënnerstëtzen do de Minister voll a ganz a senger Iddi, dass ee muss kucken, wéi ee méiglechst vill Leit ka bewegen. An duerfir muss een net predefinéieren, dass dat muss eng Strooss sinn oder whatever. Et soll ee sech d'Tracen halen an duerno muss ee kucken, wéi een d'Leit dann am beschte beweegt kritt vun enger Richtung an déi aner.

A bis dohin huet de Stat dann och Zäit, fir Terrainen opzekafen an aner Preparatiounen ze treffen, déi anerwärts d'Realisatioun vun engem wichtige Projet ëm Jore kënnen verzögere oder kéinte verzögere.

Ech wëll heimadder kloer soen, dass mir dem effentlechen Transport kloer Prioritéit ginn, dass dat awer net heescht, dass Lëtzebuerg keng Stroosse méi brauch. Et gi sécher Situatiounen, wou de Bau vu Stroossen eng Optioun ass, déi ee muss an d'A faassen. De Bau vu Stroossen: Den Autofuerer soll deemno net verdäiwelt ginn a Stroossen, déi Sënn maachen, sollen och, wa se dann agebonne sinn an e ganzheetlech, kohärent an iwwerluecht Konzept, gebaut ginn.

Wann ech dat hei soen, da soen ech dat mat ganz klarem Bewusstsein iwwer eng Rei vu prekäre Situatiounen, déi mer hei am Land hunn. An deem Sënn géif ech och op d'Fro Nummer zéng äntwerten, wat fir eng Projeten no 2025 am dréngendste mussen ëmgesat ginn: Dat kann een haut beim beschte Wëllen nach net genau wëssen. Emsou méi wichtig ass et, verschidde plausibel Zeenariounen iwwer 2025 eraus ze entwéckelen, sech net op een eenzege Modell anzeschéissen an all déi aner ze vergiessen, mä sech d'Optioun op ze hale bis dohin, fir dass et an all deenen Zeenariounen nach ëmmer méiglech wäert sinn, vernünftleg Léisunge fir d'Mobilitéit am Joer 2035, 2025/2035 auszeschaffen.

D'Couloiren halen, egal fir wéi ee Fortbewegungsmëttel, dat schéngt mer de richtige Wee ze sinn. Duerfir kann een den MDDI natierlech nëmmen ënnerstëtzen a senger Demarche, sech permanent Gedanken ze maachen iwwert





d'Mobilitéit hei zu Lëtzebuerg an déi och gebenenfalls mussen unzepassen un d'Realitéit.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**► Plusieurs voix.** - Très bien!

**► M. Henri Kox, Président de séance.** - Merci. An als nächst Riederin ass et un der Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

**► Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'„Autosbesiessenheet geet eemol als extravagant Klammer an d'Geschicht an“, huet de fréiere Vizepremier Jacques Poos virun zwanzeg Joer behaupt. Wahrscheinlech hat dee gudden Mann net onrecht, mä bis et esou wäit ass, muss nach allerhand geschéien, virun allem an der Autohéichbuerg Lëtzebuerg, wou et pro Awunner esou vill Autoe gëtt wéi bal néierens op der Welt.

Hanner Gibraltar a Monaco, der Wahlheemecht vu ville Rennfuere, komme mir weltwäit op déi drëtten Plaz, wat de Prokappbesëtz vun Autoen ugeet. An Zuelen ausgedréckt, heescht dat, datt den 1. Januar vun dësem Joer 402.000 Autoen zu Lëtzebuerg immatrikuléiert waren, an dat bei enger Bevëlkerung vun 5,6 Millioune déi 600.000.

Während héich entwéckelt Länner wéi Dänemark net emol op 40 Autoe pro 100 Awunner kommen, zielt Lëtzebuerg, d'Firmeweien abegraff, 68 Autoen op 100 Awunner. Dat si keng al Këschten, déi iergendwann kaaft a gläich ofgestouss ginn. Et si méi oder manner Neiwien, déi nach e laangt Liewe viru sech hunn. Eleng d'Neizouloosunge sinn am Joer 2017 ëm 4,4% geklommen, trotz dem Trafic, a louche bei ganzer 52.775 Autoen.

Dir Dammen an Dir Hären, wa jiddweree mam Auto fiert, deen en Auto huet, inklusiv d'Firmen, a wa mer d'Frontalieren, déi mam Auto an eist Land schaffe kommen, derbärechnen, dann zirkuléieren op eise Stroossen ëm déi 550.000 Autoen an engem Dag. D'Resultater si bekannt: Et sinn endlos Stauen, feelend Parkplazen, Loftverschmutzung, Accidenter, Gesondheitsproblemer a Stress. Mä trotzdem hält d'Leift vum Auto net esou séier of.

Wéi grouss déi Léift ass, dat gesi mer virun allem um Autosfestival, dee Joer fir Joer Zéngdousende Clienten unzitt a wäit méi Succès huet wéi dee beschte Museks- a Filmfestival.

Den Autosfestival, deen 1964 an der Glanzzeit vum Auto seng éischt Oplag gefeiert huet, huet sech méttlerweil zu enger Institutioun an eise Land entwéckelt. Fir d'Autosbranche ass et den Heemort a fir d'Wirtschaft de Gradmesser vum Wuelstand; jiddefalls soulaang wéi keen analyséiert, wivill Leit sech duerch de Kaf vun engem Auto iwwerverschëlde.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Leift zum Auto kann esou grouss sinn, wéi se wëllt, mä eppes steet fest: Wa jiddweree wëllt fueren, fiert um Enn kee méi. An den Autosverkéier häng sech selwer op. Dat ass e Pech, mä vläicht och eis Chance, well da geet d'Loscht definitiv verluer an da kritt de Jacques Poos och eng kéier recht.

#### (Hilarité)

Fir deene ville Problemer entgéintzesteieren, och elo schon, a fir d'Mobilitéit méi frëndlech auszeriichten, virun allem, investéiert d'Regierung méi wéi jee an den Ausbau vum Schinnee-reseau, mä och a complémentaire Projete wéi Tram, Bus, Garen, Vëlosweeër, Park & Riden a Pôles d'échanges. Esou Projete sti regelméisseg hei um Ordre du jour, soudatt ech elo net an den Detail ginn. Ech erënneren Iech just un d'lescht Woch, wou mer 171 Milliounen Euro fir de Bau vun zwee neie Quaie gestëmmt hunn, wat jo net grad näischt ass. Net ze vergiessen, datt och de Bau vum Vëlospistenetz amgaangen ass mat iwwer 600 zousätzleche Kilometer Vëlospist.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou wéineg wéi Roum an engem Dag gebaut ginn ass, esou wéineg ass et méiglech, sämtlech feelend Infrastrukturen am Beräich vum éffentlechen Transport a vun der Mobilitéit douce aus dem Steen ze schloen an a kuerzer Zäit nozehuelen, wat jorzéngtelaang verpasst ginn ass. D'Haaptsaach ass, datt endlech eppes geschitt an datt et esou séier wéi méiglech geschitt, nodeems den Här Wiseler - an dat gi mer och ganz gären zou, Ehre wem Ehre gebührt - mat der Elaboratioun vum MoDu natierlech e Grondstee geluecht huet, dee mer net klengriede wëllen.

D'Zil vun deene villen Infrastrukturprojeten, déi scho realiséiert, am Bau oder geplangt sinn, ass ëmmer datselwecht. Si gi realiséiert, fir datt an Zukunft méiglech vill Mënschen d'Méiglechkeet kréien, hire léiwigen Auto doheem stoen ze loossen an d'Ëmwelt ze schützen. A fir hoffentlech e Mentalitéitswandel erbäizeféieren, no der Devise: L'offre crée la demande. Wat dat heescht, dat gesäit een am Ausland.

Wa gutt éffentlech Verbindunge bestinn, da sinn d'Mënsche méi séier bereet, op den Auto ze verzichten.

Stied wéi Wien, Zürich, München, Kopenhagen a vill anerer maachen et vir. An deene Stied huet praktesch all Mënsch de Reflex, den éffentlechen Transport ze nutzen, ganz einfach well d'Offer grouss ass a gutt funktionnéiert, während ee mat engem Auto just geplot ass.

Parallèl zu der Entwécklung vun den Infrastrukturen huet d'Regierung d'Luxmobil-Etüd realiséiert a wichteg Strukturdaten zesummege-droen. An et ass jo och dorëms, wou et haut geet. Dës Daten erlaben et, der Planung vun der Mobilitéit den néidege Feinschlëff ze ginn, onerkannt Problemer ze detektéieren, ongenotzt Capacitéiten auszeschöpfen an den negativen Impakt vun der ekonomescher an demografescher Entwécklung op d'Verkéiersopkommen esou ze reduzéieren.

Et geet also haut net, wéi gewinnt, ëm grouss Infrastrukturprojeten, déi schon amgaange sinn - déi hu mer schon diskutéiert -, mä ëm manner käschtenintensiv Moosnamen, déi et sollen erlaben, eis Stroosse virun allem a Spëtzenzäiten ze entlaaschten, an doriwwer eraus och e Bléck an d'Zukunft ze geheien.

Domat kommen ech bei déi zéng Froen, déi Dir op Basis vun der Etüd Luxmobil an hire Resultater un d'Chamber adresséiert hutt, Här Minister.

Bei der éischer Fro geet et ëm de Cumul vun den Trajete an de Persounen, déi zu Spëtzenzäiten op eise Stroossen ënnerwee sinn. Absolutten Héichbetrib besteet, laut Ärem Dokument, mä och der Erfahrung no, an der Zäitspann tëschent hallwer siwen an hallwer néng moies, plus ou moins, wou d'Deplacementer op d'Aarbecht, d'Deplacementer ënnerhalb vun der Aarbechtswelt, de Schoultransport an d'Deplacementer zu Privat- a Fräizäitzwecker sech summéieren a séier zum totale Stëlstand op eise Stroosse féieren.

Insgesamt sinn 180.000 Trajete géint siwen Auer moies ze verzechnen, während owes tëschent fënnef a siwen Auer just 150.000 Trajete stattfannen. Och dat sinn der nach ze vill, allerdéngs féiere se net zu deeneselwechte Kniet wéi moies, wou de Verkéier dann nach méi kondenséiert ass.

Fir dese Cumul vun Trajete besser ze verdeelen, gëtt et keng honnert Léisungen. D'Haaptléisung läit natierlech bei den Instrumenter vun der Landesplanung, iwwert déi mer gëschter geschwat hunn.

Ënnert dem Stréch muss den Aménagement du territoire drop erauslafen, d'Wunnen, d'Schaffen, d'Léieren an d'Fräizäit nees méi no beie-neenzebréngen an op déi Manéier Transportweeër ze verhënnern. Dës op Basis natierlech vun drëtten Entwécklungszenario, deen dräi grouss Entwécklungspole fir eist Land virgesäit, mä och op Basis vun der Fërderung vum éffentlechen Transport a vun der duusser Mobilitéit op alle Pläng.

Am Kontext vun der Debatt vun haut heescht dat beispillsweis, datt d'Lycéeë méiglechst un den éffentlechen Transport ugebonne mussen ginn, fir de Schülertransport komplett vun de Stroossen erofzekeréien, am beschten iwwer Zuch an Tram, wéi zum Beispill beim Lycée technique vu Bouneweg, de Lycéeën um Kierchbiérg an de geplangte Lycéeën um Ban de Gasperich. Et wäert do de Fall sinn, datt d'Schüler mam Zuch kënnen fueren an duerno mam Tram. Natierlech ass et och méiglech, mam Zuch a Vëlo ze fueren. An duerfir brauche mer och déi néideg securiséiert Pisten.

Wann ee weess, datt insgesamt 39% vun de Schüler, do sinn och déi Erwuessen an där Zuel mat dran, déi mueres a Coursé ginn, all mam Privatauto fueren oder kutschéiert ginn, da bleift jiddefalls nach ganz vill Sputt no uewen.

Onofhängeg dovun kann een iwwerleeën, op wéi eng Manéier d'Stroossen zu Spëtzenzäiten natierlech entlaascht kënnen ginn. Eng méiglech Pist gesitt Dir, Här Minister, bei de Schoul-fankszäiten, déi kéinten no hanne verschiebt ginn, fir de Schülertransport vum Hauptberufs-traffic ze trennen.

Mir sinn net direkt der Meenung, datt de Fonctionnement vun de Schoule sech nom Verkéier mussen richten. Wéi den Zoufall et awer wëllt, hätt eng Verschiebung vun de Schoulfankszäiten e positiven Impakt op d'Léierfäegkeet an op d'Gesondheet vun de Jugendlechen. Dat beleen international Etüden am Beräich vun der Gesondheitsuersuchung, déi alleguer zur Konklusioun koumen, datt d'Bannener an der Pubertéit nogeet.

Dat heescht, wa Jugendlecher fréier mueres an de Coursé setzen a sech konzentriéieren mussen, da leit se net nëmme d'Léierfäegkeet, mä och d'Gesondheet. A jiddweree, deen u seng Lycéeszäit denkt, dee weess och, wéi schlëmm

déi éischt Mathéstonn war, wann ee schwie-rige Equatiounen matzen an der Nuecht huet misse léisen.

D'Urbaach läit doran, datt de Schlofrhythmus sech an der Pubertéit däitlech no hanne verschiebt an datt Jugendlecher am Alter tëschent 13 an 18 Joer trotzdeem aacht bis zéng Stonne Schlof brauchen, fir sech gesond ze entwéckelen. De Rot, méi fréi an d'Bett ze goen, notzt hei näischt, well déi Jonk einfach net midd genuch sinn, fir owes fréi ze schlofen.

Opground vun de wëssenschaftlechen Erkenntnisser hunn 100 Schoulen a Groussbritannien decidéiert, de Schoulufank op 10 Auer ze verleeën. Änlech Initiative gëtt et méttlerweil an Däitschland. An och zu Lëtzebuerg wär déi Diskussioun natierlech derwäert, gefouert ze ginn.

#### (M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

De Respekt vum Biorhythmus hätt net nëmme e gesondheetlechen a leeschungsfördernden Effekt op déi Jonk, en hätt ebe grad och de positiven Nieweneffekt, datt den Trafic an de Moiesstonne besser verdeelt wier.

Op där anerer Säit wëlle mer awer ze bedenke ginn, datt et an eiser straff geplangter Gesellschaft net esou einfach ass, d'Schoulzäiten ze verréckelen, ouni nei Problemer ze schafen. Dës haaptsächlech, well de Fonctionnement vun enger ganzer Rei vun Institutiounen a Veräiner op d'Schoulzäiten ofgestëmmt ass. Esou zum Beispill d'Conservatoire an d'Museksschoulen, mä och d'Sportsveräiner, déi alleguer schonn am fréier Mëtze vu Jugendlecher besicht ginn an en Organisationsproblem kréien, wann hinnen eng bis zwou Stonnen am Nomëtteg verluer ginn.

Derbäi kënnt, datt de private Schülertransport net just aus Lycéesschüler besteet, mä och aus Grondschoukanner. Hei si mer ganz kloer net der Meenung, datt déi Schoulzäite solle verréckelt ginn, schonn eleng aus deem Grond, datt kleng Kanner net selbststänneg genuch sinn, fir sech selwer ze organiséieren, wann hir Eltere virun aacht Auer aus dem Haus gi wéinst der Aarbecht. Dat heescht, egal wéi mussen d'Kanner an eng Betreuungsstruktur bruecht ginn, wann d'Elteren d'Wunneng verlossen.

Um Niveau vun der Grondschoul geet et vill-méi drëms, all Hiewelen a Bewegung ze setzen, fir datt méi oder all Schüler ze Fouss an d'Schoul gi respektiv mam Vëlo oder Trottinette oder anere kannergerechten Transport-mëttel. Et gëtt der ëmmer méi. Dat ass, éisch-tens, eng Saach vu Mentalitéit an, zweetens, eng Saach vu Verkéierssécurité.

Dir Dammen an Dir Hären, Elteren, déi hiert Kand mam Auto an d'Schoul féieren, maachen him kee Gefalen. Se verursaachen net nëmme e Verkéiersinfarkt virun de Schoulen, se kënnen och hirem Kand richteg schueden. D'Faart am Auto mécht d'Kanner passiv an driibseg, hält hinnen d'Chance, hir Ëmgéigend ze entdecken an d'Freed, mat anere Kanner ze interagéieren.

De Grond vun där Entwécklung läit zum Deel doran, datt de Schutzinstinkt vu munchen Elteren ongesond Ausmoossen ugeholl huet. D'Resultat ass, datt d'Kanner net selbststänneg ginn an och nach mat 16 Joer an d'Schoul gefouert ginn. A wéi seent een esou schéin: „Was Hän-schen nicht lernt, lernt Hans nimmermehr.“

Eng aner Ursach ass natierlech d'Bequemlechkeet. Wann ee moies mam Auto an d'Schoul fiert, kann een e puer Minutte méi laang schlofen. Net beduecht gëtt awer, datt de Stress spëtstens dann ufänkt, wann d'Eltere virun der Schoul keng Parkplaz fannen an d'Police muss geruff ginn, well d'Verkéiersregele grad virun de Schoule vun den Elteren ausser Kraaft gesat ginn. Woumat ech d'Elteren net iwwer ee Leescht wëll zéien, well et ganz vill Géigebeispiller heizou gëtt. An dat stëmmt mech ganz positiv.

Den zweeten Hiewel läit net an der Verantwortung vun den Elteren, mä an där vun der Politik. Dat ass kloer. Engersäits sinn déi Responsabel vun de Gemenge gefuert, wann et ëm d'Installatioun vun Tempo-30-Zonen, Zebrastreifen, Luuchtesystemer an ëm infrastrukturell Moosname geet, déi de Schoulwee méi sécher maachen. Anerersäits dréit och de Stat Verantwortung. An domat mengen ech Äre Ministère an d'Ponts et chaussées, Här Minister.

Ganz begréissenswäert ass Är Decisioun, datt d'Kanner neierdëngs bis zwielf Joer mam Vëlo um Trottoir kënnen fueren. Dat hëlleft de Grondschoukanner ganz vill. Begréissenswäert ass awer och, datt Dir et méiglech gemaach hutt, Tempo-30-Tronçonnen op Statsstroossen an den Uertskaeren auszewiesen, d'Trottoire laanscht d'Statsstroossen ze verbreedern a Parkplazen zugonschte vun der Sécurité a vun der Verkéiersberouegung ze suppriméieren.

Dat war eng couragéiert Decisioun, déi mir mat zwou Hänn ënnerschreiw. Och wann

esou Moosnamen duerginn, fir eng halfe Gemeng op d'Palm ze dreiw, esou bleibt dat och an Zukunft dee richtige Wee.

**► Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

**► Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Mir menge souguer, datt d'Vitesse op Statsstroossen, op deenen d'Schoukanner ënnerwee sinn, kategoresch erofgesat muss ginn, ouni datt déi Stroosse vu vir bis hanne vun de Gemengen ëmgebaut mussen ginn. Et wier derwäert, en Aarbechtsgrupp mat Verrieder vu Ponts et chaussées, der Cellule de mobilité douce, de Gemengen, de Schoulen, den Elteren an der Sécurité routière op d'Been ze setzen, fir dee Volet méi geziilt ze analyséieren.

**► Une voix.** - Absolutt!

**► Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - En drëtten Volet um Niveau vun de Schoukanner betrëfft de Pedibus, deen an de Gemenge jo méi oder manner verbreet ass. Ech kommen drop zréck, nodeems mer och an der Kommissioun länger Zäit doriwwer geschwat hunn.

Bei deem Projet delegéieren d'Gemengen d'Veantwortung un Drëttpersounen, déi derfir solle suergen, datt um Schoulwee keen Accident geschitt. Am Fong ass dee Projet eng Zort Ageständnis, datt d'Stroossen ze vill geféierlech sinn, fir datt d'Schoukanner onbegleet an d'Schoul kënnen goen.

De Pedibus huet de Virdeel, datt en näischt kascht oder bal näischt kascht an datt en eng gewësse Sécherheet garantéiert am Fall, wou verlässlech Elteren oder aner Persounen fonnt ginn, déi Dag fir Dag mat de Kanner ze Fouss an d'Schoul ginn.

D'Pedibus-Projete hunn awer och Nodeeler, iwwert déi kaum oder bal ni geschwat gëtt, ausser an der Schwäiz, engem Land, wat sech op eng ganz laang Erfahrung um Niveau vum Pedibus ka beruffen. De Schwäizer Fachverband vun de Foussgänger weist zum Beispill drop hin, datt d'Organisatioun vum Pedibus schwieier an opwendeg ass, wann d'Kanner verspreet wunnen an d'Kannergruppen zueleméisseg nëmme minimal besat sinn.

Se weisen och drop hin, datt eng Rei Projete regelméisseg an d'Waasser falen, entweder well d'Begleeder ofsprangen a kuerzfristeg mussen ersat ginn, wat oft net méiglech ass, oder awer well Kanner ab dem Alter vun aacht, néng Joer de Pedibus-Begleeder iwwerhaupt net méi akzeptéieren, well se u sech selbststänneg genuch sinn, fir eleng an d'Schoul ze goen, respektiv mat hire Kolleegen.

Mir mengen, datt et wichteg wär, kee falscht Zeechen ze setzen an de Kanner déi Autonomie zouzegestoen, déi hinnen zeguttkënn.

A schlussendlech weist de Schwäizer Fachverband och drop hin, datt de Pedibus d'Dominanz vun Stroosseverkéier engersäits net a Fro stellt, anerersäits awer net wäit genuch geet, fir carrement Verkéierserzéiung ze bedriewen.

Ënnert dem Stréch, kann een da soen, ass de Pedibus näischt anescht wéi eng Zort Symptombekämpfung, déi um fundamentale Problem vu geféierleche Schoulweeër näischt ännert. Woumat ech net soen - ganz sécher net -, datt Initiativen, déi gutt funktionéieren, sollen ofgeschafft ginn.

Här Minister, ech kommen dann zum Beleeungsgrad vun den Autoen, op deen Dir jo an der Lescht méi oft opmierksam gemaach hutt. Am Beruffsverkéier vun de Residenté läit de Beleeungsgrad bei 1,16 Persounen pro Auto; bei de Frontaliere bei 1,22 Persounen. Ëmgeréicht heescht dat, datt all Dag 250.000 onbesat Autossëtzer an d'Ballungszentre vun Land gefouert ginn. Ech mengen, datt Bild huet esou gegräff, datt een et gutt verhält.

Am Kloertext: Ouni een eenzeg Auto méi fueren ze loossen, ouni een Cent méi ze investéieren an ouni op d'Enn vun all Chantier ze waarden, kéinten theoretesch eng Véirelmillioun méi Leit an d'Land schaffen oder studéiere kommen, ouni datt sech un der Verkéierssituatioun eppes géif änneren. Dat ass natierlech iwwerdiwwen, well et organisatoresch kaum méiglech ass, all Auto bis op dee leschte Sëtz ze fëllen, a well mer och guer net wëllen hunn, esou vill Leit an d'Land ze zéien.

Allerdéngs läit et op der Hand, datt mir all méiglech Plattformen, Apps a Systemer ënnerstëtzen, déi de Covoiutage, de Carpooling, de Carsharing an esou weider méi bekannt a beléift maachen. Och wann déi méi gestane Generatioun vläicht nach méi reservéiert ass an net esou séier bereet ass, hiren Auto mat aneren ze deelen, si mir awer iwwerzeegt, datt esou Systemer bei Jonken a bei Mënsche mat



wéineg Akommes gräife kënnen. Se spueren net nëmme vill Geld a Parkplazen, se sinn och eng sännvoll Alternativ fir Mënschen, déi vill mam ëffentlechen Transport a mam Vélo ënnerwee sinn an nëmme sporadesch op en Auto ugewise sinn.

Fir déi Systemer ze promovéieren, kéinte beispillsweis d'Uni an d'Héichschoulen implizéiert ginn, well wat Jonker méi fréi op Alternativen zum Privatauto opmierksam gemaach ginn, wat se manner a Versuchung kommen, mam éischte gespuerte Geld en Auto ze kafen a sech weinst dem Kaf vun engem Auto ze verschëlden.

Eng Iddi wieren och zum Beispill schouliwwergräifend Carsharing-Plattformen, wou een d'Eltere kéint abezéien. E méigleche Partner, fir d'Deele vun Autoen ze promovéieren, wieren och d'Sozialämter oder aner sozial Strukturen, déi mat méi enger vulnerabler Populatioun ze dinn hunn. Vill Leit sinn duerch Investissementer an Autoen, mä och duerch hiren Ënnerhalt iwwerschwéilt a kéinten duerch d'Participation u Carsharing-Projeten eng Rei Dependé spueren an d'Geld op enger anerer Plaz besser asetzen.

E weidere Volet, deen Dir opwerft, Här Minister, betrëfft den Trajet vun doheem op d'Aarbecht an d'Verdeelung vun de Parts modales. 61% vun de Leit fuere mam Auto schaffen. Dat steet am Dokument. Nëmme 56% vun de Weeër ënner engem Kilometer ginn ze Fousse getréppelt. Dat sinn der jo net esou vill; 44% net. An nëmme 5% vun den Trajeten ënner 5 km mam Vélo, dat heescht 95% net.

Ausschlaggebend ass jo net nëmme den Bau vun neien Infrastrukturen hei, ausschlaggebend ass och d'Erkenntnis, datt d'Sonnesäite vum Autofuere längst eriwuer sinn. Eist Zil ass kloer an eis Hoffnung ass grouss. Ech fänken elo net un, mat Zuelen a Prozenter ze hantéieren. Mir wënschen eis ganz einfach, datt all Mënsch, deen d'Méiglechkeet krit, den ëffentlechen Transport ze benotzen, dat och mécht. An datt jiddwieren, deen net méi wéi ee bis fënf Kilometer vun der Aarbecht ewech wunn, ze Fousse geet oder mam Vélo fiert, soulaang wéi en dozou amstand ass. Dat zielt souwuel fir de Beruffstrafic, mä och fir all aner Trajeten.

An deem Kontext erënneren ech un eng Etüd, déi mer an der Kommissioun virgestallt kritt hu virun enger Rei vu Joren. Doraus goug kloer ervir, datt d'Mënsche virun allem da bereet sinn, op de Vélo ëmzeklappen, wa se op gesécherter Vélospiste kënnen fuere.

Obscho mir praktesche déi autoräichst Natioun sinn, hu mir nach méi Véloen am Land wéi Autoen. Just, se stinn am Keller. Dat ass de Problem. Et ass also wichteg a richteg, de securiséierte Vélosreseau auszebauen an d'Gemengen duerch eng gutt Berodung mat an d'Boot ze huelen.

Parallél dozou mussen d'Verhandlung mat der Groussregioun weidergefoert ginn, fir d'Präispolitik zugonschte vum ëffentlechen Transport ze harmoniséieren an den Ausbau vun den Infrastrukture bis iwwert d'Grenzen eraus konsequent unzegoen; eben och d'Infrastrukture fir de Vélo.

Eng Komponent am Dokument, déi nëmme deene weinegste bewosst, mä ganz opschlossräich ass, betrëfft de Stroosseraum, dee flächeméisseg vun deene verschidde Verkéiersmëttel gebraucht gëtt. Et muss ee sech emol Rechnung doriwwer ofleeën, datt eng Persoun, déi mat 35 Stonnekilometer fiert an eleng am Auto sëtzt, ganzer 72 m<sup>2</sup> fir sech selwer reservéiert. Am Ufank mengt een, dat kéint net wouer sinn. Et stëmmt awer!

Et stëmmt, well déi Persoun net nëmme d'Fläch vum Auto, mä och eng Spurbreet vun ongeféier dräi Meter Strooss an e gewëssenen Ofstand zum Auto viru fir sech selwer an Usproch hält. Vun de Parkplazflächen, déi ee mat engem eenzegen Auto brauch, guer net ze schwätzen.

Deem géintiwuer stinn Tram, Bus a Vélo, wou eng Persoun no darselwechter Berechnungsformel nëmme 1 m<sup>2</sup> bis 1,5 m<sup>2</sup> an Usproch hält.

Léif Kolleginnen a Kollegen, wa mir grouss Debatten iwwer Landes- a Raumplanung hei an der Chamber féieren, da si mer eis jo kloer, datt d'Fläch fir d'Mobilitéit muss reduzéiert ginn. Mir brauchen d'Fläch fir aner Saachen. An d'Mobilitéit muss an deem Sënn ausgeriicht ginn, datt se déi mannste Fläch an Usproch hält.

Dozou gehéiert natierlech de Bau vun den néidegen Infrastrukturen, mä och d'Reservatioun vu Stroossen an Autobunnspure fir de Bus an

de Covoiturage nielt Vélosstroossen, déi de Véloen absolut Prioritéit arumen. Och déi sinn neierdängs jo méiglech an eise Land. Dat heescht net, datt den Auto aus der ganzer Mobilitéetskette soll verbannt ginn, et heescht awer, datt en an Zukunft net Här a Meeschter am Verkéier soll spillen.

De Bau vun engem schnellen Tram a Richtung Süden ass eng relativ nei Iddi, déi mir an deem Zesammenhang och ganz interessant fannen. Manner nei, mä och begrëssenswärt ass d'Iddi vum Bus à haut niveau de service, deen duerch de ganze Süde soll fuere an als Tram ëmbarbar soll ginn, jee nodeem wéi d'Passagéierzuele sech entwéckelen. Alles dat sinn Zukunftsvisiounen, mä et däerf net bei Visiounen stoe bliewen.

Fir fréi genuch derfir ze suergen, datt mir net vun der Entwécklung iwwerrannt ginn - mer wësse jo, wat dat bedeit -, ass et wichteg, am Virfeld gutt ze plangen an déi néideg Jalonen ze setzen, zum Beispill doduerch, datt Couloire reservéiert ginn. Net nëmme a Richtung Süden an och a Richtung Norden, mä och mat Querverbindungen a Richtung Osten a Westen. Dozou gehéiert d'Elaboratioun vun enger ganz konkreter Strategie bis 2022 a firwat net och eng Projektioun doriwwer eraus. De Kolleeg Marco Schank huet eng ganz Rei Infrastrukturriddien hei opgefouert, soudatt mer déi einfach emol eis ënnerstëtze wëllen.

Wichteg ass an deem Kontext och d'Zesummenaarbecht mat de Gemengen, mä och d'Zesummenaarbecht mat der Groussregioun. Besonnesch wann d'Gemenge parallél zu staatleche Projeten eege Chantiere mussen organisieren a geréieren, muss de Gesamtimpakt vun all deene Chantieren am Virfeld analysiert ginn an net eréischt, wann de Chaos schonn entstanen ass.

D'Verstärkung vun der Direction de la planification de la mobilité a vun der Cellule modèle de transport, den Interreg-Projet, deen och d'Groussregioun abënn, an den Outil, deen eng Käschten-Notzen-Analyse vun de Projete soll erméiglechen, alles dat si wichteg Schrëtt, déi mir ënnerstëtzen. A mir kënnen och nëmme begrëssen, datt den Dialog tëschent dem Ministère du Développement durable, der Cellule de mobilité douce an de Ponts et chaussées zesumme mat de Gemengen an der Lescht groussgeschriwwen gëtt.

Ech kéim zum Schluss nach kuerz zu engem Outil aus der ganzer Boîte à outils, deen Der an Årem Dokument opgefouert hutt. Aus Zäitgrënn begrenzen ech mech op een Outil, deen an der Rifkin-Debat méi oft diskutéiert ginn ass. Et geet ëm den Teletravail. A puncto Beruffstrafic ass de Virdeed evident, well dës Zort vun Aarbecht d'Zuel vun de Beruffstrajeten natierlech kloer reduzéiert. Aner Virdeeler sinn, datt d'Elteren och schaffe kënnen, wann d'Kanner krank sinn oder wann d'Crëchen zou sinn. A fir d'Patrone si Mataarbechter, déi vun doheem aus schaffen, op alle Fall besser wéi Mataarbechter, déi ganz feelen. Studie beweise souguer, datt d'Loyalitéit vun de Beschäftegten eropgeet, wann de Patron hinnen erlaabt, flexibel doheem ze schaffen a Beruff a Famill fir eng gewëssen Zäit besser kënnen ënnert den Hutt ze kriegen.

Op där anerer Säit laueren hannert dem Teletravail awer och eng Rei Geforen. Esou zum Beispill d'Vermischung vun der Privatsphär mat där vum Beruff oder de Risiko, vum Radar vun der Carrière ze verschwammen, wann ee seelen op der Aarbecht optaucht, mä och d'Anonymisierung vun der Aarbecht, de Mangel u Kontakt a feelend Regeln an der Berechnung vun der Aarbechtszäit. Ech hunn déi dote Punkten all opgezielt, just fir ze soen, datt mer net hei kënnen decidéieren, den Teletravail anzeféieren, wann net viru drun eng geziilt Analyse zesumme mam Aarbechtsministère gemaach gëtt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Fir ofzeschlüsse wéilt ech lech nach drop hiweisen, Här Minister, datt d'Volet vum der Loftqualität a vum Kaméidi net am Froekatalog opgetaucht sinn, ausser ech hätt se iwwersinn. Dir hutt awer dovun geschwat an dat ass gutt.

Nodeems d'Ëmweltministesch eng Stéckoxid-Miesscampagne a 36 Gemenge lancéiert huet, fir den nationale Plang vun der Loftqualität ze ergänzen, an nodeems och de Plan d'action antibruit iwwerschafft ginn ass, si mir grad wéi Dir der Meenung, datt och déi Themen an de MoDu 2.0 sollen afléissen. Dat wier e wichteg Zeechen, fir der präventiver Gesondheetspolitik an dem Wuefbefanne vun de Biergerinnen an de Bierger, och am Beräich vun der Mobilitéit dat néidegt Gewicht ze ginn, well d'Mobilitéitspolitik ass och Gesondheetspolitik.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Gusty Graas fir d'DP.

► **M. Gusty Graas** (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, u sech ass Lëtzebuerg jo e Land ouni substanzuell Suergen, besonnesch wann ee sech mam Ausland vergläicht. Mir hunn en héije Liewensstandard, d'Ekonomie dréit, den Taux de chômage ass relativ niddreg, eis Infrastrukture sinn och grëssendeels an der Rei. Obwuel een zwar elo net soll paradisesch Zoustänn hei zeechen, mä et däerf een awer natierlech och op där anerer Säit net vergiessen, datt et awer och nach ëmmer Leit an eiser Gesellschaft gëtt, déi dach eng Rei Problemer hunn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Wa gegrommelt gëtt an deem Land, dann ass et virun allem natierlech iwwer ee Sujet, an dat ass de Stroosseverkéier. Quasi jiddwieren ass dervu betraff, sief dat als Aktiven oder sief dat als Passiven. Virun allem d'Autosfuere reege sech jo quasi all Dag iwwert de Stau op, dee se erliwien, déi onnëtz Zäit, déi se déi ganzen Zäit op de Stroosse verléieren.

De Stress hannert dem Steierrad, dee geet ouni Zweifel an d'Luucht. An ech baséiere mech hei zum Beispill op eng Etüd aus Frankräich. Do huet de 14. Barometer vun AXA Prévention festgestallt, datt 8 vun 10 Leit sech hannert dem Steierrad genervt fillen. 62% vun de Fransouze fille sech ëmmer méi onsécher op de Stroossen. An 8 vun 10 gi souguer zou, datt se op de Landstroossen zwar ze séier ënnerwee sinn, op där anerer Manéier si se awer dergéint, datt soll eng Vitessreduktioun op 80 km kommen.

Och wa mer direkt elo keng Zuele vu Lëtzebuerg bekannt sinn, esou kann ee sech awer liicht virstellen, datt d'Situatioun äänlech hei zu Lëtzebuerg ass. Mir erliwien och all Dag esou Zeenen. Schold dorun ass natierlech och d'Behuele vun eenzelne Leit op de Stroossen. Jiddefalls ass de Stroosseverkéier, kann ee soen, och e bëssen esou d'Spiegelbild vun eiser Gesellschaft.

A vu datt hei esou gären ëmmer gréisser Literaturen zitèiert ginn, wéll ech mech där Traditioun uschlëssen. De Wilhelm Busch huet zum Beispill gesot: „Was beliebt, ist erlaubt. Denn der Mensch als Kreatur hat von Rücksicht keine Spur.“ An dat mierkt een, wéi gesot, ganz gutt am Verkéier.

Wat een natierlech net däerf vergiessen, ass, datt mer alleguertent allerdängs och e Baustee vun deem Stau sinn. De Stau ass och ouni Zweifel e Produkt vun der Industriegesellschaft. A laut der Statistik vun der internationaler Mobilitéitsberodungsfirma INRIX sëtzen zum Beispill an Däitschland d'Autosfuere an Duerchschnitt 30 Stonnen d'Joer am Stau. Wann een dat emol mat 46,5 Milliounen Autoe kuckt, da mécht dat am Ganze Käschtchen vun 82 Milliounen (veuillez lire: 82 Milliarden) Euro aus. Och do sinn engem net direkt d'Zuelen hei vu Lëtzebuerg bekannt, mä och do wësse mer, datt d'Situatioun wahrscheinlech net vill anescht wäert sinn.

Mir liwien natierlech an enger Gesellschaft, wou de Besoin no Mobilitéit immens grouss ass. Fréier war dat éischer, fir sech op d'Aarbechtsplaz ze deplacéieren. Haut kommen nach aner Facteuren derbäi, sief dat d'Neugier, sief dat den Interessi, sief dat natierlech virun allem och, fir an d'Vakanz ze fuere.

Jiddefalls, wa jiddwéier Einzelne emol géif eng Analyse vu sengem Verhalten am Stroosseverkéier maachen, da géif een natierlech och ganz séier erausfannen, datt vill Deplacementer vläicht net onbedéngt misste mam Auto gemaach ginn. Mä de vermeintleche Confort, deen iwwerweit natierlech. An et ass viru drun och schonn hei gesot ginn: Wat elo d'Autosdicht ubelaangt hei zu Lëtzebuerg, do si mer natierlech am Spëtzeplaton. 2016 waren dat 662 Autoen op 1.000 Awunner. An domadder hate mer an Europa déi éischt Plaz, viru Finnland a Polen. Dat sinn iwwergeng Zuelen, déi vun Eurostat publizéiert goufen.

Den Auto huet jo ouni Zweifel eist Lieue revolutionéiert. An haut kann am Fong geholl och bal kee sech méi e Liewen ouni Auto virstellen. Dat bréngt natierlech och mat sech, datt aner Méiglechkeeten, sech ze bewegen, e bëssen an den Hannergrond kommen. Ech denken do zum Beispill an éischer Linn och un d'Ze-Fouss-Goen. Dat ass eppes, wat vill tabusiert gëtt, besonnesch och vum Aspekt Gesondheet hier gekuckt.

Op där anerer Säit gesäit een awer och, datt vill Jonker, virun allem an de Stied, ëmmer méi derzou iwwerginn, op den Auto vläicht ze verzichten an datt den Auto och net méi dee Statussymbol dee Moment duerstellt. Mir musse jiddefalls an Zukunft versichen, méi flexibel, méi agil am Verkéier och ze fonctionnéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir krute jo als Fraktiounen eng Rei Froe vum Minister hei virgeluecht. Ech maachen elo net esou eng Chronologie wéi déi meescht Riedner heibannen, woubäi ech dat allerdängs net als Kritik hei soen. Aus zwee Grënn: Éischters, well ech der Meenung sinn, datt dach déi eng oder déi aner Fro sech iwwerschneiden, an op där anerer Säit, well dach Froe kéinte roueg mat Jo oder mat Nee beäntwert ginn.

Ech versichen also hei méi eng global Vue ze entwéckelen, eng global Strategie duerstelle, wéi d'Demokratesch Partei sech an Zukunft d'Organisatioun vum Verkéier an deem Land virstellt. Mä wat wichteg ass a wat gutt ass, dat ass, datt mer deen Exercice allerdängs hei maachen. Et erlaabt eis awer alleguertent, sech grondleeënd Gedanken ze maachen, wéi, wéi gesot, de Verkéier vu muer soll ausgesinn.

Evident ass, datt ënnert deser Regierung dach eng ganz Rei Aktivitéiten op deem Niveau geschitt sinn. Ech wéll net méi all déi gréisser Projete hei opzielen, ouni natierlech ze vergiessen, an ech mengen, et soll een ëmmer objektiv sinn, datt selbstverständlech eng gewësse Viraarbecht vun där viregter oder de viregter Regierung gemaach ginn ass. Mä d'Tatsaach ass nun eben, datt besonnesch ënnert deser Regierung ganz vill Investissementer gemaach ginn.

Erlaabt mer just, vläicht op zwee, dräi Projeten hinzewisen: den Ausbau vun der Streck op Beetebuerg, vill nei P&R-Parkplazen, déi gemaach gi sinn, a virun allem natierlech als Krénung, kann ee soen, den Tram. A wa mer natierlech dat Mobilitéitskonzept, besonnesch ronderëm d'Stad, an deenen nächste Jore wäerte fäerdeg hunn, an och do avancéieren d'Aarbechte jo ganz gutt, da wäert dat ouni Zweifel och e grouse qualitative Sprong no vir sinn.

Jiddefalls, eppes ass ganz kloer: Och desen Debat kann een net lassgekoppelt gesi vun dem Aménagement du territoire. Selbstverständlech wäert ech net erëm op deen Debat vu geschlechter zréckkommen, obwuel et natierlech e puer Saache gëtt, déi een och net hei kann onerwänt loosse. Natierlech si mer ganz séier bei der Fro vum Wuesstum, déi jo och geschlechter zum Deel kontradiktoresch hei diskutéiert ginn ass.

Ech wéll just emol en Appell maachen un all déi Leit, an heibanne sëtzen där jo och e puer, déi geschlechter erëm d'Tribün hei genotzt hunn, fir am Fong geholl de Wuesstum a Fro ze stellen. Dann, wann ech gelift, sidd esou éierlech, wann Der géint de Wuesstum wiert, da sot awer och, wat u sech d'Konsequenz sinn! Kommt mat Alternativen! Wéi wéllt Der de Wuesstum bremsen? Wat huet dat fir Konsequenzen?

Jiddefalls, vun all deene Leit huet ee bis haut nach keene esou ee Rezept héieren. Dowéinst, mengen ech, soll een, och wann et ëm de Wuesstum geet, méi eng realistesch Approche hunn. An et brauch ee keng Angscht virum Wuesstum ze hunn. Et muss een eben de Wuesstum anescht gesinn. An natierlech läit en direkte Lien tëschent Wuesstum a Verkéier. Wann een intelligent Moossnamen trëfft, fir de Verkéier ze organisieren, da kann een dat och ouni Zweifel mat engem gutt gesteiert Wuesstum maachen.

De Problem vum Verkéier - an dat ass keng Neiegkeet, ech mengen, duerfir brauch een och keng grouss Etüden an deem Land ze maachen, dat weess een, wann ee sech all Dag am Verkéier beweegt - läit natierlech virun allem an de Spëtze Stonnen. Wou sinn déi Spëtze Stonnen? Dat ass moies tëschent siwen an zéng. Dat ass owes tëschent véier an aacht. Mir wësse jo opgrond vun deenen Donnéeën, déi mer geliwwert kruten, datt een zum Beispill fir 13 km an de Spëtze Stonne 34 Minutte mam Auto brauch. A wann een elo schlecht Wiederkonditiounen derbärechent oder wann en Accident geschitt ass, da wësse mer jo, wat d'Konsequenz sinn.

E groussen Undeel un dem héije Verkéiersopkomme sinn natierlech déi 180.000 Frontalieren. Mä och do wéll ech eng ganz kloer Ausso am Nimm vu menger Partei hei maachen: Ech fannen et ongerecht, wann d'Frontalieren hei ëmmer stigmatisiert duerstallt ginn! Dat ass net richtig! Et muss een och déi aner Säit vun der Medail kucken. Natierlech ass et evident, datt an de Spëtze Stonne vill Frontalieren an eist Land kommen! Mä firwat komme se dann an eist Land? Fir ze hëllefen, des Ekonomie ze stäipen. Déi Ekonomie, aus där mir ganz vill selwer erauszéien.

An da wéll ech och nach op eng Etüd vun der Banque centrale a vum LISER hiweisen, déi festgehalen huet, datt 20% - 20%! - vun dem Revenu, deen d'Frontaliere kriegen, erëm hei zu Lëtzebuerg investéiert ginn: an déi national Ekonomie hei gestach ginn. Dowéinst, wann





ech gelift, sollte mer also vis-à-vis vun dem Aspekt Frontalieren och méi eng rasonabel Ap-proche anhuelen.

An da wëll ech och drop hiweisen, dass zum Beispill elo am Kader vun Interreg jo mat de belschen a franséische Partner en neien Transportmodell bis 2021 soll opgestallt ginn. Eng Saach, déi mir natierlech och begreifen.

Bis 2022-2024 solle jo och d'Zich aus Frank-räich op Lëtzebuerg nach verbessert ginn, ver-gréissert ginn, dass bis 1.000 Leit kënnen do-ranner Plaz fannen. Do schwätzt ee jo da vun den UM3en.

Natierlech müssen op där anerer Säit d'Fran-sousen och hir Hausaufgaben nach méi ver-stärkt maachen, sief dat d'Verlängerung vu Quaie, sief dat d'Verstärkung vun der elektro-nischer Capacitéit oder den Amenagement vu P&Ren zu Diddenewen an zu Lonkech.

Lëtzebuerg investéiert jo an deem ganze Kader och 120 Milliounen vun franséischen Territoire. Dat huet natierlech och zu enger Rei vu Reak-tiounen, Diskussiounen gefouert, mä och do soll een de politesche Courage hunn an op de posi-tiven Aspekt vun esou Investitiounen hiwei-sen. Jiddefalls, dat wäert sech och à la longe mat engem gewëssene Gewinn erëmbezuelen.

Da muss een natierlech och iwwer aner Model-ler nodenken. Ech weess, dass sinn och elo net a priori ganz nei Iddien. Se sinn och schonn zum Deel hei developpiert ginn. Dat heescht eben och, d'Büroe méi op de Grenzen amenagéie-ren. De Pierre Gramegna huet zum Beispill vun enger Zone franche geschwat. Dann hunn och scho Leit hei den Teletravail ugeschwat, obwuel een dat och net soll onbedéngt als Allheilmët-tel dohersetzen, well den Teletravail kann och eng Rei negativ Konsequenze mat sech brén-gen.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass déi lëtze-buergesch Regierung do eng positiv Approche hëlt. An do ass jo och elo e Groupe de travail oder et si souguer e puer Groupe-de-travailen agesat ginn, déi sech solle mat juristeschen, aarbechtsrechtlechen an och Mobilitéitsaspek-ter auserneeetzen.

Ausserhalb vun de Spëttestonne sinn natierlech déi meescht Stroosse mander befuer. Dat ass eis bekannt, obwuel et do ewell eng Rei Route-nationale gëtt, déi och iwwert den Dag duerch ganz stark befuer ginn. Ech denken zum Bei-spill hei un d'Areler Strooss.

Wat natierlech an der Etüd Luxmobil ganz frap-pant ass - et sinn e puer Saachen, déi engem do ze denke ginn -, dat ass och den héijen Un-deel um Verkéier, dee bedéngt ass duerch d'Deplacement an d'Schoulen; wat och schonn eenzel Kolleegen hei mat an d'Diskus-sioun bruecht hunn.

Wann een natierlech och elo emol dervun aus-geet, dass den Deel vun de berufstätigen Eltere souwisou un direkte Wee laanscht eng Schoul fiert, dann ass den Taux nach vill ze vill héich. An et muss och gekuckt ginn, wéi mer enger-säits vläicht kënnen nach méi gezielt d'Bussen a Richtung Schoulen asetzen.

Dann ass d'Fro hei gestallt ginn, ob een iwwert d'Horairé vun de Schoule soll nodenken. An dann ass natierlech awer och vläicht emol ze ënnersichen, ob net de Faktor Bequemlechkeet hei eng ganz grouss Roll spillt, dass ebe vill Studenten eischer op den Auto zrëckgräifen, well se dat eben als méi komfortabel gesinn.

Dat soll natierlech elo net heeschen, dass een deene Leit soll verbidden, mam Auto ze fueren, mä et soll ee virun allem déi belounen, déi den ëffentlechen Transport huelen. An et soll och virun allem esou sinn, wann nei Schoulgebäuer gebaut ginn, dass do awer an Zukunft jiddefalls sollen esou manner wéi méiglech Parkplaze virgesi si fir eben da Schüler; wann, dann héchstens emol fir d'Mobilité douce oder an eischer Linn d'Velosfuere an och d'Motosfuere-rer.

Da gëtt d'Fro an dem Preparatiounspabeier na-tierlech och iwwert d'Infrastrukture gestallt, ob mer där solle méi an Zukunft hunn. Ben, jo, also ech mengen, dass ass awer eng Fro, do brauch ee sech net ze laang Gedanken ze maachen. Do seet een einfach jo! Et ass keen heibann, deen do nee seet.

Mir wëssen, dass mer müssen um Niveau vun ëffentlechen Transport natierlech nach ganz vill Ustrengunge maachen.

Da si mer natierlech direkt och beim Schinnen-netz, virun allem och beim Tram. Elo ass jo dann eng nei Schinneverbanung tëschent der Stad Esch an der Stad Lëtzebuerg an d'Diskus-sioun geworf ginn. Iwwregens ass dat och näischt Neues: Virun 110 Joer ware schonn esou Projeten op den Dësch komm. Elo gëtt da vun engem verbesserten Tram geschwat, dee soll bis 100 km kënnen fueren. Dat ass u sech a priori eng Iddi, déi mir mat ënnerstëtzen.

Op där anerer Säit därff een natierlech net ver-giessen, dass och e private Projet elo zur Dis-kussioun stoung, de Monorail vun Grupp Rol-linger, wou de Minister scho fréizäiteg jo gesot huet, dass dat e Projet wär, dee keng Chance hätt, realiséiert ze ginn.

Här Minister, Dir musst vläicht verstoen, dass d'Demokratesch Partei elo net dee Wëssensvir-sprung huet wéi Dir. Duerfir wier fir eis natier-lech emol interessant, vläicht awer och vun där Säit aus nach zousätzlech Informatiounen ze kréien. Wann ech awer elo richtig verstanen hunn, kréie mer jo awer an der nächster Zäit hei méi geliiwert, wat och richtig ass, soudatt ee sech da kann ee méi geneet Bild maachen...

**► M. François Bausch, Ministère du Dévelop-ement durable et des Infrastructures.**- Ech muss lech just awer soen, wann Der sot „de Projet vun engem private Grupp Rollenger“: Ech hu bis elo nach ni een héieren, dee gesot huet, e wëllt dat bezuelen, wat en do wëllt maachen.

**► M. Gusty Graas (DP).**- Wann ech...

**► M. François Bausch, Ministère du Dévelop-ement durable et des Infrastructures.**- All Mënsch kann eng Propos maachen a soen: Ech baue gär all Méiglech. Et muss een awer och nach soen, ob en et dann och wëllt bezuelen!

**► M. Gusty Graas (DP).**- Jo.

**► M. François Bausch, Ministère du Dévelop-ement durable et des Infrastructures.**- An ech wëll lech awer och emol eng Kéier kloer soen: Et gëtt an deem Projet näischt Konkret.

Bon, et gëtt all méiglech Leit elo, déi fueren an d'Ausland, do gesi se Saachen an da menge se, dass kéint een einfach esou heihinner op Lëtze-buerg importéieren. Mä Dir gesitt dat, an der Etüd am Detail ass dat genau berechent, firwat dass net...

**► M. Gusty Graas (DP).**- Also louch ech jo richtig mat menger Ausso, dass et wichteg ass, dass mer och informéiert ginn iwwert de Stand der Dinge. Also, wéi gesot, wann ech vu Pro-jeete schwätzen: Och eng Proposition ass e Projet.

Bon, just och als Rappel, wéi gesot, wat den Tram am Süden ubelaangt: Den 22. September 1956 ass dee leschten Tram am Süde gefuer, an zwar tëschent Esch a Käl. Wéi gesot, also et ass keng Revolutioun, wa mer erëm géifen den Tram am Süden aféieren, mä awer eng begrei-senswäert Iddi ouni Zweifel.

Wa mer iwwert d'Tramsnetz kucken, da kann ee soen, dass d'Topografie vun eisem Land sech am Fong geholl eegent, fir nach d'Tramsnetz auszubauen, sief dat wéi gesot a Richtung Wes-ten - et ass vu Bartreng geschwat ginn, et ass vu Mamer geschwat ginn -, sief dat natierlech a Richtung Süden, sief dat awer och a Richtung Osten. Ech wëll net hei mengem Kolleeg Gilles Baum virgräifen, dee jo herno och nach hei wäert d'Wuert ergräifen, dee jo schonn eng Kéier hei eng Iddi developpiert hat an, wéi gesot, dass soll hien dann och herno nach eng Kéier maachen.

Wat allerdéngs wichteg ass, mir müssen ënner-sichen, dass awer och eng gewësse Wirtschaft-lechkeet bei esou Projete ginn ass, woubäi een natierlech ëmmer muss sech bewosst sinn, dass awer do d'ëffentlech Hand muss ganz vill inves-téieren.

Datselwech gëllt och fir d'Buslinien. Mir wë-sen, dass dat een ab und zu Kriticke krit iwwert de Bussystem, wéi en de Moment fonctionnéiert. Ech schwätzen elo haupsächlech iwwer Land. An och do muss gekuckt ginn: Wou kënnen nach nei Buslinien agesat ginn? Wou kënnen der suppriméiert ginn? Dann och deen intelli-gente System vun de Luuchten aféieren a ver-stärken, fir eben de Bussen och nach eng bes-ser Prioritéit kënnen ze garantéieren.

Ech hunn de Moment bis elo relativ vill vun ëffentlechen Transport geschwat. Mä an där ganzer Mobilitéitsstrategie soll een natierlech net vergiessen, an d'Demokratesch Partei seet dat och ganz däitlech hei, dass och an Zukunft den Auto eng wichteg Roll ze spielen huet. Mir gehéieren net zu deene Parteien, déi den Auto-fuerer hei verdäiwelen. Ganz au contraire! Den Auto muss a soll eng Zukunft hunn, allerdéngs eng aner Zukunft soll en hunn.

A wa mer déi Ausso maachen, da si mer natier-lech och ganz séier beim Stroossenetz. Mir mengen net, dass keng Stroosse méi solle ge-baut ginn. An ech maache mech hei zum Inter-pret vun deem, wat de Max Hahn gëschter hei gesot huet. Ech kann dat also nënnen nach eng Kéier widderhuelen. Och mir bleiwen der Meenung, dass et eng Rei Contournementen nach gëtt, déi ouni Zweifel eng gewësse Wich-tegkeet hunn. Et ass hei vun eenzelne ge-schwat ginn, an ech kennen och eng Gemeng, déi mer nosteet, déi wier och frou, wa se e Contournement krit. Mä, Här Buerger-meeschter, do hu mer jo aner Diskussiounen nach ze féieren, déi net heihinner gehéieren.

Wéi gesot, et ass allerdéngs wichteg, dass een awer och net eng Anti-Auto-Approche hei hëlt an dass een och de Leit an Zukunft d'Méiglechkeet gëtt, sech mam Auto ze depla-céieren. Allerdéngs ass et esou, an ech mengen, et ass dat, wat eng Annerung kann erbäibréngen, dass ee sech zweemol iwwerleet, ob een en Deplacement mam Auto mécht oder net. Op där anerer Säit ass natierlech och d'Auto-mobillindustrie nach zousätzlech gefuertet, fir nach méi propper, nach méi sécher Autoen hierzustellen. A wa mer un déi lescht Méint zrëckdenken, wat déi sougenannte Skandaler iwwert d'Ofgasnormen ubelaangt, dann ass een natierlech méi wéi erféiert gewiescht. Esou Saachen därff natierlech op kee Fall nach virkommen.

Mir sinn och der Meenung, dass wéi gesot, eng gutt Gestiou an de Spëttestonne muss de Fall sinn. Dat heescht also, wéi gesot, net direkt un d'Infrastruktur von de Stroossen ze goen, obwuel dat och eng Begleetmoosnam muss sinn, mä et geet drëms: Wéi kréien ech déi sechs bis acht Stonnen den Dag besser ge-réiert? Wéi kréien ech do am Fong geholl de Verkéier besser organiséiert?

Ekonomesch ass dat mat Sécherheet och vill méi sënnvoll, well firwat Raum schafen, wann en net rationell genotzt gëtt? Ech denken do virun allem un d'Offer. Et ass schonn hei gesot ginn: d'Verbredung vun der A3 op dräi Spu-ren, jo! Mä, wéi gesot, déi drëtt Spur muss dann awer méi hiergi wéi nëmme eng normal Spur. An do si jo och Iddien hei opkomm, fir se ze reservéieren, éischtens, fir d'Bussen, fir d'Taxien, fir Covoiturage natierlech, och Car-sharing. Ech mengen, dass sinn lwwerleungen, déi mir och kënne mat ënnerstëtzen.

Allerdéngs soll ee sech och do net ze vill Illu-siounen higinn, besonnesch zum Beispill, wat de Covoiturage ubelaangt, eng Iddi, déi gutt ass. An eis si jo déi lescht Deeg do Zuele vun enger Émfo matgedeelt ginn, déi een u sech net iwwerraschen - och do soll een éierlech sinn -, dass zu dësem Zäitpunkt vläicht net d'Majoritéit vun de Lëtzebuereger gewëllt ass, den Auto einfach esou ze deelen. Mir wësse jo, wéi eenzel Leit fonctionnéieren. Dass ass nun eben esou.

Da kënnt och de Facteur Kontroll derbäi, wa mer déi drëtt Spur zum Beispill fir de Covoitu-rage reservéieren. Mä och do muss een deene Kritiker awer e bëssen de Wand aus de Segelen huelen. Mir hunn awer do Méiglechkeeten. Ech denken un eng Autobunnpolizei. Ech denken un de CITA. Ech denken och vläicht un modern Radaren, déi och kënne vläicht dat kontrolléie-ren.

Wat wichteg ass, ass, dass een e wesentleche Message erausgëtt an, nach eng Kéier, dat wäert och nach e puermol erëmkommen, dass dat Bewosstsin sech ännert, dass ee sech wierleech iwwerleet: Wann ech en Deplac-ement maachen, wéi kann ech en am ökolo-geschten, am ökonomeschte maachen?

An ech kommen och op déi ominéis Zuel hei zrëck, déi een natierlech muss interpelléieren, wann all Dag 250.000 eidel Autossetzer an d'Stad spadéiert ginn, dann effektiv, an do hutt Der ganz recht, Här Minister, do kann een lech an där lwwerleung nëmme mat ënner-stëtzen, do muss mer eis Gedanke maachen: Wéi kann ee jiddefalls déi absurd Situatioun do änneren? An do bleift, wéi gesot, dann nach ganz vill ze maachen.

Mä, nach eng Kéier: Hei ass net nëmme d'Po-litik gefuertet, och deene Eenzelne muss sech vläicht méi Gedanke maachen, wéi e säi Fuer-verhale respektiv seng Deplacementen kann aneschtens organiséieren.

Et müssen natierlech och Ureizer geschafe ginn, sief dat um fiskalesche Plang - ech den-ken elo nach eng Kéier zum Beispill un de Co-voiturage -, sief dat den Amenagement vu spe-zifische Parkplazen, déi just fir déi reservéiert sinn. An et ass mer opgefall, dass dat op priva-ter Basis scho geschitt, dass scho Betriber hi-ginn an extra Parkplaze fir Leit reservéieren, déi Carsharing oder Covoiturage maachen.

Jiddefalls, den Avantage vun Covoiturage läit op der Hand. Wann een nëmme e Beispill hëlt: Zum Beispill, een, deen elo 25.000 km d'Joer mat engem Diesel mécht, stéisst plus ou moins 6,5 Tonnen CO<sub>2</sub> aus. Wann en dat also an Zukunft halbéiert, an ech wa ni gutt an der Mathematik, komme mer awer dann op 3,25 Tonnen. Dass ass also e gudden Deel man-ner.

Fir de Carsharing sinn och scho ganz vill a ganz gutt Initiativen hei zu Lëtzebuerg geholl ginn, sief dat de Carloh, de City Mov' oder Enovos oder och vun den CFL, wéi gesot. Mä nach eng Kéier: Den Uklang ass nach relativ bescheiden, wat allerdéngs net wëllt heeschen, dass d'Pol-iitik net nach wie vor soll op esou Iddie setzen.

Wa mer natierlech beim ville Verkéier sinn, dass ass de Mëtten hei nach weider net uge-

schnidde ginn, mä dass ass en aneren Aspekt, deen eis awer ganz vill ze schafe mécht, dass ass och de Kaméidi. Iwwermëssigen Autosverkéier produzéiert natierlech vill Kaméidi. Déi Leit, déi laanscht d'Haaptachse wunnen, wëssen dovun-ner e Liddchen ze päifen.

Manner Autosverkéier ass mander Kaméidi. Och do muss ee vläicht emol d'ruewen noden-ken, besonnesch op den Autobunnen, wat jo vill am Ausland ass, ob net während den Nuets-stonnen, haupsächlech laanscht Agglomera-tiounen, soll eng Vitesse-reduktioun kommen oder och en lwwerhuelverbuert fir Camione vun enger gewëssener Gréisst un.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo awer schonn erschreckend, wa mer een-zel Zuelen hei méi genee analyséieren, virun allem déi, déi virun och schonn hei genant ginn ass, dass 56% vun den Trajete vun do-heem op d'Aarbecht, déi ënner engem Kilo-me-ter sinn, mam Auto zrëckgeluecht ginn. Wann een och do nach kann e gewëssene Prozentsaz vu Leit ofrechnen, déi hiren Auto während den Aarbeitsstonne brauchen, dann ass dat awer nach enorm. An dat seer awer och ganz villes doriwwer aus, dass d'Leit eben net wëllen op den Auto fir kuerz Strecke verzichten. An dass een do natierlech sech dem Virwurf aussetzt, dass een onnéideg zu geféigen Ofgase bäidrëit, dat, mengen ech, müssen esou Leit dann awer och akzeptéieren.

Bon, dann ass awer och d'Fro gestallt ginn, wat fir ee Modal Split mir eis bis d'Joer 2025 virstel-len. Jo, also wéi gesot, ech mengen, an der DP si keng Hellseher, keng Leit, déi elo kënne ge-nee op engem Datum ausrechnen, wéi dee Modal Split soll ausginn. Ech ginn do eng all-gemeng Ausso: Mir wäerten e Maximum maa-chen, fir dass dee Modal Split sech natierlech wäert an Zukunft nach verbessern.

Dozou gehéiert och Sensibiliséierung. Dozou gehéiert och eng verstärkt Publicitéit. Zum Beispill ënner anerem mander den Auto beno-zen, méi ze Fouss goen, méi zum Beispill och erëm sech bewegen op aneren Niveauen. Et ass mer elo méi wéi eng Kéier opgefall, wann ee mam Zuch fiert, dass zum Beispill och jonk Leit um Quai dann awer fir erof an de Sous-sol, dass sinn 20 Trape, de Lift huelen. Do muss ee sech awer munch Froe stellen.

Duerfir, mengen ech, dass dat ëmmer erëm wichteg, dass een drop hiweist, wat awer och vun Avantage entstinn, wann een net onbe-déngt ëmmer sech op esou Deplacementer li-mitéiert.

Erschreckend ass natierlech och eng aner Zuel, déi engem ze denke gëtt, dass ass, wa Strecke vu mander wéi engem Kilometer mam Auto zrëckgeluecht ginn. 36,1% huelen dann do den Auto. Och do erëm eng Kéier mierkt een, dass et un där néideger Kultur, fir zum Beispill de Vélo ze huelen oder ze Fouss ze goen, feelt.

Déiselwecht Diskussioun, an déi hu mer virdu scho kuerz ugeschnidde gehat, dass ass, wa mer d'Schoulgebäuer huelen. Ech wëll vläicht do kuerz méi op dee lokale Plang nach zrëck ze schwätze kommen. Hei ass d'Iddi vun Pedibus schon developpiert ginn, eng gutt Iddi. Mir wëssen awer och, dass dat d'Gemege virun eng gewëssen Zort Erausfuere stellt, well eben am Ufank versicht gëtt, dass mat den Elte-ren ze maachen. Mä och dass ass net ëmmer esou evident. Da muss Leit erëm ageallt ginn. Dass sinn zousätzlech Käschten. Mä et ass awer eppes, wat een an Zukunft onbedéngt nach soll bäibehalen.

De Vélo ass natierlech ee wesentlech Element an enger Verkéierstrategie, deen och haut nach relativ wéineg genotzt gëtt. Och do ass dass allerdéngs relativ einfach ze erklären.

**(Mme Simone Beissel prend la présidence.)**

Et géife vill Leit nach vill léiwer mam Vélo fue-ren, mä mir wëssen, dass do eng gewëssen In-securitéit besteet. Mir wëssen, dass e Manko u Vélospisten - ech schwätzen elo emol inner-uerts - do ass. Ausseruerts hu mer elo e gudde Reseau entwéckelt. Mä, wat méi wichteg ass, ass, dass ee sech ka bannent den Dierfer, bannent de Stied deplacéieren. Dass ass de Mo-ment relativ schwiereg.

Wat kann een do änneren? Dass ass net esou evident. Ech mengen, et gëtt d'Méiglechkeet, d'Trottoire mat anzubannen. Da muss se na-tierlech eng gewësse Breet hunn. Dir hutt jo elo e puer Annerungen am Code de la route virgehall. Énner anerem déi, dass d'Kanner bis 12 Joer a Begleedung vun hiren Eltere kënnen um Trottoir fueren, wat jo keng schlecht Iddi ass. Natierlech muss een och hei kloer Tren-nunge maachen tëschent Vélofuere a Fouss-gänge.





Fir eis, wéi gesot, ass et awer och evident, wann nei Stroosse solle gebaut ginn, an där wäerten och nach gebaut ginn, dass awer a priori virgesi gëtt, fir dass gläichzäiteg awer och Vëlospisten amenagéiert ginn. Et gëtt jo gudd Beispiller. Ech huelen zum Beispill déi nei Strooss tëschent Beetebuerg an Diddeleng. Dat ass do wierklech immens gudd integréiert ginn. An dat muss och an Zukunft de Credo sinn. Et muss an Zukunft ganz kloer gesot ginn, wann nei Stroosse gebaut ginn, dass gläichzäiteg awer eng Ofgrenzung? Hunn ech net besser, den Deplacement anescht ze maache wéi mam Auto? Also, och do ass e Mentalitéitswiessel ouni Zweifel ganz wichteg.

Eng besonnesch interessant Grafik huet een dann op der Säit 11 vum Dokument fonnt, wou et jo ëm den Espace public geet, deen déi eenzel Gefierer benotzen, wa se sech deplacieren. Dir sidd virduer méi am Detail dorop agaangen. Dat brauch een also elo net méi ze maachen. Ganz kloer, de grouse Verléierer ass erëm eng Kéier den Auto. Fazit: Also muss vill méi op den öffentliche Transport gesat ginn.

Eppes ass jiddefalls kloer: Mir mussen an Zukunft méi „intermobill“ sinn. Wat heescht nun eben „intermobill“? Mä dat ass relativ einfach ze erklären. Et muss een an Zukunft bereet sinn, d'Transportmëttel regelméisseg och ze wiesselen. Ech ginn lech an einfach Beispill. Ech muss vu Miersch op Ettelbréck fueren. Ech hunn e Rendez-vous am Kär vun Ettelbréck. Da soll ech mer iwwerleeën: Ma hunn ech net besser, mam Zuch ze fueren? Hunn ech net besser, den Deplacement anescht ze maache wéi mam Auto? Also, och do ass e Mentalitéitswiessel ouni Zweifel ganz wichteg.

De MoDu vun 2012, deen hat deemools den Term scho vun der „Intermobilité“ kreéiert. Dann dierf een op där anerer Säit natierlech déi öffentliche Verkéiersmëttel och net ze vill isoléiert gesinn. Et muss een och bereet sinn, den Zuch an den Tram gegebenenfalls ze notzen.

Wat d'Fro siwen ubelaangt, och do, wéi gesot, kann ech einfach nëmme mat Jo äntwerten. Et ass evident, dass d'Qualitéit am öffentliche Transport, ech géif scho bal soen, déi wichtegst Roll spillt. Well wann et eng Ursach gëtt, fir wat dass vill Leit oder eng Rei vu Leit net gewëllt sinn, den Zuch, den Tram, de Bus ze huelen, dann ass et eben, well och munchmol e gewëssene Confort feelt. Dat ass nun eben esou. Ech mengen, grad hei zu Lëtzebuerg, dass ass keng Kritik, dass ass einfach nëmme eng Tatsach, ass den Usproch ganz héich. Wann ech mech mam öffentliche Transport deplacieren, da wëll ech awer och e gewëssene Confort kënne genëssen. An dat ass evident, dass do musse vill Efforte gemaach ginn.

Allerdéngs soll een och do éierlech sinn, objektiv sinn. Ech mengen, besonnesch um Niveau vun der Eisebunn sinn do an deene leschte Jore vill Efforte gemaach ginn. Mir hu vill nei Gefierer kritt, wat och gudd esou ass. Mä nach gëtt et awer och eng Rei vu Schwachstellen.

Et ass jo och gewosst, dass d'Ëmsetzung vu ville Projete laang brauch, vläicht munchmol ze laang. Duerfir soll een awer gläichzäiteg och nach Begleedmoosnamen huelen. Da sinn ech erëm eng Kéier ganz kuerz bei de Gemengen, déi awer och Méiglechkeeten hunn. Zum Beispill d'Aféierung vun der Zon 30. An aus eegener Erfahrung weess een, dass een do net onbedéngt gelueft gëtt, wann ee mat där Iddi kënnt. Ganz au contraire!

Foussgängerzonen, elektresch Vëlo stellt een de Leit zur Verfügung. Natierlech, wann d'Nofro net do ass, da kann et och net dee Succès hunn. Natierlech bedarf et awer och da munchmol u politeschem Courage. Et geet net nëmme duer, dass een dann déi Iddie pronéiert op der Tribün a grouse Rieden, mä da soll een awer och de Courage hunn, do, wou een d'Méiglechkeet huet, an zwar virun allem um kommunale Plang, ze versichen, dass dann ëmzesetzen.

Mä op där anerer Säit wësse mer jo awer och, dass den Auto nach wie vor eng ganz wichteg Roll spillt. An heiansdo ass et fir vill Leit méi wichteg, eng Parkplaz virun der Dier ze hu wéi e Bam.

Bon, sécher kann d'Mobilitéit net eleng duerch een Akteur verbessert ginn. Da si mer och erëm ganz séier bei der Landesplanung. Wéi gesot, ech wëll deen Dossier net méi hei oprullen. Mä ganz kloer, an dat ass, ech soen, mengen ech, bal e Konsens heibannen: Wa mir net eng geziilt, eng kloer, eng effikass Landesplanung maachen, da brauche mer eis och net ze wonneren, wa mer erëm zousätzleche Verkéier kreéieren.

Här President, ah neen, et ass d'Madamm Presidentin - entschëllegt! -, Dir Dammen an Dir Hären, gëschter ass emol hei d'Kritik vun eenzelne Leit gemaach ginn, e wier schlecht preparéiert gewiescht, deen Debat vu gëschter. Vun deem vun haut kann ech am Numm vun der DP soen, dass e korrekt preparéiert ginn ass. Natierlech hätt ee sech vläicht erwaart, dass een nach méi an de Fong hätt kënne goen. Ob den Zäitpunkt opportun ass, do-robber wëll ech och net méi agoen. Eppes ass sécher: Ech mengen, et ass wichteg, dass een awer dat interessant Dokument hei konnt emol analysieren.

Et dierf ee jo och net vergiessen, dass mer awer och nach zwou Sitzungen haten, dass mer d'Luxmobil 2017 a groussen Zich presentéiert kruten. An dann dierf ee jo och net vergiessen: Zënter 1997 louche jo keng kloer Statistike méi um Dësch. Duerfir war et awer emol héich Zäit ginn.

Et sinn awer eng Rei Punkten, dass huet mech liicht iwwerrascht, déi awer net ugeschnidde goufen. Da wëll ech dat awer am Numm vun der DP hei nach ganz kuerz maachen.

Zum Beispill de Punkt vun den autonomen Autoen. Do ass nach kee Wuert hei driwwer gefall. Mä grad dass wäert awer eng Revolution am Verkéier duerstellen. Duerfir war ech awer e bësse verwonnert, dass dat keng Fro an deem Dokument do war. Well wann déi Ära bis ugebrach ass, wäert dass awer ganz vill Ännerungen um Niveau vum Verkéier mat sech bréngen, well déi Zäit, déi de Chauffeur do u sech aspuert, fir sech mussen op de Verkéier ze konzentrieren, kann ee jo da vläicht méi sennvoll notzen.

Dann ass och nach kee Wuert hei verluer ginn, oder net vill jiddefalls hunn ech héieren iwwert de gratis Transport. De gratis Transport ass natierlech eppes, et gëtt jo zumindest eng Partei heibannen, déi emol viru Joren op hire Fändel geschriwwen hat, si géif dat ëmsetzen. Bon!

► **Une voix.** - Zwou!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Oder zwou. Eng hat d'Méiglechkeet, et ëmzesetzen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Huet se nach ëmmer!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Huet se nach ëmmer, Dir hutt och recht, jo.

Mä mam gratis Transport muss ee sech natierlech awer och auseruesetzen. Deen hu mer jo zu engem groussen Deel. Ech mengen, et gëtt ganz vill Alterskategorien, ganz vill Leit aus eiser Gesellschaft, déi elo schonn op de gratis Transport kënne zréckgräifen. Mir hunn och de Moment eng Petitioun op deem Niveau lafen.

Ech mengen, als Demokratesch Partei ass een zu dësem Moment net an der Lag, fir eng definitiv verbindlech Meenung hei ze äusseren. Eis feelen dozou nach eng Rei Informatiounen. Ech denken zum Beispill un d'Zuel vun den mPasen, déi am Émlaf sinn. Ech denken zum Beispill drun, wéi wäit dass d'Schüler den öffentlichen Transport gratis och notzen. Eréischt da kann ee sech jo méi mat deem Thema auseruesetzen.

Jiddefalls, eppes ass awer, mengen ech, kloer: dass mir keng exorbitant Tariffer hei zu Lëtzebuerg am öffentliche Transport hunn. An dann dierf een awer och net vergiessen: Ech mengen, dass awer och den Usager sech soll bewusst sinn, dass hei d'öffentlech Hand enorm Investissementer mécht an dass ee sech dat dee Moment och muss realisieren, wann een déi notzt.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, jiddefalls, an der Transportpolitik dierfen an Zukunft net verschidde Feeler erëm widderholl ginn. Et muss ee vläicht nach méi politesche Courage beweisen, a wann een eng Iddi huet, se dann och ëmsetzen an net ze laang zögeren. Dass bréngt ee mat Sécherheet net no vir.

Ech wëll als Resumé vläicht nach eng Kéier kuerz eis Haaptpunkte fir eng gezielte Mobilitéitsstrategie fir d'Zukunft um Horizont 2035 huelen:

Éischtens, den Akzent muss ganz kloer op d'Verbesserung vum öffentlichen Transport geleecht ginn, woubäi mer un eischer Linn natierlech och un nei Schinneverbindungen denken.

Allerdéngs muss de Service stëmmen. Dass ass näamlech, an ech wëll dass nach eng Kéier hei ënnersträchen, et ass net nëmme d'Verkéiersmëttel eleng, wat ausschlaggebend ass, mä et ass virun allem awer och d'Qualitéit.

Zweetens: D'Mobilitéit douce, virun allem de Vëlo, muss méi Fräiraum kréien.

Drittens: Da mussen awer och verstärkt Sensibilisierungscampagnë gemaach ginn. An do

ass d'Politik mat Sécherheet och gefuerdert, fir och den Einzelnen drop hinzeweisen, wéi wichteg et ass, dass e seng Deplacementer aneschters mécht wéi vläicht ëmmer nëmme mat deem bequemen Transportmëttel, wat a ville Leit hiren Aen den Auto duerstellt.

Véiertens wëll ech awer och ganz dätlech hei soen: Autofuere muss och an Zukunft awer interessant bleiwen. Duerfir muss eist Stroossenetz zu engem gudden Deel ugepasst ginn. Et muss och zum Deel méi fluide gestalt ginn.

An dann, wat och ganz wesentlech fir eis ass, als fénnefte Punkt: Mir muss virun allem méi op déi digital Technologie och nach setzen, well d'Bewegungsfreiheet wäert an Zukunft nach vill méi vun der digitaler Technologie ofhängeg sinn, wéi dat haut de Fall ass.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Graas fir seng Intervention. Als nächste Riedner hunn ech den Här Gast Gibéryen.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Ech maache mech ewech.

(Hilarité)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kollegen, iwwert de Sënn an Zweck vun esou Debat-de-consultationen um Enn vun enger Legislaturperiod hunn ech gëschter geschwat, sou-dass ech dat haut net nach eng Kéier hei muss widerhuelen.

Och iwwert d'Ursache vun deene Problemer, déi mer hunn, dass dat dem stramme Wuesstum seng Schold ass, och dass brauch ech haut net méi hei ze widerhuelen.

Ech wëll just mengem Virriedner, dem Kollege Gusty Graas, Madamm Presidentin, soen, en huet am Fong hei gesot, dass verschidde Parteien heibanne wieren, déi sech géint dee stramme Wuesstum do, wéi en am Abléck stattfënn, géifen opposieren, ouni dass se géife soen, wéi se dat géife maachen.

Ech mengen, mir hunn als Partei déi Diskussioun virun dräi Joer hei am Land lancéiert. A lues a lues, eis éischt Zil, dass erreche mer, Etapp fir Etapp, dass war jo, dass mer emol iwwerhaapt driwwer diskutieren!

An ech war duerfir och gëschter frou, dass de Spriecher vun der DP, de Kollege Max Hahn, heibanne vun dem qualitative Wuesstum geschwat huet, och ouni am Fong scho Léisungen dozou hei ze presentieren. Mä et ass e gudd Schrëtt, dee mer bei der DP feststellen. An déi aner, déi kommen doudsécher no.

Mä, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, déi Debatt, déi mer haut féieren, wat d'Mobilitéit ubelaangt, déi misste mer och féieren, wa mer iwwerhaapt net méi géife wuessen, well esou wéi d'Situatioun sech am Abléck am Land presentéiert, sti mer viru risegroussen Erausforderungen, ouni, wéi gesot, dass mer emol nach zousätzlech wuessen.

D'Méiglechkeet, fir dese Mobilitéitsproblem ze léisen, déi gëtt et net an enger Léisung, mä et muss eng Kombinatioun si vun alle méiglechen Themen, déi et gëtt. Dobäi dierf et keen Tabuthema ginn. Och all Iddi, déi op den Dësch kënnt, vu Parteien, vu Privatleut oder op där anerer Säit och vun Initiativen, soll diskutiert ginn. Et solle keng ideologesch Prioritéite gesat ginn. Et soll keng Zwangserzierung vun de Bierger gemaach ginn. An et soll net, wéi dat de Mëtten hei zum Beispill bei eiser grénger Kolleegin praktesch wéi e gréng Fuedem duerch hir Ried gaangen ass, eng Ried géint den Auto sinn, mä och all Mënsch muss sech nach muer kënne fräi decidieren, ob e mam öffentlichen Transport fiert oder ob en op där anerer Säit mat sengem Auto nach wëllt fueren.

Mä de Bierger muss duerch positiv Moosnamen dozou encouragéiert ginn, fir op den öffentlichen Transport ëmzeklammern. Duerfir ass och eng vun den Iddien vun eis nach ëmmer gewiescht, mäi Virriedner huet dat och gesot, ech mengen, d'Kollege vun de Sozialisten haten dat och sengerzäit an hirem Wahlprogramm: de gratis öffentliche Transport.

Ech mengen, wa mer kucken, wéi vill Leit haut scho gratis hei am Land fueren, niewent Studenten, wa mer kucken, wéi vill Leit eng Invalidakaart hunn - ech war erschreckt, wéi ech déi Ziffer héieren hunn, dass mer esou vill Leit am Land hunn, déi quasi invalid sinn -, dann hunn ech mer d'Fro gestallt: Ma, wie bezilt dann elo iwwerhaapt nach hei öffentliche Transport?

Et sinn am Fong nach just déi Leit, déi schaffe fueren, déi den öffentlichen Transport bezuelen. An duerfir wier et scho wichteg, dass

mer géifen higoen an eng Kéier doriwwer nodenken, fir dass als Kompensatioun ze maachen, fir eben den öffentlichen Transport méi interessant ze maachen.

Déi eenzel Domäner, déi mer hunn: Bei der Eisebunn, mengen ech, et ass richtig, dass mer immens vill an deene leschte Joren an och schonn an där Period virdrun, do ass et ugaangen, ech géif souguer mengen, et wier beim Henri Grethen ugaangen, wéi deen Transportminister war, wéi en Emdenke komm ass an der Investitiounspolitik an den öffentlichen Transport, an d'Eisebunn, vun do u gëtt ëmmer méi an den öffentlichen Transport, an d'Eisebunn, an d'Schinn investéiert. A mir wäerten och net derlauschtkommen, an den nächste Joren nach weider doranner ze investieren.

De Minister huet de Mëtten hei gesot, dass praktesch all déi Projete hei an der Chamber eestëmme gestëmmt si ginn. An ech sinn iwwerzeugt, dass mer an Zukunft wäerten Eestëmmegeet hei behalen, well bei all deene Projete, déi elo op der Schinn sinn, dass sinn der vill, wësse mer, dass dat se nach net alleguer sinn, mä dass mer duerno och weider Projete mussen oudenken.

A well eben esou Projete vun der Eisebunn Projete sinn, déi net an zwee oder dräi Joer realiséiert ginn, mä vum Undenke bis zur Färdgestellung dacks 10, 15 Joer verginn, mengen ech, muss een och driwwer nodenken, wat an Zukunft muss kommen, wat nach muss weider an Infrastrukturen an a Material investéiert ginn. Ob dass elo en deelweis weideren Ausbau vun der Duebelgleisegkeet Richtung Norden ass, do, wou et méiglech ass, oder nei Schinnestrecken, déi méiglech sinn, alles dat muss et ginn.

De Kollege Marco Schank huet gesot, dass an der Kommissioun ugeduecht gi wier - dass war d'lescht Woch, do hu mer hei de Projet vun deenen zousätzleche Quaien an der Stater Gare gestëmmt, a mir wëssen, dass mer dann un de Maximum dovunner erukomm sinn, wat mer an der Stater Gare opgrond vun där Plaz, déi do ass, kënne als Quai maachen -, dass an der Kommissioun schon driwwer nogeduecht ginn ass, wat duerno soll kommen, dass eventuell iwwer e Bypass geschwat ginn ass ronderëm d'Stad, fir eben zousätzlech Verkéiersmëttelen ze maachen.

Ech wëll drun erënneren, mir hu scho ganz laang e Bypass als ADR proposéiert, awer ënert dem Buedem erduerch, de City-Tunnel, deen och de Problem da wierklech vun dem Berufsverkéier léist, dee mer am Fong hunn, wat am Fong de Problem ass. De Problem ass net de Verkéier an der Stad, mä de Problem ass de Berufsverkéier, déi 100.000, déi moies an d'Stad eran- an owes erauskommen, dass ass eise Problem. An dee léise mer, wéi gesot, eiser Meenung no net mat dem Tram. Duerfir si mer och der Meenung, dass de City-Tunnel iergendwann eng Kéier eng Realitéit gëtt.

Ee weidere Punkt ass déi direkt Verbindung Lëtzebuerg-Esch. Ech mengen, doriwwer gëtt scho laang diskutiert, dass mer Esch missten direkt mat der Stad konnektieren. Et gëtt verschidde Méiglechkeeten. De Minister huet elo kierzlech de rapiden Tram an d'Diskussioun bruecht, deen ee kéint op Esch bréngen.

Mäi Virriedner Gusty Graas huet elo grad de Grupp Rollinger ugeschriidd, deen de Monorail an d'Diskussioun bruecht huet. A mir fanne et am Fong traureg, dass an der Politik, genaous gutt wéi dass beim City-Tunnel deemools de Fall war, d'Regierung net de Courage hat, fir ze soen: „Ma mir maachen emol eng seriö Etüd doriwwer, wat dass alles géif kaschten, wéi et kéint fonctionnieren“, dass een net och dass géif beim Monorail maachen. Et ass einfach gesot ginn, fir...

(Interruption)

Jo, Madamm Presidentin, et ass dëser Deeg vum Grupp Rollinger en öffentliche Bréif erausgaangen. Do steet dran, an deem Bréif, dass de Minister während dräi Joer déi Leit emol net empfangen hätt! Emol net empfangen!

(Interruption)

Mä, Här President, ech sinn amgaangen, Madamm Presidentin,...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Här Gibéryen, wann Dir alles gleeft, wat den Här Rollinger lech schreift...!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Wann ech gelift, Här Minister, loosst den Här Gibéryen schwätzen! Herno kënnt Der zu allem Stellung huelen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Madamm Presidentin, den Här Minister huet elo gesot, wann ech dass géif gleewen, wat den Här Rollinger géif schreien! Also, ech muss lech éierlech soen, Här Minister: Ech gleewen dem Här Rollinger wuel esou vill wéi lech.



**(Brouhaha)**

Ech gleewen lech allen zwee.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Dat ass Äert gutt Recht.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- An ech gleewen och dem Här Rollinger.

**(Interruption)**

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Fuert elo virun, Här Gibéryen!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- A wann deen en éffentleche Bréif mécht, an deem e seet: „Ech hunn elo dräi Joer versicht, fir mam Minister zesummenzekommen, en huet mech nach net empfangen“, da kënnt Dir dat jo hei dementéieren.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Den Här Rollinger perséinlech...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Madamm Présidente, ech hunn nëmme 15 Minuten...

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Jo, et ass gutt. Et ass gutt.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- ...an da wëllt de Minister mer nach...

**(Interruption par Mme Nancy Arendt)**

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Sou, also, wann ech gelift! Den Här Gibéryen huet elo eleng d'Wuert. An herno kënnt Der alles soen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Den Här Minister ka jo herno dat hei dementéieren.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Dir hutt jo kee Fait personnel. Här Gibéryen, fuert virun!

► **Mme Nancy Arendt** (CSV).- Da misst et jo en Datum ginn.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Mir fannen dat op jidde Fall eng gutt Proposition à première vue. Do brauche mer keng Terrainen, mer brauche keng Expropriation, mer brauche keen zousätzleche Gréngt zouzebëtonéieren. An datt dat soll méi deier sinn, wa mer iwwert d'Autobunn mat engem Monorail fueren, wéi wa mer eng nei Streck ronderëm musse bauen, déi iwwer an ënnert de Stroosse muss erduerchgoen, dat woen ech ze bezweifelen.

**(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)**

Mir gesi jo haut, wat den Tram kascht. Wa mer alles derbärechnen, wat haut muss gemaach ginn, fir datt den Tram herno ka fueren, da komme mer bei zwou Milliarden, da wësse mer haut schon, wat den Tram kascht!

**(Interruption)**

Jo, jo, Dir rechent näischt derbäi. Dir maacht Brécke méi breet an alles, alles dat zielt net. Dir rappt Beem eraus, Kanalen eraus an alles, alles zielt net zum Tram!

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Rechent emol alles zesummen, wat fir den Tram gemaach gëtt, da gesitt Der, datt dat scho bei dee Montant do bäikënn!

Mä op jidde Fall si mer der Meenung, datt een och soll... Dir maacht als Minister... Här Präsident!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo, ech sinn do.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Duerch d'ganz Land maacht Der Versammlungen, fir datt d'Leit kënnen matschwätzen. An hei ass een, dee mécht eng Proposition, an dann empfängt Der en emol net. An Dir sot einfach: „Déi Iddi ass näischt.“ Well se lech ideologisch net an de Krom passt, gëtt se einfach vum Dësch geschmettert. Dat ass Äert Demokratieverständnis. Dat anert ass ëmmer nëmme Show, déi Der maacht, wann Der sot, d'Leit kéinte matschwätzen. Hei hat Der d'Geleeeënheet an Dir hutt et bis elo net gemaach.

De Bus: Selbstverständlech si mer der Meenung, datt mer och musse versichen, iwwerall Busspuren bäizekreie fir de Bus. Datt mer op där anerer Säit musse dem Bus eng Prioritéit ginn, alles dat ënnerstëtze mer.

Mir sinn och der Meenung, datt d'Nordstrooss soll op véier Spuren ausgebaut ginn. Eise Frënd Kaes Aly huet jorelaang schon heibannen dovunner geschwat. Hien hat souguer eng Käier eng Petition gemaach. A well mer seng Iddi gutt fonnt hunn, Här Präsident, si mer dunn deemools higaangen a mir hu souguer eng Motioun hei an der Chamber eragereecht, wou mer déi Petition vum Här Kaes ënnerstëtzt hunn. Dat war déizäit, wéi den Här Wiseler Bauteminister war.

► **Une voix**.- Ouh!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- An dunn hate mir gemengt, déi Motioun misst jo vum der CSV ënnerstëtzt ginn, well se dat erëmgeholl huet, wat den Här Kaes virginn hat. D'Chamber huet deemools, dat sinn awer elo scho Joren hier, einfach decidéiert, se an eng Kommission ze verschécken. Dat ass, wéi mer ëmmer gesot hunn, e Begrieffnis mat dräi Hären. Dat heescht, déi Motioun ass deemools an eng Kommission geschéckt ginn a se ass ni méi doraus erauskomm. Mä mir sinn awer der Meenung, datt d'Nordstrooss net nëmme an enger Zäit, wou een an der Opposition ass, vum der CSV ka verlaangt ginn, mä datt se, wa se an der Majoritéit ass, se dann awer och soll bauen.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Contournement muss mer selbstverständlech nach eng ganz Rei hei am Land bauen. Ech ginn elo net hin, datt ech hei un där Stee participéieren, well wat d'Diskussion méi laang gëtt, wat jiddwereen nach e Contournement weider fënnt, fir op d'Lëscht ze setzen, dee muss gebaut ginn. A praktesch all Buergermeeschter hätt jo haut gären e Contournement ronderëm säin Duerf. Mä et gëtt natierlech Contournementen, déi enorm wichtig sinn.

An ech mengen, vum Nidderkäerjeng ass elo e Projet de loi um Instanzewege, wou soll e Contournement gebaut ginn. Doriwwer solle mer frou sinn. A mir sollen hoffen, datt mer deen och nach an deser Legislaturperiode kënnen hei an der Chamber stëmmen. An de Kollege Max Hahn huet gëschter, mat Recht, drop higewisen, datt et net duergeet, datt mer e Contournement vu Käerch bauen, mä datt deen och misst ronderëm Dippech gebaut ginn. Well wa mer Käerch bauen an da kënnt dee ganze Verkéier duerch...

► **Une voix**.- Käerjeng.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- ...Käerjeng, well wa mer Käerjeng bauen, wësse mer, duerch e Contournement gëtt nach méi Verkéier dohinner gelackelt. An da kréie mer hannert dem Contournement fir op Dippech méi Verkéier, wéi mer es haut hunn. An duerfir ass et enorm wichtig, datt dann och zu Dippech de Contournement gebaut gëtt.

An ech ënnerstëtzen, mir ënnerstëtzen déi Iddi vum Här Hahn zu 100%, datt een net domadder ka waarden. Mä dee Projet soll, esou wéi den Här Hahn dat gëschter verlaangt huet, direkt gebaut ginn. An zwar zesumme mat deem Contournement vum Nidderkäerjeng. Dat huet den Här Hahn gëschter hei mat Recht gefrot. A well mer déi Iddi wëllen ënnerstëtzen, Här Präsident, hunn ech eng Motioun gemaach, wou mer déi Iddi festgehalten hunn, datt d'Chamber haut och direkt déi Iddi vum Här Hahn mat enger grousser Majoritéit hei ënnerstëtze soll, fir datt dann och dee Wonsch vum him a vun eis esou séier wéi méiglech kann an Erfüllung goen.

**Motion 1**

*D'Députéiertechamber*

stellt fest:

- datt de *Gesetzesprojekt N°7284 e Contournement fir Nidderkäerjeng virgesäit*,

- datt *duerch dese Contournement de Verkéier och weiderhin duerch d'Uertschaft Dippech lafe wäert*,

*fuert d'Regierung duerfir op:*

- *direkt och e Gesetzesprojekt ze deponéieren, deen e Contournement fir Dippech virgesäit, fir datt déi zwee Contournementen vum Nidderkäerjeng an Dippech gläichzäiteg kënnen realiséiert ginn.*

(s.) *Gast Gibéryen.*

Carsharing muss selbstverständlech och ënnerstëtzt ginn. Carsharing, wou mer dann awer wierklech musse wëssen, datt dat net esou einfach ass. Virun 30, 40 Joer, wéi mir Jongen nach op d'ARBED schaffe gaange sinn, wéi mer emol fir d'Éischt eis konnten en Auto leeschten, do hu mer dat gemaach. Do si mer moies zwee, dräi Kollege siche gaangen a mir sinn op d'Schmelz gefuer. An et ass all Woch een anere gefuer. Du war zwar kee Stau moies um fënnel Auer, wa mer schaffe gefuer sinn, mä mir hunn et awer gemaach, einfach aus finanzielle Grënn déizäit. Mä haut ass dat aneschtens.

Mä et muss een awer och beim Carsharing wëssen: Haut wunnen déi Leit net méi an engem Duerf zesummen a se schaffen och net méi op enger Plaz zesummen. Haut wunnt deen een do, deen anere schafft do, se schaffen aner Zäiten. An alles dat bréngt mat sech, datt dat haut net méi esou llicht ze maachen ass. Netdestotz soll een et ënnerstëtzen. Et soll een Avantage ginn, fir datt et gemaach gëtt. Mä et muss ee wëssen, datt et net einfach ass, fir dat haut duerchezéien.

Vélo: Selbstverständlech solle systematesch op allen neie Stroossen, déi duerch d'Land gebaut ginn, egal wou eng nei Strooss gebaut gëtt, d'office an ouni Diskussioun Vélospiste mat ugeluecht ginn. Et soll och versicht ginn, wat jo amgaangen ass, a mir hu jo och e Plang derfir hei am Land, d'Vélospisten alleguer mateneen ze vernetzen. Alles dat fënnt eis Zoustëmmung.

Park & Ridé solle gebaut ginn. Mir fannen dat richtig. Awer d'Park & Riden, a virun enger Rei vu Jore ware mer eis eens heibannen, soll een net bei der Stad oder an der Stad maachen, mä un den Extremitéite vum Land a wa méiglech souguer an der Grenzregioun, quitte datt dat mat eiser finanzieller Ennerstëtzung geschitt. Duerfir hu mer et schlëmm fonnt, datt mer elo op der Cloche d'Or an um Fridhaff grouss Park & Ridé maachen. Déi Autoen, déi musse eng Käier op déi Park & Ridé kommen, déi stinn emol fir d'Éischt moies eng oder zwou Stonnen am Stau, fir iwwerhaapt op dee Park & Ride dohinnerzekommen, wat fir eis eng komplett Feelplanung ass.

Den Ausbau vum den Autobunnen. Mir haten an eisem Wahlprogramm stoen, datt d'Diddeleger Autobunn dräispureg soll ausgebaut ginn. Dat hu mer gestëmmt. Mir sinn awer genaousou gutt der Meenung, datt et net duergeet. An duerfir si mer dermat averstanen, datt mer och souguer vläicht finanziell participéieren, datt Richtung Frankräich och eng Dräispuregkeet ausgebaut gëtt, well soss hu mer just vum Diddeleng bis an d'Stad e Parkraum geschaaft. Well déi Leit komme moies net méi séier an d'Stad eran, mä esou ass da méi Parkraum vum Diddeleng bis an d'Stad, an owes fir heem ass et genau d'selwecht, just an déi aner Richtung, wou et e Parkraum ass.

Duerfir musse mer ons mat de Fransosen eens ginn, fir an hir Richtung och op dräi Spuren auszubauen. A mir plädéieren awer och derfir, an Zukunft déi Dräispuregkeet bis op Stengefort weider auszubauen, well do och e grouse Problem ass. An datt mer da virun allem vläicht dem Bus oder dem Transitverkéier - de Camionen, déi vu Stengefort Richtung Frankräich kommen - eng Spur kënnen ginn an datt déi dann net méi dierfen iwwerhuelen. Dann hätt een awer weinstens nach zwou Spuren, wou d'Autoe kéinte fueren, amplatz datt dat momentan alles gemëscht gëtt.

Här Präsident, ech wollt am Fong nach e Wuert iwwert d'Motorrieder verléieren hei, well déi jo awer och eng wichtig Roll spillen a well d'Motorrieder jo awer net esou vill Plaz brauchen an, et ka sinn, sech och vläicht méi séier virubeweegen. Mä ech muss lech éierlech soen, datt et mer schwéierfällt, fir haut hei iwwert d'Motorrieder ze schwätzen.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Wa mer iwwert de Weekend dräi Doudeger haten an eleng haut...

► **Une voix**.- Fënnel.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- ...fënnel, fënnel haut schon erëm, fënnel Accidenter mat Motorrieder hunn, ech mengen, da misste mer fir d'Éischt eng Diskussioun aneschtens féieren, wat d'Sécherheet vum de Motocyclisten ubelaangt, ier mer méi déif an déi Diskussioun era ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. A leschte Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Merci, Här Präsident. Ech wollt nach vun deser Debatt profitéieren, fir fir d'Éischt emol als déi Lénk eis Solidaritéit auszedrücke mat de franséischen Eisebunnen, déi fir de Service public an déi franséisch Eisebunn, déi eng vun deene beschten an Europa ass, vläicht och weltwäit, kämpfen an déi sech derfir asetzen a kämpfe géint hir Zerstückung, déi d'Regierung vum President Macron virgesinn huet. A si kämpfen net nëmme fir hire Service public, mä och fir eise Service public, well d'Konsequenze vun der Zerschlagung dohanne kéinte mer och hei ze spiere kréien.

Här Präsident, am leschte Jorhonnert, an dat hu mer nach all gutt an Erënnerung, huet d'Science fiction eis en 21. Jorhonnert virgemoolt, wou d'Leit an den Auto geklommen a fortgeflu sinn oder sech vun enger Plaz op déi aner teleportéiert hunn. D'21. Jorhonnert ass elo gutt entaméiert an d'Realitéit gesäit e bësse méi nüchtern aus: Nach fléien d'Autoen net a kee Mënsch gëtt beeamt.

Mir fueren nach ëmmer Auto an de Vélo schéngt op d'mannst an de Stied erëm a Moud ze kommen. De Vélo, dee gouf ongeféier virun 20, 30 Joer erëm entdeckt als Transportmittel a gëtt erëm massiv benotzt, wat och eng gutt Saach ass. Mä an den 80er an 90er Joren, do

kann ech mech nach erënneren, datt en haaptsächlech vun eis Kanner benotzt gouf oder vu méi sportleche Leit. Mä als geleeft, praktesch Transportmittel gouf en éischerter vun eise Grousselteren, Urgrousselteren oder souguer nach deenen hiren Eltere benotzt. Dat hat natierlech domadder ze dinn, datt se sech keen Auto konnte leeschten oder datt déi Maschinn nach bal net ze kréie war. Mä et konnt een och drop verzichten, well et huet een net misse phenomenal Strecke maachen, fir vun der Wunneng op d'Aarbecht ze kommen.

Haut ginn awer d'Distanze fir vill Leit ëmmer méi grouss. Fir vill Leit, awer net fir jiddwereen, well den Transport an d'Mobilitéit sinn och eng Klassefro. Dem Räichen, deem et éischerter gutt geet, deem fällt et wahrscheinlech net schwéier, fir an der Géigend ze wunnen, wou e schafft, meeschtens an enger Haaptstad oder an enger Grousstad, well e sech déi Wunnenge leeschte kann a well en net onbedéngt an enger Industriezon pendele muss. Wann e grouss Distanze maache muss, da vläicht mam Flieger. A wann en ëmweltbewusst ass oder sech wëllt e bësse fit halen, da kann en och e puer Kilometer oder souguer manner mam Vélo fueren. Well Vélofuere fir op d'Schaff, dat ass, dat dierf een net vergiessen, zurzäit nach e Privileg vun urbane Leit, déi an hirer Metropol schaffen a liewen.

Fréier gouf eng Zäit och ëmmer gesot, an haut gëtt dat och nach ëmmer gesot: „Du bass de Stau.“ An ech muss zouginn, datt ech ëmmer Schwieeregkeeten hat mat deem Slogan, well vill Salarié kommen net oder schwéier laanscht den Auto. Wann een zu Nouspelt leeft an zu Käerjeng schafft, da fiert een net mam Vélo. An den éffentlechen Transport ass och net onbedéngt eng einfach a praktesch Léisung, zurzäit op jidde Fall net. „Du bass de Stau“, dat war fir mech ëmmer e Slogan, dee sech Privilegierter heiansdo géintwuer manner Privilegierter leeschte konnten. An dobäi stëmmt et och net onbedéngt, well den Individuum ass net onbedéngt de Stau, mä d'Gesellschaft ass de Stau a produziéiert de Stau. An haaptsächlech d'Gesellschaft, déi sech engem gewëssenen ekonomesche Modell verschriewen huet an dee mer elo liewen.

De Bernays huet dat gutt a sengem Buch „Propaganda“ erkläert. De Bernays, dat war dem Freud säin Neveu a Papp vun der moderner Propaganda, also vun him ass „public relations“ geschriwwen ginn. All Publicitaire kennt en, leider huet och de Joseph Goebbels dee ganz gutt studéiert.

De Bernays erkläert, wéi en an den 20er Joren an den USA vun der Pétroliindustrie ugestallt gouf, fir éffentlech Institutiounen, awer och Mënschen dervun ze iwwerzeegen, datt ee méi an den Individualtransport misst investéieren amplatz an d'Schinnen, déi deemools jo an den USA nach ganz gängeg waren. An en huet den Auto mat der individueller Fräiheet gläichgesat. D'Leit sinn also net onbedéngt schold dorunner, datt se Auto fueren, mä d'Industrie an d'Politik. Ech wëll domadder net soen, datt net jiddwer Einzelne soll Efforte maachen. Ech mengen, dat ass ganz kloer. An et gëtt jo och Méiglechkeeten, fir dorobber ze verzichten.

Anerersäits, wa mir elo haut eng Debatt féieren iwwert d'Mobilitéit, huet dat jo domadder ze dinn, datt mer e Mobilitéitsproblem hunn. Mä ech wëllt emol d'Fro opwerfen, ob dee Problem vum Zouwuess vun Leit an der Ennerentwécklung vum éffentlechen Transport wierklech ka reduzéiert ginn oder ob et net och mat eisem ekonomeschen a politeschen Modell ze dinn huet.

Et gëtt grosso modo zwou Zorte vu Mobilitéit: déi, déi en als Choix trefft - ech schwätzen haaptsächlech vun der Aarbechtmobilitéit, also als Manager, deen déi grouss Mobilitéit huet, fir vläicht all fënnel Joer vun enger Metropol an déi aner Metropol ze plënnere -, an déi, wou een iwwerhaapt frou ass, eng Aarbecht ze fannen, déi vläicht nach schlecht bezuelt ass an déi och nach wäit ewech ass vun doheem. Ech gleewe kaum, datt iergende sech doriwwer fret, datt en all Dag weinstens eng Stonn brauch fir dohinner oder erëm eng Stonn brauch fir zréck, sief et mam Auto oder mam éffentlechen Transport.

An dofir wollt ech e bëssen aushuelen. Well mir schwätzen oft iwwert d'Mobilitéit, mä mir schwätze weineg iwwert d'Ursaache vun den ëmmer méi laange Strecke fir op d'Aarbecht, an zemools déi ekonomesch Ursaachen dovunner.

Wéi Dir all wësst, huet d'Kapital d'Tendenz, seng Käschtmarginen ze reduzéieren. Dofir komme Maschinnen, déi Mënschen ersetzen. An och Mënsche gi géinteneen ausgespillt, fir





d'Salaren erfrozedrücken. A wat ëmmer praktesch ass, dat ass eng Reservearmei vu Chômeuren oder prekären Aarbechter. Déi suergen natierlech derfir, dass den Drock um Aarbechtsmarché grouss genuch ass, fir ëmmer méi déif Léin ze bezuelen. Mä d'Reservearmei, déi gétt ëmmer méi grouss, well de Radar och vum Aarbechtsreservoir ëmmer méi grouss gétt.

E Betrib an der Stad ka souwuel iwwert den Aarbechter aus dem Kiischpelt oder vu Baaschtechn oder Tréier, Dillingen oder Metz oder Hayange verfügen. D'Patronat kann also iwwer ëmmer méi Aarbechtskräfte verfügen, déi ëmmer méi wäit ewech wunnen. An déi, déi am meeschten dorënner leiden, sinn d'Niddreglounverdénger, ob se zu Lëtzebuerg liewen oder iwwert d'Grenz eraus.

Déi Tendenz gesäit een iwwerall a si ass souguer op anere Plaze wierklech nach méi fortgeschritt. Zum Beispill, wat ech dann ebe selwer kennen, Paräis mat senger Banlieue, wou Aarmer, well et muss ee se jo esou nennen, eng oder zwou Stonne wäit ewech vum der deierer Hauptstadt wunnen, meeschtens an tristen a groen Trabantenstied liewen a sech moies fréi um fënnf, sechs Auer an der RER pressen, d'Aen nach hallef zou vu Middegeket, fir da fir de Mindestloun am Restaurant déi méi räich Paräiser zerwéieren ze däerfen. Also d'Geografie an d'Organisation vum Espace war ëmmer eng Klassefro. Déi Räich an de Metropolen, déi Aarm an de Schlofgegengen. A si heeschen net fir näischt Schlofgegengen, well vill leeft do net a vill kritt een och net méi hin no aacht bis zéng Stonnen Aarbecht an zwou bis dräi Stonnen Transport. Dat ass eng Realitéit, déi ee misst brieden.

Well a Wierklechkeet gétt jo och vu Wuesstum geschwat an duerno gétt de Rifkin agitëiert, fir esou ze maachen, wéi wann een eppes ännere kéint, ouni Fundamentele ze änneren. Et geet an éischter Linn ëm d'Emverdeelung vu Kapital an Aarbecht an och ëm d'Emverdeelung vum den Aarbechtskräften innerhalb vum engem Raum.

Et gétt vläicht e Recht op Mobilitéit, jo, mä et gétt och e Recht, jo, vläicht souguer e Mënsherechrecht op Immobilitéit, oder besser gesot, e Recht op moderat Mobilitéit, oder nach besser gesot, op selbstbestëmmt Mobilitéit. Well zurzäit gesinn ech et éischter esou, dass d'Leit engem Zwang, fir mobil ze sinn, ausgeliewert sinn. Well déi grouss Mobilitéit, déi vun de Leit gefuerdert gétt, dat ass déi professionell Mobilitéit, also eng gréisstendeels onerwünschte Mobilitéit. Dofir menge mir, dass et illusoresch ass ze mengen, et kéint een de Problem vum der Mobilitéit léisen, ouni wierklech d'Fro vum der Emverdeelung vum Räichtum ze stellen.

Souwuel d'Patronat wéi d'Regierung fuerderen déi staark Mobilitéit vun de Leit, vun de schaffende Leit. Niewebäi gi se opgefuerdert, den Auto doheim ze loossen an den öffentliche Transport ze benotzen. De Minimum, deen een dann an deem Fall misst vum enger Regierung erwaarden, wier, dass den öffentliche Transport gratis gemaach gétt fir jiddwieren an net just fir eenzel Kategorien. Et ass jo och esou mat der Schoul: Si ass gratis fir jiddwieren.

Mir hate jo och dozou eng Motioun deposéiert. Si gouf verworfen. An et gétt awer net nëmme sozial an ekologesch Grënn, fir den öffentliche Transport gratis ze maachen. Et geet och drëms, ze sécheren, dass net, wéi viru fënnf, sechs Joer, d'Tarifere ëmmer an d'Luucht géife goen, wann zum Beispill de Stat ëmmer Sue bräicht. Well wann e Service gratis ass, dann ass et ganz schwéier - dann ass et ganz schwéier -, fir dee Service méi deier ze maachen, well et misst een iwwerhaupt en Tarif aféieren. Dat wier jo esou, wéi wann eng Regierung beschléisse géif, eng Aart Minerval fir déi öffentliche Schoul anzeféieren. Do géifen d'Leit op d'Strooss goen, hoffen ech op jidde Fall, a si hätten och recht.

An ech ka mech erënneren, dass de Minister mam Argument koom, déi Mesure géif ronn 30 Milliounen d'Joer kaschten. Éischters: Mir kënnen eis dat leeschten. Zweetens: Am Endeffekt, wann ee global rechnet, da kënnst sécher eng aner Zuel eraus. An déi 30 Milliounen wäerte l'argement amortiséiert ginn. Et kann een net einfach esou eng kontabel Rechnung maachen. An ech mengen, d'Regierung weess dat och, Här President, well déi Rechnung, déi net reng kontabel Rechnung mécht d'Regierung jo och beim Tanktourismus, op jidde Fall an der Etüd, déi se bestallt huet an déi dat och seet an déi verschwonnen ass.

Déi Etüd seet et jo. Wa mer duerch eis Präispolitik aus dem Tanktourismus eraus kéimen, hätte mer natierlech en Broch an de Recetten.

Mä anerersäits huet den Tanktourismus och e Käschtepunkt. An ech wëll nëmmen déi heiten Zuel erëm eng Kéier nennen. Vun 2012 zesummegerechent mat den direkten an indirekte Steieren, zesumme mat de Steieren op d'Lounmass, komme mer op 2,1 Milliarden Euro, déi erakommen. Anerersäits berechent den Erwingmann déi gesamt Käschten op 3,5 Milliarden Euro. Käschten um Niveau vum der Émwelt, vun der Gesondheet, vum Accidenter, vum der Wartung, vum der Entsorgung etc.

Et ass leider nach ëmmer näischt nokomm, zënter dass d'Etüd publizéiert gouf. Quitte dass mer vun der Regierung vertréischt goufen, dat géif geschwënn eppes. Et bleift awer net méi laang Zäit. An ech weess och net, ob d'Regierung d'DP nach dervun iwwerzeegt kritt, fir eppes méi Konkretes ze maachen. Mir wäeren awer nach frou, dat ze wëssen. Dobäi wëll ech net behaupten, dass d'DP net an der Regierung wier, trotz, malgré les impressions a leschter Zäit.

Här President, ech sinn am Ufank vu menger Ried och op déi ekonomesch Ursachen agaan, déi d'Leit derzou zwéngen, ëmmer méi wäit Strecken zréckzeleeën, fir schaffen ze goen. Ech si mer jo och bewosst, dass déi ekonomesch Verhältnissen elo net no den nächste Wahlen verschwanne wäerten. Dofir muss een derfir suergen, dass den öffentliche Transport gratis ass an, wëll ech erëm betounen, ausgeweit gétt, an dass en och an enger grenzübergreifender Logik funktionéiert.

An eng Saach virewech: Den öffentliche Transport soll och öffentliche bleiwen. An do wëll ech erëm eng Kéier repetéieren: Wat den Tram ueget, bleiwe mir derbäi, dass et e Feeler war, eng Privatgesellschaft ze grënnen, an dat net nëmmen aus Spuergrënn. Ech mengen, mir wäerten awer nach eng aner Kéier dorobber zréckkommen.

Dat, wat praktesch ass, wann den öffentliche Transport öffentliche bleift, dat ass, dass eng Regierung besser op d'Besoinen vum der Bevëlkerung kann agoen. An dat heescht och, dass se d'Méiglechkeet huet, d'Usageren an der demokratischer Planifizierung matanzebannen, eng Iddi, op déi eng Privatgesellschaft ni kéim, well déi lauschtert nëmmen op hir Aktionären, déi deemno wéi emol net hei am Land liewen a sech och foutéieren, ob den Transport fir all Biergerinnen a Bierger funktionéiert.

Och wann et haut gréisser Schwierigkeete gétt op gewëssene Strecken an zu gewëssene Stousszäiten - ech schwätze vum der Iwwerbelastung a vun de Retarden, Retarden, déi net uegekënnegt ginn -, ass eng privat Verwaltung keng Léisung. Also, dass et Retarde gétt, domadder kann ee rechnen, a mir wësse jo och, dass vill Efforte gemaach ginn, ech hunn dat schonn eng Kéier gesot. Mir wëllen net alles schwaarzmolen, bää Wäitem net, well déi heite Regierung an deen heite Minister maache wierklech ganz vill Efforten, fir den öffentliche Transport ze féerden.

Et gétt Retarden, déi hunn hir Ursachen, mä dat, wat ech net verstinn, dat sinn déi Retarden, déi net uegekënnegt ginn. 10, 20, 30 Minuten, dat mécht wierklech eppes aus. Also, dat kritt ee regelméisseg gesot. An dat verstinn ech net, well do misst jo am Prinzip d'CFL wëssen, wéini e Retard ass. An do brauch ee just e puer Leit, fir an e Mikro ze schwätzen. Ech géif dat gare wëssen, ech ka mer et guer net virstellen, ech hunn heiansdo Leit gefrot, firwat dat net funktionéiert. Et ass inimaginabel.

Mä ech mengen, innerhalb vum enger privater Struktur géif dat bestëmmt och net besser funktionéieren. Well de Géigendeel dovunner ass jo och, dass den öffentliche Statut an enger öffentliche Struktur jo awer och d'Verbesserung vu Problemer garantéiert. Do kann een zum Beispill garantéieren, dass d'Benutzer zesumme mat de Leit, déi op der Bunn schaffen, Verbesserungsméiglechkeete mat kënnen ausschaffen. Dat géllt dann eben och fir d'Verbesserung vun der Qualitéit, virop d'Informatioun. Mä och esou „Klenggeketen“ - téschent Guillemeten, ech weess net, ob dat Klenggeketen sinn - wéi Abrien, déi grouss genuch sinn, genuch Sätzplazen an esou weider, zemoos wann et ganz kal ass. Et gétt Garen, an net nëmme klenger, wou ee regelrecht erkale kann, zemoos wann een 10, 20 Minutte waarde muss, ouni ze wëssen, wéini den Zuch kënn.

Mä och d'Organisation op méi grousser Ebene wéi d'Schafung vu regionalen a multimodale Pôle-d'échange, wou da souwuel Zuch, Tram, Bus, Carsharing, Covoiturage, Vélo, Park & Riden an esou weider kënnen gesécher ginn, awer och den öffentliche a regionalen Expressreseau schafen, deen op S-Bunne wéi och op Schnelltramme setzt, natierlech Richtung Esch, mä och an aner Richtungen. An déi géifen dann och d'Verbinding maache mat der Hauptstadt awer och ënner sech, fir ze verënnern, dass all Displacement iwwert d'Hauptstad féiere géif.

Här President, ech hat mam Vélo ugefaangen, ech wäert mam Vélo ophalen. Jiddwiere wäert net Vélo fueren, déi eng aus kierperleche Grënn, anerer och, well se einfach keng Loscht hunn. Dat ass och e Recht. An anerer och, well se sech net sécher spieren, zemoos innerhalb vum enger Stad. An de Problem, dee mer nach ëmmer hunn, och an der Hauptstadt, dat ass, dass et zwar Plaze gétt, Piste gétt, déi sécher sinn, an duerno kënnst een erëm op eng Plaz, wou een an d'Schweesse kënn. Heiansdo gétt et och Plazen, wou een denkt, wou eng Pist gezechent ass, mä déi trotzdem net sécher ass. Do gétt et och e Parteikolleg vun eis, dee ganz vélosbegeeschtert ass, an dee seet ëmmer, dass d'Piste rout bemoolt si ginn, fir dass een d'Blutspuren net esou gutt kéint gesinn, well heiansdo kéint een... En huet vill Ironie! Am Prinzip funktionéiert et, mä et si Plazen, déi si wierklech e bësse geféierlech.

Mä wann een net ëmmer sécher ass innerhalb vum enger Stad, fir mam Vélo ze fueren, ausserhalb vum de Stied ass een dat deemno wéi eenditeg manner, och well guer keng Piste bestinn.

Mir begrëissen och d'Reform vum Code de la route, wat d'Ofstänn ueget fir d'Velosfuerer. Besser wär et awer och, dass ee méi gesécheret Vélospisten hätt, well och, wann en Autosfuerer 99% vun der Zäit oppasst, deen 1% vun der Zäit, wou en net oppasst, kéint geféierlech ginn.

An nach ee lescht Wuert zur Mobilitéit vun deenen, déi am Rollstull sinn oder manner mobil sinn. Mir hunn doriwuer net geschwat, ech hu souwiesu och keng Zäit méi, fir dorobber anzegoen, mä ech mengen, dat ass och en Deel vun der Mobilitéit. An do ginn nach Efforte gemaach, ënner anerem och an der Stad, dat muss een zouginn, mä landeswäit gétt et nach vill Efforten, déi een do nach kéint maachen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. D'Wuert huet elo den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

(*Interruptions*)

► **M. Gilles Baum (DP).** - Ganz kuerz, Här Minister, wann Der erlaabt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ah? Also...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - E war uegekënnegt gi vu sengem Fraktiounskolleg.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wéini?

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Während senger Ried huet deen en uegekënnegt. Während senger Ried.

(*Interruptions*)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Aah!

► **M. Gilles Baum (DP).** - Här President, et ass mäin zweete Lapsus scho fir haut.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Oh, dat gétt lech eng deier.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Kolleginnen a Kollegen, ech maachen et och ganz kuerz, ech halen lech net nach laang op, fir dass den Här Minister dann och zu Wuert kënn.

Ech hunn et eng Kéier schonn hei gesot: Wa mer d'Autos wëllen aus der Stad eraushalen, da muss mer och d'Méiglechkeet ginn, fir d'Leit virun der Stad opzefänken. A wa mer den Tram ausbauen a Richtung Findel, dann mengen ech, dass mer eis awer sollte Gedanke maachen, ob mer net déi Leit, déi aus der Region Oste kommen, schonn um Waldhaff opfänken. Dat sinn zwee Kilometer.

An ech war och mat engem Mann op der Plaz, dee sech mat deenen technesche Saachen an och mat der Geologie auskennt, an deen huet mer gesot, dass et effektiv do duerch méiglech wär, fir en Tram oder en Aarm vum Tram dohinnerfueren ze loossen. Wann dat e Projet ass, mengen ech, wa mer dat wëlle maachen, dann ass dat kee Projet, dee mer kënnen a 15 Joer maachen. Wann een dat do wëllt maachen, dann mengen ech, kann een dat doten a fënnf Joer och realiséieren.

Mir hunn de Mëtte ganz vill guez gutt Argumenter héieren, déi eng Gesamtvue ginn hunn iwwert d'Mobilitéit hei am Land. Ech wäert awer eppes derbäifügen, an Dir wësst dat, dass ech der Meenung sinn, dass mer den Oste vum Land och erëm eng Kéier müssen un d'Schinnennetz ubannen.

Mir hunn dräi Bunnen, déi fuere vum Waldhaff duerch Jonglënster iwwert d'Konsdrëffer Kräizung bis op lechternach, do hu mer op deenen 30 km ëmmer dräi Bunnen. An eng Bunn ass virgesinn am Projet vum Här Minister, fir eng Busspur fueren ze loossen.

Wann een eng vun deenen dräi Bunne benotzt, fir de Bus fueren ze loossen, an déi verbedredert, dat muss net vill sinn, well ech kann lech soen, alleguerten déi Leit, déi do an déi Richtung fueren, do ass scho bal kee méi, dee sech trauf, fir ze iwwerhuelen, well se fäerten, si géifen an de Radar rennen. Dat heescht, déi meescht Leit fuere mëttlerweil duerch de Waldhaff, net mat 90, mä mat 80, well se dat fäerten. Wa mer do géifen eng vun deenen dräi Bunne verbedredere em 1,50 m, da wär et och duerch méiglech, fir do Schinnen anzeleeën. An da kéinte mer erëm eng Verbindung maachen. Ech nennen et net Zuch, ech nennen et och net Tram. De Kolleg David Wagner huet virdu geschwat vun enger S-Bahn. Da géif ech mengen, da sollt ee sech emol einfach Gedanke maachen, ob mer net wëllen eng S-Bahn uleeën, déi vum Waldhaff iwwer Jonglënster iwwert d'Konsdrëffer Kräizung bis op lechternach géif goen.

An dee Mann, mat deem ech geschwat hunn, dee sech ganz gutt auskennt, deen huet mer gesot, dass déisäit lechternach a Richtung Bitburg nach ëmmer Schinne leien. Also ech mengen, dass ee sech sollt Gedanke maachen, fir effektiv dann och Däitschland dorunner kënnen unzeschleissen.

D'Linn Waasserbëlleg fir an d'Stad, dat wësse mer, dat war an der leschter Zäit och Thema vun enger Rei Question-parlementairen, déi un den Här Minister gereecht gi waren, ech mengen, do muss mer eng Kéier zesummen awer kucken, ob mer do um Horaire, haupsächlech an de Spëtzestonnen eppes kënnen maachen.

Voilà! An eng Gesamtvue zielt fir mech natierlech dann och den Osten. Ech weess, dass dat doten net haut a muer realiséiert gétt. Mä en vue vum Horizont, soen ech awer emol, Horizont 2030 muss mer eis Gedanke maachen, ob mer dat dote wëlle maachen, wat doudsécher sennvoll wär, well mer awer all Dag an all Joer méi Verkéier op der lechternacher Streck hunn. An déi Leit, déi dat fueren, déi wëssen, dass se ganz, ganz oft moies schonn zu Gonnereng bei de Kriibseweieren am Stau stinn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren. An ech versprechen lech heibannen: Ech bleiwen hannendrun!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou, ech froen da virsiichtshalber nach eng Kéier ronderëm, ob net nach een aus dem Westen oder aus dem Norden d'Wuert wëllt ergreifen.

(*Hilarité, brouhaha et interruptions diverses*)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Den Här Minister huet d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Här President, Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci fir d'Hëllef, Här Wiseler.

(*Hilarité*)

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech wollt all Deputéierte Merci soe fir hir Bäitrag haut de Mëtteg. An, bon, ech wollt haupsächlech elo net eng Konkliouon zéien, ech mengen, et geet mer drëms, haupsächlech nach op e puer Froen, déi gestallt gi sinn, ze äntwerten.

Dat Éischt, dat war déi Fro, déi gestallt ginn ass iwwert dee Projet vum schnellen Tram am Zesummenhang mat der Entwécklung am Südweste vum der Stad. Ech mengen, den Här Schank hat gefrot, wéi ee sech dat kéint virstellen an där ganzer Ubannung, an och natierlech, well am Südweste vum der Stad jo vill Entwécklung geschitt.

Mä dat ass genau d'Iddi, déi derhannertstécht. Mir baue jo, mir sinn déck amgaangen, d'Emprisen ze kafen an ze plangen, fir de sougenannte Boulevard de Merl an de Boulevard de Cessange ze bauen. Dat sinn zwou ganz wichteg Stroossen am Südweste vum der Stad, engersäits fir d'Erschleissung natierlech vu Quartieren, mä awer och, well dat natierlech eng grouss, eng wichteg Viraussetzung ass am Kontext vun der Entlaaschtung vum Stadk a puncto Verkéier.

Do sinn an de Projeten, esou wéi se de Moment, oder do waren an de Projeten, esou wéi se virgesi sinn, virgesinn, Busspuren ze bauen natierlech dorobber. A wa mer dee Projet géifen esou realiséieren, wéi et elo emol uegeduecht ass a wéi d'Richtung geet, da géifen natierlech déi Busspuren ersat ginn direkt duerch Tramstracéen, well da kéim den Tram jo vum do iwwer Hollerech iwwert déi zwee Boulevarden a Richtung Stäreplaz.





An d'Iddi ass jo dann, datt d'Stäreplaz en Dréikräiz gëtt fir direkt op de Kierchbiereg. Well datt heescht, den Tram géif net duerch d'Avenue de la Liberté fueren, well dat mécht kee Sënn. Dat wär en Emwee, dee misst gefuer ginn. Mir wëllen d'Leit jo um direkte Wee dohinnerbréngen. An dat géif et erlaben, natierlech dee ganze Südweste vun der Stad mat-unzebannen un de Reseau. Dat ass am Fong d'Grondkonzept, wéi et opgebaut ass. Ech mengen, den Detail, wéi gesot, wäerte mer an der Studie gesinn, wéi dat kéint ausgesinn am Juni, wann déi bis fäerdeg ass.

Da war d'Fro gestallt ginn iwwert d'Gare Ettelbréck. Also ech mengen, stroossebauméisseg si jo schonn Aarbechten amgaangen. De Chantier vun der Gare geet de Summer un, also de Summer dëst Joer, an et ass virgesinn, datt et 2023 fäerdeg ass.

Da war och nach d'Fro gestallt ginn no deene ganze Saachen, déi mer amgaange sinn anze-fieren a puncto Verbesserung vun der Informatioun iwwert d'Verspéidungen, déi ganz Echtzäitinformatiounen. Déi Saache fonction-néiere schonn. Op der CFL-App, do kann een d'Echtzäit scho kucken vun den Zich. Et ass esou, datt op der Péitenger Streck de Moment déi éischt Phas leeft. An déi leeft bis elo ganz gutt. Also haaptsächlech an der Gare Péiteng. Dat soll elo weidergoen.

Dat Nächst, wat drun ass, sinn d'Gare Beete-buerg an d'Gare Lëtzebuerg nach dëst Joer. D'Gare Beetebuerg bis de Summer, d'Gare Lëtzebuerg, am Prinzip misst et do am September/Oktobre fonctionnéieren. An da gëtt et graduell natierlech um ganze Reseau agefouert. A bis Ufank 2020 soll dee ganze Reseau equipéiert sinn. Dat heescht, ab Ufank 2020 hutt Der um ganze Reseau déi Teleaffichagen.

Also, Dir hutt dann natierlech och déi zwee Niveaue, dat heescht, sougutt d'Informatioun vum Client wéi awer och dat, wat Der ugeschwat hutt, wat et schonn am Ausland gëtt, datt d'CFL an der Exploitation besser Méiglechkeete kréie wéi haut, fir anzewierken op Verspéidungen an och deementspriedend Ersatzléisungen ze sichen.

Da war nach gefrot ginn nom Matériel roulant. Mir haten nach där KISS-Automotricë jo nobestallt, zwou Stéck, déi ginn 2019 geliiwwert, fir de Fierpark ze verstärken. Dann, hat ech jo gesot, leeft eng Ausschreiwung, fir fir 400 Millioene Material ze kafen. Dat sinn am Prinzip 32 grouss Automotricen. Déi sollen ab 2021 geliiwwert ginn, bis 2024 déi lescht, dat heescht graduell. An dat ass eben och esou geduecht, datt a Fonctioun vum Ausbau vum Reseau, esou wéi en elo kënnt, och d'Méiglechkeet besteet, fir neit Rullmaterial anzusetzen.

Da war nach d'Fro gestallt gi vun de Park & Riden an de Grenzregiounen. Deen zu Mesenich gëtt an zwou Phasen ausgebaut. Déi eng Phas wäert elo relativ séier kommen. Dat heescht, dee gëtt wierklech riseg vergréissert. Dann ass de Park & Ride zu Waasserbëlleg. Rodange gëtt jo hei an der Chamber gestëmmt. Waasserbëlleg ass awer och wäit fortgeschritt. Den APD ass bal fäerdeg.

Da sinn déi zwee Stéck Lonkech an Thionville, déi sinn an deem Package mat dran, wou ech gesot hunn, datt mer se mat de Fransousen ofgemaach hunn. Deen zu Lonkech, dat ass een, wou d'Eisebunn am Gespréich schonn och ass mat der Stad Lonkech. Dat ass een, wou den Terrain am Fong do ass, dee relativ einfach wahrscheinlech ze amenagéiere wär, deen e grouse Virdeel hätt. Bei Thionville ass et äänlech. Do gëtt et e Projet vun der Gemeng schonn, deen ass direkt un der Eisebunn selwer.

Dann zu Arel, do hu mer jo mat de Belsch deen Accord elo iwwert d'Tarifikatioun, fir déi méi vergëschtegt Tarifikatioun. An an deem Kontext sinn op der belscher Säit d'Parkingen, also déi besteeënd Park & Riden, jo alleguer gratis gemaach gi fir d'Zuchbenotzer. Dat war d'Géigeparte, déi d'Belsch geliiwwert huet par rapport zum Fait, datt mir dee gënschtegen Tarif agefouert hu vum Zuch.

An et ass esou, datt doduerjer schonn zu Arel, do waren nach Plazen a Méiglechkeete fräi, Capacitéiten opgaange sinn, mä et ass awer och déi Iddi nach ëmmer, fir zu Viville, also bei Stackem do dee Park & Ride ze maachen. Do leeft d'Detailstudie. Dat kënne mer awer eréischt maachen, wann op der belscher Säit och um Niveau vun der Elektrifikatioun deen Ausbau, also déi Moderniséierung, déi do d'Belsch maachen, wann déi bis ofgeschloss ass. Éischer kënne mer et net maachen, well da fuere mir mat eisen Zich bis dohinner wieder. Mä dat ass och e Projet, wéi gesot, dee leeft.

Da gëtt et nach eng Rei aner Iddie vun Park & Riden op der däitscher, franséischer, belscher Säit, déi de Bus betreffen, wou mer och amgaange sinn ze kucken. Zum Beispill

een och op der Autobunn, deen am Kontext ze kucken ass vum Covoiutage. Dat ass op der Diddenuewener Autobunn, wou déi Gemeng eis en Terrain zur Verfügung géif stellen, wou och net vill ze maache wär fir den Accès, mä wou een dat kéint bauen. Also och déi Park & Ride sinn, wéi gesot, déck um Lafen.

Da war nach gefrot ginn... Ah jo, an dann hat ech nach eppes vergiess: Am Kontext vun der Informatioun vum Client a vun der Echtzäit ass et esou, datt d'Zuchbegleetpersonal equipéiert gëtt nach dëst Joer mat Tabletten, dat heescht, wou se vill besser a vill méi schnell Méiglechkeeten hunn, fir un Informatiounen ze kommen doriwuer, wat um Reseau lass ass. Dat heescht, déi si jo am Zuch beim Client, soudatt, wa Leit da froen, déi déi ganz schnell kënne ofruffen an och iwwert dee Wee vill besser Informatiounen kënne gi wéi haut.

Bei de Busspuren hu mer dräi grouss Projeten, déi wäerten och an de MoDu drakommen, déi jo och méi innovativ sinn. Dat eent ass eng Busspur, déi och e bëssen dat betrëfft, wat vum Här Baum elo just ugeschnidde ginn ass. Mir hu jo de Moment vun der lechternacher Streck erof haaptsächlech, wann ech den Oste kucken, ass jo d'lechternacher Streck deen Deel, wou mer keng zuch- oder schinnegebundene Léisung de Moment hunn.

Mir hunn awer allerdéngs Méiglechkeeten, fir mam Bus do performant Saachen ze maachen. An d'Grondiddi ass, fir e ganz héich performante Bussystem do ze installéieren, an zwar mat enger ofgetrennter Busspur, déi vu Jonglënster, also Jonglënster selwer, also ausserhalb vu Jonglënster bal, bis op de Kierchbiereg wäert goen. Dat heescht, wou och souguer fir d'Echangeuren nach eppes ugebaut gëtt fir op de Kierchbiereg. An dat gëtt eng Busspur - dee Projet wäert och am MoDu dra sinn -, dat gëtt eng Busspur, déi an der Mëtt wäert lafen, wou Portailen driwwer kommen, déi moies era fonctionnéieren an owes eraus, ebe fir mat deem Raum, dee mer hunn, besser eens ze ginn.

Déi nämleche Studie leeft jo de Moment och fir den Eeche Bierg fir Richtung Norden erof. An och un der Richtung Hesper si mer amgaangen ze schaffen. A wéi gesot, déi sinn och am MoDu dran. An natierlech mussen mer och an Zukunft fir d'Prioriséierung vum Bus nach Iddien hunn. Et leeft eng Iddi, also net eng Iddi, mä dat ass schonn eigentlech an der Émssetzung, dat ass Richtung Leideleng/Dippech dorower, wou mer och Méiglechkeeten hunn an och mussen eng Busspur zum Beispill installéieren.

Also, wéi gesot, dat sinn eng ganz Rei Projeten, déi sinn um Lafen. Déi wäerten och alleguer souwiso am MoDu integriert sinn.

Da wollt ech just nach, Här President, ee Wuert soen zu der Motioun, déi d'ADR ofginn huet. An ech wollt soen, datt déi Motioun mat engem Saz natierlech séier geschriwwen war, mä awer an der Praxis net ganz vill Sënn ergëtt, well wann hei steet, fir direkt och e Gesetzesprojet ze deponéieren, deen de Contournement Dippech virgesäit...

Ech wollt iwwregens soen: D'nächst Woch geet de Plan sectoriel «Transports» an de Conseil de Gouvernement, do steet de Contournement Dippech dran als Couloir, mä awer nach natierlech keen Tracé. Dat ass guer net méiglech. Do muss ee jo emol eng Studie maachen, fir ze kucken...

#### (Interruption par M. Gast Gibéryen)

Jo, mä, Här Gibéryen, wann Dir an enger Motioun hei fuerdert, direkt e Gesetzesprojet ze deponéieren! Wann een e Contournement wëllt bauen, da muss ee fir d'Éischt emol eng EIE maachen. Mir hunn nach d'lescht Woch d'Gesetz hei nach eng Kéier nogebessert. Da muss een iwwerhaapt emol sech iwwerleeën, wou dee soll goen a wat fir eng Variant een do soll eraussichen. An ech verstinn zwar Ären Objektive heivunner, dat ass jo e politeschen Objektive, deen Der hutt. Mä, sorry, dat, wat Der hei geschriwwen hutt, dat gëtt kee Sënn.

A wann d'Chamber esou eppes wéi dat hei géif stëmmen, da muss ech soen, da géif ech mer Froe stellen iwwert d'Seriositéit vun der Chamber...

► **Une voix.** - Ouh?

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - ...well esou kann ee keng Motioun, wéi déi hei, stëmmen. Jo, Här President, et deet mer leed, dat missen ze soen...

#### (Interruption par la présidence)

Neen, soss muss d'Chamber, Här President, soss muss d'Chamber d'Gesetzgebungsverfahren, wat se selwer gestëmmt huet, fir d'Éischt emol eng Kéier ännere goen, fir datt se esou eng Motioun wéi déi heite ka stëmmen. Well Dir fuerdert am Fong d'Regierung heimadder op, eng Illegalitéit ze maachen.

#### (Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister, Dir schwätzt an Hypotheesen.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Dat si keng Hypotheesen. Dat si Realitéiten. Duerfir...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech géif d'Chamber duerfir opfuerderen, natierlech déi Motioun hei, wéi et sech gehéiert, ofzeleenen, well déi gëtt nämlech kee Sënn.

#### (Hilarité)

An am Plan sectoriel «Transports», wéi gesot, wäert dat souwiso drastoen. Merci.

#### (Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech ginn dovun aus, dass d'Chamber scho weess, wat se ze maachen huet.

#### (Brouhaha)

Voilà, domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm. Et bleift eis d'Motioun, wou ech dovun ausginn, dass se motivéiert ass.

#### Motion 1

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech muss nach ee Wuert soen. Neen. Ech muss nach e Wuert soen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ee Wuert?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo. Merci, Här President. Vu datt den Här Minister dat gesot huet, muss ech dorop reagéieren.

Ech mengen, wa mir als Chamber soen, mir hätte gären, datt direkt de Projet gemaach soll ginn an deponéiert ginn, dann ass dat net gesot, datt e muss muer deponéiert ginn. Mä mir hätte gären, datt d'Regierung direkt ufänt, an deem Projet ze schaffen an datt deen och da kann...

#### (Brouhaha général)

Jo, jo!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Här President!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass nämlech...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass genau, et ass genau dat...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ... esou, wéi Dir eis dat proposéiert hutt, dass keen deen aneren ënnerbrécht!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass genau dat, wat de Kolleg Max Hahn hei gëschter wuertwäertlech gesot huet. Et ass net méi an net manner, wéi datt dat direkt gemaach géif ginn, fir datt e ka mam Contournement vun Nidderkäerjeng zesumme realiséiert ginn.

An ech wollt virun allem dem Kolleg Max Hahn hei d'Geleeenheet ginn, fir déi Motioun ze stëmmen. Et deet mer elo leed, en ass anscheinend elo plätzlech...

#### (Hilarité et brouhaha)

...net méi heibannen! Dat ass schued, well ech hat op d'mannst gemengt...

► **Une voix.** - Wou ass en dann?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech ginn dovun aus, dass en amgaangen ass, d'Trace ze zeechnen!

#### (Hilarité générale)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, op jidde Fall, e war dee ganze Mëtt heibannen, bis elo déi Motioun hei deponéiert ginn ass, an elo...

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Elo ass e fort!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Elo ass e wahrenscheinlech an der Wiss ronderëm Dippech schonn amgaangen, deen éischte Spuetestéch ze maachen.

#### (Hilarité générale)

Mä et wier besser, e wier hei an e géif hei Fierfuer bekennen an e géif hei matstëmmen.

Ech kéint mer zum Beispill net virstellen, well en huet gëschter hei am Numm vun der DP geschwat - en huet hei am Numm vun der DP geschwat! -, an ech ka mer awer elo net virstellen, datt d'DP géint dat stëmmt, wat se Wuert fir Wuert gëschter hei gesot hunn.

Mir bleiwen op jidde Fall derbäi, datt déi dote Motioun schonn hir Berechtigung huet.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wuertmeldungen dozou? Den Här Minister huet d'Wuert.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Jo, Här President,...

#### (Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ah entschëllegt, Här Minister. Den Här Wiseler nach fir d'Éischt.

#### (Interruption par M. Fernand Kartheiser)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Merci, Här President. Ech wollt just kuerz soen, datt mir als Fraktioun selbstverständlech fir e Contournement vun Dippech sinn. Mä esou, wéi dat hei formuléiert ass, muss ech awer soen, géif et just heeschen, datt mer de Contournement vun Nidderkäerjeng géife retardéieren.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Neen!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dach! An dat kënne mer absolutt net akzeptéieren. An duerfir kënne mer dës Motioun net stëmmen.

#### (Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Da kritt den Här Berger d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, Merci, Här President. Ech mengen, et sinn eigentlech schonn all d'Saache gesot. Mir wëssen allequerten, datt deen enge oder aneren de Contournement vun Dippech sécher um Häer läit an datt déi d'Suerg hunn, datt dee Projet e Suivi soll kréien. An ech mengen, mir kréie jo an den nächsten Deeg Plan-sectoriellen, wou mer dann och gesinn, wéi deen Dossier weidergeet.

Mä wéi et hei formuléiert ass, ech mengen, datt ass jo ganz kloer - et ass scho gesot ginn -, datt een dat net esou kann akzeptéieren.

#### (Interruption par M. Gast Gibéryen)

Ech mengen, mir wëssen allequerten, am Detail geet dat anescht, wéi Dir et hei formuléiert hutt. Ech mengen, dat war vläicht och einfach fir ze soen, datt eben och deen Dossier net soll vergiess ginn. Mä esou, wéi et hei formuléiert ass, mengen ech, Här President, ass et jo kloer, datt mer dat net kënne vun der Form hier stëmmen.

#### (Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Da wär et um Här Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, Här President, ech mengen, hei geet et net ëm d'Ofstëmmung fir oder géint de Contournement vun Dippech. Dat wëll ech kloerstellen. Mä hei geet et drëm, dass vun der ADR eppes verlaangt gëtt, wat eigentlech géint d'Gepflogeneeten an och géint eis Gesetzer verstéisst. Well ier e Gesetzesprojet zu engem Bauprojet kann deponéiert ginn, mussen eng ganz Rëtsch vun Etüde gemaach ginn. Do kënnt jo och e Montant drastoen, dat heescht, do muss also och gekuckt ginn, wat dat Ganzt kascht. An da muss een och wëssen, wéi genau den Tracé ass, soss kann een eigentlech esou e Projet net deponéieren.

Wat, mengen ech, gutt ass, datt ass hei gewuer ze ginn, dass awer an deem Plan sectoriel «Transports», dee mir als Parlament jo nach net kennen, deen d'Regierung deemnächst jo dann an d'Prozedur eraschécke soll, e Korridor virgesinn ass fir déi doten Infrastruktur. Dat ass fir mech essenziell. Dat ass méi wichteg, wéi an enger Motioun eppes hei ze verlaangen, wat eigentlech net machbar ass. Well hei steet - entgéint deem, wat den Här Gibéryen wollt hei gleewen doen - net dran, um Projet ze schaffen, mä et geet drëm, dass d'Regierung soll direkt e Gesetzesprojet deponéieren. An dat ass net méiglech.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass genau dat, wat den Här Hahn gesot huet, datt Dir géift maachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den...

#### (Hilarité)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - An duerfir géif een dee vun Nidderkäerjeng...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Da wär et nach um Här Minister.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - ...bremsen, wat Dir jo och net kënnt akzeptéieren, Här Bodry.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Här President, den Här Bodry huet alles gesot.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech wëll och just drop hiweisen, dass





den Här Hahn en bonne et due forme entschëllegt ass. Voilà, dat gesot, géif ech dann iwwert d'Motioun ofstëmme loossen.

**(Brouhaha)**

Hien huet sech bei mir entschëllegt, dass en éischter muss goen. Dat wëll ech just soen. Voilà!

**(Interruption et hilarité)**

Heimat ass d'Ofstëmmung lancéiert.

**Vote sur la motion 1**

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. Kann ech dovun ausgoen,

dass jiddwereen ofgestëmmt huet? Dann ass d'Ofstëmmung elo ofgeschloss.

3-mol Jo an 49-mol Neen: Domat ass d'Motioun 1 ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Claude Wiseler), M. Marc Lies, Mme Octavie Modert, MM. Laurent

Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Serge Wilmes et Claude Wiseler;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Tess Burton), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Franz Fayot), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Cécile Hemmen), Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Marc Angel) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Alexander Krieps (par

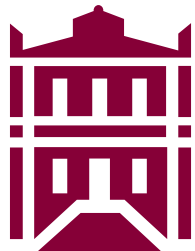
M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par Mme Sam Tanson);

MM. Marc Baum et David Wagner.

A mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Rendez-vous den nächsten Dönschdeg fir d'Deklaratioun zur Lag vun der Natioun. An domat schléissen ech d'Sëtzung of.

**(Fin de la séance publique à 18.57 heures)**



## SÉANCE 32

MARDI,  
24 AVRIL 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

**Sommaire**

1. Ouverture de la séance publique  
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
2. Communications  
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
3. Ordre du jour  
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
4. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État  
- M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Jean Asselborn, M. Félix Braz, M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres.

**(Début de la séance publique à 14.30 heures)**

**1. Ouverture de la séance publique**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Gudde Mëtteg! Ech maachen d'Sëtzung op an ech froen d'Regierung des Kéier net, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet, well si wäert gläich eng méi länger Kommunikatioun maachen. Merci, Här Statsminister.

Ech wëll och d'Verrieder vun eisen Nopesch- a méi wäitgeleene Länner häerzlech wëllkomm heeschen hei an der Chamber.

**2. Communications**

An ech wollt déi normal Kommunikatioun maachen, dass déi Lëschtje vun de parlamentareschen Ufroen an den Antworten deponéiert gi sinn, grad wéi d'Lëschtje vun de Projeten, déi zënter der leschter Sëtzung deponéiert goufen, un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt gouf.

**Communications du Président - séance publique du 24 avril 2018**

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

**7280** - Projet de loi relatif à la construction d'une maison de soins à Differdange et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, Foyers et Services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie

Dépôt: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 17.04.2018

**7281** - Projet de loi portant modification de la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État

Dépôt: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 17.04.2018

**7282** - Projet de loi relatif au réaménagement de l'échangeur de Dudelange-Burange situé sur l'Autoroute A13

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 18.04.2018

**7283** - Projet de loi portant modification:

1. de la loi modifiée du 18 décembre 1987 organisant le centre thermal et de santé de Mondorf-Bains;

2. de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;

3. de la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac;

4. de la loi modifiée du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute

Dépôt: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 18.04.2018

**7284** - Projet de loi relatif à l'aménagement du contournement routier de Bascharage et portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 18.04.2018

**7285** - Projet de loi relatif à la réalisation du pôle d'échange Howald et du réaménagement de la rue des Scillas

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 18.04.2018

**7286** - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de construction du «Südspidol»

Dépôt: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 18.04.2018

**7287** - Projet de loi portant organisation de la cellule de renseignement financier (CRF) et modifiant: 1. le Code de procédure pénale; 2. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judi-

ciaire; 3. la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 23.04.2018

**7288** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 23.04.2018

**7289** - Projet de loi portant sur la durée de travail des salariés occupés dans les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture et portant modification du Code du travail

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 23.04.2018

**7290** - Projet de loi portant modification des articles L.413-1, L.414-14, L.414-15 et L.416-1 du Code du travail

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 23.04.2018

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

**3. Ordre du jour**

Dir wësst, dass de Plat de résistance des Woch den Débat sur l'état de la nation ass. Dir hutt den Ordre du jour vun deser Woch zougestallt kritt, esou wéi e vun der Presidentekonferenz de leschten Donneschdeg proposéiert ginn ass. An ech wollt d'Chamber froen, ob se mat deem Ordre du jour d'accord ass. Just mat der Bemierkung, dass mer muer nach eng Kéier drop zrëckkommen, well eng kleng Inversioun vu Projeten en Donneschdeg gefrot ginn ass. Mä mir wollten dat awer mat deene jeeeweilige Fraktiounen nach ofklären.

Dat gesot, géif ech dann, Dir Dammen an Dir Hären hei am Haus an dobaussen, d'Wuert en de Premier- a Statsminister Xavier Bettel weidergi fir seng Erklärung zur Lag vun der Natioun. An ech kann och jiddweree berouegen, deen drop géif waarden, dass mer en äänlechen Incident géife kréie wéi d'lescht Joer, dass mer des Kéier duebel ofgeséichert sinn. Den Här Statsminister huet d'Wuert.

**4. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État**

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass schonn d'Joer e spezielle Kontext fir des Ried zur Lag vun der Natioun. Et ass e spezielle Kontext, well mer um Enn vun enger Legislativperiode sinn. Am Hierscht gi mer eng nei Chamber wielen. Mir sinn an engem Wahljoer an dat ass e wichtege Rendez-vous an enger Demokratie.

An de Méint virdu positionéiere sech déi verschide Parteien an et gëtt un de Programm an un de Prioritéiten de Moment geschaff. Et geet dobäi em d'Land. Et geet em d'Aart a Weis, wéi mer Lëtzebuerg wëlle gestalten. Et geet em eis Vergaangenheet an et geet em virun allem em eis Zukunft. Et geet em déi Honnerttausende Leit, déi hei liewen, wunnen

a schaffen. Et geet em d'Familljen, em d'Kanner vun haut an em d'Kanner vu muer. Et geet och em d'Fro, wéi eng Leit an den nächste Jore sollen hei zu Lëtzebuerg an der Verantwortung sinn.

An de Parteizentrale gëtt dofir net nëmmen un deene beschten Iddie fir d'Land, mä och un deene beschte Strategië fir de Wahlkampf am Moment geschaff. Jiddwereen ass beméit, de richtege Wee ze fannen, fir d'Leit, fir de Wieler vun den eegenen Iddien iwwerzeegt ze kréien.

Haut de Mëtteg, Här President, an déi nächst Deeg geet et eis hei och em d'Zukunft. Et geet em d'Zukunft vu Lëtzebuerg. Mir diskutéieren iwwert d'Situatioun haut an iwwert de Modell fir muer. Mir sinn do net all d'ärselwechter Meinung heibannen an et ass ze erwaarden, dass an der Diskussioun d'Linnen des Kéier och wäerte méi schaarf gezu ginn.

Mir sinn an engem Wahljoer. D'Bewäertung vun der Situatioun, wéi se sech haut duerstellt, steet fir déi meescht dofir och ganz oder zum Deel scho fest. Souwuel fir d'Majoritéitspartei wéi fir d'Oppositionspartei si Riede scho preparéiert, fir hei am Plenum an och vis-à-vis vun der Press duerno hir Aussoe kënnen ze maachen.

Jiddwereen, a vill vun lech heibanne waarde just op de Moment, fir kënnen op de Send-Knäppchen ze drécken, andeems se och hoffen, dass dee Message, dee se posten, de Wee bis an de grouse Public wäert fannen.

**(Brouhaha)**

Nach ass et awer och esou, dass et an eiser Welt net just drëms geet, Här President, em wat gesot gëtt - vum Här Wolter -, mä em dat, wat ass. E freet schonn d'Wuert, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Neen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen, et huet keen d'Wuert gefrot, Här Statsminister.

**(Brouhaha)**

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Mä et geet, Här President, nach eng Kéier, net just em wat gesot gëtt, mä em dat, wat ass.

Et soll net just drëms goen, wie wat wou wéini kommunizéiert, mä et soll em d'Realitéite goen, em déi tatsächlech Situatioun, em den État de la nation.

A mir hunn e gemeinsam Zil. Mir hunn en Uleies, wat eis iwwer all Parteigrenzen ewech matenee verbënnt: d'Verbonnenheet mat onsem Land an d'Beméien, dat Beschte ze maachen, fir d'Liewensqualität vun onse Matmënschen ze erhalen an och ze verbessern.

Mir sollen dofir och éierlech si mat eis selwer a mat de Leit, déi eis hiert Vertraue bei deene leschte Wahle ginn hunn. Mir sollen d'Situatioun net schlechtrieden an och net d'Aen zoumaache virun den Erausforderungen, déi virun eis leien. Mir kënnen de Bols moossen, feststellen, dass Lëtzebuerg bei gudder Gesondheet ass an et awer méiglech ass a muss sinn, dass ee Risiken erkennt. Mir müssen all Bedenken eescht huelen, déi grouss, Här President, souwuel wéi déi kleng, a mir hunn d'Flicht, eis och em déi Uleiesen ze këmmen, déi nach wäit virun eis an der Zukunft leien.



## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

#### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

#### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

#### Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg  
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

An dëser Legislaturperiod huet Lëtzebuerg sech gutt entwéckelt. D'Fakten, also déi brut Zuelen, beleeden dat. Den Thermometer, mat deem international gemoss gëtt, wéi gutt oder schlecht e Land sech entwéckelt huet, weist zu Lëtzebuerg haut virun allem positiv Wäerter. Lëtzebuerg ass 2018 kargesond a gutt opgestallt fir d'Zukunft.

Zu deenen objektive Parameteren, fir dat ze beleeden, gehéieren d'Statsfinanzen.

Am Dezember 2013 war d'Situatioun ugespaant an d'Regierung huet sech deemools zum Zil gesat, d'Scholdespiral auszebremmen an den Defizit och ze reduzéieren. Mir hunn eis drop géeneegt, eng nei Steuerpolitik ze maachen, fir méi Iwwersicht an Transparenz ze suergen a gläichzäiteg awer och sécherzestellen, dass dat enormt Lach duerch d'Ewechfale vun der TVA um Commerce électronique kompenséiert kéint ginn. E Lach, wat zejoert ronn eng Milliard Euro ausgemaach huet!

Déi éischter negativ Viraussetzung bei de Statsfinanzen waren am Dezember 2013 eng ganz grouss Erausforderung. Ech ka mech ganz gutt drun erënneren, dass et och am Finanzsektor Opreegung gouf, well verschidden Agencen ugefaangen hunn, hir Zweifel ze hunn, wat den Triple-A-Rating fir onse Land betrëfft. E Rating, dee méi bedeit ewéi iergendeng dräi Buschtawen. Et ass en fait eng onverzichtbar Zertifikatioun fir eis Finanzplaz a fir ons Wirtschaft allgemeng.

D'Regierung huet also missen handelen, och wann dat deemools onbequem war. Et gouf beim Stat selwer gespuert, et sinn Depensen iwwerkuckt an nei Recetten agefouert ginn. Dat hat säi politesche Präis, a mir hätten och léiwer esou Mesuren evitéiert. Et gouf awer kee Choix. An ech bereien et net, dass mer dee stengege Wee gaange sinn. D'Resultater weisen, dass mer och um Pavéwee gutt virukomm sinn.

Mir hu fir d'Joer 2017 en Iwwerschoss beim Gesamtstat vun 858 Milliounen Euro respektiv +1,5% vum PIB. Dat ass exzellent an erkläre sech virun allem duerch scho bal spektakulär Resultater bei der Administration centrale, wou mer et iwwert déi ganz Legislaturperiod fäerdegbruecht hunn, iwwert de Previsiounen ze leien, déi am Budget festgehale goufen.

Fir 2017 bedeit dat, dass den Defizit beim Zentralstat elo bei 220 Milliounen Euro läit, also 819 Milliounen Euro manner Defizit, ewéi am Budget fir 2017 nach virgesi waren. An dat, obschonns deen héijen Niveau vun den Investitiounen net just gehale ginn ass, mä souguer nach an d'Luucht gesat gouf! Haut kënne mer festhalen, dass d'Depensé vum Stat am Grëff sinn an d'Recetté sech besser entwéckelt hunn, ewéi nach am Ufank vun der Legislaturperiod virausgesot war.

Et féiert och dozou, dass de Solde structurel, iwwert deen an deem Kontext gär geschwat gëtt, fir d'lescht Joer bei +2,2% vum PIB läit. An dat ass wäit iwwert deem mëttelfristegen Objektiv vu -0,5%, dee mir no den europäesche Regeln hätte missen anhalen. Dës Resultater schafen och en neien Ausgangspunkt fir dëst Joer, wou mer an der Administration centrale elo mat engem wäit méi niddregen Defizit rechnen, wéi am Budget 2018 virgesi war. Den Iwwerschoss beim Gesamtstat géif deemno fir dat lafend Joer bei ronn 647 Milliounen Euro leien, also +1,1% vum PIB.

Dat alles, Här President, si Resultater, wéi Lëtzebuerg se laang net méi kennt huet, a maachen eis a Saache Statsfinanzen zu engem vu de Musterschüler vun der Europäescher Unioun.

Virun allem awer geet déi positiv Entwécklung och weider. Eis Statsschold geet an den nächste Jore weider progressiv erof, net nëmme a Pro-

zenter vum PIB, mä, spéitstens vun 2021 un, och an absoluten Zuelen.

Déi viregt Regierung, an ech wëll lech drun erënneren, hat mat enger Statsschold gerechent, déi no un den 30% géif krazen. An et ass een dovunner ausgaangen, dass duerch d'Ewechfale vun de Recetté vum Commerce électronique an aneren Entwécklungen och net méi vill drun ze ännere wär. Haut läit deen Taux bei 23% vum PIB, wat manner héich ass ewéi Enn 2013, a mir rechnen domat, dass en a véier Joer souguer enner 20% kënn.

Wann also weider mat Wäitsicht geschafft gëtt, kann een och mat Zouversicht no vir kucken.

D'Regierung huet mam Fonds souverain intergénérationnel och e Sécherheitsnetz geschafft fir de Fall, wou eng onerwaart Entwécklung géif kommen. Et ass eng Reserv, Här President. Et ass eng Reserv fir d'Zukunft a fir déi nächst Generatiounen. Haut ass dee Fong scho mat enger Véirelsmilliard Euro geféllt.

Et ass net dat iewescht Zil vun der Politik an och net vun der Regierung, fir en Equiliber am Budget ze hunn, wann ee just Recetten an Depensé géintwuerstellt. Et ass awer eng Verantwortung vis-à-vis vun onse Kanner, fir d'Statskeess am Grëff ze hunn a fir gläichzäiteg an d'Zukunft och ze investéieren. Dat, a virun allem dat, Här President, ass dat iewescht Zil vun dëser Regierung gewiescht, an ech sinn och houfreg, dass mer dëst Zil erreicht hunn!

Mir investéieren eleng dëst Joer ronn 2,4 Milliarden Euro an d'Zukunft. Mir investéieren direkt an Infrastrukturen, an d'Mobilitéit an an de Wunnengsbau. Wann de Stat weider investéiert, fir de Fonctionnement vun onsem Land méi effikass, fir den éffentlechen Déngscht an d'Administration méi performant ze maachen an de Bierger e bessere Service ze bidden, dann ass dat och eng noutwendeg a richtig Investitioun an d'Attraktivitéit vun onsem Land. Et sinn Investitiounen an d'Qualitéit vun de Servicer. Et sinn Investitiounen an d'Sécherheet an och Investitiounen an d'Nohaltegkeet.

Wa bal all zweeten Euro, also 11,7 Milliarden Euro, dëst Joer fir d'Sozialeeschtungen, d'Sécurité sociale, an d'Transferts de revenus bestëmmt ass, dann ass dat keng einfach Depense, mä et ass eng Investitioun an d'Liewensqualität, an d'Gesondheet an an d'Solidaritéit.

Mir hunn de Spagat fäerdegbruecht, fir en historesch héijen Niveau vun Investissementer ze garantéieren a gläichzäiteg den Equiliber am Budget ze kréien. Déi daitlech Hausse op der Recettésäit, iwwert dës Legislaturperiod gekuckt, erkläert sech net zulescht duerch déi gutt Entwécklung vun onser Finanzplaz, déi e wichtige Pilier vun onser Economie bleift an déi haut och gutt opgestallt a staark ass.

Ech ka mech gutt erënneren, dass d'Stëmmung viru véier Joer eng aner war, a mir haten als Land an als Lëtzebuurger éischter alleguerten desagreabel Momenter ze erliewen. Et goufen an der Vergaangenheet Modeller ausgeschafft, déi eis an de leschte Joren u Renommee kascht hunn. Mat de LuxLeaks-Publikatiounen ass déi Mëlch, déi mer jorelaang gedronk hunn, ganz schätzeg iwwergekacht an huet déi ganz Kiche mat verknascht.

Zanterhier ass vill geschitt an eist Land ass souwuel an der Steuerpolitik ewéi an der allgemenger wirtschaftlecher Ausriichtung nei Weeër gaangen. Mir hunn an deene leschte véier Joer vill Efforte gemaach, fir méi Transparenz ze schafen a Lëtzebuerg aus deem däischteren Eck mat groen a mat schwarze Lëschten erauszekréien.

Haut si mer an enger anerer Situatioun, wou mer nees unerkannt gi fir eis Kompetenzen, fir

den Know-how, fir déi gutt Qualitéit vun den éffentlechen Instanzen, vun der Proximitéit vun den Decisionsorganer an net zulescht weinst eiser politescher Stabilitéit a virun allem der Previsibilitéit.

Eis Finanzplaz ass haut net just méi transparent, mä si ass och méi performant ewéi am Ufank vun dëser Legislaturperiod. Och an anere wirtschaftleche Secteuren huet Lëtzebuerg sech awer staark entwéckelt an et sinn nei, ganz effikass Aktivitéiten derbäikomm.

Dass dat esou méiglech ass, kënn awer net vun ongeféier. Et si schonn an deene leschte Joren a Jorzéngten eng Rei richtig Decisiounen geholl ginn, déi et eistem Land erlaabt hunn, sech ze behaupten an engem internationale Kontext, deen ëmmer méi concurrentiel gëtt. Esou war et zum Beispill richtig, dass virun iwwer zéng Joer massiv an d'Konnektivitéit vum Land investéiert ginn ass. Et war och richtig, dass eng virsichteg Steuerpolitik gemaach gouf, déi d'Attraktivitéit vum Land garantéiert huet, an et war och richtig, dass nei Beräicher entwéckelt goufen an déi wirtschaftlech Diversifikatioun virugedriwwen ginn ass.

D'Schafe vun der Uni Lëtzebuerg an d'Stärke vun der Recherche hunn dozou bäigedroen, dass mir eis haut kënne behaupten a Beräicher ewéi Biomedezinn oder den Ekotechnologien. Hei huet d'Regierung och no 2014 weider massiv investéiert an och developéiert. Mir hu ganz bewusst de Budget fir all Beräicher vun der Recherche an der Ausbildung massiv an d'Luucht gesat.

Elong fir de ganze Secteur vun der Education an der Kannerbetreuung schwätze mer hei vun enger Hausse vun 1,7 op iwwer 2,2 Milliarden Euro an deene leschte véier Joer, also 500 Milliounen Euro pro Joer méi fir de Beräich vun de Kanner a Jonken, déi d'Zukunft vum Land bestëmme a gestalten. Dat sinn enorm wichtige Investitiounen, déi just méiglech sinn, well de Budget mat Virsicht, Wäitsicht a gesondem Mënscheverstand geréiert gouf.

Et sinn an de leschte véier Joer déi richtig Decisiounen geholl ginn, wat d'Statsfinanze betrëfft. Ech deelen och eng grondsätzlech Vue mat mengem Virgänger am Statsministère. Ech zitieren: „Iwwer Prognose fir déi nächst Jore kann ee streiden. D'Resultat vun de leschte Joren ass dat, wat et ass.“

Bei de Statsfinanzen ass dat Resultat objektiv positiv.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet Lëtzebuerg finanziell gutt. Esou wéi et an all Stot doheem ausgesäit, esou ass et fir d'Land och net anesch. Et ass ee méi fräi, méi berouegt an et fillt ee sech méi sécher, wann ee weess, dass d'Finanze stëmmen an ee weess, dass ee säi Liewe kann esou gestalten, ewéi een et fir richtig hält, dass een de Kanner kann dat bidden, wat se brauchen an awer nawell um Enn vum Mount déi zwee Enner beieneekritt.

Dat heescht awer net, dass et soss keng Erausforderunge gëtt oder Schwierigkeiten am Alldag. Et heescht och net, dass ee sech ka sécher sinn, dass et ëmmer esou weidergeet. Fir de Stat géllt genau datselwecht. Et leie grouss Defie virun eis an elo mussen mir net nëmme an muer an un haut, mä och un iwwermuer denken.

Et sinn zanter dem Dezember 2013 wichtige Reformen hei am Land emgesat ginn. Et ass haut net den Dag, fir e komplette Bilan ze zéie vun deene leschte véier Joer, an et ass och net de Moment, fir sech op d'Schëller ze klappen. Et ass awer de Moment, fir ze erklären a fir a verschiddene Beräicher drop anzegoen, wou mer hierkommen, wou mer haut sinn a wou mer kënnen oder och vläicht mussen hikommen.

Ech wäert haut och ganz bestëmmt net all Element am Detail kënnen uschwätzen. Mir hunn dëst Joer am Kader vun Europäesche Semester nach verschidde sektoriell Debatten. Dat ass de Kader fir en Debat iwwer konkret Mesuren an iwwert d'Objektiver an den nächste Joren.

Ech wëll awer verschidde Realitéiten heibanne beliichten, well se grondleeënd si fir d'Entwécklung vum Land an och fir eis Gesellschaft.

Et gouf notament e grouse Wiessel an der Approche vis-à-vis vun de Kanner an de Familljen. Mir hu grouse Wäert op Egestänneg- an Onofhängegkeet vun den Elteren, vum Papp a vun der Mamm, geluecht an op d'Zukunftschancé vun de Kanner. Wat fir eis iwwer allem steet, ass, de Kanner déi beschtméiglech Chancen ze ginn, fir am Liewen Erfolleg ze hunn. An zwar all de Kanner, egal wéi hir sozial Situatioun ass, egal ob se aus enger Famill kommen, wou d'Mamm oder de Papp eleng fir d'Education zoustänneg ass, egal wéi ee kulturellen oder sproochlechen Hannergrond déi Kanner hunn.

Kanner, em déi mir eis net këmmere, ginn Erwuessener, déi sech net këmmere.

An deem Sënn hu mer vill Energie an Häerzblutt dran investéiert, den Erwuessene vu muer schonn haut dat ze ginn, wat se brauchen. An dat ass virun allem ëmmer nach Zäit mat deenen, déi hinnen am wichtigste sinn: mat hiren Elteren.

D'Reformen am Beräich vun der Familjepolitik hunn da virun allem defir gesuergt, dass zu Lëtzebuerg haut méi Zäit tësche Kanner an Eltere verbruecht gëtt, wéi dat 2013 de Fall war. Duerch deen neien, méi flexibelen a méi attraktive Congé parental, mä och duerch d'Reforme bei de Congé-extraordinaire gi mer de Besoine vun de Familljen haut besser gerecht ewéi virun.

Haut huele bal genesou vill Pappen de Congé parental ewéi Mammen. D'Zuel vun den Demanden ass zejoert em 70% an d'Luucht gaangen. Bei de Papp war et eng Hausse vun 190%. Am Ganzen ass et e Plus vu 4.122 Mammen a Pappen, déi am Joer 2017 de Congé parental ugefro hunn. Ob et déi richtig Decisioun war oder net, dofir brauch ech just eng ILReS-Émfro ze zitieren, dass 98% vun de Leit méi wéi zefridde si mat där Offer, wéi se am Ament ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Et geet eis awer net duer a mir wëlle méi fir d'Elteren a méi fir d'Kanner. D'Regierung wëllt dofir och eng Diskussioun féieren iwwer weider Schrëtt. Mir proposéieren, d'Flexibilitéit weider auszebauen a Modeller auszeschaffen, wou d'Aarbechtszäit an d'Zäit mat der Famill sech optimal kënnen ergänzen.

De Stat soll d'Viraussetzung schafen, dass d'Betriben an d'Salarié sech besser op nei Aarbechtszäitmodeller kënnen eenegen. Mir wëllen e gesetzleche Kader schafen, deen et erlaabt, dass jonk Mammen a Papp kënnen hiren Alldag esou vill wéi méiglech mat hire Kanner verbréngen, ouni dass dat op d'Käschte vun de berufleche Perspektive geet oder op d'Käschte vun der Produktivitéit vum Betrib. Et ass eng Erausforderung, mä eng realistesch an eng finanzierbar, well mer esou gewirtschaft hunn, dass och déi finanziell Moyenen do sinn.

Jo, d'Schoul huet sech verännert a verännert sech weider. Et ass dofir och e groussen Defi a gläichzäiteg e permanente Prozess, fir den Educationssystem unzepassen an de Verännerungen an der Gesellschaft och gerecht ze ginn. D'Schoul ass net d'Plaz vun der Ideologie, mä vun der Fräiheet, vun der Eegestännegkeet a vun der Gerechtegkeet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - De Schoulsystem gouf an de leschte Jore verbessert a mir hu Reformen emgesat, déi derzou féieren, dass d'Schoul méi no un der Liewenswirklecheit ass an dass se den Ufuerderungen och besser standhält.

Esou ass zum Beispill an engem Domän vun eistem Bildungssystem kontinuierlech geschafft ginn, well et noutwendeg war, an dat ass dee vun der Formation professionnelle. D'Regierung huet Schrëtt fir Schrëtt de System adaptéiert an och méi praktikabel gemaach, zesumme mat de Partner, mat de Berufskummenen, mat de Gewerkschaften a mat de Lycéien!

Mä och hei solle mer net stoe bleiwen, mä weider dru schaffen, dass d'Beruffsausbildung e gläichwärtigen Zweig vun onsem Bildungssystem gëtt a fir Perspektive steet. Mir bauen Trapen, déi d'Leit kënnen eropgoen an zwar bis erop an den Enseignement supérieur, vun engem Certificat de capacité professionnelle, also dem CCP, bis erop iwwert d'Meeschterprüfung, Technikerdiplom, dem BTS bis bei de Master. Esou gëtt d'Beruffsausbildung ee vu ville méigleche Weeër, fir och méi héich Diplomer ze maachen.

Fir d'Beruffsausbildung weider opzewäerten, deposéiert de Bildungsminister nach virun Enn vun dëser Legislaturperiod e Pilotprojet, wou e Schüler parallel zu enger Première am Enseignement secondaire général en zweeten Ofschloss an der Beruffsausbildung ka maachen. Esou kann ee Jonke sech am Fong all Méiglecheiten ophalen: an de Beruff eraklammen, weider studéieren, nom Studium zréck an de Beruff oder sech préparéieren, fir e Betrib ze iwwerhuelen. Esou bréngt mer et zesumme fäerdeg, Schrëtt fir Schrëtt d'Beruffsausbildung nees zu deem ze maachen, wat mer eigentlech alleguerte wëllen: eng Ausbildung, déi all Jonken eng Perspektiv offrëiert, a gläichzäiteg kréien eis Entreprisé gutt ausgebildete Fachleut.

Eis Schoul ass an de leschte Joren och méi inklusiv ginn. Do, wou getrennt gouf, ass zesum-



megefouert ginn. Dat gëllt fir den neie Wäerteunterrecht, wou haut all d'Schüler an engem Cours sinn. Et gëllt och fir de Volet vu Schüler, déi eng aner Mammesprooch ewéi Lëtzebuergesch schwätzen. Um Enn vun dëser Legislaturperiod hu mer mat Déifferdeng, Esch, Clierf, Munneref a Jonglënster fënneg nei Schoule mat europäesche Programmer opgemaach. Eis Schoulouffer ass méi villfältig ginn. Et si sechs nei Sektione geschafte ginn am Secondaire classique an am Secondaire général.

Eis Schoul ass méi autonom ginn. Mir ginn den Akteuren um Terrain d'Méiglechkeet, och Modeller selwer ze definéieren. Eis Schoul ass och méi modern ginn! Mir hunn de Sprong an déi digital Welt gemaach. Eis Schoul ass um Enn vun dëser Legislaturperiod och méi sozial a méi sozial verantwortlech.

An den nächste Woche gëtt hei d'Reform vun der Ediff gestëmmt. An eleng dëst Joer sinn iwwer 150 Poste geschafte gi fir déi psychologische a sozioeducativ Priise en charge vu Kanner a Jugendlecher. Et sinn 20 Stonne pro Woch Gratuitéit vun der Kannerbetreiung, déi agefouert gi sinn, an d'Schoulbicher schloe bei der nächste Rentrée net méi an de Portmonni vun der Famill.

Déi wichteg an dréngend noutwendeg Etappe si gemaach a fir déi nächste Joren ass eng Prämiss, eiser Meenung no, zentral: Dat ass, dass mer Rou behalen an den Enseignanten Zäit ginn, fir sech op d'Kanner och kënne ze konzentréieren. Et muss, et dierf an et soll een dernieft dann och weider derfir suergen, dass déi Projeten, déi ëmgesat an ofgeschloss sinn, och weider suivéiert ginn.

Mir sollen éierlech mat eis selwer sinn. Dat gëllt och fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg an d'Zukunft vun der Ekonomie insgesamt. D'Digitalisierung huet haut en enormen Afloss op d'Aart a Weis, wéi mer liewen, wéi mer kommunizéieren an awer och, wéi mer a wou mer schaffen. Dat wäert sech an deenen nächste Joren och nach méi intensivéieren.

Et ass fir eis als Memberstat vun der Europäescher Unioun, als open Ekonomie an als Land, wou déi natierlech Ressourcen an d'Surfacé limitéiert sinn, vun enormer Wichtigkeet, dass mer an deem dote Beräich Akteur sinn an net Follower ginn. Mir sinn ofhängeg vun Investitiounen vu baussen, well mer se zu Lëtzebuerg selwer eleng net kënne generéieren an deem Mooss, wéi mer se brauchen, fir dass mer Aarbechtsplaz garantéieren a selwer schafe kënnen an deem Beräich. Mir mussen also attraktiv sinn. Eise ganze Sozialmodell, eis Entwécklung, eis Nohaltegkeet an och eis Liewensqualitéit hänken dervun of, wéi mer eis Wirtschaft och an den nächste Jore wëllen ausrichten.

D'Regierung huet engersäits op deem opgebaut, wat virdu gelescht ginn ass, an anerersäits eng komplett Neiausrichtung vun eiser Ekonomie duerchgesat. Et goufen och scho virun 2013 richteg Choix getraff. D'Investitiounen, esou wéi ech virdu gesot hunn, an der Konnektivitéit, d'Schafe vun Entrepreneuren am Datenzenterberäich, d'Schafe vu Fuerschungsinstituter ewéi de LIST, den LIH an de LISER oder de Projet vum Logistikzenter si Beispiller vun enger Wirtschaftspolitik, déi och haut nach Friichten dréit.

Dat staark verännert Ëmfeld haut, wat duerch geopolitische Entwécklung beaflosst ass, huet awer no Verännerunge verlaangt. Mir si gequëtscht tëschent China a Russland op där enger Säit an den USA op där anerer Säit. Mir si Konkurrente vun onse Partner, an duerch de Brexit ass e wichtegen Alliéierten, wat de Finanzsektor betrëfft, och geschwächt ginn. Mä mir hunn och nei Allianzen op- an ausgebaut, notament mat Irland. Eis Relatiounen mat anere Länner ewéi Estland si verstärkt ginn an och eis direkt Nopeschlänner hunn haut eng ganz positiv Approche vis-à-vis vu Lëtzebuerg. A gleeft mer, dat war net ëmmer an deem Mooss de Fall ewéi haut!

D'Promotioun vu Lëtzebuerg ass an dëser Legislaturperiod konsequent verännert ginn. Mir hunn en Nation Branding entwéckelt, dee wäit iwwert déi reng wirtschaftlech Promotioun erausgeet an elo schonn eng fest Plaz an eiser Duerstellung no baussen huet. Et ass awer och un der Aart a Weis, der Struktur, dem Zesummespill an der Strategie vun der Promotioun geschaff ginn. Et gëtt haut eng Koordinatioun tëschent de Ministèren, tëschent den ëffentlechen an de privaten Akteuren an et gëtt mat Luxinnovation eng zentral Agence, wou mer déi verschidde Secteuren developéieren an eis d'Geschirkëscht fëllen, fir Lëtzebuerg professionell kënnen op d'Landkaart vun de Betriber ze setzen.

De Wirtschaftsminister, an déi ganz Regierung, hat an de leschte véier Joer grouse Succès, wann et drëms gaangen ass, och nei Betriber op Lëtzebuerg ze kréie respektiv déi Firmen, déi hei sinn, och ze halen. Et ass net just Google, déi sech zu Lëtzebuerg bekennen an hei wëllen e konkrete Projet ausschaffen, et ass och zum Beispill Amazon, déi hir Effektivitéit an d'Luucht gesat hunn, et ass Ferrero, déi hiren neie Siège hei zu Lëtzebuerg bauen, et ass ArcelorMittal, déi hire Weltsiège hei um Kierchberg och wëlle bauen, et ass d'Goodyear oder Dupont, déi och annonciéiert hunn, dass se weider wëllen hei zu Lëtzebuerg investéieren.

Dat fonctionnéiert allerdéngs just, well och déi richteg Decisiounen geholl goufen, fir Lëtzebuerg weider attraktiv ze halen. Et fonctionnéiert, well de Lien zu den Decideuren gutt ass. An et fonctionnéiert, well Lëtzebuerg e stabelt a finanziell ofgesécher Land ass, well d'Liewensqualitéit héich ass fir d'Leit, déi hei schaffen, well d'Schoul, déi medezinesch Versuergung an déi kulturell Offer vun héijer Qualität sinn. An et fonctionnéiert, well déi Entrepreneuren u Lëtzebuerg gleewen.

De Motor vun eiser Ekonomie dréit an et kënt de Leit och direkt zegutt. De Chômagetaux ass an de leschte Jore kontinuierlech erofgaangen, vu 7,1% um Ufank vun der Legislaturperiod op haut 5,7%. Eis Wirtschaft ass am Déngscht vun de Leit.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dat, Här President, Dir Dammen an Dir Härren, muss mer och weider garantéieren. Wann een d'Schlagwierder „Lëtzebuerg“ an „Wirtschaft“ op enger Sichmaschinn antippt, muss méi e breet Bild gezechent ginn ewéi EU, Stol, Finanzen, de Cargoberäich an d'Satellitenindustrie. Eist Land muss mat enger Visioun verbonne ginn, mat enger Strategie, mat Zukunft a mat Courage. Den Ufank ass gemaach.

Mir hunn eis bannent kuerzer Zäit eng weltwäit Renommee opgebaut am Beräich vu Welt-raumtechnologien a Spacemining. Mir hunn aus dem Finanzsektor och eng Plaz fir de FinTech an déi gréng Finanze gemaach. Lëtzebuerg ass d'Plaz vum europäeschen High Performance Computing, den Automotive Campus ass e grouse Succès, a mir sinn eng Referenz an der Datenzenterindustrie ginn, mam Resultat, dass souguer déi éischt digital Ambasad hei zu Lëtzebuerg opmécht, an dass Lëtzebuerg eben och net just op der Landkaart ass vun enger vun deene gréissten Internetentreprisen op der Welt. Google, hunn ech virdu zitéiert, huet zu Lëtzebuerg Terraine kaaft. Et gëtt den Ament e Projet ausgeschafft. A mir sinn zouversichtlech, dass den nächste Schrëtt och e Succès wäert ginn.

Déi nächste Etapp fir Lëtzebuerg muss mer awer och ugoen a mir mussen dobäi politeschen a gesellschaftleche Courage beweisen. Lëtzebuerg huet alles, wat et brauch, fir dat, wat een hautdesdaags nennt eng veritabel, eng richteg Smart Nation ze ginn.

Mam Rifkin-Prozess ass den éischte Stee geleucht an et gëllt, fir weiderzobauen. Et kommen an deenen nächste Jore Changementer op eis duer, déi mer eis nach guer net virstellen. Mat der 5G-Technologie ginn nei Méiglechkeeten op, fir d'Welt ze vernetzen.

Ären Auto wäert mat deene virun an hannertlech kommunizéiere kënnen. Artifizuell Intelli-

genz ass e weidert Schlagwuert an der Entwécklung, déi virun der Dier steet. Wann ech lech soen, dass China viru Kuerzem decidéiert huet, e Programm ze starten an deem Beräich, deen um Ënn e Wäert vun iwwer 150 Milliarden Dollar huet, da verstitt Der, dass mer net hei virun der Fro stinn, wéi mer dat solle bewäerten. D'Fro ass, ob mir als Europäesch Unioun an ob mir als Lëtzebuerg herno wëlle bestëmmen oder wëlle bestëmmt ginn. Et geet ëm net méi an net manner ewéi ëm eis Souveränitéit.

Déi dräi Majoritéitspartei sinn an de leschte véier Joer de Wee gaangen an et si Weeër ugeleucht ginn op engem Terrain, deen zu Lëtzebuerg bis dohinne onberéiert war. D'Regierung ass der Meenung, dass déi Pionéieraarbecht och muss weidergefouert ginn. Mir mussen eis weider drop konzentréieren, en Akteur ze sinn, ze bestëmmen an och ze investéieren an den Developpement vun neie Beräicher. D'Digitalisatioun ass eng Opportunitéit an et muss verstärkt Budgete fräigemaach gi fir d'Recherche an d'Entwécklung och vun neien Technologien.

Lëtzebuerg soll e Virbild an Europa ginn. An och nëmme esou kënne mer d'Gefore matzäiten erkennen an d'Méiglechkeete fir eis notzen.

Lëtzebuerg soll och an den nächste Joren den Erfollgsmodell bleiwen, deen et haut ass. An dofir mussen och déi Schwierigkeiten iwwerwältigt ginn, déi bleiwen an déi eis bremsen, an dat zum Deel am Sënn vum Wuert: Eist Land steet am Stau. Mir hu seriö Problemer op eise Stroossen. Et brauch een dat net schéinzerieden. Virun allem an de Spëtzenzäiten a virun allem op den Haaptachsen, déi eis mat de Grenzregione verbannen, steet de Verkéier all Dag an zwar kilometer- an dat och stonnelaang.

Mir hunn an de leschte véier Joer esou vill an d'Mobilitéit investéiert wéi nach keng Regierung virun an enger Legislaturperiod. Et ass enorm, wat zanter 2014 un neie Projeten ugestouss oder ëmgesat ginn ass! Den Tram an d'Gare am Pafendall si just zwee eenzel, visibel Beispiller vun deem, wat effektiv konnt ageweit ginn. Mä doriwwer eraus ass den Invest an de Schinneverkéier substanzuell an d'Luucht gaangen.

Fir e Verglach ze maachen: Tëschent 2003 an 2013 si ronn 1,36 Milliarden an de Schinnereise investéiert ginn. Zanter 2013 allerdéngs gouf et en Invest an d'Schinn vu ronn 1,6 Milliarden Euro! Eleng also an dëser Legislaturperiod ass méi an d'Eisebunn investéiert ginn ewéi virun an engem Zäitraum vun iwwer zéng Joer!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - A mir brauchen deen Invest, fir den Zuch méi pénktlech, méi confortabel, méi zuverlässeg an och méi attraktiv ze maachen.

► **Une voix.** - Da maacht Dir dat!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Am Fonds des routes goufen 2013 knapp 180 Milliounen Euro investéiert. Fir dëst Joer sinn Ausgabe vun iwwer 225 Milliounen Euro geplangt. Et kann een objektiv festhalen, dass den Invest an de Stroossebau och massiv an d'Luucht gaangen ass.

Et ass en neit Verkéierskonzept ausgeschafft ginn, mat engem integrative Modell, wou

Schinn, Strooss, Vëloswee an Trottoir aneneen iwwerginn. An déi duuss Mobilitéit huet an de leschte Joren e regelrechte Boost kritt mat substanzuellen Erhéijunge vum Invest an d'Vëlosweeër. Et sinn awer och nei Park & Ride-Infrastrukturen an der Grenzregion finanziéiert ginn a mir hu kierzlech mat Frankräich och en Accord ënnerschriwwen, fir déi grenziwwerscheidend Mobilitéit nach weider ze verbesseren.

Den zoustännege Minister huet déi lescht Woch hei nach aner Mesuren ugeschwat an déi nächste Méint ginn nach weider Initiative geholl, fir d'Situatioun ze verbesseren.

Dee Wee muss awer an deenen nächste Jore konsequent weidergoen. An et kann net en „one shot“ sinn. A mir mussen och de Courage hunn, d'Problemer net just ze erkennen, mä och innovativ Léisungen ze probéieren, lassgeleest vun Ideologie an ugepasst un den Zäitgeescht.

D'Capacitéiten am Schinneverkéier an och op der Strooss sinn den Ament begrenzt. D'Regierung wëllt dofir och op e puer Achse weider schaffen. Engersäits geet et drëms, intelligent Konzepter weider auszubauen. Et läit groust Potenzial am Carsharing a Covoiturage. E Potenzial, wat haut nach net genuch genotzt gëtt an duerch cibléiert Aktiounen méi attraktiv soll gemaach ginn. Ee Beispill, wat scho virgestallt gouf, ass, och eng Bunn ze reservéieren fir Leit, déi zu méi am Auto setzen. Et muss awer och derfir gesuergt ginn, dass déi Interesséiert sech fannen, dass de Kontakt méi llicht gemaach gëtt, an dofir soll och an deenen nächste Méint eng App virgestallt ginn, déi d'Chaufferen an d'Passagéier zesummen a Kontakt setzt.

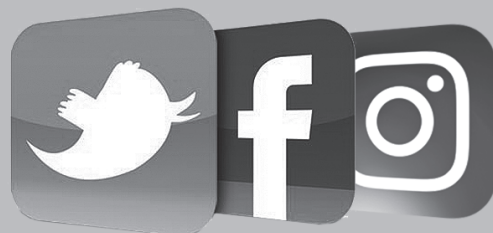
Zu engem innovative Konzept gehéiert och e weideren Ausbau vum Tramsreseau. Mir sinn der Meenung, dass een dee Reseau, wéi en elo ass an och wéi e bis elo geplangt ass, kann ausbauen. D'Regierung proposéiert notament am Kader vum MoDu 2.0, bis op Esch-Belval ze fueren. An och an déi aner Direktiounen soll d'Méiglechkeet geschafe ginn, fir mat engem Tram, deen och méi héich Vitesse ka fueren, eng Ubannung un dat bestoend Netz ze erméiglechen.

D'Immobiliteit muss d'Ausnam an d'Mobilitéit d'Regel ginn! Dat ass ganz sécher eng absolut Prioritéit och an deenen nächste Joren.

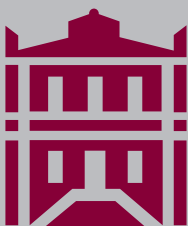
Et geet dobäi net just ëm d'Nerve vun de Leit, mä och ëm d'Ëmwelt, ëm d'Loft- an domadder och ëm ons Liewensqualitéit. Et geet ëm dat, wat mer hunn, an dat, wat mer wëllen halen a virun allem och erhalen. Eis natierlech Ressourcen, eis Natur, eis Bëscher, eis Landschaft, eist Waasser, eis Loft sinn net just e Patrimoine vun onsem Land, mä e Besëtz vun der Allgemengheet an hunn et verdéngt, dass mer och drop oppassen.

D'Regierung huet an de leschte Jore vill investéiert, fir den Equiliber tëschent wirtschaftlecher Entwécklung an Ëmweltschutz ze garantéieren. Mir hunn zum Beispill déi éischt Drénkwaasserschutzzone agefouert, déi et, ausser déi ronderëm de Stauséi, net gouf. Haut sinn eelef Zonen ausgewisen a 24 Projete sinn an der Prozedur. Dat ass e konkret Beispill, wéi mer derfir suergen, dass d'Grondwaasser als liewenswichtig Ressource och protegéiert gëtt.

Nodeems iwwer 20 Joer op eng EU-Direktiv am Buedemschutz gewaart gouf, hu mir an dëser Legislaturperiod decidéiert, net méi ze waar-



Suivez la  
Chambre des Députés  
sur Facebook, Twitter  
et Instagram





## Sommaire des séances publiques n°30, 31 et 32

### 30<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique	p. 396
Hommage à la mémoire de M. Robert Gitzinger, député honoraire	p. 396
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de l'instauration de droits de douane à l'importation sur l'acier et sur l'aluminium par le Président américain et de leur impact sur le libre-échange mondial	p. 396-399
7196 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part, fait à Bruxelles, le 5 octobre 2016	p. 399-400
7121 - Projet de loi relative à la mise en application du règlement (UE) 2015/2421 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2015 modifiant le règlement (CE) n°861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges et le règlement (CE) n°1896/2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer et portant modification du Nouveau Code de procédure civile	p. 400

Débat de consultation sur l'aménagement du territoire	p. 401-416
---	------------

### 31<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique	p. 417
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du reclassement	p. 417-420
7138 - Projet de loi portant modification	
1 <sup>o</sup> du Code du travail;	
2 <sup>o</sup> de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective	p. 420-421
Débat de consultation sur la mobilité	p. 421-434

### 32<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique	p. 434
Communications	p. 434
Ordre du jour	p. 434
Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État	p. 434-437

den, bis den Text kennt, mä en eegent Lëtzeburger Buedemschutzgesetz op den Instanze-wee ze schécken. Et sinn eng ganz Rei vun Initiative geholl ginn, fir Gesetzer a Reglementer unzepassen an eis Ëmwelt ze schützen an nei Naturschutzgebiddere och ze definéieren.

D'Regierung hält d'Protektion vun eisen natierleche Ressourcen, vun der Natur a vun den Déieren eescht. A mir kënnen och, wéi gesot, eis Engagementer konkret beleeden.

De Landwirtschaftsminister huet en neit Déiereschutzgesetz an der Chamber deposéiert, wat fir säi Pionéiergesecht international gelueft gëtt. Mir gesinn d'Déieren net méi als Objeten, mä als Liewewiesen a se mussen och als solch respektéiert ginn. Mir hunn e Kontrakt mat der nächster Generatioun, well et ass net alles eist, Här President, wat mer zur Verfügung hunn. Mir brauchen e gesonden Equiliber tëschent der Entwécklung an der Nohaltegkeet. An dat ass genee déi Politik, déi an de leschte Jore gemaach gouf an déi och de Succès huet.

An der ganzer Diskussioun ronderëm Betriber, déi bei eis Aarbechtsplaze schafen, a Mënschen, déi bei eis wunne kommen, fällt munch Informatioun ënnert den Dësch. Dat betrëfft zum Beispill de Fait, dass d'Ursaache vun de Schwierigkeeten, déi mer haut hunn, an der Vergaangenheet an net an der Zukunft leien. Wa mer haut e massive Verkéiersproblem hunn oder eng Penurie um Wunnensmaart, dann ass dat net, well an de leschte véier Joer eng Rëtsch nei Betriber bäikomm sinn a weiderer wëlle kommen, mä et geet vill méi wäit zréck. Ech hu schonn zejoert hei op der nämlécher Plaz drop higewisen, dass zu Lëtzebuerg an de Joren 2007 bis 2017 ronn 100.000 Leit bäikomm sinn!

Bei der Zuel vun de Frontalieren, déi haut méi an d'Land gefuer kommen ewéi viru 15 Joer, sinn d'Zuele ganz äänlech. Wien haut also de kuerzen a einfache Message no baussen dréit, dass et ufänkt glétscheg ze ginn op de Stroossen, op deene mer bis elo gutt gefuer sinn, an een dofir misst bremsen oder stoe bleiwen, deen ignoréiert einfach d'Realitéit. Et war viru 15 a viru 10 Joer verpasst ginn, d'Wanterpneuen opzeleeën an d'Luuchten unzemachen, fir dass een och eppes gesäit. An de leschte Joren ass awer genee dat geschitt. Mir hunn investéiert an investéiere weider, fir eis esou ze equipéieren, dass mer gesond, sécher an och zefridde kënnen weiderfueren.

Et wier och kuerz gegruff, fir just ze behaupten, dass d'Politik an der Vergaangenheet versot hätt. Déi Period, wou Lëtzebuerg staark gewuess ass, läit och an enger Zäit, wou et eng weltwäit Wirtschafts- a Finanzkris gouf. Et ass also e ganz spezielle Phenomeen, dass de Grand-Duché sech an där Zäit demografesch esou entwéckelt huet, an et läit net zulescht

dorunner, dass eis Nopeschlänner, virun allem Frankräich an d'Belsch, méi haart getraff ware vun der Kris. D'Ursaache fir de Retard bei den Infrastrukture si komplizéiert, mä d'Resultat ass einfach: Lëtzebuerg war net preparéiert an et war héich Zäit, dat ze änneren. An dat ass geschitt an dat muss och weider geschéien.

Mir maachen dat zum Beispill och iwwert d'Landesplanung, wou nach de leschte Mount e Gesetz hei am Parlament gestëmmt ginn ass, wat Pisten opweist, wéi mer onse limitéierten Territoire am beschten awer kënnen notzen. Et ass eng Strategie fir d'Zukunft. A mir mussen an den nächste Méint, zesumme mat de Gemengen, mat den Akteuren um Terrain, och d'Entwécklung vun Land an deene verschidene Secteure weider plangen. Dat am Respekt vun der Ëmwelt an am Interêt vun de Mënschen.

Et geet bei allem, wat mir iwwerleeën, plangen, diskutéieren an decidéieren, näamlech eenzeg an eleng ëm d'Mënschen. Et geet ëm d'Liewensqualitéit, ëm den Alldag, ëm d'Wuefbefannen, ëm d'Gesondheet an ëm d'Sécherheet vun de Leit. Well d'Sécherheet e wichtege Facteur ass, goufen op deem Plang vill Effort gemaach an de leschte Joren. D'Zil ass den Equiliber tëschent de Realitéiten an den Ufuerderungen, tëschent dem subjektive Sécherheetsgefill vun de Bierger an der tatsächlecher Situatioun, woubäi dat eent esou eescht muss geholl ginn ewéi dat anert.

Mat der Policereform ass do eng wichteg Etapp amgaangen. D'Aarbecht vun de Polizisten ass net einfach an d'Ufuerderung sinn an de leschte Joren och gewuess. D'Kriminalitéit ass allgemeng erofgaangen. Et sinn zejoert insgesamt ronn 36.700 Fäll vu Kriminalitéit notéiert ginn. 2013 waren et 43.000. Et sinn 2017 manner Fäll vun Abréich, manner Fäll vu Kierperverletzung, manner Mëssbrauchsfäll gemellt ginn ewéi viru e puer Joer, mä et ass awer esou, dass dat dacks anescht wouergeholl gëtt an dass fir all eenzel Affer esou e Fall eng Katastroph ka bedeuten. Esou muss dofir weider investéiert ginn, an d'Präsenz um Terrain ass enorm wichteg. Dofir gëtt den Ament och derfir gesuergt, dass déi administrativ a präventiv Aarbecht net méi noutgedronge muss vu Leit an Uniform och gemaach ginn.

A mir brauchen zousätzlech Ressourcen, wou dës Regierung hir Verantwortung iwwerholl huet an esou vill Poste geschaaft huet ewéi nach ni viru. Dee Wee muss weidergoen. D'Ausbildung gëtt nach weider verbessert an de Polizist kritt Aarbecht ofgeholl doduerch, dass d'Agents municipaux anescht kënnen agesat ginn.

D'Kriminalitéit bekämpft een awer viru allem doduerch, dass ee se verhënnert. De beschte Wee dofir ass deen, derfir ze suergen, dass et

Perspektive gëtt, dass zemools déi Jonk eppes hunn, u wat se sech kënnen festhalen, dass dat soziaalt Netz funktionéiert, dass et e gesellschaftlechen Encadrement gëtt an och Hëllef fir déi, déi Hëllef brauchen.

Déi sozial Kohäsion ass zentral fir e Land mat engem allgemengen héije Liewensstandard. An dofir hu mer derfir gesuergt, dass d'Schéier tëschent Aarm a Räich net weider ausereengeet. D'Mesuren an deem Sënn zéie sech queesch duerch d'Politik, fir déi mer stinn. Souwuel d'Reformen an der Familljepolitik, an der Steuerpolitik oder bei de Betreibungsstrukturen, fir déi Elengerzéiend ze entlaaschten, si Mesuren an deem Sënn ewéi och d'Erhéije vun der Subvention loyer, d'Gratuitéit vun de Schoulbicher an natierlech och d'Reform vun RMG mam Aféiere vun REVIS an dem Integreiere vun der Allocation de vie chère an d'Familljeeschungen, soudass och d'Famillje mat Kanner dovunnet profitéieren kënnen.

Déi sozial Kohäsion ass awer net just eng finanziell oder materiell Fro. Lëtzebuerg ass en Erfolgsmodell, well mer dat eent an dat anert sinn. An ech wäert och net akzeptéieren, Här President, an der Wahlcampagne, dass ee probéiert, dee Lëtzeburger Modell futti ze maachen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Mir sinn e Land mat engem ländleche Raum, mat Natur, mat Bëscher, mat Wäsen a mat Felder. Mir sinn awer och e Land mat enger europäescher Hauptstadt, mir hunn eng traditionell Industrie mat enger Siderurgie, mat enger Schmelz, mat Fabrëcken, mä mir sinn awer och eng Start-up-Nation mat neien, jonken Entreprises.

Mir sinn e Land, wou Lëtzebuergesch geschwat gëtt, mä mir sinn och méisproocheg. Dat eent schléisst dat anert net aus, a mir dierfen net akzeptéieren, dass verschidde Leit probéieren, engem gleewen ze dinn, dass dat eent dat anert ausschléisst. Et ass eis Stärkt! A kommt, mir maachen eis Stärkte selwer net futti wéinst Populismus!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - D'Regierung, Här President, huet an deene leschte Jore vill gemaach, fir eis Mammesprooch ze stärken. Dat fänkt domadder un, dass haut Lëtzebuergesch an de Betreibungsstrukturen, am Precoce, an der Schoul gefördert gëtt. Et ass e wichtege Deel vun de Reformen am Beräich vun der Kannerbetreung, dass déi Kanner mat enger anerer Mammesprooch ewéi d'Lëtzebuergesch duerch en éischer spilleresche Kontakt lues awer sécher eis Sprooch an léieren. Wat bis haut net de Fall war! D'Lëtzebuergesch huet sech an de leschte Joren a Jorzéngten och enorm entwéckelt a gëtt vun esou ville Leit geschwat a geschriwwen ewéi nach ni. Dat ass e Fakt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - D'Coursen, fir Lëtzebuergesch ze léieren, sinn extrem gutt besicht, well erkannt gëtt, dass et eng Integratiounssprooch ass, déi engem weiderhëlft hei am Land. Dat mussen an dat wëlle mer och konsequent weiderféieren.

De Projet de loi iwwert d'Promotioun vun der Lëtzeburger Sprooch ass um Instanzeweie a schaaft zousätzlech Méiglecheeten, fir d'Lëtzebuergesch am Alldag ze stärken an eis Sprooch als dat unzëerkennen, wat et ass: e wichtege Deel vun onsem Land.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Déi sozial Kohäsion, Här President, definéiert sech awer och iwwert de Sport, iwwert de Benevolat oder och nach zum Beispill iwwert d'Kultur. An do wäert Lëtzebuerg an den nächste Joren nees op en Neits am Fokus stoe mat Esch-Uelzucht als europäesch Kulturhauptstad 2022. D'Regierung wëll de Projet mat aller Kraaft ënnerstëtzen. Et ass wichteg, dass no vir gekuckt gëtt an all déi Involvéiert a Concernéiert net just un engem Strang zéien, mä och an déi nämlech Richtung. Ech wëll alles maachen, wat néideg ass, dass dee Projet net nëmme geléngt, mä dass et och zu engem Succès gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn och eng Responsabilitéit, fir de Bierger Äntwerten ze ginn, fir hinnen nozelaaschten. Mir sollen och eist Beschit ginn, dass d'Leit zu Lëtzebuerg Vertrauen hunn am Kontext vun deem, wat ronderëm onst Land geschitt. Leschte Freideg war de Lancement vun de Consultations citoyennes, eng Initiative, déi vun franséische President Emmanuel Macron ausgaangen ass an elo an all den europäesche Länner organiséiert gëtt, ausser an Ungarn.

Lëtzebuerg war vun Ufank un en enken Aliléierte vu Frankräich, fir dës Initiative ze pro-

mouvéieren an de Krees vun de Bierger an Europa, déi kënnen matmaachen, esou breet ewéi méiglech ze maachen. D'Leit sollen hir Iddien, hir Meenungen, hir Kriticken an hir Erwaardungen och matdeelen. D'Europäesch Unioun ass een eenzegaartege Friddensprojet op eise Kontinent. Et ass eng Famill, eng Unioun am eigentleche Sënn vum Wuert, déi iwwer 500 Millioune Leit haut matenee verbënnt.

No dësem éischten Evenement leschte Freideg zu Esch kann ech eppes ganz sécher soen: D'Leit sinn interesséiert a si wëllen och matschwätzen iwwert d'Zukunft vun der Europäescher Unioun.

Mir liewen an engem Land, wou d'Begeeschterung fir Europa allgemeng grous ass. Awer et gëtt och Froen an déi Froe mussen och beäntwert ginn. Dat kann an den nächste Joren och nëmme geléngen, wann d'Mënsche matgeholl ginn op de Wee, wéi d'EU och soll an Zukunft ausgesinn. De Grondsteen vun eiser haiteger Stategemeinschaft gouf vun e puer eenzelnen, couragéierte Politiker geluecht. Déi nächst Etappen haut mussen zesumme mat de Bierger geholl ginn, fir och déi gréissten Akzeptanz ze fannen a fir et esou och den Demagogen, Populisten a Ligener méi schwéier ze maachen, dat schlechtzerieden.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, wat zielt, ass net just dat, wat gesot gëtt, mä och dat, wat ass.

Et kann ee soen, dass haut Lëtzebuerg anescht ass ewéi am Dezember 2013. Mir hunn net just manner Defizit a méi gesond Statsfinanzen, mä d'Leit an och d'Betriber si steierlech entlaascht ginn.

Et gëtt e Chancéglichheetsgesetz. Zu Lëtzebuerg ass et haut strofbar, wann eng Fra fir déiselwecht Aarbecht manner verdéngt ewéi e Mann.

Mir hunn en neit Nationalitéitgesetz, wat d'Integratioun férdert an eis Demokratie stärkt.

Et gëtt haut eng nei Relatioun tëschent dem Stat an de Reliounsgemeinschaften.

Mir hunn international Klassen an den ëffentleche Schoulen, 20 Stonne gratis Kannerbetreung, e méi attraktive Congé parental.

An eng Fra zu Lëtzebuerg brauch elo net eng vun deene schwéiersten Decisiounen, déi se an hirem Liewen ze huelen huet, déi vum Ofdreiw, viru engem Friemen ze justifiéieren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Mir hu vereinfacht Prozedure bei den Autorisatiounen. Mir hu vill nei Betriber zu Lëtzebuerg an aner, déi weider investéieren.

Mir hunn e komplett neit Spidolgesetz, mat deem nei Servicer geschaaft goufen, fir de Leit eng besser Behandlung ze garantéieren.

D'Rettungsdéngschter si reforméiert ginn an déi Dausende Leit, déi sech fir d'Allgemengheet engagéieren, hunn eng zousätzlech Unerkennung kritt a méi Ennerstëtzung vu professionnelle Sekuristen.

D'Regierung huet d'Budgeten iwwerall do erhéicht, wou et massiven Nohuelbedarf ginn ass, vu Mobilitéit bis Logement, Schoul, Recherche, Betreung an Inklusioun, Sécherheet an Ëmweltschutz.

Lëtzebuerg ass haut och méi modern, méi zäitgeméiss a besser preparéiert op d'Erausforderungen, déi viru eis leien. Déi Entwécklung muss weidergoen, well mer brauchen de Fortschritt a kënnen eis de Stëllstand net erlaben.

Eist Land ass haut aneschters ewéi viru véier Joer an dat ass gutt esou!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Statsminister. Ech ginn him Akt vu senger Deklaratioun.

Muer de Moien ab hallwer néng wäerten de Finanzminister an de Wirtschaftsminister de PSC an de Programme national de réforme virstellen. Duerno ginn d'Debatten un, déi muer de Mëtten...

(**Brouhaha général**)

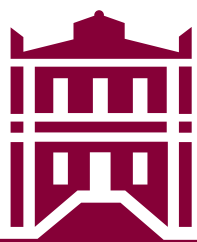
Wann ech gelift, nach eng Sekonn!

...déi muer de Mëtte weidergefouert ginn, en Donneschdeg de Moien um néng Auer weiderginn an da bis zum Ofschloss.

Sou, elo ass d'Sëtzung eriwuer. An ech soen lech Merci.

(**Fin de la séance publique à 15.24 heures**)





## Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
3661	Max Hahn, Claude Lamberty	Dépôts sauvages de déchets
3710	Josée Lorsché	Dépenses prévues au budget pluriannuel du Ministère des Sports
3724	Max Hahn, Claude Lamberty	Installation de détecteurs de fumée
3725	Claude Lamberty, Max Hahn	Carte de crédit comme moyen de paiement des communes
3737	Franz Fayot	Connaissances des enseignants dans le domaine des technologies de l'information
3739	Martine Hansen	Surfaces de compensation
3741	André Bauler	Réaménagement de la N7 entre Diekirch et Ettelbruck
3742	Fernand Kartheiser	Approvisionnement en électricité
3745	Laurent Mosar	Imposition des personnes physiques
3746	André Bauler, Edy Mertens	Carte de légitimation des médecins
3749	Gast Gibéryen	Décharge pour déchets au Fridhaff
3751	Gast Gibéryen	Liaison ferroviaire vers Trèves
3752	Henri Kox	Agriculture biologique au Luxembourg
3753	Diane Adehm, Gilles Roth	Réforme de l'impôt foncier
3754	Alex Body	Impôt foncier
3755	Laurent Mosar	Visite d'État en France
3756	Octavie Modert	Scandale «Cambridge Analytica»
3757	Henri Kox, Gérard Anzia	«École du goût»
3758	Yves Cruchten, Franz Fayot	Détention foncière
3759	Françoise Hetto-Gaasch	Soins en milieu hospitalier et/ou rééducatif pour personnes âgées et/ou démentes
3760 cf. 3783	Léon Gloden, Gilles Roth, Octavie Modert	Incidents intervenus dans les établissements pénitentiaires de Schrassig et de Givenich
3761	Georges Engel	Refinancement du budget européen
3764	Gilles Baum	Acrylamide
3765	André Bauler, Max Hahn	Apiculture
3766	Marc Spautz	Promotion des musées régionaux
3767	Gilles Baum	Réaménagement du giratoire Robert Schaffner (Iergäertchen)
3768	Max Hahn, Claude Lamberty	Décarbonisation de la flotte de bus du Régime général des transports routiers
3769	Max Hahn, Claude Lamberty	Couloir de secours
3770	Martine Mergen	Prise en charge des analyses médicales par la Caisse nationale de santé
3771	Martine Hansen	Production nationale de légumes
3772	Fernand Kartheiser	Langues à l'école luxembourgeoise
3773	Fernand Kartheiser	Congé parental
3776	Laurent Mosar, Jean-Marie Halsdorf	Système des gardes à assurer par les hôpitaux
3778	Sam Tanson, Josée Lorsché	Service de consultation et d'aide pour troubles de l'attention, de la perception et du développement psychomoteur
3779	Gast Gibéryen	Convention collective de travail pour les salariés du secteur d'aide et de soins et du secteur social
3780	Fernand Kartheiser	Définition de l'antisémitisme
3782	Viviane Loschetter, Josée Lorsché	Programme vacances-travail
3783 cf. 3760	Claudia Dall'Agnol	Sécurité en milieu carcéral
3784	Sylvie Andrich-Duval	«Girls' Day - Boys' Day»
3790	Laurent Mosar	Récentes affirmations du Président Abbas sur l'Holocauste
3794	Laurent Mosar	Protection des données
3795	Viviane Loschetter, Roberto Traversini	71 <sup>e</sup> édition de l'Assemblée mondiale de la santé
3796	Martine Hansen	Budget agriculture et développement rural de l'Union européenne
3797	Diane Adehm, Gilles Roth	Impact budgétaire du «paquet d'avenir»
3798	Laurent Mosar	Compétitivité de la place financière
3799	Marc Spautz	La vente par ArcelorMittal de l'usine de galvanisation de Dudelange
3837 urgente	Martine Mergen	«Wiichtelhaus» à Beggen
3854 urgente	Gilles Baum	Accessibilité du village de Berdorf
3886 urgente	Gilles Roth, Laurent Mosar	Cours complémentaires en droit luxembourgeois (CCDL)
3891 urgente	Claude Wiseler, Laurent Mosar	Participation luxembourgeoise au «mini-sommet» sur les migrations le 24 juin à Bruxelles

### Question 3661 (01.03.2018) de MM. Max Hahn et Claude Lamberty (DP) concernant les dépôts sauvages de déchets:

En décembre 2015, un arsenal plus répressif pour lutter contre le dépôt sauvage de déchets a été introduit, notamment par la loi du 18 décembre 2015 modifiant la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets et le règlement grand-ducal du 18 décembre 2015 relatif aux avertissements taxés déterminant les modalités d'application de l'avertissement taxé et établissant un catalogue des contraventions soumises à l'avertissement taxé prévu par la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Le Ministère dispose-t-il de statistiques détaillées quant au nombre et à la nature des contraventions de pollution de l'environnement et de dépôts sauvages de déchets constatées pendant les cinq dernières années?

2) Dans l'affirmative, est-il possible de constater un effet de dissuasion provenant des mesures introduites?

3) À combien se chiffraient les recettes que l'État a perçu à titre des sanctions de ces infractions pendant les cinq dernières années?

4) Dans le cas où ces mesures n'ont pas eu l'effet souhaité, Madame la Ministre envisage-t-elle de renforcer davantage les contrôles et les sanctions liés à ces infractions?

### Réponse (15.03.2018) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

ad 1) L'Administration de l'environnement a procédé à des contrôles et inspections en matière de gestion non conforme de déchets à

partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017, ceci pour des raisons diverses. D'abord, les agents de l'Administration de l'environnement ont dû attendre la publication du règlement grand-ducal relatif aux formations des officiers de police judiciaire ainsi que la tenue des formations en question pour pouvoir être assermentés en octobre 2015 en tant qu'officier de police judiciaire en vertu de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets. Ensuite, une nouvelle Unité contrôles et Inspections a été créée dans le cadre de la réorganisation de l'Administration de l'environnement. Cette nouvelle unité est devenue opérationnelle en janvier 2017. Au cours de cette année, l'Unité contrôles et Inspections a été saisie de huit plaintes concernant la gestion non conforme de déchets sur un total de 81 plaintes reçues.

En ce qui concerne plus particulièrement le nombre d'avertissements taxés émis, il y a lieu de préciser que jusqu'à présent, l'Administration de l'environnement n'a pas encore émis de telles sanctions.

Or, les agents de la Police grand-ducale et de l'Administration des douanes et accises sont également habilités à rechercher et constater les infractions contre cette loi. Depuis début 2016, les deux administrations ont procédé à des avertissements taxés, dont vous trouvez les statistiques ci-après:

Administration des douanes et accises:

Avertissement taxé	Nombre
250 €	2
145 €	13
49 €	42

Police grand-ducale:

Avertissement taxé	Nombre
250 €	31
145 €	81
49 €	78

ad 2) Sur base des expériences faites par les agents sur le terrain, on peut retenir que la seule évocation de l'existence d'un catalogue d'avertissements taxés a un effet dissuasif sur les contrevenants, ceci particulièrement dans le cas d'incinérations illégales de déchets.

À cet effet dissuasif s'ajoute l'action des trois administrations du Département de l'environnement (Administration de l'environnement - Administration de la gestion de l'eau - Administration de la nature et des forêts) et la participation d'une population plus attentionnée permettant de mieux veiller à la protection de l'environnement naturel et humain.

Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler la conférence de presse du 24 avril dernier relative aux contrôles environnementaux:

[http://environnement.public.lu/fr/actualites/2018/avril\\_2018/controles\\_environnementales.html](http://environnement.public.lu/fr/actualites/2018/avril_2018/controles_environnementales.html)

À cette occasion, la démarche permettant aux citoyens de signaler des infractions, a été présentée. À l'aide de formulaires spécifiques, les citoyens peuvent désormais introduire des plaintes administratives. Ceci permet aux administrations de réagir plus vite et plus efficacement.

Les formulaires de dépôt d'une plainte administrative se trouvent à présent sur «guichet.lu»:

Environnement: [www.guichet.lu/plainte-aev](http://www.guichet.lu/plainte-aev)

Eau: [www.guichet.lu/plainte-age](http://www.guichet.lu/plainte-age)

Nature: [www.guichet.lu/plainte-anf](http://www.guichet.lu/plainte-anf)

Dans un contexte plus large, on peut mentionner qu'une nouvelle campagne de sensibilisation contre le littering aura lieu cet été.

ad 3) Les seules recettes perçues à titre des sanctions d'infractions en matière de déchets pendant les cinq dernières années sont celles provenant des avertissements taxés décernés par les agents de la Police grand-ducale et ceux de l'Administration des douanes et accises.

ad 4) Le Département de l'environnement procédera à une analyse plus profonde dès que des statistiques plus vastes seront disponibles. Au nombre d'infractions constatées par la Police grand-ducale et par l'Administration des douanes et accises s'ajouteront les expériences des officiers de police judiciaire de l'Administration de l'environnement pendant l'année en cours.

### Question 3710 (20.03.2018) de Mme Josée Lorsché (déi gréng) concernant les dépenses prévues au budget pluriannuel du Ministère des Sports:

Pour les années 2018 à 2021, le budget pluriannuel du Ministère des Sports prévoit an-



nuellement des dépenses diverses à hauteur d'environ 200.000 euros liées aux «relations sportives avec des pays, fédérations ou institutions sportives, partenaires ou non d'un accord bilatéral conclu avec le Grand-Duché de Luxembourg».

Même si ces dépenses sont modestes par rapport à l'enveloppe budgétaire globale du Ministère des Sports, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Quels sont les modalités et critères selon lesquels les sommes susmentionnées sont investies?

- Quels sont les initiatives et projets sportifs concrets financés par cet article budgétaire pendant l'année en cours et quels sont ceux prévus pour l'avenir?

**Réponse** (19.04.2018) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

L'article en question prévoit pour l'année 2018 une ligne de crédit à hauteur de 193.040 euros.

Le montant en question est prévu pour couvrir en fait deux volets de relations transfrontalières:

- Échanges sportifs avec les fédérations:

Les échanges sportifs qui se déroulent dans le cadre des accords culturels avec nos pays voisins comme la France et la Belgique offrent la possibilité, surtout à nos jeunes sportifs, de réaliser des stages intensifs et de se mesurer concrètement à d'autres jeunes de leur discipline, notamment en ce qui concerne les sports requérant des équipements sportifs spécifiques ou des sites non disponibles au Luxembourg.

Les fédérations réalisant de tels stages, qui ne sont pas déjà subventionnés dans le cadre des concepts fédéraux pour la promotion du sport de haut niveau, peuvent introduire une demande de participation aux frais générés par lesdits stages.

La participation du MSP est fonction du montant des frais réellement engagés et du nombre de participants au stage.

- Échanges avec des institutions internationales:

En conformité avec les lignes directrices de l'actuel programme gouvernemental, le Ministère des Sports œuvre pour que des fédérations européennes et internationales établissent leur siège au Luxembourg. La mise en place de centres de développements européens va de pair avec ces efforts et les retombées pour notre pays sont multiples: retombées économiques, création d'emplois, promotion du sport d'élite, amélioration de la formation des entraîneurs, mise en place d'un nouveau cursus universitaire, valorisation de la Coque ou d'autres centres nationaux en tant que centres d'entraînements, échange de connaissances, recherches scientifiques, etc.

Dans cette logique l'État contribue à l'objectif du Chinese Table Tennis College Europe «CTTC-E» en dotant ce dernier annuellement d'une participation financière dont le montant est fixé au budget correspondant à l'année en question.

Toujours en conformité avec la volonté du Gouvernement luxembourgeois de poursuivre ses démarches pour héberger le siège officiel de fédérations européennes et internationales, la Fédération européenne de pétanque (CEP) a élu son siège au Centre national de boules et pétanque à Belvaux-Metzerlach. Sur base d'une convention, l'État prend en charge, dans des proportions limitées, une part des frais en relation avec les activités de la CEP audit centre.

Le MSP entend maintenir le même montant pour les budgets subséquents.

**Question 3724** (26.03.2018) de **MM. Max Hahn et Claude Lamberty** (DP) concernant **l'installation de détecteurs de fumée**:

Lors de la réception de nouvel an des services de secours, le 18 janvier, Monsieur le Ministre de l'Intérieur a annoncé vouloir introduire une obligation d'installer des détecteurs de fumée dans tous les maisons et appartements, une obligation qui existe déjà p. ex. en France, Belgique et en Allemagne. Il convient également de rappeler qu'il y a quelques années encore, Monsieur le Ministre ne prévoyait pas de légiférer sur un niveau national en la matière.

Ainsi, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019, chaque immeuble d'habitation nouvellement construit devra prévoir d'office des détecteurs de fumée, tandis que pour les bâtiments déjà existants une période de transition de cinq ans est prévue. Monsieur le Ministre a également déclaré vouloir offrir en total 150.000 détecteurs aux ménages, pour un budget d'environ un million d'euros.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques précisant le nombre de personnes mortes suite à un incendie au Luxembourg pendant les dix dernières années? Combien de personnes sont décédées en raison d'une intoxication par la fumée?

- Dans combien de communes existe-t-il à l'heure actuelle une obligation d'installer un détecteur de fumée?

- Pour quelles raisons Monsieur le Ministre a-t-il changé d'avis et décidé de légiférer au niveau national?

- De quelle façon Monsieur le Ministre entend-il assurer le respect de la future obligation d'installer un détecteur de fumée, surtout dans le cas des bâtiments déjà existants?

- Quelles conditions devront être accomplies afin de pouvoir recevoir un détecteur?

- Les ménages disposant déjà d'un, voire de plusieurs détecteurs de fumée, auront-ils droit à une prestation compensatoire?

- Quelles mesures d'assistance et de conseil Monsieur le Ministre prévoit-il pour aider les ménages à installer les détecteurs correctement?

- Pour quel type de détecteur de fumée Monsieur le Ministre entend-il faire un appel d'offres? Devront-ils être équipés de diodes lumineuses qui montrent le chemin de fuite dans une chambre? Pourront-ils communiquer avec d'autres détecteurs dans la même maison afin de pouvoir alerter toute la maison en cas d'incendie?

- Monsieur le Ministre choisira-t-il un modèle que les citoyens pourront acheter eux-mêmes par la suite, s'ils souhaitent avoir plus qu'un détecteur dans leur maison?

**Réponse** (15.05.2018) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Au vu des statistiques de la Direction de la santé, il est à constater qu'entre 1998 et 2015, il y a eu, en moyenne, deux décès par an dû à l'exposition à la fumée, au feu et aux flammes. À côté des incendies, ce sont surtout les intoxications par inhalation de fumée qui sont à l'origine des décès. En effet, il est établi que les incendies afférents les plus mortels se produisent la nuit, le monoxyde de carbone plonge les occupants dans un profond sommeil. La détection précoce de la fumée s'impose de façon impérative et vitale, c'est pourquoi quelques communes ont pris l'initiative de rendre l'installation de détecteurs de fumée obligatoire par le biais des règlements sur les bâtisses, les voies publiques et les sites.

L'obligation d'installer un détecteur de fumée sera rendue exécutoire avec l'entrée en vigueur de la loi actuellement en instance d'élaboration. Il est prévu que les immeubles existants non dotés de détecteurs de fumée bénéficieront d'un délai de transition de cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de la loi. Concernant les immeubles existants dotés de détecteurs de fumée, une présomption de conformité à la loi sera établie, ceci en vue de compenser leur prévoyance en matière de protection contre l'incendie. Les honorables Députés comprendront que je me dois, tout d'abord, de saisir le Gouvernement en conseil et de communiquer ensuite, et après accord, les tenants et aboutissants du projet de loi en question. Je me tiens, d'ailleurs, à la disposition de la Chambre des Députés pour informer, aussitôt, la commission parlementaire compétente.

À côté de l'obligation légale en projet, je tiens à signaler qu'une campagne de sensibilisation, durable et explicative sera menée afin d'éclairer la population sur l'importance de la présence de détecteurs de fumée au sein des logements. Aussi et à des fins de sensibilisation de la population, le Gouvernement a pris l'initiative d'offrir un détecteur de fumée à chaque ménage installé au Luxembourg. Le détecteur de fumée qui sera distribué, est un modèle non ionique et automatique conforme aux normes européennes, doté du marquage «CE».

Les détails de la campagne, actuellement en phase d'élaboration, seront communiqués en temps utile.

**Question 3725** (26.03.2018) de **MM. Claude Lamberty et Max Hahn** (DP) concernant **la carte de crédit comme moyen de paiement des communes**:

Le 27 janvier 1999, le Ministre de l'Intérieur à l'époque a informé les communes moyennant une circulaire que «la commune ne pourra mettre à la disposition ni des responsables communaux ni du personnel du secteur communal un porte-monnaie électronique, une carte bancomat ou une carte de crédit pour payer des dépenses à charge de la commune».

En effet, selon l'article 94 de la loi communale, le receveur communal est chargé, seul et sous sa responsabilité, d'acquitter les dépenses qui sont ordonnancées sur la base d'un mandat par le Collège des bourgmestre et échevins.

Il nous revient que de nombreuses communes ont été approchées par leur propre personnel et par le personnel de leur école fondamentale qui désirent recevoir accès à une carte de crédit pour payer une partie des dépenses à charge de la commune. En effet, grand nombre de services et biens vendus en ligne, comme par exemple les applications mobiles, ne peuvent être payés par voie de virement, mais seulement par carte de crédit.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre partage-t-il notre opinion qu'à l'ère de la digitalisation, il est indispensable que toute commune désirent offrir un service moderne et complet à ses citoyens ait la possibilité de mettre à la disposition de son personnel une carte de crédit?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre est-il prêt à adapter la législation communale et plus précisément l'article 94 de la loi communale afin d'autoriser les communes à payer une partie de leurs dépenses par carte de crédit sur autorisation préalable du Collège des bourgmestre et échevins?

**Réponse** (15.05.2018) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Les honorables Députés s'enquerraient sur la possibilité de mettre une carte de crédit à disposition du personnel communal.

Réaliser des dépenses pour le compte de la commune constitue un élément de l'exécution du budget qui se déroule dans un cadre légal ayant pour objectif une bonne gestion des deniers publics.

J'aimerais rappeler aux honorables Députés les dispositions pertinentes de la loi communale déterminant le cadre légal dans lequel le paiement de dépenses communales est opéré:

«Art. 94.

Le receveur communal est chargé, seul et sous sa responsabilité, d'effectuer les recettes de la commune ainsi que d'acquitter les dépenses qui sont ordonnancées dans les formes et conditions déterminées par la loi.

(...)

Art. 130.

Le Collège des bourgmestre et échevins vérifie les droits des créanciers de la commune et ordonnance les dépenses dans la limite des crédits autorisés.

Art. 131.

Les mandats de paiement sont signés par le bourgmestre ou celui qui le remplace et par un échevin et contresignés par le secrétaire communal.

Aucun paiement à charge de la caisse communale ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un mandat établi en due forme.

(...)

Art. 133.

Si le Collège des bourgmestre et échevins refuse ou omet d'ordonnancer les dépenses que la loi met à charge de la commune, le Ministre de l'Intérieur peut ordonner que la dépense soit immédiatement payée. Cette décision tient lieu de mandat et le receveur est tenu d'en acquitter le montant.

Art. 134.

Dès réception des mandats régulièrement établis, le receveur communal est tenu de les payer dans la limite des crédits budgétaires autorisés.

(...)

Art. 138.

Le receveur est chargé seul, sous sa responsabilité, d'encaisser les recettes et d'acquitter les dépenses de la commune. Il est responsable de la gestion et de la bonne garde des fonds.»

Il ressort des dispositions légales précitées qu'il existe une séparation des fonctions d'ordonnateur assurées par le Collège des bourgmestre et échevins et celles de comptable communal assurées par le receveur. Cette séparation se justifie avant tout par l'établissement d'un contrôle mutuel entre les élus et le comptable: l'ordonnateur ordonnance les recettes et les dépenses, le comptable exécute l'ordre tout en effectuant un contrôle de régularité.

Les étapes dans l'exécution des dépenses effectuées par respectivement le Collège des bourgmestre et échevins et le receveur comprend plusieurs étapes.

Le Collège des bourgmestre et échevins entame la procédure par l'engagement, l'acte juridique par lequel il constate la dépense, décide de l'effectuer et de l'imputer sur les crédits budgétaires autorisés. Ensuite, il procède à la liquidation de la dépense en vérifiant la réalité de la dette et en arrêtant le montant tout en s'assurant que le créancier a exercé la prestation ou la fourniture qui lui incombait. L'intervention du Collège des bourgmestre et échevins se termine par l'ordonnancement ou le mandatement qui consiste, dans les formes prévues par la loi, dans l'ordre donné au receveur de payer la dépense. C'est à ce stade de la procédure que le receveur prend en charge la dépense et en effectue le paiement. Il contrôle la régularité de l'ordre de paiement et des pièces justificatives qui l'accompagnent. Finalement, il réalise les opérations effectives du paiement de la dette de la commune en recourant aux moyens légaux de paiement.

Sauf l'hypothèse dans laquelle le Collège des bourgmestre et échevins refusait ou omettait d'ordonnancer une dépense et où le Ministre de l'Intérieur pourrait se substituer en tant qu'ordonnateur, la loi communale n'admet, à l'heure actuelle, aucune exception ni à la séparation des rôles d'ordonnateur et de comptable, ni aux règles de forme et de fond en matière de paiement des dépenses communales.

Ainsi les communes, voire les entités du secteur communal, ne peuvent mettre à disposition une carte de crédit, ni aux élus, ni au personnel communal alors que ce mode de paiement de dépenses communales viole les prérogatives tant de l'ordonnateur que du receveur, le principe de la séparation de leurs fonctions est incompatible avec leurs responsabilités respectives en matière d'exécution du budget.

Une ouverture en la matière, devant assurer les sécurités essentielles et une transparence certaine, pourra se faire lors d'une refonte des dispositions légales en vigueur et ce dans un esprit de modernisation et de dématérialisation des procédures.

**Question 3737** (03.04.2018) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant **les connaissances des enseignants dans le domaine des technologies de l'information**:

Un sujet récurrent évoqué lors des entrevues aussi bien avec le Parlement des Jeunes lors du hearing du 2 mars 2018 qu'avec la délégation de jeunes de l'atelier 99ID le 9 mars 2018 est le manque de connaissances des enseignants dans le domaine des technologies de l'information.

On peut ainsi lire dans la résolution du Parlement des Jeunes sur l'intelligence artificielle (du 8 février 2018):

«1. Alarmé par le manque d'éducation, à savoir les connaissances sur l'informatique chez les jeunes, nous craignons que dans un proche avenir, ils ne sauront pas s'en servir et seront complètement perdus. En effet, le savoir informatique qu'ils possèdent ne dépasse pas les connaissances de bases des logiciels de traitement de texte. Ces connaissances sont donc insuffisantes. Or, parfois ils ne savent même pas acquérir ces connaissances eux-mêmes. En ce qui concerne les professeurs, leur niveau informatique est souvent pire que celui de leurs élèves.» (nous soulignons)

Dans le document 99ID, dans la section sur l'éducation, le même problème est épinglé, et il est recommandé de prévoir un «Update op de neie Stand vun der Technik fir Proffen».

Alors que la digitalisation ne fera pas halte devant l'école, il est évident qu'une solide formation de tous les enseignants, tant du fondamental que du secondaire dans les technologies de l'information sera essentielle afin d'expliquer et d'utiliser ces outils dans leur enseignement.

Dès lors, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre partage-t-il le constat fait par le Parlement des Jeunes et l'atelier 99ID



quant aux connaissances parfois insuffisantes d'une partie du corps enseignant dans le domaine des TIC?

2) Le cas échéant, Monsieur le Ministre envisage-t-il des mesures concrètes, notamment dans le domaine de la formation continue des enseignants, afin d'y remédier?

3) Plus généralement, quelles sont les initiatives que compte prendre Monsieur le Ministre pour préparer encore davantage les enfants et jeunes étudiants, dans le cadre des écoles tant du fondamental que du secondaire, aux défis de la digitalisation?

**Réponse** (08.05.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1) Le constat dressé par le Parlement des Jeunes est certes alarmant, mais en l'absence d'études approfondies à l'appui, il y a lieu de veiller à éviter de généraliser sur base de cas isolés. Les enseignants, tant de l'enseignement fondamental que de l'enseignement secondaire, peuvent se prévaloir d'une solide formation de base, soit par les cours suivis lors de leur formation initiale à l'université, soit par des formations spécifiques à l'Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN) dans le cadre de l'insertion professionnelle ou encore lors de la formation continue. Parmi les domaines de formation prioritaires couverts par l'IFEN, le volet sur la pédagogie des médias offre de très nombreuses formations au sujet des compétences technologiques, de la maîtrise des outils liés aux technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement (TICE), de l'éducation aux et par les médias et de l'utilisation de tablettes numériques.

ad 2)

#### 1. Formations à l'IFEN

Des efforts croissants ont été déployés au niveau de la formation continue des enseignants dans le domaine des TICE. Parmi les domaines prioritaires de la formation continue figure depuis des années le volet «les technologies de l'information et de la communication».

Au niveau des thématiques, les formations du domaine «Medienpädagogik - Medienerziehung» sont classées dans deux sous-domaines:

- «Compétences technologiques - Maîtrise des outils liés aux TICE»: ces formations visent la prise en main des outils technologiques et leur utilisation pédagogique et didactique.

- «Éducation aux médias»: ces formations ciblent l'utilisation responsable des médias et le développement d'une approche critique, pertinente et civique de l'usage des médias.

Voici les effectifs des formations et inscriptions de ce domaine auprès de l'IFEN:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Il apparaît que la formation continue sur les TICE représente en moyenne 14% du total des inscriptions des deux dernières années. Ces inscriptions proviennent en gros pour 30% de la part de formations de l'offre nationale ouverte aux inscriptions individuelles, et pour 70% de la part de formations organisées sur mesure à la demande des écoles et lycées. Cet engagement collectif des équipes pédagogiques permet de développer un langage commun, de coopérer et d'adhérer à une vision commune.

Les formations continues sur les TICE sont organisées selon différents types de formation définis par l'IFEN qui prennent en considération les objectifs de formation et les disponibilités des enseignants: parallèlement à des séminaires (formations ponctuelles), journées pédagogiques, conférences ou colloques, des formations continues séquentielles favorisant le transfert et la durabilité sont mises en place. Des formations basées sur l'échange entre équipes pédagogiques ou entre enseignants sont également proposées afin d'encourager le partage des pratiques professionnelles.

Les thématiques des formations sont intimement liées aux nouveautés technologiques offertes par le ministère et très évolutives. Ainsi, la mise à disposition de la suite Office 365 pour tous les enseignants à partir de la rentrée de septembre 2016 a engendré une demande accrue de formations sur cette thématique: plus de 150 formations ont été organisées durant l'année scolaire 2016-2017 sur les modalités techniques et l'utilisation pratique de ces outils. La stratégie «one2one» visant à généraliser l'introduction des dispositifs mobiles de type tablette dans les établissements secondaires et secondaires techniques au cours des prochaines années scolaires et à en faire un outil de production et d'apprentissage au service de la pédagogie, a eu comme conséquence l'organisation d'une centaine de formations durant

l'année scolaire 2017-2018. Ces formations visent aussi bien la prise en main technique de l'outil que son utilisation dans des contextes pédagogiques et didactiques variés.

#### 2. Autres formations pour enseignants

En ce qui concerne la formation du personnel enseignant, le SCRIPT organise régulièrement des journées de réseautage, d'échanges et de formation pour le personnel enseignant du fondamental et du secondaire, comme la «Journée eduSphere», à laquelle près de 300 enseignants ont participé le 23 mars dernier.

Dans le contexte du projet «one2one», décrit ci-dessous, le CGIE, l'IFEN et le SCRIPT offrent un accompagnement technologique et pédagogique aux lycées et des formations pour les enseignants. Le SCRIPT a ainsi mis en place une démarche appelée «réseautage one2one» afin que les enseignants et décideurs éducatifs de tous bords soient encouragés à échanger les bonnes (et moins bonnes) pratiques afin d'optimiser toutes les démarches futures au niveau du «one2one».

ad 3) De façon générale, un cadre de référence est en train d'être élaboré qui indiquera les sujets à traiter et les compétences à acquérir dans le contexte de l'éducation aux médias. Plus précisément, il s'agit d'un guide pour enseignants qui les aide à intégrer systématiquement des aspects des TIC et des médias dans leurs cours, du cycle 1 de l'enseignement fondamental (EF) jusqu'en classe de 1<sup>re</sup> de l'enseignement secondaire (ES). Le cadre de référence sera accompagné par un «passeport médiatique» (Medienpass) permettant aux élèves, aux enseignants et aux parents d'abord de visualiser le progrès de l'élève et ensuite - par une approche «gamifiée» d'un système de badges - d'ambitionner d'acquérir le plus de compétences possibles. Une autre composante sera un catalogue de partenaires et d'illustrations, comment effectuer des activités dans ce domaine. À titre d'exemple, l'enseignant peut se référer à des (bonnes) pratiques existantes ou faire appel à un partenaire externe pour un accompagnement en classe. Le cadre de référence luxembourgeois sera basé sur le modèle «DigiComp» de la Commission européenne.

Plusieurs actions et initiatives précises répondant aux défis de la digitalisation ont été élaborées ces dernières années pour promouvoir l'éducation aux médias et l'intégration des TIC dans les classes. En voici quelques-unes:

#### - Section I

Depuis septembre 2017, au sein du Lycée des Arts et Métiers (LAM), du Lycée technique d'Esch-sur-Alzette (LTE) et du Lycée Edward Steichen à Clervaux (LESC) à partir de 2018, les élèves de trois classes de 3<sup>e</sup> de l'enseignement secondaire classique sont initiés aux concepts de la programmation, de la sécurité informatique, des bases de données et de l'informatique technique et théorique. Une ouverture aux nouvelles technologies est promue, en proposant des cours qui invitent les élèves à se familiariser avec des outils innovateurs et à apprendre à les manipuler, en vue d'en analyser et identifier les utilités et champs d'application.

Cette spécialisation en sciences est complétée par une introduction à la théorie de la communication et une intégration de la philosophie des médias, et mise sur une approche transdisciplinaire lors du développement et de l'exécution de «défis» autonomes dans le contexte de thèmes trimestriels.

#### - «Future Hub»

Actuellement, trois pôles informatiques, le LAM, le LTE et le LESC - au Centre, au sud et au nord du pays - regroupent et développent davantage d'enseignements liés aux nouvelles technologies, tant dans l'enseignement secondaire classique que dans l'enseignement secondaire général et qui mèneront au diplôme d'aptitude professionnelle (DAP), au diplôme de technicien, aux diplômes de fin d'études secondaires et à d'autres types de certifications.

#### - «Luxembourg Tech School» (LTS)

La Luxembourg Tech School asbl est une activité parascolaire soutenue par le ministère qui vise à promouvoir le développement des compétences numériques et interpersonnelles d'une nouvelle génération de «digital leaders».

Elle s'adresse aux étudiants âgés de 15 à 19 ans qui sont passionnés par le domaine numérique et désireux d'apprendre et d'appliquer la technologie dans un contexte commercial réel.

Depuis le projet pilote, qui a débuté en septembre 2016 avec une trentaine d'étudiants des lycées du campus Geesseknäppchen, le concept a continué de grandir et en 2017-2018, des cours sont offerts au sein de neuf écoles luxembourgeoises, regroupées en trois pôles LTS. Il est prévu d'élargir l'offre en 2018-2019.

#### - ESERO

Le ministère collabore avec le Ministère de l'Économie, l'Agence spatiale européenne et le «Luxembourg Science Center» en vue de soutenir et d'accompagner l'établissement au Luxembourg du Bureau européen de ressources en matière d'éducation spatiale - ESERO.

Les activités de l'ESERO visent à promouvoir l'intérêt et la sensibilisation des jeunes européens aux sciences et techniques du domaine spatial à travers leur fascination pour l'espace et l'astronomie par la mise à disposition des contenus et activités qui s'inscrivent dans la démarche pédagogique des écoles et lycées et des programmes d'enseignement et d'éducation non formelle.

Ces ressources sont dédiées aux branches scientifiques avec un fort accent sur les compétences informatiques.

#### - «one2one»

Depuis la rentrée 2017-2018, le ministère poursuit la stratégie infrastructurelle d'un appareil de travail numérique par élève. Par le moyen des tablettes numériques, subventionnées par le ministère, les élèves apprennent à gérer et travailler dans des espaces numériques de travail, à produire et partager des contenus et à effectuer des recherches ciblées par le moyen des nouvelles technologies. Cette approche modernisera de façon fondamentale la manière d'enseigner et d'apprendre dans l'enseignement luxembourgeois. Dans ce contexte, le CGIE, l'IFEN et le SCRIPT offrent un accompagnement technologique et pédagogique aux lycées et des formations pour les enseignants.

Un projet pédagogique de réseautage entre écoles concernées permet aux enseignants de représenter davantage de contenus numériques, de concevoir des méthodes de travail adaptées aux nouveaux dispositifs technologiques et de réaliser le potentiel de la révolution informatisée au sein de l'éducation.

#### - «BEE SECURE»

«BEE SECURE» est une initiative commune de plusieurs ministères. Sa mission consiste dans des activités de sensibilisation à une utilisation plus réfléchie voire sécurisée des nouvelles technologies de l'information et de la communication, à l'éducation des utilisateurs dans ce domaine, et tout particulièrement des enfants, adolescents, parents, professeurs et éducateurs, et à la lutte contre les contenus illégaux et les comportements dangereux en ligne, tant à destination des jeunes que du grand public. Dans ce contexte, de nombreuses campagnes et séances de formation sont offertes. Ainsi, tous les élèves des classes de 7<sup>e</sup> doivent désormais suivre une session d'information d'une durée de deux leçons sur le thème de la sécurité de l'information. Pour les autres tranches d'âge, des sessions peuvent être sollicitées sur base volontaire. En général, les sessions sont proposées pour l'école fondamentale à partir du cycle 3.1.

En outre, «BEE SECURE» a mis en place des «makerspaces» qui sont des lieux de découverte, mais surtout de création où les jeunes peuvent créer leurs propres outils digitaux et apprendre le codage de façon ludique dès le plus jeune âge. De nombreux ateliers y sont offerts. Durant l'année scolaire 2015-2016, six «makerspaces» ont vu le jour au Luxembourg. Entre-temps le réseau des «makerspaces» a grandi et se présente comme suit:

- Base 1 - «makerspace» accessible aux groupes, classes et jeunes individuels de tout âge. Cet espace est situé au Forum Geesseknäppchen (Luxembourg-ville);

- 23 «makerspaces» installés au sein de lycées au niveau régional;

- trois «makerspaces» installés dans des maisons relais et écoles fondamentales au niveau communal.

Une autre initiative de «BEE SECURE», «Knivwelinno», est la première plateforme de développement pour microcontrôleur entièrement pensée pour les enfants fréquentant l'enseignement fondamental et les maisons.

#### - Jeune journaliste

Le concours «jeune journaliste» est une collaboration du ministère avec le Conseil de presse et la fondation «Zentrum fir politesch Bildung». Avec l'aide de journalistes qui se rendent en classes, les élèves peuvent découvrir le métier de journaliste et sont invités à réaliser une production sur un sujet donné.

- «Interdisciplinary Creativity Skills Competition»

Le concours «Interdisciplinary Creativity Skills Competition» est à sa deuxième édition et porte cette année sur le sujet: «Living and Working in Space». En collaboration avec les acteurs du secteur, comme SES, «Space Res-

sources», «ispace», «Luxembourg Science Center», «Asteroid Day», FNR et SnT, il vise à inciter les jeunes à s'intéresser aux défis de la conquête spatiale. Lors de ce concours innovateur, les équipes peuvent soumettre des projets et maquettes pour proposer des solutions à des problèmes que la vie dans l'espace engendrerait.

#### - «FIRST LEGO League»

Pour promouvoir la créativité et la robotique, la participation à l'initiative mondiale «FIRST LEGO League» est prévue. Ici, les équipes de jeunes participants doivent résoudre des problèmes rencontrés dans un domaine scientifique donné en utilisant du matériel «LEGO Mindstorms» et en suivant une démarche professionnelle: recherche, échange, dessin, construction et test. Cette année, des équipes de quelques écoles ont été invitées à participer à ce concours. Actuellement, les enseignants avec leurs élèves sont en train de préparer leur participation à un tournoi régional en Allemagne et reçoivent des formations adéquates.

#### - «Digital Game-Based Learning»

Dans le contexte d'une éducation à l'utilisation équilibrée et appropriée des médias, mais aussi pour explorer les plus-values pédagogiques des jeux informatiques, une étude est en cours sur le «Digital Game-Based learning» (apprentissage par le jeu). En collaboration avec l'Université du Luxembourg et la Donau-Universität Krems (Autriche), plusieurs enseignants de l'EF et de l'ES utilisent des jeux informatiques suivant un scénario pédagogique en classe. Ils étudient la faisabilité pour traiter des sujets donnés en classe par le biais de jeux numériques.

**Question 3739** (30.03.2018) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant les **surfaces de compensation**:

Um den Flächenverbrauch durch Bauprojekte auszugleichen ist im zukünftigen Naturschutzgesetz die Schaffung eines Kompensationspools vorgesehen. Laut meinen Informationen ist der Staat seit einiger Zeit sehr aktiv im Aufkauf von Flächen für den oben genannten Pool.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Frau Ministerin für Umwelt und den Herrn Finanzminister stellen:

1. Wie viele Flächen besitzt der Staat bereits?
2. Wo besitzt der Staat diese Flächen?
3. Wie viele dieser Flächen können zu Kompensationszwecken genutzt werden?
4. Wie viele Flächen hat der Staat bis heute zusätzlich für den Kompensationspool aufgekauft?
5. In welchen Regionen des Landes befinden sich diese Flächen?
6. Zu welchem Durchschnittspreis werden die Flächen aufgekauft (Grünland, Ackerland, Wälder usw.)? Wie hoch liegt der Maximalpreis?
7. Werden, falls diese Flächen nach dem Ankauf vom Staat extensiver bewirtschaftet werden, bereits Ökopunkte angerechnet?

**Réponse commune** (15.05.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

ad 1., 2., 3. + 4. Seit dem Inkrafttreten des Naturschutzgesetzes von 1982 gilt das Ausgleichsprinzip für die Zerstörung von ökologisch wertvollen Biotopen. In der Vergangenheit wurden die Landkäufe durch den Staat in der Regel projektspezifisch und zielgerichtet getätigt. Der Staat erwarb während der drei letzten Jahrzehnte neben den für den Bau der Infrastrukturen (Straßen, Industriezonen, Schulen und andere öffentliche Einrichtungen) notwendigen Flächen auch die durch Biotopzerstörung notwendig gewordenen ökologischen Kompensationsflächen. Eine Gesamtübersicht aller Bauprojekte und der diesbezüglichen Kompensationsmaßnahmen existiert nicht.

Mit den Novellierungen des Naturschutzgesetzes wird die luxemburgische Natur- und Forstverwaltung (Administration de la nature et des forêts = ANF) beauftragt, landesweit geeignete Kompensationsflächen zu identifizieren sowie die Planung und Umsetzung von Kompensationsmaßnahmen durchzuführen. Alle Kompensationsmaßnahmen werden vorgängig vom



Umweltminister genehmigt und in einem öffentlich einsehbares Register eingetragen.

Voraussetzung für die fachgerechte Organisation und Führung eines landesweiten Kompensationsflächenpools bzw. Ökokontos ist eine fundierte konzeptionelle Grundlage zur Flächen- und Maßnahmenauswahl, zur Priorisierung der zeitlichen und räumlichen Umsetzung sowie zur Lenkung weiteren Flächenankaufs. Die ANF hat daher, in einem ersten Schritt, staats eigene Flächen hinsichtlich ihrer Ausgleichspotenziale überprüft und ein landesweites Kompensationsmanagement entwickelt. Die Zusammenstellung der bestehenden Daten und deren GIS-gestützte Verarbeitung legte die Grundlage für eine fachliche Abgrenzung von Suchräumen, auf deren Basis ein Flächenkontingent möglicher Kompensationsräume identifiziert werden konnte. Der methodische Ansatz, die Eingrenzung von Suchräumen, wie auch die Identifikation möglicher Kompensationsräume wurden in zwei Werkstätten mit Schlüsselakteuren aus unterschiedlichen Sektoren abgestimmt. Das Konzept beinhaltet insgesamt rund 90 Zonen, welche über die gesamte Fläche des Landes verteilt sind und die ganz oder teilweise dem nationalen Flächenpool zugeführt werden können.

In einem zweiten Schritt wurden die Kompensationsräume detaillierter untersucht, mögliche Maßnahmen aufgezeigt und das Kompensationspotenzial eingeschätzt. In dieser Phase wurden auch bilaterale Abstimmungen, beispielsweise mit den Vertretern der Landwirtschaft und der Wasserwirtschaft durchgeführt. Für alle Flächen wurden abgestimmte Steckbriefe erstellt.

Die Ausrichtung des Kompensationsflächenkonzepts orientiert sich an folgenden Grundsätzen:

Prinzipiell steht die Stärkung des Netzes an hochwertigen Lebensräumen und der Verbundstrukturen im Vordergrund: Die Kernräume der Biodiversität sind Knotenpunkte eines Netzes an hochwertigen Biotopkomplexen und Habitaten, das gezielt gestärkt und aufgewertet werden soll. In diesen Schwerpunkten der Biodiversität Luxemburgs können mit kompakten Projekten hohe Mehrwerte für den Naturschutz erzielt werden. Ausgehend von der Stärkung der Knotenpunkte sollen die Verbundstrukturen geknüpft und qualitativ verbessert werden.

Die Aufwertung und Wiederherstellung der Wildtierkorridore stärkt die Verbundstrukturen und reduziert die Fragmentierung der Landschaft für den Populationsaustausch wandernder Tierarten. Schon vorhandene Gutachten gaben Hinweise auf bestehende Defizitbereiche.

Es erfolgt eine Integration von ökologischen Dienstleistungen in das Konzept: Ökologische Dienstleistungen sind gerade in Bereichen vielfältiger Nutzungsansprüche wichtige Argumente zur Umsetzung von gezielten Aufwertungsmaßnahmen. Geeignete Maßnahmenvorschläge zur Wiederherstellung und Stärkung des Naturhaushalts werden vorrangig im Zusammenhang mit den Schwerpunkträumen der Biodiversität eingebracht. So ist ein naturnahes und möglichst durchgängiges Netz der Fließgewässer, begleitet von angepassten genutzten und als Retentionsraum wirksamen Auen mit ihren typischen Lebensraumkomplexen, Teil zukünftiger Verbundsysteme.

Den pragmatischen Ausgangspunkt bilden aktuelle Programme und Pläne sowie vorhandene Datengrundlagen:

Die inhaltlichen Schwerpunkte wurden an den vorhandenen Datengrundlagen ausgerichtet, konnten aber mit neuen Grundlagen erweitert werden.

Spezifisch für die Verwendung im neuen Ökokonto hat die Regierung bisher 497 ha Land erworben. In einer ersten Phase werden 20 prioritäre Projekte zurückgehalten, welche nach und nach in die Umsetzungsphase überführt werden sollen.

ad 5. Die Flächen, die im Laufe der letzten drei Jahre ausschließlich zu Kompensationszwecken vom Staat gekauft wurden, sind über alle fünf „secteurs écologiques de compensation“ verteilt, wie sie vom Gesetzesprojekt 7048 vorgehen sind.

ad 6. Der Maximalpreis für den Kauf von Flächen unabhängig von ihrer Nutzung und Beschaffenheit liegt aktuell bei 500 € pro Ar. Zurzeit hat die Naturverwaltung bei jeder Transaktion eine Schätzung der Flächen aufgrund von deren Bodenverhältnissen, Hangneigung und Ausrichtung erstellt.

Der gezahlte Durchschnittspreis für landwirtschaftliche Flächen lag bei etwa 400 € pro Ar, jener für Wald bei etwa 60 € pro Ar. Zum Kaufpreis für die Waldflächen addiert sich zusätzlich der geschätzte Wert des darauf stehenden Holzes.

ad 7. Es ist dem Umweltministerium und seiner Verwaltung sehr daran gelegen, dass mit dem Inkrafttreten des Naturschutzgesetzes und der dazugehörigen Großherzoglichen Reglements, ein schon operationeller Flächenpool und ein Ökokonto bereitstehen. Dementsprechend sind innerhalb der vergangenen vier Jahre eine ganze Reihe von Vorbereitungen angelaufen:

- Entwicklung einer kartographischen Webapplikation zur standardisierten Erstellung von Okobilanzen

- Digitalisierung des nationalen Registers

- Ankauf von Flächen

- Planung von Kompensationsprojekten auf Staatsflächen

- Umsetzung von Kompensationsprojekten

Alle Maßnahmen innerhalb dieser Pilotprojekte werden nach dem aktuellen Stand der neuen Gesetzgebung geplant, nach dem Ökopunktesystem bewertet und bilanziert und können so nach Abschluss der Arbeiten ins nationale Register einfließen.

Klargestellt werden muss, dass die Berechnung der sogenannten Ökopunkte nicht auf einer Bewirtschaftungsmethode, ob extensiv oder intensiv, beruht, sondern auf der ökologischen Verbesserung auf einer konkreten Fläche.

#### Question 3741 (04.04.2018) de M. André Bauler (DP) concernant le réaménagement de la N7 entre Diekirch et Ettelbruck:

Je viens d'apprendre que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures projette de réaménager la N7 entre Diekirch et Ettelbruck.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il présenter les travaux de réaménagement que se propose de mettre en œuvre l'Administration des ponts et chaussées sur ce tronçon de la N7?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir également des précisions concernant l'organisation future des transports publics sur la N7 entre Diekirch et Ettelbruck?

- Dans quelle mesure la création d'un véritable «boulevard urbain» entre les villes de Diekirch et d'Ettelbruck est-elle réalisable? Quel serait son profil type? Comment se présenterait l'intégration du CR359 dans ce boulevard?

Réponse (12.06.2018) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

En ce qui concerne les travaux de réaménagement à mettre en œuvre sur le tronçon de la route N7 entre Ettelbruck et Diekirch, il s'agit de la création d'un corridor multimodal, dont sa réalisation se fera en plusieurs phases. Le corridor projeté de la première phase se composera d'une voie réservée aux bus sur la voie de circulation de droite d'une largeur de 3,25 m dans les deux sens de circulation. Les deux voies d'une largeur de 3,50 m au milieu de la chaussée seront destinées à la circulation du trafic automobile. La circulation des bus sera priorisée par des signaux colorés lumineux sur tout le tronçon. Tous les arrêts de bus seront aménagés conformément aux recommandations en la matière ainsi que les passages à piétons seront sécurisés par des signaux colorés lumineux. En bordure droite de la route N7, le long de la zone urbanisée, une piste large de 3,5 m sera aménagée pour l'usage mixte des cyclistes et piétons.

Une première phase consiste donc dans la mise en place de l'infrastructure routière nécessaire pour la priorisation des bus sur la route N7 entre Erpeldange-Beim Dreieck et Diekirch-Walebroch sur un tronçon d'une longueur d'environ 2,5 km, une deuxième phase dans l'aménagement de la voirie nécessaire pour la priorisation des bus entre Diekirch-Walebroch et la gare de Diekirch. Dans une troisième phase il sera procédé à la construction d'un nouveau pont ficelle enjambant la Sûre et reliant le pôle d'échange de la gare de Diekirch à la rue Merten à proximité des lycées à Diekirch.

À noter que les travaux de la première phase seront mis en soumission lors du mois de mai. Le début des travaux est prévu pour automne 2018 et la durée du chantier est de 300 jours ouvrables.

En ce qui concerne l'organisation future des transports sur la N7 entre Ingeldorf et Diekirch, une étude de réorganisation complète du réseau RGTR est en cours et pour le moment il est trop tôt pour se prononcer en détail. Pourtant, le développement de nouveaux quartiers autour de l'axe centrale de la Nordstad (ZAN) ira de pair avec une réorganisation profonde des infrastructures de transports. Aujourd'hui la ligne de chemin de fer sépare les localités et sa perméabilité n'est pas partout garantie. Afin de soutenir l'urbanisation de l'axe centrale ZAN un boulevard urbain est ainsi projeté.

Ce boulevard urbain entre les villes d'Ettelbruck et de Diekirch aura un gabarit d'une bonne trentaine de mètres et se composera de deux voies de circulation pour le trafic automobile, de deux voies pour les transports en commun, d'une piste cyclable bidirectionnelle, de deux trottoirs, d'une bande de stationnement et de plusieurs bandes de verdure.

#### Question 3742 (05.04.2018) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'approvisionnement en électricité:

D'Versuergung mat Strom an aneren Energieformen aus dem Ausland ass fir Lëtzebuerg a seng Ekonomie iwwerliwenswichtig. Eng Stromlinn, tëschent Esch an Eibeng (B), déi fir eist Land „eng wichteg Roll“ spillt an „en onverzichtbart Element“ ass (Antwort op meng parlamentaresch Fro N°3644), ass a Fro gestallt, well hir Belsch Autorisatioun schonn 2008 zrëckgezu ginn ass.

An deem Kontext hunn ech eng Rei Froen zur Lëtzebuerg Stromversuergung, der Präsenzweckung an der Ofhängegkeet vun auslännescher Mäert, déi sech un den Här Minister fir nachhalteg Entwécklung an Infrastrukture richte:

1. Huet d'Lëtzebuerg Regierung eng zouverlässig Aschätzung vun der Rechtssituatioun bei eise Belschen Noperen?

- a. Ass d'Funktioneiere vun där Linn tëschent Eibeng (B) an Esch duerch déi rechtlech Situatioun a Fro gestallt?

- b. Wat fir Informatiounen maachen d'Lëtzebuerg Regierung esou sécher, datt dës Stromlinn net kéint zougemaach ginn?

2. Wat waren d'Grënn vum Belsche Statsrot, fir dës Autorisatioun zrëckzezéien?

3. Wat ass de Plang vun der Lëtzebuerg Regierung, wann dës Linn vun engem Dag op deen aneren awer kee Strom méi géif liwweren?

4. Sinn déi néideg Infrastrukturearbechte fir eng alternativ Léisung „vun op d'mannst aacht bis zéng Joer“ (Antwort op meng parlamentaresch Fro N°3644) schonn ugelaft?

5. Wéi huet sech an de leschte fënnef Joer d'Lëtzebuerg Stromproduktioun an d'Ofhängegkeet vun internationale Stromliwwerungen entwéckelt?

6. Wat bedeit d'Integratioun vum Lëtzebuerg effentleche Stromnetz an „déi däitsch Maartzon“ (Antwort op meng parlamentaresch Fro N°3644)?

7. Huet d'Regierung Zuelen a Präisvergläicher iwwert déi däitsch Maartzon an hir Entwécklung am europäesche Kontext?

8. Besteht eng Gefor, datt de Lëtzebuerg Präis sech nom däitsche Maartpräis orientéiert, dee bal duebel esou héich ass (Strom-Report 2017)?

Réponse (12.06.2018) de M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum honorablen Deputéierte Fernand Kartheiser betreffend d'Héichspannungsleitung tëschent dem Belschen Aubange an Esch-Uelzecht kann ech, ënner Berécksichtigung vun den Informatiounen vun den Netzbedreiwer Creos Luxembourg SA (Creos) a Sotel s.c. (Sotel), Folgendes matdeelen:

Wéi effektiv schonn a menger Äntwert op déi parlamentaresch Fro N°3644 am selwechte Kontext geschriwwen, sinn d'Stroumnetzer an Zentraleuropa enk vernetzt a kënnen doduerch zu engem gudden Energieaustausch tëschent de Länner an zur Versuergungssecherheet vun de Verbraucher bäidroen.

De juristeschen Dossier, wat d'Autorisatioun op belschem Territoire vun der Héichspannungsleitung tëschent Eibeng (B) an Esch ugeet, läit integral an den Hänn vun de Belschen Autoritéiten an dofir kann ech och keng Ausso iwwer e laangfristeg Bedreiw vun dëser Linn maachen. D'Lëtzebuerg Regierung huet sech awer nach ëmmer staarkgemaach fir en enk

vernetzten europäesche Verbundsystem am Strom a wäert dat och an Zukunft weiderhin zesumme mat der Belscher Regierung maachen. De Belschen Netzbedreiwer ELIA ass och weiderhin drëm beméit, fir déi Linn uerdnungsgeméiss geneemegt ze kréien. D'Decision, déi de Belsche Statsrot am Joer 2008 geholl huet, kann ënner folgendem Link nogelies ginn:

<http://www.raadvst-consetat.be/Arrets/185000/100/185133.pdf#xml=http://www.raadvst-consetat.be/apps/dtsearch/getpdf.asp?DocId=12372&Index=c%3a%5csoftware%5cdtsearch%5cindex%5ccarrets%5ffr%5c&HitCount=2&hits=13+14+&15351120182917>

Fir d'Clienten, déi um Lëtzebuerg effentleche Stromnetz ugeschloss sinn, hätt eng Desaktivierung vun dëser Linn op Belscher Säit keen direkte kuerzfristegen Impakt, weder op hir Versuergungssecherheet nach op hir Strompräisser par rapport zur Situatioun vu virun 2017, wéi Creos als effentlechen Transportnetzbedreiwer d'Gestioun vun dëser Linn op Lëtzebuerg Säit am Kontext vum Interkonnexionsprojet mam Belschen Netz iwwerholl huet. Dat läit dorunner, datt dat effentlecht Netz zu Lëtzebuerg eng staark Interkonnexioun mam däitschen Netz huet an de Lëtzebuerg Grousshandelstrommarkt an déi däitsch Maartzon integréiert ass an domat d'Grousshandelsbedéngunge vun däitsche Maart sech och hei zu Lëtzebuerg erëmispigelen.

Déi betraffe Belsch Linn ass awer virun allem wichteg, fir d'Versuergungssecherheet vum Lëtzebuerg effentleche Stromnetz am Noufall ze erhéien, andeems da Strom aus der Belsch dat Lëtzebuerg Netz ka stäipen. Datselwecht wier wouer, wann an der Belsch ee Problem wier a wou an där Situatioun da Strom aus dem Lëtzebuerg Netz kann hëllefen, dat Belsch Netz ze stäipen. Net zesumme ass déi Linn och weiderhi wichteg, fir d'Versuergungssecherheet vun den industrielle Clienten, déi um Netz vun der Sotel ugeschloss sinn, ze garantéieren.

Creos huet an de leschte Joren Iwwerleunge bezüglech Netzausbau gefouert, fir der Entwécklung vum Stromverbrauch an der Evolusioun vun der Produktioun bis 2040 Rechnung ze droen. An deem Kontext sinn eng Rei Szenarien analyséiert ginn, wéi ënner anerem déi Belsch-Lëtzebuerg Interkonnexioun.

De Stromverbrauch am effentlechen Netz vun der Creos (also ouni den Industriereseau vun der Sotel) ass an deene leschte fënnef Joer ëm ca. 5% an d'Luucht gaangen. Mat der zousätzlecher Elektrifikatioun vum Energiesektor (Elektromobilität, Wärmepumpen, Datenzentren asw.) an dem Zouhuele vun der Populatioun wäert dës Tendenz och nach weidergoen an der Zukunft. Duerch de Produktiounsstopp vun Twinerg ass déi global Stromproduktioun zu Lëtzebuerg ëm méi wéi 50% erfogaangen. Duerch d'Promotioun an d'Entwécklung vun erneierbaren Energie kënn d'Produktioun (ouni thermesch Cogeneratioun an Twinerg) an deene leschte fënnef Joer ongeféier ëm 7% gesteigert ginn. Säit 2011 ass et souger eng Hausse vun ca. 12%. Och wann dat net duergéet, fir dem progressive Stromverbrauch Rechnung ze droen, wäert och weiderhin e groussen Deel vum Strom importéiert musse ginn. Dat waren d'lescht Joer no un 90% vum Gesamtverbrauch zu Lëtzebuerg.

Am liberaliséierte Strommarkt kënn sech d'Clienten hire Fournisseur selwer fräi eraussichen a kafen e Produit mat dem Produitmix (zum Beispill 100% erneierbar Energien) vun hirer Wiel. De Gesamtstrompräis (Prix intégré), deen de Client muss bezuelen, setzt sech folgendermoossen zesummen:

- Energie (Elektronen): gëtt vum Fournisseur ugebueden, deen dës Strom bei Produzenten direkt oder op den internationale Strombörsen iwwert déi däitsch Maartzon bezitt;

- Netzkäschten: gi vum jeeweiligen Netzbedreiwer iwwert d'Stroumrechnung facturéiert, fir d'Käschte vum Stromnetz ze decken;

- Kontributioun an den „Mécanisme de compensation“: gëtt als Bäitrag vun all Client fir d'Finanzierung vun den erneierbaren Energie verrechnet;

- Stroumtax an TVA.

Well Lëtzebuerg an déi däitsch Maartzon integréiert ass, kafen déi Fournisseuren, déi Lëtzebuerg Clienten beliwieren, och op dem däitsche Strommarkt den Undeel „Energie“, wéi virdrun erläutert. D'Energiepräisser, also d'Elektronen, sinn um däitsche Markt de Moment mat déi niddregst am zentral-europäesche Verglach. Déi däitsch Endclienten hunn allerdéngs aner Niewekäschten (Netz, Émlag fir erneierbar Energien an Taxen) wéi d'Verbraucher zu Lëtzebuerg a bezuelen dofir méi eng héich Gesamtrechnung wéi bei eis.





Am europäesche Verglach sinn déi integréiert Stroumpräisser zu Lëtzebuerg ënnert der Moyenne vun den 28 Memberstaaten a leien zum Deel däitlech ënnert de Präisser vun eisen Nopeschlänner.

**Question 3745** (09.04.2018) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant l'imposition des personnes physiques:

Par la loi du 19 décembre 2014, le Gouvernement avait introduit à partir de l'année 2015 l'Impôt d'équilibre budgétaire temporaire (IEBT). Alors qu'au départ, ledit prélèvement avait été annoncé comme contribution pour l'avenir des enfants, il a par la suite été transformé en impôt pourtant non imputable sur la cote de l'impôt sur le revenu et ne rentrant pas non plus parmi les dépenses d'exploitation, les frais d'obtention ou les dépenses spéciales.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le système tel qu'envisagé par le Gouvernement en 2014 ait été équitable?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que la contribution dépendance devrait être considérée comme dépense spéciale déductible fiscalement?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons le Gouvernement n'a-t-il pas procédé audit changement dans le contexte de la dernière réforme fiscale?

- Dans la négative, quels sont les arguments militant pour un traitement différent de ce type de cotisations par rapport aux cotisations versées au titre de l'assurance maladie et de l'assurance pension?

- Quant à la contribution au Fonds pour l'emploi, Monsieur le Ministre peut-il exclure que les personnes physiques soient mises à contribution à deux reprises, une première fois au moment de la retenue mensuelle et une deuxième fois au moment du décompte annuel?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que les pensions vieillesse que perçoivent deux personnes imposées collectivement sont considérées au titre de l'imposition comme des «salaires» et non comme des «pensions»? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il faille revoir l'imposition de veufs/veuves? Dans l'affirmative, à quel niveau?

**Réponse** (11.05.2018) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Par la loi du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015, le Gouvernement a fait face à une situation budgétaire précaire en raison du déficit budgétaire au niveau de l'administration centrale et de la perte des recettes fiscales provenant du commerce électronique. Ledit paquet d'avenir a été nécessaire en vue de rendre, d'une part, la gestion des deniers publics plus efficace et, d'autre part, de compenser cette perte fiscale par l'augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée et l'introduction d'un Impôt d'équilibre budgétaire temporaire (IEBT).

En ce qui concerne l'IEBT, il s'agit d'un impôt direct dont le champ d'application est en partie déterminé par la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'Impôt sur le revenu (ci-après la «LIR») qui est perçu dans le chef des contribuables résidents et non-résidents sur les revenus dont le droit d'imposition est attribué au Luxembourg. Le taux a été fixé à 0,5% applicable sur tous les revenus, tout en prévoyant une immunisation du salaire social minimum dans le chef des salariés et pensionnés. Dans son avis complémentaire du 9 décembre 2014, le Conseil d'État avait constaté que l'IEBT reprend presque littéralement l'article 4 de la loi du 17 décembre 2010 portant introduction des mesures fiscales relatives à la crise financière et économique. En raison des caractéristiques mentionnées ci-avant, l'IEBT doit être considéré comme un impôt équitable.

L'assurance dépendance a été introduite par la loi du 19 juin 1998 portant introduction d'une assurance dépendance. Les fonds nécessaires au financement de l'assurance dépendance proviennent en partie d'une contribution dépendance basée sur deux piliers, à savoir, d'une part, les revenus professionnels et les revenus de remplacement de manière générale, et, d'autre part, les revenus du patrimoine. Selon l'article 378 du Code de la sécurité sociale, la contribution dépendance n'est pas à considérer comme impôt sur le revenu et ne rentre pas parmi les dépenses d'exploitation, les frais d'obtention ou les dépenses spéciales prévus dans le cadre de l'impôt sur le revenu. Dès lors,

le traitement fiscal de la susdite contribution est clairement réglementé par les textes en vigueur.

Concernant la contribution au Fonds pour l'emploi, l'impôt sur le revenu des personnes physiques est majoré, entre 7 et 9% en fonction du revenu imposable ajusté, pour alimenter le Fonds pour l'emploi. De même, l'impôt sur le revenu des collectivités est majoré de 7% pour alimenter le Fonds pour l'emploi. Les contribuables ne sont donc mis à contribution qu'une seule fois.

Selon les numéros 1 et 2 de l'alinéa 1 de l'article 96 LIR, les pensions vieillesse sont en principe considérées comme revenus résultant de pensions ou de rentes:

- si elles qualifient comme des pensions de retraite et des pensions de survivants touchées en vertu d'une ancienne occupation salariée; ou

- si elles qualifient comme des arrérages de rentes, pensions ou autres allocations périodiques et les prestations accessoires servis par une caisse autonome de retraite alimentée en tout ou en partie par des cotisations des assurés.

Le fait que les pensions vieillesse sont perçues par deux personnes imposées collectivement ne modifie donc en rien la qualification fiscale du revenu.

Finalement, il faut mettre en évidence que la réforme fiscale a permis de renforcer le pouvoir d'achat des contribuables, y compris celui des veufs/veuves. Ceci étant dit, il ne peut être exclu à ce jour que certaines dispositions fiscales, y compris des éléments de l'imposition des veufs/veuves, pourraient faire l'objet d'une adaptation à la lumière des résultats d'une éventuelle analyse d'évaluation des effets de la réforme fiscale qui mettrait en évidence un tel besoin.

**Question 3746** (10.04.2018) de **MM. André Bauler** et **Edy Mertens** (DP) concernant la carte de légitimation des médecins:

Il y a plus de sept ans, en novembre 2010, l'ancien Ministre de la Santé avait annoncé à la Chambre, lors d'une heure de questions (question n°92 du 29 novembre 2010 de Monsieur André Bauler relative à la carte de légitimation des médecins, adressée à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale), que son Ministère serait disposé à faire élaborer une nouvelle carte de légitimation mise à la disposition des médecins du Luxembourg.

En effet, cette carte, qui peut être facilement falsifiée, ne répond plus aux exigences de sécurité et n'est guère reconnue à l'étranger par les autorités compétentes ou par les acteurs du secteur de la santé. Or, il s'avère que, jusqu'à ce jour, aucune nouvelle carte n'a été élaborée si bien que nos médecins éprouvent de sérieuses difficultés à faire reconnaître leur identité professionnelle à l'égard de tiers à l'étranger, par exemple en cas d'accident lorsqu'une intervention prompte d'un médecin, disponible par hasard, s'impose.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle nous dire si le ministère est prêt à faire élaborer un nouveau modèle de carte de légitimation, plus sûr et enfin reconnu à l'étranger?

- Dans l'affirmative, quand une telle carte pourrait-elle être mise à la disposition des personnes concernées?

**Réponse** (17.05.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Tout d'abord il convient de préciser que la carte professionnelle européenne, évoquée à l'époque par le Ministre de la Santé dans sa réponse à la question posée par l'honorable Député, a été introduite par la directive 2015/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 portant modification de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Dans la mesure où les dispositions de la directive précitée relatives à la carte professionnelle européenne ne couvrent pas les médecins, une base légale pour l'introduction d'une carte professionnelle pour les médecins fait défaut. En vertu du cadre réglementaire luxembourgeois actuel, le seul document attestant l'autorisation du titulaire d'exercer l'art de guérir constitue la carte de légitimation.

Au présent, comme il est uniquement fait référence à la carte de légitimation par le règle-

ment grand-ducal du 16 avril 2003, l'adaptation du cadre légal et réglementaire national s'avère indispensable afin de créer une base légale pour la carte professionnelle.

En vertu de l'article 4 du règlement grand-ducal du 16 avril 2003 précité, la carte de légitimation est actuellement délivrée par la Direction de la santé et vaut comme attestation de l'autorisation du titulaire d'exercer l'art de guérir. À côté de la carte de légitimation, le Collège médical fournit une carte de membre aux médecins autorisés à exercer moyennant le paiement d'une cotisation annuelle. Par ce biais, la nouvelle carte professionnelle va se substituer à la fois à la carte de légitimation et à la carte de membre délivrée annuellement par le Collège médical. Par ailleurs, grâce à l'élaboration de cette carte, les exigences de sécurité, lesquelles sont nécessaires pour empêcher toute falsification, seraient remplies. Des discussions sont en cours avec le Collège médical afin que ce dernier constituera le seul organe à délivrer un tel document dans le futur.

Dans cette optique, il est prévu de remplacer l'actuelle carte de légitimation par une carte professionnelle pour les médecins. La création d'une telle carte professionnelle sera réalisée par le biais d'une modification de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire afin de créer une base légale pour l'attribution de la carte de légitimation.

La modification de la loi susmentionnée aura comme corollaire la modification du règlement grand-ducal du 16 avril 2003 précité en ce que la référence à la carte de légitimation, délivrée par la Direction de la santé, serait remplacée par la carte professionnelle, délivrée par le Collège médical.

Le Collège médical, qui en tant qu'autorité ordinaire, est en disposition de toutes les données nécessaires, sera en charge de délivrer cette carte professionnelle pour les médecins.

Il est envisagé de procéder, encore avant l'été, à l'élaboration d'un cadre légal pour cette carte professionnelle.

**Question 3749** (12.04.2018) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant la décharge pour déchets au Fridhaff:

D'Deponie Fridhaff gëtt ganz genee vun ëmweltbesuergte Bierger am A behalen. Esou si mir gewuer ginn, datt Waasser aus engem Rouer, fir Gas ze sammelen, ausgetrueden ass. Ausserdeem war vu Bauschutt ze héieren, dee vu Camionen op d'Deponie bruecht gi wär, ouni datt dës iwwert d'Wo vun der Deponie gefuer wäeren.

Duerfir wëllt ech der Madamm Ëmweltminister eng Rei Froen zur Deponie Fridhaff stellen:

1. Wat fir méiglech Risike fir d'Ëmwelt an d'Gesondheet vun de Leit ka Kondenswaasser vun Deponiegas mat sech bréngen?
2. Wat gëtt op Fridhaff gemaach, fir dat Waasser opzefänken an net an d'Uewerflächewaasser lafen ze loossen?
3. Iwwer wéi en Zäitraum an a wéi enger Quantitéit ass dat kontaminéiert Waasser ausgestratt?
4. Wat fir Schuedstoffer a wéi enger Konzentration si bei enger Waasseranalys fonnt ginn?
5. Entsprecht et der Prozedur an den Oplage vun der Deponie, wa Camionen mat Buedem net op der Wo passéieren, wéi dat vun Aenzeie festgestallt ginn ass?

**Réponse** (15.05.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Et ass ervirzehiewen, dass meng Verwaltung zu kengem Zäitpunkt vun iergendwelleche Pläinten oder Reklamatiounen zu deem Sujet befaasst ginn ass.

ad 1. Wat dat vermeintlecht Kondenswaasser ugeet, ass Folgendes ze soen:

Op der Deponie Fridhaff gi säit dem 1. Januar 2015 keng Siedlungsuffäll méi deponéiert. Am Laf vun Joer 2017 gouf de SIDEK iwwer entsprechend ministeriell Beschlëss autoriséiert, fir am nördleche Beräich vun der Deponietëschenofdichtung e Buedemlager unzeleeën. Am ministerielle Beschloss 1/16/0233/RG vum 22. Februar 2017 gouf festgehalen, dass am Offallberäich ënnert dem Tëschelager dräi (3) horizontal Gasdrainagen unzeleeë sinn. Am Moment sinn d'Gasdrainagen op der Deponie nach net un d'Entgasungsanlag ugeschloss, well nach déi néideg mineralesch Ofdichtung iwwert deene Réier feelt, fir dass keng Loft aus der Atmosphär kann ugesaugt ginn. Duerch déi feend mineralesch Ofdichtung staut sech d'Nidderschlagswaasser am Beräich vun der Gasriier

an, soudass och en Deel iwwer se austrëtt. Dat geschitt awer am Beräich vun Deponiekierper, soudass dat Waasser kontrolléiert gefaasst an zesumme mam Deponiesickerwaasser evakuéiert gëtt. Eng Gefor fir d'Ëmwelt a fir d'Leit ass dobäi net ginn.

ad 2. D'Gasdrainagë sinn nom Stand vun der Technik gebaut ginn an d'baulech Ausféierung vun der Réier gouf recenterweis vun engem sougenannten „Organisme agréé“ ofgeholl. Soubal si elo un der Uewerfläch mineralesch ofgedicht goufen, ka sech och keen Nidderschlagswaasser hei méi astauen, dat iwwert d'Gasdrainagë kéint austrieden. Zum jetzegen Zäitpunkt, wéi och spéider, ass ausgeschloss, dass dëst Waasser sech mam Uewerflächewaasser vermëscht. Esou leeft dat Sickerwaasser dann och an den Deponiesickerwaasserreservoir.

ad 3. Déi éischt Austrëtter vu Waasser goufen am Laf vun Mount Mäerz 2018 beobacht. Déi ufalend Quantitéit si ganz ënnerschiddlech a variéiere mat der Héicht vun der Reennidderschlei.

ad 4. Dat vermeintlecht Kondenswaasser ass näischt aneres ewéi Nidderschlagswaasser, dat sech mat Deponiesickerwaasser vermëscht huet. An där Mëschung féinnt een dofir och déi fir dëst Ofwaasser typesch Schuedstoffer wéi z. B. organesch Stoffe, Nitrater, Sulfater, Chloriden a Schwéiermetaller asw...

Dëst Deponiesickerwaasser gëtt zu engem Deel an der mechanesch-biologescher Offallbehandlungsanlag vun SIDEK verwäert an zum aneren Deel bei der SIDEN op d'Kläranlag Bleesbréck weidergeleet an do behandelt.

ad 5. D'Konditione vum Arrêté 1/16/0233/RG vum 22. Februar 2017 ginn agehal (cf. Art. 2, Kap. I), Cond. 2) bis 7) + Art. 2, Kap. II), Cond. 3)a). Laut dëse Bestëmmunge muss fir all ugeliwwert Chargë qualitativ Agangskontrollen no präzise Kritären duerchgefouert ginn an de Volume muss eraasst ginn. De Buedem fir d'Tëschelager gëtt direkt vun der Baustell vun der Stroossebauverwaltung am Kader vun Reamagement vun der N27 A um Fridhaff ugeliwwert. Dat geschitt iwwer eng Baustrooss, déi ugeluecht gouf, fir den Agangsberäich vun SIDEK net mat weidere Camionen ze belasteschen an déi ëffentlech Strooss net ze verschmotzen.

**Question 3751** (12.04.2018) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant la liaison ferroviaire vers Trèves:

An der Press (Wort online vum 10. Abrëll) ass den Här Minister mat Aussoen zur Zuchstreck Lëtzebuerg-Tréier zitiiert ginn. Fir d'Zuel vun den Zich vun Dezember 2019 un ze verduebeln, géing d'CFL der DB Regio véier Rämme vum Typ Stadler KISS zur Verfügung stellen.

An deem Kontext wëll ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen eng Rei Froe stellen:

- 1) Bleiwen déi véier Rammen, déi op der Streck Lëtzebuerg-Tréier vun DB Regio bedriwwen solle ginn, am Besëtz vun der CFL an och an hire Faarwen?
- 2) Wie kënn fir den Ënnerhalt a fir all aner Käschte vun deene véier Zich op a ginn dës Aarbechten an den CFL-Ateliere gemaach?
- 3) Verkéieren dës ab Dezember 2019 ausschlieslech op dëser Streck?
- 4) Wat ass de Käschtepunkt vun der Erhéijung vun der Zuchfrequenz op dëser Streck (Uschaffung vun der Rammen, Ënnerhalt a Fuerkäschten, Bedeelegung um Ausbau vum däitschen Netz an den däitsche Garen, Infrastrukturaarbechten...)?
- 5) Wann de Gros vun de Käschte vun dëser Linn vu Lëtzebuergër Säit gedroe gëtt, ass dann och de Lëtzebuergër Billjee bis op Tréier gültig oder ass do nach mat engem Zouschlag op Dagesbilljee an Abonnement ze rechnen?

**Réponse** (28.05.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

D'Konzept gesäit vir, datt d'Zich tëschent Lëtzebuerg (an enger zweeter Phas Dummeldeng) a Wittlich an engem Stonnentakt fueren.

Tëscht Lëtzebuerg an der Grenz bei Waasserbëlleg ginn dës Zich vun der CFL bedriwwen an tëschent der Grenz a Wittlich vun der DB Regio.



Op der gesamter Streck kommen d'CFL-Automotricë vum Typ Stadler KISS zum Asaz. Fir dëse Verkéier gi fënnf Automotricë gebraucht: véier, déi am Asaz sinn, an eng Reserv.

Zu Äre Froe kann ech Iech folgend Präzisioune ginn:

ad 1) D'Gefrierer, déi op der Streck tëschent Lëtzebuerg an Tréier vun der DB Regio bedriwwen ginn, bleiwen am Besëtz an an de Faarwe vun der CFL.

ad 2) Sämtlech Käschte vun dësem Trafic, inklusiv den Ennerhalt vun de fënnf Gefrierer, ginn engersäits vu Lëtzebuerg (fir den Deel bis op d'Grenz) an anersäits vum Land Rheinland-Pfalz (fir den Deel hannert der Grenz) finanziert.

Déi Opdeelung geschitt proportional zu de gefuerene Kilometer an deenen zwee Länner. D'CFL ginn also vun der däitscher Säit bezuelt, fir d'Gefrierer der DB Regio zäitweis zur Verfügung ze stellen. D'Maintenance-Aarbechte ginn an den CFL-Ateliere vun hirem Personal gemaach.

ad 3) Déi fënnf Automotricë si Bestanddeel vun engem Pool vun eefel Automotricen, déi 2017 geliwwert gi sinn. Si ginn nom Dezember 2019 och am nationalen Zuchverkéier zu Lëtzebuerg agesat.

ad 4) Am Kader vun dësem Projet gëtt et keng finanziell Bedeelegung vu Lëtzebuerg. Sait um Ausbau vun de Gare op der däitscher Säit. Dës ginn exklusiv vum Land Rheinland-Pfalz finanziert. De Betrib op der Lëtzebuerg Säit (d. h. fir den Tronçon tëschent Lëtzebuerg an der Grenz) kascht ca. 6,5 Milliounen Euro pro Joer.

ad 5) Et ass net esou, dass de Gros vun de Käschte vun der Lëtzebuerg Säit gedroe gëtt. Jiddwer Säit kënnt fir den Trafic op sengem Territoire op. Dofir kënnt och déi normal grenzwärschreidend Tarifikatioun zur Uwendung.

### Question 3752 (12.04.2018) de M. Henri Kox (déi gréng) concernant l'agriculture biologique au Luxembourg:

En 2009, un plan d'action national en faveur de la promotion de l'agriculture biologique a été établi. En 2013, le pourcentage des exploitations agricoles exploitées biologiquement était à 5,63%. La production biologique reste donc très mince au Luxembourg. Néanmoins, la demande de produits biologiques ne cesse d'augmenter. Par conséquent, la majorité des produits biologiques vendus au Luxembourg sont importés car la production luxembourgeoise n'est pas capable de répondre à la demande.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1) Dans l'agriculture luxembourgeoise, quel est le pourcentage de produits issus de l'agriculture biologique pour les années 2014, 2015 et 2016?

2) Quels moyens financiers, ainsi que possibilités de consultations, y a-t-il pour les agriculteurs qui envisagent de changer leur exploitation en faveur de l'agriculture biologique?

3) Les consultations se font en modules. Ne serait-il pas plus utile d'offrir des consultations en groupes?

4) Y a-t-il un budget pour la recherche sur l'agriculture biologique, notamment pour les volets protection et renforcement des plantes?

5) Monsieur le Ministre, envisage-t-il de fixer un objectif pour la production biologique au Luxembourg?

### Réponse (14.05.2018) de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

ad 1) Le tableau suivant montre, pour les produits agricoles dont la production est recensée par le Service d'économie rurale (SER) et le Service de l'horticulture de l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA), quels sont les pourcentages de la production biologique dans la production totale au niveau national. Pour certains produits, les données sont déjà disponibles pour 2017 et ont été rajoutées:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

En analysant le tableau, il ressort clairement que la part de l'agriculture biologique est la plus basse dans les productions les plus importantes au Luxembourg, à savoir le lait, la viande et les céréales ou bien celles qui exigent des méthodes de production plus difficiles à mettre en œuvre en agriculture biologique comme les fruits et les raisins, mais qu'elle est nettement mieux représentée au niveau de productions telles que les œufs, le miel ou les légumes.

À noter que le secteur biologique doit déjà agir sur les marchés internationaux pour pouvoir écouler le lait bio produit au Grand-Duché de Luxembourg.

ad 2) La conversion à l'agriculture biologique peut mettre l'agriculteur, sa famille et son exploitation devant de nouveaux défis sur les plans humain, technique et économique. Il s'agit dès lors de l'aider dans le processus de conversion, l'ordre de succession des étapes et leur importance dépendant fortement de la situation individuelle de chacun.

Conscient de la grande importance de l'accompagnement de l'agriculteur dans le processus décisionnel, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs a favorisé le conseil agricole touchant à l'agriculture/viticulture biologique en appliquant des taux d'aide privilégiés. Le système modulaire avec fiches techniques garantit une certaine qualité et une transparence du travail de conseil à l'agriculteur. Un cahier de charges sommaire énumère des conditions minimales à respecter par l'organisme de conseils.

Ci-après la liste des modules concernés:

(liste à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le diagnostic de conversion est un préalable essentiel à la décision de conversion. Il analyse la situation de la ferme, ses atouts, ses contraintes, au regard de son environnement et des objectifs tant techniques qu'économiques. Il permet aussi d'évaluer la faisabilité de la conversion en la chiffrant, en évaluant les étapes à prévoir et en les planifiant dans le temps.

Les conseils en matière de conversion sont gratuits, le montant maximal de l'aide pour une exploitation désirant passer à l'agriculture/viticulture biologique s'élève à 2.300 €.

À ces modules «Conversion» peut s'ajouter le module «Méthodes de l'agriculture biologique», module bénéficiant d'un taux d'aide de 80% avec un montant maximal annuel de 480 €. Ce module est particulièrement intéressant car il permet aux agriculteurs pratiquant l'agriculture conventionnelle (p. ex. dans les zones de protection des eaux) de faire leurs premières expériences avec les méthodes de l'agriculture biologique.

Une fois la décision prise par l'exploitant d'entamer la conversion vers l'agriculture biologique, il doit s'engager auprès d'un organisme de contrôle agréé et se faire enregistrer auprès de l'autorité compétente qui est l'ASTA. Les frais de contrôle et de certification sont, selon la taille de l'exploitation, entièrement ou partiellement pris en charge par le Ministère de l'Agriculture. En outre, s'il remplit les critères d'éligibilité, il peut introduire sa demande de participation au programme agri-environnemental «Agriculture biologique», afin de recevoir les primes à l'hectare prévues dans ce programme. Comme le montre le tableau suivant, celles-ci sont plus élevées pendant les trois premières années, afin de mieux compenser les pertes de revenus des exploitations suite au recul des rendements durant la phase de conversion.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Selon la structure de l'exploitation ainsi que l'emplacement ou le classement écologique de ses parcelles, la participation supplémentaire d'autres programmes agri-environnementaux ou de promotion de la biodiversité peut être engagée, selon la compatibilité des mesures entre elles.

Finalement, les projets d'investissement réalisés dans le cadre d'une exploitation produisant selon les critères de l'agriculture biologique sont largement favorisés dans le cadre du système de sélection, qui classe, selon un système de points, les investissements susceptibles de bénéficier d'une aide.

ad 3) À côté des modules dispensés aux exploitations individuelles, le module «Cultures arables» est ouvert à des groupes d'agriculteurs. Le nombre de participants par groupe est limité à six. Il s'agit de conseils en groupe avec un nombre maximal de six participants. En effet, au-delà de ce nombre, il ne s'agit plus

de véritable prestation de conseil mais plutôt d'une action de transfert de connaissances. Selon un rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil concernant l'application du système de conseil agricole (SCA): «il est important de faire une distinction aussi nette que possible entre le conseil (résultat d'un système de conseil agricole) et la simple fourniture d'informations aux agriculteurs. Les «services de conseil agricole» doivent comporter un examen de la situation particulière de l'agriculteur».

Le conseil en groupe peut donc être certainement une méthode intéressante pour favoriser les échanges entre agriculteurs. Rien n'empêche que les organisations de conseil utilisent cette méthode dans le cadre des modules «Conversion» et «Agriculture biologique» ou en fassent une action de transfert de connaissances.

Ceci pourrait par exemple se faire lors de la visite d'un nombre restreint d'intéressés auprès d'une des exploitations biologiques faisant partie du réseau des fermes de démonstration, spécialement dédié au transfert de connaissances entre agriculteurs.

La possibilité d'offrir des consultations en groupe est donc possible.

ad 4) En 2018, divers postes budgétaires de l'État sont dédiés au soutien de la recherche en agriculture biologique.

D'abord, l'État a prévu dans le cadre d'une convention établie entre le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le «Institut fir Biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur Lëtzebuerg (IBLA)» une contribution financière pour des activités de recherche. Le montant de la dotation s'élève à 250.000 € pour 2018-2019.

Une aide de 50.000 € a été accordée à ce même institut pour réaliser des champs d'essais dans les cultures de légumineuses et les céréales d'hiver. Au niveau du plan d'action pour la promotion de l'agriculture biologique, les champs d'essais variétaux de pommes de terre et de soja sont soutenus par un montant de 21.000 €.

Le projet Legutec, qui s'intéresse à la lutte non chimique contre les adventices en cultures de légumineuses, va profiter d'un cofinancement de la part de mon Ministère de 142.000 € sur trois ans.

L'année passée, le projet SMART-Farm Tool a profité d'un appui de 9.000 € par le Plan d'action pour la promotion de l'agriculture biologique afin de pouvoir élargir le nombre de fermes analysées au niveau de leur durabilité.

ad 5) La promotion de l'agriculture biologique est une des priorités gouvernementales.

Néanmoins, une exploitation ne peut pas être forcée à la conversion. Pour l'agriculteur et sa famille, la décision de conversion à l'agriculture biologique est multifactorielle et se fait le plus souvent en étapes. Ce processus décisionnel et les différentes étapes sont bien expliqués dans le rapport final (2009) de l'étude «Ausdehnung des Biologischen Landbaus für eine zukunftsfähige luxemburgische Landwirtschaft» du Mouvement écologique.

Comme il s'agit d'une démarche volontaire, mon Ministère s'est posé la question des facteurs déterminant la conversion à l'agriculture biologique et des leviers susceptibles de favoriser ces conversions. Sans vouloir développer en détail toutes les mesures mises en œuvre, on peut citer:

- l'augmentation des aides en faveur de l'agriculture biologique et l'ouverture du régime d'aide aux exploitations partiellement converties;

- les aides d'État pour les entreprises se livrant à la transformation et commercialisation de produits agricoles;

- la continuation du Plan d'action pour la promotion de l'agriculture biologique avec ses diverses actions et mesures, comme e. a. le réseau de fermes de démonstration;

- le régime d'aide en vue d'améliorer le transfert de connaissances, y compris des activités de démonstration;

- le régime d'aide pour l'utilisation de services de conseil;

- le régime d'aide pour la mise en œuvre de projet innovateur (partenariat européen d'innovation agricole), ainsi que des projets de recherche et d'innovation.

La question cruciale pour une exploitation est de savoir si elle pourra écouler convenablement sa production, c'est-à-dire à des prix corrects lui permettant de couvrir les surcoûts liés au mode de production biologique.

En agriculture biologique comme en agriculture conventionnelle luxembourgeoise, les

principales productions sont le lait et la viande. Il s'agit donc d'assurer des conditions de vente et de transformation viables pour ces produits afin de pouvoir attirer de nouvelles exploitations vers le secteur biologique. Il faut avoir, à notre petite échelle, les capacités de production des produits que réclame le consommateur avec le problème que, une fois dans les rayons, nos produits nationaux se retrouvent soumis à une importante concurrence de produits étrangers souvent produits à moindre coût.

Nous devons donc nous pencher sur l'éducation du consommateur afin qu'il reconnaisse les produits luxembourgeois et apprenne à les apprécier et à les redemander. Une fois que cette demande en produits bio nationaux se fera plus nettement sentir, l'offre suivra automatiquement.

### Question 3753 (12.04.2018) de Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant la réforme de l'impôt foncier:

Dans un arrêt rendu mardi et largement commenté dans la presse, la Cour constitutionnelle allemande a invalidé le mode de calcul de la taxe foncière en relevant que les valeurs de références sont restées inchangées depuis plus d'un demi-siècle et entraînant ainsi une rupture d'égalité entre les contribuables. La Cour constitutionnelle exhorte le législateur allemand à réformer le système d'ici le 31 décembre 2019.

Étant donné que les critiques émises par la Cour de Karlsruhe sont transposables au système d'imposition foncier luxembourgeois, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Sachant que le programme gouvernemental de 2013 prévoit une réforme de l'impôt foncier, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir les conclusions intermédiaires du groupe de travail institué en 2015?

- Suivant quels paramètres la réforme de l'impôt foncier devra-t-elle se faire?

- Est-ce que la réforme telle qu'envisagée aura un impact sur l'imposition des propriétaires concernés? Si oui, quelle en est l'envergure?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir une mise à jour des recettes générées par l'impôt foncier en 2015, 2016 et 2017 par catégorie et par commune?

### Réponse commune (15.05.2018) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur:

Alors que la motion du 27 novembre 2003 de l'honorable Député Marco Schank invitant le Gouvernement de l'époque à «procéder à une réforme de l'impôt foncier» n'a pas porté fruit et que les propositions sur la refonte de la législation de l'impôt foncier du 6 décembre 2011 du rapporteur du budget 2012, à savoir l'honorable Député Gilles Roth, ont eu comme seul effet une nouvelle motion en 2012, cette fois, de l'honorable Député Henri Kox, invitant le Gouvernement en fonction à «élaborer à court terme une proposition de réforme de l'impôt foncier afin de mieux prendre en considération la valeur réelle des différents terrains en question», restée sans suite, le Gouvernement actuellement en place a institué en novembre 2015 un groupe de travail réunissant des représentants de différents ministères, de l'Administration des contributions directes et de l'Inspection générale des finances, ainsi que des représentants des partis politiques de la majorité et du plus grand parti d'opposition, le CSV.

Ce groupe de travail s'est réuni le 11 novembre 2015, en présence de quatre représentants des partis politiques, esquissant l'objectif du groupe de travail tout en dégageant, lors d'une discussion ouverte, des pistes de réforme envisageables. Après une seconde réunion technique, sans représentants politiques, le groupe de travail en question a cessé ses activités à la suite du désistement du représentant du parti CSV, à savoir l'honorable Député Gilles Roth, qui s'est retiré, selon la presse, «d'un commun accord avec sa fraction».

Le Gouvernement n'a cependant pas attendu l'arrêt du 10 avril 2018 de la Cour constitutionnelle allemande pour instituer un nouveau groupe de travail, composé cette fois seulement de représentants étatiques. Ce groupe s'est réuni une première fois en date du 29 juin 2017, avec la mission d'élaborer des pistes pour réformer la législation sur l'impôt foncier et ce, dans un esprit de transparence, d'équité et de simplification administrative.

Les tableaux reprenant les recettes générées par l'impôt foncier en 2015 et 2016 par catégorie et par commune sont joints en annexe.





Les recettes générées par l'impôt foncier en 2017 ne seront disponibles qu'au printemps 2019.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

**Question 3754** (12.04.2018) de **M. Alex Bodry** (LSAP) concernant l'impôt foncier:

Par un arrêt du 10 avril 2018 la Cour constitutionnelle allemande a jugé d'anticonstitutionnelle la législation en vigueur dans les «anciens Länder» en matière d'évaluation des biens en vue de l'établissement de l'impôt foncier. En effet, le Premier Sénat du «Bundesverfassungsgericht» estime que la fixation des valeurs unitaires, qui remonte en partie à l'année 1964, est contraire au principe de l'égalité devant la loi consacré à l'article 3 de la loi fondamentale allemande au motif que ces valeurs ne reflètent plus aujourd'hui la valeur réelle des immeubles (Verkehrswert) et ne garantissent, partant, plus leur imposition juste et équitable.

Sachant qu'au Luxembourg, l'impôt foncier est calculé sur base des dispositions de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs (Bewertungsgesetz), j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- À la lumière de l'article 10bis, paragraphe (1) de notre Constitution, Monsieur le Ministre estime-t-il que l'arrêt de la Cour constitutionnelle allemande pourrait s'appliquer mutatis mutandis à la législation luxembourgeoise en matière d'évaluation des biens et valeurs et de l'impôt foncier?

- Dans l'affirmative, quelle est l'appréciation de Monsieur le Ministre quant au risque qu'à l'avenir, les bulletins d'impôt foncier soient contestés par les contribuables?

- Monsieur le Ministre ne partage-t-il pas l'avis qu'une réforme de la législation sur l'évaluation des biens et valeurs et l'impôt foncier s'impose dans un délai rapproché et qu'à cette fin, le groupe de travail interministériel instauré il y a quelques années soit relancé afin de proposer des solutions qui permettront de garantir une imposition juste et équitable des biens immeubles et de rétablir ainsi la sécurité juridique en la matière?

**Réponse commune** (15.05.2018) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Le sujet d'une possible réforme de l'impôt foncier a été sur les tablettes de nombreux gouvernements sans pour autant aboutir, sous réserve de l'adaptation de la législation afférente dans le cadre de la loi du 22 octobre 2008 dite «Pacte logement», qualifiée de «mini-réforme» par le Syvicol.

Dans sa réponse à une question parlementaire de l'honorable Député Emile Calmes du 20 septembre 2005, le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, Monsieur Jean-Marie Halsdorf, a répondu, à l'époque, comme suit:

«Depuis quelques années déjà, le secteur communal demande une réforme de l'impôt foncier.

Dans le cadre du débat à la Chambre des Députés en 2003 sur la répartition des compétences entre l'État et les communes, une motion y relative a été acceptée. Par la suite, le programme gouvernemental de 2004 a repris le sujet sous son chapitre «Logement» en précisant dans le cadre de l'offre immobilière que «le Gouvernement proposera l'institution d'un dispositif plus contraignant afin de parvenir à une augmentation sensible de l'offre immobilière. L'impôt foncier sera réformé dans cette perspective et son taux relevé de manière substantielle pour l'application de cet impôt à des cas de rétention immobilière dans un but de spéculation. S'agissant d'un impôt communal par essence, une réforme de l'impôt foncier ne supprimera pas la possibilité de modulation du niveau précis de l'impôt. Celui-ci continuera d'évoluer dans une fourchette raisonnable. Cette réforme pourra également contenir l'introduction d'une taxe spéciale sur des immeubles bâtis qui ne sont pas occupés pendant une certaine période. Elle portera également sur la notion de la valeur unitaire.»

Le même programme gouvernemental prévoit sous le chapitre «Politique fiscale, SNCI et participations de l'État» que «sur le plan de l'immobilier, le Gouvernement proposera au Conseil supérieur des finances communales de s'engager dans une réflexion de modernisation de l'impôt foncier, notamment en vue de l'objectif d'augmenter l'offre de terrains à bâtir».

S'agissant d'une question qui relève de la politique d'impôts du pays en général qui concerne tant les particuliers que les entreprises et qui n'est pas sans répercussions sur la politique économique du pays, la réforme de l'impôt foncier est un chantier qui ne peut s'ouvrir que sous la direction du Ministre des Finances. Voilà pourquoi le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, en date du 28 février 2005, a saisi Monsieur le Ministre des Finances du dossier en question en lui demandant de lui faire part de ses intentions et réflexions y relatives.

Monsieur Fernand Boden, en sa qualité de Ministre du Logement en a été informé par courrier du 6 avril 2005. À l'heure actuelle, le dossier est en phase d'instruction.»

Il est un fait que les valeurs unitaires datant de l'année 1941 n'ont pas été adaptées, alors que les dispositions de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs prévoyaient une réévaluation de la valeur unitaire tous les six ans.

Le Gouvernement est en train d'analyser l'arrêt du 10 avril 2018 de la Cour constitutionnelle allemande sur la législation de l'impôt foncier appelant le législateur allemand à réformer le système d'ici le 31 décembre 2019.

En date du 29 juin 2017, le Gouvernement a mis en place un nouveau groupe de travail avec l'objectif d'élaborer des pistes de réflexion pour réformer la législation sur l'impôt foncier dans un esprit d'équité, de transparence et de simplification administrative.

**Question 3755** (13.04.2018) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **visite d'État en France**:

Beaucoup de ministres luxembourgeois avaient rejoint le Chef de l'État luxembourgeois lors de sa visite d'État en France. À cette occasion, les gouvernements luxembourgeois et français ont signé en grande pompe une convention de non-double imposition. Elle devrait montrer à quel point le Luxembourg était «devenu» transparent en termes de fiscalité.

Hasard de l'histoire ou non, elle se situait en effet peu de temps après que Pierre Moscovici avait épinglé le Luxembourg avec six autres pays, qualifiés de «trous noirs fiscaux» pour compromettre l'équité fiscale dans le marché intérieur.

Sept jours plus tard, le ministre français de l'Action et des Comptes publics Gérard Darmanin annonce son intention de se rendre dans les pays européens agressifs en matière de fiscalité pour leur dire que «la France ne peut pas continuer à accepter au sein même de l'Union européenne de dispositions qui permettent d'éviter des dispositions que nous avons mises en place (...) afin que personne n'échappe à l'impôt».

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quand le ministre français de l'Action et des Comptes publics sera-t-il reçu au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que la perception du Luxembourg à l'étranger ait changé depuis la signature de la convention de non-double imposition franco-luxembourgeoise?

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer si le vote de la loi de lutte contre la fraude présentée récemment en France aura un impact sur l'application de la convention franco-luxembourgeoise signée le 20 mars 2018 au regard notamment de l'article 28 de la convention et/ou du point 7 du protocole faisant partie intégrante de celle-ci?

**Réponse** (11.05.2018) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Dans sa question, l'honorable Député fait référence à une déclaration du ministre français de l'Action et des Comptes publics, selon laquelle ce dernier voudrait «se rendre dans les pays européens agressifs en matière de fiscalité». L'honorable Député semble estimer qu'il devrait, à ce titre, se rendre au Luxembourg et souhaite savoir quand il sera reçu.

Il convient de noter qu'à ce jour, aucune demande de visite n'a été reçue de la part du ministre français de l'Action et des Comptes publics. D'ailleurs, au regard des réformes mises en œuvre par le Luxembourg depuis fin 2013, une telle visite, dans le contexte précité, serait non justifiée et sans objet.

L'honorable Député souhaite également savoir si la perception du Luxembourg à l'étranger avait changé depuis la signature de la convention de non-double imposition franco-luxembourgeoise. À ce titre, il convient de souligner que cette convention ne constitue qu'un élément d'une stratégie plus large, visant à aligner

le droit fiscal du Luxembourg et son réseau de conventions de non-double imposition sur les standards de l'OCDE. Si la perception du Luxembourg à l'étranger reste encore trop souvent marquée par des préjugés qui se sont construits au cours de plusieurs décennies et une image ternie dans le sillage de Luxleaks, il est indéniable que les réformes mises en œuvre en matière fiscale depuis fin 2013, ainsi que les efforts de promotion du Gouvernement commencent à porter leurs fruits.

Enfin, en ce qui concerne le projet de loi français relatif à la lutte contre la fraude, il n'appartient pas au ministre des Finances luxembourgeois de se prononcer sur les modalités de sa mise en œuvre par les autorités françaises. D'une manière générale, le Luxembourg partage l'objectif de la lutte contre la fraude en matière fiscale, qui est également sous-jacent aux clauses anti-abus figurant à l'article 28 de la convention de non-double imposition entre la France et le Luxembourg signée le 20 mars 2018, reprenant le standard minimum de l'OCDE-BEPS relatif aux conventions fiscales, ainsi qu'au point 7 de son protocole.

**Question 3756** (13.04.2018) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant le **scandale «Cambridge Analytica»**:

La société britannique «Cambridge Analytica» aurait récolté les données de quelque 87 millions d'utilisateurs de «Facebook», en exploitant une faille de sécurité dans une application du réseau social, a-t-on pu lire dans la presse.

Jeudi dernier, «Facebook» a confirmé à la Commission européenne que quelque 2,7 millions de résidents de l'Union européenne seraient concernés par ce scandale. Alors que la majorité de ces utilisateurs «européens» semblent être des résidents du Royaume-Uni, les données d'environ 310.000 résidents allemands et 210.000 résidents français auraient été exploitées à leur insu par l'entreprise «Cambridge Analytica».

En Belgique, où près de 61.000 résidents pourraient faire partie des victimes, le secrétaire d'État belge Philippe De Backer a indiqué que la Commission de protection de la vie privée collaborerait avec l'enquête européenne et informerait les personnes lésées de Belgique.

D'après un article paru au «Luxemburger Wort» (LW), le nombre de victimes résidant au Luxembourg pourrait s'élever à 2.645 personnes.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations parues dans la presse concernant les usagers au Luxembourg? Est-ce que ces personnes seront informées personnellement, et si oui, comment et par qui? Seront-elles dédommagées et par qui?

- Est-ce qu'en plus des données accessibles sur la «timeline» des utilisateurs de «Facebook» concernés, des données de la messagerie privée de ceux-ci ont été extraites et usurpées, tel qu'il s'est confirmé aujourd'hui dans d'autres pays?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la Commission nationale pour la protection des données collabore avec l'enquête européenne?

- Quelles sont les garanties données par «Facebook» pour qu'un tel scandale ne se reproduise plus à l'avenir?

- Ne serait-il pas indiqué d'interdire aux gestionnaires des sites Internet et de réseaux sociaux respectivement aux exploitants d'applications la pratique consistant à obliger les usagers d'accepter des traceurs et cookies avant de pouvoir accéder au contenu des sites, réseaux ou applications concernés?

**Réponse** (15.05.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*:

La Commission nationale pour la protection des données (CNPd) suit attentivement les développements dans cette affaire et est en contact étroit avec les autorités de contrôle du Royaume-Uni et de l'Irlande dans le cadre des investigations en cours concernant l'affaire «Cambridge Analytica - Facebook». Selon les règles en vigueur, l'autorité de contrôle de l'Irlande est compétente en la matière et celle-ci tient la CNPD informée des développements concernant cette affaire.

En outre, les membres du groupe de travail «Article 29» (rassemblant les représentants de chaque autorité de protection des données des pays membres de l'Union européenne) dont la CNPD fait partie, ont créé un groupe de travail dans l'objectif de développer une stratégie à long terme concernant la protection des don-

nées dans les médias sociaux<sup>1</sup>. La CNPD va participer activement dans les travaux engagés par ce groupe.

Les investigations précitées visent également à clarifier si d'autres données que celles accessibles sur la «timeline» ont été extraites et transmises.

En ce qui concerne les «cookies» et plus généralement la confidentialité des communications électroniques, ceci tombe notamment dans le champ d'application de la directive 2002/58/CE du 12 juillet 2002 concernant le traitement de données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques transposée dans l'ordre juridique luxembourgeois par la loi modifiée du 30 mai 2005<sup>2</sup> portant le même nom.

Sous l'égide de la législation actuelle, il est possible de placer des cookies sur l'ordinateur de l'utilisateur à condition que l'utilisateur ait donné son consentement après avoir reçu une information claire et complète, entre autres sur les finalités du traitement.

Or, dans le contexte des médias sociaux l'utilisation des plug-ins sociaux est une pratique fréquente. Dans une recommandation sur l'utilisation des cookies<sup>3</sup> le groupe de travail «Article 29» souligne que l'utilisation des plug-ins sociaux de tiers pour toute autre fin que de fournir un service expressément demandé par l'utilisateur, nécessite d'obtenir son consentement. Ces plug-ins sociaux sont notamment proposés par de nombreux réseaux sociaux et sont intégrés par des opérateurs dans leurs sites pour permettre aux visiteurs de partager des contenus avec leurs «amis». Dans ce contexte, il serait strictement interdit d'utiliser ces social plug-ins pour observer le comportement de l'utilisateur à travers de multiples sites ou pour sauvegarder les données de non-membres des services sociaux concernés, sans leur accord. Une jurisprudence récente<sup>4</sup> rendue par le tribunal de première instance à Bruxelles va d'ailleurs dans le même sens.

Dorénavant, la proposition pour un règlement européen «vie privée et communications électroniques»<sup>5</sup> remplaçant la directive européenne existante est actuellement discutée au sein des institutions européennes et va influencer la situation actuelle en posant des règles plus exigeantes quant au consentement de l'utilisateur final. Dans sa version actuelle, les conditions du consentement sont alignées à celles prévues par le règlement général sur la protection des données qui va entrer en vigueur le 25 mai 2018<sup>6</sup>.

**Question 3757** (13.04.2018) de **MM. Henri Kox** et **Gérard Anzia** (*déi gréng*) concernant l'«**École du goût**»:

Lors du débat d'orientation sur le gaspillage alimentaire pendant la séance publique de la Chambre des Députés le 21 mars 2018, une des idées pour lutter contre le gaspillage alimentaire était celle d'une «École du goût». Un tel projet pourrait sensibiliser notamment les enfants et les jeunes à la valeur de nos produits alimentaires et les aider à découvrir des produits régionaux et saisonniers. Ces initiatives aident les consommateurs à apprendre à apprécier les produits locaux et régionaux et par conséquent les producteurs.

<sup>1</sup> Article 29 Working Party, Press release: <http://ec.europa.eu/newsroom/article29/item-detail.cfm?itemid=621539>

<sup>2</sup> Loi modifiée du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle.

<sup>3</sup> Article 29 Working Party, Opinion 04/2012 on Cookie Consent Exemption: <http://ec.europa.eu/justice/article-29/documentation/opinion-recommendation/files/2012/wp194en.pdf>

<sup>4</sup> Tribunal de première instance, 16 février 2018.

<sup>5</sup> Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant le respect de la vie privée et la protection des données à caractère personnel dans les communications électroniques et abrogeant la directive 2002/58/CE (règlement «vie privée et communications électroniques»)

<sup>6</sup> Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.



Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Dans quelle étape se trouve l'initiative respectivement la mise en place d'une «École du goût» au Luxembourg? Sera-t-elle organisée de manière centralisée dans un seul endroit ou sera-t-elle organisée de manière décentralisée?

2) Quel impact une «École du goût» pourrait-elle avoir sur le gaspillage alimentaire?

**Réponse** (08.06.2018) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:**

Le Parc naturel de l'Our était à l'origine du projet «École du goût» dont l'objectif principal tourne autour de l'éducation sensorielle et l'apprentissage de manger de façon saine et diversifiée. Lors de cette première phase du projet, le Parc naturel de l'Our mettait en place un programme d'activités avec des séances de formation sur les techniques culinaires et les sensations guidant le plaisir alimentaire.

Des modules pédagogiques pour les enfants (six à neuf ans), leurs parents et les formateurs ont été élaborés. Pour professionnaliser l'approche éducative, des échanges réguliers ont eu lieu avec l'Institut du goût à Paris et l'Association nationale pour l'éducation au goût des jeunes en France (ANEGJ). Les actions menées dans le cadre du projet étaient encadrées par un agronome et une diététicienne.

Vu les expériences assez positives, il a été décidé de pérenniser le projet, en élargissant son champ d'action et en créant un centre de compétence national à Brandebourg dans la commune de Tandel. Pour ce dernier, le Ministère des Travaux publics met à disposition du gestionnaire le bâtiment «Al Millen» qui sera équipé de façon à permettre une haute qualité de l'offre de formation. Le projet vise à créer une infrastructure pédagogique et une structure organisationnelle d'éveil sensoriel et d'éducation et a été promu par le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures. L'objectif est de stimuler la sensibilité naturelle du goût chez les enfants et de les inciter à mieux valoriser nos aliments.

La finalisation des travaux de rénovation dudit bâtiment est programmée pour printemps 2020. Les deux autres parcs naturels, à savoir celui de la Haute-Sûre et du Mëllerdall seront associés au projet. Comme il s'agit d'un projet à caractère national, une étroite coopération avec le Lycée technique Alexis Heck ainsi qu'avec d'autres acteurs (p. ex. ministères et associations) est prévue.

Les cours offerts dans le cadre de l'école du goût peuvent être organisés soit de manière centralisée, c.-à-d. au Centre de compétence à Brandebourg, soit de manière décentralisée, c.-à-d. dans des écoles ou autres. Le gaspillage alimentaire sera pleinement intégré dans les cours de formation en thématisant les possibilités d'utilisation des produits.

En outre, la commune de Tandel mettra à disposition le local adjacent qui pourra servir à l'installation d'expositions itinérantes. Le projet «École du goût» permettra d'illustrer concrètement le lien entre la production alimentaire et la gestion de notre paysage. La création du Centre de compétence à Brandebourg offre l'opportunité de revitaliser le village et de créer un nouveau point d'attrait en milieu rural.

**Question 3758** (16.04.2018) de **MM. Yves Cruchten et Franz Fayot (LSAP)** concernant la **détention foncière:**

Lors du récent débat d'orientation concernant la politique du logement au Luxembourg, les intervenants de tous les bancs étaient d'accord pour constater que l'une des clés à la solution du problème du manque de logements au Luxembourg réside dans l'augmentation considérable de l'offre de nouveaux logements.

Or, pour pouvoir mettre en œuvre les politiques efficaces afin de parvenir à cet objectif, il est essentiel de connaître la structure de la détention de la réserve foncière au Luxembourg. Comme le remarque l'Observatoire de l'habitat dans sa note n°20 publiée en 2014:

«Le potentiel foncier destiné à l'habitat ne prend pas en compte la volonté des propriétaires des terrains identifiés comme disponibles de les mettre en construction. C'est pourquoi il est particulièrement important de connaître les types de propriétaires de ces terrains pour pou-

voir estimer les tendances possibles de développement dans les différentes communes.»

C'est à quoi l'Observatoire de l'habitat s'est employé, en dernier lieu en 2013, avec les constats suivants:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Il résulte donc de cette analyse que sur un potentiel foncier constructible immédiatement de 2.719 ha, en l'état des PAG de l'époque, quelque 75% étaient entre les mains de personnes physiques, et 16% étaient contrôlés par des personnes morales, l'État et les communes ne détenant quant à eux qu'au total un peu moins de 8% du potentiel foncier.

La note n°20 de l'Observatoire de l'habitat de 2014 ne donne cependant pas plus de détails quant au degré de concentration de propriétés foncières, quant à la typologie socioprofessionnelle des personnes physiques propriétaires, ni quant au type et à la nationalité des personnes morales détentrices de propriété. Or ces éléments ont évidemment leur importance pour la mise en place de mesures politiques ciblées pour mobiliser des terrains en vue d'une construction plus rapide.

Nous voudrions dès lors poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1) Messieurs les Ministres disposent-ils de chiffres plus récents que ceux de l'Observatoire de l'habitat recensés en 2013?

2) Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent fournir des données plus précises quant au degré de concentration de terrains constructibles pour l'habitat entre les mains des propriétaires personnes physiques? Est-il possible de nous informer sur la répartition des terrains entre les 2.055 personnes physiques identifiées, à savoir combien de personnes physiques détiennent la plupart des terrains - par exemple en pourcentage combien de terrains sont détenus par les cinq ou dix plus gros propriétaires privés? Combien sont détenus par les 2.045 autres propriétaires personnes physiques, et dans quel ordre d'importance? Combien de personnes physiques ne détiennent qu'un ou deux terrains?

3) À quelles catégories socioprofessionnelles appartiennent les propriétaires personnes physiques? Est-il possible d'affiner les réponses en fonction des communes où se situent ces terrains?

4) Combien de propriétaires personnes physiques ont la nationalité luxembourgeoise, et combien sont des non-Luxembourgeois? Est-il possible d'identifier les nationalités comprenant le plus fort degré de détention foncière?

5) De quel type sont les personnes morales détenant les quelque 16% de la réserve foncière destinée à l'habitat? S'agit-il de sociétés commerciales, de sociétés d'investissement (FIS) ou d'autres types de sociétés?

6) Combien sont des sociétés luxembourgeoises, et combien des sociétés étrangères?

**Réponse commune** (15.05.2018) de **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et de M. Marc Hansen, Ministre du Logement:**

L'Observatoire de l'habitat du Ministère du Logement procède régulièrement - jusqu'à présent tous les trois ans - à un recensement systématique de tous les terrains disponibles pour l'habitat dans le pays. Il s'agit de terrains qui sont libres de construction tout en étant situés dans les zones d'habitation ou les zones mixtes des PAG des communes.

La dernière actualisation des résultats réalisée en 2016 a permis de mettre en évidence une augmentation du potentiel de terrains disponibles pour l'habitat: en 2016, le potentiel foncier pour l'habitat est estimé à 2.846 ha. Ce chiffre correspond à l'intégralité des superficies disponibles dans les zones d'habitation, auxquelles on ajoute 75% des superficies disponibles dans les zones mixtes des communes.

Cette superficie correspond à une assez forte augmentation du potentiel foncier pour l'habitat entre 2013 et 2016 (+127 ha, soit +4,7%), qui s'explique en très grande partie par les changements introduits dans le nouveau PAG de Luxembourg-ville. Pour cette fin, l'Observatoire s'est basé en 2016 sur le PAG projeté, en phase de finalisation avant son vote définitif, de sorte que d'éventuelles adaptations ultérieures peuvent être considérées comme négligeables. Une grande partie des zones qui n'étaient pas affectées dans l'ancien PAG a été convertie en zones d'habitation ou en zones mixtes, si bien que le potentiel foncier pour l'habitat - tel que mesuré par l'Observatoire de l'habitat - a augmenté de 114 ha dans la capitale.

Comme les honorables Députés le notent justement, il est essentiel de connaître la structure

du foncier disponible au Luxembourg. Les informations fournies par l'Administration du cadastre et de la topographie ont permis d'affiner la décomposition par type de propriétaires lors du recensement effectué en 2016, pour parvenir à une distinction entre neuf types de propriétaires:

- les personnes physiques, c'est-à-dire les particuliers;

- les personnes morales, incluant les entreprises, sociétés, associations et promoteurs;

- les copropriétés (qui sont très majoritairement des acteurs privés, et pour une large part des personnes physiques);

- l'État;

- les administrations communales et syndicats communaux et intercommunaux;

- les différents fonds, tels que le Fonds du logement, le Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg et le Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall;

- la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM);

- les propriétés mixtes, pour les terrains partagés entre plusieurs types de propriétaires; et

- les terrains pour lesquels le type de propriétaire n'est pas connu.

Concernant la répartition de la surface totale disponible pour l'habitat selon le PAG des communes, le recensement de 2016 a donné les résultats suivants:

- les personnes physiques	64,0%	(1.821 ha sur 2.846 ha disponibles);
- les personnes morales	15,7%	(446 ha);
- les copropriétés	9,4%	(268 ha);
- les communes	6,1%	(174 ha);
- les fonds	2,0%	(56 ha);
- SHNB	2,0%	(56 ha);
- l'État	0,8%	(23 ha);
- les propriétés mixtes	0,0%	(0,5 ha);
- les propriétaires inconnus	0,0%	(1 ha).

Les acteurs privés restent donc très largement majoritaires parmi les propriétaires de terrains disponibles pour l'habitat: 89,1% des surfaces disponibles (soit 2.535 ha) leur appartiennent.

La part des acteurs publics reste donc assez limitée: ils sont propriétaires de seulement 10,9% de la surface disponible, soit 309 ha. Cette part s'est toutefois assez clairement accrue par rapport au dernier recensement des terrains disponibles, puisque les acteurs publics ne détenaient que 7,8% des surfaces foncières disponibles pour l'habitat en 2013. Mais il s'agit en partie d'un changement méthodologique, puisqu'il a été possible en 2016 de distinguer la part de la SNHBM dans l'ensemble des terrains disponibles (soit environ 2,0%), alors qu'en 2013, la SNHBM était incluse parmi les personnes morales. Même si la SNHBM est une personne morale de droit privé, elle agit comme promoteur public au sens de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, et peut donc être ajoutée dans le total des terrains des acteurs publics.

Jusqu'ici, les données ne permettaient pas d'analyser le degré de concentration du patrimoine foncier au sein du groupe des propriétaires de terrains disponibles. La seule information dont disposait l'Observatoire de l'habitat résidait dans le type de propriétaires (parmi les catégories «personne physique», «personne morale», «État», etc.) pour chacun des terrains identifiés comme disponibles. Il n'était ainsi pas possible de reconstituer un «portefeuille» de biens fonciers détenus par un propriétaire en particulier, et donc d'analyser la concentration du patrimoine foncier.

Un projet de recherche en cours au LISER - dans le cadre de l'Observatoire de l'habitat - permettra dans les prochains mois de fournir des éléments de réponse précis sur ces points, en analysant précisément la distribution des terrains identifiés comme disponibles dans les zones d'habitation et les zones mixtes du pays pour l'ensemble des propriétaires. Il sera alors possible de quantifier la part des propriétaires qui détiennent un terrain unique disponible et la part qui est détenue par les plus grands propriétaires.

Ce projet devrait permettre de créer une typologie des personnes morales qui détiennent des terrains identifiés comme disponibles. Il serait possible de distinguer, dans la plupart des cas, les terrains détenus par des sociétés commerciales, des sociétés d'investissement ou d'autres types de sociétés.

La fourniture des premiers résultats concernant le degré de concentration des terrains disponibles est prévue pour automne 2018.

En revanche, les informations sur la catégorie socioprofessionnelle ou sur la nationalité des propriétaires des différentes parcelles ne sont pas reportées sur les données utilisées pour les statistiques réalisées par l'Observatoire de l'habitat. Une décomposition des propriétaires de terrains identifiés comme disponibles selon leur catégorie socioprofessionnelle ou leur nationalité ne sera donc pas possible en l'état actuel des informations statistiques.

**Question 3759** (17.04.2018) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV)** concernant les **soins en milieu hospitalier et/ou éducatif pour personnes âgées et/ou démentes:**

Vu l'évolution démographique, de plus en plus de personnes âgées et/ou démentes se trouvent pour soins en milieu hospitalier et/ou rééducatif. Pour pouvoir offrir des soins de qualité, il faut disposer de personnel suffisant, formé convenablement et de manière permanente.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1) Madame la Ministre, estime-t-elle que les hôpitaux disposent de suffisamment de person-

nel ayant la formation adéquate pour encadrer les personnes âgées et notamment des personnes souffrant de démence?

2) Quelles formations sont offertes au personnel soignant en milieu hospitalier et/ou rééducatif pour pouvoir garantir un encadrement adéquat axé sur les soins gériatriques?

3) Quels efforts sont prévus pour davantage développer la formation spécifique à la prise en charge des personnes âgées et/ou souffrantes de démence pour le personnel soignant?

4) Selon mes informations, il s'avère que dû au manque de disponibilité et de moyens humains en milieu hospitalier et/ou rééducatif, les soins nutritionnels et hygiéniques essentiels, comme par exemple l'aide à la prise des repas, l'aide régulière à la toilette et le suivi d'une hydratation régulière des personnes âgées fragilisées, restent souvent à la traîne.

De quelle manière, Madame la Ministre envisage-t-elle de réagir à cette situation?

La Ministre estime-t-elle que les établissements hospitaliers devraient engager davantage de personnel pour pouvoir assurer et garantir les soins de base essentiels?

Y a-t-il une demande des établissements d'engager davantage de personnel?

5) Sachant que les patients souffrant d'une démence ne disposent souvent pas d'une autonomie suffisante pour prendre seuls les médicaments prescrits voire refusent le traitement ordonné, est-ce que le personnel soignant est assez sensibilisé et formé quant à la prise médicamenteuse des personnes atteintes de démence?

6) Sachant que toutefois les informations concernant son traitement devraient, dans la mesure du possible, être communiquées au patient lui-même ainsi qu'à sa famille, et sachant que la personne âgée atteinte de démence ou de maladie d'Alzheimer possède un mode particulier de communication, Madame la Ministre estime-t-elle que le personnel soignant est assez formé quant aux différentes stratégies de communication existantes dans la prise en charge des personnes atteintes de démence?

7) Les anesthésies chez les personnes âgées entraînent souvent de lourdes conséquences comme des états confusionnels, voire une agressivité, certes très difficiles à gérer pour le personnel. Le personnel soignant est-il assez formé pour pouvoir réagir face à ces troubles? Le personnel soignant est-il assez informé des





mesures préventives existantes dans ce contexte?

8) La communication entre les différents membres du personnel soignant, ainsi que la coordination et la continuité des plans et des parcours de soins sont évidemment souhaitables pour tous les patients, mais davantage pour les personnes âgées fragilisées et/ou démentes. Quels efforts sont pris pour renforcer le travail d'équipe en milieu hospitalier et/ou rééducatif?

9) Existe-t-il une certification ISO pour tout ce qui est relatif au traitement du patient? Dans la négative, est-il prévu de faire certifier les établissements hospitaliers avec un tel type de certification?

**Réponse** (23.05.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

ad 1) Une cartographie réalisée en 2016 fait état des ressources humaines, de leurs qualifications et formations:

- les médecins:

Le Grand-Duché dénombre 14 médecins spécialistes en gériatrie et médecins titulaires d'une qualification en gériatrie reconnue à l'étranger. Ce nombre est renforcé par d'autres spécialités médicales exerçant dans des services de gériatrie aiguë et de rééducation gériatrique ou exerçant en collaboration avec ces services, tels que les médecins spécialistes en médecine physique et de réadaptation, les médecins internistes et les médecins généralistes, les médecins-psychiatres ayant des compétences en psychogériatrie et les médecins urgentistes ayant une compétence dans la prise en charge de la personne âgée.

Reste à souligner que la discipline de médecin spécialiste en gériatrie est une discipline relativement «jeune» au Luxembourg (1<sup>er</sup> spécialiste en gériatrie reconnu en 2005) qui nécessite d'être connue et reconnue pour orienter les patients vers les services adéquats, en interagissant avec les autres disciplines médicales concernées.

En ce qui concerne la formation initiale en médecine générale telle qu'offerte au Luxembourg, l'Université du Luxembourg dispense des enseignements relatifs aux maladies et handicaps liés à l'âge, à la distinction entre dépression et démence, à la prise en charge de la douleur et à la prévention des complications de décubitus.

Quant à la formation continue, le Ministère de la Santé organise, en collaboration avec l'ALFORMEC<sup>1</sup> et l'Université du Luxembourg, une formation médicale continue en gériatrie dont l'objectif est de traiter les problèmes médicaux, les aspects psychosociaux et éthiques de la prise en charge des personnes âgées afin de permettre aux médecins de développer leur compétence dans la prise en charge des personnes âgées et d'acquérir un savoir-faire gériatrique. La première édition de cette formation a eu lieu en 2016.

L'ALFORMEC organise régulièrement des séminaires de formation dans lesquels différents aspects de la prise en charge des personnes âgées sont abordés, notamment la polymédication, le diagnostic de la démence, les soins palliatifs...

D'autre part, les médecins suivent des formations organisées par les sociétés et associations médicales au Luxembourg et à l'étranger.

- les professions de santé:

Le Lycée technique des professions de santé (LTPS) offre des formations initiales notamment pour les infirmiers et les aides-soignants. Les programmes de ces formations incluent des cours sur le thème de la personne âgée, dans la formation infirmier: «Soins infirmiers en gériatrie» et dans la formation aide-soignant: «Nursing de la personne âgée».

Le LTPS dispense également au niveau des formations spécialisées infirmières (BTS), des cours tel qu'au niveau BTS «Infirmier psychiatrique», le cours «Soins aux personnes atteintes de troubles psychogériatriques» et au niveau BTS «Infirmier responsable des soins généraux», deux cours dédiés à la gériatrie, sous forme de cours théorique et d'un enseignement clinique (stage).

Quant à la formation continue des professions de santé, les formations organisées par des organismes de formation continue (exemple: «DeWidong») et les plans de formations continues introduits au Ministère de la Santé par les hôpitaux et les institutions pour personnes âgées en vue de l'obtention d'un agrément, reprennent tous des cours de formation continue dont le sujet est la personne âgée. Il s'agit de thèmes généraux et de sujets plus spécifiques dont l'objectif est d'améliorer la qualité de la

prise en charge de la personne âgée et de favoriser la diffusion de la culture gériatrique parmi le personnel des institutions.

Ci-dessous un tableau non exhaustif, reprenant certains thèmes abordés à l'attention des médecins et du personnel soignant:

CHL:

- Psychiatrie: troubles du comportement de la personne âgée (PA)

- Neurologie: pathologies neurologiques chez la PA, la PA souffrant de démences, de maladie de Parkinson, d'un AVC

- Urgence: prise en charge de la PA aux urgences

- Formations en vue d'améliorer la prise en charge de la PA pour l'ensemble des soignants de l'institution (trois à quatre séquences par an)

- Formation aux troubles de la déglutition pour les infirmières et les aides-soignants

- Formation à l'utilisation des échelles gériatriques par l'ergothérapeute de l'unité de gériatrie pour les soignants du service de gériatrie...

HRS:

- La douleur chez la PA

- La pharmacologie anti-douleur

- Introduction à la psychopathie de la PA

- Comprendre la PA

- Différentes formes de démence

- Prévention des chutes

- Ateliers de sophrologie

- Formation «Bobath» (concept de réadaptation de la PA)...

HIS:

- Formations aux soins relationnels de la PA en perte d'autonomie physique en rééducation gériatrique

- L'approche «snoezelen»

- Médicaments et PA

- Dysphagie

- La dénutrition chez la PA

- Les troubles vésico-sphinctériens

- La rééducation en neurologie...

Quant aux autres formations: il existe un master en gérontologie proposé par l'Université du Luxembourg, focalisé sur les domaines de la gérontologie et de la gériatrie. Il s'agit d'une formation interdisciplinaire et européenne avec des intervenants suisses, autrichiens, belges entre autres, dont le public cible sont les généralistes, les psychologues, les infirmiers, les directeurs des maisons de soins etc. L'Association luxembourgeoise de gérontologie-gériatrie organise des conférences thématiques qui visent le développement des connaissances en matière de prise en charge de la personne âgée, comme par exemple le Forum Demenz «Soins palliatifs et PA démente», «Le sujet âgé et la poly-addictologie», «La dépression chez la PA»...

ad 3) Le groupe de travail DIK (Demenz im Krankenhaus)<sup>2</sup> institué sous l'égide du Ministère de la Santé vient de publier une brochure intitulée «La démence à l'hôpital». Cette brochure formule toute une série de recommandations (bonnes pratiques) en vue de l'amélioration de la prise en charge des personnes atteintes de démence, de l'admission jusqu'au départ de l'hôpital ou d'un établissement de rééducation.

Avec l'aide de cette brochure, il appartient à chaque établissement de rééducation et à chaque hôpital de déterminer sous quelle forme chacune de ces recommandations pourra être adaptée à leur structure et y être mise en œuvre. Il est évidemment souhaitable que toutes les recommandations soient incluses dans un concept de prise en charge intégré. L'approche visée par cette brochure ne se résume en effet pas uniquement à des améliorations ponctuelles dans la prise en charge des personnes âgées atteintes de démence dans les établissements respectifs.

ad 4) Dans ce contexte, il est important de rappeler que la dotation en personnel de soins des établissements hospitaliers relève de la compétence du Ministère de la Sécurité sociale.

À l'heure actuelle, aucun état des lieux de la disponibilité du personnel soignant dans la filière gériatrique, se basant sur une méthodologie validée, n'a été réalisé; un manque de personnel de soins en milieu hospitalier et/ou rééducatif n'est dès lors pas démontré. De ce fait,

<sup>2</sup> Le groupe de travail DIK du Ministère de la Santé comprend des représentants de tous les hôpitaux de soins aigus, des centres de rééducation, de la «Patienten Vertriedung Asbl», et de l'Association luxembourgeoise pour la maladie d'Alzheimer

il serait important de rappeler qu'un tel état des lieux ne se limiterait pas qu'au domaine hospitalier et/ou de rééducation, mais devrait s'étendre aussi au secteur de long séjour (maisons de soins, CIPA, réseaux d'aides et soins à domicile, foyers de jour pour PA...), tombant sous la compétence du Ministère de la Famille.

ad 5) Comme mentionné précédemment, les établissements hospitaliers et/ou de rééducation offrent une large panoplie de formations continues relatives au sujet du traitement médicamenteux des personnes atteintes de démences.

ad 6) Pour les professions de santé:

Le LTPS offre au niveau de la formation initiale le cours de «Soins infirmiers en gériatrie» dans lequel les principes de base de la communication avec une personne démente, ainsi que les altérations de la communication (problèmes auditifs, visuels...) chez la personne âgée souffrant de démence sont enseignés.

Titres des formations

Pour l'Association luxembourgeoise de gérontologie-gériatrie asbl:

En 2018: Forum Demenz - Suivi du Plan national démence

En 2017: Forum Demenz - Démence et recherche au Luxembourg

Pour le Service RBS asbl - Seniorenakademie und Fortbildungsinstitut:

En 2018: Menschen mit Demenz - Schmerzen erkennen und behandeln

En 2017: Gewalt im Kontext Demenz - Definition und Prävention

Kommunikation mit Demenzerkrankten - Weniger Worte... aber nicht weniger mitzuteilen

Introduction à la communication Non Violente Einführung in die Gewaltfreie Kommunikation nach Marshall Rosenberg

Interkulturelle Kommunikation - Verständigung ist mehr als 1.000 Worte

Le labyrinthe de l'oubli... Entre démence et dépression

Basale Stimulation - Die Sinne erwecken

Pour le Centre Hospitalier du Nord:

En 2017: Grundlagen zum Thema Demenz

Pour le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique:

En 2018: Démences

ad 7) Il est important de rappeler à ce sujet que toute intervention, dont font partie les anesthésies, comporte des risques et conséquences possibles et qu'il appartient au médecin d'évaluer ces risques, de les prévenir, de surveiller leur apparition et de les contrôler, dans le cadre d'un travail en équipe basé sur la collaboration interdisciplinaire hospitalière. La mise en œuvre de procédures de minimisation de tels risques pour les patients relève de l'organisation hospitalière.

ad 8) La loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière impose des prises en charge interdisciplinaire et pluridisciplinaire et la documentation de ces prises en charge (article 38).

L'article 1<sup>er</sup> précise que «les établissements hospitaliers ont pour mission de dispenser dans leur domaine d'activités des soins de santé stationnaires ou ambulatoires dans un contexte pluridisciplinaire».

Selon les définitions des services hospitaliers figurant à l'annexe 2 de la loi, la prise en charge des patients selon une approche pluridisciplinaire est requise.

En particulier, la définition du service de gériatrie précise qu'il s'agit d'«un service de diagnostic, de traitement, de soins et de suivi de patients gériatriques, dans une approche pluridisciplinaire, dont l'objectif est la récupération optimale des performances fonctionnelles, de la meilleure autonomie et qualité de vie de la personne âgée...».

Par ailleurs, le service de rééducation gériatrique prévoit un bilan interdisciplinaire d'admission, un programme individualisé de rééducation précisant les objectifs et la durée prévisible du projet thérapeutique et une réévaluation hebdomadaire interdisciplinaire.

En outre, la loi prévoit de renforcer la coordination des soins entre les services hospitaliers, y compris d'établissements hospitaliers différents, et le secteur extrahospitalier en imposant l'application de critères et de modalités de transfert des patients.

ad 9) Les hôpitaux luxembourgeois se sont lancés dans une accréditation qui englobe la qualité de la prise en charge des patients. Certains

hôpitaux sont en cours d'accréditation selon le référentiel de la «Joint Commission International», tandis que d'autres ont choisi le référentiel d'accréditation Canada.

**Question 3760** (17.04.2018) de **MM. Léon Gloden, Gilles Roth et Mme Octavie Modert** (CSV) concernant les **incidents intervenus dans les établissements pénitentiaires de Schressig et de Givenich**:

Dans un communiqué de presse, l'Association des agents pénitentiaires du Grand-Duché de Luxembourg asbl fait savoir:

«Le vendredi 13 avril 2018, deux agents pénitentiaires ont été blessés alors qu'ils ont été agressés physiquement par deux détenus sous influence d'alcool.

Le dimanche 15 avril 2018, deux agents pénitentiaires de l'établissement pénitentiaire de Givenich ont été blessés alors qu'ils sont intervenus lors d'une fugue d'un détenu.»

Ce communiqué fait suite à d'autres incidents intervenus récemment dans le CPL de Schressig. Notre groupe politique avait en date du 4 avril 2018 demandé la convocation d'une réunion de la Commission juridique, laquelle ne fut pas honorée à ce jour.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de plus amples informations concernant les incidents dont s'est fait l'écho Association des agents pénitentiaires du Grand-Duché de Luxembourg asbl?

- Monsieur le Ministre peut-il nous communiquer la liste des incidents qui ont eu lieu dans les établissements pénitentiaires du Luxembourg au cours des quatre dernières années?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que les agents pénitentiaires disposent de moyens humains et techniques suffisants? À défaut, comment entend-il y remédier?

**Question 3783** (30.04.2018) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant la **sécurité en milieu carcéral**:

Selon un article de presse publié au «Luxemburger Wort» en date du 27 avril 2018, la magistrate investie, sous l'autorité du procureur général d'État, de la mission de surveillance de la direction des centres pénitentiaires et de l'exécution des peines, aurait refusé la procuration d'un certain nombre d'équipements destinés à améliorer la protection du personnel pénitentiaire (gardiens en particulier) et à renforcer ainsi la sécurité en milieu carcéral en général. Toujours selon l'article de presse précité, la liste des équipements à procurer aurait été établie de commun accord entre les représentants du personnel de gardiennage et la direction des centres pénitentiaires, avec à la clef l'accord de principe du Ministre de la Justice.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Monsieur le Ministre partage-t-il les critiques formulées par les représentants du personnel pénitentiaire en ce qui concerne les déficits constatés au niveau des équipements de sécurité mis à leur disposition pour mieux se protéger contre d'éventuelles agressions?

- Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre compte-t-il remédier à cette situation et dans quels délais?

**Réponse** (29.05.2018) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Les informations demandées dans la question parlementaire n°3760 ont été données aux honorables Députés lors de la réunion de la Commission juridique qui a eu lieu le 9 mai 2018 dans le cadre d'un échange de vues avec les représentants de l'Association des agents pénitentiaires. Lors de la même réunion, les faits visés par la question parlementaire n°3783 ont été évoqués et clarifiés.

Au cours des années 2014 à 2018, 22 incidents ont eu lieu au Centre pénitentiaire de Luxembourg et huit incidents ont eu lieu au Centre pénitentiaire de Givenich. A titre de comparaison, 23 incidents ont eu lieu au Centre pénitentiaire de Luxembourg et cinq incidents ont eu lieu au Centre pénitentiaire de Givenich au cours des années 2009 à 2013.

<sup>1</sup> ALFORMEC: Association luxembourgeoise pour la formation médicale continue



Les faits ayant été à la base de ces incidents sont divers et couvrent la détérioration de matériel, le refus d'ordre, l'insulte, l'injure, la tentative d'agression et l'agression d'agents pénitentiaires, le cas échéant avec ou sans conséquences sur la capacité de travail des agents pénitentiaires.

Les moyens humains et techniques à disposition des agents pénitentiaires, y compris leur équipement de sécurité et les moyens de contrainte, ont été discutés lors des réunions de la Commission juridique des 4 et 9 mai 2018 et les amendements parlementaires au projet de loi n°7041 portant réforme de l'Administration pénitentiaire adoptés par la Commission juridique lors de sa séance du 16 mai 2018 reflètent les solutions préconisées y afférentes.

**Question 3761** (17.04.2018) de **M. Georges Engel** (LSAP) concernant le **refinancement du budget européen**:

Selon des informations relatées par la presse, la Commission européenne voudrait récupérer une partie des bénéfices annuels de la Banque centrale européenne (BCE) pour compenser la perte de ressources liée au départ du Royaume-Uni, deuxième contributeur net au budget de l'Union des 28. Selon les propositions de la Commission, il sera prévu de transférer 50% des profits annuels de la BCE, distribués jusqu'à présent en grande partie aux 19 banques centrales nationales des États membres de la zone euro, au budget européen.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face aux propositions de la Commission européenne?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait plus cohérent que tous les États membres de l'Union européenne à 27 contribuent solidairement au refinancement du budget européen suite au «Brexit» et non seulement les États membres de la zone euro via la BCE et leurs banques centrales?

**Réponse** (18.05.2018) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Le 2 mai 2018 la Commission européenne a dévoilé ses propositions budgétaires pour la période de sept ans allant de 2021 à 2027 (cadre financier pluriannuel). La Commission a en même temps présenté ses propositions relatives au financement du budget européen, en avançant notamment un ensemble de nouvelles ressources propres. Parmi celles-ci ne figurent pas les bénéfices générés par les banques centrales au titre des revenus de seigneurage.

Dans le contexte du paquet du 2 mai 2018, la Commission européenne a présenté les contours d'un nouvel instrument qu'elle souhaiterait mettre en place pour renforcer l'architecture de l'Union économique et monétaire, à savoir un «mécanisme européen de stabilisation des investissements». L'objectif serait de contribuer à la préservation du niveau d'investissements dans les pays de la zone euro en cas de choc économique majeur.

Le mécanisme se caractériserait par l'octroi de prêts aux États membres de la zone euro, accompagné d'un subventionnement des charges d'intérêts qui «pourrait être financé par des contributions des États membres de la zone euro équivalentes à une part des bénéfices qu'ils engrangent en produisant des pièces en euros (revenu de seigneurage). Ces contributions prendraient la forme de recettes externes affectées au budget de l'UE, collectées au moyen d'un véhicule financier ad hoc<sup>1</sup>».

La Commission précise que le «mécanisme européen de stabilisation des investissements» serait principalement conçu pour les États membres de la zone euro, tout en ouvrant la perspective d'une participation des autres pays à condition qu'ils contribuent également au financement de l'instrument.

Comme la Commission se limite actuellement à présenter les contours de ce nouveau mécanisme et en attendant la présentation d'une proposition législative plus concrète, il serait prématuré de se prononcer à ce stade sur le fi-

nancement du volet «subventions» par le biais des revenus de seigneurage.

**Question 3764** (19.04.2018) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant l'**acrylamide**:

L'acrylamide est une substance cancérigène, qui se forme à partir de l'asparagine libre et des sucres naturellement présents lors d'un traitement à haute température, tel que la friture, le rôtissage et la cuisson, en particulier dans les produits à base de pommes de terre, les produits à base de céréales, le café et les succédanés de café.

En 2017, les représentants des États membres ont voté en faveur de la proposition de la Commission européenne visant à réduire la présence d'acrylamide dans les denrées alimentaires.

Prochainement, les exploitants d'entreprises agro-alimentaires devront prendre des mesures pour limiter la présence de cette substance dans leurs produits. Selon le commissaire pour la santé et la sécurité alimentaire Vytenis Andriukaitis des teneurs maximales de la fameuse molécule seront fixées en fonction de chaque aliment et les mesures seront appliquées de façon «proportionnée à la taille et à la nature de leur établissement».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- 1) Pour quand l'entrée en vigueur dudit règlement est-elle prévue?
- 2) Quels secteurs de l'économie luxembourgeoise seront concernés par ledit règlement?
- 3) Quels changements incomberont aux secteurs concernés?
- 4) Est-ce que les petits boulangers sont également concernés?
- 5) Est-ce que les forains présents sur les fêtes traditionnelles comme le «Mäertchen» et la «Schueberfouer» sont concernés par ledit règlement?

**Réponse** (23.05.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

ad 1) Le règlement (UE) 2017/2158 de la Commission du 20 novembre 2017 établissant des mesures d'atténuation et des teneurs de référence pour la réduction de la présence d'acrylamide dans les denrées alimentaires est applicable depuis le 11 avril 2018.

ad 2) Le règlement précité cible les denrées alimentaires susceptibles de former de l'acrylamide lors du processus de fabrication. Ce sont principalement des produits riches en glucides et en asparagine (un acide aminé, précurseur de l'acrylamide), cuits au four ou frits, tels que les produits de céréales (pains, céréales petit déjeuner, produits de boulangerie fine), les pommes de terre (frites, chips, snacks, crackers) et les grains de café (produit particulier).

Au vu du tissu économique luxembourgeois, ce sont principalement les secteurs des boulangers, des traiteurs et de la restauration ainsi que les torréfacteurs qui sont concernés par le règlement 2017/2158.

ad 3) Dès 2003, la Commission européenne a traité le sujet problématique de la présence d'acrylamide dans les denrées alimentaires en y associant les États membres. La Commission européenne a émis sa première recommandation en 2007 avec l'objectif de récolter les données de contamination des denrées alimentaires en acrylamide auprès des différents États membres. L'autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a compilé les données de 2007 à 2010. Sur base des rapports de l'EFSA, la recommandation du 10 janvier 2011 de la Commission européenne mentionna des valeurs cibles pour le secteur.

Pour veiller à l'information du secteur, l'autorité compétente luxembourgeoise avait proposé une formation aux secteurs concernés via la Chambre des Métiers en 2009 et avait diffusé en 2012 via le site portail de la sécurité alimentaire ([www.securite-alimentaire.lu](http://www.securite-alimentaire.lu)) les outils mis en place par le secteur privé pour diminuer les niveaux d'acrylamide.

En 2004, le règlement dit «hygiène» (852/2004/CE) impose aux exploitants des établissements alimentaires:

- d'identifier les points critiques aux niveaux desquels un contrôle est indispensable pour prévenir ou éliminer un danger, ou pour le ramener à un niveau acceptable,
- de surveiller les points critiques de contrôle,
- d'établir les actions correctives à mettre en œuvre lorsque la surveillance révèle qu'un point critique de contrôle n'est pas maîtrisé.

Il s'en est suivi l'intégration du point critique de l'acrylamide dans le guide des bonnes pra-

tiques d'hygiène des métiers de la bouche dès 2011, guide édité par la Chambre des Métiers, puis dans le guide édité par l'Horesca en 2014.

Dès lors, le nouveau règlement 2017/2158 fixe officiellement les diverses prescriptions déjà d'application par le règlement «hygiène», les outils et les guides de bonnes pratiques d'hygiène édités par le secteur privé. Ces prescriptions reprennent principalement le contrôle des matières premières, le contrôle des temps et températures de cuisson et dans certains cas spécifiques la mise en place de programmes de contrôle analytiques. Le nouveau règlement confirme la possibilité d'utiliser des tables de couleur pour simplifier les contrôles de cuisson comme pour les frites, les pains ou les biscuits.

La Division de la sécurité alimentaire continuera à informer le secteur et les consommateurs sur la problématique de l'acrylamide et à présenter les résultats des campagnes de contrôle effectuées sur ce sujet depuis 2011, via le site Internet:

<http://www.securite-alimentaire.public.lu/professionnel/Denrees-alimentaires/Contaminants/acrylamide/index.html>

ad 4 et 5) Autant les petits boulangers que les forains présents sur les fêtes traditionnelles sont concernés par le règlement précité.

**Question 3765** (19.04.2018) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** concernant l'**apiculture**:

Il nous revient que le nombre d'apiculteurs et d'essaims d'abeilles va croissant en Allemagne, notamment en Bavière et dans le Land de Saxe-Anhalt.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Une situation pareille se présente-t-elle également au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, depuis quand pourrait-on constater une éventuelle augmentation du nombre de colonies d'abeilles?

- Monsieur le Ministre peut-il aussi fournir des précisions sur l'évolution du nombre d'apiculteurs au Grand-Duché et sur leurs formations initiale et continue?

**Réponse** (18.05.2018) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

Tout d'abord il convient de noter qu'aussi bien le nombre d'apiculteurs que celui des ruches d'abeilles installées au Luxembourg n'ont cessé de décroître au cours des dernières décennies pour atteindre un minimum historique en 2013. Si à la fin de l'année 2012 le nombre de ruches était déjà au plus bas, des pertes hivernales dramatiques de 34% avaient réduit le cheptel apicole à 3.510 ruches tenues par seulement 291 apiculteurs.

Mais depuis 2014 ces chiffres s'améliorent de nouveau au Luxembourg. Pour l'année en cours, l'Administration des services vétérinaires a déjà pu enregistrer 6.582 ruches tenues par 407 apiculteurs.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Il y a plusieurs explications à ce revirement. Suite aux pertes de l'hiver 2012-2013, les organisations apicoles, tant au niveau national qu'au niveau cantonal, se sont mobilisées pour remédier à cette situation. Un effort particulier a été fait pour recruter et former de nouveaux apiculteurs. Avec l'aide financière du Ministère de l'Agriculture, la Fédération des unions d'apiculteurs du Grand-Duché (FUAL) a ainsi pu professionnaliser le conseil en engageant un conseiller apicole spécialisé.

La formation des nouveaux apiculteurs se fait tant au niveau national qu'au niveau des organisations cantonales d'apiculteurs. Ainsi, le conseiller apicole donne des cours théoriques au niveau national, qui sont suivis de cours pratiques dans un rythme de deux semaines en collaboration avec les organisations apicoles locales. Pour subvenir aux besoins de ceux qui ne maîtrisent pas le luxembourgeois ou l'allemand, certains cours sont même donnés en anglais, ou sont traduits sur le coup dans une autre langue. Chaque année environ 60 intéressés suivent ces cours pour débutants.

Des cours de formation continue pour apiculteurs plus expérimentés sont aussi organisés. De plus la «Beien-Zeitung», le site [www.apis.lu](http://www.apis.lu) et des colloques comme celui organisé annuellement par les apiculteurs du canton de Capellen sont d'autres sources d'informations pré-

cieuses pour tous les apiculteurs et ceux qui veulent le devenir. En général toutes ses formations sont gratuites pour les apiculteurs.

Si dans le passé les problèmes de dépérissement des abeilles avaient découragé de nombreux apiculteurs, il apparaît que la médiatisation de ces problèmes a eu comme effet positif d'encourager plus de personnes à se lancer dans l'apiculture. Pour beaucoup d'entre eux, l'aspect écologique semble prévaloir sur l'aspect économique.

Il convient donc de remercier aussi bien les nouveaux apiculteurs, ainsi que les apiculteurs établis, les organisations cantonales d'apiculteurs et la FUAL pour leurs efforts dont profitent non seulement les amateurs du miel, mais aussi l'agriculture et l'environnement.

**Question 3766** (19.04.2018) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **promotion des musées régionaux**:

L'an dernier, la Secrétaire d'État à l'Économie avait annoncé un coup de pouce financier pour le développement touristique de la région mosellane en investissant dans des musées de cette région. Aussi le budget du Ministère du Tourisme pour l'exercice 2018 et ceux des années suivantes ont prévu un accroissement du crédit de subventionnement des musées en question.

Dans le cadre de la future «Capitale européenne de la culture 2022» de la Ville d'Esch-sur-Alzette et des communes avoisinantes, le Ministère de la Culture a annoncé une contribution financière de l'État à hauteur de 67 millions d'euros au budget de la capitale de la culture 2022, correspondant à un taux de participation de deux tiers du budget final.

D'autres communes de cette région disposent également d'une offre en musées à rayonnement régional voire national avec des thématiques d'ordre national, de sorte qu'il serait important de prévoir des efforts pour les rendre le plus attractives possibles notamment en ce qui concerne les offres touristiques et culturelles. Voilà qui compléterait avantageusement les efforts de la Ville d'Esch-sur-Alzette et des communes participant à la Capitale européenne de la culture 2022 en créant une offre dans les communes attenantes.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État à l'Économie et à Monsieur le Secrétaire d'État à la Culture:

- Madame et Monsieur les Secrétaires d'État peuvent-ils me dire s'il est prévu de promouvoir le développement des musées régionaux sous référence et dans l'affirmative quels sont le/les montant(s) prévu(s) au niveau du budget?

- Est-ce que Madame et Monsieur les Secrétaires d'État sont disposés à soutenir ou à compléter les investissements des communes concernant les musées à vocation régionale?

- Dans la négative, Madame et Monsieur les Secrétaires d'État seraient-ils autrement disposés à s'engager pour une prise en charge financière en vue du développement des musées régionaux?

**Réponse** (30.05.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*:

Le Ministère de l'Économie soutient la promotion des musées régionaux, via les différents offices régionaux du tourisme (ORT) qui sont en charge de promouvoir l'offre touristique régionale ainsi que par «Luxembourg for Tourism GIE» (LFT) qui est en charge de promouvoir l'offre touristique nationale à l'étranger.

Afin de développer les infrastructures touristiques en général, le Ministère de l'Économie a déposé le projet de loi n°7169 ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un 10<sup>e</sup> programme quinquennal de l'équipement touristique.

Dans ce contexte, le Ministère de l'Économie entend proposer au Conseil de Gouvernement de subventionner les infrastructures muséales régionales à hauteur d'un taux allant jusqu'à 70%. Les budgets qui seront attribués dépendront du nombre de projets ainsi que de l'envergure des projets introduits par les porteurs de projet.

Le Ministère de la Culture soutient le paysage muséal national par différents programmes et actions coordonnées visant le développement et la professionnalisation des musées tant d'importance nationale que régionale.

Sous la tutelle du Ministère de la Culture, le réseau «Musées Luxembourg» offre une plateforme aux structures muséales pour défendre

<sup>1</sup> [https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/budget-proposals-economic-monetary-union-may2018\\_fr.pdf](https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/budget-proposals-economic-monetary-union-may2018_fr.pdf)



des intérêts communs. Le réseau permet ainsi aux responsables des musées d'échanger autour de thématiques qui leurs sont communes, tout en cherchant des réponses et solutions aux problèmes communs. Un crédit budgétaire pour le financement des activités élaborées dans le cadre de ce groupe de travail, telles l'élaboration de projets pédagogiques, projets de promotion, etc., figure annuellement au budget du Ministère de la Culture (20.000 € en 2018).

Ensemble avec le CTIE, le Département de la stratégie numérique du patrimoine culturel national du Ministère de la Culture, est actuellement en cours de mise en place d'un logiciel d'inventaire et de gestion des collections. Ce logiciel permet au secteur muséal de gérer et archiver les collections qui constituent la base de toute activité muséologique. La mise en place de cet outil numérique est financièrement soutenue par l'État.

Outre le dispositif des conventions et subsides aux musées pour activités extraordinaires ayant pour but la mise en valeur d'un patrimoine matériel et/ou immatériel national, le Ministère de la Culture peut subventionner, dans la limite des crédits disponibles et lorsque émanant d'une autorité communale, des projets d'équipements culturels dont font partie la construction et/ou la conception d'un musée.

**Question 3767** (19.04.2018) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant le réaménagement du giratoire Robert Schaffner (Iergäertchen):

Depuis longtemps la capacité en termes de trafic du giratoire Robert Schaffner (Iergäertchen) est largement saturée, surtout aux heures de pointe. Afin de remédier à cette situation, Monsieur le Ministre a présenté le 23 novembre 2016 son Plan de réaménagement du giratoire. Ainsi un «rond-point turbo» est censé augmenter la fluidité des flux de circulation.

Dans ce contexte, il y a lieu de soulever que le degré de saturation de la N2 dans les deux directions (Remich - Luxembourg), tel que projeté pour 2020 par Monsieur le Ministre dans son dossier de presse, ne diminuerait pas substantiellement, voire augmenterait même dans certains cas de figure.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il fait réaliser une étude quant à l'impact sur la fluidité du trafic du «rond-point turbo» au Kirchberg depuis son aménagement?

- Dans l'affirmative, quels ont été les résultats de cette étude?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'approche proposée pour le giratoire Schaffner (Iergäertchen), qui prévoit entre autres l'aménagement de voies supplémentaires, risque d'aggraver une situation déjà embrouillée pour les automobilistes?

- Monsieur le Ministre ne craint-il pas que des feux rouges risquent d'engendrer des embouteillages dangereux sur l'A1 à la sortie du tunnel en venant du Kirchberg?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas utile d'opter pour la construction d'un tunnel sur la N2 - direction Remich à Luxembourg et vice versa - afin d'alléger la circulation au giratoire Schaffner (Iergäertchen)?

**Réponse** (31.05.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Le réaménagement du carrefour giratoire Serra au Kirchberg en «rond-point turbo» était un projet du Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg, notamment en vue du passage du tram. Des simulations de trafic très poussées afin de vérifier l'efficacité combinée de la reconfiguration en rond-point dit «turbo» (pistes dédiées aux différentes sorties) et de la mise en place de feux de signalisation ont été menées. C'est sur base du résultat de ces simulations, qui ont démontré que le fonctionnement de ce carrefour stratégique pouvait être garanti en heure de pointe, même avec le passage du tram avec la cadence prévue lorsque le tram fera la liaison avec l'aéroport, que le projet a été mis en œuvre.

Aujourd'hui la fluidité du trafic est assurée correctement en heure de pointe et la capacité d'évacuation du trafic par rapport à la situation antérieure a été accrue de façon très notable.

On constate actuellement un degré de saturation élevé au niveau du giratoire Robert Schaffner: les embouteillages se concentrent essentiellement sur la bretelle de sortie de l'auto-route en direction du giratoire aux heures de pointe matinales et également à la hauteur de

la sortie direction Remich aux heures de pointe du soir. Les études ont montré que la régulation du rond-point Schaffner par des feux tricolores aura un impact positif sur la fluidité du trafic; il y aura très certainement encore des files d'attente ponctuelles en amont des feux tricolores, mais les embouteillages seront de moindre envergure.

Les feux tricolores permettront de détecter en permanence les éventuels embouteillages au niveau des deux bretelles de sortie d'autoroute. En cas d'embouteillage trop important, les feux tricolores seront programmés pour réagir efficacement en modifiant les temps «vert» et «rouge» des différents accès au giratoire. Cela aura pour effet de fluidifier le trafic et d'accroître la sécurité des usagers de la route. En outre, les feux tricolores installés seront programmés de façon à réagir également en cas de fermeture des tunnels Cents ou Howald pour travaux.

Une variante comprenant la construction d'un passage souterrain sur la N2 a été analysée lors de l'élaboration du projet du réaménagement du giratoire Schaffner, variante pourtant abandonnée pour des raisons d'inefficacité, de coûts et de complication de la gestion du chantier.

**Question 3768** (19.04.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** (DP) concernant la décarbonisation de la flotte de bus du Régime général des transports routiers:

Dans sa réponse à la question parlementaire n°2399 du 20 septembre 2016, Monsieur le Ministre a indiqué que les services du Ministère du Développement durable et des Infrastructures seraient en train de réaliser des études quant à la possibilité de décarboniser la flotte de bus du Régime général des transports routiers.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Les études précitées ont-elles pu être conclues entre-temps?

- Dans l'affirmative, quelles conclusions ont pu en être tirées?

- Quels ont été les obstacles jusqu'à présent à la réalisation d'un RGTR décarbonisé au Luxembourg?

- Quelle est la composition actuelle de la flotte de bus RGTR en termes de propulsion?

**Réponse** (28.05.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'évolution technique rapide et continue durant les dernières années a fait en sorte que l'offre de bus à faible ou zéro émission ainsi que leurs caractéristiques techniques s'améliorent constamment. La meilleure méthode de propulsion alternative est actuellement celle des bus électriques. Cependant, en fonction de la vitesse de chargement et de l'autonomie des véhicules, des différences majeures entre les différentes marques de bus électriques disponibles sur le marché persistent. Le choix du type de bus électrique a des répercussions sur le type de rechargement des batteries. Comme la majorité des lignes régionales du RGTR parcourent des trajets journaliers importants, un type de bus électrique qui répond à toutes ces exigences n'est pas encore disponible.

Je suis persuadé qu'à partir de 2030 la plupart des lignes du réseau RGTR peuvent être opérées par une flotte de bus à zéro émission même si je ne peux pas encore prévoir à ce jour à 100% la technologie à retenir.

Actuellement, des stations de charge lente dites «overnight charging» sont majoritairement réalisées par des exploitants sur leurs sites et dépôts d'autobus alors que les stations de recharge rapide «opportunity charging» ne sont réalisées que si elles peuvent être utilisées par un grand nombre de véhicules, comme par exemple sur les pôles d'échanges.

Les obstacles restent liés aussi bien à l'infrastructure de recharge qu'à leur financement. Il faut savoir que ces véhicules ont des coûts d'acquisition beaucoup plus élevés que des véhicules à combustion normale (en principe le double) et nécessitent bien évidemment des infrastructures de chargement.

Malheureusement, la station de recharge prévue à Alzingen, évoquée dans ma réponse à la question parlementaire n°2399 du 20 septembre 2016, n'a pas pu être réalisée, puisque les riverains avaient porté plainte contre l'autorisation de construction des infrastructures nécessaires de sorte qu'elle avait été retirée par la commune.

En termes de composition de la flotte, actuellement plusieurs projets pilotes de bus électriques ont été réalisés voire sont en cours. Des bus de différents constructeurs et des stations de recharge à différentes caractéristiques ont été choisis, afin d'évaluer ce qui s'apprête le mieux aux besoins futurs du réseau RGTR.

Ainsi, le Département des transports dispose en janvier 2019 d'un parc de 30 bus électriques et de six bus plug-in hybrides (3,6% de la flotte RGTR) répartis comme suit:

- ligne 305 Bettembourg - Dudelange: cinq roulements (six bus VDL) électriques en exploitation

- trois lignes RGTR à la Nordstad (échéance: fin 2018): huit bus électriques VDL

- six bus électriques sur la ligne 215 Bascharage - Luxembourg (échéance: hiver 2018-2019)

- dix bus électriques Irizar (standard et articulé) sur la ligne 290 Mersch - Luxembourg

- six bus plug-in hybrides Volvo sur la ligne 226 Bertrange - Hesperange.

D'autres projets sont en cours, sans échéance précise à cette date.

Mes services se tiennent régulièrement à jour des nouveautés qui apparaissent sur le marché.

**Question 3769** (19.04.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** (DP) concernant le couloir de secours:

Lors d'un accident, le couloir de secours permet aux services d'urgence de gagner rapidement le lieu de l'accident, et peut ainsi décider de la vie ou de la mort. Pour cette raison, le couloir de secours est obligatoire au Luxembourg, le non-respect pouvant être amendé de 145 euros et d'un retrait de deux points sur le permis de conduire.

En Allemagne, le Ministre de l'Intérieur de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie a décidé d'équiper les voitures de police de caméras, dits «dashcam», afin de documenter et persécuter les automobilistes qui ne respectent pas le couloir de secours.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Est-ce que la Police grand-ducale procède à un contrôle systématique du respect du couloir de secours?

2) Dans l'affirmative, de quelle façon la Police grand-ducale effectue-t-elle ce contrôle?

3) Le cadre légal au Luxembourg permettrait-il l'utilisation de «dashcams»?

4) Existe-t-il des études sur l'efficacité de cette mesure?

5) Messieurs les Ministres estiment-ils utile l'installation de «dashcams» dans les voitures de police?

**Réponse** (14.05.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1) et 2) Le contrôle systématique du respect du couloir de secours s'avère difficile en pratique pour les agents policiers qui lorsqu'ils se déplacent en service urgent n'ont souvent pas le temps de poursuivre ce type d'infraction. Même si la Police grand-ducale ne procède pas à des contrôles systématiques, cela n'implique toutefois pas qu'aucun contrôle ne serait effectué dans le cadre du respect du couloir de secours.

Ainsi, la Police grand-ducale a récemment veillé à la bonne utilisation par les conducteurs des bandes d'arrêt d'urgence et a également effectué des contrôles sur les motards qui utilisaient la voie du milieu pour dépasser.

ad 3) La constatation d'infractions via des «dashcams» soulève actuellement encore de multiples problèmes juridiques non encore résolus.

ad 4) La Police grand-ducale ne dispose pas d'études en cette matière.

ad 5) Comme énoncé au point 3, une telle utilisation aurait des répercussions juridiques considérables non encore clarifiées et ceci non seulement dans le domaine de la circulation routière.

En date du 1<sup>er</sup> avril 2018, les nouvelles règles de prise en charge des analyses médicales par la Caisse nationale de santé (CNS) sont entrées en vigueur après une phase de transition de trois mois.

En effet, la CNS a décrété une nouvelle nomenclature plus restrictive qui serait mieux adaptée à l'état de l'art: s'ajoutent un certain nombre d'examen et sont exclus des examens qui seraient peu utiles. Ceci, compte tenu du fait que le groupe qui a encadré scientifiquement cette nouvelle nomenclature y a travaillé pendant de longs mois, constitue en soi une initiative louable, car encline à adapter la nomenclature aux acquis scientifiques et aux règles de la «Evidence-Based Medicine».

Elle n'aurait pas pour motif de réaliser une diminution du coût. La nouvelle nomenclature fut signalée aux médecins prescripteurs en début d'année 2018. Or, les règles de prescription sont très complexes. Y sont fixés des maxima d'analyses et des incompatibilités anti-cumul. C'est le laboratoire qui doit contrôler la conformité avec les règles de prescription et devrait, au moins en principe, refuser en bloc toute prescription non conforme. Puisque cette mesure aurait forcé nombre de patients à devoir retourner chez leur médecin afin d'adapter la prescription, la CNS a réagi en offrant deux alternatives:

1) que le laboratoire et le patient décident quelles analyses parmi celles prescrites seraient effectuées, ou

2) que le patient paye de sa poche les analyses non prises en charge par la CNS.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Monsieur le Ministre est-il conscient que ces restrictions risquent de prolonger les délais diagnostiques pour les patients qui devraient le cas échéant repasser chez leur médecin afin d'adapter les demandes d'analyse aux limitations imposées par la CNS?

2) Monsieur le Ministre est-il d'avis que le personnel de laboratoire ou le patient lui-même aient les connaissances nécessaires pour prendre les décisions sur le choix des analyses à faire parmi celles prescrites par le médecin?

3) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le paiement des actes de laboratoire par le patient, en cas d'analyses dépassant les maxima ou ne respectant pas les règles anti-cumul, ne constitue une entrave au principe de l'égalité de traitement et puisse favoriser une «médecine à deux vitesses»?

4) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la nouvelle nomenclature et plus précisément les maxima et les règles anti-cumul ne représentent une entrave à la liberté de prescription des médecins?

5) Finalement, le fait que les prescripteurs se voient forcés à se limiter ne pourrait-il pas y avoir comme conséquence un retard de prise en charge voire un danger pour les malades?

**Réponse** (03.05.2018) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

La révision de la nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique a été identifiée depuis longtemps comme une priorité essentielle en matière d'assurance maladie. En effet, déjà lors de la réforme du système de soins de santé de 2010, le constat avait été dressé que la nomenclature en vigueur n'était plus en phase avec le développement médico-technique dans ce domaine.

Un des objectifs de la nouvelle nomenclature est de limiter les redondances observées dans le passé, comme celles dues à des analyses dont le résultat est similaire pour le diagnostic (p. ex.: lipase, amylase) et celles dues à des communications déficientes (p. ex. les patients qui se présentent une première fois chez un médecin sans lui indiquer les analyses déjà exécutées précédemment).

L'analyse des nomenclatures respectives des pays limitrophes (Belgique, France, Allemagne) a fait apparaître que tous ces pays ont des limitations pour les actes de biologie clinique et ce sous diverses formes:

- En Belgique, la nomenclature a incorporé près de 340 règles de cumul et 95 règles de diagnostic.

- En France, la nomenclature comporte également des règles de cumul et utilise pour certains chapitres essentiellement des forfaits.

- En Allemagne, le système des soins de santé

**Question 3770** (20.04.2018) de **Mme Martine Mergen** (CSV) concernant la prise en charge des analyses médicales par la Caisse nationale de santé:



autorise la prescription d'un volume analytique annuel qui en fait est très restrictif. Si ce système était appliqué au Grand-Duché de Luxembourg, le volume analytique risquerait de chuter de l'ordre de 50%.

À noter qu'outre l'adaptation de la nomenclature au développement médico-technique, 245 analyses ont été rajoutées par rapport à l'ancienne nomenclature.

Par ailleurs, la nouvelle nomenclature n'a pas été décidée de manière unilatérale par la CNS. En effet, le Code de la sécurité sociale prévoit des procédures claires à cette fin: la CNS prépare et discute le contenu de la nomenclature avec le regroupement le plus représentatif des prestataires concernés, puis la Commission de nomenclature est saisie d'une demande standardisée relative aux modifications ou nouveautés à inclure dans une nomenclature. Une recommandation circonstanciée est prise par la Commission de nomenclature dans la composition prévue. Il est appelé que la Commission de nomenclature se compose de:

1) deux membres dont le président, désignés par arrêté conjoint des Ministres ayant dans leurs attributions la Sécurité sociale et la Santé; un membre doit avoir la qualité de médecin;

2) deux membres désignés par le Comité directeur de la Caisse nationale de santé;

3) deux membres désignés par le ou les groupements signataires de la convention pour les médecins;

4) en fonction de la nomenclature en cause, deux membres désignés par le ou les groupements signataires de la convention concernée.

Lorsque la Commission de nomenclature est amenée à statuer en matière d'actes et services relevant de la nomenclature des médecins et dispensés en milieu hospitalier ou de la nomenclature des laboratoires d'analyses de biologie médicale, la composition de la Commission de nomenclature est complétée par deux membres devant avoir la qualité de médecin et désignés respectivement par arrêté conjoint des Ministres ayant dans leurs attributions la Santé et la Sécurité sociale et par le groupe représentatif des hôpitaux.

En l'occurrence, la Commission de nomenclature a pris de façon unanime la recommandation circonstanciée à la base du règlement grand-ducal du 30 novembre 2017 arrêtant la nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique pris en charge par l'assurance maladie.

ad 1) et 2) La mise en avant d'un risque de prolongation «des délais diagnostiques pour les patients qui devraient le cas échéant repasser chez leur médecin afin d'adapter les demandes d'analyse» s'avère infondée du fait que la Caisse nationale de santé (CNS) vient de clarifier la situation par une lettre circulaire adressée aux parties concernées. L'acte ne respectant pas les règles prévues par la nomenclature peut évidemment être presté, mais sans être opposable à l'assurance maladie-maternité. Toutefois, si cette même ordonnance médicale comprend encore un ou plusieurs actes conformes, ceux-ci sont opposables à l'assurance maladie-maternité. Uniquement les actes non opposables à la CNS devraient être payés par la personne protégée. Par conséquent, il n'y a aucune obligation pour les laboratoires de refuser en bloc l'ordonnance médicale.

Cette question a récemment été abordée avec la FLLAM qui a proposé les trois alternatives sous-mentionnées. La personne protégée est informée et a le droit de décider:

- de revoir son médecin pour obtenir une ordonnance conforme,

- de prendre lui-même en charge le coût des analyses non remboursées par la CNS,

- de ne pas réaliser les analyses non prises en charge, les autres analyses prescrites étant alors réalisées.

Cette approche qui est soutenue par la CNS a été confirmée à la FLLAM par écrit en date du 9 avril 2018. L'article 12 de la convention entre la CNS et la FLLAM prévoit par ailleurs que:

«Lorsque l'ordonnance comporte des analyses de biologie médicale qui ne sont pas ou pas intégralement prises en charge par l'assurance maladie ou pour lesquelles la loi, les règlements ou les statuts de la Caisse nationale de santé prescrivent une autorisation préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale ou le respect de conditions particulières, le laboratoire en informe la personne protégée.

Sur demande de la personne protégée, le laboratoire fournit une estimation sur le coût global des actes et sur les modalités de la prise en charge.»

ad 3), 4) et 5) La nouvelle nomenclature ne constitue pas une «entrave à la liberté de prescription», et elle ne favorise pas non plus une «médecine à deux vitesses».

En effet, la nouvelle nomenclature est le résultat des travaux d'un groupe d'experts composé de représentants des différents laboratoires d'analyses de biologie clinique du pays. Elle reprend les principes inscrits dans les nomenclatures belge et française et constitue une mise à jour importante au niveau des méthodes diagnostiques de laboratoire. Elle tient compte du progrès scientifique et favorise la qualité de la prise en charge diagnostique dans le système de santé luxembourgeois. Elle garantit la prise en charge financière par la CNS dans les situations reconnues par les experts. Dès lors elle n'incite nullement à une médecine à deux vitesses et ne représente pas non plus une entrave à la liberté de prescription des médecins.

#### Question 3771 (23.04.2018) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant la production nationale de légumes:

Dans le cadre du débat de consultation sur le rapport de Jeremy Rifkin «The Third Industrial Revolution Strategy», la Chambre des Députés a adopté une motion invitant le Gouvernement à mener en collaboration avec les producteurs une analyse pour identifier les problèmes qui se présentent aux exploitations horticoles voire maraîchères et à élaborer et à présenter à la Chambre des Députés au cours de la session parlementaire courante un catalogue de mesures avec des propositions de solutions pour améliorer la situation et ainsi accroître la production nationale de légumes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si l'analyse susmentionnée est terminée?

- Dans l'affirmative quand Monsieur le Ministre entend-il présenter les conclusions?

#### Réponse (28.05.2018) de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

L'analyse sur les problèmes et les mesures à prendre est en cours d'élaboration par le Service de l'horticulture de l'Administration des services techniques de l'agriculture. Une présentation des conclusions élaborées en collaboration avec le secteur pourrait avoir lieu devant la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs vers la fin du mois de juin 2018.

#### Question 3772 (24.04.2018) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les langues à l'école luxembourgeoise:

Ech wéilt dem Här Educationminister gär folgend Froen iwwert de Schoulsystem stellen:

1. An eise Schoulsystem huet een op verschiddene Sektouren a Klasse respektiv op verschiddenen Ausbildungsweeër d'Méiglechkeet, fir verschide Sproochen ze wielen oder och Sproochen ewechzeloossen. Huet de Ministère konkret Zuelen zu dësem Sujet? Op wat fir Sektouren a Klasse gëtt sech éischer fir wat fir Sproochen entscheet? Sinn d'Grënn fir déi Entscheidung bekannt? Wa jo, wat sinn d'Grënn? Wann neen, huet den Här Minister eng Iddi, wéi sech déi Entscheidungen erklären loosse? Ginn et do Tendenzen, déi sech iwwer e bestëmmten Zäitraum entwéckelt hunn? Ginn et Tendenz jee no Nationalitéit vun de Schüler?

2. A wat fir engem Schoulsystem an op wat fir Klasse steet aktuell Lëtzebuergesch am Schoulsystem? Wéi vill Stonnen d'Woch sinn do virgesinn a wat steet um Programm? Gëtt iergendwéi kontrolléiert, ob an deene Schoulschoulen och effektiv Lëtzebuergesch enseignéiert gëtt? Brauch den Enseignant eng spezifesch Formatioun, fir déi Lëtzebuergeschcoursen duerfen ze ginn?

#### Réponse (12.06.2018) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Déi sëllege Froen, déi den honorabelen Deputéierte mir am Zesummenhang mam Sproochenenseignement an eise Schoulsystem

stellt, loosse sech zum Deel mat engem Réckgrëff op statistesch Donnéeë beäntweren, déi meng Servicer regelméisseg, ënner anerem zur Steuerung vun der Sproochepolitik am Enseignement, elaboréieren.

ad 1. Grondsätzlech ass feststellen, datt déi demografesch Entwécklung an eise Land a virun allem en exigenten Aarbechtsmaart eng enorm Erausforderung fir den Enseignement, virun allem fir de Sproochenunterricht, duerstellen. De Sproochenunterricht ka sech deenen Entwécklungen net verschléissen a muss deemum stänneg um Niveau vun der Offer, vum Contenu a vun der didaktescher Approche ugepasst ginn.

Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch spille wederhin eng wesentlech Roll an eise Schoulsystem. Et handelt sech hei ëm eis gesetzlech festgeluechte Sproochen, op déi mir net kënnen a wëlle verzichten.

Op d'Fro, wat d'Grënn fir e méigleche Choix vun de Schüler am Zesummenhang mam Sproochenenseignement kéinte sinn, loosse sech keng valid Äntwerte fannen. Dem Ministère leie par contre detailléiert Zuele vir, a wéi enge Sproochen eis Schüler enseignéiert ginn a goufen, soudatt sech och Tendenzen duerstelle loosse, wat de Choix vun de Schüler ubelaangt:

- Grondsätzlech sinn am Enseignement secondaire classique aus statistescher Siicht just marginal Verännerungen am Sproochenenseignement auszemaachen. D'Unzuel vun de Schüler, déi Latäin als Friemsprooch wielen, ass zënter 2012 lichts réckleefeg (-1,71%), eng vergläichbar Tendenz léisst sech fir déi däitsch Sprooch (-1,00%), fir d'Franséisch (-1,06%), fir d'Spuenesch (-1,61%) a fir d'Italienesch (-0,74%) erkennen.

- D'Unzuel vun de Schüler, déi am Engleschen ënnerriicht ginn, ass säit 2012 signifikant geklommen (+3,18%). Am Régime technique vum Enseignement secondaire général ass feststellen, datt manner Schüler an de Fächer Däitsch/Lëtzebuergesch (-5,16%) respektiv Franséisch (-6,89%) ënnerriicht ginn, wat ënner anerem eng gestärkte Roll vum Engleschen zréckzeféieren ass.

ad 2. D'Regierung erkennt d'Wichtigkeet vum Lëtzebuergesch als Kommunikatiouns-, Integratiouns- a Literatursprooch un. Et existéieren en etlech Mesurë fir d'Promotioun vun der Lëtzebuergescher Sprooch. Um Niveau vun der Education engagéiert mäi Ministère sech, fir souwuel d'Lëtzebuergescher Sprooch wéi och de Multilinguismus ze féieren.

Besonesch den Apprentissage vun der Lëtzebuergescher Sprooch a Kultur soll encouragéiert ginn.

Den Aktionsplang fir eng Politik iwwert d'Lëtzebuergescher Sprooch a Kultur, deen iwwer 20 Joer soll goen, wäert konkret Moosname fir dësen Apprentissage am Beräich vun der frierer Kandheet, an der Grondschoul, am Lycée an an der Erwuessenebildung proposéieren.

Am Cycle 1:

Fir Lëtzebuergesch ze léieren, soll et op kee Fall esou sinn, datt Kanner, déi nach kee Lëtzebuergesch kënnen, an aner Klasse gi wéi hir lëtzebuergeschsproocheg Schoufrënn. D'Kanner léiere mateneen a vuneneen an der Interaktioun.

D'Kanner sollen alleguer Kontakt mam Lëtzebuergesch an eise Fransésische kréien - oder bäibehalen, wa se schon an der Crèche a Kontakt mat deene Sproochen waren. D'Kanner bleiwen ëmmer an hirem Grupp mat hiren Enseignanten. D'Enseignanten, déi bal ëmmer lëtzebuergesch Mammesproochler sinn, schwätze mat hinne Lëtzebuergesch oder Franséisch, jee no Situatioun déi eng oder aner Sprooch. Zil ass, datt d'Kanner sech an déi Sprooch eranneieren an, am Lëtzebuergesch, de situatiounstypesche Vocabulaire kënnen léieren.

An der Grondschoul ginn Épreuves standardisé gemaach, mat Resultater um nationalen Niveau, um Niveau vun der Schoul, vun der Klass an um individuelle Niveau. Am C 2.1 gëtt d'Héiervverständnes am Lëtzebuergesch getest. Eng 5% vun de Kanner errechen net den Niveau socle am Lëtzebuergesch; dat korreliert staark mat de Resultater a puncto Schreiwene a Rechnen.

An de Cyclen 3 a 4:

Hei ginn Texter a Lëtzebuergescher Sprooch gelies, déi an den zwee Bänn vum „Lies a fléi“ stinn:

- „Lies a fléi“, Band 1, fir de Cycle 3 vun der Grondschoul: iwwer 70 Texter op Lëtzebuergesch vun engem 30 Auteuren, fir Kanner vun 9 bis 11 Joer,

- „Lies a fléi“, Band 2, fir de Cycle 4 vun der Grondschoul: bal 100 Texter op Lëtzebuergesch vun engem 40 Auteuren, fir Kanner vun 11 bis 13 Joer.

Lokal, regional an national Inhalter iwwer Geografie a Geschicht stinn an de Léierpläng.

D'Lëtzebuergesch an der Grondschoul gëtt vun de Léierinnen a Schoulschichtere gehalen. De pädagogesche Contrôle ass d'Aufgab vun den Direktere vun der Grondschoul.

Ënnescht Klasse vum Secondaire:

Op 7<sup>e</sup> classique steet eng Stonn Lëtzebuergesch am Stonneplang. Am Enseignement secondaire général ass vu 7<sup>e</sup> bis 5<sup>e</sup> e Fach Allemand-Luxembourgeois virgesinn.

Op der 7<sup>e</sup> classique kréien d'Schüler fundamental Kenntneser iwwert d'Lëtzebuergescher Rechtsschreiwung vermëttelt. Do wéi och am Enseignement secondaire général ginn Texter gelies aus dem Schoulsbuch „Lies de bal“, e Liesbuch fir déi ënnescht Klasse vum Lycée mat 40 Texter op Lëtzebuergesch fir Jugendlecher vun 12 bis 15 Joer.

Kenntneser iwwer Lëtzebuerg ginn transversal a verschiddene Fächer ewéi Geografie a Geschicht vermëttelt, woufir et speziell Editione vun auslännesche Schoulbücher fir Lëtzebuerg gëtt, mat Kapitelen iwwer eise Land.

Op de Classes d'insertion si Schüler, déi als Jugendlecher an eise Land immigréiert sinn, ouni d'Sprooch vu Lëtzebuerg ze kennen. Hei gëtt Lëtzebuergesch mat véier Wochestonne geléiert, vu 7<sup>e</sup> bis 5<sup>e</sup>. D'Schüler léiere Lëtzebuergesch verstoen a schwätzen an och liesen. Schreiwne léieren ass net virgesinn.

De Cours baséiert op dem Buch „Wat gelift?“ an dem didaktesche Material, dat derzou gehéiert a speziell entwéckelt gouf, fir mat Jugendleche Lëtzebuergesch als Friemsprooch ze léieren.

De pädagogesche Contrôle ass d'Aufgab vun den Direktere vun de Lycéeën.

Iewescht Klasse vum Secondaire:

Et gëtt keen obligatoresche Cours fir Lëtzebuergesch, mä all Schüler kritt e Cours ugebueden, an deem e ka léieren, Lëtzebuergesch richtig ze schreiwene. Dëst Schouljoer ass dat ausprobéiert ginn, a vun 2018-2019 u kritt all Schüler dee Cours ugebueden, op der 4<sup>e</sup> oder op der 3<sup>e</sup> vum Enseignement secondaire classique a vum Enseignement secondaire général.

Et ass virgesinn, datt an Zukunft och e Cours iwwer Lëtzebuergescher Kulturgeschicht ugebueden gëtt, mat Hëllef vun engem eBook.

„Littéraires Welten“ ass eng Anthologie fir déi iewescht Klasse vum Lycée, fir eeler Jugendlecher a fir Erwuessener, mat Texter op Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch vu 70 Lëtzebuergescher Auteuren, déi am Buch virgestallt ginn.

Lëtzebuergesch gëtt am Prinzip gehale vum Professor fir Lëtzebuergesch, deen als universitär Formatioun e Master am Lëtzebuergesch huet. Dee Professor fir Lëtzebuergesch besteet zanter 2009, wou en am Gesetz vum 22. Mee 2009 iwwert den Institut national des langues an iwwert de Professeur de langue luxembourgeoise définéiert gouf.

Éducation différenciée:

An de Klasse vun der Éducation différenciée gëtt Lëtzebuergesch allgemeng als Unterrichtsprooch benotzt, mä net als Friemsprooch enseignéiert.

Fir Schüler mat kognitiver Beanträchtegung ass „Leichte Sprache“ an ënnerstëtzt Kommunikatioun mat grafesche Symboler adäquat (unterstëtzt Kommunikatioun, Augmentative and Alternative Communication AAC). An dësem Kontext gëtt et Versiounen a Lëtzebuergescher Sprooch.

Fir Schüler mat auditive Schwiereregkeete gëtt et déi däitsch Gebärdesprooch, déi mat engem Gesetzesprojet an d'Sproochgesetz vun 1984 ageschriwwen soll ginn.

International a Privatschoulen:

D'Lëtzebuergescher Sprooch ass e wichtige Facteur fir d'Zesummeliewen an eiser Gesellschaft. Duerfir soll och jiddwer Jonken, deen zu Lëtzebuerg eng international Schoul besicht, a sengem schoulesche Parcours kënnen Lëtzebuergesch léieren. Eng iwwerschafter Versioun vum Gesetz zu de Privatschoule wäert duerfir d'Obliktioun fir all international Schoulen aféieren, Lëtzebuergeschcoursé fir sämtlech Schüler an hir Programmer opzuehelen. Den Educationminister schaff e kohärent Konzept fir déi Coursen aus.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

An alle Lëtzebuergescher agreéierten Europaschoule gesäit de Gestzesprojet N°7240 zwou formell Perioden Lëtzebuergesch vun dem Primär 1 bis an de Secondaire 3 vir. Dat sinn zweemol 30 Minuten am Primär 1 a Primär 2 an zweemol



45 Minuten an all deenen anere Klassen. Verschidde Fächer, wéi zum Beispill de Schoul-sport, ginn och op Lëtzebuergesch gehalen. Fir dësen Unterrecht ginn d'Kanner aus alle Sproochesektione gemëscht.

Während dem Unterrecht gëtt differenziert an d'Kand gëtt am Lëtzebuergesch do opgefaangen, wou et ass, ob et elo Ufänger oder Mammesproochler ass. Léierzil bei de Mammesproochler ass et, d'Sprooch reflektiv erëmze-ginn. Léierzil bei den Ufänger respektiv bei de Kanner, déi eis Sprooch nach net esou gutt beherrschen, ass et, duerch Interaktioun Lëtzebuergesch ze léieren. Et geet drëm, datt all Kand Lëtzebuergesch schwätzt, an dëst als Mammesprooch oder eben als Zweetsprooch.

Am Primär gëtt nom Programm vum Plan d'études gefuer. Am Secondaire gëtt, ënner anerem, mat „Schwätzt Dir Lëtzebuergesch?“ an „Wat gelift?“ geschafft.

Aktuell schafft eng Equipp vun Enseignanten altersgerecht nei Dokumenter fir de Primär 1 bis de Secondaire 3 aus, dëst ënnert der Leeding vum SCRIPT.

An den Typ-I Europaschoulen (Luxembourg I - Kirchberg a Luxembourg II - Mamer-Bertrange) kënnen d'Schüler an d'Schülerinne Lëtzebuergesch als Cours complémentaire (2 Stonnen/Woch) an deenen zwee leschte Joer Secondaire wielen. Dëse Cours, dee vum Inspektorat vun den Europaschoulen ausgeschafft gouf, riicht sech u Kanner a Jugendlecher, déi sech besonnesch fir d'Léiere vu Sproochen interesséieren. Si léieren an enger neier Friemsprooch ze kommunizéieren an hire kulturellen Horizont ze erweidieren. De Cours ass speziell fir Ufänger konzipéiert. D'Léierziler orientéieren sech um den Niveau vum Cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL).

An den internationale Filière vun nationale Schoule ginn déi heite Lëtzebuergeschcoursen ugebueden:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.*)

De pädagogesche Contrôle ass d'Aufgab vun den Direktere vun deenen eenzelnen Etablissements.

Erwuessenebildung:

Insgesamt 7.500 Erwuessener léiere Lëtzebuergesch als Friemsprooch, am Institut national des langues (INL) an a Coursen, déi mat der Formation des adultes vum Educatiounsministère konventionéiert sinn. Déi Coursé baséieren op Léierwierker, déi vum INL ausgeschafft goufen, „Schwätzt Dir Lëtzebuergesch?“ fir den Niveau A1 an den Niveau A2 vum Gemeinsamen Europäesche Referenzkader fir Sproochen.

Am INL ginn d'Coursé gehale vu Professere fir Lëtzebuergesch an och vu Chargé-de-coursen, ewéi an de Lycéien. An de Coursé vun der Formation des adultes ass den Zertifikat Lëtzebuergesch Sprooch a Kultur (ZLKS) verlaangt, fir als Lëtzebuergesch-Formateur bei de Gemengen oder am konventionéierte Secteur ze ënnerriichten. Dat ass eng Ausbildung vun 120 Stonnen um INL oder op der Universitéit vu Lëtzebuerg, déi als Schwéierpunkte Literatur a Kultur, Didaktik a Linguistik huet.

**Question 3773** (24.04.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **congé parental**:

Déi rezent Reform vun Elterecongé hat ënner anerem zum Zil, fir dëse méi flexibel ze maachen an et op déi Manéier och ville Pappé méi einfach ze maachen, fir méi Zäit mat hire Kanner ze verbréngen.

Menges Wëssens ass et awer esou, datt e Kand, deem säi Papp e Vollzäit-Elterecongé hëlt, an der Zäit vun deem Congé net d'äerf (weider) an eng Crèche goen. Och d'Plaz vun esou engem Kand an der Crèche gëtt während där Zäit net fir dat Kand opgehale, ausser d'Eltere géifen an deene sechs Méint d'Crèche zum vollen Tarif weiderbezuelen. Dat wäerten awer net vill Leit sech kënnen leeschten, soudatt et net sécher ass, datt et nom Enn vu sengem Papp sengem Elterecongé nees kann ouni Problem zréck a seng Crèche goen.

Nom aktuelle Stand wier et esou, datt e Papp a sengem Choix, wéini hie säin Elterecongé wëllt huelen, aus finanziellen an organisatoresche Grënn ageschränkt géif ginn, fir „mussen“ säi Vollzäit-Elterecongé entweder direkt uschlëssend un der Mamm hirem ze huelen oder kuerz éier d'Kand ageschoult gëtt, fir d'Plaz vu sengem Kand an der Crèche net ze verléieren. Aus deem Grond schéngt vill Pappen op e Vollzäit-Elterecongé ze verzichten

a géinge léiwere en Deelzäit-Elterecongé wielen, deen awer net onbedéngt vum Patron muss autoriséiert ginn.

Et ass awer sonner Zweifel wichteg fir d'Entwécklung vum Kand a fir d'Relatioun tëschent dem Papp a sengem Kand, datt d'Präsenz vum Papp beim Kand begënschtget gëtt.

Opgrond vun dësen Iwwerleeunge wëllt ech der Madamm Minister fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister dëse Phenomeen confirméieren an, wa jo, wat sinn déi Moosnamen, déi si wëllt huelen, fir dëse Problem ze léisen?

2. Ass et méiglech, Dispositiounen virzugesinn, fir d'Plaz vun engem Kand an enger Crèche fir déi Zäit opzehalen, an där säi Papp e Vollzäit-Elterecongé wëllt huelen?

3. Wäer d'Madamm Minister averstanen, fir zu deem Zweck flexibel Regimenter ze erlaben, zum Beispill esou datt et sollt méiglech sinn, datt e Kand eemol an der Woch kann an d'Crèche goen, och wa säi Papp e Vollzäit-Elterecongé huet? Wäer et op déi Manéier net méi einfach, fir eng weider/nei Adaptatiounsphas vum Kand ze evitéieren, déi ëmmer mat villen Emotiounen op Säite vum Kand an awer och op Säite vun den Eltere verbonnen ass?

4. Op individuell Ufro bei der Zukunftskeess et och elo scho méiglech, géint d'Enn vun engem Elterecongé ze erlaben, datt e Kand an enger „Adaptatiounsphas“ vun e puer Wochen nees an eng Crèche geet - wann eng Plaz fir hatt sollt op sinn. Wien hëlt déi Decisioun an opgrond vu wéi enge Prinzipien a Kritäre ginn dës Decisiounen geholl? Ass dat objektiv, novollzëibar an transparent? Wéi dacks ass dat bis elo schon autoriséiert respektiv net autoriséiert ginn? No wéi enge Modalitéiten geschitt dat? Ass et méiglech, déi Modalitéiten den individuelle Besoin vum Kand unzepas-sen?

**Réponse** (22.05.2018) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Fir déi eenzel Froe kënnen ze beäntweren, muss ech eng Rei Iwwerleeunge vun Här Kartheiser richtegstellen: Et war weder virun der Reform vun 2016 nach elo esou, dass e Kand, wou een Elterendeel - net just de Papp, op deen sech an der Ufro ëmmer bezu gëtt! - e Congé parental à plein temps hëlt, guer net méi d'äerf an eng Crèche goen. D'Gesetz huet ëmmer virgesinn, dass ee sech während dem Congé parental „principalement“ (art. 234-43, dernier tiret) muss ëm d'Erzéiung vum Kand këmmen. Déi Dispositioun steet net zur Debat, well dat ass de Sënn an Zweck vun engem Congé parental.

Dee „principalement“ ass awer néierens definiert an ënnerläit domat der Interpretatioun vun der Zukunftskeess. D'Handhabung ass flexibel. Dat huet de Virdeel, dass souwuel am ale wéi am neie Gesetz nach ni e Congé parental huet misse refuséiert oder zréckgefrot ginn, wann d'Kand an d'Adaptatiounsphas an d'Crèche gaangen ass respektiv wann d'Kand, fir d'Crècheplaz ze hale während engem zweete Congé parental oder einfach, well d'Elteren him de Kontakt mat deenen anere Kanner net fir déi ganz Méint wollten entzéien, stonneweis an der Crèche weiderbetreit ginn ass. Fir d'Adaptatiounsphas an eng Crèche muss an der Regel och net eng extra Ufro un d'Zukunftskeess gestallt ginn; och déi ka vu Kand zu Kand verschidde sinn an d'Eltere regelen dat mat den Erzéier an der Crèche, ouni dass et iergendeen Afloss op de Congé parental hätt.

De Phenomeen, deen den Här Kartheiser beschreift, gëtt et also an där beschriwwener Form guer net. D'Fro, déi ee sech hätt kënnen stellen, ass déi, ob een eng limitéiert Unzuel u Stonnen, an deenen d'Kand während engem Congé parental an eng Crèche geet, misst gesetzlech reglementéieren, fir méi objektiv an transparent ze sinn. Or, bis elo an dat scho säit 1999, wou de Congé parental agefouert gouf, war esou eng Regelung net néideg, well d'Zukunftskeess mat de concernéierten Elteren ëmmer eng individuell Léisung fonnt huet, déi fir d'Kand am beschte war, déi der gesetzlecher Bestëmmung vum „principalement“ Rechnung gedroen huet an déi mat de Contrainté vun de jeeweilege Crèché kompatibel war. Eng festgeschriwwene Stonnenzuel werft ëmmer d'Fro op, wat beim minimalen Iwwerschrëide geschitt a ka sécher net den individuelle Bedierfnisser vun de Kanner gerecht ginn.

Fir komplett ze sinn, wëll ech drop opmierksam maachen, dass de System, wéi en en place ass, eng enorm grouss Zoustëmmung fonnt huet a verweisen op d'Chiffere vum Bilan iwwer de Congé parental, deen am Februar 2018 virgestallt gouf. D'Zefriddenheet vun de Leit mam Traitement vun hirem Demande bei der Zukunftskeess läit bei 96%, soudass keng Necessitéit besteet, an deem opgeworfene Sujet vum

Här Kartheiser eppes ze änneren. Et ginn iwwerengs och just zwou Litigen, déi virun de Juridictions sociales unhängeg sinn, well den Elterendeel an deene Fäll de Vollzäit-Congé parental geholl huet an d'Kand trotzdeem Vollzäit (eemol all Dag vu moies 7.00 bis mëttes 16.00 Auer, respektiv 240 Stonnen de Mount an deem anere Fall) an eng Structure de garde gaangen ass. Déi Variante sinn net vereebar mat der gesetzlecher Dispositioun vum uewen erwäanten „principalement“ a gi laanscht d'Zil vun engem Congé parental.

**Question 3776** (24.04.2018) de **MM. Laurent Mosar** et **Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant le **système des gardes à assurer par les hôpitaux**:

La loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière (dite «Plan hospitalier») règle le système des gardes à assurer par les hôpitaux et prévoit entre autres que dans les maternités ayant une activité dépassant 1.500 accouchements par an, une disponibilité permanente par des médecins gynécologues, pédiatres et anesthésistes est obligatoire lors d'une garde. Le Plan hospitalier ne prévoit cependant aucune disposition concernant la rémunération des médecins qui assurent la garde.

Ceci crée une situation de fait qui pourra mener à deux scénarios:

1. Les médecins, exerçant une profession libérale, sont forcés d'assurer cette garde sur place sans pour autant être rémunérés pour ce service public presté. Uniquement les actes réalisés lors de cette garde sont honorés selon le principe de la tarification à l'acte. Ainsi, il se pourrait qu'ils soient présents pendant 24 heures sans toucher la moindre rémunération. S'ajoute qu'après une garde de 24 heures, compte tenu d'un arrêt récent de la Cour européenne de Justice selon lequel le temps de garde doit être considéré comme temps de travail, les médecins ne seront plus en mesure d'opérer ni même de consulter le lendemain de la garde, ce qui entraînera à la fois des pertes de revenu supplémentaires pour eux et une augmentation considérable des délais d'attente pour les rendez-vous pour leurs patients.

2. Les hôpitaux concluent une convention avec les médecins de garde, ce qui entraînera alors des frais supplémentaires à charge des établissements hospitaliers.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Quelle est la position du Gouvernement quant à la problématique décrite ci-dessus?

- Estimant que dans le scénario 1 décrit, il pourrait s'agir d'un travail non rémunéré, ne serait-ce pas contraire à la Constitution?

- Quelles solutions le Gouvernement propose-t-il pour répondre aux questions qui se posent dans le contexte du temps de travail dans un système de médecine libérale?

**Réponse commune** (28.05.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Le modèle des gardes sur place prévu par la loi hospitalière repose sur des normes internationales. Ces gardes sur place sont nécessaires pour pouvoir répondre au plus vite à des situations d'urgence et pour assurer la qualité et la continuité de la prise en charge hospitalière.

Par ailleurs, le système des gardes ne concerne pas uniquement les médecins spécialistes en gynécologie, pédiatrie et anesthésie, mais également d'autres groupes de médecins spécialistes. Dès lors, il s'agit d'une question plus large de compensation financière adéquate des gardes assurées par tous les médecins visés.

Les acteurs concernés effectuent en ce moment une analyse des différentes options en matière de compensation financière des gardes, tout en tenant compte des spécificités du système luxembourgeois.

**Question 3778** (25.04.2018) de **Mmes Sam Tanson** et **Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant le **Service de consultation et d'aide pour troubles de l'attention, de la perception et du développement psychomoteur**:

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) collabore avec plusieurs associations qui travaillent avec des élèves à besoins éducatifs spécifiques ou parti-

culiers. Parmi celles-ci figure l'asbl Lëtzebuergescher Aktiounskrees Psychomotorik qui est liée au ministère par une convention et qui propose un service de consultation et d'aide pour troubles de l'attention, de la perception et du développement psychomoteur (SCAP).

Limité par un manque en personnel et en locaux, le SCAP est, depuis des années, confronté à des listes d'attente très longues. Cette situation s'étant sensiblement aggravée depuis la rentrée 2017-2018, la direction du SCAP vient de décider de ne plus accepter de nouvelles admissions à partir du 22 avril 2018 et ce jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2019.

Considérant que les équipes de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (ESEB), voire les commissions d'inclusion des directions de région ont pour mission de définir la prise en charge des élèves qui en ont besoin et sachant qu'une intervention à un stade précoce s'avère utile et bénéfique pour les enfants concernés, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer que le nombre d'enfants touchés par des troubles de l'attention, de la perception et du développement psychomoteur a augmenté au cours des dernières années et si oui, à quelle hauteur?

2) Existe-t-il d'autres services s'adressant aux enfants et familles ayant besoin d'une aide d'urgence dans le domaine concerné et pour lesquels un délai d'attente dépassant douze mois s'avère beaucoup trop long?

3) Par quels moyens Madame et Monsieur les Ministres entendent-ils remédier à cette situation d'urgence, compte tenu du fait que les centres de compétences en psychopédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire, tels que prévus dans le projet de loi 7181, pourront devenir opérationnels au plus tôt à partir de la rentrée scolaire 2018-2019?

4) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous fournir des informations quant au nombre total d'enfants pour lesquels une prise en charge particulière a été définie à partir de la mise en place du nouveau dispositif qui s'articule sur trois niveaux, à savoir les niveaux local, régional et national?

**Réponse** (18.05.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Des observations et analyses menées à l'échelle internationale confirment une progression constante du nombre d'enfants souffrant de troubles de l'attention, de la perception et du développement psychomoteur. Il s'agit d'un problème généralement constaté qui ne se limite guère au Luxembourg.

Jusqu'à présent, ces enfants ont été pris en charge au niveau régional par les équipes multiprofessionnelles, et alternativement par le Service de consultation et d'aide pour les troubles de l'attention, de la perception et du développement psychomoteur (SCAP). Je tiens à souligner que le SCAP ne constitue pas d'entité étatique, mais dépend du Lëtzebuergescher Aktiounskrees Psychomotorik (LAP). C'est donc un organisme à caractère privé qui vient de décider de ne plus accepter de nouvelles admissions pendant l'année à venir.

Il revêt une évidence que je rejoins les honorables Députées dans leur appréciation qu'un délai d'attente d'une année voire plus s'avère beaucoup trop long pour un enfant et une famille en souffrance. Tout en anticipant cette situation préoccupante, j'avais décidé de réagir à trois niveaux:

- L'État soutient davantage le SCAP moyennant du budget et des infrastructures adéquates. D'ailleurs, je tiens à souligner les excellentes relations entre la direction du SCAP et mon département ministériel.

- La réforme de 2017 de l'enseignement fondamental vient de créer la fonction de l'instituteur spécialisé dans la prise en charge des enfants à besoins spécifiques œuvrant à l'échelle des écoles, et les équipes de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques intervenant au niveau des directions de l'enseignement fondamental.

- Le projet de loi 7181 prévoit la création de huit centres de compétences. Surtout le Centre pour le développement socio-émotionnel, le Centre du développement des apprentissages et le Centre du développement moteur et cor-



porel sont censés travailler en réseau et combler la lacune résultant de la décision de la direction du SCAP.

S'y ajoute que la loi budgétaire prévoit une augmentation exceptionnelle du nombre de postes dans ces domaines d'aide et d'assistance.

Au total, 412,5 nouveaux postes ont été créés aux niveaux local, régional et national pour renforcer le personnel déjà en place. Le recrutement se fait progressivement.

Au niveau local (écoles):

- Enseignement fondamental:

Instituteurs spécialisés dans la prise en charge des élèves à besoins spécifiques (I-EBS): 150 postes

- Enseignement secondaire:

Équipe socio-éducative et Service psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS) dans les lycées 60 postes

Au niveau régional:

- Enseignement fondamental:

Équipes pour le soutien des élèves à besoins spécifiques (ESEB): 75 postes

Au niveau national:

- Centres de compétences pour élèves à besoins spécifiques: 127,5 postes

Total: 412,5 postes

Il s'en suit que les temps d'attente des familles sauront être considérablement réduits et le nombre des prises en charge sera augmenté dès l'entrée en vigueur du projet de loi 7181.

**Question 3779** (25.04.2018) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant la **convention collective de travail pour les salariés du secteur d'aide et de soins et du secteur social**:

Op de soziale Medien ass mat vill Opreegung kommentéiert ginn, datt Leit an enger Aarbechtsbeschafungsmoosnam, déi am Hëllef-, Fleege- oder Sozialsektor schaffen, vum Kollektivvertrag ausgeschloss gi sinn. Et geet hei em déi Leit, déi iwwert de SNAS (Service national d'action sociale) vermëttelt an iwwert de Fonds national de solidarité bezuelt ginn (inklusiv dem Patron sengem Undeel un de Sozialabgaben). Ronn 1.500 Leit sinn an esou enger Moosnam, dovun ronn 400 an dësem Secteur.

An enger Circulaire un all Organismen, bei deenen iwwert de SNAS RMG-Bezéier vermëttelt gi sinn, rappéléiert de SNAS, datt déi Leit déi nämlech Rechter a Flichte sollen hu wéi déi Leit, déi do ugstellt sinn. De SNAS féiert ausdrécklech als Ausnam op:

„Les organismes tombant sous le champ d'application de la convention collective de travail pour les salariés du secteur d'aide et de soins et du secteur social (CCT SAS), entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2017 et dont l'article 3 «champ d'application» précise qu'elle ne concerne pas «les bénéficiaires d'une mesure d'insertion ou de réinsertion professionnelle».

An engem groussherzogliche Règlement vum 28. Oktober 2017 huet den Här Aarbechtsminister deen uewe genannte Kollektivvertrag a säin Avenant „d'obligation générale“ deklaréiert. Mä déi Leit, déi iwwert de SNAS vermëttelt goufen an déi net am Genoss vum engem gläichwäertigen oder besseren Aarbechtsvertrag oder Statut sinn, bleiwe vun de Virdeeler vun deem Vertrag ausgeschloss, z. B. beim Congé.

An deem Kontext wollt ech dem Här Aarbechtsminister dës Froe stellen:

1) Ass den Här Minister sech bewusst, datt dës Leit duerch den Ausschluss vum Kollektivvertrag vum Secteur (CCT SAS) méi schlecht Aarbechtskonditione kréie wéi d'Salarié vum Hëllef-, Fleege- a Sozialsektor?

2) Ass den Här Minister sech och bewusst, datt si domat eventuell méi schlecht gestallt gi wéi aner RMG-Empfänger, déi an dësem Moosnam an anere Secteure beschäftegt sinn?

3) Wéi gesäit den Här Aarbechtsminister dës Exklusiv vum Kollektivvertrag ënnert den Aspekter vum Prinzip „Gläich Pai fir gläich Aarbecht“ a vun der Netdiskriminéierung?

4) Am Art. L.252-3 (2) vum Code du travail ginn ausdrécklech Dispositionen erlaabt, déi d'Agglidderen an d'Aarbechtswelt vu Leit mat

enger Behënnerung oder mat reduziéierter Aarbechtsfäegkeet erlichteren. Ass dës Exklusiv net just de Contraire vun esou enger Dispositioun?

**Réponse** (28.05.2018) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

Wéi den honorabelen Deputéierten et richtegerweis festgestallt huet, gëtt d'„champ d'application“ vum SAS-Kollektivvertrag vun de Sozialpartner am Kollektivvertrag selwer festgehale an dem Kontext ënnert d'Tariffautonomie, an déi sech de Minister net kann an net wëllt amëschten.

Den Aarbechtsminister ka just d'Allgemengverbindlechkeet vun engem ofgeschlossene Kollektivvertrag initiéieren, wat och duerch d'groussherzoglecht Règlement vum 28. Oktober 2017 geschitt ass, mä e kann op kee Fall d'„champ d'application“ ausweiten.

Op Grond vun där beschriwwener Situatioun läit et och net um Minister, fir d'Dispositionen aus dem Kollektivvertrag ze kommentéieren.

**Question 3780** (26.04.2018) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **définition de l'antisémitisme**:

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N°3691 (Question écrite n°3691 - Sujet: Présidence du «International Holocaust Remembrance Alliance») sot d'Regierung dëst:

„Eng äänlech Definitioun war 2005 vum Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes, déi haiteg Agence européenne des droits fondamentaux (FRA) publizéiert ginn. Et handelt sech em een Dokument, dat besonnesch der Police an och den Enseignanten an hirer Aarbecht hëlleft.“

An deem Zesammenhang wëllt ech deenen Här Ministeren dës Froe stellen:

1. Wéi ass déi genee Formulierung vun der Definitioun vun 2005, vun där d'Regierung schwätzt? Wéi ass de Statut vun där Definitioun fir d'Police an d'Enseignanten („offiziell“, „Guideline“...)? Ass dës Definitioun fakultativ oder muss si zu Rot gezunn a benotzt ginn?

2. Ass dës Definitioun och eng Referenz fir aner Administratiounen, mä och z. B. fir d'Justiz? Ass si duerch d'Definitioun vun der IHRA aktualiséiert ginn?

3. Gëtt den Antisemitismus aktuell an der Formatioun vun de Beamten thematiséiert? Gëtt do déi aktuell Definitioun vum Antisemitismus vun der IHRA, déi jo och Lëtzebuerg akzeptéiert huet, als Referenz geholl?

**Réponse commune** (06.06.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*, de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

D'Definitioun vum Antisemitismus, déi vum Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes (EUMC) 2005 diffuséiert gouf, seet: «L'antisémitisme est une perception particulière des Juifs, qui peut prendre la forme de la haine envers les Juifs. Les manifestations rhétoriques et physiques d'antisémitisme sont dirigées contre des personnes juives - ou non juives - et/ou contre leurs biens, contre les institutions de la communauté juive ainsi que ses lieux de culte. De plus, ces manifestations peuvent aussi prendre pour cible l'État d'Israël, en qualité de collectivité juive. L'antisémitisme consiste fréquemment à accuser les Juifs de conspirer afin de nuire à l'humanité, et il y est souvent fait recours pour faire endosser les Juifs 'tout ce qui va mal'».

Wéi d'Definitioun 2005 vum Observatoire des phénomènes racistes et xénophobes, dem Virgänger vun der haiteger Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, diffuséiert ginn ass, war dat am Kader vun engem Working Paper, deen net iwwert dee Stadium erausgaangen ass.

D'Definitioun, déi vun der IHRA 2016 ugeholl ginn ass, huet folgende Wuertlaut:

«L'antisémitisme est une certaine perception des Juifs, qui peut être exprimée comme de la haine envers les Juifs. Les manifestations rhétoriques et physiques de l'antisémitisme sont dirigées vers des individus juifs ou non juifs et/ou leurs biens, vers les institutions de la communauté juive et/ou les institutions religieuses.»

De Statsbeamtestatut gesäit a sengem Artikel 1bis vir, dass a senger Applikatioun all Zorte vun Diskriminatioun, ënner anerem och reliéier Aart, verbuede sinn.

Sollt een Agent trotz dësem Verbuet diskriminéieren, riskéiert hien disziplinaresch Konsequenzen.

Sollt een Agent am Exercice vu senger Fonctioun Victime vun esou enger Diskriminatioun ginn, applizéiert sech d'Protektioun, wéi se am Artikel 32 vum Statsbeamtestatut virgesinn ass.

Am INAP gi verschidde Formatiounen ugebueden, déi d'Thema vun der Diskriminatioun generell behandelen. D'Thema vum Antisemitismus gëtt awer net systematesch spezifesch behandelt.

Wat d'Police ubelaangt, thematiséiert d'Policeformatioun d'Diskriminatioun a sensibiliséiert déi zukünfteg Beamten op déi verschidde Forme vun der Diskriminatioun respektiv op d'Thema vum Opruff zum Haass, besonnesch an de Coursen «Droit pénal» an «Procédure pénale» wéi och am Kontext vun der «Charte des valeurs» vun der Police an der «Déontologie policière et lutte contre les extrémismes».

Fir d'Policeschüler mat dëser Thematik praxisno ze konfrontéieren, organiséiert d'Police Visitte mat Virträg an Aarbechtsgruppen, zum Beispill am Musée de la Résistance an am fréiere Konzentrationslager Hinzert. Dëst geschitt mat enger Kranznidderleung zesumme mat de Polizeischüler vun der Landespolizeischule Hahn am Kader vun engem däitsch-lëtzebuergeschen Austausch.

**Question 3782** (27.04.2018) de **Mmes Viviane Loschetter** et **Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant le **programme vacances-travail**:

Le «working holiday visa» est un arrangement basé sur un accord bilatéral, permettant à un nombre limité de jeunes ressortissants des pays signataires et âgés entre 18 et 30 ans, d'effectuer un séjour d'une durée d'un an dans l'État partenaire. Le Luxembourg a signé de tels accords avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie en septembre 2016. Le programme vacances-travail avec l'Australie a débuté le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et celui avec la Nouvelle-Zélande le 9 mai 2017.

Suivant nos informations, les autorités luxembourgeoises seraient en train de négocier un programme vacances-travail similaire avec le Taiwan.

Dans ce contexte, nous aimerions recevoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Combien de jeunes (du Luxembourg et de l'État partenaire) ont jusqu'à présent profité des programmes vacances-travail avec [a] l'Australie et [b] la Nouvelle-Zélande?

2) Est-ce qu'un programme vacances-travail avec le Taiwan est effectivement en train d'être établi?

3) Dans l'affirmative, combien de jeunes pourront profiter de cette initiative et quand est-ce que ce programme débutera?

4) Y a-t-il d'autres pays avec lesquels le Luxembourg cherche à établir des programmes vacances-travail? Si oui, lesquels?

**Réponse commune** (14.05.2018) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

À ce jour, onze personnes du Luxembourg ont bénéficié du programme en se rendant en Australie et 50 personnes du Luxembourg en ont profité pour se rendre en Nouvelle-Zélande. Le Luxembourg a permis à deux Australiens de bénéficier du programme.

Un accord avec le Taiwan est actuellement en cours de négociation et les différentes dispositions du programme n'ont pas encore été agréées définitivement.

Ceci vaut également pour tous les programmes en cours de négociations qui ne seront achevés que par leurs signatures respectives.

**Question 3784** (30.04.2018) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant le **«Girls' Day - Boys' Day»**:

Le 26 avril 2018, Madame la Ministre de l'Égalité des chances a accueilli Madame la Commissaire européenne à l'Égalité des genres, Vera Jourová, en visite officielle au Luxembourg. Selon les propos de Madame la Ministre, «nous devons commencer la sensibilisation dès un très jeune âge et faire passer le message que les

garçons et les filles sont libres dans leur choix professionnel».

Pour les filles et les garçons, le choix d'une profession et le développement d'un projet de vie sont souvent déterminés et limités par des idées préconçues et par l'influence des rôles sociaux, c'est-à-dire beaucoup d'élèves choisissent des métiers typiques pour leur genre. Le projet «Girls' Day - Boys' Day», ayant lieu depuis 2006 au Luxembourg, vise à surmonter ces contraintes. Des entreprises, des administrations, des institutions et des organisations offrent aux filles et garçons la possibilité de découvrir une profession «atypique» pendant une journée de travail.

Selon mes informations, des écoles voulant participer au projet n'ont pas reçu d'informations de la part du Gouvernement concernant une nouvelle édition du projet en question.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

- Quand est-il prévu d'organiser l'édition 2018 du «Girls' Day - Boys' Day»?

- L'existence du projet même est-elle remise en question?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Le Gouvernement envisage-t-il de remplacer le projet «Girls' Day - Boys' Day» par d'autres initiatives comme la journée «Girls in ICT»? Si oui, sur base de quelles considérations?

- Madame la Ministre peut-elle nous dresser un bilan des cinq dernières éditions du projet «Girls' Day - Boys' Day»?

- Combien de filles et garçons ont participé?

- Combien d'écoles ont participé?

- Combien d'entreprises, d'administrations, d'institutions et d'organisations ont participé au projet?

- Quelles conclusions peuvent être tirées de l'évaluation de l'initiative en question?

**Réponse commune** (31.05.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de l'Égalité des chances*, de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Le Gouvernement reste attaché à l'objectif d'une orientation scolaire et professionnelle neutre en termes de genre et au message politique que les choix professionnels peuvent et doivent se faire indépendamment du sexe des jeunes.

Des manifestations comme le «Girls' Day - Boys' Day» se prêtent bien pour informer et sensibiliser en ce sens étudiants, parents, entreprises et la société en général.

Cette manifestation est un élément important des politiques d'égalité dans la mesure où elle contribue à atteindre un meilleur équilibre entre hommes et femmes dans tous les domaines de la vie respectivement à mettre en œuvre des mesures spécifiques en faveur du sexe sous-représenté.

Le «Girls' Day - Boys' Day» était traditionnellement programmé au mois de mai.

Or cette année, il a été décidé de reporter l'édition de 2018 afin que le concept du «Girls' Day - Boys' Day» puisse être repensé compte tenu du bilan mitigé des deux dernières années et afin qu'il soit inscrit dans une approche plus globale et concertée de l'orientation.

L'événement sous sa forme actuelle ne rencontre plus le succès de ses débuts. Au fil des différentes éditions un essoufflement de l'intérêt pour le «Girls' Day - Boys' Day» a été constaté. En effet les raisons qui incitent les jeunes à s'inscrire sont avant tout, la possibilité de passer une journée au sein d'une entreprise, plutôt que la découverte d'un métier dit «atypique». Il est constaté que la répartition restrictive des postes de stage est non seulement contradictoire avec l'idée de base de l'initiative, notamment supprimer les termes «typique» et «atypique» dans le monde des professions, mais elle freine de plus en plus l'ambition des jeunes à participer à cette journée.

C'est pourquoi il sera procédé à une analyse de la documentation des démarches d'orientation que chaque lycée devrait produire avant la fin de l'année scolaire. Une nouvelle formule de l'événement portant probablement une nouvelle dénomination et répondant mieux aux besoins actuels des jeunes pourrait ainsi être lancée avant la fin de l'année à moins qu'un autre moment au courant de l'année scolaire s'avèrerait plus opportun.

De 2011 à 2016, le Service d'orientation professionnelle de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) a effectué la coordination générale du projet «Girls' Day - Boys'



Day» (ci-après GDBD) et depuis 2017, le service de coordination de la Maison de l'orientation du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse en est chargé.

De 2013 à 2016:

- entre 110 et 160 entreprises et institutions d'accueil dans les domaines de l'artisanat, des services communaux, de l'industrie, de la jeunesse et de la petite enfance, de la santé, de la sécurité, du transport et de la logistique ont participé par année aux éditions GDBD,

- entre 1.004 et 1.393 offres de stage ont été déclarées chaque année par les entreprises et institutions,

- entre 800 et 1.134 élèves ont participé par année à cette journée,

- 34 ou 35 lycées par année ont profité de cette initiative, mais seulement au niveau de deux ou trois lycées, le nombre de jeunes participants a été plus élevé que 100 élèves par établissement; pour environ 25 lycées, le nombre des participants a été en dessous de 30 élèves par établissement scolaire,

- 2/3 des participants ont été des filles et 1/3 des élèves ont été des garçons.

En 2014, un premier déséquilibre massif entre offres et demandes a pu être constaté.

Au niveau du secteur de la petite enfance, environ 80 offres de stage (prévues pour garçons) sont restées non satisfaites.

En 2015, au niveau du secteur artisanat, environ 50 offres de stage (prévues pour filles) sont restées non satisfaites. Au niveau du secteur de la petite enfance, environ 70 offres de stage (prévues pour garçons) sont restées non satisfaites.

En 2016:

Artisanat: 62 filles inscrites alors que 105 offres de stage ont été prévues pour les filles

Industrie: 27 filles inscrites alors que 50 offres de stage ont été prévues pour les filles

Services communaux: 70 filles inscrites contre 116 offres

Transport - logistique: 9 filles inscrites contre 34 offres

Jeunesse: 13 garçons inscrits contre 36 offres prévues pour garçons

Petite enfance: 84 garçons inscrits contre 127 offres

Santé: 29 garçons inscrits contre 59 offres

### Question 3790 (03.05.2018) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les récentes affirmations du Président Abbas sur l'Holocauste:

En effet, le Président palestinien Mahmoud Abbas a, selon la presse internationale, affirmé lundi lors d'une réunion du Parlement de l'OLP, que les persécutions contre les juifs d'Europe tenaient plutôt à leurs activités sociales et bancaires qu'à leur religion. Monsieur Abbas aurait cité «trois livres» écrits par des juifs afin d'étayer son accusation antisémite sur le «fait» que «l'hostilité contre les juifs n'est pas due à leur religion, mais plutôt à leur fonction sociale». Tout en précisant qu'il entendait par là «leurs fonctions sociales liées aux banques et aux (prêts avec) intérêts». Par la suite, des responsables européens, américains et israéliens ont condamné ces propos manifestement antisémites.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1) Monsieur le Ministre peut-il me dire son appréciation politique des précités propos du Président Abbas?

2) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les conséquences politico-diplomatiques que le Gouvernement entend donner à ces affirmations manifestement antisémites?

3) Monsieur le Ministre peut-il m'éclairer sur la manière selon laquelle le Gouvernement entend thématiser les propos en question au niveau des institutions de l'Union européenne?

**Réponse** (08.05.2018) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

ad 1) Les propos tenus par le Président palestinien Mahmoud Abbas le 30 avril dernier devant le Conseil national palestinien à Ramallah ont repris des stéréotypes antisémites. Ces propos sont inacceptables et nuisent à la crédibilité du Président Abbas. J'ai pu le souligner dès le 2 mai, lors de mon discours à l'Université de

Fribourg: «Die Legitimität von Präsident Abbas ist stark angeschlagen und er diskreditiert sich zu allem Überfluss zudem mit antisemitischen Ausfällen wie dies gestern in Ramallah bedauerlicherweise der Fall war.» Le Président Abbas est bien conscient de la gravité de sa faute, puisque le 4 mai il s'est excusé publiquement pour ses propos.

ad 2) L'appréciation de ces propos a été communiquée à la Mission de Palestine auprès du Luxembourg.

ad 3) L'Union européenne a déjà réagi de façon appropriée en faisant le 2 mai dernier la déclaration suivante, à laquelle le Luxembourg s'associe pleinement: «Le discours prononcé le 30 avril par le Président palestinien Mahmoud Abbas contenait des remarques inacceptables sur les origines de l'Holocauste et la légitimité d'Israël. De tels propos font immanquablement le jeu de ceux qui ne veulent pas d'une solution fondée sur la coexistence de deux États, pour laquelle le Président Abbas a plaidé à maintes reprises. L'Holocauste et la Deuxième Guerre mondiale ont, plus que tout autre événement, façonné l'histoire moderne de l'Europe. L'enseignement de l'Holocauste demeure essentiel pour renforcer la résilience contre toutes les formes de haine dans nos sociétés. L'antisémitisme ne menace pas seulement les Juifs: c'est un danger fondamental pour nos sociétés ouvertes et libérales. L'Union européenne reste déterminée à lutter contre toute forme d'antisémitisme et toute tentative visant à excuser, justifier ou banaliser l'Holocauste.»

### Question 3794 (03.05.2018) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la protection des données:

À partir du 25 mai 2018, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) sera directement applicable à tous les acteurs actifs sur le territoire de l'Union européenne. Les nouvelles règles consistent à donner aux citoyens plus de contrôle sur leurs données personnelles et à responsabiliser davantage les entreprises. Elles devront en effet assurer une protection optimale des données à chaque instant et être en mesure de la démontrer en documentant leur conformité.

Il me revient dans ce contexte que bon nombre de petites et moyennes entreprises ne sont toujours pas prêtes et éprouvent de sérieux problèmes à se mettre concrètement en conformité avec le RGPD.

Sachant qu'il ne reste plus aux entreprises que quelques semaines pour respecter les nouvelles obligations en matière de protection des données personnelles, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Le Gouvernement entend-il informer et sensibiliser les PME aux enjeux et défis du règlement général sur la protection des données et le cas échéant est-il prévu de publier des «feuilles de route» qui aident les entreprises à se mettre en conformité avec le RGPD?

- Le Gouvernement entend-il mettre à disposition des PME un appui logistique et le cas échéant lequel?

**Réponse commune** (06.06.2018) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, et de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

Depuis le 25 mai, le règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel est en vigueur dans l'ensemble de l'Union européenne (RGPD).

Le Gouvernement tient tout d'abord à se féliciter des nombreuses initiatives publiques et privées qui ont été lancées en vue d'assurer la mise à disposition d'informations à ce sujet. Beaucoup d'informations ont été fournies gratuitement aux acteurs concernés par les instances publiques, dont la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) et Smile GIE, mais aussi par les chambres professionnelles et les fédérations. Grand nombre d'acteurs économiques privés ont saisi l'occasion pour développer leurs compétences dans ce domaine et offrir des informations et des formations relatives à la RGPD ainsi que d'autres services dans ce contexte.

Il va de soi qu'au vu de la complexité de la matière les efforts d'information et de sensibilisation ne s'arrêteront pas avec l'entrée en vigueur du RGPD mais continueront bien au-delà.

Ne pouvant pas énumérer chaque séance d'information ni tous les supports via lesquels des informations ont été diffusées, nous nous limi-

tons ci-après à en citer quelques-uns de certains acteurs du domaine public:

CNPD

Les préparatifs en vue de ce nouveau cadre réglementaire ont commencé depuis un certain temps déjà: le Gouvernement (via le Service des médias et des communications du Ministère d'État) a, conjointement avec la CNPD, lancé une première campagne de sensibilisation dès l'adoption du règlement en 2016. Cette campagne a commencé le 11 octobre 2016 par une conférence d'envergure rassemblant plus de 600 personnes, au cours de laquelle le public et les acteurs économiques se sont vu présenter les principaux changements en matière de réglementation générale sur la protection des données personnelles, l'impact sur les droits des citoyens et les obligations futures des responsables de traitements informatiques. Au fil des semaines suivantes, des séances d'information spécialisées ont été organisées, adaptées aux différents publics cibles, afin de guider les acteurs dans l'implémentation de ces nouvelles règles. Parmi ces séances de travail, certaines sessions visaient plus spécifiquement les PME et start-ups.

La sensibilisation à la thématique de la protection des données personnelles et l'accompagnement des acteurs dans le cadre du nouveau règlement constitue une des nouvelles missions-clés de la CNPD. Afin de permettre à celle-ci d'assurer au mieux ce rôle, le Gouvernement a considérablement renforcé les moyens tant financiers que humains de la CNPD depuis 2015. En effet, la dotation financière allouée au régulateur a quasiment triplé de 2015 à 2018, et les effectifs ont été renforcés: alors qu'en 2014, la CNPD occupait 15 personnes, elle en comptait 25 en 2017 et ses effectifs devraient monter à 35 personnes d'ici la fin de l'année.

Depuis la campagne de sensibilisation initiale lancée en 2016 conjointement avec le SMC, la CNPD a continué, voire accentué ces actions tout au long de 2017 et 2018, par l'organisation de conférences et de séances d'information régulières, ainsi que douze cours d'introduction à la protection des données. La CNPD continue à être présente aux principaux événements touchant de loin ou de près la matière de la protection des données pour y répondre aux nombreuses questions. À ce titre, l'autorité de protection des données est intervenue notamment aux conférences de la Chambre de Commerce, de l'ABBL, de la Chambre des Métiers, de la Fédération des artisans, de l'Association professionnelle des courtiers en assurances, de l'Association luxembourgeoise des compliance officers ou encore de l'Ordre des experts-comptables. La liste des événements auxquels la CNPD a contribué ou qu'elle a organisés se trouve en annexe.

À côté des événements mentionnés ci-dessus, la CNPD a encore pris de nombreuses mesures supplémentaires en matière d'information, de sensibilisation et de guidance en 2017 et 2018, dont notamment:

- la création de deux brochures:

- «Vos données, vos droits» pour le grand public;

- «Vos obligations en matière de protection des données» pour les responsables de traitements et leurs sous-traitants;

- la publication d'un dossier thématique, d'un guide de préparation et de trois vidéos animées présentant le RGPD sur son site Internet;

- la publication d'informations et d'un formulaire de notification de violation de données sur le site de la CNPD pour aider les entreprises à se préparer en amont à la gestion et notification des violations de données avant l'entrée en application du RGPD.

Dans le cadre et avec le soutien de l'initiative Digital Luxembourg, la CNPD a, en collaboration avec le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) et la société eProseed-RTC, lancé en octobre 2017 un outil permettant aux responsables de traitement d'évaluer leur degré de conformité au nouveau règlement général sur la protection des données. Le «GDPR Compliance Support Tool» est une solution innovante et intuitive pour permettre aux utilisateurs de vérifier le niveau de maturité de leurs organisations. Il contient une base de données exhaustive et détaillée avec plus de 350 critères d'exigences réglementaires.

Cet outil pratique permettra aux acteurs non seulement de gérer un registre de traitement et l'ensemble des documents nécessaires dans le cadre du RGPD, mais également de réaliser un suivi sur l'évolution du niveau de maturité de leur organisation. L'outil est mis gratuitement à disposition des acteurs, et son contenu est mis à jour régulièrement.

En date du 11 mai 2018, 1352 comptes ont été ouverts dans l'outil. Une moyenne

constante de 50 nouveaux comptes sont ouverts par semaine depuis son lancement. À l'heure actuelle, le nombre de projets d'évaluation ouverts s'élève à 1981.

Luxinnovation

Des mesures qui existent déjà depuis plusieurs années ont intégré la RGPD dans leur portée. Ainsi, des programmes tels que Fit 4 Digital du Ministère de l'Économie, géré par Luxinnovation GIE, permettent de subventionner les PME qui font des efforts en ce sens.

Smile GIE

Le site Internet [www.cases.lu](http://www.cases.lu) donne des explications concernant la protection et la sécurisation des données. Le diagnostic Cases qui vise à réduire l'exposition aux risques IT et est offert gratuitement par Smile GIE a intégré le modèle RGPD. Un registre RGPD a été développée dans MONARC, la méthode d'analyse développée par Smile GIE qui permet d'établir un rapport complet des risques et de proposer des solutions.

En outre, Smile GIE a publié plusieurs articles au sujet de la RGPD et participé à des événements organisés par d'autres acteurs. Un flyer relatif à la RGPD a été élaboré à l'attention des administrations locales.

Plusieurs workshops ont été organisés par Smile GIE avec la participation d'experts. Un FAQ a été publié à l'issue des workshops.

CIRCL a publié une politique de la protection des données qui peut être gratuitement réutilisée par d'autres organisations dont les CSIRT.

Fédération des artisans

Ensemble avec une société privée, la Fédération des artisans a élaboré un concept qui ne se limite pas à informer les entreprises mais offre un accompagnement concret pour se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions RGPD.

Ce concept comporte deux volets:

1. Workshop: Un workshop d'initiation pour subdiviser la RGPD en thématiques différentes. Pour chacune, des workshops séparés sont offerts. 100 entreprises sont en train de suivre ces workshops.

2. Documentation: Pour chaque thématique des documents et templates ont été préparés en deux langues (français et allemand) que l'entreprise peut réutiliser et adapter à ses propres besoins, p. ex.: registre de traitement, notice de vie privée, procédures internes, etc.

Chambre des Métiers

La Chambre des Métiers a organisé deux séances d'information avec la CNPD et un avocat spécialisé. Lors de cette séance un outil simplifié de mise en conformité a été présenté («Check list simplifiée» qui comprend une fiche signalétique (photographie des traitements) et une fiche conformité avec les exemples classiques de traitements (recrutement, RH, fournisseurs).

La Chambre des Métiers répond de plus aux demandes spécifiques des ressortissants dans le cadre de sa mission légale d'information et de sensibilisation à la législation concernant l'artisanat et les PME. Son service juridique assiste aussi le service E-Handwerk sur les questions posées lors de leurs visites notamment.

Des articles au sujet de la RGPD sont parus en 2018 dans d'Handwerk et dans le mailing prestataires. Une série de sept articles concernant la présence web des entreprises est en élaboration.

Une partie dédiée au RGPD est intégrée dans le cycle de conférences «Actualité en droit du travail».

Un factsheet sur les principes de la RGPD est en élaboration.

Chambre de Commerce/Confédération luxembourgeoise du commerce

Trois conseillers du House of Entrepreneurship ont été spécialement formés à la RGPD et sont en contact direct avec la CNPD pour l'élaboration du Q&A.

La clc a organisé des ateliers lors des Entrepreneurs' Days. Un workshop pratique a été organisé avec la CNPD. Les fédérations affiliées à la Chambre de Commerce, la Fedil et la clc ainsi que l'Horesca ont profité de workshops dédiés.

Une fiche d'information récapitulative a été élaborée et publiée. Des articles de sensibilisation sont parus dans le magazine CONNECT by clc et dans les supports envoyés aux fédérations.



**Question 3795** (04.05.2018) de **Mme Viviane Loschetter** et **M. Roberto Traversini** (déi gréng) concernant la **71<sup>e</sup> édition de l'Assemblée mondiale de la santé**:

Au sein de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) les 194 États membres de l'Assemblée mondiale de la santé (AMS) se rencontrent annuellement au mois de mai à Genève afin de déterminer les politiques et d'améliorer les programmes de l'OMS.

Entre 2009 et 2016, le Taïwan avait bénéficié, sur invitation du directeur général de l'OMS, d'un statut d'observateur à l'AMS. Cette invitation n'a cependant pas été renouvelée en 2017 et le Taïwan n'a, jusqu'à présent, pas non plus été invité à la 71<sup>e</sup> édition de l'AMS qui se tiendra entre le 21 et le 26 mai cette année.

Dans ce contexte, nous aimerions recevoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et de Madame la Ministre de la Santé:

1) Étant donné que l'OMS est un organe important qui a pour objectif d'amener tous les peuples du monde au niveau de santé le plus élevé possible, est-ce que Madame et Monsieur les Ministres partagent notre avis, qu'il est important qu'un maximum de pays du monde soient représentés au sein de l'OMS?

2) Dans l'affirmative est-ce qu'il ne serait donc pas important d'inviter une délégation du Taïwan aux réunions de l'AMS?

**Réponse commune** (18.05.2018) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile*, et de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

ad 1) Les enjeux et les défis de santé publique ont une portée mondiale et par conséquent, les discussions au sein de l'OMS peuvent grandement bénéficier de la participation, de l'échange d'informations et de l'expertise du plus grand nombre. À ce titre nous nous félicitons des discussions sur la gouvernance de l'OMS qui ont eu lieu lors de la 142<sup>e</sup> session du comité exécutif de l'OMS, du 22 au 27 janvier 2018 à Genève, sur la base du rapport EB142/5 du directeur général de l'OMS, daté du 15 janvier 2018.

ad 2) Le conseil exécutif de l'OMS est composé de 34 membres élus pour des mandats de trois ans. Lors de sa 142<sup>e</sup> session, le conseil a décidé de l'ordre du jour de la 71<sup>e</sup> Assemblée mondiale de la santé (AMS), qui se tiendra du 21 au 26 mai à Genève. La question de la participation de Taïwan aux réunions de l'AMS ne figure pas à l'ordre du jour. Comme le Luxembourg n'est pas membre du conseil exécutif, nous ne sommes pas en position de nous prononcer sur cet ordre du jour de la prochaine AMS.

**Question 3796** (04.05.2018) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **budget agriculture et développement rural de l'Union européenne**:

Den EU-Budgets-Kommissär Günther Oettinger huet kierzlech den EU-Finanzplang fir den Zäitraum vun 2021 bis 2027 virgestallt.

Et ass geplangt, d'Finanzmëttel fir déi gemeinsam Agrarpolitik ëm 5% ze kierzten.

Wuel wëssend, dass déi europäesch Landwirtschaft ënner grousem Wettbewerbsdruck steet an déi Lëtzebuurger Landwirtschaft nëmme bedéngt konkurrenzfähig ass, wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister dës Froe stellen:

1. Wéi ass d'Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung zu der geplangter Kierzung am EU-Agrarbudget an huet si wëlles, sech géint dës Kierzungen anzesetzen?

2. Am Fall, wou et zu der Kierzung vu 5% vum EU-Agrarbudget sollt kommen, wéi eng Méiglechkeete bestinn, fir d'Lëtzebuurger Landwirtschaft zousätzlech ze ënnerstëtzen?

3. Wéi eng vun dëse Méiglechkeete gedenkt d'Regierung an d'Aen ze faassen?

**Réponse** (01.06.2018) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

ad 1. Ech wollt an dësem Kontext eng Kéier ënnersträichen, datt d'gemeinsam Agrarpolitik déi éischt gemeinsam Politik um Niveau vun der EU war. Si ass also am Prozess vun der europäescher Integratioun e ganz wichteg Element gewiescht an ass dat och nach haut.

Och dowéinst hu mer eis, zesumme mat enger ganz grousser Majoritéit vu Memberstaaten, am Agrarministerot ëmmer fir e robusten Agrarbudget an der EU ausgesprach, deen eisen héijen Ambitiounen an de villen Defien, déi op eis duerkommen, gerecht muss ginn, sief et am Beräich vum Ëmwelt- a Klimaschutz, mä och en vue vun der Mondialisatioun, déi zu enger ëmmer méi ausgeprägter Volatilitéit op de Mäert féiert.

Am Laf vun der Zäit sinn an der Europapolitik aner Politikberäicher derbäikomm ewéi d'Struktorentwécklung, sozial an territorial Kohäsioun, Recherche, Erasmus, Life asw. Den Drock op de Budget an op seng Verdeelung ass méi grouss ginn. Den Undeel vum EU-Budget, deen an d'GAP fléisst, ass deemno erofgaangen, vu ronn 55% an der Period 1988-1992 bis op ronn 38% an der aktueller Finanzperiod.

Fir 2021 bis 2027 hëlt den Drock op den EU-Budget weider zou. Duerch de Brexit entsteet e Lach vun 12 Milliarden, deen duerch frësch Suen, mä och duerch Aspierungen an der Agrar- an an der Kohäsiounspolitik soll opgefaange ginn. Derbäi kommen nei Eerausforderunge wéi Migratioun, Verdeedegung, Recherche a méi global Agendae wéi den UN-Agenda 2030 fir nohaltig Entwécklung. Dat heescht, datt den Undeel vun der Agrarpolitik am proposéierten EU-Budget op 28,5% erofgeet. Insgesamt wär dat eng Baisse vun nominal 5%; 4% fir Direktzuelungen, de sougenannten éischte Pilier, an 10% fir den Développement rural, den zweete Pilier vun der PAC.

Wéi vill déi europäesch Gelder zréckginn, gesi mer eréischt, wann d'Negociatiounen ofgeschloss sinn.

Mir wäerten eis, wéi gesot, derfir asetzen, datt den EU-Budget eisen Ambitiounen gerecht gëtt, a sinn, wéi och zum Beispill Däitschland, dofir bereet, fir méi an d'EU ze bezuelen.

ad 2. + 3. Mir hunn eis och derfir ausgeschwat, datt, wann d'EU-Gelder zréckginn, dës Baisse vun de Memberstate kann opgefaange ginn.

Gemengt sinn domadder den éischte Pilier an den zweete Pilier.

Dës Regierung wäert sech am Kader vun deene kommende Verhandlung fir dës Kompenséierung asetzen.

Et muss ee wëssen, datt mer am zweete Piler elo schonn op all Euro, dee vu Bréssel kënn, véier Euro dropleeën. Déi Méiglechkeet wäerte mer an Zukunft och behalen a mir wäerten zu Bréssel fir eng maximal Flexibilitéit an deem Kontext plädéieren.

**Question 3797** (04.05.2018) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant l'**impact budgétaire du «paquet d'avenir»**:

En octobre 2015, Monsieur le Ministre des Finances avait présenté aux membres de la Commission des Finances et du Budget une première évolution des incidences financières des 258 mesures de restructuration budgétaire composant le «paquet d'avenir». Une année plus tard, Monsieur le Ministre avait fourni une deuxième estimation financière de ces mesures. Depuis, aucune information en relation avec l'implémentation du «paquet d'avenir» n'a, à notre connaissance, été publiée, de sorte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des différentes mesures depuis 2015 jusqu'en 2017 (par an et par mesure)? Qu'en est-il de l'estimation financière de ces mesures jusqu'en 2022 (par an et par mesure)?

- Monsieur le Ministre peut-il, pour chacune des mesures précitées, indiquer s'il s'agit d'une économie budgétaire ou de recettes supplémentaires?

**Réponse** (04.06.2018) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

En réponse à la question des honorables Députés, il convient de rappeler les éléments suivants:

- en décembre 2014 le «paquet d'avenir» a été arrêté dans le cadre du vote des lois budgétaires;

- en octobre 2015, une première évolution des incidences financières des 258 mesures a été présentée aux membres de la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés;

- en septembre 2016, une deuxième estimation financière de ces mesures a été publiée dans le cadre de la réponse commune aux questions parlementaires n°2243 et n°2283 à 2305;

- en octobre 2017, un tableau, publié à la p. 28 et 29 du Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2017 - 2021, a fourni une troisième estimation de l'incidence financière des mesures du paquet d'avenir au niveau de l'Administration publique:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

À l'instar des actualisations précédentes, une nouvelle actualisation détaillée est en cours de préparation dans le cadre des travaux budgétaires 2019 à 2022. Dans ce cadre, l'impact sur l'exercice 2017 des différentes mesures est analysé et les modalités d'implémentation sont actualisées, afin de tenir correctement compte de leur impact sur les budgets des exercices 2019 à 2022.

En effet, en vertu de la circulaire budgétaire 2019, «la programmation pluriannuelle intègre les mesures Zukunftsplan décidées dans la loi du 19 décembre 2014. Chaque département doit veiller, dans le contexte de la planification budgétaire, à réaliser les économies prévues dans le Zukunftsplan, en adaptant le cas échéant la mesure aux circonstances actuelles. Les estimations des économies sont donc à actualiser.»

Ainsi, l'ensemble des éléments voulus par les honorables Députés ne sera disponible qu'après la finalisation des travaux budgétaires en cours.

**Question 3798** (07.05.2018) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **compétitivité de la place financière**:

En effet, le Président américain Donald Trump vient de faire passer en décembre 2017 au Congrès une réforme fiscale prévoyant une réduction du taux d'imposition des sociétés de 35% à 21%. Même si Monsieur Trump veut maintenir jusqu'au 1<sup>er</sup> juin l'exemption provisoire des droits de douane sur l'acier et l'aluminium, l'Union européenne et les États-Unis se trouvent désormais devant la menace d'une guerre commerciale. Le Président français Emmanuel Macron souhaite, quant à lui, supprimer la fameuse «exit tax» du Président Nicolas Sarkozy que l'actuel président juge aujourd'hui inutile. Enfin, l'Irlande dispose actuellement d'un paysage fiscal partiellement plus favorable à certains fonds d'investissements que la taxation luxembourgeoise en la matière.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur d'éventuelles mesures immédiates que le Gouvernement envisage de prendre pour contrer les précitées mesures américaines, françaises et irlandaises?

- Monsieur le Ministre peut-il également me faire connaître comment il entend sauvegarder la compétitivité de la place financière sur le long terme?

**Réponse** (07.06.2018) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Après s'être inquiété, dans le cadre de sa question parlementaire n°3755, que le Luxembourg puisse être considéré comme un pays agressif en matière fiscale, susceptible de «compromettre l'équité fiscale dans le marché intérieur», l'honorable Député s'enquiert désormais de la compétitivité de la place financière luxembourgeoise au regard de la fiscalité.

Or, force est de constater que la compétitivité de la place financière tient moins à des avantages fiscaux particuliers qu'à de nombreux autres atouts, dont notamment son cadre juridique parfaitement adapté et conforme aux règles internationales et européennes, la qualité des autorités de surveillance, ainsi que la compétence et le savoir-faire des professionnels de la place.

À ce titre, on peut notamment rappeler que l'existence de la taxe d'abonnement, qui n'existe dans aucun autre centre financier majeur, n'a nullement empêché le Luxembourg à devenir le plus important centre de fonds d'investissements au monde, après les États-Unis. De même, l'intérêt que le Luxembourg rencontre dans le contexte du Brexit illustre l'attractivité de la place financière pour les groupes internationaux, nonobstant les atouts mis en avant par des places concurrentes.

Par ailleurs, la réputation des places financières devient un élément de plus en plus déterminant pour les acteurs financiers qui envisagent de s'y implanter ou développer. Ainsi, le Luxembourg ne devrait pas prendre des mesures fiscales susceptibles de le mettre au risque

de se retrouver à nouveau sur des listes telles que celles du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, qui l'avait jugé «non conforme» en 2013.

Partant, la sauvegarde de la compétitivité de la place financière du Luxembourg passera non pas par le renouement avec une politique fiscale de sous-enchère et visant à exploiter la moindre niche, mais par le développement continu de nouveaux produits et services, notamment dans le domaine des FinTechs et de la finance durable, ainsi que par la poursuite de la politique de diversification géographique.

**Question 3799** (08.05.2018) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **vente par ArcelorMittal de l'usine de galvanisation de Dudelange**:

Le 18 septembre 2017 l'accord tripartite «Lux2019» conclu entre ArcelorMittal, les syndicats et le Gouvernement est signé. Dans ce cadre, ArcelorMittal s'est engagé à investir en 2017 et en 2018 chaque fois 35 millions d'euros dans les sites luxembourgeois.

Trois jours plus tard, le 21 septembre 2017, le projet d'acquisition d'Ilva par ArcelorMittal est notifié à la Commission européenne.

C'est par la suite qu'ArcelorMittal a proposé une série d'engagements pour répondre aux préoccupations de la Commission européenne. Aujourd'hui, la Commission européenne a autorisé, sous conditions, l'acquisition d'Ilva par ArcelorMittal.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Le Gouvernement était-il au courant du projet d'acquisition d'Ilva par ArcelorMittal au moment de la signature de l'accord tripartite «Lux2019»? Cette donne a-t-elle eu une incidence sur les négociations de l'accord «Lux2019»?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer (i) si le groupe ArcelorMittal a lui-même choisi les sites à vendre dans le sillage de l'opération d'acquisition d'Ilva (ii) ou si la Commission européenne a expressis verbis requis la vente du dit site?

- Le conseil d'administration d'ArcelorMittal a-t-il été informé, au préalable, de la liste des engagements proposés par ArcelorMittal?

- Malgré l'aval de la Commission européenne à l'opération de concentration sous rubrique, Monsieur le Ministre estime-t-il réaliste qu'ArcelorMittal revienne sur sa décision et offre à la vente, en lieu et place du site de Dudelange, d'autres actifs de son portefeuille?

- Monsieur le Ministre entend-il intervenir en ce sens auprès d'ArcelorMittal?

- Alternativement, Monsieur le Ministre entend-il proposer à ArcelorMittal d'intenter une action en justice contre la décision de la Commission européenne devant la Cour de justice de l'Union européenne et soutenir le groupe dans cette démarche?

- À défaut, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si les engagements proposés par ArcelorMittal et avalisés par la Commission européenne sont à considérer comme définitifs, i. e. ont-ils eu l'accord du conseil d'administration d'ArcelorMittal?

- Dans la négative, quand le conseil d'administration d'ArcelorMittal est-il appelé de s'exprimer à cet égard? Le représentant de l'État au conseil d'administration d'ArcelorMittal entend-il s'opposer à ladite transaction?

- Dans l'affirmative, quand l'opération d'acquisition deviendra-t-elle effective et suivant quel échéancier l'usine de Dudelange devra-t-elle être cédée?

- Toujours dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas indispensable que l'État luxembourgeois entre dans l'actionnariat d'un repreneur éventuel?

- Monsieur le Ministre peut-il enfin confirmer qu'ArcelorMittal a investi au moins 35 millions d'euros dans les sites de production luxembourgeois en 2017 et qu'il continue de respecter ses engagements formalisés dans l'accord «Lux2019», malgré la cession du site de Dudelange en 2017 et 2018?

**Réponse** (12.06.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Dans le cadre de la reprise du groupe sidérurgique italien Ilva par ArcelorMittal, je suis activement intervenu tant auprès de la Commission européenne que de la concurrence, Madame



Margrethe Vestager, qu'auprès des dirigeants d'ArcelorMittal, afin de maintenir l'usine de galvanisation d'ArcelorMittal à Dudelange dans le giron du groupe ArcelorMittal. J'ai également mis en avant qu'il était essentiel de maintenir les emplois des salariés de l'usine concernée avec leur convention collective existante dans le cadre de la vente éventuelle.

Dans sa lettre de réponse récente du 7 juin 2018, la commissaire Vestager m'a assuré que la Commission européenne va suivre de très près le processus de vente d'ArcelorMittal Dudelange. ArcelorMittal ne pourra vendre qu'à condition que le nouvel acquéreur dispose des compétences et capacités nécessaires et aura pour objectif de continuer à exploiter le site d'ArcelorMittal Dudelange. Cette vente devrait être effectuée d'ici la fin de l'année.

L'acquisition de l'entreprise sidérurgique Ilva par ArcelorMittal n'a pas été prise en considération dans le contexte de la signature de l'accord tripartite «Lux2019». En effet, bien qu'en voie de préparation, il n'était alors nullement à prévoir que l'acquisition d'Ilva pourrait conduire à la vente d'une usine sidérurgique luxembourgeoise.

Dans le cadre du processus autorisant la reprise d'Ilva par ArcelorMittal, la Commission européenne a posé des critères et conditions, sans toutefois nommément désigner des entreprises spécifiques qu'ArcelorMittal devrait céder pour obtenir son aval pour cette transaction. La décision finale des entreprises à céder est revenue à ArcelorMittal au terme des négociations avec la Commission européenne. Le conseil d'administration d'ArcelorMittal a validé la reprise d'Ilva et a par la suite été informé du résultat des négociations avec la Commission européenne ayant conduit à l'arrêt d'une liste d'entreprises à céder.

Je tiens à vous assurer que je vais continuer à suivre de près la vente du site d'ArcelorMittal Dudelange afin de m'assurer de la viabilité du site à l'avenir et que les engagements pris dans le cadre du plan «Lux2019» soient respectés. Il est important que le futur acquéreur dispose d'une stratégie de développement pour englober le site d'ArcelorMittal dans son réseau. Conditionner, par contre, la reprise de l'usine de Dudelange à l'entrée de l'État dans l'actionariat du repreneur éventuel, tel que suggéré par l'honorable Député, apparaît dans ce cadre peu réaliste.

**Question urgente 3837** (29.05.2018) de **Mme Martine Mergen** (CSV) concernant le «**Wiichtelhaus**» à **Beggen**:

Dans un récent communiqué de presse, l'association sans but lucratif Sauvegarde du patrimoine a exprimé la crainte que la maison sise au 11, rue de Bastogne, inscrite au cadastre de la commune de Luxembourg, section EA de Beggen, sous le numéro 138/2024 pourrait, dans le sillage de la démolition d'un immeuble adossé, tomber en ruine.

Cette maison, la plus ancienne de Beggen, fait partie des immeubles bénéficiant d'une protection nationale, alors qu'elle est inscrite à l'inventaire supplémentaire depuis un arrêté ministériel du 30 septembre 2016.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer si les agents du Service des sites et monuments nationaux sont présents sur place pour suivre les travaux de démolition et pour intervenir au cas où l'immeuble protégé risquerait d'être endommagé?

2) Monsieur le Ministre peut-il m'informer des sanctions auxquelles s'expose la personne qui endommagerait/démolirait un immeuble protégé?

**Réponse** (05.06.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*:

ad 1) Le Service des sites et monuments nationaux a pris contact avec le maître d'ouvrage et a fait part de ses craintes relatives aux travaux de démolition pouvant hypothéquer la survie du bâtiment protégé. Il a obtenu par écrit l'assurance que les travaux de démolition se feront de manière à respecter l'immeuble qui figure à l'inventaire supplémentaire.

ad 2) En cas de non-respect du patrimoine bâti protégé, des dispositions pénales (emprisonnement et amendes) peuvent être invoquées en vertu des articles 41 et 42 de la loi modifiée du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux (Mémorial n°62 du 1<sup>er</sup> août 1983).

**Question urgente 3854** (07.06.2018) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant l'**accessibilité du village de Berdorf**:

Suite aux pluies torrentielles dans la nuit du 31 mai au 1<sup>er</sup> juin, plusieurs chemins repris menant vers Berdorf ont été gravement endommagés. Ainsi, l'accès routier vers Berdorf est à l'heure actuelle uniquement possible par Consdorf. Les routes menant vers Echemach et Grundhof sont barrées.

Cette situation est d'autant plus regrettable qu'elle risque d'avoir un impact désastreux sur le tourisme dans un des centres touristiques principaux de la région pendant la saison en cours.

De même, l'accès aux commerces ainsi qu'aux services médicaux est limité.

Vu le projet de réaménagement de la route menant de Consdorf vers Berdorf, la localité pourrait être inaccessible pendant un certain temps, étant donné que l'accès vers le Melicks-haff ne constitue guère de chemin d'accès valable. Ainsi, en cas de force majeure, la sécurité des habitants et l'accès des services de secours risquent de ne plus être assurés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la situation actuelle à Berdorf?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre à court terme afin de minimiser l'impact négatif sur l'accessibilité vers Berdorf?

- Monsieur le Ministre est-il en contact avec ses services ou des services étrangers afin d'engager les travaux nécessaires - provisoires ou définitifs - dans les meilleurs délais?

**Réponse** (08.06.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les services de l'Administration des ponts et chaussées ont été contactés dès l'activation de la Cellule de crise au matin du 1<sup>er</sup> juin 2018 et ont contrôlé le réseau routier du pays. Les cantons concernés par les inondations étaient Clerveaux, Diekirch et Vianden, Grevenmacher, Luxembourg, Remich et Echternach. Les services de l'administration ont entre-temps rétabli la majeure partie des routes inondées et procèdent actuellement à l'élimination des dégâts sur les routes non encore réouvertes à la circulation.

En ce qui concerne la situation à Berdorf, le travail des services de l'Administration des ponts et chaussées est focalisé sur la réouverture des routes. Les dégâts aux routes donnant accès à Berdorf sont cependant tellement importants qu'une réouverture à court terme est impossible.

L'administration est également en train d'examiner l'envergure des dégâts sur les tronçons du CR364 entre Vugelsmillen et Berdorf, ainsi qu'entre Berdorf et la route nationale N10 menant vers Echternach. Pour les deux tronçons, le corps de chaussée a été fortement endommagé, respectivement complètement disparu, ou a glissé. Les fossés et des perrés sont fortement détériorés, des talus sont fortement érodés et des glissements sont encore actifs; des murs en bordure de la route se sont affaissés ou sont érodés à la base. Une réouverture sécurisée à la circulation n'est ainsi envisageable qu'après l'arrêt des glissements, la stabilisation complète des talus et la reconstruction des murs et routes. L'accès au public est actuellement interdit, en raison des dangers qui persistent.

D'un point de vue de l'organisation de la circulation, tous les trajets de et vers Berdorf doivent impérativement être déviés via le CR137 vers Consdorf qui sera mis sous surveillance accrue. D'autres alternatives via le réseau étatique ou communal ne sont actuellement pas possibles, étant donné que les routes ne sont pas dimensionnées pour supporter un trafic automobile accru.

À côté des équipes d'intervention de l'administration, le Service géologique a été mis en alerte le matin du 1<sup>er</sup> juin et était sur les lieux durant l'après-midi. Depuis, ce service ainsi que des bureaux d'études spécialisés en géologie sont sur place et font un état de la situation aux différents endroits concernés par les inondations. Actuellement, il s'agit de plus de 20 sites sur le seul territoire du canton d'Echternach, auxquels s'ajoute le village de Greiveldange et la route nationale N10 entre Wasserbillig et Moersdorf ainsi que d'autres sites touchés dans une moindre envergure par les inondations à l'est du pays.

Les services de l'Administration des ponts et chaussées, en coopération avec les autres administrations et le Haut-Commissariat à la pro-

tection nationale, ont évidemment commencé à estimer les coûts de réfection et de préparer les premières évaluations pour entamer des projets de rétablissement de la situation pristine, mais au vu de l'envergure des dégâts, la réalisation des études et ensuite des travaux n'est pas réaliste à court voire moyen terme.

À titre d'information, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint un relevé actuel des routes endommagées et partiellement fermées du canton d'Echternach (voir également sous [www.cita.lu/fr/chantiers.html](http://www.cita.lu/fr/chantiers.html)).

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Finalement, une réunion a été fixée ensemble avec Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Dan Kersch, et les communes concernées, afin de leur fournir un état des lieux précis ainsi qu'un planning des mesures et travaux à prévoir.

**Question urgente 3886** (20.06.2018) de **MM. Gilles Roth et Laurent Mosar** (CSV) concernant les **Cours complémentaires en droit luxembourgeois (CCDL)**:

L'accès à la profession d'avocat passe par un stage professionnel composé d'une période de cours complémentaires en droit luxembourgeois (CCDL) suivie d'un stage pratique. La réussite des CCDL conditionne non seulement l'accès à la profession d'avocat, mais également à la fonction de notaire. Les CCDL constituent par ailleurs une condition sine qua non pour accéder à la magistrature.

Depuis 2009, et conformément à l'article 7 du règlement grand-ducal du 10 juin 2009 portant organisation du stage judiciaire, les CCDL comprennent des matières obligatoires et des matières optionnelles, le programme d'enseignement devant être arrêté pour le 1<sup>er</sup> juillet précédant le début des cours.

Sur le site du Ministère de la Justice, on apprend désormais que le programme des CCDL subira une modification fondamentale avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2018. En effet, sous le nouveau régime, «les matières enseignées ne sont plus réparties en tronc commun et en matières optionnelles, mais en trois groupes de matières. Les stagiaires doivent réussir avec succès dans chaque groupe un nombre variable de matières totalisant respectivement 48 heures pour le Groupe 1, 36 heures pour le Groupe 2 et 42 heures pour le Groupe 3».

Ce faisant, Monsieur le Ministre semble ne plus concevoir l'utilité pour les avocats de disposer d'un socle minimum de compétences dans les matières qui étaient jusqu'ici obligatoires (institutions et sources du droit luxembourgeois, déontologie, procédures civile, pénale et administrative, etc.).

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que tous les avocats doivent disposer d'un socle minimum de compétences?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un changement aussi fondamental des CCDL aurait davantage dû être discuté avec les milieux concernés (sachant que les CCDL conditionnent l'accès non seulement au stage judiciaire, mais également au stage notarial et à la magistrature)?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il concevoir un report de la mise en vigueur du nouveau régime en vue de cet échange?

- À défaut, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le nouveau régime, en ce qu'il ne distingue plus entre matières obligatoires, d'une part, et matières optionnelles, d'autre part, soit en porte-à-faux avec l'article 7 du règlement grand-ducal susmentionné? Comment Monsieur le Ministre entend-il lever cette contradiction, i. e. entend-il faire adopter un règlement dans l'urgence?

**Réponse** (22.06.2018) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Il importe que les avocats ne disposent pas seulement d'un socle minimum de compétences, mais d'un socle de compétences important, principe qui ne s'applique pas seulement pour la profession d'avocat mais également pour toutes les autres professions judiciaires.

La réforme du programme des Cours complémentaires en droit luxembourgeois (ci-après «CCDL») répond à cette exigence.

Depuis des années, la liste des critiques formulées à l'encontre du programme et système actuel des CCDL est très longue. Ces critiques proviennent de professionnels établis de toutes les professions judiciaires mais également de la

part des stagiaires et anciens stagiaires. Elles ont, entre autres, pour objet de remettre en question l'utilité d'une part du programme des CCDL alors qu'il prévoyait des enseignements comparables et d'ailleurs déjà sanctionnés par l'obtention de leurs diplômes universitaires.

L'objectif des CCDL est l'enseignement des particularités du droit luxembourgeois comme l'a exposé Monsieur le Bâtonnier François Prüm dans sa réaction écrite à l'attention des auteurs de la question urgente en date d'aujourd'hui qui est annexée à la présente réponse.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les stagiaires sont détenteurs d'un diplôme universitaire en droit avant de pouvoir s'inscrire aux CCDL et disposent dès lors du socle requis de compétences en droit.

Il faut également prendre en considération que chaque profession judiciaire prévoit, après la réussite des CCDL, en plus une formation professionnelle ciblée sur les besoins de la profession concernée. Les CCDL ne constituent donc qu'une étape de la formation de ces professions réglementées.

Monsieur le Bâtonnier François Prüm a rappelé dans sa réaction écrite précitée avoir été demandeur d'une telle réforme et il souligne qu'il la soutient entièrement. La même chose est vraie pour les autorités judiciaires, Monsieur le Président de la Cour supérieure de justice ainsi que Madame le Procureur général d'État soutiennent les principes de la réforme.

La critique soulevée par les auteurs de la question urgente, que les milieux professionnels n'ont pas été impliqués, n'est donc certainement pas fondée.

La présente réforme est en ligne avec l'article 7 du règlement grand-ducal modifié du 10 juin 2009 portant organisation du stage judiciaire et réglementant l'accès au notariat. Le caractère obligatoire est maintenu, la réforme a seulement conféré plus de flexibilité aux stagiaires dans le choix des matières sans pour autant leurs laisser un choix complètement libre.

**Question urgente 3891** (22.06.2018) de **MM. Claude Wiseler et Laurent Mosar** (CSV) concernant la **participation luxembourgeoise au «mini-sommet» sur les migrations le 24 juin à Bruxelles**:

En effet, en l'état actuel des présences, les chefs d'État et de Gouvernement de dix États membres de l'UE, à savoir l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, Malte et les Pays-Bas, vont se réunir le 24 juin 2018 à Bruxelles sur invitation du Président de la Commission afin d'apporter des «solutions européennes» au défi migratoire. Selon la Commission, la liste des États représentés pourrait encore s'allonger. Selon tous les observateurs, le précité sommet devrait anticiper les conclusions du Conseil européen du 28 et 29 juin où «les migrations» seront également le premier point à l'ordre du jour. Le «mini-sommet» de ce dimanche aura donc une importance politique à ne pas négliger.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

1) Monsieur le Premier Ministre peut-il nous confirmer que le Luxembourg ne sera définitivement pas représenté lors du sommet du 24 juin 2018 à Bruxelles?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Premier Ministre peut-il nous en expliquer les raisons?

3) Dans l'affirmative encore, Monsieur le Premier Ministre ne pense-t-il pas qu'une présence luxembourgeoise au précité sommet se serait imposée pour faire valoir la voix de notre pays dans un moment décisif dans le dossier des migrations, d'autant plus que le Luxembourg serait alors le seul pays fondateur de l'UE à ne pas être présent lors de ce «pré-sommet»?

**Réponse** (22.06.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Je peux confirmer ma présence à la réunion informelle sur les sujets des migrations et de l'asile qui aura lieu le dimanche, 24 juin à Bruxelles à partir de 15.00 heures.